



INTEGRATION ET CONFLITS D'ESPACES Les dynamiques territoriales des Pokot (Nord-ouest du Kenya)

Jean Huchon

► To cite this version:

Jean Huchon. INTEGRATION ET CONFLITS D'ESPACES Les dynamiques territoriales des Pokot (Nord-ouest du Kenya). Géographie. Université de Toulouse-Le Mirail, 2004. Français. NNT : . tel-01259943

HAL Id: tel-01259943

<https://shs.hal.science/tel-01259943>

Submitted on 21 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTEGRATION ET CONFLITS D'ESPACES

Les dynamiques territoriales des Pokot (Nord-ouest du Kenya)

par
Jean HUCHON

Directeur de Thèse : Bernard CHARLERY DE LA MASSELIERE



Discipline : Etudes Rurales, mention Géographie

Jury :

Michel Adam, Professeur (Université François Rabelais de Tours)

Bernard Calas, Professeur (Université Bordeaux III)

Bernard Charlery de La Masselière, Professeur (Université Toulouse-Le Mirail)

Bernard Faye, Chef de programme (CIRAD-EMVT)

Laurien Uwizeyimana, Professeur (Université Toulouse-Le Mirail)

Toulouse – Novembre 2004



20 / 01 / 05

HUC 910.1333106762

INTEGRATION ET CONFLITS D'ESPACES

Les dynamiques territoriales des Pokot

(Nord-ouest du Kenya)

Thèse présentée et soutenue publiquement
pour l'obtention du titre de
Docteur de l'Université de Toulouse-Le Mirail

par

Jean HUCHON

Discipline : Etudes Rurales, mention Géographie

Directeur de Thèse : Bernard CHARLERY DE LA MASSELIERE

Jury :

Michel ADAM, Examineur

Bernard CALAS, Rapporteur externe

Bernard CHARLERY DE LA MASSELIERE, Directeur de Thèse

Bernard FAYE, Rapporteur externe

Laurien UWIZEYIMANA, Rapporteur interne

Toulouse – Novembre 2004

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à Bernard Charlery de la Masselière pour son encadrement et son appui dans la définition et l'orientation de ce travail, pour m'avoir incité à confirmer mes intuitions, à étayer mes arguments et analyses.

Cette étude n'aurait d'ailleurs pas pu être menée à bien sans le soutien financier de l'Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA) qu'il dirigeait au commencement de ce projet et grâce auquel j'ai pu réaliser mes premiers travaux de terrain. Un grand merci est adressé à toute l'équipe de Nairobi pour son accueil, et plus particulièrement à Philippe Bocquier, Directeur de l'IFRA au cours de ces deux années passées au Kenya en tant que boursier. Que Jannick Maisonhaute et Bernard Calas, « chercheurs de passage » rencontrés à l'occasion de mon séjour, reçoivent ici ma gratitude pour leur disponibilité et leur écoute.

Je souhaite également saluer les membres du laboratoire Dymset de Bordeaux. Leurs marques de sympathie, et le soutien apporté au programme collectif initié sur le Mont Elgon, ont été pour moi un véritable encouragement.

Je remercie chaleureusement John Iwalasiwa, qui s'est révélé un interprète et assistant de recherche de qualité, enthousiaste en toutes circonstances... Une petite pensée pour ses proches qui m'ont accueilli et guidé dans les vallées des Sekerr comme sur la plaine de Masol.

Que tous mes interlocuteurs kenyans, et tout particulièrement en pays pokot, soient ici remerciés de s'être prêtés à cette recherche. J'aimerais aussi mentionner David Roden (Marich Pass Field Study Centre), Dominique Marchand (Handicap International), Wilma et Gerard Nieuwe (SNV) qui, chacun à leur manière -et d'abord en m'hébergeant-, ont contribué à la réalisation de cette étude.

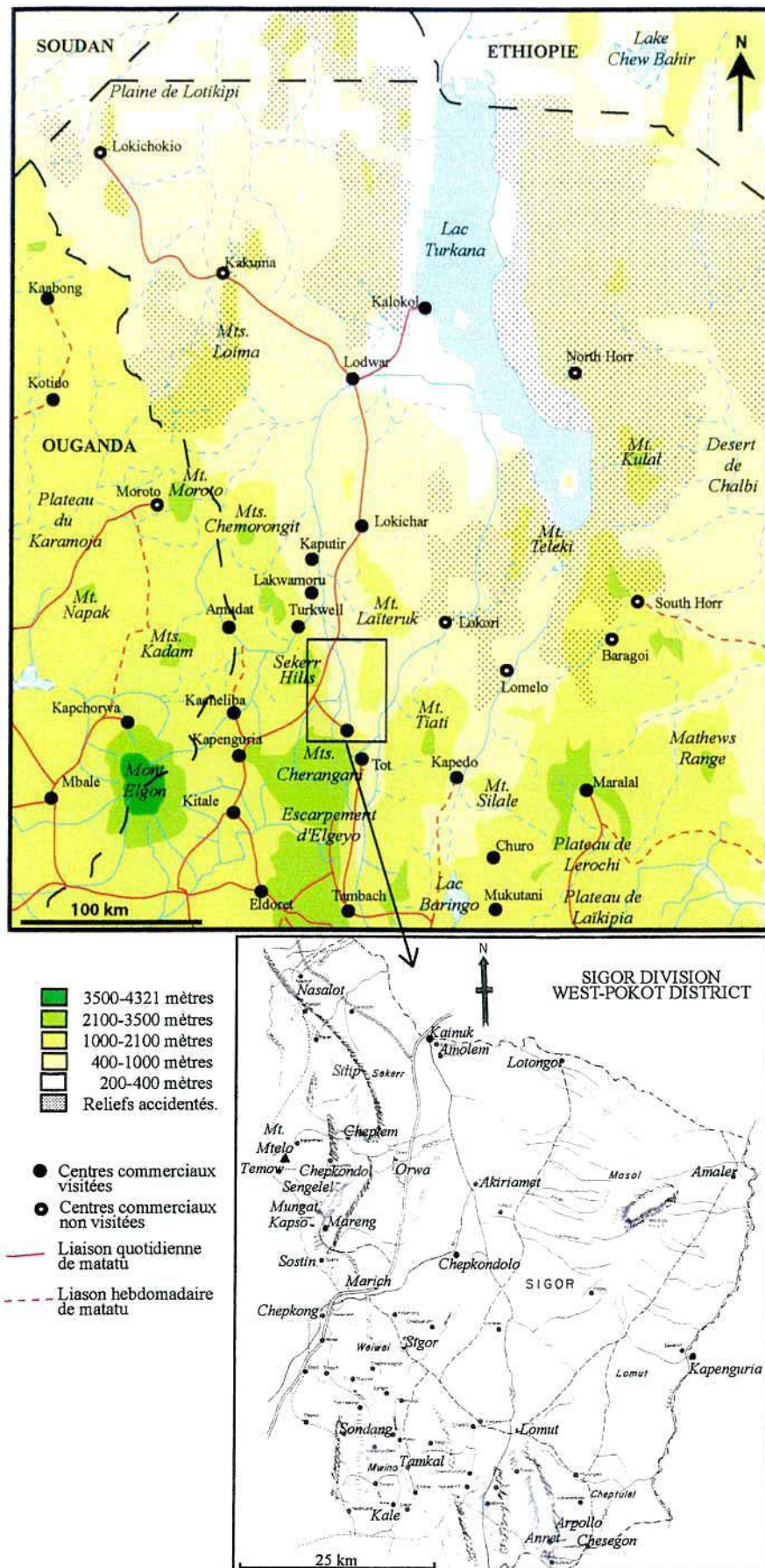
Merci à celles et ceux qui m'ont épaulé lors de la dernière ligne droite : Valérie Messer, Magali Héraud-Arouna, Isabel Berest, Claire Destacamp, Alain François, Henri Médard, Lionel Caruana et Emmanuel Soubiran.

Mes pensées se tournent vers mes parents, Paulette, Pascale et Xavier pour m'avoir encouragé et apporté leur soutien constant, sans oublier Anne-Sophie, qui a accepté de faire partie de l'aventure et de partager mes pérégrinations.

SOMMAIRE

Introduction générale.....	3
 PARTIE 1. Pays et territoire(s) pokot	27
Chapitre I. Espaces ou territoires de production.....	32
Chapitre II. Gestion institutionnelle du territoire.....	92
 PARTIE 2. Les modalités du contrôle territorial par l'Etat.....	138
Chapitre I. Conquête et découpage administratif.....	142
Chapitre II. Gradient d'intégration et discontinuité socio-politique.....	181
 PARTIE 3. Intégration différenciée et construction territoriale.....	247
Chapitre I. Contrôle territorial et catégorisation spatiale.....	251
Chapitre II. Quelles incidences les modèles d'intégration au marché ont-ils sur les dynamiques territoriales ?	302
 Conclusion.....	398
 Bibliographie.....	409
Table des matières.....	430
Table des illustrations.....	434
Annexes	

Illustration no. A : Cartes de localisation des zones d'étude.



INTRODUCTION GENERALE

Intégration et conflits d'espaces

Les dynamiques territoriales des Pokot (Nord-Ouest du Kenya)

A. Contraintes et images du terrain

Plus que tout autre chose, les contraintes du terrain ont dicté ce travail. Aussi, cette recherche est-elle marquée par la mobilité : comme moyen de ne pas attirer l'attention des autorités, d'élargir l'éventail des personnes ressources et de découvrir des documents non publiés au fur et à mesure des investigations. Ces contraintes sont essentiellement liées à la réputation du Nord-Ouest du Kenya, et des Pokot en particulier, dans les sphères de l'administration. De fait, la région est présentée comme une zone marginale. Ceci n'a pas été sans conséquence sur l'orientation de la problématique de ce travail.

1. Méthodes et limites de l'étude de terrain

Souhaitant travailler sur les modalités d'intégration en milieu rural, j'ai choisi l'exemple kenyan des populations pokot. La situation et l'extension géographique de leur peuplement, entre le premier et le deuxième degré de latitude Nord, les placent dans une position d'interface qui rend compte du rôle de la proximité physique dans le processus d'intégration.

Souhaitant échapper à la stricte monographie, j'ai tenté de travailler à l'échelle micro régionale de l'ethnie qui, souvent prise comme un ensemble territorial homogène circonscrit dans des cadres administratifs, constitue un pont entre le local et le national ; cela permet en outre d'exploiter les statistiques officielles.

Trop souvent l'ethnie est traitée à partir de l'étude d'une seule communauté localisée. Or, les données topographiques, les modes de production, l'isolement et bien d'autres critères diffèrent d'une communauté à l'autre. Aussi, ai-je privilégié une approche comparative entre plusieurs communautés locales, choisies suivant leurs situations géographiques, leurs domaines d'exploitation et leur éloignement aux marchés et aux axes routiers.

Travailler en pays pokot impose un certain nombre de contraintes qui ont limité la récolte équilibrée de données entre les différents sites de l'étude : les informations rapportées varient donc, en qualité et en quantité, d'une communauté à l'autre, affectant de ce fait les comparaisons escomptées entre les populations de la plaine, des piémonts, des montagnes et des places commerciales.

La première contrainte est sans doute celle de l'insécurité des limites administratives encadrant les deux districts de Baringo et de West-Pokot. Malgré ce climat particulier, j'ai pu traverser la frontière internationale au niveau du mont Elgon, les limites des districts de Turkana (Kapedo, Kainuk, Turkwell et Lakwamoru), de Trans-Nzoïa, de Laikipia (Churo, Mukutani) et de Marakwet. Dans ce dernier district, j'ai mis fin à mes enquêtes après avoir été indirectement pris à partie dans un raid mené par des Pokot sur les Marakwet de Tot en octobre 2001.

En second, les problèmes logistiques ont largement guidé le choix de mes sites d'enquêtes : la principale difficulté étant de trouver les familles à interroger, dont les campements sont relativement isolés les uns des autres. Dans la plaine de Masol, l'essentiel des entretiens a été réalisé à Chepkondolo où des éleveurs pratiquent aujourd'hui l'agriculture irriguée sur les bords de la rivière Wei-wei. J'ai aussi pu prospecter auprès de bergers en transhumance le long des piémonts des Sekerr Hills. Enfin, d'autres éleveurs de la plaine ont été interrogés à Marich. J'avais prévu de sonder les populations de la plaine, lorsqu'elles se rendent en nombre sur les marchés des piémonts ; mais la plupart des personnes abordées ont refusé toute discussion sur le marché, me proposant plutôt de les retrouver « un autre jour » sur leur campement.

En montagne, j'ai parcouru à plusieurs reprises les vallées surplombant Sigor, Lomut et Chesegon. Cependant, la grande majorité des enquêtes a été faite dans les vallées des Sekerr, dans un rayon de six à huit heures de marche autour du

centre de Mungat. De là, j'ai pu accéder aux vallées isolées en altitude et au nord des Sekerr. Les données les plus complètes concernent donc les familles résidant dans les Sekerr : entre trente et cinquante questionnaires ont été réalisés à chaque étage altitudinal (à 1000 mètres, 1800 mètres, 2200 mètres, 2500 mètres et au-delà).

L'étude de terrain s'est étendue de mars 2000 à décembre 2001 : chaque mois, une session d'une quinzaine de jours était consacrée aux entretiens auprès des producteurs pokot. Suivant les lieux et les personnes interrogées, les outils mobilisés ont été différents : discussions libres, entretiens dirigés et questionnaires. J'ai bénéficié pour cela de l'aide d'un interprète/ assistant recruté localement : peu de Pokot parlent effectivement kiswahili et moins encore pratiquent l'anglais ; en qualité d'assistant, il a réalisé seul certains entretiens. Pour éviter les contresens issus de la retranscription du pokot à l'anglais, puis de l'anglais au français, la plupart des questionnaires ont donné lieu à des discussions approfondies entre nous, ce qui a permis, par ailleurs, d'affiner les questions afin de confirmer ou d'infirmer les hypothèses soulevées à chaque session d'entretiens.

Le travail d'enquête a été complété par trois types de sources bibliographiques. Les unes ont été puisées dans les nombreuses recherches menées sur d'autres groupes, et plus particulièrement sur les Turkana et les Maasāi : ce fond bibliographique a sans doute une incidence sur mon analyse, mais en comparaison, peu de chercheurs ont effectivement travaillé sur les Pokot et l'essentiel des sources les concernant sont produites localement.

D'autres proviennent des rapports non publiés d'ONG, OIG ou d'organisations para-étatiques : la plupart concernent le district de Turkana ; en effet, seule l'organisation de coopération néerlandaise SNV travaillait directement dans le district de West-Pokot¹, et aucune organisation de ce type n'était présente dans le district de Baringo.

Enfin, les dossiers des Archives de Nairobi ont été exploités pour retrouver l'origine et les raisons des tracés des limites administratives du district de West-Pokot. Les Archives de Kapenguria ont été des sources tout aussi importantes ;

¹ SNV a cessé toute activité dans le district en 2003.

mais l'exploitation des documents empilés les uns sur les autres et sans classification a demandé patience et curiosité.

2. Le Nord-Ouest kenyan, un pôle d'intégration caractérisé par son aspect marginal

La marginalité est construite par rapport à la définition d'un espace de référence. Elle dépend d'une représentation particulière qui n'est pas forcément fidèle à la réalité, mais plutôt influencée par le regard d'un observateur extérieur ayant ses propres valeurs et sa propre vision du monde. Il s'agit par conséquent d'une construction mentale, usant de critères le plus souvent liés aux idées de fragilité, de « communautarisme » ou de « traditionalisme » des populations, d'insécurité et de violence, d'activités en marge de l'économie de marché et des pôles économiques nationaux.

Au Kenya, le Nord-Ouest est considéré comme une région marginalisée. Ce constat m'a amené à m'interroger sur la cohérence² d'une unité régionale définie par sa marginalité. Le Nord-Ouest du Kenya peut-il être pris comme une unité régionale cohérente et différenciée d'autres espaces du pays ? Cette région constitue-t-elle un pôle d'intégration, sur lequel l'ensemble des populations y résidant adhère aux mêmes références normatives ?

Du point de vue administratif, le Nord-Ouest est divisé en trois districts : Baringo, West-Pokot et Turkana. J'avais déjà séjourné à Marigat dans le district de Baringo à l'occasion de mes recherches de maîtrise sur l'horticulture kenyane en 1997. J'avais en fait été surtout confronté à la problématique de la sédentarisation et du passage de l'élevage pastoral à l'agriculture irriguée. En marge de la ville, s'étendaient des camps de réfugiés, où les Turkana recevaient une assistance humanitaire. La présence de ces populations semblait indiquer que la situation devait être en plus difficile sur leur terre d'origine. De fait, le Nord-Ouest nous

² Brunet, 1993, p. 371 : La cohérence « s'appuie sur la logique formelle mais aussi, plus largement, sur des règles contextuellement variables, fixant ce qui est licite et ce qui ne l'est pas dans les opérations de définition de l'objet, de découpage du réel, de présentation du problème et d'établissement de l'énoncé ».

avait été décrit comme une zone fragile, pastorale, ethnique, d'insécurité, bref, une zone marginale³.

- « Une zone fragile »

Cette définition enferme dans une lecture tragique où tout paraît joué⁴. Elle est liée à son contraire : alors que les hauts plateaux du « Kenya utile »⁵ sont caractérisés par de fortes densités de population, des précipitations abondantes et une végétation variée, le Nord-Ouest est marqué par le constat visible de l'érosion et de la désertification. A cela s'ajoutent des thèmes de mobilisation comme les sécheresses, les inondations, les nuages de sauterelles, les épidémies, les épizooties et bien d'autres crises, qui interpellent la Recherche, depuis plusieurs générations et sans discontinuité.

- « Une zone pastorale »

Pratiqué dans l'ensemble du Nord-Ouest, le pastoralisme serait la preuve que la région constitue un pôle d'intégration homogène. Intervenant dans tous les échanges économiques et sociaux locaux qui constituent les relations de proximité, le bétail est effectivement une référence primordiale.

L'idée de pôle d'intégration est renforcée par le mythe de la dichotomie entre les groupes pastoraux et agro-pastoraux. En effet, les pasteurs ont souvent été considérés *« comme des populations à part, des groupes isolés, qui du fait qu'ils sont nomades et se consacrent à l'élevage, sont fondamentalement différents des autres groupes sociaux. Ceci a eu tendance à conduire à des approches théoriques qui étudient le concept de la société pastorale par opposition à celui de la société non-pastorale avec des principes*

³ « *pastoral area* », « *arid and semi-arid area* », par exemple. L'emploi du mot zone renforce notre vision d'une région objet de politique d'intégration. Piveteau, 1995, chap. 5 : « Le mot « zone » nous renvoie à l'action d'un planificateur extérieur aux territoires. Il suggère qu'il n'y a de gouvernabilité qu'à partir du centre ».

⁴ Piveteau, 1995, chap. 3: « Le mot fragile, ou ses ersatz (marginalisé, désertifié ou reculé), semble nous dire qu'il ne reste qu'une alternative : le deuil ou l'acharnement ».

⁵ Une expression communément utilisée par les chercheurs travaillant sur le Kenya.

d'organisation et de comportements différents (Hill & Randall, 1985 : 21-22)»⁶. Le terme de « société pastorale » renvoie d'ailleurs à une forme spécifique d'organisation du territoire. C. Médard note à ce propos que plusieurs géographes et anthropologues ont cherché à caractériser cette spécificité : « choisissant d'aborder la question sous l'angle de l'aire des ressources, ils soulignent la nature polarisée de leur espace (pâturages saisonniers, points d'eau). Ils en viennent à suggérer que ces ressources structurent d'avantage l'espace que l'existence de frontière»⁷. A l'inverse, les communautés agricoles se définissent « par rapport à un territoire caractérisé par une frontière qui différencie l'interne de l'externe et dont la valeur rituelle permet un contrôle politique »⁸.

Ainsi, la conception territoriale des groupes pastoraux serait relativement éloignée de celle des groupes pratiquant l'agriculture qui -pour leur part- auraient une organisation de leur territoire relativement proche de celle du système étatique « moderne ».

- « Une zone tribale »

Une autre dichotomie est celle définie à travers l'opposition des sphères du « moderne » et du « traditionnel »⁹. Ces notions emblématiques sont ici spatialisées : au sud, sur les hautes terres, le Kenya est « moderne », tandis qu'au nord-ouest il est « traditionnel », comme en témoignent la culture, les habits de cuir, les oreilles percées, les colliers de perles et surtout les longues transhumances pastorales. Ces dernières sont effectivement associées au tribalisme, comme le développe R. Bocco : « à un mode d'utilisation du territoire correspond un type d'organisation sociale. [...Par ailleurs,] l'accent est mis sur les conséquences du tribalisme, qui entrave la naissance et le développement d'un esprit national, empêche l'établissement d'une autorité externe et soulève, en un mot, le problème du contrôle étatique »¹⁰.

⁶ Bernus, 1990, p. 267.

⁷ Médard, 1999, p. 46.

⁸ Médard, 1999, p. 46.

⁹ Ces notions qui renvoient à une problématique *normative* de l'évolution sociale : le « traditionnel » étant voué à évoluer vers la « modernité » ; mais paradoxalement, le « traditionnel » est qualifié de fixisme, alors que le « moderne » est caractérisé par le mouvement.

¹⁰ D'après la FAO (1972, p. 5), cité par Bocco, R. (1990, p. 104) : « nomads are no respectors of national frontiers which they cross and recross very rapidly, evading arrest and taxation, avoiding any new modernising program. This elusiveness curtails the nomads commitment to the state » [FAO. Report on the

« Traduit en termes d'espace, le concept de culture renvoie inmanquablement à celui de territoire »¹¹. Le Nord-Ouest du Kenya pourrait donc constituer un seul et même territoire. Pourtant, plusieurs groupes ethniques, eux-mêmes loin d'être des ensembles homogènes, se partagent la région. Si Behend (1987) et Little (1992) évoquent respectivement la solidarité ethnique des Tugen du nord des Tugen Hills et le territoire ethnique des Njems/ Il Chamus, Dyson Hudson et Mc Cabe (1985), Kipkorir (1983) et Dyson Hudson (1966) décrivent plutôt des territoires turkana, marakwet et karimojong, faits de sections ou de clans territorialisés. Les conflits violents, récents ou anciens, entre ces sous-ensembles apportent d'ailleurs la preuve de l'aspect problématique de la catégorisation ethnique¹². Schlee (1989) démontre, pour sa part, que « *Ethnic groups are dynamic, in the sense that individuals can identify themselves with different ethnic groups. Equally dynamic are the relationships between groups. These groups have histories of animosity, friendship, temporal alliances and violent conflicts. Present-day relationships can be described as an oscillation between war and peace, avoidance, integration and co-existence* »¹³.

- « Une zone d'insécurité »

Le Nord-Ouest du Kenya a manifestement mauvaise réputation. Sans empreinte humaine, sans repère, le paysage semble dangereux à l'étranger. Le climat d'insécurité, largement médiatisé dans la presse nationale, fait que bon nombre de nos interlocuteurs ont tenté de me décourager au début de ce travail : le principal risque étant de ne pas pouvoir finir l'étude de terrain. Durant toutes

FAO expert consultation on the settlement of nomads in Africa and the Near East. Rome, FAO Regular program n. RP 20, p. 5].

¹¹ Bonnemaïson, 1981 : « *Le territoire est lié à l'ethnie et à la culture qui le mettent en forme* ».

¹² Les différentes sections maasaï se sont affrontées dans les années 1880 dans ce qui est qualifié de Guerre Civile Maasaï. Les sections turkana se sont battues entre elles jusqu'à ce qu'elles fassent un seul front contre les Britanniques. Les sections karimojong, bokora, matheniko et piam, sont en conflit depuis l'indépendance de l'Ouganda.

¹³ « *Les groupes ethniques sont dynamiques dans le sens où les individus peuvent s'identifier à plusieurs groupes ethniques différents. Les relations entre ces groupes sont tout aussi dynamiques. Ils connaissent des périodes d'animosité, d'amitié, d'alliances temporaires et de violents conflits. Leurs relations actuelles peuvent être décrites comme une oscillation entre guerre et paix, évitement, intégration et coexistence* ». (Schlee, 1994). Schlee a principalement travaillé sur les Boran du Nord-Kenya.

les années 1970, le Nord-Ouest a effectivement été le théâtre de raids des *Ngorokos*, des guerriers turkana pillant les troupeaux d'éleveurs pokot.

La pratique du raid constitue en soi un vecteur d'intégration régionale. D'une part, elle s'inscrit dans le cadre des « conflits normalisés », pratiqués dans toutes les sociétés du Nord-Ouest du Kenya, du Sud-Soudan et du Nord-Est de l'Ouganda. D'autre part, elle permet la diffusion et le transfert d'animaux d'un groupe à l'autre et sur des distances relativement importantes : les vols concernent seulement quatre ou plus de cinq cents animaux, qui peuvent être déplacés sur des centaines de kilomètres. En pratique, des guerriers, de la même ou de différentes ethnies, s'associent pour attaquer et dérober les troupeaux d'éleveurs avec lesquels ils sont en conflit ouvert. Les protagonistes, voleurs et victimes, partagent le même langage de la violence. Toutes ces sociétés ont ainsi développé une organisation sociale répondant à la pression militaire ; si elles sont ennemies, elles restent cependant extrêmement ressemblantes.

Un pôle d'intégration est un vaste ensemble homogène, qui n'est pas forcément un ensemble caractérisé par la paix.

Dans les années 1990, la pratique du raid a cependant évolué, s'étendant de plus en plus vers le sud (vers les groupes marakwet, ilchamus et kikuyu¹⁴), et faisant acte de surenchère dans la violence (caractérisée par la multiplication des attaques et l'utilisation des armes à feu). Cela ne signifie pas pour autant que les raids correspondent à des « stratégies prédatrices »¹⁵, visant l'accumulation de

¹⁴ Des groupes ethniques associés aux gouvernements qui se sont succédés à la tête de l'Etat indépendant du Kenya : le premier Président du Kenya était Kikuyu, le second était Tugen ; les terres des Ilchamus accueillent de nombreux Tugen (il s'agit d'une zone de desserrement démographique pour les Tugen).

¹⁵ Sur ce point, j'approuve S. Gray (2003, p. 21) : « *we are not in agreement with Hendrickson, Armon, and Mearn (1998) and Fleisher (1998, 1999), who argue that AK 47 raiding is a predatory strategy, carried out for personal gain and resulting from the erosion of the moral economy. [...] Rather we argue that its genesis lay in the elaboration of an adaptive response to environmental uncertainty that was altered in response to increasing socio-political uncertainty (Mandani, Kasoma, Katende, 1992, p. 47)* ». [« Ne nous ne sommes d'accord ni avec Hendrickson, Armon et Mearn (1998), ni avec Fleisher (1998, 1999), qui avancent que les raids à l'AK 47 constituent une stratégie prédatrice exécutée pour des gains personnels et qui résulte de l'érosion de l'économie morale. [...] Au contraire, nous pensons que leur genèse réside dans l'élaboration d'une réponse adaptée à l'incertitude environnementale modifiée en réponse à l'incertitude socio-économique croissante (Mandani, Kasoma, Katende, 1992, p 47) »].

Par contre, je ne suis plus d'accord avec S. Gray, lorsqu'il avance que « *the greatest risk to pastoralists' survival in the 20th century was not drought or disease but their vulnerable position vis-à-vis governments that either punished them or exploited them according to prevailing political currents,*

bétail à des fins personnelles ou la destruction d'un système¹⁶. Ils s'inscrivent dans le cadre de stratégies d'adaptation utilisées par les populations pour faire face aux perpétuelles évolutions socio-économiques induites par les crises climatiques et les fluctuations du marché.

Les populations sont comme « prisonnières » d'un regard implicite. Plus qu'un constat, la représentation faite précédemment a valeur d'engagement, puisqu'elle sert de base à l'orientation des politiques d'intégration conduites par l'Etat et ses agents¹⁷. Le Nord-Ouest du Kenya est une zone marginale, un pôle caractérisé par des problèmes qui ne peuvent être traités de façon impartiale, un espace « en crise » qui doit donc nécessairement être l'objet d'une politique d'intégration.

ultimately marginalizing them and endangering their subsistence base ». [« Le plus grand risque pour la survie des pasteurs au 20^e siècle n'était pas la sécheresse ou la maladie mais leur position vulnérable vis-à-vis du pouvoir, qui selon les courants politiques dominants, les punissait ou les exploitait pour finalement les marginaliser et menacer la base de leur subsistance »].

¹⁶ A propos d'un processus de destruction, voir Turnbull (1987).

¹⁷ Rosière, 2003, p. 217 : « Tous les acteurs sont animés par des représentations territoriales, éléments explicatifs importants de leurs comportements ».

B. Modèles d'intégration et conflits territoriaux

1. L'intégration, de la théorie aux modèles

Suivant les *Mots de la géographie* de R. Brunet, l'intégration est un « *rassemblement d'éléments dans une unité nouvelle, ou incorporation d'un élément à un corps existant* ». Il est spécifié que « *l'unité est construite ou reconstruite, et non pas initiale* »¹⁸.

J. Lévy, précise ce dernier point en ajoutant que l'intégration porte « *l'idée d'un dépassement des contraires et peut être généralisée par le couple accommodation/ assimilation. Il y a intégration d'une réalité A dans une réalité B lorsque A fait clairement partie de B mais que B a été modifié par l'entrée de A. Il ne s'agit donc ni d'une simple inclusion juxtaposant le nouvel entrant aux éléments préexistant de l'ensemble (accommodation), ni une destruction des spécificités de l'autre pour qu'il se conforme aux normes établies dans le monde qui le reçoit (assimilation)* »¹⁹.

L'intégration est donc un processus de réunion de deux pôles, ayant pour but leur enrichissement réciproque²⁰. C'est dans cet objectif qu'est notamment conçue l'intégration régionale de grands ensembles économiques comme l'*East African Community* : « *un moyen transitoire ou alternatif à l'intégration mondiale permettant à ces pays [Kenya, Ouganda, Tanzanie] d'atteindre la taille critique du développement, de se désenclaver et de gagner en crédibilité vis-à-vis des instances internationales* »²¹.

¹⁸ Brunet, 1993, p. 371.

¹⁹ Lévy, 2003, p. 516.

²⁰ Le Haut Conseil de l'Intégration (1991) définit la politique d'intégration comme « *un processus spécifique par lequel il s'agit de susciter une participation active de la société nationale d'éléments variés, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales, en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété et de cette complexité* ». (document Internet sur site officiel).

²¹ CERED. Intégration régionale : polarisation et influence des réseaux d'infrastructures, le pari de la recomposition spatiale, l'*East African Community*. Projet de recherche, Paris X-Nanterre : CERED, Nov 2002.

Ces définitions mettent l'accent sur quatre étapes du processus d'intégration :

- Pour commencer, l'intégration met en jeu au moins deux acteurs spatiaux, dont l'un est souvent défini à travers son état de marginalisation par rapport à l'autre²². La mise en évidence de ces deux contraires demande donc une démarche d'identification de pôles régis par des systèmes de référence normative différents : un dedans et un dehors, un proche et un éloigné, un moderne et un traditionnel, un agricole et un pastoral.
- L'intégration repose alors sur l'adhésion à des normes communes²³, lesquelles sont obtenues à travers la construction de relations de proximité physique, mais aussi et surtout organisationnelle, voire institutionnelle. Ces dernières permettent de sortir de l'isolement, de faciliter la transmission des apprentissages du local vers le global et vice-versa.
- Une fois l'équilibre atteint, l'espace ainsi créé se caractérise par son homogénéité : bien que les différences de chacun soient respectées, le métissage des deux pôles donne lieu à des pratiques hybrides.
- Enfin, il faut être sur la voie de l'intégration pour s'intégrer complètement. L'intégration est donc un processus lent qui se déroule sur plusieurs générations.

L'intégration est souvent traitée comme une affaire d'Etat-nation ; en Afrique notamment, où ce dernier est encore engagé dans un processus de construction

²² Selon R. Brunet la marginalité se définit comme le « caractère de ce qui ne fait pas partie du système. Un marginal est quelqu'un qui ne s'intègre pas ; il tire ses ressources d'une façon non conforme à la règle commune ». (Brunet, 1993, p. 371).

²³ Winter, 2001, p. 148 : « Le terme de norme nous semble avoir une qualité principale, il permet d'éviter l'usage des termes de valeur d'un côté, et intérêt de l'autre [...]. Parler en terme de valeurs, c'est verser dans le culturalisme, qui assigne à un groupe ou à une société un système spécifique de valeurs censé régler les comportements des acteurs. Parler en termes d'intérêt c'est opter pour l'individualisme méthodologique et rapporter les comportements des acteurs à une pure rationalité calculatrice individuelle. Norme, par contre, permet de renvoyer les comportements à des modes de régulation partagés, fortement dépendants des formes locales de la reconnaissance sociale, sans leur imputer une essence particulière ».

nationale²⁴. L'Etat joue un rôle d'autant plus essentiel dans le processus d'intégration, qu'il est maître dans la prescription de normes.

Ces politiques peuvent être qualifiées suivant leurs objectifs et les modèles employés. Elles font appels à divers outils, allant du découpage administratif, à l'élection de représentants, à l'organisation de filières sectorielles. Un part du succès dépend alors de la capacité de l'Etat à contrôler l'évolution du processus.

La cohérence des unités à intégrer (groupes sociaux ou régions ciblées) paraît aussi déterminante. Dans le but d'établir un modèle d'intégration à l'échelle supranationale, par exemple, les nations sont considérées comme des espaces déjà homogènes. De même, entreprendre un schéma d'intégration pour un groupe de population spécifique semble signifier que cette population forme un tout cohérent et organisé au sein d'un système de type territorial. La définition de ces systèmes tient cependant plus souvent de la représentation de la marginalité que peuvent avoir les agents extérieurs, que d'un véritable sentiment de marginalisation des acteurs locaux. La participation de ces derniers au processus peut alors paraître limitée ; ce qui est parfois interprété par les agents extérieurs comme une marginalité volontaire (ou auto-exclusion) des populations qui n'accepteraient pas de suivre le modèle proposé.

Le succès des politiques d'intégration est essentiellement fonction de la capacité d'adaptation des populations visées, qui usent de toutes sortes de stratégies pour cela : d'intégration (participation à l'économie de marché), de contournement (utiliser le changement en sauvegardant l'essentiel du système), d'autonomisation (renforcement territorial) ou de conflits.

2. Intégration et conflits : contraire et dépendance

Dans certaines régions du monde qualifiées de « zones tribales », de « zones grises », de « zones de non-droit », de « diagonales dangereuses » ou d'« angles morts », les conflits et l'insécurité tendent à caractériser une situation normale. Ces termes sont toutefois assez révélateurs de la position marginale ou périphérique

²⁴ Médard, 1999, introduction.

de ces régions vis-à-vis des instances de contrôle des Etats et de l'économie de marché.

Pour certains, les conflits eux-mêmes limitent la pénétration de structures intégrantes qui garantissent normalement la paix et la stabilité nécessaire au développement social : le développement se faisant dans une perspective d'intégration, les conflits seraient des freins à l'intégration nationale et à la pénétration de l'économie de marché ; leurs résolutions seraient donc un préalable au développement social et économique.

Pour d'autres, l'absence de telles structures, présentées comme des stimulateurs du processus de lutte contre l'exclusion et la violence, explique la continuité des conflits. Cette vision semble signifier que là où les Etats souverains n'ont qu'une emprise apparente, des groupes sociaux exprimeraient leur marginalisation à travers le conflit : le conflit serait une expression de la marginalisation et le développement socio-économique serait capable d'y mettre fin.

En fait, ces deux approches divergent, non pas tant sur les modes de résolution à employer (sécurité et développement doivent vraisemblablement être menés conjointement), mais plutôt sur la conception du conflit en lui-même. Alors que les uns mettent l'accent sur ses causes endogènes, les autres présentent le conflit comme une manifestation de l'état de marginalisation, démontrant que les populations impliquées sont conscientes de leur situation et usent du conflit comme une réponse pour conditionner les vecteurs de leur intégration ; les contraintes exogènes sont alors plus favorablement mises en cause.

Conflit et intégration ne sont pas forcément des notions antagoniques. Le conflit peut être significatif d'une adaptation des sociétés locales aux contraintes exogènes en vue d'une meilleure intégration : il annonce une dynamique territoriale passant par la re-formulation des liens socio-économiques, des mécanismes de cohésion sociale et des conditions d'accès au pouvoir, conformément aux enjeux.

La question essentielle porte donc sur les modèles d'intégration proposés, puisque ce sont ces derniers qui déterminent et conditionnent les réponses des acteurs territoriaux.

C. Les acteurs de l'intégration : l'Etat et les territoires locaux

1. Des modèles d'intégration employés par l'Etat souverain

Les modèles d'intégration visent à relier l'espace marginal au centre dominé par le système étatique, par des voies qui ne sont pas forcément localisées : elles peuvent être fondées sur une logique de liaisons fonctionnelles entre les acteurs, ces derniers étant localisés mais leurs relations répondant à des principes fonctionnels au sein d'une organisation trans-territoriale. Dans cette perspective, les régions marginales sont conçues comme des zones périphériques : leur degré de marginalisation est conçu en dehors de toute considération de leur environnement régional, il dépend exclusivement de la comparaison d'autres zones, elles-mêmes reliées au centre *via* ces liaisons fonctionnelles. Les modèles reposent sur divers ressorts (qui peuvent se conjuguer), dont :

- *Intégration administrative*

La mise en place d'une structure administrative hiérarchisée correspond à une volonté d'encadrement et s'insère dans un projet d'intégration : au Kenya, la *sub-location* est une part de la *location*, elle-même partie de la *division* qui compose le *district* administratif, lequel est une composante de la *province* qui est une part de la nation. Elle replace le local dans un contexte plus large contrôlé par l'Etat.

Le choix du découpage est stratégique. Il permet de casser d'éventuels contre-pouvoirs ou des relations de voisinage non fonctionnelles dans l'objectif d'intégration, puis d'engager un remodelage de l'espace mieux adapté au développement de nouveaux liens, non plus basés sur une proximité physique, mais sur une proximité institutionnelle avec le centre.

- *Intégration politique*

L'institution d'une représentation politique du local sur la scène nationale peut être considérée comme un modèle d'intégration politique. Le rôle des élus locaux est d'établir un espace politique/ public de proximité, sorte de « zone intermédiaire » entre l'administration et la population locale. Ils parlent le langage de l'Etat, tout en défendant la tradition et la spécificité locale. Par cette pratique, ils bénéficient de sources de légitimité variées, l'une, reconnue par l'Etat, est dite « moderne », l'autre, est dite « traditionnelle ».

Au Kenya, cette dernière est souvent interprétée comme une tentative de majimboïsme, un terme qui signifie régionalisme ou fédéralisme²⁵. A forte connotation péjorative, souvent associé au tribalisme dans les discussions « nairobiennes », c'est pourtant un élément de revendication des élus pokot qui, de leur position périphérique, y voient un moyen de s'émanciper du centre.

- *Intégration économique par les filières*

Outils « intégrateurs » de premier ordre, les filières commerciales constituent des réseaux reliant la production locale au marché national. Ainsi, au Kenya, sous la colonisation, « *les cultures pérennes ont participé directement à la construction d'un territoire national intégrateur des espaces locaux et ouvert sur l'international* »²⁶. A l'indépendance, la nationalisation des filières vivrières (céréales et viande) est significative d'une intégration verticale sous le contrôle de l'Etat autour duquel se forge alors la cohésion nationale. Visant à éviter les disparités régionales vis-à-vis du marché, cette nationalisation permet aussi à l'Etat d'exercer son pouvoir de contrôle sur les divers espaces de production.

²⁵ Médard, 1999, p. 62 : « Si les défenseurs du majimbo tiennent à le présenter sous sa face honorable de régionalisme, il ne s'agit pas, bien souvent, dans leur esprit, d'une simple réforme administrative de décentralisation. La face cachée du majimboïsme, c'est en effet une revendication portant sur l'appartenance exclusive de domaines fonciers ».

²⁶ Charlery de la Masselière, 2003, p. 5

Ces dernières années, la libéralisation des filières commerciales n'a pas remis en cause ce rôle intégrateur. Au contraire, lorsqu'ils en ont la possibilité, les producteurs locaux intensifient leur participation à l'économie de marché en prospectant à la recherche de meilleurs débouchés commerciaux. La libéralisation est ainsi à l'origine d'une multiplication de « centres », concentrant les activités économiques liées au marché national.

Ceux-ci sont aussi des outils d'intégration économique. Ils constituent des liens anticipés (ou interfaces) entre les milieux urbains et ruraux, permettant de ce fait d'améliorer les opportunités d'intégration du milieu rural. Il ne faut pas seulement les regarder comme des localités (il n'y a pas nécessairement de résidents permanents), ni forcément les différencier d'autres types de lieux moins importants : la moindre petite baraque, une station service ou un entrepôt de grossiste, peut incarner un pôle de diffusion de la « modernité ».

2. Définir l'objet intégré : une région, un pays ou un territoire

Le pôle étatique est défini comme un espace borné à l'extérieur et contrôlé à l'intérieur. L'espace à intégrer en son sein est d'une toute autre nature, il peut être celui d'un groupe social non localisé (type diaspora, migrants, marginaux, etc.), d'un pays ou d'une région aux limites non établies. Il importe alors d'apporter une définition construite autour de l'unité la plus petite qui puisse le composer, celle du territoire de l'acteur local.

Les systèmes territoriaux locaux sont des espaces d'actions organisés, dans lesquels les acteurs réagissent en fonction d'un environnement social et économique particulier leur offrant une gamme de possibles²⁷. Ces possibles sont déterminés par des règles et des normes sociales communes aux acteurs du territoire, car imposées par la dynamique collective autour du projet de territoire.

²⁷ Gumuchian, 2003, p. 93 : « L'action est le résultat d'une stratégie (individuelle ou collective) inscrite dans un territoire et contrainte par des logiques institutionnelles. Celles-ci sont déterminées par des processus politiques ou économiques toujours situés spatialement et significatifs socialement. Le territoire étant ce qui donne du sens à ces processus socio-spatiaux ».

Ils se matérialisent en réseaux de relations socio-économiques interconnectés et reliant les acteurs du territoire entre eux : autrement dit, l'appartenance à un territoire est la condition de réalisation des interactions et de l'épanouissement d'un individu au sein de son groupe.

La somme de ces réseaux constitue alors l'enveloppe du territoire. Celle-ci est évolutive dans le sens où l'acteur négocie généralement sa place par des jeux de pouvoir et tente toujours de modifier ou d'assouplir les règles qui lui sont imposées. Elle est aussi flexible quand les acteurs, ont chacun de leur côté et de manière individuelle, les moyens de négocier des actions temporaires : l'action volontaire est constitutive de la dynamique territoriale.

Le territoire n'est pas forcément de surface, il peut aussi être discontinu²⁸. L'essentiel ne réside pas dans sa dimension, mais dans sa capacité à se doter d'une organisation autonome et à se différencier de son environnement régional²⁹. Dans ce sens, il s'agit d'une part d'un espace construit pour les besoins d'échanges sociaux et économiques, et au sein duquel un certain nombre d'institutions sont en charge de sa cohésion et de la gestion de l'équilibre des rapports socio-économiques entre acteurs : la conception du territoire est donc fonction de son organisation et des institutions qui s'en portent garantes. Il sert d'autre part d'espace de référence aux acteurs qui évoluent dans son environnement régional : ils se l'approprient, s'y identifient et le revendiquent en adhérant à ses institutions, qui leur donnent en retour le pouvoir et la capacité d'évoluer en son sein ; c'est donc aussi un espace approprié donnant lieu à la formation d'une identité vis-à-vis de l'altérité ; l'identité offrant à l'acteur le moyen de négocier en dehors de son territoire.

²⁸ Retaillé, 1995.

²⁹ Eckert, 1996 : « *La région est un type particulier de système spatial dont tous les éléments sont contigus et sont régis par des processus d'intégration et de différenciation* ».

3. Stratégies d'adaptation, entre intégration et conflit

La reconnaissance d'une capacité d'adaptation des populations locales est conforme à une vision libérale du monde. Elle découle d'une prise de conscience déjà exprimée par la recherche dans les termes de néo-traditions, néo-pratiques, ou plus globalement de stratégies : à savoir que, pour survivre, les sociétés sont capables de réagir à tous types de problèmes, en adaptant leurs pratiques « traditionnelles » aux nouveaux enjeux.

La stratégie implique une « démarche réfléchie, [...] un comportement orienté dans une direction donnée, un pilotage ordonné à un but choisi »³⁰, pour réagir (réponse/adaptation) à l'existence d'une crise. En bref, pour sauvegarder leur principe de fonctionnement, les sociétés élaborent différents types de stratégies qui ne sont pas sans incidence sur l'organisation des espaces et des territoires locaux ; comme le rappelle B. Charlery à propos de l'impact des filières commerciales au Kenya : « espaces et territoires se sont fragmentés et diversifiés, certains se sont marginalisés et refermés sur des structures traditionnelles, d'autres se sont ouverts sur l'espace plus large de l'économie nationale »³¹.

Il importe de souligner le rôle de l'acteur, sa souplesse et sa capacité de réaction. Du fait de son appartenance simultanée à plusieurs groupes (producteur, homme de pouvoir, membre d'une ethnie, d'un clan, d'une administration, etc.), il est capable de modifier son comportement pour s'adapter à l'évolution et créer de nouvelles opportunités. Il suit ainsi divers types de stratégies, les associant les unes aux autres, pour répondre simultanément à plusieurs objectifs.

Les stratégies d'intégration aux structures économiques et sociales peuvent globalement se résumer à la participation à l'économie de marché. Sur ce point, la disparition de la jachère, l'adoption du maïs, l'extension des zones agricoles par la mise en culture, la location ou l'achat de nouvelles terres, la déforestation des zones d'altitude et la diversification des sources de revenus sont assez révélatrices d'une participation accrue des cultivateurs à l'économie nationale. De même, la

³⁰ Franqueville, 1987, p. 174.

³¹ Charlery, 2003, p. 7.

constitution de troupeaux comprenant une forte proportion de mâles, l'organisation des transhumances suivant les places commerciales et le calendrier de l'évolution de la demande du marché caractérisent une implication plus forte des éleveurs à cette économie.

Les stratégies de contournement reviennent à profiter du « changement » pour conforter sa place au sein du système originel : certains acteurs utilisent par exemple le marché pour constituer un troupeau, en vue de retourner à un mode de vie pastoral (développement d'un réseau de solidarité par le règlement d'une compensation matrimoniale, par le confiage ou par la dispersion d'animaux dans d'autres familles d'éleveurs) ; le trafiquant d'armes à feu rentre dans les mêmes considérations en établissant des liens précieux à travers le don ou la revente de munitions.

Les stratégies de renforcement territorial visent à modifier l'organisation de l'espace, afin de mettre en valeur de nouveaux ou d'anciens systèmes d'identification sociale considérés plus viables dans la perspective de l'intégration. Au Kenya, l'ethnicité et sa traduction territoriale sont ainsi utilisées pour conquérir l'espace politique national : s'appuyant sur un cadre territorial ethnique, souvent associé au cadre administratif, les élus politiques se positionnent comme porte-parole de leur ethnie, ce qui n'est pas contraire à la norme, puisque l'Etat est multiethnique et que la plupart des autres politiciens du pays s'identifient comme tels.

Le risque de glissement vers l'autonomisation de l'espace territorial est cependant important, lorsque l'ethnicité combattue devient le symbole de la marginalisation : les membres de l'ethnie peuvent être alors tentés d'affirmer leurs droits exclusifs sur le cadre administratif et de revendiquer une certaine autonomie ; le sentiment identitaire ethnique étant généralement stigmatisé autour de la question foncière.

De telles stratégies de renforcement territorial sont également actives au sein même de l'ensemble ethnique. Disposées à sécuriser leurs ressources dans un contexte de pression foncière résultant de l'ouverture à l'économie de marché, certaines communautés usent des structures claniques ou lignagères pour se protéger des principes homogénéisants de l'ethnie. La sécurisation foncière est une

réponse à l'intégration économique ; réalisée au nom du clan, elle se place dans une démarche démocratique, visant à contrebalancer le poids politique local des représentants ethniques.

Les stratégies de conflits, souvent perçues comme des « stratégies de la dernière chance », sont déployées en réaction à une situation critique. Contrairement à ce qui est souvent dit, les conflits ont rarement lieu durant les périodes de crise, mais plutôt dans les années qui les suivent. Lors des sécheresses, par exemple, il y a effectivement plus d'intérêt à coopérer, qu'à s'emparer d'animaux risquant de mourir. Ce n'est qu'une fois la crise passée, qu'est entreprise la reconstitution d'un nouveau troupeau par le raid.

La stratégie de conflit est aussi un moyen de faire valoir sa capacité à imposer (son pouvoir) ou de modifier des rapports de force désavantageux : les *leaders*, dont le pouvoir local est menacé, peuvent ainsi être amenés à déclencher une série de raids contre les communautés voisines, afin de mobiliser les hommes sur un objectif et renforcer leur pouvoir de commandement.

Ces diverses stratégies se placent dans l'ensemble plus large des stratégies spatiales, mettant « *en jeu, pour les conforter ou les modifier, le mode de vie, la relation au monde extérieur, ou d'autres réalités de cette ampleur* »³². Par exemple, dans un objectif de d'intégration, l'individu est amené à changer son lieu de résidence, de travail, l'orientation et l'ampleur de sa mobilité, au même titre que ses aspirations sociales et économiques. Il s'ouvre à de nouveaux horizons, abandonne des relations autrefois significatives d'ascension sociale, mais aujourd'hui symboles de marginalisation. Il construit un nouveau projet, adaptant son exploitation à la demande du marché, colonisant les niches écologiques les plus productives, s'installant autour des axes de communication le reliant aux places commerciales et investissant dans des activités diversifiées pour anticiper les fluctuations de l'économie de marché.

En s'appuyant sur de nouveaux systèmes d'identification, d'ascension sociale et de définition des droits mettant en jeu des relations de pouvoir renouvelées, ces stratégies d'intégration prennent une dimension territoriale.

³² Lévy, 2003, p. 876.

D. La question de l'intégration à l'épreuve du terrain

Travailler sur l'intégration demande une étape préalable de définition de l'objet géographique sollicité en faisant abstraction des stéréotypes qui tendent à le caractériser. Il convient surtout de mettre en avant ses spécificités, de son organisation, des institutions qui gèrent droits et pouvoirs, de ses limites et de ses dynamiques ; en bref, de vérifier les rapports de proximité physique, organisationnelle (économique) et institutionnelle (sociale et politique) qui garantissent le caractère territorial des pays et de l'ethnie.

Cette approche m'a conduit à élaborer un modèle territorial à l'échelle du peuplement pokot, pour montrer les dynamiques actuelles insufflées par les politiques d'intégration nationale.

La première question soulevée par le terrain est celle de la cohérence du territoire pokot. Pour commencer, il me paraît essentiel de confirmer l'hypothèse selon laquelle les pratiques de production façonnent des territoires. D'après les modèles territoriaux des Maasäi, les limites des groupes ethniques sont effectivement établies et maintenues entre des sociétés économiquement différentes et indépendantes, et ethniquement séparées mais culturellement intégrées³³. Cette optique tend cependant à circonscrire les acteurs dans des catégories déterminées, à ne les considérer que dans leurs rôles de producteurs et leurs statuts sociaux en tant que tel³⁴. Or, les Pokot ne représentent leur territoire ni en termes exclusivement économiques (économie pastorale ou agricole), ni en termes uniquement socioculturels (suivant les systèmes sociaux). Ils y associent, d'une part des espaces de production distincts, pastoraux en plaine et agricoles en montagne, et d'autre part des espaces sociaux différents, au Nord et au Sud, dans lesquels les acteurs ne suivent pas forcément les mêmes systèmes d'identification sociale (certains privilégiant le système des classes d'âge, d'autres le système

³³ Ces critères sont utilisés dans la problématique de l'identité maasäi. (Spear, 1993, p. 4 : « *How ethnic boundaries had been established and maintained between such economically differentiated but interdependent, and ethnically separate but culturally integrated society* »).

³⁴ Une approche holiste relevant du structuralisme. Voir à ce propos : Gumuchian, 2003, p. 79.

générationnel, alors que d'autres encore se réfèrent plus aisément au système clanique).

Il importe donc de comprendre comment un territoire ethnique homogène peut-il associer des espaces de production apparemment distincts, et des espaces régis par des systèmes sociaux différents. Il s'agit de construire un modèle flexible de territoire, fondé sur le rôle central des acteurs et sur leur capacité à jouer de la pluralité des institutions sociales³⁵. (Partie I).

Dans la perspective de l'étude du processus d'intégration des Pokot à l'Etat, j'ai choisi de m'attacher plus particulièrement au district de West-Pokot. Si l'on considère ce district comme une entité territoriale, on peut l'envisager de deux façons : l'une consiste à se fier aux données de l'intégration administrative et politique et amène à distinguer le Nord du Sud ; l'autre conduit, comme les premiers agents de développement l'ont fait, à favoriser les critères écologiques et à différencier les basses terres semi-arides des hautes terres à fort potentiel agricole ; c'est-à-dire les pasteurs pokot qui vivent en plaine, des agropasteurs pokot qui occupent les montagnes.

En premier lieu, je me suis interrogé sur les manifestations d'une telle représentation Nord/ Sud. De quelle façon le découpage administratif du district en rend-il compte ? Pourquoi continue-t-elle de déterminer le comportement différencié des acteurs du territoire de l'Etat (administration et élites locales) au Nord et au Sud du district.

Comment les acteurs ont-ils intégré cette représentation et l'utilisent-ils pour promouvoir leur propre ascension sociale dans le système Etat ? De quelle manière l'Etat use-t-il de la violence dans ses tentatives de résolution des conflits qui touchent le Nord du district et pourquoi les élites locales évoquent-elles le

³⁵ Gumuchian, 2003, p. 81 : « Dans leurs trajectoires singulières, les acteurs pris individuellement ne sont pas intéressants en tant que tels car chaque acteur « fait référence » à un groupe. Mais, il s'agit également de déconstruire l'idée de groupes dans lesquels les acteurs apparaissent désincarnés ou neutres. Cette perspective amène alors à considérer les acteurs comme des acteurs « pluriels » rejoignant en cela une approche « constructiviste interactionniste » [...] (Lahire, 1998). Dans cet esprit, les acteurs peuvent être impliqués dans des groupes déterminés mais sont pourvus d'une certaine autonomie ; ils sont en interactions et participent à des systèmes d'action ouverts (Goffman, 1973). Ils disposent de marges d'actions entre les déterminations produites par ces rôles et les structures sociales existantes (Boudon, 1993) ».

Nord en usant de formules ayant trait à son caractère marginal, arriéré et isolé, alors même qu'ils en sont les représentants sur la scène nationale ? (Partie II).

La deuxième représentation qui, conformément à l'analyse paysagère³⁶, distingue les hautes terres des basses terres, mène à considérer l'insécurité comme une manifestation de la crise du pastoralisme et à promouvoir le développement économique comme instrument de sécurisation de l'espace. Elle sert ainsi de base au développement local des filières commerciales, puis aux programmes de développement actuel de lutte contre la pauvreté. On peut d'ailleurs s'interroger sur les effets de ces derniers programmes qui, contrairement aux anciennes approches des années 1950, 1960 et 1970, visent à « réintégrer » les populations « vulnérables » dans un système pastoral, défini suivant des normes dites « traditionnelles ».

Toutefois, la question centrale de ce travail s'attache plus particulièrement aux politiques suivies par les organisations para-étatiques chargées de la gestion des filières et qui ont pour but d'intégrer les zones de productions locales dans le marché national. Qu'il s'agisse de la filière bétail ou de la filière maïs, ces organisations placent le district de West-Pokot dans une position périphérique. Les producteurs locaux subissent l'impact des réformes nationales, sans prendre part à leur conception. B. Charlery, résume cette situation en ces termes : la « *béance entre le secteur de la production et celui de la commercialisation a interdit toute intégration complète des paysans dans l'économie de marché. La production est ainsi restée marginale et dépendante au sein de la filière. Cette dichotomie entre un secteur dit moderne, celui de la transformation, et un secteur réputé encore traditionnel, celui de la production, confiné dans des structures hétérogènes, a justifié l'encadrement strict des producteurs et leur exclusion des marchés où se crée la plus value* »³⁷.

³⁶ Anne Sgard (lors du colloque « *Frontière-Frontière* », Bordeaux, 26-27 février 2004) : « *C'est une vision « vidalienne » de l'espace, avec un raisonnement naturalisant qui décrète l'évidence à travers le paysage* », en mettant en valeur les critères d'identification de l'espace par le genre de vie et la forme du relief (massif topographique, discontinuité topographique, bassin versant), et la validation de ces critères par la métaphore de la forteresse (se protéger dans le massif) et un certain nombre de stéréotypes (du guerrier en plaine qui attaque les gens de la montagne), tandis que le caractère historique est délaissé (notamment les relations entre le haut et le bas). C'est un discours qui date de l'Entre Deux Guerres et des années 1950, suivi par les projets de développement et toujours d'actualité dans les politiques publiques actuelles.

³⁷ A propos des filières agricoles, mais cela vaut aussi pour la filière bétail. (Charlery de la Masselière, 2003, p. 129).

Dans quelle mesure les acteurs locaux mettent-ils en place des stratégies à même de répondre à ces évolutions, et quels en sont les impacts territoriaux ? La différenciation entre plaine vouée à l'élevage et montagne agricole a-t-elle une incidence sur les relations intercommunautaires des Pokot ? Si oui, comment les communautés remettent-elles en question les rapports qui les lient, organisent-elles l'accès aux ressources et fondent-elles des mécanismes d'intégration sociale entre les espaces de production ? (Partie III).

Ces questions découlent de l'observation de plusieurs conflits, dont certains concernent des communautés de la plaine pastorale, tandis que d'autres opposent des communautés agro-pastorales de montagne à des communautés pastorales de la plaine, et d'autres encore se déroulent au sein des communautés agro-pastorales en montagne. Ces conflits sont-ils des manifestations de l'intégration, sont-ils juste liés à la culture de la violence, sont-ils de nature politique, autour d'enjeux de production, d'accès aux ressources, ou de conquête territoriale ?

PARTIE 1 :
PAYS ET TERRITOIRE(S) POKOT

Dans l'immensité du Nord-Ouest du Kenya, les milieux locaux sont souvent placés au rang de « territoires » aux supports physiques et aux modes de production homogènes. Leurs descriptions visent à simplifier une réalité complexe. Elles s'appuient sur une généralisation abusive d'études très localisées, qui laisse penser que le « modèle » des plaines prédomine, et qui mène aussi trop souvent et injustement à considérer que les formes de productions agricoles et/ou pastorales, liées aux espaces montagnards et/ou de plaine, sont territorialisées.

Ces études (bien souvent de type monographique et ne s'attachant pas à analyser les liaisons avec les espaces voisins) soulignent paradoxalement qu'il n'y a dans cette région ni communautés pastorales pures ni communautés uniquement tournées vers l'agriculture.

En fait, si les pratiques de production sont bien spatialisées, on ne peut pour autant en déduire qu'elles sont effectivement territorialisées, ou en tous cas pas à l'échelle à laquelle on tend à nous le montrer. Certes, l'agriculture en montagne, tout comme l'élevage en plaine, implique une organisation de la production, des « règles » de localisation de l'habitat, une utilisation et un rapport à l'espace spécifiques. Cependant, il ne s'agit pas d'espaces appropriés donnant lieu à la formation d'une identité distincte.

Les communautés étudiées en montagne ne vivent pas en autarcie et sans lien avec les autres communautés en plaine : bien plus qu'interdépendantes, elles sont intimement associées. Aussi, si « territoire » il y a, il existe à une autre échelle - plus vaste- qui prend en compte à la fois les communautés à dominante pastorale et celles à dominante agricole, puisque d'une part, ces deux types de communautés partagent les mêmes institutions, et que d'autre part, leurs populations expriment le même sentiment d'appartenance au groupe identitaire pokot.

Nous démontrons qu'il n'y a donc pas lieu de reconnaître et de définir d'un côté un « territoire de pasteurs pokot » et de l'autre un « territoire d'agriculteurs pokot » : il existe diverses communautés -plus ou moins pastorales ou agricoles- rassemblées au sein d'un seul et même territoire pokot. C'est pourquoi nous nous consacrons tout d'abord à la description de l'ensemble des « pays » composant le territoire pokot. (Chapitre I.A).

En prenant l'hypothèse que l'échelle du « pays »³⁸ rend compte de l'organisation socio-économique d'ensembles plus larges, nous mettons l'accent sur les liens et les relations de proximité entre les acteurs d'une part et les autres pays d'autre part. Les communautés du Nord Kenya partagent un modèle territorial défini par les nécessités de la gestion des troupeaux : les contacts fréquents entre les diverses communautés de voisinage de la région étudiée, facilités par la proximité physique, participent à la diffusion de ce modèle. Cela lui confère une certaine souplesse particulièrement favorable aux individus. Sans se heurter à d'imposantes barrières, ni nécessiter d'importants efforts d'adaptation, ceux-ci ont en effet la possibilité d'orienter au mieux leurs choix pour répondre aux aléas ou satisfaire leurs propres exigences. Aussi vont-ils pouvoir se déplacer et s'installer dans les lieux qui leur conviennent le mieux (notamment en fonction de l'état de leur production), et participer à la genèse de dynamiques du territoire. (Chapitre I.B).

Les pratiques de production insufflent par conséquent des dynamiques spatiales et contribuent à modifier les rapports de distances : lorsque les groupes sont distants, les acteurs usent de certaines stratégies (dont la mobilité) pour se rapprocher. Les formes de production sont associées les unes aux autres, instaurant des relations de proximité organisationnelle entre des communautés éloignées. Ces pratiques et stratégies permettent par ailleurs de définir et d'occuper un cadre territorial, valide à un moment donné. (Chapitre I.C).

Ce passage d'une proximité organisationnelle à une proximité territoriale suppose une médiation institutionnelle. Les diverses formes institutionnelles³⁹, garantes des identités et des droits qui y sont attachés, instaurent une proximité fonctionnelle et contribuent à la régulation et aux dynamiques des territoires locaux. (Chapitre II.A).

³⁸ Le pays se caractérise par une étendue réduite qui garantit les liens et les relations de proximité entre les acteurs d'une part, et les autres pays d'autre part. Il peut se baser sur l'appréhension d'une homogénéité topographique et environnementale ou sur un mode de production commun aux acteurs ou encore sur des critères de définition sociale tels que l'identité.

³⁹ Bellet, 1993, p. 358 : « *Par institutions, on entend aussi bien les structures organisationnelles individuelles, collectives, que de type réseaux* ».

Le recours à ces institutions multiples se fait en fonction des attentes des individus et des normes qu'elles véhiculent et défendent ; aussi, les individus auront-ils tendance à « jongler » entre ces diverses institutions, selon les circonstances, pour faire valoir certains de leurs droits. Parallèlement, coexistent des relations individuelles au sein de réseaux informels (fondés sur les échanges de bétail) qui représentent une autre composante -plus flexible sans doute- du pouvoir régulant les territoires, prenant le relais d'institutions parfois en déliquescence. C'est bien là l'originalité des systèmes territoriaux du Nord Kenya, et plus particulièrement de celui des communautés pokot : les conditions de la production et les considérations socio-économiques des individus incitent ces derniers à renégocier eux-mêmes en permanence leurs droits d'accès, à s'adapter constamment au contact de leurs voisins et, par conséquent, à participer à l'influence du modèle territorial pokot. (Chapitre II.B).

Ce modèle subit cependant des contraintes très fortes. D'où la nécessité pour ces institutions de s'adapter, par exemple : en coïncidant avec celles d'autres communautés voisines et donc en sortant du cadre strictement ethnique (contraintes exogènes) ; en évoluant en fonction des données démographiques (contraintes endogènes). Ces deux modes d'adaptation sont significatifs de la flexibilité du territoire. (Chapitre II.C).

Chapitre I : Espaces ou territoires de production : les pratiques de production façonnent-elles des territoires ?

La logique des espaces et territoires complémentaires définis par Spear et Waller (1993) trouve son exception avec les Pokot (Brandström, 1979). Pour beaucoup d'auteurs, dont Bonte (1974), les territoires ethniques sont des territoires de production. Mais Brandström (1979) remarquait déjà en 1979 que la société pokot se détachait de la vision conceptualisée ensuite par Spear et Waller (1993) à partir de l'exemple du territoire maasaï : les limites des supports territoriaux s'établissent et se maintiennent entre des systèmes économiques différents mais interdépendants, « ethniquement » séparés, mais socialement intégrés⁴⁰. Dans le cas des Pokot cependant, les espaces de production différenciés sont interdépendants, ethniquement homogènes et socialement intégrés. Peut-on alors parler ici de « territoires de production » ?

Nous développons dans ce chapitre les raisons qui nous font douter de l'existence de territoires de production, et qui nous font privilégier la thèse selon laquelle les activités productives ne sont que spatialisées. Selon nous, les différents types de pastoralisme sont le produit des dynamiques de la production, souhaitées ou subies. Ils influent sur les dynamiques territoriales à long terme, mais ne sont pas pour autant territorialisés.

Pour commencer, il importe de rappeler que le lieu de résidence -en montagne ou en plaine- participe à déterminer les activités des individus, mais qu'il n'est pas suffisant pour percevoir leurs aspirations et objectifs économiques en matière d'élevage.

⁴⁰ Speart, 1993, p. 4 : « *How ethnic boundaries had been established and maintained between such economically differentiated but interdependent, and ethnically separate but culturally integrated society* ». [*« Comment des frontières ethniques ont été établies et maintenues entre des sociétés aussi économiquement différenciées mais interdépendantes et aussi ethniquement séparées et mais culturellement intégrées »*.]

Ensuite, nous insistons sur le fait que, quels que soient les objectifs économiques prioritaires (élevage ou agriculture), les pratiques sont largement semblables. Ainsi, la différenciation entre pasteurs et agro-pasteurs n'a pas lieu d'être : dans les deux cas, les pratiques de production répondent aux mêmes objectifs stratégiques (survie, prévention des risques, reproduction et gestion de la main d'œuvre) et se présentent globalement sous la même forme (diversité, dispersion et mobilité). Ces pratiques permettent d'occuper -voire de contrôler- un vaste territoire ; elles contribuent par ailleurs à sa recomposition en accord avec l'état des productions pastorales et agricoles, après chaque crise ou changement. C'est d'abord à travers l'orientation des déplacements, leurs distances et leurs fréquences qu'apparaissent les aires d'influences familiales, et par extension que naissent les contours du territoire à un moment donné.

A. Représentation paysagère du nord de la vallée du Rift kenyan : à la recherche des pays pokot

La représentation des formes géographiques est déterminée par le paysage dont la perception dépend de l'échelle que l'on se donne. Celle-ci définit le cadre de référence nécessaire pour situer la région, le territoire ou le pays que l'on souhaite étudier. Elle met en valeur des ensembles homogènes et des discontinuités, qui se renforcent ou disparaissent lorsque l'on y pénètre (Claval, 2002, p. 36).

Pris dans l'ensemble national, le nord de la vallée du Rift kenyan est ainsi associé aux autres terres arides et semi-arides du Nord Kenya. Alors que cette perspective n'induit aucune prise en compte des solidarités sociales ou économiques, on y trouverait plusieurs groupes « ethniques » (Pokot, Turkana, Samburu) que seul l'intérêt commun pour l'élevage pastoral semblerait caractériser.

A l'échelle du quart nord-ouest du pays, il s'agit donc d'une « plaine pastorale⁴¹ », seulement délimitée par les escarpements orientaux et occidentaux du Rift. L'association de ces deux termes introduit une forme géographique plus significative, celle de la région ; dans le sens où, au-delà de la simple description d'un ensemble naturel ou physique (plaine), elle ajoute l'idée d'une forme organisationnelle anthropique (pastorale).

En concentrant notre regard sur les districts de West-Pokot et de Baringo, le profil des escarpements se précise. Le contraste topographique laisse apparaître la diversité des espaces de production : les galeries forestières des rivières pérennes de la Kerio et de la Suam et quelques monts volcaniques découpent un peu plus l'espace. La proximité géographique de ces unités topographiques renvoie alors à la définition de « pays », un cadre de référence dans lequel les acteurs sociaux et économiques donnent un sens à l'espace⁴².

⁴¹ Retaillé, 2003, pp. 88-103 : Le pastoralisme, « un genre de vie fondé sur l'exploitation extensive des pâturages ».

⁴² Brunet, 1993, p. 371 : « Le pays, dans la tradition géographique, est considéré comme une unité de vie, d'action et de relation, correspondant plus ou moins au territoire tribal antique, et qui est un des niveaux d'agrégation systémique de l'espace géographique. C'est une étendue de l'ordre de 1 000 km², quelque 30 km

1. L'ensemble du nord de la vallée du Rift kenyan : une région incontestablement pastorale

Le Nord de la vallée du Rift occupe près d'un quart du territoire national, du premier degré de latitude nord jusqu'au quatrième degré de latitude nord, et de part et d'autre d'une ligne suivant approximativement le trente-cinquième degré de longitude. Dans ces proportions - environ 100 000 km² - le terme de « région » paraît approprié ; d'autant plus que l'on constate, à cette échelle, une certaine homogénéité dans le paysage et dans l'occupation de l'espace.

Le paysage⁴³ se caractérise d'abord par son étonnante platitude, dans laquelle aucune discontinuité majeure n'apparaît : de 927 m aux abords du lac Baringo, la pente générale glisse jusqu'à 400 m d'altitude sur les bords du lac Turkana, 300 km plus au nord. Seuls les escarpements rectilignes encadrant la plaine à l'est et à l'ouest limitent et facilitent le regard, donnant l'impression d'un corridor. Ces deux ensembles distincts, qui n'ont en commun que leur fonction d'encadrement de la plaine, sont séparés d'une cinquantaine de kilomètres au niveau du lac Baringo, et de près de 200 km au sud du lac Turkana. Ils sont nettement marqués sur la portion sud, puis s'affaissent peu à peu en allant vers le nord. Cet écartement progressif vers le nord joue beaucoup sur cette perception⁴⁴ : le regard de l'observateur y est irrémédiablement conduit, accentuant ainsi l'impression d'immensité et gommant tous les autres reliefs.

L'homogénéité est aussi rendue à travers la semi-aridité et ses effets biogéographiques, comme en témoigne la brousse d'*acacias reficiens* dont la teinte grise, accentuée par la brume de chaleur, repousse l'horizon en saison sèche. En saison des pluies, elle laisse sa place à un vert uniforme qui ne change rien à cette impression.

sur 30 km : un espace qui se traverse à pied dans la journée [...] ; donc un espace d'inter connaissance ». Notons, par ailleurs, que « l'usage du mot pays, élément d'une partition territoriale ou pavage, résulte d'un choix théorique important » (Lévy, 2003, 1031p.).

⁴³ Di Meo, 2002, p. 6 : « L'approche paysagère, ce rapport frontal et « vertical » de l'homme à l'espace géographique ».

⁴⁴ Il est difficile d'aborder le nord de la vallée du Rift par un autre itinéraire que celui du Sud. Au nord, la guerre interdit tout passage vers le Sud Soudan et la frontière éthiopienne est fermée à l'ouest du lac Turkana.

Illustration no. 1. Domaines arides et semi-arides du Kenya.

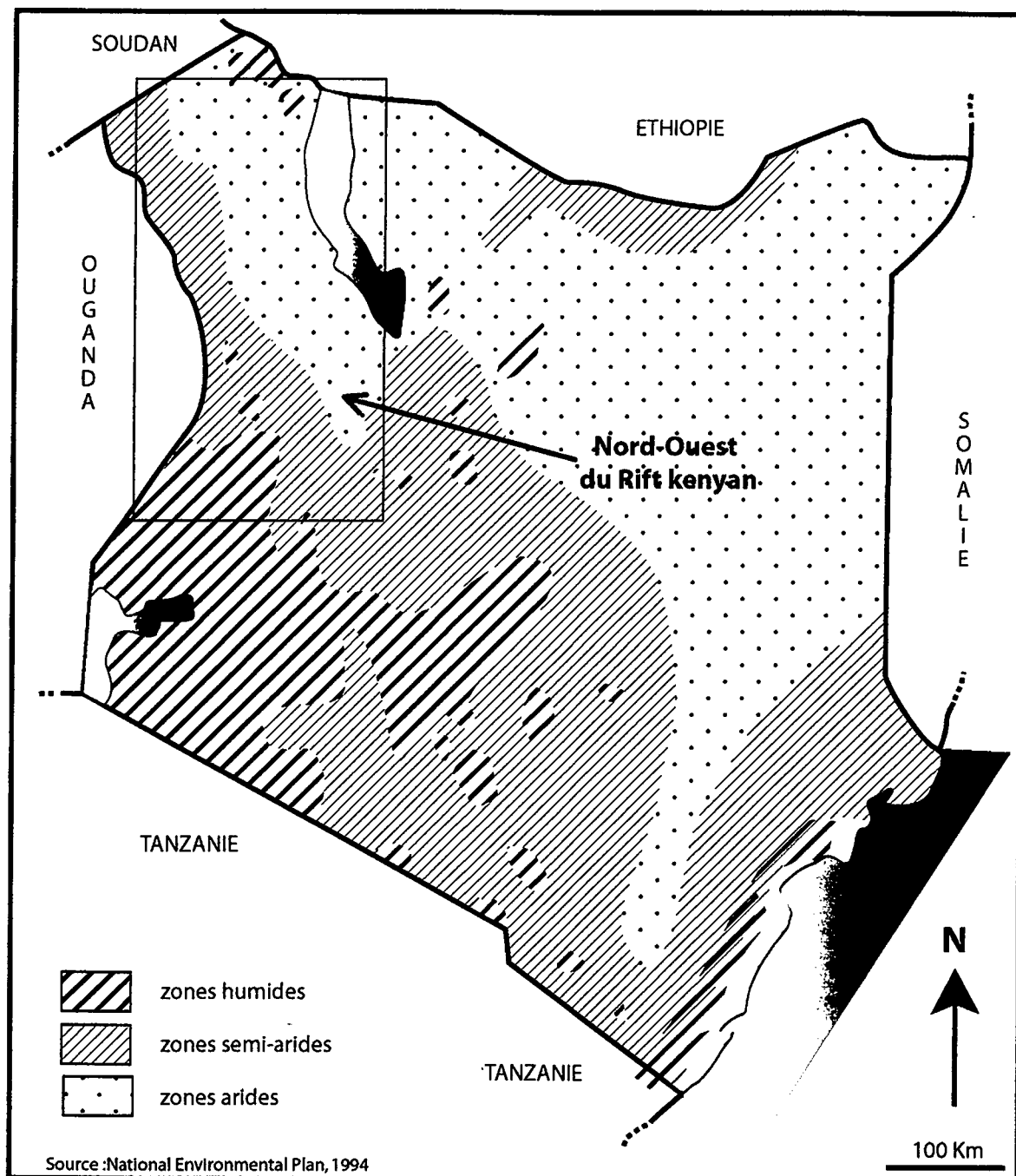
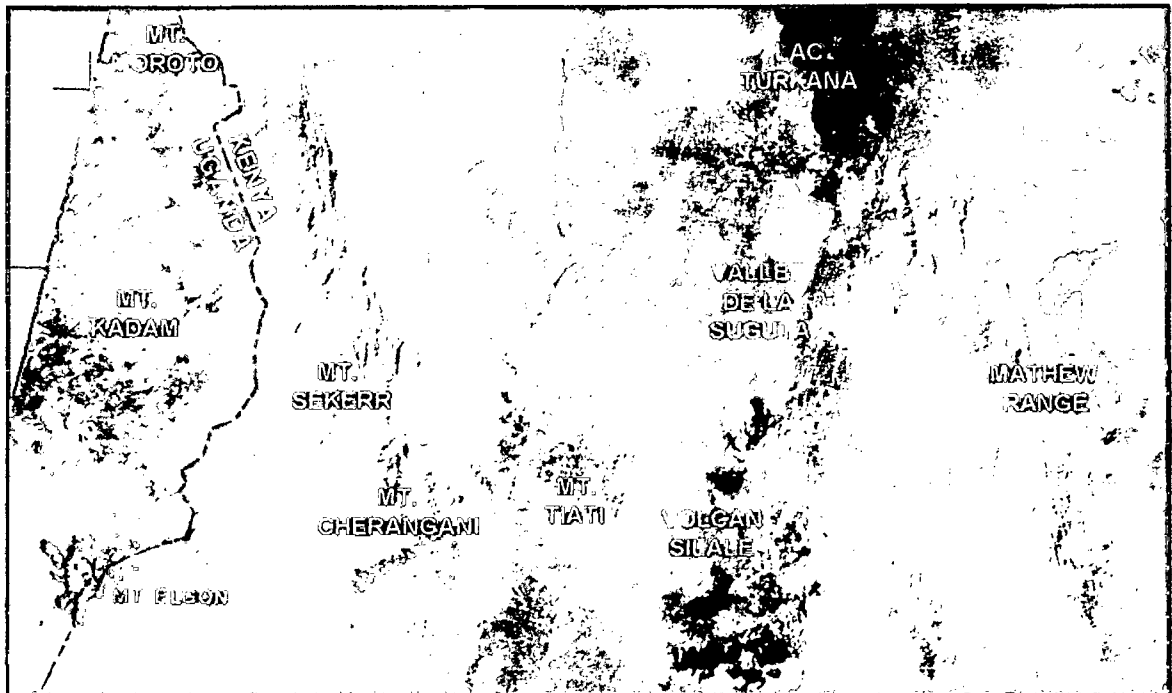


Illustration no. 2. *Le Nord-Ouest du Kenya.*



Les indicateurs les plus caractéristiques de l'occupation du sol renforcent encore cette impression. Les densités de population ne s'élèvent qu'à 13 hab./ km² en moyenne (1 hab./ km² à 20 hab./ km² dans les divisions administratives les plus peuplées en 1989⁴⁵). Enfin, le pastoralisme est, à cette échelle, le genre de vie communément partagé par toutes les sociétés locales. Il est à ce point déterminant que les représentants des sciences sociales utilisent le terme de « sociétés pastorales » pour désigner les groupes Samburu, Pokot et Turkana entre autres. Cette vue d'ensemble est reprise par la littérature photographique du rêve : « La plaine est semi-aride et immense, les hommes y sont pasteurs, fiers et libres »⁴⁶. Au-delà de la liberté et de la fierté dans l'immensité, nous retenons surtout l'association des termes de pasteur et de semi-aride qui conduit à la dénomination de « plaine pastorale » ; une notion qui souligne le caractère homogène de cet espace régional⁴⁷.

Face à cette perception, le tableau n°1 présente une image moins évidente du caractère homogène des sociétés pastorales. Les Pokot de Baringo sont profondément impliqués dans l'élevage avec près de 5,21 *Tropical Livestock Unit* (TLU) par tête ; les Turkana également avec 3,86 TLU⁴⁸. En comparaison, les Pokot de West-Pokot possèdent moins de têtes de bétail par habitant (1 TLU). De plus, dans le tableau n°2, nous voyons que le nombre d'animaux évolue rapidement : plus d'un million de têtes de « petit bétail » (caprins et ovins) disparaît entre 1991 et 1999 dans le district de Turkana, par exemple. Pour beaucoup de Turkana, l'élevage est donc devenu une activité secondaire, lorsque ce n'est pas une activité

⁴⁵ West-Pokot (Turkana et Baringo) District Development Plan 1997-2001 : la densité moyenne est calculée d'après les densités de population de chaque division administrative des districts de Turkana, de West-Pokot (hormis Lelan) et du nord du district de Baringo, la division la plus peuplée étant celle de Sigor, dans le district de West-Pokot.

⁴⁶ Retaillé, 2003, pp. 25-65 : « Les décalages sont sources de fantasmes, c'est ce que je retiens et les fantasmes sont aux origines des stéréotypes ».

⁴⁷ Claval, 2002, p. 32 : « C'est l'essence même de la démarche régionale que de mettre en évidence des ensembles homogènes dans tous leurs aspects ».

⁴⁸ *Tropical Livestock Unit*. Un dromadaire représente 1,2 TLU ; un bovin, 0,7 TLU ; un caprin ou un ovin, 0,1 TLU. Fratkan et Roth (1996) estiment qu'une moyenne de 8 TLU par individu est suffisante pour assurer une économie purement pastorale. Pour Dietz (2001), ce minimum est de 3 TLU, ou 4 bovins ; cette dernière estimation est basée sur un calcul global des différents minima des autres régions du Kenya. Nous avons calculé ces TLU sur la base des données fournies par les District Development Plan de Baringo et de Turkana. A noter : les chiffres concernant le district de

passée. Ces observations ne doivent pour autant pas remettre en question leur appartenance pastorale.

Tableau n°1: Bétail et population dans les districts du Nord de la vallée du Rift⁴⁹

DISTRICTS (et ethnies concernées @)	Population (1989)	Nombre de bovins (1991)	Nombre de « petit bétail » (1991)	Nombre de bovins (1991) pour un habitant (1989)	Nombre de « petit bétail » (1991) pour un habitant (1989)
TURKANA (Turkana)	173 932**	505 650*	3 166 492*	2,91	18,21
BARINGO (Pokot)	40 670*	183 377*	831 985*	4,51	20,46
WEST- POKOT (Pokot)	191 966*	231 000*	316 804*	1,20	1,65

@Les districts Turkana et West-Pokot sont principalement occupés respectivement par des Turkana et des Pokot. Les données concernant le district de Baringo sont obtenues à partir des seules divisions de Nginyang, Kolloa et Tangelbei, majoritairement peuplées de Pokot.

* Republic of Kenya. Baringo, Turkana et West-Pokot District Development Plan 1997-2001. Office of the Vice-President and Ministry of planning and national development, Government printer, Nairobi.

** Republic of Kenya. Kenya Population Census Vol I. Office of the President and Ministry of planning and national development, Central Bureau of Statistics, 1989. March 1994.

West-Pokot présentent une image générale qui ne rend pas assez compte de la diversité des situations pour se prêter à un calcul aussi fiable.

⁴⁹ Ces données sont livrées à titre indicatif et à prendre avec précaution : outre les sources variées ne garantissant ni les mêmes systèmes de comptabilisation ni la même fiabilité, les dates des recensements (de la population et du bétail) ne correspondent pas. Il s'agit surtout de donner ici une image de l'importance de l'élevage dans la région.

Tableau n°2: Evolution du cheptel entre 1991 et 1999 dans les districts du Nord de la vallée du Rift.

DISTRICTS	Estimation du nombre de bovins		Estimation du nombre de « petit bétail » (ovins et caprins)	
	1991	1999	1991	1999
TURKANA	505 650*	200 000**	3 166 492*	2 062 500**
BARINGO	183 377*	290 000**	831 985*	1 080 000**
WEST-POKOT	231 000*	270 000***	316 804*	?

* Republic of Kenya. Baringo, Turkana et West-Pokot *District Development Plan 1997-2001*. Office of the vice-president and Ministry of planning and national development, Government printer, Nairobi.

** ALRMP. Office of the President, Department of Development Coordination. *Proceeding of the regional livestock marketing workshop for the western axis* (Baringo, Samburu, Turkana districts), 1999.

*** Chiffre non-officiel d'après la campagne de vaccination de 1998, entretien avec le *District Veterinary Officer* de West-Pokot (2001).

2. La diversité des espaces : quelle typologie retenir ?

a. Représentation globale du relief de la zone d'étude : les contrastes topographiques.

Un habile « zoom » sur les terres directement au nord du lac de Baringo nous amène à préciser notre représentation globale du relief (illustration n°5).

A cette échelle, les escarpements apparaissent plus imposants encore : à l'est, le plateau de Laikipia surplombe la plaine du haut de ses 2 700 mètres, à l'ouest, plusieurs sommets dépassent 3 500 m d'altitude. Cet escarpement occidental se

démarque plus nettement encore par un premier dédoublement au niveau des Tugen Hills, puis un second au niveau des Sekerr Hills. Entre ces hauts reliefs, on distingue plusieurs plaines ou vallées personnalisées par d'autres reliefs résiduels et cônes volcaniques ou par des rivières pérennes nettement marquées par leurs galeries forestières.

Ainsi, se succèdent, d'est en ouest et sur 200 km, l'escarpement oriental à 2 300 m et les Monts Paka-Paka à 1 600 m, la vallée de Ngyniang à 1 100 m, les monts Cheblang à plus de 2 000 m et Tiati à 2 400 m, suivies de la vallée de la Kerio à 1000 m, des monts puis de la plaine de Masol (respectivement 1 500 m et 1 000 m) qui laissent brutalement place aux Cherangani Hills (3 600 m) et aux Sekerr Hills (3 500 m), lesquels s'affaissent par paliers dans la plaine de la Suam (entre 900 et 1000 m) bordée à l'ouest par l'escarpement de Kassauria à 1 500 mètres.

Illustration no. 3. *Coupe topographique A, du sommet du Mont Elgon à l'escarpement oriental (Samburu).*

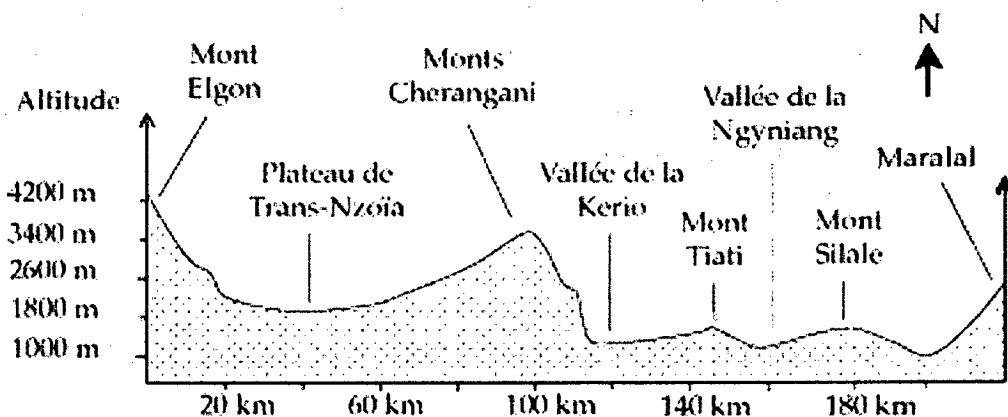


Illustration no. 4. *Coupe topographique B, du plateau du Karamoja (Ouganda) à l'escarpement oriental (Samburu).*

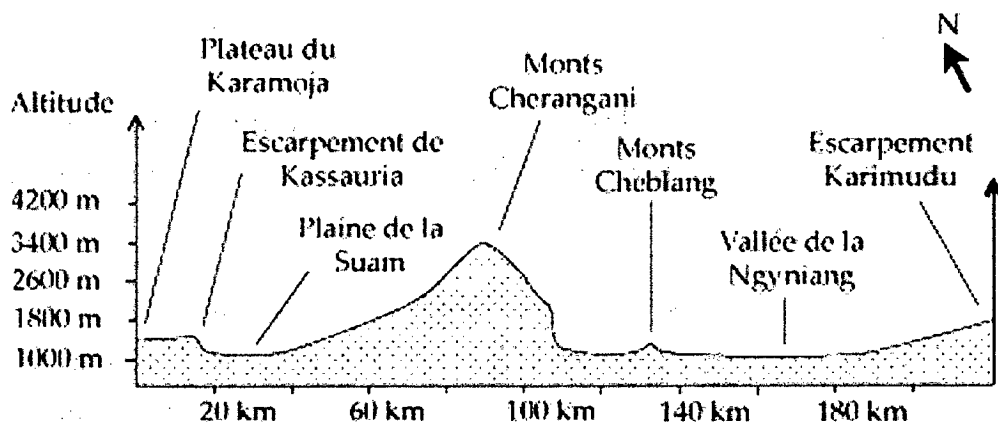
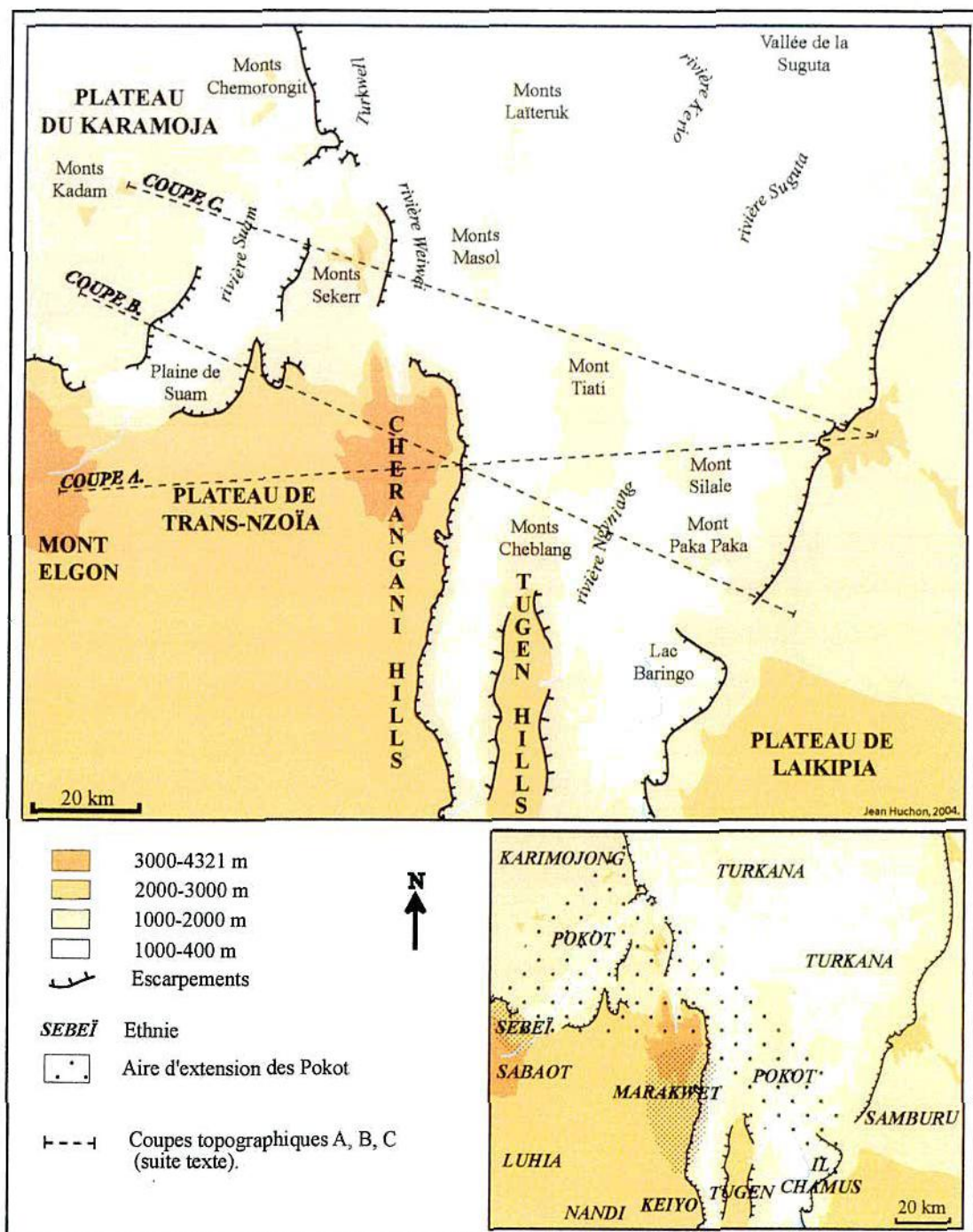


Illustration no. 5. *Relief de la zone d'étude.*



Alors que l'orientation longitudinale de ces ensembles topographiques influence la représentation homogène du paysage, les reliefs jouent un rôle climatique important. Ils bloquent les alizés qui se dirigent vers le nord-ouest et induisent des nuances de climat en fonction des différences d'altitudes et d'orientation des versants. Le contraste topographique et la diversité d'environnements rapprochés posent alors la question de la part de déterminisme physique sur la nature des espaces de production : y a-t-il plusieurs espaces ou un seul espace en dépit du fort contraste topographique ?

b. Populations et emprise sur l'espace : des nuances linguistiques et d'occupation du sol

Suivant la nomenclature ethnique utilisée par les autorités kenyanes - essentiellement basée sur les diverses langues vernaculaires -, les populations vivant sur notre zone d'étude sont Pokot. Elles sont entourées de Samburu à l'est, de Njems ou Ilchamus au sud-est, de Tugen au sud, de Marakwet au sud-ouest, de Karimojong à l'ouest et de Turkana au nord.

Bien que les Pokot soient identifiés par leur pratique d'une langue commune, de nombreuses différences linguistiques existent d'un endroit à l'autre de ce vaste territoire. Le recours à un vocabulaire distinct est révélateur des relations privilégiées qu'entretiennent les gens avec leur voisinage. Les Pokot d'Amaya ou de Churo utilisent par exemple des mots proches du langage maa des Samburu, ceux de Yatta du tugen et ceux de Kolloa du marakwet ; de même, les gens de Masol utilisent des mots turkana, les gens de la plaine de la Suam des mots karimojong alors que ceux de Riwa ou de Upe se servent de mots sebeï et karimojong.

De plus, les densités de population se révèlent fortement différenciées en plaine et en montagne. A savoir, les escarpements et les montagnes qui les dominent sont plus densément peuplés que les plaines. Les densités extrêmes s'élèvent, par exemple, à 183 habitants par km² sur les piémonts Cherangani, alors qu'elles n'atteignent au maximum -en saison des pluies- que 10 habitants par km²

à Kolloa. Il y a, d'une part, des montagnes et des escarpements d'autant plus peuplés qu'ils sont réduits et circonscrits par des pentes escarpées, et d'autre part, une plaine immense pour un pastoralisme transhumant consommateur d'espace.

Cette vision présente une société pokot divisée en deux groupes exploitant chacun des espaces distincts⁵⁰. Brandström (1979) note ainsi que la société pokot incarne un cas particulier dans l'étude des sociétés pastorales ou agropastorales. En effet, dans la plupart des cas, les sociétés sont spécialisées dans un mode de production particulier (« sociétés pastorales » ou « sociétés agro-pastorales ») et la complémentarité ou les échanges s'opèrent entre sociétés distinctes. D'après cette analyse, les pentes sont alors des zones de transition, des seuils brutaux ou progressifs entre deux systèmes dissemblables, l'un basé sur le pastoralisme, l'autre sur l'agro-pastoralisme ; le pastoralisme étant l'élément unificateur et l'agriculture, l'outil de la complémentarité.

A nos yeux, les environnements de plaines et de montagnes sont, par effet de proximité, associés au sein de pays qui font partie de la réalité socio-spatiale des populations. Le pastoralisme couvre effectivement l'essentiel de la zone d'étude, mais le degré d'implication dans l'agriculture ou dans l'élevage varie d'un endroit à l'autre et d'une famille à l'autre.

Nous avons passé en revue les éléments de différenciation des espaces retenus dans notre zone d'étude. Ces divers éléments permettent de découper l'espace selon certains critères ; mais pourquoi la catégorisation selon un critère l'emporterait-elles sur d'autres ? Le recours à un unique déterminant de la différenciation des espaces peut aisément être déconstruit : au sein de chaque catégorie des typologies proposées, nous observons de multiples nuances trop rapidement oubliées ; c'est le croisement de ces caractéristiques qui permet d'appréhender au mieux la diversité des réalités locales. De fait, la notion de proximité physique est sans doute celle qui permet de rendre compte le plus fidèlement des réalités socio-économiques vécues par les populations.

⁵⁰ Cette interprétation, que nous analyserons ultérieurement, résume la pensée générale suivie jusque dans les années 1980 (Brandström, 1979).

3. A l'échelle locale : une mosaïque de pays

Les Pokot divisent eux-mêmes l'espace en pays, et associent pour chacun d'entre eux des éléments topographiques et écologiques à une fonction : zones de pâturages, zone d'approvisionnement en eau ou zone d'approvisionnement en céréales par exemple. A l'échelle des parcours de transhumance, ces unités géographiques forment les pavés du territoire. Bien sûr, par effet de proximité, d'autant plus prononcé que les pentes sont escarpées, ils semblent se chevaucher et donnent l'impression d'un ensemble homogène. Et les discontinuités repérées à travers le contraste topographique disparaissent pour ne devenir qu'apparences paysagères. Il est tout de même important de repérer ces dernières et de les connaître, car toutes les représentations extérieures s'appuient sur ces discontinuités pour différencier l'espace et mettre en œuvre des politiques de développement distinctes.

La description qui suit permet de se familiariser avec les lieux et de mettre en exergue la réalité socio-spatiale qu'ils incarnent.

a. A l'est : le nord du district de Baringo

Sous le vent, l'escarpement oriental reçoit un total de précipitations annuelles limité. Plusieurs sources sont toutefois présentes sur ces versants et ceux des monts Paka-Paka (1 700 m) et Silale (1 500 m). Il s'agit là de zones de pâturage appréciées en saison sèche, mais peu d'habitants les exploitent. Les tensions et les conflits entre Turkana et Pokot sur Silale et le versant nord de Paka-Paka sont relativement importantes, comme en témoignent les fréquents raids de bétail depuis les années 1970. Les Pokot se regroupent plutôt au sud-est, entre Churo, Tangulbei et Loruk. Là, ils profitent des eaux déversées sur le versant sud des

montagnes Paka-Paka et des pluies qui contournent le lac Baringo⁵¹. Les possibilités de transhumance y sont multiples : sur le versant sud de Paka-Paka ou sur les escarpements et Mukutani (1 600 m). En outre, les éleveurs qui s'en vont vers cette dernière destination peuvent facilement s'y approvisionner en produits agricoles.

A l'ouest des Paka-Paka, la rivière Ngyniang s'écoule dans une large vallée ouverte sur le district de Turkana. Il s'agit d'une rivière saisonnière, mais la nappe d'inféoflux est facilement accessible en saison sèche⁵². C'est donc à quelques centaines de mètres de ses rives, évitant les mouches tsé-tsé, que se concentrent la plupart des campements permanents dans lesquels résident les femmes, les enfants et les personnes âgées lorsque les hommes partent en transhumance en saison sèche. Les densités de population les plus importantes en saison des pluies se trouvent sur le versant ouest de Paka-Paka (19 habitants/ km² dans les environs du centre de Ngyniang) et sur les piémonts des Tugen Hills (marché de Yathia). De là, les parcours de transhumance sont aléatoires d'une année sur l'autre : la position centrale de la vallée offre effectivement diverses possibilités, sur les versants nord -malgré l'insécurité- ou sud des Paka-Paka. Les meilleures aires de pâture se situent actuellement à l'ouest, sur les versants orientaux des montagnes Cheblang (1 800m), puis vers le nord à proximité du mont Tiati (2 350 m). Là, la division administrative de Riwa représente un « Eldorado pastoral » qui est pourtant le théâtre régulier des raids turkana venant du nord⁵³.

⁵¹ Les eaux du lac Baringo, réchauffées, sont à l'origine d'une situation anticyclonique qui dévie les perturbations au sud et au nord du lac. Ainsi, les îles du lac demeurent arides, alors que la plaine Njems au sud et les rives nord sont bien arrosées dès le début de la saison des pluies.

⁵² Ce n'est qu'à partir de Kapedo, qui marque la limite entre les districts de Baringo et de Turkana, que cette rivière est alimentée en permanence par des geysers. Elle disparaît finalement dans la vallée de la Suguta, une vaste dépression volcanique qui marque le point le plus bas de la vallée du Rift kenyan.

⁵³ D'après nos enquêtes, cette division accueille les troupeaux les plus importants. Il est intéressant de noter que la plupart des « *leaders* » pokot, politiciens et hommes d'influence du district de Baringo, en sont originaires.

Illustration no. 6. *Pays des Pokot de l'Est : la vallée de Ngyniang (district de Baringo).*

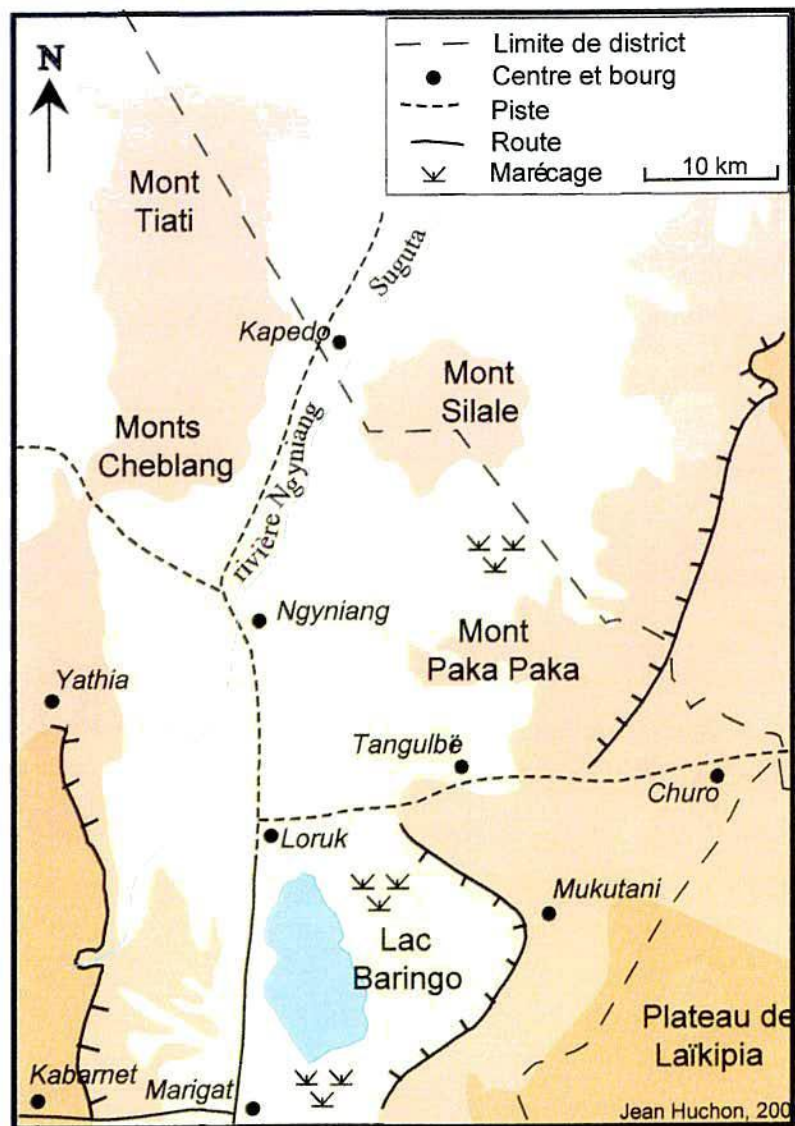
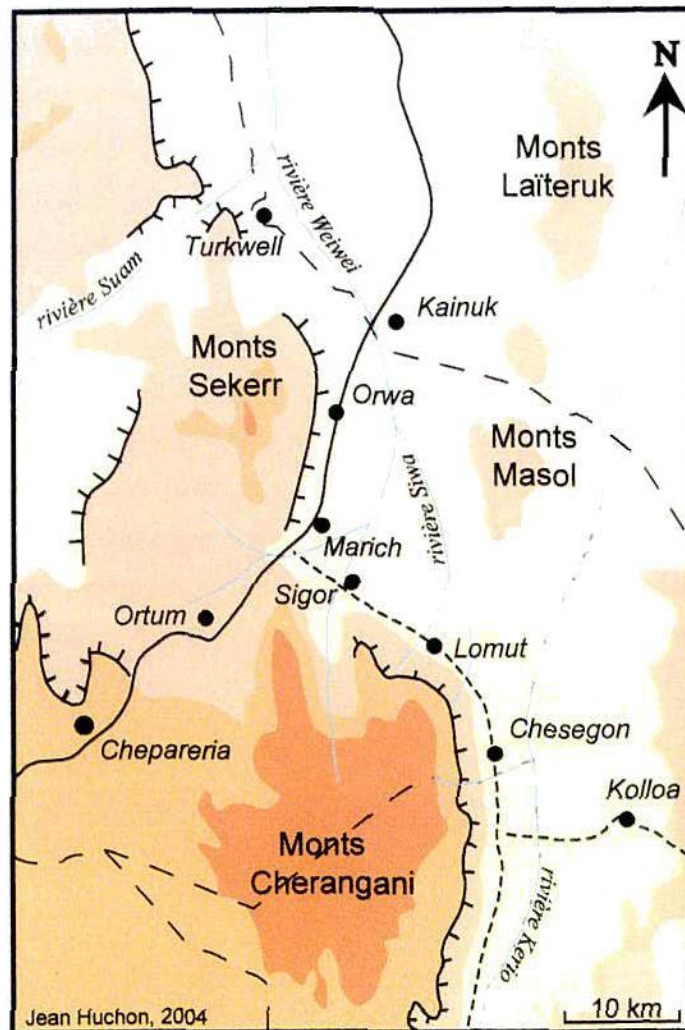


Illustration no. 7. *Pays pokot central : la plaine de Masol, les Cherangani et les Sekerr.*



b. Au centre : passée la rivière Kerio, Masol et les Sekerr

Entre les monts Cheblang et la rivière Kerio, s'étend la plaine de Kolloa où l'effet de foehn est en partie responsable des faibles précipitations. La plaine est toutefois bien drainée en saison des pluies. Les Pokot ont ici des rapports fréquents avec les « *Chebleng* »⁵⁴, auprès desquels ils s'approvisionnent en céréales avant leurs transhumances, lesquelles sont généralement orientées vers le nord et le mont Tiati, ou plus récemment vers le nord-ouest, le long de la rivière Kerio, sur la plaine de Masol et jusqu'au nord des Sekerr.

La rivière pérenne de la Kerio sépare le district de Baringo, des districts de Marakwet, au sud-ouest, et West-Pokot, au nord-ouest. Les Marakwet qui occupent ici les escarpements Cherangani appartiennent plus précisément à la section très peuplée des Endau (183 habitants/ km²). Ils pratiquent une agriculture performante grâce à un réseau étendu de canaux d'irrigation⁵⁵. En suivant les escarpements des Cherangani vers le nord, passée la rivière Chesegon, les densités de population diminuent progressivement jusqu'aux escarpements des Sekerr. Les Pokot exploitant ces piémonts pratiquent, eux aussi, l'agriculture irriguée de part et d'autre des rivières Siwa et Wei-wei.

Plus au nord, à l'ouest du cours de la Kerio, s'étend la plaine de Masol. Elle se caractérise par sa platitude seulement dérangée par les monts Masol (1 700 m) qui la bordent dans son quart nord-est. Les campements permanents situés autour des monts Masol regroupaient environ 1 200 individus dans les années 1960, mais il n'y resterait aujourd'hui qu'une dizaine de familles tout au plus : les nombreux raids menés par les Turkana dans les années 1970 ont repoussé la majorité des

⁵⁴ Un nom générique et péjoratif donné par les Pokot aux communautés agro-pastorales tugen et marakwet vivant sur les escarpements et dans les montagnes Tugen et Cherangani.

⁵⁵ Quatre-vingts canaux, dont certains s'étendent sur 13 km, permettent d'irriguer l'escarpement et les piémonts semi-arides des Cherangani. La plupart a été élaborée dès les 15^{ème} et 16^{ème} siècles, donc avant même l'installation des Pokot dans la région. Suivant l'historiographie donnée par Kipkorir (1983), les Kalenjin, Pokot, Kipsigis, Nandi, Tugen, Sebei et Marakwet sont originaires du Mont Elgon qu'ils auraient quitté au 16^{ème} siècle.

familles autour des centres administratifs de Sigor et de Marich (Conant, 1982). D'autres ont aussi pu migrer loin vers le nord pour rejoindre le camp des Turkana. Le potentiel pastoral offert par la plaine est par conséquent sous exploité dans sa partie nord, que l'on peut arrêter par une ligne imaginaire reliant Orwa, Akiriamet -lieu de confluence des rivières Weiwei-Muruny et Siwa-Samatituk- et Kolosia sur la rivière Kerio⁵⁶. Ces rivières pérennes découpent la plaine de Masol en plusieurs ensembles : à l'est, les populations d'Amaler se définissent par rapport aux monts Masol, alors que celles de Nyangaita se disent être les gens de la Kerio ou des piémonts Cherangani ; entre les rivières Weiwei-Muruny et Siya-Samatituk s'étendent les pâturages de saison sèche d'Akiriamet ; enfin, une fois traversée la rivière Weiwei-Muruny, les éleveurs se réfèrent plus nettement aux monts Sekerr qui les surplombent à l'ouest.

Les Sekerr occupent une place particulière dans notre étude. Bien que tardivement colonisé par les Pokot, ce massif est considéré par tous comme le centre de leur « territoire » : le mont Mtelo (3 600 m) y abriterait la « maison de Dieu »⁵⁷. L'aspect le plus caractéristique des escarpements occidentaux de la vallée du Rift est le formidable contraste topographique entre la plaine et les sommets. Avec les Sekerr, ce contraste est porté à son paroxysme : les pentes moyennes des versants sont estimées entre 30° et 37° (ou 60% et 75%). De par leur orientation Nord-Sud, elles profitent d'un ensoleillement quasi constant tout au long de l'année, et reçoivent de front les pluies de convection poussées par les alizés qui traversent le Rift à la saison des pluies.

En contrebas, la plaine (1 000 m) est couverte d'*acacia reficiens*, parsemés de quelques *acacia tortilis* aux abords des cours d'eau saisonniers et aux pieds de l'escarpement. Ce dernier s'élève brutalement jusqu'à 1 800 mètres. Là, les premières crêtes protègent de larges cuvettes (1 700 m) drainées par des cours d'eau qui s'écoulent des vallées d'altitude. Ces dernières s'orientent NO-SE ou SO-NE, se distinguant ainsi chacune par des conditions d'ensoleillement et de

⁵⁶ Ce *no man's land* se poursuit dans le district de Turkana autour des monts Kailogol et Laiteruk, intégrés dans un parc national géré par le Kenya Wildlife Service (KWS) depuis 1979.

⁵⁷ Certains y font régulièrement des pèlerinages. Mais suivant les généalogies que nous avons réalisées auprès de la population des Sekerr, ces montagnes n'abritaient qu'une dizaine de familles tout au plus dans les années 1920.

précipitations particulières. Les Sekerr offrent donc une diversité écologique savamment exploitée par les Pokot qui y vivent. A partir de 2 200 m, les forêts de brouillards couvrent les versants, puis s'effacent à l'approche des sommets.

Cet étagement varie suivant la latitude et l'orientation des versants des vallées d'altitude. Les précipitations s'élèvent en moyenne à 700 mm aux pieds des escarpements, entre 1 000 et 1 300 mm à 1 800 m et à environ 1 300-1 500 mm à une altitude supérieure à 2 200 m, alors que les distances entre le bas et le haut de la montagne sont relativement courtes (environ 5 km)⁵⁸.

Les Pokot font une nette distinction entre les étages altitudinaux. Quatre unités paysagères sont identifiées et définies selon leurs propres critères⁵⁹. On retrouve ces mêmes partitions chez les Marakwet des Cherangani, les Tugen et les Sebei, bien qu'avec un autre vocabulaire⁶⁰.

Keu : Aux pieds de l'escarpement, il s'agit de la plaine semi-aride sur laquelle les éleveurs transhument avec leur bétail (altitude moyenne de 900 à 1 000 m).

Kamas : L'escarpement (de 1 000 à 1 800 m), est disséqué par des cascades et des cours d'eau saisonniers. Il y est pratiquée une agriculture à faible rendement⁶¹. Les sols y sont pierreux, friables, et d'autant plus difficiles à cultiver que les pentes sont fortes. Les animaux y pâturent librement et tout au long de l'année. La plupart des habitations sont situées sur la crête de cet escarpement⁶² et leur nombre décroît en allant vers le nord.

⁵⁸ En réalité, il n'existe aucune mesure de températures ou de précipitations sur les montagnes et les escarpements de cette région du Nord Rift. Ces indications sont des approximations faites par plusieurs recherches menées dans les années 1960 et 1970, puis reprises systématiquement par la suite (Dietz, 1984 ; Tully, 1985 ; Porter, 1988).

⁵⁹ Ces unités paysagères sont identifiées par la plupart des auteurs ayant étudié les Pokot. Ils ne citent pas forcément tous les étages que nous avons identifiés à l'occasion de nos enquêtes. Ainsi, Dietz (1987) omet *turku*. Inversement, nous n'avons pas retenu *tow*, caractérisé par Dietz pour définir les bas fonds de *keu*, car nos interlocuteurs ne l'ont jamais évoqué.

⁶⁰ Ex *Masop* ou *Masob* pour *Musop*.

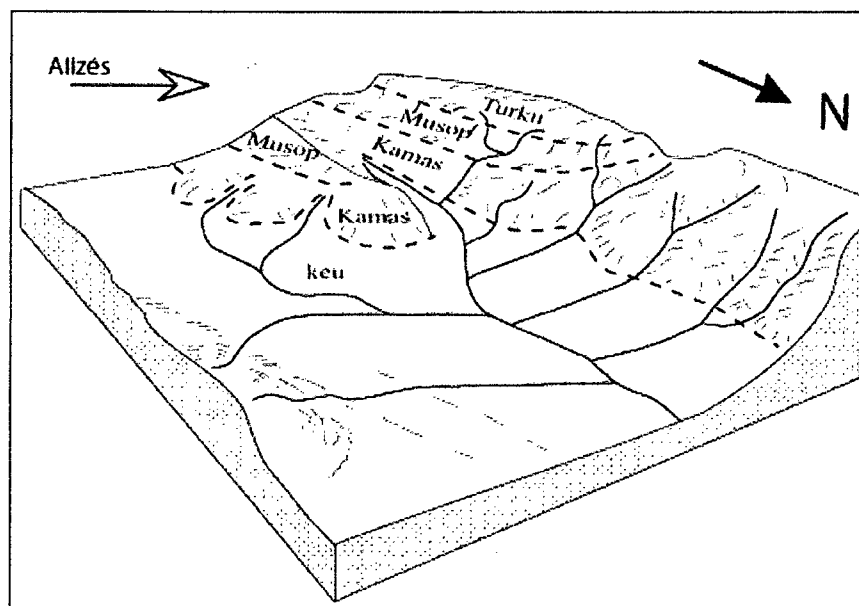
⁶¹ A moins d'avoir recours à l'irrigation comme sur les versants marakwet des Cherangani.

⁶² Les densités de population sont estimées entre 1 et 10 hab./km² sur *kamas*, mais atteignent entre 10 et 30 hab./km² sur la crête. [Dietz, T., *Location Development Profile, Sekerr Location, West-Pokot*, 1983, 35 p]

Musop : Ce terme définit les hautes terres bien arrosées par les pluies, sur lesquelles les cultivateurs ont aujourd'hui la plupart de leurs champs (entre 1 800 et 2 200 m). Les sols y sont riches, noirs et humides. La colonisation de cet étage montagnard a débuté il y a quelques générations à peine⁶³.

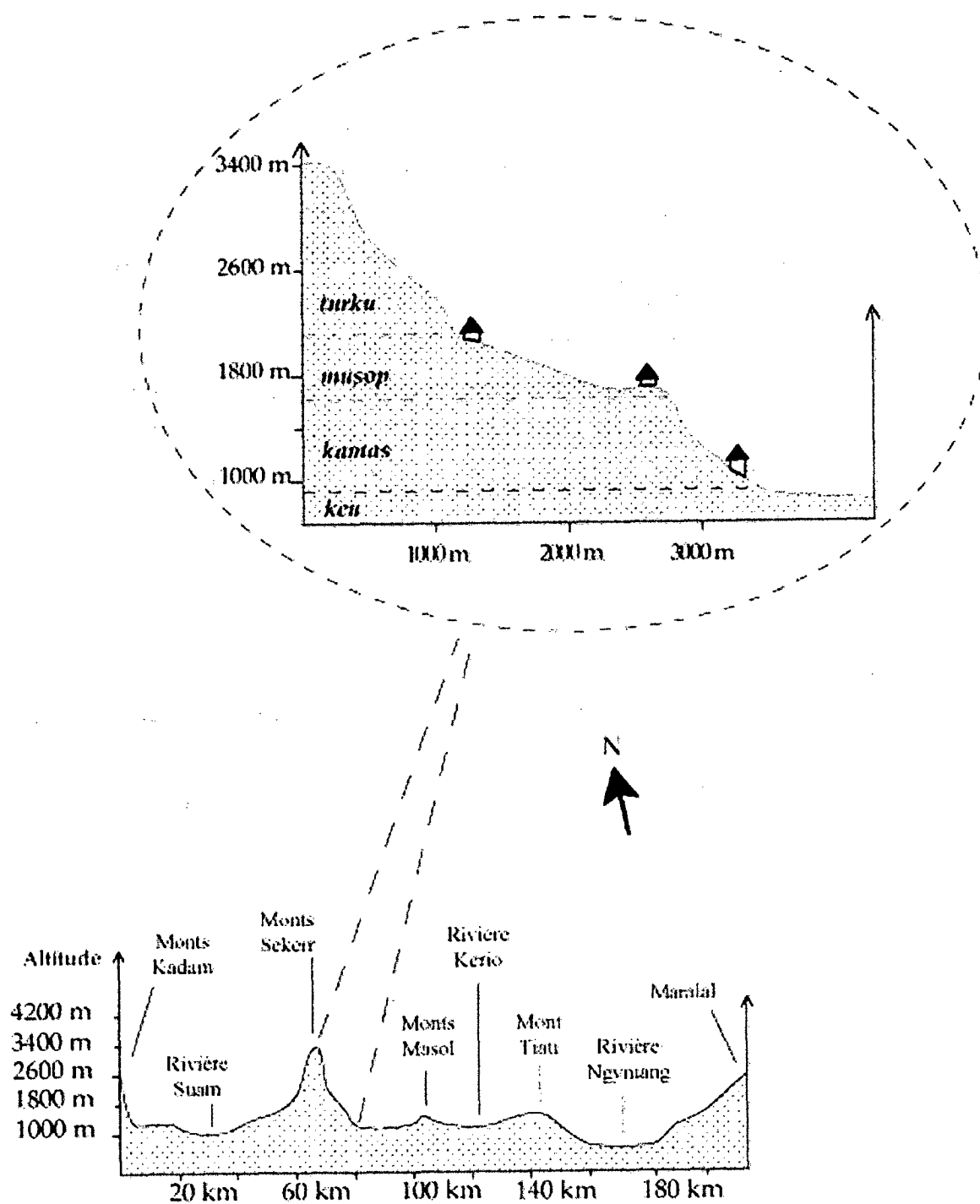
Turku : Les Pokot désignent ainsi les plus hauts sommets couverts de forêts (excepté pour le mont Mtelo qui est couvert de hautes herbes). Bien arrosées, les forêts d'altitude descendent le long des cours d'eau permanents. Cet étage est parfois utilisé comme pâturage. On y trouve surtout des bambous et les graminées nécessaires à la construction des toits. Aux niveaux inférieurs de la forêt, à une altitude aujourd'hui située à 2 200 m, les grands arbres servent à la fabrication des fameuses ruches qu'il est possible d'apercevoir jusque dans la plaine. *Turku* est une réserve forestière depuis 1957, mais la forêt recule un peu plus chaque année et n'en couvre aujourd'hui qu'une superficie limitée.

Illustration no. 8. *Croquis de l'escarpement des Sekerr (versant occidental du Rift) : la représentation du paysage par les populations pokot.*



⁶³ D'ailleurs, la carte topographique de 1953 place la limite inférieure de la zone forestière à 1 850 m, alors qu'elle se situe aujourd'hui autour de 2 200 m.

Illustration no. 9. Coupe topographique C, des monts Kadam (Plateau du Karamoja) à l'escarpement de Laikipia.



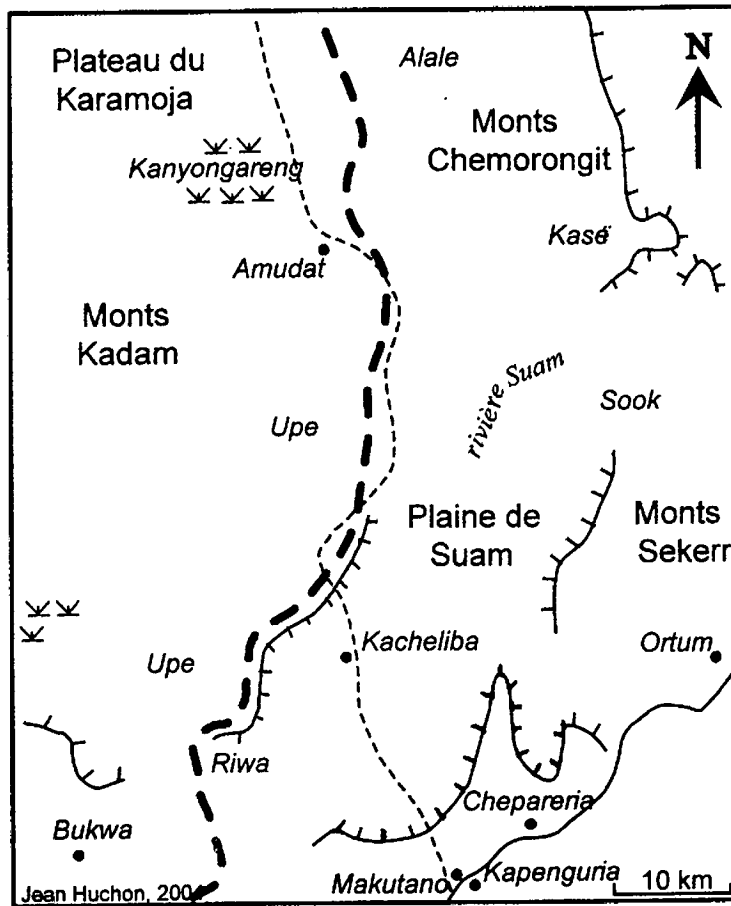
c. A l'ouest : la plaine de la Suam et le comté de Upe (Ouganda)

Au-delà de la crête forestière qui chapeaute les Sekerr, fortes pentes (environ 80%) et gradins se succèdent jusqu'à la plaine de la rivière Suam. On peut reconnaître les mêmes étages altitudinaux (*keu, kamas, musop, turku*), mais le relief plus chaotique casse la symétrie présentée précédemment. L'effet de foehn et les pentes escarpées limitent l'extension de *turku* et de *musop* au profit de *kamas*. La limite inférieure de la forêt d'altitude se situe à environ 2 600 mètres, tandis que *musop* est réduit à un ruban de quelque 300 mètres de large, et que *kamas* s'étend sur les gradins⁶⁴. Malgré l'impression d'une certaine aridité (comparée aux vallées déjà parcourues), plusieurs sources et rivières temporaires s'écoulent dans des vallées encaissées et sinuent dans une topographie faite d'abrupts successifs jusqu'à la plaine de Suam. Il est difficile d'appréhender une quelconque organisation de l'espace du premier coup d'œil tant la topographie est tourmentée. Il n'existe aucune route et les chemins serpentent à flanc de montagne ou sur les lignes de crête⁶⁵. La plupart des habitations sont sur les hauteurs, tels Chepnyal, Ptoyo, Kotit ou Kriich. Les Pokot cultivent les versants mais possèdent souvent des troupeaux gardés durant toute l'année dans la plaine par un membre de leur famille.

⁶⁴ Ces données sont issues de nos propres appréciations d'après l'observation du paysage. A vrai dire, les Pokot que nous avons interrogés face à ce paysage nous ont attesté soit que *kamas* était ici assimilé à *musop*, soit que le *kamas* était encore plus bas. Il semblerait également que chaque communauté de voisinage, ou pays, ait sa propre interprétation du paysage local et que, par conséquent, les critères généraux évoqués précédemment soient à relativiser selon les endroits.

⁶⁵ Ce type de relief a longtemps limité la pénétration britannique. Jusque dans les années 1970, cette région montagneuse, dominée par les monts Chemorongit, était rattachée à l'Ouganda sous le nom de Karasuk. Encore aujourd'hui, Kasei et Alale sont des circonscriptions particulièrement excentrées, sur lesquelles l'Etat kenyan n'a qu'un semblant d'autorité (cf. Partie. 2).

Illustration no. 10. *Pays des Pokot de l'ouest : la plaine de la Suam.*



La Suam prend sa source au mont Elgon (4 321 m), puis traverse une première plaine avant de déboucher sur la plaine du Turkana par les gorges de la Turkwell et de se jeter dans le lac Turkana. En fait, la plaine de la Suam est un bassin d'effondrement situé à 900 m d'altitude et encadré par des escarpements abrupts : les Sekerr à l'est (3 600 m), les Chemorongit au nord (2 500 m), les Cherangani au sud-est (3 600 m), l'escarpement de Trans-Nzoïa au sud (2 500 m), le mont Elgon au sud-ouest (4 321 m) et l'escarpement de Kassauria à l'ouest (1 500 m). Bien que les totaux moyens de précipitations y soient apparemment relativement élevés (950 mm sur Kacheliba entre 1954 et 1978), l'irrégularité annuelle est si importante que la plaine de Suam peut être décrite comme la partie la plus aride des terres pokot (Dietz, 1987). Durant la saison sèche, l'ouest de la plaine reçoit toujours plus de pluies et les meneurs de troupeaux se déplacent plus généralement dans cette direction : aux pieds du mont Elgon et de l'escarpement de Kassauria, où ils rencontrent les populations d'agro-pasteurs sebei, ou vers le nord-ouest, au-delà de la frontière ougandaise, entre les monts Kadam et Moroto.

Après l'escarpement de Kassauria, le comté de Upe (en Ouganda) est aussi occupé par les Pokot. Il s'agit d'une frange du plateau du Karamoja qui longe la frontière, des piémonts du volcan Elgon aux marécages de la rivière Kanyongareng, et qui s'enfonce à l'ouest jusqu'aux monts Kadam. Entre 1 200 et 1 500 mètres d'altitude, ce plateau parsemé de cônes volcaniques est légèrement incliné vers l'ouest de sorte que la quasi-totalité du réseau hydrographique s'y dirige. Les meilleurs pâturages, en aval de ces rivières, ne sont donc pas directement accessibles. Seules les aires de pâtures jouxtant la Kanyongareng au nord constituent des zones à fort potentiel pour l'élevage. Cette rivière est la seule à s'écouler vers la Suam. Mais ses ressources sont partagées avec les éleveurs karimojong des sections Pian et Matheniko. Les raids de ces groupes, récurrents depuis une trentaine d'années, ont énormément appauvri les Pokot de Upe dont le cheptel est aujourd'hui extrêmement limité.

Les pays décrits ont été arrêtés de façon arbitraire au nombre de trois : ce découpage correspond aux indications données par les personnes interrogées au cours de nos enquêtes ; leur échelle coïncide ici avec la définition courante d'un pays, à dimension humaine, qui peut être parcouru en une à deux journées à pied ; ils mettent donc en valeur la notion de proximité physique, préalable à la reconnaissance de proximités organisationnelles et institutionnelles dans notre cas.

Nous soulignons le fait que ces pays ne peuvent pas être considérés comme des territoires de production, puisqu'au sein même de ces entités géographiques se côtoient diverses formes de pastoralisme.

Leur agglomération, cependant, peut être entendue comme un territoire avec une organisation et des institutions partagées.

B. Zonalités et nuances du pastoralisme pokot : une spatialisation des dynamiques de production

Le nord du Kenya est souvent perçu comme une plaine exploitée par des pasteurs transhumants. Pourtant, nous l'avons vu, loin d'être homogène, cette région est une mosaïque de situations locales : on y distingue plusieurs pays aux reliefs compartimentés, offrant une diversité d'écosystèmes sur des étendues réduites, obligeant et permettant aux populations de diversifier leurs productions⁶⁶. De ce fait, le degré de pastoralité des économies familiales est extrêmement variable suivant les différentes unités paysagères, et au sein même de ces unités.

Un fait remarquable de l'analyse des systèmes de production pokot est en effet la diversité des formes du pastoralisme (pastoralisme pur, semi-pastoralisme, agro-pastoralisme transhumant, etc.⁶⁷). Si le degré de pastoralité est généralement déterminé par la place des activités secondaires, l'agriculture notamment⁶⁸, un autre élément se doit d'être pris en considération : la composition des troupeaux. A titre d'exemple, les éleveurs perdant leurs animaux après une crise se consacrent à l'agriculture le temps de reconstituer un troupeau. Cette situation temporaire se traduit par une baisse du degré de pastoralité, selon la définition commune rappelée. Or, on ne peut pas ignorer le fait que ces personnes demeurent « pasteurs », puisque leur logique de reconstitution du troupeau persiste et que l'agriculture ne représente qu'une étape et un moyen pour remplir cet objectif. Aussi, la spécificité de leurs choix liés à la recomposition d'un troupeau est-elle particulièrement révélatrice de leur volonté et significative de stratégies d'élevage pastoral. La composition des troupeaux semble alors être un bon indicateur du degré de pastoralité, car il témoigne de l'orientation de l'économie familiale. Si cette perception semble affecter le mythe de la spatialisation des diverses formes d'économies pastorales, il n'en demeure pas

⁶⁶ Une situation comparable à celle des Andes rurales. (Mesclier, 2003).

⁶⁷ Chacune de ces formes de pastoralisme étant caractérisée par un type de transhumance, par le degré d'implication dans l'agriculture ainsi que par la taille et la composition des troupeaux.

moins que le principal objectif des familles rencontrées est d'adapter leur mobilité sociale et géographique pour se maintenir dans la sphère d'influence d'un pastoralisme plus prononcé. Ce qu'il convient de retenir de cette incise est que : la région ne se résume pas à un ensemble uniforme de purs pasteurs transhumants, diverses formes de pastoralisme y coexistent ; on ne peut pas séparer nettement les pasteurs de la plaine et les agro-pasteurs de montagne, puisque des degrés de pastoralité identiques -selon la définition que nous proposons- s'y retrouvent de part et d'autre.

Ainsi, d'un point de vue géographique, il n'y a pas de déterminisme pur et direct entre le milieu environnemental et les types de pastoralisme. La spatialisation de ces derniers correspond autant aux nécessités immédiates de la production, qu'au souhait de l'éleveur de se rapprocher physiquement et socialement de son objectif à long terme. Un agro-pasteur des montagnes descend s'installer en plaine pour pouvoir entrer en relation avec les réseaux de solidarité des éleveurs, et non pas uniquement parce que la survie de son troupeau en dépend à ce moment là. C'est pourquoi nous mettrons en balance le poids des déterminants physiques et celui des aspirations des populations locales dans l'existence des multiples formes du pastoralisme dans notre zone d'étude. Autrement dit, nous mettrons la pastoralité à l'épreuve du déterminisme écologique : parmi le panel des possibles dans une zone, c'est bien l'individu, en dernier ressort, qui donnera telles ou telles caractéristiques au pastoralisme pratiqué.

Le degré de pastoralité est le fruit de stratégies qui évoluent à la fois dans le temps et dans l'espace suivant les dynamiques de production, et qui influent à long terme sur les dynamiques du territoire. Autrement dit, l'évolution du troupeau, qui traduit les dynamiques de la production, est le résultat des crises, mais aussi et surtout d'une gestion et d'un projet économique souhaité par un chef de famille.

⁶⁸ Retaillé, 2003, p. 91

1. Les éléments de distinction des formes du pastoralisme pokot : des tendances géographiques liées aux projets socio-économiques

a. Zones écologiques et degrés de pastoralité : la taille des troupeaux et la place de l'agriculture

Le milieu environnemental -topographie et climat- et le nombre d'animaux par famille⁶⁹ ont souvent été combinés pour distinguer les pasteurs des agro-pasteurs. D'après nos enquêtes sur les Sekerr (2000-2001), une certaine corrélation positive entre les zones écologiques et la taille des troupeaux familiaux est effectivement constatée : la taille moyenne des troupeaux de *kamas* est plus importante que celle de ceux de *musop* ou de *turku*.

Tableau n°3: *Estimation de la taille moyenne des troupeaux familiaux par zones agro-écologiques*⁷⁰.

	CAPRINS	BOVINS	T.L.U. par famille
<i>Kamas</i>	33	17	15,20
<i>Musop</i> (Sud des Sekerr)	25*	17	14,40
<i>Musop</i> (Nord des Sekerr)	10	7	5,90
<i>turku</i>	22	8	7,80

* fortes dispersions des données.

⁶⁹ Il est généralement admis que les familles dépendantes des produits de l'élevage pour leur subsistance ont nécessairement un nombre important de têtes de bétail. Naturellement, si cette corrélation est en partie fondée, rappelons que l'essentiel du cheptel kenyan -13 millions de bovins en 1991- est détenu par les groupes pratiquant une agriculture intensive sur les hautes terres du pays...(PNUE, *Livestock population in Kenya*, 1987-1989 ; 1991-1992).

⁷⁰ Selon notre enquête personnelle (Sekerr, 2000-2001). Ces données ne prennent en compte que les familles ayant déclaré leurs animaux (soit sur les 90 personnes interrogées, une vingtaine d'entre elles ne souhaitait pas répondre ou disait ne pas posséder d'animaux). A noter : il nous a été impossible d'avoir une estimation du nombre d'animaux des troupeaux familiaux des populations vivant sur *keu* ; nos interlocuteurs ayant refusé de répondre. Devant notre insistance, ils ont pu soit surestimer (plus de 500 animaux), soit sous-estimer (plus rien) le nombre de leurs animaux. Cependant, on peut raisonnablement penser qu'une cinquantaine de têtes de « petit bétail » et une trentaine de têtes de bovins serait une approximation plausible. Bien sûr, ces chiffres sont à relativiser selon la période de réalisation de l'enquête.

Les familles de *kamas* sont-elles pour autant plus dépendantes de l'élevage que celles de *musop* et de *turku*, l'environnement des escarpements ne se prêtant pas à une agriculture capable à elle seule d'assurer les besoins alimentaires des maisonnées ? En fait, les productions agricoles sont loin d'être absentes de *kamas*. D'ailleurs, ce sont les familles de *kamas* qui sont les principaux fournisseurs de céréales des familles de *keu*. La plupart d'entre elles possèdent, en plus de leurs cultures sur *kamas*, des champs sur *musop*, dont les superficies sont parfois mêmes plus importantes que celles des familles qui y vivent. A titre indicatif, nos enquêtes révèlent que les personnes interrogées à *kamas* cultivent des superficies agricoles moyennes de 3 à 6 acres sur *musop*, alors que la plupart des résidants de *musop* y exploitent entre 1,5 et 4,5 acres.

Quel est donc le degré de pastoralité des gens de *kamas*, qui cumulent à la fois troupeaux et superficies cultivées relativement importants ? Il est bien difficile de déterminer laquelle des activités, agricole ou pastorale, supplante l'autre dans ce cas précis. Il semble que si les gens de *kamas* sont fortement impliqués dans l'agriculture, il s'agisse surtout d'un moyen d'acquérir des animaux originaires de *keu* qui améliorent alors la productivité de leur troupeau. Ainsi, seulement 1/3 des animaux naissent réellement dans l'enclos familial⁷¹ ; les autres sont acquis par le biais d'échanges, de ventes ou de mariages⁷² (ce qui témoigne de leur intégration dans l'économie pastorale).

Sur *musop*, le tableau n°3 montre une forte différence dans la taille moyenne des troupeaux du sud et du nord des Sekerr : les troupeaux du Sud sont largement plus imposants que ceux du Nord. Or, les familles du Sud disposent aussi de superficies agricoles plus importantes (entre 3 et 4,5 acres), alors que les familles septentrionales n'exploitent qu'entre 1,5 et 2 acres. Aussi, comme dans le cas des familles de *kamas*, les familles du *musop* méridional détiennent les plus importants troupeaux et en même temps les plus importantes superficies cultivées.

⁷¹ A l'inverse, d'après nos entretiens (2001), deux tiers des animaux des familles exploitant *keu* sont issus de l'enclos familial.

⁷² Ou encore, de raids qu'ils ne m'ont pas rapportés...

Bien que le nombre d'animaux dépende évidemment de la taille de la famille elle-même (une famille de quatre personnes possède moins d'animaux qu'une famille d'une dizaine d'individus pour répondre de façon adéquate aux besoins de la maisonnée et ne pas trop peser sur le travail de ses membres), les différences constatées s'expliquent principalement par l'ancienneté du peuplement.

Le nombre d'animaux révèle effectivement une certaine richesse, épargnée au fil des années. L'activité pastorale étant consommatrice d'espace, les familles de *musop* dans le sud des Sekerr ont hérité de superficies arables importantes, tout en gardant un accès aux pâturages de *kamas*. A l'inverse, le peuplement du Nord est relativement récent (quelques générations à peine), majoritairement constitué d'une population de réfugiés suite aux sécheresses et aux conflits de ces dernières années. Les troupeaux y ont encore une taille limitée, dans un contexte de pression foncière intense.

L'influence de la taille des troupeaux et de la place de l'agriculture sur les divers étages altitudinaux des monts Sekerr, ne suffisent pas pour déduire des degrés de pastoralité distincts entre ces unités paysagères locales. Il faut aussi prendre en compte d'autres éléments, tels que l'histoire, l'héritage et l'évolution des trajectoires familiales, qui permettent de distinguer des niveaux de richesse dans les capitaux accumulés (bétail ou terres).

b. Zones écologiques et degrés de pastoralité : la composition des troupeaux

Etre pasteur, c'est notamment savoir gérer son troupeau de telle sorte que, sans en diminuer la reproduction, on en retire le maximum de productions (lait, sang, viande, peaux, etc.). Cela implique que les troupeaux soient principalement constitués de femelles, laitières et reproductives ; la proportion des mâles castrés étant plus ou moins grande selon la disponibilité des productions agricoles,

puisque ceux-ci constituent le principal moyen d'acquérir des denrées alimentaires complémentaires⁷³.

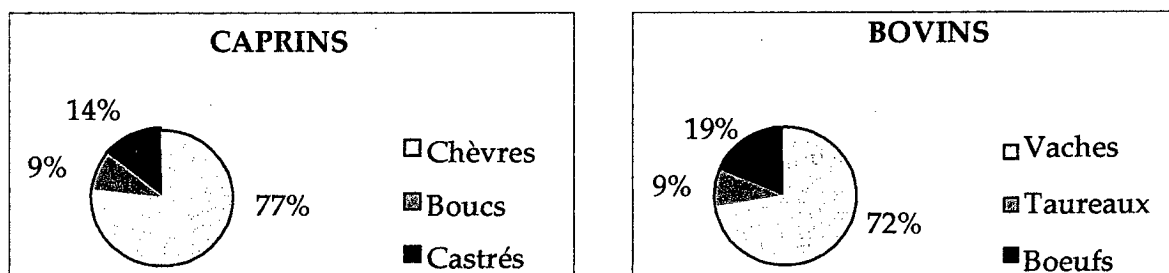
La variation de la composition des troupeaux donne ainsi des indications sur la stratégie dans laquelle s'inscrivent leurs propriétaires à un moment donné (ex : de reconstitution de troupeaux, d'accumulation, de diversification, commerciale, etc.), ainsi que leur niveau d'implication dans une logique pastorale.

Les graphiques suivants illustrent le fait que les étages altitudinaux dans la zone des Sekerr hébergent des façons diverses de gérer les troupeaux.

- *A keu :*

L'illustration n°11 montre à quel point à Nginyang (*keu*) la gestion pastorale du troupeau est optimisée. Les vaches laitières représentent les trois quarts des animaux d'un troupeau, ce qui traduit l'importance accordée à la production de lait. La forte proportion de mâles castrés (caprins ou bovins) est un autre aspect caractéristique : la castration permet, tout en sélectionnant les meilleurs reproducteurs⁷⁴, d'engraisser les autres mâles en vue des nombreuses cérémonies qui jalonnent l'année⁷⁵ ou pour être échangés contre des céréales (cf. 2/3 des bovins mâles et 60% des caprins mâles sont castrés).

Illustration no. 11. *La composition des troupeaux de keu*⁷⁶.



⁷³ La proportion de mâles castrés est aussi significative de l'importance des transactions dans le cadre des mariages et autres rites (sachant que les cérémonies sont plus nombreuses en plaine qu'en montagne).

⁷⁴ On compte généralement 7 à 8 vaches pour un taureau (qui est toujours secondé par des animaux plus jeunes pour prendre progressivement sa succession).

⁷⁵ Un interdit alimentaire concerne les femelles : vaches et chèvres ne sont pas abattues pour les besoins alimentaires de la famille ; elles peuvent éventuellement être vendues.

⁷⁶ Données de 1988 (Bolling, 1991).

Le bétail est une monnaie d'échange essentielle pour répondre aux besoins alimentaires, et la composition des troupeaux précédemment décrite permet d'assurer aux populations de Ngyniang 50 à 70% de leur régime alimentaire en céréales⁷⁷.

Tableau n°4: Estimation de la consommation alimentaire des populations de Ngyniang (Baringo)⁷⁸

	« Bonnes années »	Années de sécheresse
Farine de maïs	35 %	60 %
Lait	30 %	5 %
Viande	17 %	25 %
Sorgho	18 %	10 %

Millet et sorgho sont semés par les femmes de *keu* aux premières pluies, de préférence aux abords des cours d'eau du piémont en raison d'une meilleure fertilité et de la possibilité d'irriguer. Les graines utilisées sont sélectionnées à partir des récoltes précédentes en fonction de leur résistance à la sécheresse, de leur rendement, et surtout de la rapidité de leur cycle végétatif. Si les graines ne germent pas, les femmes recommencent deux mois après. Les enfants surveillent ensuite les cultures contre la menace constante que représentent les oiseaux, les babouins et les éléphants. Les risques d'échec demeurent relativement élevés : l'eau peut être insuffisante ou des inondations particulièrement violentes peuvent lessiver les sols et emporter les graines. Les récoltes suffisent donc rarement à assurer l'alimentation de la famille tout au long de l'année. Dans un tel contexte,

⁷⁷ Cette proportion est aussi le fruit des distributions d'aide alimentaire, récurrentes depuis une vingtaine d'années. Elle montre néanmoins, si besoin en était, que les gens de *keu* (particulièrement impliqués dans l'élevage) ne consomment pas que de la viande, loin de là ; et rappelle à quel point ils évitent de trop puiser dans les ressources du troupeau, dont le cycle de reproduction est relativement long et fragile.

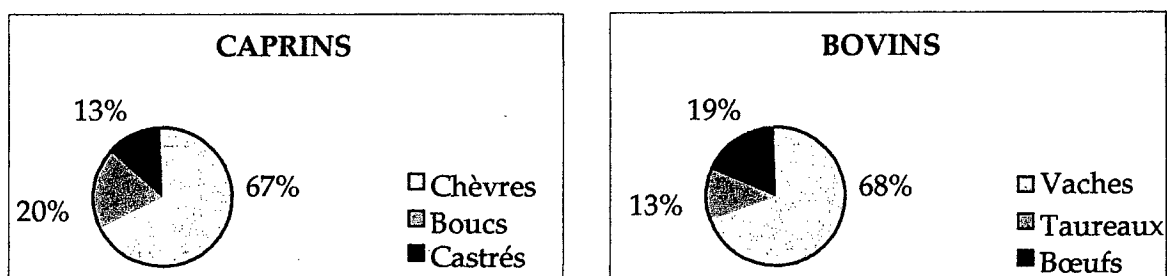
⁷⁸ Entretien avec le coordinateur de programme d'ALRMP, Chemilingot-Ngyniang, 2000.

l'acquisition de produits agricoles complémentaires se fait sur les marchés ou auprès d'autres agro-pasteurs de *keu*, de *kamas* ou de *musop* (nord des Sekerr).

- A *kamas* :

On retrouve à peu près le même type de gestion sur *kamas*, bien que la proportion des taureaux soit plus importante que sur *keu* (cf. à peine plus de la moitié des bovins mâles et près de 40% des caprins mâles sont castrés). De fait, la sélection de bons reproducteurs y est moins privilégiée, puisque 2/3 des animaux sont acquis par échange.

Illustration no. 12. La composition des troupeaux de *kamas*⁷⁹.



- A *musop* :

Sur *musop*, les seuls indicateurs de la composition des troupeaux laissent penser que leur gestion n'y est pas optimale. Le lait demeure une composante primordiale (65 % de vaches), mais l'intérêt porté à la sélection des reproducteurs est peu marqué (encore plus faible proportion de mâles castrés que sur *kamas*⁸⁰) : l'environnement est moins aride qu'en plaine, les critères de résistance y sont moins exigeants, et de plus les échanges d'animaux et la consommation de viande y sont plus réduits qu'à *keu* et à *kamas*.

Si l'on y regarde de plus près, la comparaison des illustrations n° 13 et n° 14 révèlent des gestions et des stratégies différenciées entre le nord et le sud des Sekerr.

⁷⁹ Les illustrations n° 12, 13, 14 et 15 correspondent aux données relevées au cours de nos enquêtes dans les Sekerr (2001).

⁸⁰ Cf. 21% de bovins mâles et 24% de caprins mâles sont castrés.

Illustration no. 13. La composition des troupeaux de musop, dans le Nord des Sekerr.

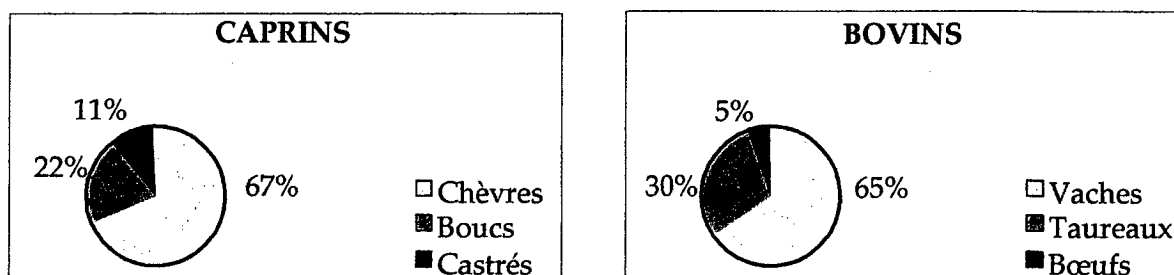
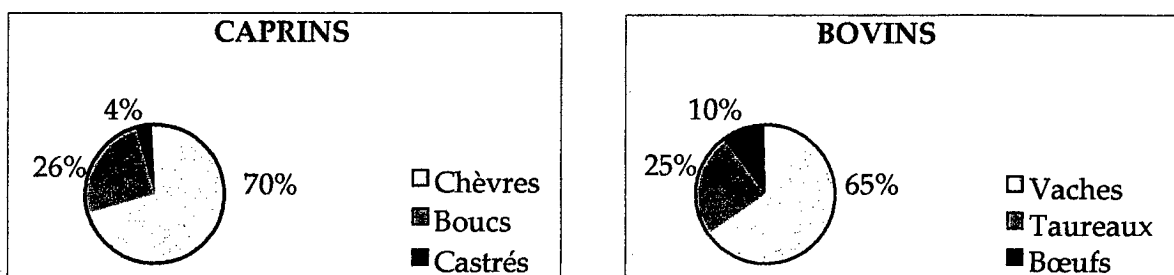


Illustration no. 14. La composition des troupeaux de musop, dans le Sud des Sekerr.



Si la proportion de femelles est à peu près équivalente dans les deux zones, la part des animaux castrés rapportée à l'ensemble des mâles est sensiblement différente⁸¹.

La plus forte proportion de caprins castrés au nord est significative d'un niveau de consommation de viande plus élevé qu'au sud : les superficies agricoles étant limitées, la viande constitue une source nutritive complémentaire d'importance, et ces animaux peuvent facilement être échangés contre des céréales. A l'inverse, le taux de bovins castrés est inférieur à celui du sud : étant donné la jeunesse du peuplement, on peut penser que les troupeaux de bovins sont ici en cours de constitution ; la reproduction n'est pas sélective, mais vise d'abord l'accumulation.

Dans le sud des Sekerr, les troupeaux de bovins ont atteint un certain équilibre et assurent surtout une fonction d'épargne. L'explication de la part des bovins

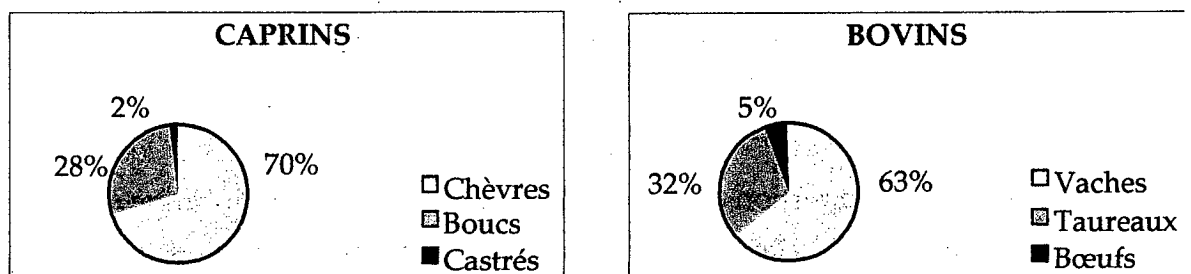
⁸¹ Cf. Alors qu'au sud des Sekerr, les familles castrant 28% de leurs bovins mâles et 15% de leurs caprins mâles, au nord, la proportion est inversée (14% pour les bovins et 33% pour les caprins).

mâles castrés⁸² n'est pas à relier à la sélection d'animaux reproducteurs ou à la tenue des cérémonies (qui sont ici organisées plutôt autour des produits dérivés de l'agriculture, telle la bière de maïs ou de millet), elle représente le surplus destiné à être vendu sur le marché⁸³. Quant aux caprins castrés, ils correspondent essentiellement au gain des échanges de produits agricoles opérés avec les gens de *kamas* ou *keu*.

- A *turku* :

Sur *turku*, la composition des troupeaux se caractérise surtout par la très faible proportion d'animaux castrés⁸⁴. Les troupeaux y sont probablement en cours de construction, puisque la colonisation de *turku* remonte à peine à quelques dizaines d'années⁸⁵. A cet étage, l'élevage est encore une activité très secondaire : le bétail est surtout un moyen d'épargner l'argent obtenu par la vente de productions agricoles.

Illustration no. 15. *La composition des troupeaux de turku.*



Les multiples formes du pastoralisme qui coexistent dans notre zone d'étude découlent effectivement en partie des possibilités offertes par chaque étage altitudinal, mais elles sont surtout révélatrices des orientations sociales et économiques privilégiées par les individus au sein du panel des possibles de

⁸² Cf. 28% de bovins castrés rapportés au total des bovins mâles.

⁸³ Sur le marché, le prix des animaux est évalué suivant leur poids, d'où l'intérêt de la castration.

⁸⁴ Cf. 13% de bovins mâles et 6% de caprins mâles castrés.

⁸⁵ Selon les indications apportées par la carte topographique des Sekerr au 1/25000, datant de 1958 (source inconnue), la limite forestière se trouvait autour de 1800 mètres à cette époque. Suivant nos observations, elle est aujourd'hui située au-delà de 2500 mètres d'altitude.

chaque unité paysagère locale, comme en témoigne la gestion différenciée de leurs troupeaux⁸⁶.

A ce titre, la proportion de mâles castrés au sein des troupeaux est particulièrement significative du degré de pastoralité des familles : l'analyse de la part des animaux castrés permet de déduire la logique suivie par les chefs de famille, ainsi que l'étape à laquelle ils se situent sur cette voie.

2. Des stratégies pastorales aux dynamiques territoriales : quelques illustrations de l'impact de la conduite des troupeaux sur les contours d'un territoire

La gestion d'un troupeau se résume au maintien d'un équilibre, entre la main d'œuvre familiale d'une part, la taille et la composition du troupeau d'autre part. En réalité, peu de maisonnées trouvent cet équilibre sur le long terme ; il s'agit d'un but quasi inaccessible, toujours remis en question par les aléas (climatiques, épidémiques, etc.). Selon Dietz (1987), des stratégies préventives se doivent d'être mises en œuvre pour garantir les familles face aux incertitudes et assurer leur survie après une crise. L'accroissement du cheptel, la diversité des animaux, la composition des troupeaux, la résistance des bêtes, l'importance donnée au lait par rapport à la viande, les échanges sur le plan social et les systèmes d'assurance, des taux de prélèvement adéquats et la planification d'activités en cas de nécessité, en font partie.

Lorsqu'elles sont pratiquées sur plusieurs générations couvrant une période de stabilité, elles influent -de manière directe ou indirecte- sur les dynamiques de la production. Dans le cas d'un succès du système pastoral sur le long cours, les différences de gestion et d'orientations économiques auront-elles des répercussions non négligeables sur les dynamiques territoriales ? Bonte (1974) l'a exposé au sujet des Maasai ou des Turkana, le succès -continu sur une longue période- du système d'élevage peut par exemple conduire un groupe à une spécialisation pastorale quasi conquérante. Puisque les pratiques de production

⁸⁶ Autrement dit, le pasteur choisit son lieu de résidence en fonction de l'état de son économie et surtout de l'orientation qu'il souhaite donner à son développement.

ont pour objectif de dynamiser les troupeaux, les familles doivent répondre aux besoins évolutifs de ces derniers et, dans ce but, tendent -volontairement ou non- à insuffler des dynamiques territoriales spécifiques.

La sélection des animaux par exemple, en considérant les qualités propres à chaque animal⁸⁷, permet d'accroître la taille du troupeau plus sûrement.

En premier lieu, un large troupeau de bovins constitue une épargne sur pieds⁸⁸ qui représente bien évidemment un filet de sécurité pour faire face aux crises. La maximisation de la taille des troupeaux est un mécanisme d'assurance qui permet à chaque famille de faire face aux sécheresses ou aux épidémies (Dietz, 1987). Un large troupeau comprenant un grand nombre de femelles et produisant une quantité élevée de lait assure la subsistance de nombreuses personnes. De plus, l'abattage n'est pas à redouter pour satisfaire les besoins alimentaires en viande puisque le taux de récupération est rapide.

Le troupeau (sa taille et sa composition) est également un symbole de prestige, le reflet de la réussite de son propriétaire, de l'étendue de sa famille et de son réseau de relations (amis, associés, employés). L'importance de la production, en assurant la survie d'un grand nombre d'individus, remplit de ce fait un rôle clairement social. Ceux-ci sont à la fois les dépendants du propriétaire et les ressources humaines nécessaires à la gestion des troupeaux (tâches d'abreuvement, de conduite et de gardiennage des animaux). De fait, un large troupeau nécessite d'amples transhumances et une forte dispersion des animaux. Les individus attachés au troupeau qui couvrent d'importantes distances participent aux échanges d'informations ou à la multiplication des contacts utiles. Ils contribuent par ce biais au développement des réseaux de relations de la famille et par conséquent à l'élargissement de son horizon territorial.

Plus la taille des troupeaux est importante, plus le besoin d'une extension du territoire se fait ressentir, plus la croissance de la famille devient nécessaire.

⁸⁷ Robustesse et endurance (en supplément d'une bonne production laitière et d'un taux de fertilité satisfaisant pour les femelles) : résistance aux longs déplacements, au manque d'eau, à la chaleur, aux insectes, aux maladies, comportement face à la mauvaise qualité du fourrage pendant la saison sèche, etc.

⁸⁸ Le taux de reproduction des bovins est beaucoup plus rentable que les taux d'intérêt proposés par les banques : la rentabilité de l'épargne en « capital-bétail » par rapport à épargne bancaire est plus significative.

Lorsque après plusieurs bonnes années, la taille du troupeau devient conséquente, le recul de son horizon territorial autorise l'heureux propriétaire à « investir » dans un mariage un peu plus lointain : son fils (ou lui-même) se marie, le surplus de bétail étant apporté comme « compensation matrimoniale ». De nouveaux enfants constitueront alors la main d'œuvre nécessaire à la poursuite de la croissance du troupeau sur un plus vaste territoire.

Ce modèle théorique semble se vérifier à l'échelle de la société : on observe une corrélation positive entre l'accroissement des troupeaux pokot (tableau n°6), la croissance démographique de la population et les débordements des Pokot sur les territoires ethniques voisins. Pour Kipkorir (1973), les Pokot étaient à l'origine des cultivateurs des Cherangani avec quelques têtes de petit bétail, dont le cheptel a subitement augmenté au 19^{ème} siècle ; le besoin d'extension de leur territoire les a alors amenés à la colonisation des terres pastorales maasäi.

Tableau n°5: Evolution du cheptel pokot du district de West-Pokot de 1926 à 2000.

Années*	Bovins	Caprins
1926	210 000	220 000
1950	300 000	250 000
1970	300 000	400 000
1983 ⁸⁹	100 000	200 000
1987	170 000	230 000
Années 1990	270 000 (estimation 1998)	563 350 (pour 1994)

* De 1926 à 1987 : Dietz (1987). Pour 2000 : Entretien avec le *District Veterinary Officer* de West-Pokot (2001).

⁸⁹ La baisse dramatique enregistrée en 1983 par rapport aux années précédentes est à mettre en relation avec les sécheresses qui ont touché la région entre 1974 et 1982.

Il convient toutefois de nuancer ce modèle : si les pratiques de production visent à dynamiser les troupeaux et ont une incidence sur le succès du système de production (notamment sur le taux de reproduction et la résistance des troupeaux), leurs effets en termes territoriaux ne sont pas pour autant directs et systématiques à long terme.

En fait, la plupart des éleveurs, conscients des risques dus aux crises occasionnelles, fixent des limites à la taille de leurs troupeaux en fonction de la taille de leur famille. Lorsque la taille du troupeau dépasse les capacités de gestion de la famille, la maisonnée a tendance à se scinder et un fils part s'installer ailleurs avec une partie du bétail (Bonte, 1974) : peu de familles disposent donc de plus d'animaux que nécessaires pour leur survie. Edgerton (1971) considérait que le rapport homme / bétail avoisine les 1/5 (soit 5 animaux pour un individu), et il semble qu'il n'ait jamais dépassé les 1/8 pour les Pokot (les diverses crises climatiques et les épidémies ne l'auraient pas permis).

Les critères courants définissant la pastoralité ne témoignent pas des évolutions de la production ni des objectifs des chefs de famille (à ne pas entendre uniquement comme producteurs ou éleveurs). L'appréhension de la pastoralité correspond à une photographie de la réalité à un moment donné, l'économie familiale étant en constants remaniements.

Ces adaptations sont le fruit de pratiques destinées à développer la production et sont favorables à l'extension des territoires quand les circonstances sont propices : un large troupeau, par exemple, autorise l'ouverture de nouveaux horizons territoriaux, tout particulièrement grâce aux échanges qui ont lieu autour de sa gestion. Elles ne sont rendues possibles que dans le cadre d'une proximité physique « active » -ou plutôt « activée » par les opportunités d'échanges entre communautés⁹⁰. Celle-ci s'insère dans le cadre d'une proximité « organisationnelle » que nous souhaitons mettre en avant et qui permet le recours aux complémentarités.

⁹⁰ Cf. autres communautés pokot, aux caractéristiques légèrement différentes en matière d'agriculture et d'élevage (c'est-à-dire au degré de pastoralité plus ou moins accentué).

C. Des pratiques de production similaires et tournées vers les opportunités d'échanges

Qu'elles concernent l'agriculture ou l'élevage, les pratiques de production se réfèrent à une multitude de décisions qui répondent aux mêmes objectifs stratégiques de maintien (prévention contre les effets des crises éventuelles) et d'amélioration de la production (Dietz, 1987).

Trois principes semblent résumer ces pratiques, tant agricoles que pastorales : les producteurs tentent généralement de diversifier leurs productions ; les espèces élevées ou cultivées ayant chacune des besoins différents, les producteurs les divisent ou les dispersent pour maximiser les rendements ; enfin, la mobilité est sans doute le point le plus caractéristique de la gestion pastorale, mais elle l'est aussi pour l'agriculture des montagnes qui combine les aires de production de *kamas* et de *musop*.

Au-delà des besoins propres aux animaux ou aux céréales cultivées, leur mise en œuvre dépend, par ailleurs, de la main d'œuvre disponible, et par conséquent, de facteurs socio-économiques. Ces pratiques permettent une occupation de l'espace suivant les saisons et les années, en accord avec l'état des productions pastorales et agricoles après chaque crise ou changement. Elles définissent donc le cadre contrôlé par les communautés de voisinage, à un moment donné.

Mais elles offrent surtout de multiples opportunités d'échanges sociaux et économiques entre ces communautés : la diversité des productions enrichit les réseaux d'échanges, la dispersion multiplie ces mêmes réseaux, la mobilité permet de les orienter et de les étendre jusqu'à rapprocher des groupes relativement distants. En clair, les pratiques de production permettent de dépasser le cadre strict de la proximité physique et d'associer les formes de productions les unes aux autres en instaurant des relations de proximité organisationnelle entre des communautés éloignées.

1. Diversité et saisonnalité des productions

La diversité des productions a trois fonctions principales : tout d'abord, il s'agit d'assurer une part de la consommation familiale ; ensuite, elle vise à garantir au mieux la famille contre les risques de pertes ; enfin, les échanges se font d'autant mieux que l'offre est variée (et les surplus permettent de pallier les déficits de certaines productions).

- Un étalement propice à une consommation sécurisée.

Les Pokot assurent le renouvellement des greniers tout au long de l'année en profitant des divers étages altitudinaux et du décalage des différents cycles de végétation.

Alors que les semailles du maïs et du millet sont effectuées approximativement au même moment (entre avril et juin), les récoltes s'étalent dans le temps⁹¹. Ainsi, de décembre à juin, le maïs assure la consommation quotidienne et peut servir à l'échange ; puis le millet prend le relais, en tant que culture de soudure, jusqu'à la nouvelle récolte de maïs. En outre, les réserves de millet, lorsqu'elles ne sont pas consommées, sont conservées d'une année sur l'autre, alors que le maïs ne peut être stocké plus de huit mois si aucun additif de conservation n'est ajouté.

Les produits de l'élevage (lait et viande principalement) ont également leur propre cycle, qui dépend à la fois des saisons et de la gestion pastorale.

L'intérêt de la diversification se retrouve surtout en matière de production laitière : on observe des différences dans les quantités produites et la période de lactation pour chaque espèce. En termes de quantités, les femelles camélidés sont les plus importantes productrices : elles donnent de 4,6 à 13,7 litres de lait par jour

⁹¹ En théorie, le millet (planté sur *kamas*) a un cycle de quatre mois : il est donc récolté en août, c'est-à-dire quatre mois avant le maïs (planté sur *musop*), qui nécessite sept à huit mois de maturation.

pendant 18 mois tous les deux ans⁹². Les vaches, pour leur part, produisent 2 à 3 litres par jour en saison humide et 0,5 litre en saison sèche, et cela pendant près de cinq mois. Enfin, les chèvres produisent durant trois cycles de 100 jours tous les deux ans ; au meilleur de leur production, elles peuvent aller jusqu'à concurrencer les vaches avec environ 1 à 2 litres de lait par jour⁹³.

Le décalage des périodes de lactation permet d'étaler la production de lait sur toute l'année ; ce qui ne pourrait pas être possible avec un troupeau spécialisé. En fait, les éleveurs tentent avec plus ou moins de succès de provoquer la reproduction des animaux : les bovins, par exemple, sont incités à se reproduire au milieu (juillet) et à la fin de la saison des pluies (octobre), lorsqu'ils sont au mieux de leur forme ; une forte proportion de veaux naît donc au début de la saison des pluies (avril-mai). De ce fait, la période de lactation la plus intense se situe autour de mai-juin, au moment où débute justement la période de soudure agricole et les importants travaux de désherbage dans les champs de millet. A cette époque, la qualité et la quantité de lait sont d'autant plus élevées que les pâturages sont riches : la production suffit alors amplement à nourrir à la fois les jeunes veaux et la famille réunie dans le campement principal⁹⁴. Passée cette période, la lactation des vaches décroît progressivement jusqu'aux mois de mars-avril de l'année suivante ; l'animal peut alors à nouveau vêler⁹⁵ à la fin de la saison humide en juillet-août. Le lait de chèvre est rarement consommé en période normale : il est en effet disponible lorsqu'il n'y a pas de travaux agricoles et que les greniers sont pleins (novembre à mars) ; il peut néanmoins l'être si les récoltes sont mauvaises⁹⁶.

Enfin, alors que la viande de bouc est la plus régulièrement consommée par la famille restreinte, les taureaux et les bœufs sont plutôt tués à l'occasion des cérémonies (la viande ne pouvant pas être conservée, il est nécessaire qu'elle soit

⁹² Dietz, 1987.

⁹³ Pour les meilleures laitières. Bien sûr, l'évaluation de la production de lait d'un troupeau est variable d'une année sur l'autre, suivant que la saison a été bonne ou mauvaise. D'ailleurs, la distinction entre « bonnes » et « mauvaises » années est importante pour comprendre les liens qui relient la famille avec le troupeau et sa production laitière : une « bonne » année est une année durant laquelle la production fut excellente. Trop souvent, ces qualificatifs sont repris pour caractériser les évolutions météorologiques et non pas celles de la production.

⁹⁴ Les moutons suivent le même cycle, avec une production moindre.

⁹⁵ Une vache donne en moyenne huit veaux dans sa vie.

⁹⁶ Les sécheresses de ces dernières années ayant affecté le cheptel bovin en plaine, le nombre de vaches laitières a considérablement diminué, et les Pokot ont désormais tendance à consommer de plus en plus de lait de chèvre.

directement consommée ou distribuée aux invités, ce qui évite le gaspillage). Ces festivités ont le plus souvent lieu au milieu ou à la fin de la saison humide : d'une part les animaux sont en bonne santé et ont récupéré des transhumances, d'autre part les réserves de céréales sont limitées à cette période et il est préférable de les économiser. Le sang des bovins est aussi très apprécié en saison des pluies, mais il apporte surtout un complément alimentaire aux éleveurs qui partent en transhumance à la saison sèche. Les moutons offrent leur gras, que les Pokot retirent par incision en évitant de tuer l'animal (Schneider, 1959).

- Une fonction de sécurisation face aux risques.

La diversité des cultures, comme des espèces animales, a un caractère préventif : grâce à l'impact différencié des pertes notamment, elle permet de s'assurer que l'ensemble de la production n'est pas touché indistinctement ou dans sa totalité par les divers aléas, climatiques et épidémiques. Toutes les espèces n'ont pas les mêmes exigences ni la même résistance : elles ne sont tout simplement pas sensibles aux mêmes adversités ; de plus, leur cycle végétatif -ou leurs taux de reproduction- ne nécessitent pas la même durée ni les mêmes soins. Aussi, la diversification correspond à une anticipation des risques : une partie de la production sera préservée quand une autre sera affectée, ou encore certaines espèces permettront de répondre assez rapidement à la crise, quand d'autres mettront plus de temps.

A titre d'exemple, bien que la monoculture du maïs soit en mesure de donner d'excellents rendements, la plupart des familles cultivent à la fois du millet (*Eleusine coracana*), du maïs (*Zea Mays*), et -dans une moindre mesure- du sorgho (*Sorghum Vulgare* ou *Sorghum Bicolor*). En effet, le maïs demande de l'eau en quantité et surtout une bonne répartition des précipitations dans l'année. Or, ces dernières sont trop souvent aléatoires et très localisées. De plus, il est extrêmement sensible aux maladies durant la pousse et le stockage (insectes tels que les doryphores, moisissures)⁹⁷.

⁹⁷ Des problèmes auxquels le millet n'est pas confronté, tandis que le sorgho souffre uniquement du stockage.

De même, le cheptel familial associe généralement caprins et bovins, des ovins y sont souvent ajoutés, voire quelques dromadaires⁹⁸. Les épidémies bovines sont moins dévastatrices que celles touchant les caprins, mais il ne faut pas oublier que les bovins qui n'ont pas été décimés deviennent la cible de raids des ethnies voisines. Les chèvres, moins affectées par les tiques et les mouches tsé-tsé, apportent donc une sécurité après de telles pertes. Tandis que les longues saisons sèches touchent sévèrement les troupeaux bovins, elles épargnent généralement quelques chèvres donnant la possibilité aux pasteurs de reconstituer un nouveau troupeau⁹⁹. Les premiers chevreaux naissent dès le cinquième mois suivant la sécheresse et leur taux de reproduction permet le doublement du nombre d'animaux en trois ans¹⁰⁰. Il faut en revanche attendre près de neuf mois avant que les premiers veaux ne naissent, et souvent plus longtemps puisque les vaches sont affaiblies. Enfin, les dromadaires ont un cycle de reproduction qui s'étend sur plus d'une année.

- Une variété dans l'offre, et des surplus pour garantir les échanges.

Les échanges se font d'autant mieux que l'offre est variée (et les surplus permettent de pallier les déficits de certaines productions) et saisonnière : les productions sont diverses (dans le temps et l'espace), elles ont chacune leurs fonctions et leurs valeurs suivant leur saisonnalité.

Tableau n°6: *Diversité et disponibilité des surplus à échanger.*

Mois	Jan	Fév.	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
Produits animaux	Lait		Viande			Lait & viande						
Produits agricoles	Maïs					Millet			Maïs			

⁹⁸ Les dromadaires sont surtout présents dans le district de Baringo, à l'est de la rivière Kerio. Lorsque les éleveurs de Masol en possèdent, ils les y envoient.

⁹⁹ Par exemple, en 1998 -après l'année particulièrement arrosée d'El Nino- une épidémie a décimé le cheptel bovin des Pokot évoluant à proximité des monts Masol ; et les rares bêtes épargnées ont succombé à la sécheresse l'année suivante. Aussi, en 2000 et 2001 (période de notre étude), les éleveurs de Masol comptaient sur la croissance naturelle de leurs troupeaux de chèvres : quand le nombre de ces animaux sera assez élevé, ils échangeront le surplus estimé contre des bovins.

¹⁰⁰ Dietz (1987) estime le taux de reproduction des chèvres entre 31 et 41 % sur une année.

Les éleveurs de la plaine proposent principalement du lait de vache et de la viande (de bovin ou de caprin). Les cultivateurs, essentiellement ceux qui cultivent sur *kamas* et *musop*, échangent du maïs et du millet. D'autres produits sont disponibles, du bois de *keu* pour les bâtons et les armes, du bois de *turku* pour les ruches et les ustensiles de cuisine, par exemple.

Une partie des échanges ont lieu en saison sèche : lait contre maïs dans le premier mois, alors que les vaches produisent encore ; puis viande contre maïs dont les réserves sont encore importantes à la fin de la saison sèche. Une autre partie en saison des pluies : millet contre viande ; puis maïs, qui vient d'être récolté, contre lait dont les productions sont d'autant plus importantes puisque de nombreux veaux naissent à cette saison et que les pâturages sont abondants.

2. Occupation de l'espace et dispersion des productions

Chaque type de céréale et chaque espèce animale ayant des besoins spécifiques, les familles doivent trouver les environnements les plus adaptés pour optimiser les productions. La diversification implique donc une dispersion des cultures ou des animaux sur différents terroirs ou micro-environnements.

Il s'agit d'une autre stratégie de lutte contre les risques naturels, qui permet d'exercer une emprise sur un espace de production d'autant plus vaste qu'il est discontinu.

- Modalités de dispersion des productions.

Afin de répondre au mieux aux besoins des espèces cultivées, les Pokot tentent d'identifier les meilleures conditions pour chaque culture : ils prennent en considération les types de sols (fertilité et capacité à retenir l'eau), l'altitude, la pente et l'ensoleillement des champs. Ces données changeant d'une vallée ou même d'un versant à l'autre, ils disposent d'un large choix pour déterminer l'emplacement de leur champ.

La pratique la plus courante reste cependant la dispersion de plusieurs champs le long du transect haut / bas. Sur *keu*, le millet et le sorgho supportent des terres relativement pauvres et peu arrosées ; il suffit de 350 à 400 mm de pluies pour obtenir de bons rendements. Mais le terroir d'excellence du millet est surtout *kamas* : « les sols y sont peu profonds, pauvres, caillouteux, ce qui convient à la plante »¹⁰¹. Les champs sont généralement exploités une seule année, non pas parce qu'il y a une baisse de la fertilité, mais parce qu'il y a une reprise des graines n'ayant pas germé la première année : « il faut différencier les bonnes et les mauvaises graines et il est plus facile d'ouvrir un nouveau champ que de débroussailler le premier ». Le maïs est surtout présent dans les bas fonds humides de *musop*. Les sols noirs hydromorphes y sont faciles à travailler et leur fertilité est telle qu'ils supportent aisément cinq à six années successives de cultures avant d'être laissés en jachère.

La dispersion des animaux répond aux mêmes objectifs, c'est-à-dire la recherche du meilleur environnement (pâturage et disponibilité de l'eau) pour le bon développement de telle ou telle espèce (bovin, caprin, ovin, camélidé) ou de telle ou telle production (viande, lait, gras). En montagne, l'eau étant toujours relativement accessible et les pâturages étant de bonne qualité, les éleveurs ont tendance à limiter la dispersion des troupeaux. Dans la plaine, lorsque l'eau et l'herbe sont abondantes en saison des pluies, les troupeaux sont également regroupés dans le voisinage des campements permanents. Ils sont dispersés au début de la saison sèche ; mais d'une simple dispersion en fonction des espèces, les troupeaux de bovins ou de caprins sont eux-mêmes divisés en plusieurs sous-groupes dont les parcours sont différents.

Les troupeaux sont effectivement divisés selon plusieurs critères : le type de bétail, la fonction, l'âge et le sexe de chaque animal. Dans le cas des longues transhumances, les bovins et les dromadaires (qui peuvent parcourir d'importantes distances) sont séparés des autres animaux, tandis que les ovins et les caprins sont maintenus ensemble. Mais ce n'est pas une généralité, quelques pasteurs font paître les dromadaires et les ovins d'un côté, les bovins et les chèvres de l'autre. Les caprins sont envoyés avant les bovins pour élaguer les branches arbustives sous lesquels les pâturages herbacés peuvent se développer.

¹⁰¹ Il s'agit là d'un discours courant à propos des champs de millet. Les Pokot estiment que le millet doit être cultivé sur les pentes escarpées pour éviter les « maladies de la plante » ; ajoutons que le travail de désherbage s'en trouve surtout facilité.

Dans tous les cas, cela assure une excellente complémentarité, étant donné qu'il n'y a aucune concurrence en matière d'alimentation entre ces « gros » et « petits » ruminants, ni entre les dromadaires (mangeurs d'arbustes) et les moutons (herbivores), ni entre les bovins (herbivores) et les chèvres (mangeurs d'arbustes). Le troupeau familial peut aussi être divisé selon la fonction des animaux, c'est-à-dire entre « troupeau laitier » et « troupeau principal ». Le premier est gardé près des habitations permanentes et comprend normalement la plupart des vaches, chamelles, brebis et chèvres en lactation, avec parfois leurs petits non sevrés ou les femelles en fin de leur gestation. Le second, le troupeau « principal » qui comprend le reste du bétail, est conduit vers des pâturages éloignés. Ces différentes partitions dépendent de la composition du troupeau familial ; mais le choix de l'éleveur vise toujours à tirer le maximum de profits des parcours et à réduire la concurrence entre les différents types de bétail au sein de son troupeau¹⁰².

- Une stratégie de lutte contre les effets des crises.

La dispersion est une stratégie particulièrement adaptée pour lutter contre les effets des crises susceptibles de toucher la production. De fait, les épizooties se développent généralement dans des endroits circonscrits ; elles ne s'étendent par la suite que du fait des mouvements du bétail. Si l'un des sous-troupeaux est touché, les autres -dispersés et/ou divisés- ont une chance d'y échapper. De même, les épidémies touchant les céréales sont souvent confinées à de petites vallées ; lorsqu'un champ est touché, les autres, situés dans des vallées voisines, sont épargnés. Le problème qui se pose le plus souvent est celui du manque de précipitations à certains endroits : lorsqu'elles sont, par exemple, insuffisantes sur *kamas*, les terres d'altitude sont vraisemblablement mieux arrosées. Ainsi, les

¹⁰² Nous pourrions donner une image des différents pâturages en fonction de leur qualité. Cependant, beaucoup de pâturages sont, en dépit des idées reçues, aménagés. L'interdiction de pâture, les feux de brousses et les semailles, par exemple, sont des pratiques courantes. Des aires de pâtures peuvent être abandonnées pendant un certain laps de temps, puis accueillir les animaux pendant un autre. L'organisation SNV (coopération néerlandaise) a tenté d'établir un système d'information géographique sur l'utilisation des pâturages afin de déterminer les lacunes et les besoins de l'activité sur la plaine de Masol. Mais, les facteurs autres que les considérations écologiques (alliances et conflits notamment) sont difficiles à prendre en compte.

cultivateurs des Sekerr espèrent toujours au moins une récolte viable sur les différents champs qu'ils exploitent.

- Une emprise sur l'espace élargi.

La dispersion permet d'occuper et de contrôler efficacement un territoire d'autant plus vaste qu'il est discontinu. Dans les Sekerr, les familles ont, grâce à la division de leur exploitation, un « regard » sur tous les étages altitudinaux, de *keu* à *turku*. Il en est de même pour les éleveurs de la plaine qui, par la division et la dispersion de leurs animaux, assurent leur présence sur plusieurs endroits au même moment.

Ces endroits sont attentivement choisis en fonction des conditions de la production, mais aussi suivant des considérations sociales et la dynamique qu'un chef de famille souhaite donner à sa maisonnée. Un cultivateur des Sekerr souhaitant s'impliquer un peu plus dans l'agriculture cherchera à implanter de nouveaux champs dans les vallées les plus agricoles, en altitude, et favorisera la culture du maïs. A l'inverse, celui s'orientant davantage vers l'élevage, privilégiera la culture du millet sur *kamas*.

La dispersion est un moyen de multiplier les opportunités relationnelles, elle reflète la stratégie de réseau que suit un chef de famille¹⁰³. L'ouverture d'un champ est, à ce titre, une façon de constituer un réseau de solidarité dans certaines vallées stratégiques : la réouverture d'un champ après une longue période de jachère est une solution pour réactiver des relations sociales détériorées au cours du temps ; la fermeture d'un champ et sa mise en jachère témoignent quant à elles soit de l'existence d'un conflit, soit de relations déjà bien établies, donc d'une stratégie nouvelle pour orienter le réseau vers d'autres vallées.

¹⁰³ On notera que la notion relative à la dispersion généralement utilisée au niveau des systèmes d'élevage est celle du « confiage ». Nous ne nous y référons pas au cours de ces paragraphes, tant cette notion, si elle prend en considération les liaisons entre agents (dimension relationnelle), n'évoque pas ou peu la dimension spatiale du phénomène.

Afin d'entretenir et de consolider ses relations, le cultivateur organise régulièrement des festivités, particulièrement lors des travaux agricoles. Pour cela, les femmes jouent un rôle très important : ce sont elles qui préparent la bière¹⁰⁴ et invitent les voisins ainsi que les membres de la famille élargie résidant dans la vallée. Certaines familles exploitant des champs mitoyens depuis une vingtaine d'années, le travail en commun renforce les liens sociaux et la coopération avec le voisinage (comme les disputes d'ailleurs¹⁰⁵) se maintient sur plusieurs générations. Le choix des lieux de dispersion des troupeaux s'effectue en fonction d'objectifs similaires : l'orientation des parcours et les zones de pâture privilégiées correspondent bien souvent aux affinités entre communautés et sont le signe de la bonne « santé » des liens entre groupes. Par exemple, les éleveurs de Kolloa rejoignent les pâturages du nord des Sekerr parce qu'ils ont des relations de confiance avec les autres éleveurs qui y vivent ; en revanche, ils abandonnent le versant sud du mont Tiati du fait des relations conflictuelles qui les opposent aux Turkana.

- Conditions et implications familiales de la dispersion.

L'importance de la dispersion est souvent liée à la disponibilité de la main d'œuvre. Une famille nombreuse aura tendance à diviser au maximum son troupeau même si la structure ne l'impose pas, alors qu'une famille d'une taille limitée éprouvera des difficultés à le faire.

D'une façon générale, si les chefs de famille ne divisent pas leur troupeau c'est qu'ils ne disposent pas d'assez de bergers ; de même, ils ne décident d'ouvrir un nouveau champ loin du premier, qu'en sachant que leurs fils pourront y surveiller les plantations. Mais, même en cas de main d'œuvre limitée, les chefs de famille peuvent avoir recours à une stratégie de dispersion. Ils peuvent en effet choisir l'emplacement de leurs champs en fonction du lieu de résidence de leurs

¹⁰⁴ Suivant nos enquêtes, tous les foyers réservent, chaque année, à peu près l'équivalent d'un sac de 90 kg de maïs et de 45 kg en millet pour préparer la bière offerte aux voisins après une journée de labeur (semaillages, désherbages, récoltes). C'est une façon d'entretenir de bonnes relations, et de faire en sorte que le champ soit surveillé pendant leur absence.

¹⁰⁵ Ces disputes peuvent rapidement évoluer en vendetta si aucune structure sociale n'est capable de désamorcer le contentieux.

épouses et de leurs belles familles¹⁰⁶ : ce procédé dégage une main d'œuvre supplémentaire tout en renforçant les liens familiaux (et de voisinage)¹⁰⁷. En ce qui concerne le bétail, le troupeau est partagé entre chacune des femmes, et/ou les pâturages de saison sèche se situent à proximité du lieu d'habitation des belles-familles.

Dès qu'elle est possible, la dispersion est mise en place. La décision est prise individuellement, ce qui offre une grande flexibilité et témoigne d'une relative indépendance des cellules familiales.

Pourtant, les chefs de famille ne dépendent pas uniquement de leur propre production... et n'en disposent pas en totalité. En fait, il est relativement répandu de demander une part des récoltes à un membre de la famille élargie. Ainsi, environ 1/10 de la production familiale est donnée à la belle-famille en vue du renforcement des relations¹⁰⁸. Cette pratique courante permet notamment de remédier aux manques ponctuels de main d'œuvre (coïncidant avec les semaines de travaux agricoles intenses, tels que les labours, désherbages ou récoltes). En outre, la composition des troupeaux transhumants évolue régulièrement : les animaux d'un chef de famille dispersés entre les divers troupeaux d'associés peuvent en être séparés périodiquement (voire chaque semaine) et rejoindre d'autres troupeaux selon leur état. Ces deux exemples illustrent le fait que l'indépendance dans les choix des chefs de famille est donc toute relative, puisque certaines parties des productions, confiées à des relations, ne sont pas disponibles à tout moment. Chaque famille est coresponsable de la gestion de ses associés : grâce à ces diverses pratiques, les familles reconnaissent leur interdépendance.

¹⁰⁶ Voire même, ils choisissent leurs nouvelles épouses en fonction de leurs lieux de résidence.

¹⁰⁷ Les récoltes sont par la suite mises en commun et partagées équitablement en fonction du nombre d'enfants de chaque femme.

¹⁰⁸ Selon nos enquêtes, il semblerait que les familles largement impliquées dans l'économie de marché tentent de diminuer cette proportion.

3. La mobilité comme principe de gestion du territoire

La dispersion des troupeaux ou des exploitations implique une certaine mobilité, dont l'ampleur et l'orientation sont évidemment déterminées par les conditions de la production et la disponibilité de la main d'oeuvre, mais qui reflètent aussi la dynamique économique souhaitée par les chefs de famille. Conçue de manière différente en montagne et en plaine, la mobilité répond aux mêmes objectifs et permet un rapprochement social des communautés. La mobilité est donc bien plus qu'un simple déplacement dans l'espace physique, elle correspond à une recherche d'opportunité dans l'espace social : c'est un rapprochement volontaire permettant à des individus d'entrer en contact.

a. La mobilité en montagne

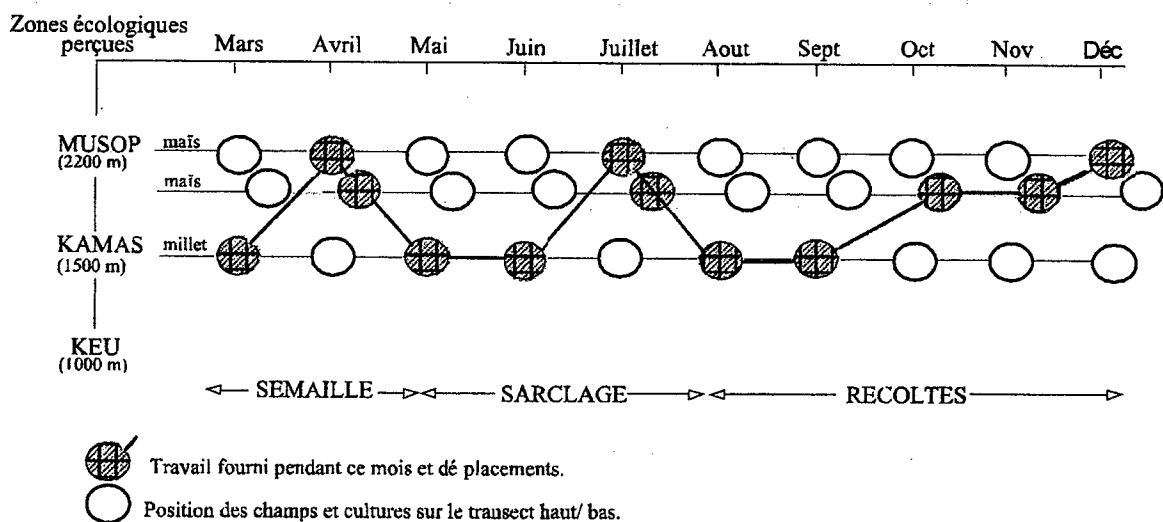
En montagne, la dispersion des champs impose des déplacements fréquents : il s'agit de surveiller en permanence l'état et l'avancée des cultures. Afin de limiter les distances à parcourir, les habitations sont généralement situées sur les hauts de *kamas* ; elles offrent un accès aux différents étages d'autant plus rapide que le gradient altitudinal est important. Ainsi, les distances séparant le lieu de résidence des champs dépassent rarement les 8 kilomètres (ce qui revient à 3-4 heures de marche).

La gestion de la dispersion soulève la question de l'aménagement du calendrier agricole en fonction de la main d'œuvre disponible. En effet, l'emplacement des différents champs d'une même famille est important, pas seulement en terme de limitation des distances par rapport au campement, mais surtout pour que les travaux agricoles puissent être réalisés successivement sur *kamas*, *musop* et *turku* (et éviter ainsi que la main d'œuvre soit appelée à travailler simultanément sur ces différents étages). Autrement dit, il s'agit de réduire les périodes de chômage agricole en répartissant le travail sur toute l'année ; c'est pourquoi les dates de

semences sont minutieusement choisies en pensant aux dates successives des récoltes et à l'organisation -temporelle et spatiale- du travail¹⁰⁹.

Deux champs mitoyens suivent le même calendrier agricole, même s'ils sont exploités par deux familles différentes. En effet, il est nécessaire que les récoltes soient faites simultanément pour bénéficier de la mise en commun du travail. De plus, une fois la récolte finie, le bétail peut pâturer librement sans risque d'abîmer les cultures.

Illustration no. 16. Calendrier agricole et mobilité haut-bas dans les monts Sekerr : l'exemple théorique de Mbara.



Source: J. Huchon, 2004

Du fait des conditions du milieu, de la disponibilité des pâturages et des ressources en eau, les mouvements des animaux s'effectuent généralement sur de courtes distances. Les animaux ne sont pas envoyés en transhumance dans la plaine : les environnements sont trop différents, ils s'adaptent mal à ce changement et les risques de mortalité sont élevés. Toutefois, cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de transhumance ; au contraire, si l'on se réfère à la position des

¹⁰⁹ Pour rappel, le maïs est généralement semé à la fin du mois de mars à 2200 m et en avril à 1800 m pour être récolté en octobre, novembre ou décembre suivant l'altitude. Lorsque le millet est semé fin mars début avril, à l'arrivée des premières pluies, il est récolté en août, début septembre. Si le cultivateur préfère attendre et ne sème qu'en mai, il ne récoltera qu'à la fin du mois de septembre.

troupeaux tout au long de l'année, il semble que plusieurs types de migration existent. Elles dépendent du choix des producteurs en fonction de l'importance numérique du troupeau, de sa composition, de la taille de la famille et du temps qu'elle consacre à l'activité agricole.

Les familles disposant d'un grand nombre d'animaux (une quarantaine par exemple), en maintiennent un certain nombre auprès de la maison alors que la majeure partie est soit gardée toute l'année par un des membres de la famille dans un campement assez éloigné, soit laissée aux soins d'un éleveur de la plaine. Dans ce dernier cas, l'éleveur bénéficie en retour d'une part de la production agricole annuelle. Cependant, la plupart des familles préfèrent garder les animaux à proximité de la maisonnée. De septembre à février, les familles voisines les regroupent afin de dégager la main d'œuvre nécessaire aux travaux agricoles (il ne faut qu'une seule personne pour surveiller 5 à 25 animaux) et les bêtes suivent la progression des récoltes en pâturent librement sur les champs « dégarnis ». Le reste de l'année, les animaux sont généralement envoyés sur *kamas*, dont les pâturages sont reconnus comme étant les meilleurs (certains envoient aussi leurs bêtes dans la forêt, *turku*, mais l'herbe est y rare et peu grasse).

b. La mobilité dans la plaine

Dans les plaines semi-arides de Masol, de Suam et de Baringo, l'élevage demande d'importants déplacements, à la recherche de pâturages et de points d'eau en qualité et en quantité suffisantes¹¹⁰. Contrairement aux Turkana semi-nomades (qui migrent à la saison sèche en suivant des parcours aléatoires et qui résident plusieurs mois dans des campements différents chaque année), les pasteurs pokot partent en décembre (pour la saison sèche), suivant des parcours qui les ramènent toujours aux mêmes campements permanents en mars ou avril (pour la saison des pluies). Bien que ces transhumances saisonnières changent d'une année à l'autre, le rythme des mouvements n'est pas dicté par le hasard, tout comme les routes et les pâturages de séjour sont bien définis.

¹¹⁰ Informations acquises par l'observation du milieu (sols, rosée, chaleur excessive, absence d'ombre, parasites) et *via* leurs réseaux d'informateurs particulièrement efficaces.

Le calendrier des déplacements évolue par conséquent selon les phénomènes écologiques. Les saisons des pluies pouvant avoir du retard, les départs de transhumances peuvent donc être avancés ou décalés (de la fin du mois de novembre à la fin du mois de décembre, selon la date des dernières pluies¹¹¹). De même, les retours dépendent de l'extension de la saison sèche (jusqu'en juin, en 2000 par exemple). Les évolutions intervenant au cours même des mois de transhumance ont également des implications sur le choix des parcours. Mais tout dépend de la structure du troupeau : les femelles sont conduites vers des aires de pâture qui favorisent la production laitière ; si le troupeau est principalement composé de vaches immatures ou de mâles, il est dirigé vers un pâturage susceptible d'améliorer la bonne croissance des animaux.

De la même manière que la mobilité est favorisée en montagne, la transhumance est recherchée mais dépend du niveau de main d'œuvre disponible ; aussi, lorsque la main d'œuvre familiale est insuffisante, les déplacements sont fortement limités¹¹². Les petites familles préfèrent donc garder les jeunes animaux au campement permanent et laisser les vaches et les mâles libres sur des pâturages relativement proches. Les éleveurs sont parfaitement conscients des inconvénients de cette méthode : des pertes (lorsque les animaux s'égarent, qu'ils rencontrent des prédateurs ou voleurs) et une alimentation de moindre qualité (à cause du surpâturage autour du campement).

D'autres critères, plus contextuels, interviennent également dans le rythme des transhumances, l'orientation et la distance des parcours. Ils sont liés à des besoins socio-économiques particuliers ou à des exigences politiques : le souci de protection des champs cultivés, le rapprochement des marchés, les rassemblements culturels, et les rapports avec les voisins (surtout en cas d'alliances ou de conflits).

D'année en année, ces critères varient en fonction de l'évolution des conditions sociales et économiques propres à chaque famille, voire à chaque

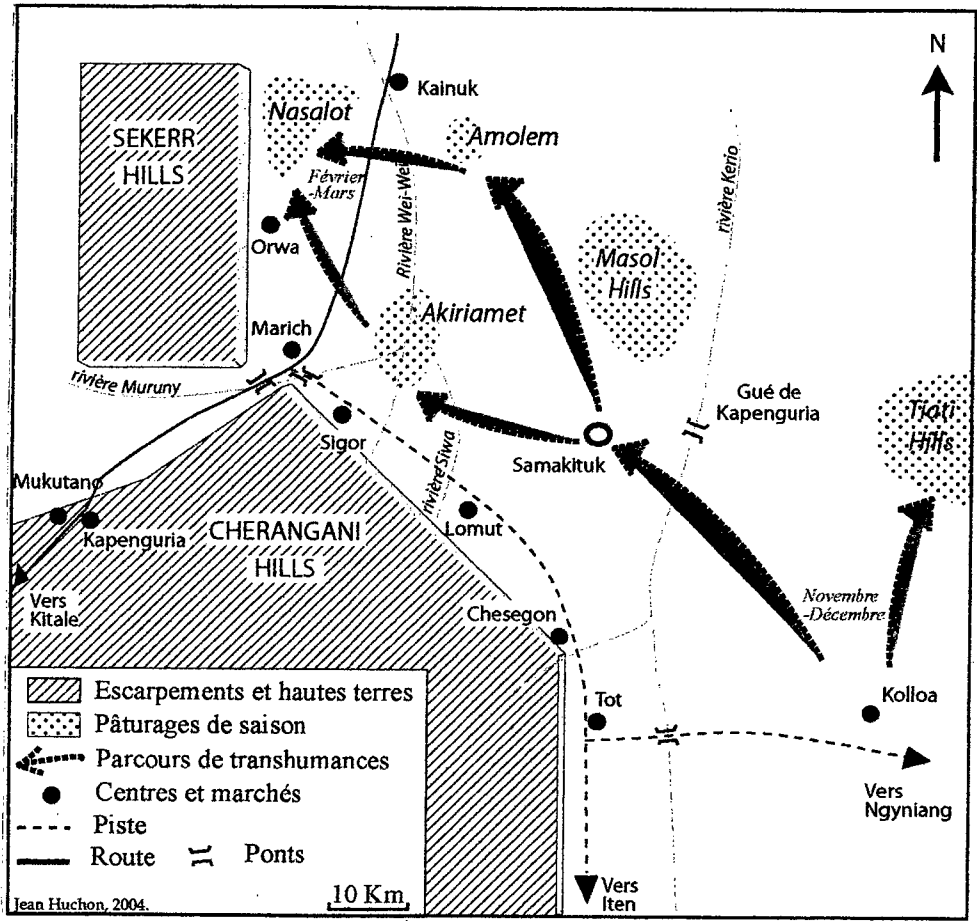
¹¹¹ On remarque d'ailleurs une corrélation entre les périodes des départs en transhumance et les raids de bétail contre les Marakwet, qui ont lieu soit à la fin du mois de novembre (en 1999 par exemple), soit à la fin du mois de décembre (en 2000 par exemple). A l'inverse, les raids contre les Turkana ont lieu une fois les animaux revenus des transhumances entre avril et juillet.

¹¹² En plaine, un minimum de trois hommes est nécessaire à la conduite d'un troupeau en transhumance (au-delà d'une quinzaine de bêtes).

communauté de voisinage. Chaque famille adopte effectivement une stratégie de transhumance qui ne coïncide pas forcément avec celle des autres membres de sa communauté (dont la composition des troupeaux, la main-d'œuvre familiale, et autres conditions sociales diffèrent). Cependant, on peut remarquer des tendances générales qui stimulent les dynamiques territoriales des communautés. Les chefs de famille appartiennent tous plus ou moins à la même classe d'âge ; ils se sont mariés, ont fondé leur famille et constitué leurs troupeaux dans la même décennie. Ils ont connu les mêmes sécheresses et la structure de leurs troupeaux est souvent voisine. Alors que les parcours qu'ils suivent avec leur bétail ne sont pas toujours similaires, ils se croisent et se retrouvent au moins sur les mêmes aires de pâtures en fin de saison sèche. Ils tissent donc des liens étroits et cohabitent ensemble durant toute la saison des pluies : ils disposent ainsi des mêmes informations pour organiser leurs transhumances. Partir avec un voisin leur permet par exemple d'envoyer ou de recevoir des nouvelles de leur famille lorsque l'un d'entre eux choisit de rendre visite à son campement.

Par ailleurs, les bergers qui partent en transhumance sont dépendants de leur alimentation en céréales. Or, les zones d'approvisionnement sont limitées, au même titre que les pâtures en fin de saison. De ce fait, certains points sont des passages obligés, et le territoire parcouru reste plus ou moins le même chaque année. Entre 2000 et 2002, par exemple, la plupart des éleveurs de Kolloa et de Masol suivaient les mêmes parcours, reliant les mêmes pâtures, les mêmes points d'eau, et surtout longeant les escarpements pour s'approvisionner en céréales.

Illustration no. 17. *L'espace pastoral de Masol : parcours, pâturages et zones d'approvisionnement en céréales.*



Les transhumances peuvent être décrites comme telles :

Les premières pluies, dont le trajet est nettement visible dans le ciel de la vallée du Rift, touchent en premier lieu le sud des Sekerr. Au cours des semaines suivantes, les nuages sont poussés de plus en plus vers le nord-ouest. Les saisons agricoles varient donc d'une vallée à l'autre. Les cultivateurs de Mungat (sud Sekerr) sèment au début du mois d'avril pour récolter au mois d'octobre, tandis qu'à Chepkondole, les semailles sont effectuées à la fin du mois d'avril et les récoltes ont lieu en novembre. Enfin, à l'extrémité nord des Sekerr, les cultivateurs récoltent au mois de décembre.

C'est à cette époque que les éleveurs de la plaine entament leurs transhumances vers le nord-ouest. Ils suivent, avec quelques semaines de décalage, la progression des dernières pluies. Ils profitent ainsi des pâturages annuels épargnés par la sécheresse. Les principales aires de pâtures sont situées entre les piémonts des monts Masol et ceux des Sekerr. Les points d'eau se situent le long des rivières ou près des sources (comme à Orwa sur les piémonts Cherangani ou à Amolem sur la rivière Kerio), et aux abords des marécages (tel celui de Norwaita). Au cours des semaines de janvier et février, les bergers se succèdent sur ces points et jusqu'aux escarpements, qu'ils atteignent un à deux mois après les récoltes.

Ainsi, tout au long de leurs transhumances vers le nord, les éleveurs se procurent régulièrement des céréales auprès des agro-pasteurs des montagnes. Lorsque la saison sèche dure, ils se retrouvent finalement autour de Nasolot au nord-ouest de la plaine. Là, les populations des vallées qui surplombent ce pâturage sont les dernières à avoir effectué leurs récoltes ; ce qui offre encore des possibilités d'approvisionnement. Les échanges sont favorisés par des relations privilégiées et des liens très forts entre les éleveurs de Kolloa et de Masol et les communautés des montagnes surplombant Turkwell.

Puis, avec l'arrivée des premiers nuages (entre mars, avril et mai), les éleveurs rentrent en défilé vers leurs campements respectifs pour y cultiver quelques acres de millet et de maïs.

Ce modèle de transhumance pastorale rend compte des rapports socio-économiques entre les communautés relativement éloignées de Kolloa et de Nasalot. D'une part, les calendriers des activités pastorales et agricoles sont coordonnés dans le temps et dans l'espace pour favoriser les échanges économiques. D'autre part, l'éloignement physique est compensé par un rapprochement social renforcé grâce aux festivités et alliances, comme en témoignent entre autres les nombreuses femmes originaires de Kolloa mariées à des gens de Nasalot¹¹³.

Tableau n°7: *Calendrier de travail et opportunités d'échanges entre la montagne et la plaine.*

	Septembre - Décembre	Janvier - Mars	Mars - Avril	Mai - Juillet	Août - Octobre
En montagne	Les cultivateurs récoltent le maïs sur <i>musop</i> et <i>turku</i> .	Chômage agricole. Les greniers sont pleins. Festivités et cérémonies sur <i>kamas</i> , avec la bière de millet.	Semaines du millet sur <i>kamas</i> . La bière et les réserves de céréales permettent de payer une main d'œuvre supplémentaire	Semaines du maïs sur <i>musop</i> et <i>turku</i> . En juin : importants travaux agricoles sur <i>kamas</i> (sarclages).	Récoltes du millet, ainsi que du maïs sur <i>kamas</i> et les bas de <i>musop</i> .
En plaine	Départs en transhumance, avec le millet des récoltes de septembre.	Transhumance, les éleveurs rejoignent les escarpements pour se procurer des céréales. Ils participent aux festivités organisées par les cultivateurs.	Les éleveurs rentrent de transhumance, et s'approvisionnent auprès des cultivateurs qui travaillent sur <i>kamas</i> .	Retour au campement, production de lait importante avec les naissances des veaux.	Festivités et cérémonies. Castration des taureaux.
opportunités d'échanges haut/bas	(-)	(++)	(++)	(-)	(-)

¹¹³ Le même constat est fait à propos des mariages entre les Pokot de Kolloa et les Marakwet de Tot (Kazuaki Kurita, 1982).

Ainsi, la mobilité -corollaire de la diversification et de la dispersion- favorise les échanges réciproques entre *musop*, *kamas* et *keu*. Ces pratiques de production sont au cœur du système territorial pokot : elles permettent de couvrir un espace relativement vaste (même avec une main d'œuvre limitée) et offrent surtout des opportunités relationnelles stratégiques entre communautés éloignées. Elles facilitent ainsi la sortie de l'isolement par la transmission des informations et la configuration d'un territoire commun, associant les formes de production les unes aux autres dans un cadre organisé par les besoins de la production.

Chapitre II : Gestion institutionnelle du territoire : les institutions rendent-elles effectivement compte d'un territoire commun ?

Si les pratiques de production sont employées de façon individuelle, elles évoluent tout de même dans un cadre institutionnel dictant des droits ; cadre respecté *via* la reconnaissance de chacun en tant que Pokot.

Or, la question de l'identité pokot révèle « *une ambiguïté essentielle, que l'anthropologie a longtemps souhaité éviter* »¹¹⁴. En effet, les diverses institutions dont se sont dotés les individus accordent des statuts et appartenances reconnus par tous et nécessaires pour accéder à certaines parties du territoire. En pratique, la plupart des individus jonglent entre ces différents systèmes de référence et de régulation suivant leurs objectifs. Ils instaurent par ce biais des réseaux individuels dont les retombées seront pourtant collectives et participeront également à la définition des contours du territoire¹¹⁵.

Ainsi, cette double conception du territoire, à la fois institutionnelle et individuelle, rend compte de la flexibilité de ses limites :

Certaines institutions ne structurent les rapports qu'au sein de la communauté de voisinage ; elles définissent l'origine des individus, attribuent des droits locaux et donnent l'autorité nécessaire à certains pour la régulation des relations, dont les potentiels conflits (*kokwo*).

¹¹⁴ « ... ce qui explique l'absence d'études anthropologiques et politiques pertinentes sur l'ensemble du territoire ». Serge Tornay (anthropologue), lors de la soutenance de thèse de Jannick Maisonhaute (novembre 2002). Et Michael Bolling d'ajouter : « *l'identité pokot est comme un grand sac dans lequel ceux qui n'étaient pas reconnus ailleurs avaient leur place* ».

¹¹⁵ A propos de ces systèmes sociaux, S. Tornay ajoute durant la soutenance de J. Maisonhaute : « *Il ne s'agit pas d'un paradoxe, mais justement d'une capacité des individus à changer le système pour le rendre plus fonctionnel* ». A cela, J. Maisonhaute répond : « *oui, lorsqu'ils ont réussi à mettre en place les médiations nécessaires pour déjouer les paradoxes et ils y parviennent* » (entretien personnel, 2004).

D'autres institutions de nature plus « transversale » coexistent, qui permettent de gérer les rapports à l'extérieur de la stricte communauté de voisinage (tels les clans et les classes d'âges ou générationnelles). Ces institutions partagées par tous les Pokot permettent aux individus d'assurer leur promotion sociale à travers des alliances renégociées en permanence, et d'ainsi accéder à des territoires stratégiques dans les meilleures conditions¹¹⁶. Dans le cadre d'un fonctionnement en réseau, ils utilisent donc de façon différenciée les institutions en fonction de leurs aspirations et besoins ponctuels et de ce fait contribuent à insuffler des dynamiques au territoire.

Par ailleurs, ces institutions dont la fonction est d'assurer l'intégration et/ou l'assimilation des individus, sont soumises à des contraintes (aléas climatiques et pression démographique tout particulièrement), sur lesquelles les individus n'ont finalement que peu de prise. Ces contraintes perturbent les conditions et le rythme d'accès au pouvoir : la capacité des institutions sociales et réseaux individuels à contrôler l'espace se dégrade, et entraîne une certaine instabilité du territoire.

A. Un territoire structuré par des cadres de gestion et des droits reconnus par tous

Nous avons évoqué à plusieurs reprises les campements permanents et les communautés de voisinage, sans en définir les caractéristiques et les contours. Il s'agit pourtant de cadres fonctionnels assurant une relative continuité politique génératrice d'identités et de pouvoirs, incontournables dans l'organisation des pratiques de production. La société pokot étant une société acéphale¹¹⁷, ces unités territoriales donnent droit et autorité aux individus pour l'accès et la gestion des ressources, définissent des règles et des normes communes visant à améliorer la gestion de l'espace.

¹¹⁶ Leur capacité à contracter ces alliances témoigne de leur richesse (en bétail) et de leur pouvoir ; elle leur permet de répondre aux besoins et aux aspirations des membres de leur propre communauté (par des mécanismes de redistribution).

¹¹⁷ Une société sans chef. Les décisions communes ne sont pas obtenues par la majorité, mais par l'unanimité, la classe au pouvoir ne faisant que valider celles-ci.

Mais ces règles peuvent être remises en question à tout moment, notamment sur les limites des territoires : négociations et alliances sont alors nécessaires pour éviter les conflits nuisibles à l'intérieur et à l'extérieur du territoire.

1. Cadre et instance politiques de la communauté de voisinage

a. Une délimitation fondamentale : le *korok*

Lieu de résidence principale, le campement permanent, ou *kwo*, est une aire circonscrite sur laquelle un chef de famille a toute autorité. Il est généralement situé sur une hauteur et délimité par des ravines ou des cours d'eau temporaires. Il est habité durant 5 à 10 ans¹¹⁸, jusqu'au moment où il devient nécessaire d'aménager un nouvel enclos, propre et réadapté à la taille du troupeau et de la famille.

Une dizaine d'individus vivent généralement dans le *kwo* : un homme, ses parents, ses deux épouses, et ses enfants. Le statut et les responsabilités de chacun se retrouvent dans l'organisation du campement : la case de l'homme occupe une position centrale proche de l'enclos à bétail ; autour, ses femmes possèdent chacune une case indépendante et vivent avec leurs enfants en bas âge qui, lorsqu'ils atteignent l'adolescence, obtiennent leur propre case en périphérie.

Un ensemble de *kwo* mitoyens forme un *korok*¹¹⁹. Les limites sont représentées par des ravins, les lits des rivières aréiques, des buttes. Lorsqu'il n'existe aucune marque paysagère particulière, elles sont marquées par des ruches ou les cendres d'anciens foyers.

¹¹⁸ C'est une moyenne : ils sont habités plus longuement en montagne et sont déplacés plus fréquemment en plaine.

¹¹⁹ La définition du *korok* est ambiguë et prête souvent à discussion : quand certains auteurs y voient avant tout un cadre physique (Conant, 1965), d'autres y reconnaissent le cadre d'une organisation strictement socio-politique (Peristiany, 1954). Pour notre part, c'est un cadre physique organisé (entretien, 2004).

En montagne, les *korok* s'étendent le long d'un transect haut-bas. Ils ne dépassent pas 500 mètres en largeur. En revanche, leurs profils longitudinaux s'étendent sur cinq à dix kilomètres, de 2500 à 1000 mètres, associant de ce fait les étages altitudinaux de *turku*, de *musop*, de *kamas* et de *keu*.

En plaine, les *korok* sont modifiés chaque fois que les *kwo* sont déplacés¹²⁰ : les limites ne sont donc valides qu'à un moment donné.

La principale fonction du *korok* est de délimiter une aire de contrôle et de gestion des ressources environnementales (terres et pâturages) et humaines (identification et formation de la main d'œuvre). D'une part, les ressources comprises dans l'aire circonscrite sont théoriquement accessibles à tous les membres du *korok* : les individus provenant d'autres *korok* doivent demander l'autorisation et se soumettre aux règles des résidents pour y avoir accès. D'autre part, le *korok* est un cadre de recrutement : un jeune homme ayant réalisé son initiation, porte -toute sa vie durant- un nom identifiant la période et le *korok* organisateur de la cérémonie. Il y a par conséquent un lien certain entre l'identité et la communauté d'origine de l'individu.

Les éleveurs exploitant les Tiati ont, par exemple, fui devant les raids turkana dans les années 1970 et se sont dispersés un peu partout dans les deux districts de West-Pokot et de Baringo. En pratique, les *korok* n'y existent donc plus en tant que cadre physique ; mais, comme « *tout le monde connaît au moins une personne originaire des Tiati, on sait donc tous que les monts Tiati appartiennent aux Pokot* »¹²¹. Ainsi, tant qu'il y aura en vie des gens initiés dans les Tiati, les *korok* continuent d'exister là-bas en tant qu'organisation socio-politique - du moins, sous forme idéale.

¹²⁰ De ce fait, il serait difficile pour des organisations, gouvernementales ou non, de s'appuyer sur ce type de circonscription territoriale afin de conduire leurs projets : on ne peut en effet les considérer comme des cadres d'action stables sur le long terme.

¹²¹ Entretiens dans les Sekerr (février 2001).

b. Une structure législative : le *kokwo*

Le *kokwo* est le conseil qui réunit les personnes chargées de la gestion du *korok*¹²². Il s'agit par conséquent de l'institution politique régissant la communauté de voisinage. Les sujets traités sont divers, allant de la régulation des mouvements et des temps de pâture sur les aires stratégiques à l'utilisation des ressources en eau, de l'organisation des cérémonies et des raids de bétail sur les groupes voisins à la résolution des disputes entre campements et des punitions pour les coupables de délits.

Seuls les hommes mariés sont appelés à siéger, suivant l'ordre défini par la séniorité. Le meneur, un ancien élu par les autres membres, oriente les sujets et gère les temps de parole. Chaque chef de famille est inclus dans un comité regroupant trois ou quatre autres personnes chargées de travailler sur un problème en particulier : la gestion de l'eau, d'aires de pâtures ou des querelles par exemple. Ils exposent les problèmes à résoudre de façon à en présenter tous les aspects et proposent des solutions¹²³. Lorsqu'il s'agit de décider si une aire de pâture doit être fermée ou non, ils font part des problèmes que cela posera dans l'un et dans l'autre des cas. Dans le cas d'une querelle, ils prennent tour à tour parti pour l'un ou l'autre des protagonistes. Par la suite, les anciens expriment leur opinion dans de longs discours dont le but n'est pas d'imposer une décision mais plutôt d'amener les autres membres du *kokwo* à estimer la sagesse de leurs paroles et à les rallier à leur cause. Les applaudissements, les cris, puis les votes décident alors des actions qui seront entreprises (Odegi-Awuondo, 1994). Les tensions qui naissent entre les chefs de famille qui travaillent sur un sujet et les anciens qui orientent les décisions finales semblent parfois très vives.

¹²² Le *kokwo* est parfois traduit par « conseil des anciens ». En anglais, les membres du *kokwo* sont effectivement nommés « *elders* ». Cependant, les hommes plus jeunes assistent aussi au *kokwo*, même si leur rôle n'est pas directement décisif (à moins qu'ils appartiennent à la classe d'âge au pouvoir).

¹²³ Le *kokwo* rassemble entre 50 et 80 familles selon l'intérêt des sujets traités. De nos jours, ces sous-groupes associent des chefs de famille expérimentés aux plus jeunes, lettrés, qui peuvent mettre par écrit les problèmes et les solutions évoquées.

Quelques individus, les *werkoyon*¹²⁴, ont un rôle clé lors de certains *kokwo*, notamment pour la résolution des querelles, l'organisation des cérémonies et des raids. Par leur pouvoir divinatoire, ils définissent les meilleures dates des actions à mener. Ils peuvent ainsi retarder la mise en œuvre des convictions des anciens aussi longtemps qu'ils le souhaitent, et cela sans s'y opposer directement. Par exemple, dans le cas où les anciens décideraient de lancer un raid sur les populations voisines (alors que les chefs de famille préféreraient garder leurs jeunes pour sécuriser les troupeaux), le *werkoyon* peut choisir de soutenir les chefs de famille et -à lui seul- retarder le raid en conseillant d'attendre jusqu'à la saison suivante. Toutefois, le *werkoyon* supporte généralement des interventions fortes et radicales dont le succès lui apporte la reconnaissance des guerriers et affermit son pouvoir. De grands *werkoyon* sont ainsi devenus de véritables légendes vivantes¹²⁵.

Bien que le pouvoir d'un *kokwo* s'exerce avant tout sur le *korok* dans lequel il est organisé, son influence politique s'étend parfois bien au-delà, du fait de la présence d'un ancien réputé ou des sujets qui y sont discutés. Les *kokwo* situés dans les vallées surplombant Chesegon donnent, par exemple, le coup d'envoi pour l'ouverture des classes de circoncision sur tout le territoire Pokot. Leurs anciens sont connus comme les « détenteurs de la tradition ». Une « école de la tradition », le *pöro*, y est d'ailleurs présente et des Pokot de toutes parts viennent y participer lors de grandes festivités (comme le *simar*, quelques jours avant l'équinoxe qui annonce l'arrivée des premières pluies en mars¹²⁶). En outre, ces *kokwo* ont longtemps été impliqués dans des négociations avec l'administration gouvernementale à propos des modifications de la limite administrative les

¹²⁴ On peut penser que les *werkoyon* sont comparables aux *laibon* maasäi du 19^{ème} siècle. On reconnaît leur importance au moment de décider et organiser des raids de bétail, ainsi que dans les négociations intercommunautaires. Pour E. Fratkin (1979), il s'agit de prophètes dont l'influence politique est incontestable en temps de guerres. Cependant, et dans notre cas, il nous a été impossible d'en rencontrer : nous ignorons les conditions d'accès à cette fonction et leurs rôles précis (et notamment en temps de paix).

¹²⁵ La plupart d'entre eux sont originaires de la plaine de Suam, qui fut le théâtre d'affrontements entre les Pokot et les Karimojong dans les années 1930 et d'où les Pokot sortirent vainqueurs.

¹²⁶ En mars 2001, nous avons participé à un *simar*. Un feu a été allumé sur l'escarpement surplombant Chesegon ; la fumée poussée vers le nord par les alizés a été interprétée comme l'arrivée prochaine des pluies. De fait, après trois mois sans précipitations, les pluies sont tombées le lendemain.

séparant des Marakwet. Cette reconnaissance par l'administration leur a garanti une influence et une écoute supplémentaire¹²⁷.

Le *kokwo* est associé à un lieu précis : le lieu de réunion incarne un point de référence, qui se révèle souvent devenir un centre de création et de diffusion de nouvelles informations. Certains de ces lieux peuvent même se voir ajouter à leur nom le vocable « *kokwo* » de façon à rendre compte clairement de l'importance politique qu'ils revêtent en accueillant ces conseils. A titre d'illustration, Kokwotendwo (dans la vallée de Tamkal) ou Kokwomeses (près de Chesegon) accueillent aujourd'hui des épiceries ou des « hôtels »¹²⁸ dans lesquels les gens viennent acheter du sucre ou prendre un thé tout en s'échangeant les nouvelles sur la région. Cela ne signifie pas pour autant que les *kokwo* y seront toujours organisés : les *kokwo* sont mobiles, ils se déplacent en fonction des opportunités économiques, des enjeux politiques et des sujets abordés. De fait, ils s'ancrent momentanément dans les lieux considérés par les participants comme les plus stratégiques.

2. La gestion des droits territoriaux : entre bon sens et négociation continue des règles

Cette organisation en communautés de voisinage plus ou moins indépendantes les unes des autres et sans personnification du pouvoir nous amène à nous interroger sur les modalités de gestion du territoire d'ensemble. Comment des règles communes à tous les Pokot peuvent-elles être édictées et respectées sur le territoire et sur ses limites ?

¹²⁷ On risque d'ailleurs, à certains égards, de confondre le *kokwo* et les réunions organisées par l'administration ou *baraza*.

¹²⁸ Sorte de cantines où l'on vient boire du thé (et de l'alcool), voire manger un *chapati* (galette de blé), en échange de quelques shillings.

a. Normes partagées et instruments de règlement des différends

Le respect des droits territoriaux et des droits sur les ressources dépend autant de principes fondamentaux que du pouvoir socio-politique.

- Un système de normes...

Deux principes essentiels sont acceptés par tous : le droit provenant d'une occupation continue et le droit du premier occupant.

Il n'y a pas de droits de propriété foncière dans le sens où les terres appartiennent à l'ensemble des membres du *korok*. Les droits de chaque membre dépendent de l'exercice constant de ses droits : toute zone libérée par un individu redevient propriété collective de la communauté et peut donc être utilisée par un autre membre. Aussi, en montagne ou sur les escarpements, lorsqu'un individu met en jachère une terre qu'il apprécie particulièrement, il s'assure que la terre délaissée est cernée de champs exploités par des amis ou par des membres de sa famille élargie. Il garde ainsi l'opportunité d'à nouveau la mettre en valeur plus tard.

De même, les droits d'utilisation des points d'eau reviennent à ceux qui les ont construits. Toutefois, la décision de creuser est généralement prise par plusieurs familles, et lorsque le puits est ancien, il est difficile de déterminer exactement qui en est l'architecte. Par ailleurs, la notion de droit d'utilisation ne détermine pas l'exclusivité. Il est, par exemple, difficile pour une famille qui possède théoriquement un puits, d'en refuser à d'autres le droit de l'utiliser : une interdiction d'utilisation visant une famille en particulier déclencherait une querelle aux lourdes conséquences. Il n'est pas non plus concevable de creuser un puits à côté d'un autre déjà existant simplement pour en avoir l'usage exclusif.

Les lois sont en fait interprétées au jour le jour en fonction des contraintes et événements spécifiques. En effet, il est rare que les règlements de chaque

communauté soient explicitement exprimés : ils doivent pouvoir être réinterprétés et adaptés selon les circonstances.

- ... dont la gestion revient aux *kokwo* :

Le respect des règles est garanti par les *kokwo* chargés de résoudre les conflits internes et de prendre des mesures punitives à l'encontre de ceux qui les transgressent. Pour cela, la menace des malédictions, la mise au ban du groupe social, le système des obligations réciproques, voire le conflit ouvert dans les cas extrêmes, sont utilisés.

Lorsqu'un problème fait surface, les personnes concernées ou leurs représentants devisent et tentent, chacun à leur tour, de convaincre les autres de la nécessité de changer les règles. Ils ont recours à une rhétorique complexe et soulignent le caractère exceptionnel de la situation pour trouver un accord unanime entre les parties. Si aucun compromis n'est trouvé, le *kokwo* est alors appelé à résoudre le contentieux. Sous son autorité, un « pacte » est conclu entre les familles impliquées ; il est généralement renouvelé tous les 5 ans et peut perdurer sur plusieurs générations. Cette solution permet d'éviter l'escalade de la violence.

Mais les Pokot n'en viennent que rarement à de telles procédures qui installent le contentieux dans la durée. Le *werkoyon* peut par exemple être appelé à traiter l'affaire, puisqu'il est susceptible de lancer des « sortilèges » et d'influencer l'évolution du conflit à plus ou moins long terme. Le « destin » est un élément important de sa résolution, dans le sens où il est entendu que l'individu ayant tort est celui qui décède le premier.

Dans le cadre des relations intercommunautaires, les Pokot « étrangers » au *korok* doivent nécessairement demander l'autorisation d'utiliser une terre, un puits ou une aire de pâture. Cette autorisation d'exploitation d'une ressource est rarement refusée ; inversement, la demande d'attribution d'un droit d'utilisation n'a lieu que lorsqu'elle est implicitement certaine d'être approuvée. Le refus de telles requêtes signifiant le déclenchement d'une querelle, les deux parties

(gestionnaire et potentiellement utilisatrice) font preuve de bon sens pour limiter les risques de conflits.

La plupart des querelles intercommunautaires se déclenchent en saison sèche et ont trait à la gestion des pâturages. A titre d'illustration, de nombreux éleveurs de Kolloa investissent les aires de pâtures de Nasolot chaque année. Au préalable, ils en demandent l'accès au *kokwo* local, tout en sachant qu'il ne leur sera pas refusé. En 2000, la saison sèche se prolongeant, ils y restèrent jusqu'en juin. Les chefs de famille du *kokwo* local qui voyaient les pâturages disparaître sous la charge des troupeaux de Baringo, souhaitèrent interdire certaines aires de pâtures pour préserver leurs propres animaux. Le *kokwo*, dans son ensemble, n'avait cependant aucun moyen de retirer un droit d'accès précédemment accordé.

A ce propos, le don d'un animal est une pratique largement répandue. Il intervient dans tous les types de risques de conflits. Il est institutionnalisé sous forme d'amende, le *lapai*, lorsqu'un Pokot assassine un Pokot de clan différent. Le degré d'importance du crime est défini par les anciens qui, à force de négociations, évaluent son montant. Le plus souvent, le clan du coupable doit fournir un taureau en sacrifice au *kokwo*, qui décide par la suite du nombre de bêtes à donner au clan de la victime¹²⁹.

A l'occasion des accords interethniques, Kipkorir (1983) évoque le recours au « tribut » : les Pokot devaient payer une taxe aux Marakwet d'Endau lorsqu'ils voulaient utiliser leurs canaux d'irrigation pour abreuver leurs animaux ou pour irriguer leurs champs. Quand les efforts de négociations concernant le montant du tribut n'aboutissaient à aucun résultat, les populations avaient rapidement recours à la confrontation.

Si le *kokwo* n'est pas toujours capable d'imposer son autorité, en tant que maîtres des négociations, les anciens déploient une aisance toute particulière pour désarmer les conflits potentiels. Ils n'ont d'ailleurs aucun pouvoir direct pour punir un coupable résidant dans un autre *korok*. Un éleveur de Kolloa qui enfreint une loi ou utilise un pâturage non autorisé en traversant la plaine de Masol ne

¹²⁹ Selon les anciens que nous avons interrogés, ce système de justice compensatoire (pourtant aboli -manifestement sans effet- par l'administration en 1993) régule la violence. En 2002, le nouveau préfet du district de West-Pokot (*District Officer*) évoquait la possibilité d'autoriser officiellement à nouveau une pratique dérivée du *lapai*.

peut être puni par le *kokwo* local : la mise au ban sociale est inefficace puisqu'il est « étranger » d'une certaine façon, et la malédiction reviendrait à ouvrir un conflit avec sa communauté. Le *kokwo* ne peut alors que rapporter le délit aux autres éleveurs transhumants, de façon à isoler le coupable de ceux-ci et l'empêcher de contracter de quelconques associations. L'information circulant rapidement, le climat de suspicion qui l'entoure nuit à son réseau de relations et son activité en pâtit donc forcément.

L'effet de réputation joue un rôle central dans la stabilité des relations : tout manquement aux engagements, qu'il soit suivi ou non de représailles immédiates, causera des problèmes à son auteur et entraînera une perte de confiance de ses partenaires en raison de la rapide diffusion de l'information¹³⁰. Il revient donc aux « étrangers » d'éviter les tensions qui pourraient être fatales à leur activité.

b. Droits et alliances aux abords des limites stratégiques

Paradoxalement, les zones frontières sont dotées d'espaces particulièrement stratégiques : les pâturages, puits et pierres à lécher du volcan Silale, des monts Tiati et Masol, les pâturages de Nasalot, les piémonts des montagnes Tugen, les pâturages, points d'eau, et pierres à lécher des Cherangani, les rives du lac Baringo, les marécages de la Kanyongareng, sont respectivement limitrophes des territoires Turkana, Tugen, Marakwet, Il Chamus¹³¹, et Karimojong.

Les problèmes de droits se posent donc plus nettement sur les limites du territoire Pokot. Il n'y a pas de limites de *korok* précisément définies : il s'agit plutôt de glaciais où les territoires des diverses ethnies se chevauchent.

Les Pokot utilisent, par exemple, les pâturages de la Kanyongareng en estimant y avoir des droits, alors que les Karimojong ne reconnaissent pas ces derniers et les y voient comme des étrangers, et réciproquement. Dans ces conditions, les éleveurs pokot ou karimojong s'exposent à des représailles chaque fois qu'ils y viennent avec leurs animaux.

¹³⁰ De même, quelqu'un considéré comme fiable cumulera les associations et les alliances.

¹³¹ « Njems » pour les colons britanniques.

Des droits particuliers peuvent tout de même être acquis par le biais d'alliances politiques. Ces dernières sont ponctuelles et répondent à des objectifs immédiats et très localisés ; elles sont conclues entre éleveurs transhumants le temps d'une saison et ne concernent en aucun cas le groupe ethnique dans sa globalité. D'une part, les conditions environnementales varient d'une année sur l'autre, les alliances doivent donc être renégociées en fonction de la disponibilité et de la qualité des ressources. D'autre part, les parcours annuels sont aléatoires et les éleveurs ne sont pas certains de reprendre contact sur la même aire de pâture d'une année sur l'autre. La reconduction de l'alliance concerne donc souvent des individus différents chaque année.

Le jeu de ces alliances donne fortement l'impression d'une géopolitique complexe, laissant présager des forces politiques divergentes au sein de chaque groupe¹³².

En fait, les décisions d'alliances concernant la gestion des troupeaux se prennent au niveau familial, ou à celui d'un petit groupe d'éleveurs sur une base saisonnière, en des lieux et à des dates précises. Elles ont pour but de répondre rapidement aux changements climatiques qui touchent parfois des régions entières. Les éleveurs prenant les mêmes décisions plus ou moins simultanément, ils donnent l'impression d'avoir négocié et mûri une alliance collective.

Lorsque des conflits éclatent aux abords des limites territoriales, il ne s'agit pas de défendre ou de conquérir des territoires, mais d'accéder à des ressources stratégiques (Bonte, 1974). Ces dernières sont effectivement des enjeux de premier

¹³² Par exemple, un groupe de Turkana peut-être allié avec un groupe pokot, mais être en conflit avec un autre groupe pokot. En 2001, les Pokot de Nasolot étaient en paix avec les Turkana de la Weiwei, alors que ces derniers étaient en conflit avec les Pokot de Kasei. De même, les Pokot de Ngyniang et des Tiati n'étaient pas en bons termes avec les Turkana de Kapedo, alors qu'ils l'étaient avec les Turkana de la Weiwei lorsque la sécheresse les obligeaient à se rendre sur les pâturages de Nasalot.

Autre exemple : durant nos enquêtes de terrain (2000-2001), la lecture de la presse spécialisée dans les conflits (*NCCK Update*) laissait penser que les Karimojong Matheniko étaient, par exemple, les alliés des Pokot et des Karimojong Piam, contre les Karimojong Bokora et les Turkana. Les Pokot étaient toutefois ennemis des Karimojong Piam, car ces derniers étaient les ennemis des Sebei, eux-mêmes alliés aux Karimojong Bokora, ennemis des Karimojong Piam.

ordre dans les mois qui suivent la sécheresse ; et le conflit s'arrête peu de temps après le retour des pluies.

Dans les hypothèses extrêmes (qui tendent d'ailleurs à se généraliser¹³³), lorsque les raids de bétail perdurent, les familles ont tendance à fuir et la région en question devient alors un *no man's land* (comme le sont Masol ou Tiatu actuellement). Tant que ces situations de retraite et d'évitement perdurent, les échanges entre les communautés sont nuls et les chances de conclure des alliances sont anéanties.

Le *kokwo* est un cadre fonctionnel assurant la continuité politique nécessaire au bon déroulement des pratiques de production. Il incarne l'instance régulatrice dans le recours aux droits et dans le règlement des différends nés de leur non-application. En tant que lieu d'expression et de confrontation appuyant des droits préalablement conçus en fonction du bon sens, et susceptibles d'être renégociés en fonction de la conjoncture et des intérêts de chacun, le *kokwo* est garant du respect des droits de tous. Les décisions qui y sont prises sont le fruit d'une somme d'intérêts partagés par des individus dont le statut est reconnu partout sur le territoire.

Tout individu enfreignant ces règles s'expose soit à une réprimande apaisante et salvatrice (ce qui ne fonctionne que dans le cadre intra et intercommunautaire pokot et n'a lieu que lorsque la « mort sociale » est crainte), soit à ce que son propre statut soit remis en cause (cas n'intervenant que s'il provient d'une autre ethnie et n'a que faire de maintenir un statut qu'il ne partage ou ne reconnaît pas).

Ainsi, le territoire peut être en partie défini comme la somme des unités qui partagent les mêmes références sociales et politiques véhiculées par l'identité.

¹³³ Notamment du fait de la pression démographique et de sécheresses qui se sont succédées ces dernières années.

B. Les systèmes sociaux : pluralité des identités et flexibilité politique à travers les relations de bétail

Classes d'âges, classes générationnelles ou clans sont des systèmes d'identification sociale révélateurs du « pouvoir¹³⁴ » des individus. Longtemps, l'appropriation de l'un ou l'autre de ces systèmes a été un critère de classification en ethnologie¹³⁵. Or, les Pokot usent à la fois de ces trois systèmes.

Les communautés pokot jonglent en effet entre ces systèmes, favorisant l'un ou l'autre en fonction des contextes internes et externes dans lesquels elles évoluent. Là, où certains crieraient à l'opportunisme social, nous voyons plutôt des adaptations fonctionnelles ou des remaniements stratégiques des systèmes afin d'intégrer ou d'être assimilé à d'autres communautés : ces institutions sociales étant reconnues par tous, elles favorisent l'accès des individus partout sur le territoire « ethnique » et sur ces limites ; elles constituent, de ce fait, les premiers outils de développement des réseaux de relation individuels à l'intérieur et à l'extérieur de la communauté.

D'autres relations déterminent une autre composante du pouvoir, celles liées à l'influence politique qui est d'autant plus importante que l'individu est capable d'offrir des opportunités relationnelles à sa communauté. Autrement dit, plus l'individu monte dans la hiérarchie définie par ces systèmes sociaux, plus ses fonctions lui permettent de contracter des associations, plus ses réseaux sont riches et étendus, plus son influence politique sur la communauté est importante.

Construites sur la base d'une solidarité forte au sein de la communauté, les relations sont contractées sous la forme d'alliances et validées par l'échange

¹³⁴ Au sens de commandement et de conditions d'accès.

¹³⁵ Ainsi, ils furent tour à tour considérés comme faisant partie des « populations du Sud » (et rapprochés des Maasäi, Kalenjin, Kikuyu ou encore Luhya), puisque suivant à peu près le même modèle de classes d'âge (Peristiany, 1951 ; Kipkorir, 1983), ou des « populations du Nord », en démontrant leurs liens avec les Turkana et les Karimojong utilisant préférentiellement les classes générationnelles. Finalement, la linguistique et la généalogie des clans ont eu raison de ce débat pour « classer » les Pokot dans l'ensemble plus vaste des Kalenjin, sorte de conglomerat d'ethnies dans lequel les hommes politiques d'aujourd'hui se reconnaissent plus ou moins.

d'animaux lorsque l'individu acquiert le statut de chef de famille. Ainsi, le nombre de têtes de bétail du troupeau familial exprime la capacité d'un chef de famille à contracter des alliances et à assurer sa promotion sociale.

Pour beaucoup, ces réseaux de relations, bâtis sur les principes de dons, de prêts ou de compensations matrimoniales, constituent des systèmes de redistribution du bétail, « évitant de grandes distinctions de classes » et « créant une société homogène où chaque individu a un droit de propriété ou tout du moins d'usufruit sur un nombre plus ou moins égal de têtes de bétail » (Little, 1992). A nos yeux, ils visent et témoignent de l'étendue du domaine politique de la communauté pour des raisons de sécurité et de maintien de l'activité (accès à des ressources extérieures, approvisionnement en céréales notamment). Ils révèlent des zones où la diffusion et l'échange de « biens » nécessaires à la reproduction de la cellule familiale -tels que les femmes et le bétail- sont plus importantes qu'ailleurs.

Les réseaux de relations constituent en cela un support aux limites floues et mouvantes, significatives du territoire à un moment donné puisqu'elles évoluent dans le temps et dans l'espace.

1. Echelles de l'identité et accès au pouvoir sur le territoire

Les Pokot sont relativement proches des Nuer étudiés par Evans Pritchard (1937) dont les travaux sont une référence dans l'analyse des territoires des « sociétés pastorales » de la vallée du Rift.

Ils font toutefois preuve d'originalité puisque, suivant les endroits, ils cultivent un intérêt pour le système des classes d'âge ou pour le système générationnel, ou encore s'y réfèrent même parfois simultanément. Les communautés des Cherangani et des Sekerr favorisent le système des classes d'âge, tandis que celles du comté de Upe et de la plaine de Suam adoptent préférentiellement le système générationnel ; les communautés de Baringo, pour leur part, utilisent les deux systèmes.

De plus, l'ensemble des Pokot utilise le système clanique. Les membres des divers clans sont dispersés sur tout le territoire pokot, sans référence territoriale particulière ; hormis sur les piémonts et dans les vallées des Cherangani et des Sekerr, où ils sont inscrits territorialement (reprenant ainsi le modèle d'organisation des Marakwet ; cf. Kipkorir, 1983).

Dans tous les cas, ces trois systèmes offrent une identité, une position sociale et un accès au pouvoir dans n'importe quelle communauté pokot, et au-delà.

a. Les classes d'âge : un système révélateur de l'identité Pokot

« Les sociétés à systèmes de classe d'âge définissent des échelons d'âge successivement franchis à partir du rite d'introduction. Les échelons d'âge ponctuent l'intégralité de l'existence des individus et définissent des rôles tour à tour endossés... Ces groupes sont homogènes du point de vue de l'âge. »¹³⁶.

Les Pokot sont répartis en huit classes d'âge : *Nyongy* (ou *Nyonki*), *Maina*, *Jumo* (ou *Chumwo*), *Sowe* (*Sowo*), *Korongoro* (*Koronkoro*), *Kipkoimet* (*Kapkoymöt*), *Kaplelach*, *Murkutwö*. Par la circoncision, un individu entre dans une de ces classes pour toute sa vie. Il y prend un nouveau patronyme, qui témoigne de son détachement de la cellule parentale. Pourvu qu'il vive assez longtemps, il parcourra tous les « échelons », exerçant successivement chacune des fonctions de guerrier, de chef de famille, à celles de décideur politique, puis de conseiller spirituel (anciens).

En 1990, par exemple, l'aîné de Yoposiwa est circoncis avec plusieurs autres jeunes Pokot et choisit le nom d'Iwalasiwa. Il rejoint ainsi d'autres garçons incorporés deux ans plus tôt dans la classe des *Murkutwo*. Ensemble, ils sont chargés de veiller à la sécurité de la communauté et du bétail. Avant cela, Iwalasiwa a parcouru la région avec son groupe d'initiés pendant près de trois mois, s'est entraîné aux techniques de combat et a appris l'essentiel de la gestion pastorale : le but étant d'assurer la gestion des troupeaux (gardiennage, transhumance, équilibre, etc.). Les garçons participant à cette épreuve sont

¹³⁶ Péatrick, 1995, pp. 13-49.

devenus comme ses frères. En 1998, la classe des *Nyongy* est ouverte. Les *Nyongy* deviennent, par conséquent, les nouveaux « guerriers » de la communauté. Iwalasiwa se marie et, comme tous les autres membres des *Murkutwo*, il peut désormais siéger au *kokwo* ; sans avoir de pouvoir de décision, il obtient un droit de parole. Aujourd'hui, par son éducation scolaire, il participe pleinement aux comités de résolution des conflits fonciers. Lorsqu'une nouvelle classe sera ouverte, les *Nyongy* obtiendront le droit de se marier et de fonder une famille. Les *Murkutwo*, pour leur part, accéderont au rang leur permettant de participer activement au conseil. Enfin, à un certain âge, ils arriveront à l'échelon du pouvoir, puis des activités rituelles : « *en tant qu'individus ayant parcouru toutes les étapes, les membres de la classe d'Iwalasiwa seront alors aptes à effectuer les rites pour le bien collectif* »¹³⁷.

L'ouverture d'une classe est décidée quand tous les anciens, membres de la classe portant le même nom et de celle qui la suit, ont disparu. Ainsi, la classe des *Murkutwo* fut ouverte en 1978 dans les Sekerr et à Mnageï, alors qu'il n'existait plus aucun *Murkutwo*, ni *Nyongy* d'auparavant. De même, une nouvelle classe *Maina* sera ouverte lorsque les actuels *Maina* et *Jumo* auront disparu. De ce fait, il n'y a jamais plus de sept classes ouvertes au même moment¹³⁸.

La réapparition des classes disparues renforce le sentiment identitaire des jeunes générations : elle leur donne une légitimité historique et spirituelle. En outre, elle leur apporte une reconnaissance dans tous les *korok* du territoire. Ainsi, un individu peut, en théorie et avec des nuances, accéder au pouvoir dans n'importe quelle autre communauté pokot, et cela même dans celles de Upe ou du nord de la plaine de Suam qui ne pratiquent pourtant plus les circoncisions depuis 1950 pour divers prétextes (la menace des raids karimojong notamment). Dans ces dernières, les anciens sont circoncis et monopolisent le pouvoir. En panne de statut social, les jeunes adultes ne se fient plus qu'au système générationnel du *sapana* et leurs chances d'accéder un jour au pouvoir sont limitées. Dans le même cas, les jeunes d'Alale se rendent à Kaseï pour y être

¹³⁷ Entretien personnel (Sekerr, juin 2000).

¹³⁸ Ce qui ne signifie pas pour autant que les membres de ces classes ouvertes sont vivants. Généralement, seulement six classes ont toujours des membres vivants.

circoncis, puis reviennent poursuivre leur ascension sociale en tant que telle dans leur communauté.

b. Le *Sapana* : un système identitaire à l'échelle du pays

« Les sociétés à systèmes de classes générationnelles répartissent l'ensemble de leurs membres en un nombre non limité 'd'espèces sociales'. Chaque génération est stratifiée en classes d'âge successives selon un principe de séniorité... Le système générationnel ne connaît pas de règle ordinale, pas d'échelles de promotion par rangs, ce qui le différencie sociologiquement des systèmes de classes d'âge... »¹³⁹.

Le système générationnel caractérise généralement les groupes karimojong et turkana. Les Pokot l'ont adopté à leur contact au début du 20^{ème} siècle sous la forme modifiée du *sapana*. Ce terme désigne la cérémonie permettant aux hommes de rentrer dans l'une ou l'autre des deux classes qui se succèdent au pouvoir : la classe de *Ngetei* (les gazelles) et celle des *Ngimur* (les pierres)¹⁴⁰.

L'appartenance à telle ou telle classe générationnelle dépend de celle de son père. Ce principe est résumé succinctement par Bolling (1990) : *« Si le père d'Ego est Ngimur, à la mort de ce dernier, Ego fera la cérémonie du sapana et deviendra Ngetei. Ses fils en feront de même à sa mort pour devenir Ngimur comme leur grand-père¹⁴¹ ».*

Les *Ngimur* détiennent le pouvoir depuis 1958 dans les régions d'Alale et de Upe. Ils y sont « Pères du pays » (Maisonhaute, 2002). Lorsqu'ils se sentiront trop âgés pour cette tâche, ils passeront le pouvoir aux *Ngetei*.

¹³⁹ Tornay, 1995, pp. 51-80.

¹⁴⁰ Le suffixe « Ng » témoigne de l'origine karimojong ou turkana de ce système. Bien que les Turkana aient -comme les Pokot- deux classes générationnelles, les Karimojong ont en quatre. Les *Ngimur* sont reconnaissables à leurs bracelets de cuivre, alors que les *Ngetei* portent des bracelets de laiton.

¹⁴¹ Bolling, 1990, p. 46.

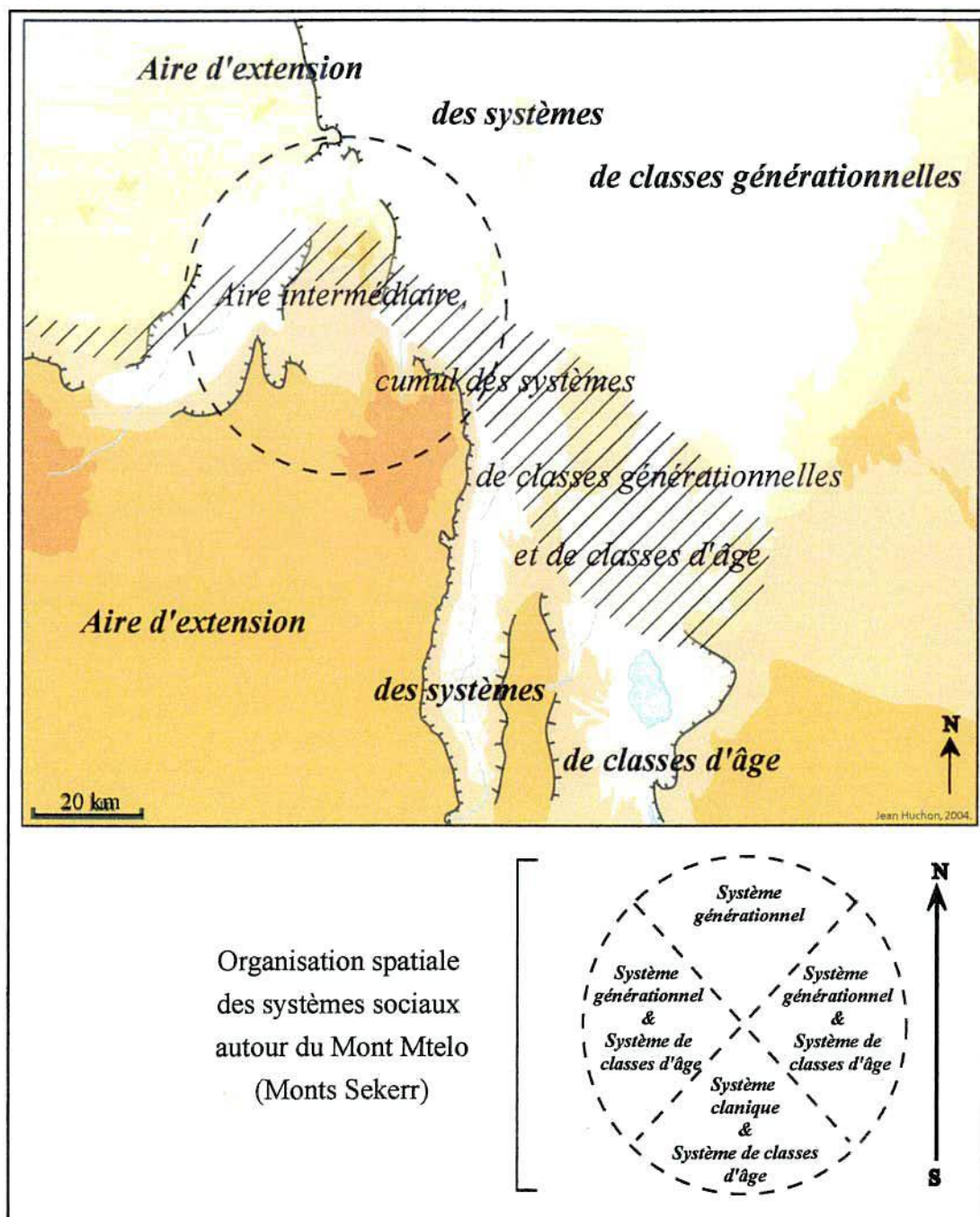
En théorie, chaque génération est susceptible d'obtenir le pouvoir. Mais dans les faits, la classe en place tente généralement de l'accaparer le plus longtemps possible.

Ce système est à l'origine de fortes tensions entre les pères et leurs fils : la position sociale de ces derniers est complètement dépendante de celle de leur père et ils sont contraints d'attendre leur mort pour avoir une chance d'accéder au pouvoir.

C'est sans doute pourquoi, dans les Cherangani et dans les Sekerr, ces classes générationnelles sont incluses dans les classes d'âge et ne sont pas trop évoquées dans le partage du pouvoir (Maisonhaute, 2002). Il est effectivement nécessaire d'éviter tous risques de confrontation entre les pères et leurs fils, qui pourraient affecter l'organisation lignagère de la communauté territoriale¹⁴². Les hommes peuvent donc faire leur *sapana*, mais individuellement, et aucun groupe de ce style n'est constitué. Il s'agit d'une cérémonie par laquelle l'individu augmente son prestige sur la communauté (en montrant qu'il a les possibilités d'offrir un animal à la communauté).

¹⁴² Et notamment dans le partage des terres.

Illustration no. 18. Aires d'extension des systèmes de classes générationnelles et de classes d'âge.



c. Les clans : des systèmes locaux d'identification

Plus que toute autre structure, les clans confirment l'identité Pokot déjà définie par le système des classes d'âge : on demande toujours à un étranger d'où il vient et le nom de son totem.

On en compte un peu plus d'une trentaine, divisés en près de 260 sous-clans¹⁴³ dispersés sur l'ensemble du territoire, de sorte qu'un individu est susceptible de rencontrer un membre de son clan dans n'importe quel *korok*.

Il s'agit d'une structure fédératrice qui prône l'intégration des individus à un ensemble mythique. De fait, il est particulièrement difficile d'émettre des hypothèses quant à leur origine géographique : de nouveaux sous-clans, voire de nouveaux clans, sont régulièrement créés, adoptés ou empruntés aux groupes voisins.

Bien qu'ils n'aient aucune relation entre eux, beaucoup se retrouvent dans les autres ethnies kalenjin¹⁴⁴ : les *Talai* sont, par exemple, présents chez les Pokot, les Nandi et les Marakwet. D'autres ont vraisemblablement une origine turkana. Quelques-uns, sont seulement représentés dans le comté de Upe en Ouganda : leurs noms ont une consonance propre au langage karimojong et on les retrouve dans les nomenclatures karimojong : le clan *Choposigar* y est présent sous le nom de *Ngisigar* (Kiyongo Adamson, 1997). De même Dyson Hudson (1966) atteste l'origine strictement karimojong des *Ngilobal*, des *Ngikatapa* et des *Ngilukumong*, que l'on trouve chez les Pokot du comté de Upe sous le nom de *Chepolabol*, *Cheppokatap* et *Chepolukumong*¹⁴⁵.

¹⁴³ D'après le Président de la « *Pokot Welfare Association* ». Il ne s'agit que d'une estimation. Ce nombre varie suivant les lieux d'étude des auteurs les ayant répertoriés.

¹⁴⁴ Tugen, Marakwet, Sebei, Nandi, Keiyo, Kipsigis.

¹⁴⁵ A noter que ce dernier est le clan d'adoption de J. Maisonhaute : *Chepolukumong* est donc représenté à Baringo (et à bien d'autres endroits d'ailleurs).

- Des mythes de création territorialisés dans les représentations des individus...

Les généalogies sont surtout destinées à orienter l'imaginaire des adolescents vers telle ou telle aire géographique.

Les mythes de création font surtout référence aux « totems », noms d'animaux (babouins, buffles, lions, éléphants, girafes) ou de phénomènes (éclairs, pluies orageuses, lumière du soleil). Ils s'appuient sur la migration et l'existence d'un territoire clanique fictif dont la localisation varie selon l'image que les membres des clans souhaitent renvoyer. Les *Talaii* interrogés dans les Sekerr disent, par exemple, provenir du mont Marsabit, alors que d'autres enquêtes réalisées à Mnagei (dans le sud-ouest du district de West-Pokot, à l'extrémité du plateau de Trans-Nzoïa) rapportent qu'ils sont originaires du mont Elgon (Reynold, 1988). Ces divergences révèlent peut-être la volonté d'être associé à un espace « originel » plus « convenable ». En effet, dans l'exemple précédemment cité, les populations des Sekerr sont plus impliquées dans les relations avec les éleveurs du nord, alors que celles de Mnagei favorisent les contacts avec les autres Kalenjin du mont Elgon.

Il est plus facile de « tracer » les facteurs ayant présidé aux mythes de création des sous-clans, qui révèlent les dernières étapes de la migration et situent la terre clanique sur le territoire Pokot.

Encadré no. 1.: *L'origine des Tungo.*

Les *Tungo* des Sekerr, par exemple, sont vraisemblablement originaires des versants marakwet. Cependant, ils indiquent la vallée de Chesegeon, voisine du district de Marakwet, comme le lieu de départ de leur migration. Pour une raison indéterminée -pression foncière, raids, épidémies, plus forte implication dans l'élevage- certains d'entre eux auraient quitté la vallée pour la plaine de Masol. Après quelques errances, ils arrivèrent sur les rives de la rivière Wei-wei. Face à cet obstacle, ils se séparèrent en deux groupes. L'un retourna vers Chesegeon et prit le nom de *Tungo Chepögh* dont le totem est la hyène. L'autre traversa la rivière en grimpant aux arbres,

continua son périple jusqu'aux montagnes Sekerr où il s'installa sous le nom de *Tungo Chepayos*, avec comme totem, le serpent, pour rappeler la traversée de la Wei-wei.

Comme le montre cet exemple, la scission du clan en sous-clans, a généralement lieu dans la plaine au cours d'épisodes pastoraux. Le clan n'y a qu'un poids politique limité et les tensions entre les pères et les fils y sont particulièrement vives, exacerbées notamment par le principe de la reproduction familiale autour du troupeau : le fils est dépendant de son père pour l'octroi de la «compensation matrimoniale» nécessaire à son mariage (Bonte, 1974). Certains clans sont ainsi scindés en de multiples sous-groupes, sans relations privilégiées les uns avec les autres. On dénombre ainsi 20 sous-clans chez les *Lökeni*, 15 chez les *Ngisuröt* et 14 chez les *Siwotoy*.

- ... mais qui ne font l'objet de « revendications » qu'au niveau micro local.

A. François évoque, à propos des Basoga d'Ouganda, le fait que les clans n'ont pas de terre spécifique, mais se réfèrent à plusieurs d'entre-elles réparties le long des axes de migrations. Une telle représentation correspond relativement bien au cas des clans pokot ; cependant, il conviendrait de nuancer cette assertion en précisant que les différentes aires claniques pokot n'ont aucune relation particulière entre elles. Il est dès lors difficile de distinguer des territoires claniques, comme le fait A. François lorsqu'il parle de « *terres ancestrales composées de portions distinctes faisant partie d'un même territoire clanique* »¹⁴⁶.

Dans certaines vallées et sur les piémonts des Cherangani, la pression foncière¹⁴⁷ semble jouer en faveur d'un resserrement des liens intra-claniques : la pression sur les ressources est telle que les familles utilisent l'organisation clanique pour défendre leurs droits. Les membres des clans s'organisent pour représenter leurs intérêts au sein du *kokwo*. Ils peuvent constituer des conseils de

¹⁴⁶ François, 1998, p. 113.

¹⁴⁷ Cf. pression démographique et sédentarisation de nombreux campements. La famille élargie est soudée, plus sédentaire et installée depuis plusieurs générations. Sa reproduction se fait de plus en plus autour de la terre et des points d'eau (c'est-à-dire que les jeunes héritent de droits d'utilisation).

clan, plus ou moins influents, afin de gérer les droits de leurs membres présents sur le *korok*. Les « clans fondateurs » de la communauté d'Ortum, étudiée en 1954 par Peristiany, sont de bons exemples de gestion territoriale par les clans (Peristiany, 1954) : ils rassemblent des familles dont les ancêtres ont participé à la création des canaux d'irrigation parcourant le *korok* ; imposent leurs droits et prérogatives pour l'entretien et l'accès à l'eau ; et exercent ainsi une certaine autorité territoriale (puisque concernant toute la communauté de voisinage).

Cependant, il n'y a aucune unité entre les différentes terres claniques dispersées. Les conseils de clans de tels ou tels *korok* n'ont aucune emprise sociale sur les autres terres gérées par des membres du même clan. Il n'y a pas d'administration clanique ; bien que parfois embryonnaire dans certaines communautés, elle ne concerne que les affaires locales. Il n'y a pas de « constellations territoriales » du clan (François, 1994, p 5). Si tel était le cas, on pourrait imaginer que certains clans pokot revendiqueraient des droits sur les terres gérées par des clans marakwet portant le même nom. Le clan pokot des *Tul* dispose effectivement de terres sur la rive gauche de la Chesegon, alors que les *Tul* marakwet ont des terres non loin, sur la rive droite¹⁴⁸. Le sentiment d'appartenance à une communauté inscrite physiquement et construit sur la spécificité des classes d'âge domine le sentiment identitaire lié au clan.

La pluralité des échelles d'identification (définies par les classes d'âge, le *Sapana* et l'appartenance clanique) peut être considérée comme un atout pour l'intégration des individus dans les différentes communautés qui composent le territoire, et dans la construction des réseaux de solidarité.

¹⁴⁸ *Tungo* originaire de Chesegon, le parlementaire Rotino a exprimé en 2002 le souhait de renforcer les pouvoirs du clan dans le contexte de la privatisation foncière, en créant notamment une administration clanique destinée à gérer les terres d'un clan sur le district entier. Cette proposition fut expressément rejetée par les *Tungo* des Sekerr qui y virent une tentative des *Tungo* de Chesegon pour s'approprier leurs terres.

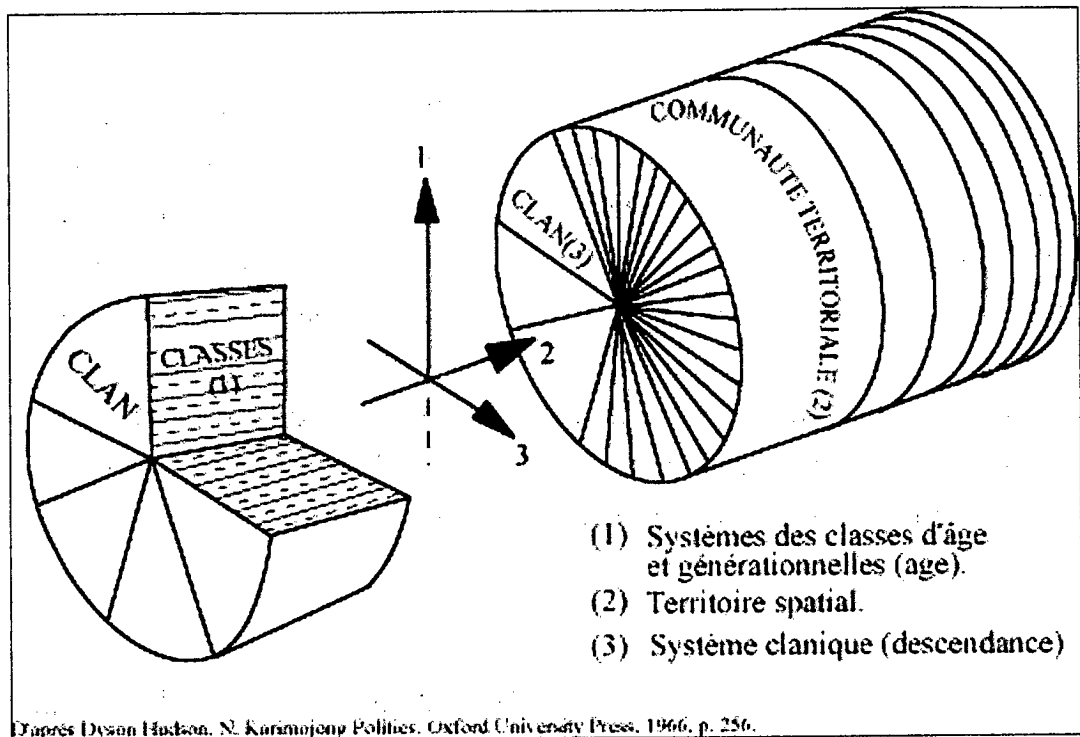
2. Réseaux informels et outils de négociation pour l'accès aux ressources

Classes d'âge, classes générationnelles (qui témoignent de l'appartenance à une communauté), et clans (qui ouvrent une autre sphère d'identification), sont plus « efficaces » dans un certain nombre de communautés que dans d'autres. Ainsi, suivant leur trajectoire personnelle et la destination de leurs déplacements, les individus jonglent entre les systèmes, afin de mettre en valeur une position sociale adéquate : celle qui leur permettra de négocier -d'égal à égal- un accès aux ressources des autres communautés. Autrement dit, suivant la « référence sociale » qu'ils choisissent de présenter à leur interlocuteur, ils mettent de leur côté les meilleures chances d'exploiter des espaces sur lesquels ils n'exercent de fait aucun contrôle garanti.

Les Pokot de Baringo ont les moyens d'accéder aux aires de pâtures des Turkana, des Samburu et des Njems ou de négocier leur approvisionnement auprès des Marakwet ou des Tugen, parce qu'ils cumulent le *sapana* d'origine turkana et le système des classes d'âge pratiqué par les groupes maa (Samburu et Njems) et kalenjin. De même les Pokot de Upe, qui favorisent le *sapana* comme système d'identification, sont en bonne position pour négocier l'accès à certaines ressources stratégiques situées sur le territoire karimojong (les marécages Kanyongareng, par exemple).

L'illustration n°19 résume la façon dont les structures sociales se placent sur le champ territorial et le type d'opportunités relationnelles qu'elles dégagent : les différents systèmes favorisent les contacts entre les communautés intra et extraterritoriales, les systèmes de classe gérant aussi les relations entre les générations.

Illustration no. 19. Systèmes sociaux et sections territoriales



Les clans sont utilisés individuellement pour élargir la famille vers un horizon économique particulier et pour renforcer les autres types d'alliances plus ponctuelles (par le biais du mariage par exemple), mais ne peuvent être directement associés aux sphères relationnelles des communautés entières. Certaines alliances engagent directement l'individu dans une relation de type réseau, en dehors de toute considération de classes et sans que la famille soit directement impliquée (comme le *tilia*).

a. Un outil privilégié pour institutionnaliser les alliances : les mariages

Il existe très peu de règles, de cérémonies ou d'initiations claniques¹⁴⁹. Les clans sont d'abord des structures exogames et patrilineaires¹⁵⁰. La seule contrainte imposée, en vue d'étendre au maximum le réseau clanique, est de conditionner les possibilités d'alliance par mariage.

Ainsi, un jeune adulte ne peut pas se marier avec une femme issue d'un clan associé à sa famille. Pour maximiser le développement de son réseau, un homme ne peut pas, non plus, se marier avec une femme issue du lignage de sa mère ou de son père¹⁵¹ ni avec une femme du lignage du père de sa mère ; il ne doit pas se marier avec une femme du lignage de sa belle sœur ou de son beau-frère ; et ne devrait pas se marier avec une femme du lignage d'une de ses belles-mères, ni avec une femme du lignage de sa belle-fille (dans le cas d'un deuxième ou énième mariage). Autrement dit, il n'est pas utile de reproduire une alliance déjà effective (Bolling, 1991) si ce n'est au bout de trois générations.

Au cours des générations, le brassage opéré par ces directives informelles a éparpillé les membres de chaque clan partout sur le territoire Pokot. Les faibles densités démographiques demandaient autrefois aux jeunes de parcourir de grandes distances pour trouver une épouse. De même, lorsque la pression démographique était trop forte, ils devaient partir vers d'autres terres. Dans les Cherangani ou dans les Sekerr, les nouveaux couples quittaient ainsi leur communauté pour une autre vallée. Ils y étaient accueillis sans contrainte, puisque l'arrivée d'un nouveau clan ouvrait de nouvelles opportunités de mariages et d'alliances pour les résidents. Grâce à ce brassage, il est désormais

¹⁴⁹ Un ou deux clans possèdent des pouvoirs divinatoires, mais ils n'ont aucun rôle politique particulier au sein des communautés. Il n'y a pas non plus d'interdits alimentaires spécifiques aux clans, comme c'est le cas chez les Turkana.

¹⁵⁰ Le marié appelle toujours sa femme par le nom du clan de ses beaux-parents, c'est pourquoi les noms de sous-clans sont précédés du préfixe « *Chep* » qui marque le féminin et rappelle l'alliance. Les enfants, quant à eux, portent le nom du clan paternel.

¹⁵¹ Des arrangements sont possibles suivant ce que l'on a pu observer auprès de certaines familles interrogées dans les Sekerr.

théoriquement possible de trouver une épouse -répondant aux règles informelles de non reproduction des alliances effectives- dans n'importe quelle communauté.

Ce type d'alliance ne donne pas accès à une terre spécifique, mais à un espace de parenté, comme le souligne A. François à propos des Basoga d'Ouganda. Le mariage donne accès à « *un espace politique et non géographique affecté à la reproduction, au contrôle et à la sécurisation des rapports sociaux* » (François, 1998) ; autrement dit, il donne accès à des réseaux de relations individuels et stratégiques¹⁵².

Aussi, le choix d'une épouse dépend fortement de la situation géographique et économique de l'éleveur à ce moment précis. Dans ce sens, deux stratégies liées au mariage peuvent être considérées. La première a pour but d'étendre le territoire familial : un éleveur de la plaine qui épouse une fille de la montagne étendra, par exemple, son influence sur un nouvel espace essentiel. A ce titre, de nombreux Pokot épousent des femmes karimojong (Kiyongo, 1997)¹⁵³, ce qui leur permet d'accéder à des aires de pâtures peu accessibles¹⁵⁴. La deuxième stratégie vise à asseoir directement le poids politique d'un homme sur sa communauté : en épousant une femme issue de sa communauté, un chef de famille devient d'autant plus influent au sein du *kokwo* local qu'il est soutenu par ses beaux-parents. La première stratégie donne l'opportunité à un homme de renforcer son autorité *via* le « carnet » de relations qu'il s'est constitué, tandis que la seconde lui offre la possibilité de le faire plus directement grâce à la présence d'un soutien continu localement.

¹⁵² Bien sûr, les relations entre époux / épouses ne sont pas uniquement déterminées par cet aspect...

¹⁵³ Il semble qu'à une autre époque la tendance fut inverse, puisque certains clans karimojong sont représentés chez les Pokot dès 1966.

¹⁵⁴ Tandis que le contraire est relativement rare, puisque les pâturages pokot n'intéressent pas vraiment les Karimojong.

b. Le *tilia* : un instrument de développement des réseaux d'alliances individuels

L'alliance se manifeste sous la forme d'un prêt ou d'un échange de vaches. Pour Edgerton (1971), le *tilia* désigne tout autant la transaction que l'individu qui reçoit l'animal¹⁵⁵. Les veaux qui naîtront appartiendront soit aux deux (Dietz, 1987 ; Edgerton, 1971), soit au propriétaire originel de la vache (c'est-à-dire au créancier), soit encore à celui qui a reçu la vache (Maisonhaute, 2002) : tout dépend des engagements pris au préalable par les contractants¹⁵⁶. Mais quand le *tilia* perdure sur plus d'une génération, ces engagements peuvent être remis en cause : les héritiers du premier propriétaire (créancier) peuvent demander à ce qu'on leur rétrocède une vache et/ou les veaux nés du *tilia*.

En fait, le *tilia* présente de nombreux avantages car il fixe l'association par une somme d'intérêts partagés. En d'autres termes, il responsabilise les éleveurs bénéficiaires du *tilia* dans la gestion de leurs troupeaux, puisque certains animaux ne leur sont pas complètement acquis. Ainsi, un individu ayant des *tilia* est reconnu comme un « bon éleveur », un homme de confiance ayant une certaine expérience en matière de gestion pastorale. De ce fait, son prestige au sein de la communauté de voisinage n'en sera que plus important. Par effet d'entraînement, sa réputation peut l'amener à contracter dix à quinze *tilia* qui lui donneront accès à des pâturages, des zones agricoles ou des informations confidentielles.

La mise en œuvre du *tilia* dépend donc des besoins relationnels des individus et de considérations propres à l'évaluation d'une réussite socio-économique, lesquelles varient suivant les individus et leur implication dans l'agriculture.

¹⁵⁵ Si c'est un échange, est *tilia* celui qui reçoit l'animal ayant le plus de valeur (cf. les protagonistes d'un échange négocient une vache contre un bœuf, cela permet à celui qui reçoit le bœuf de l'utiliser pour un rituel). Les meilleures alliances sont conclues avec une vache laitière. D'une part, parce que la vache est l'élément majeur de la production de l'élevage pastoral, et d'autre part parce qu'elle permet d'établir la relation à long terme à travers sa descendance. La qualité des relations évolue alors au cours du temps, suivant le nombre de veaux qu'elle aura donné.

¹⁵⁶ Pour notre part, nous avons pu observer ces trois cas de figure lors de notre étude de terrain dans les Sekerr.

Les éleveurs de la plaine par exemple estiment que le *tilia* doit concerner deux membres d'un même clan (beaucoup plus rarement deux personnes de communautés voisines¹⁵⁷). Dans les communautés des Sekerr, il est au contraire relativement rare d'avoir un *tilia* parmi les membres de son clan : il est plutôt conseillé de développer ce type de relation avec des individus vivant dans d'autres *korok* proches¹⁵⁸. Il s'agit donc de développer par le recours au *tilia* des solidarités utiles, répondant aux soucis économiques propres à chaque individu.

Le nombre de relations par *tilia* est en montagne nettement moins important que dans la plaine pastorale. Il semble même que ce type de relations, pourtant apprécié autrefois, n'ait plus autant de succès. D'après nos enquêtes, on estime qu'il était courant en montagne qu'un homme ait quatre à six *tilia* dans les années 1950¹⁵⁹ alors que les adultes n'ont aujourd'hui que deux à trois *tilia*, dont certains ont pu être hérités de leur père¹⁶⁰. Cette évolution témoigne du resserrement territorial des communautés de montagne pratiquant une agriculture de moins en moins itinérante.

3. Les alliances du bétail : un système significatif des territoires

Toutes les alliances développées une fois le statut de guerrier dépassé sont articulées autour des transactions de bétail. Celui ci fait œuvre de ciment social, matérialisant les réseaux de relations entre les différentes échelles géographiques et permettant à chaque éleveur de se placer au sein de sa communauté, d'y avoir un rôle particulier¹⁶¹.

¹⁵⁷ Car l'ouverture de relations stratégiques pour un éleveur de la plaine consiste à accéder à des espaces sur lesquels il n'est pas lui-même présent facilement. Cela lui assure en outre la sauvegarde des animaux objets du *tilia* si un raid ou une épidémie s'abat sur le troupeau qu'il conduit.

¹⁵⁸ L'étendue des réseaux de relations y est moins primordiale qu'en plaine, car les cheptels sont moins importants et, de plus, les individus sont moins mobiles sur de longues distances donc ressentent moins le besoin de développer des relations lointaines : c'est l'espace local qui est au centre de leurs préoccupations.

¹⁵⁹ Entretiens avec des anciens (classes d'âge Korongoro et Kapsax), Sekerr, 2001.

¹⁶⁰ Entretiens avec des membres de la classe Kaplélash d'environ 45-50 ans (Sekerr, 2001).

¹⁶¹ Un éleveur ayant, par exemple, favorisé ses relations avec d'autres communautés n'a pas le même rôle qu'un éleveur ayant orienté ses relations avec les maisonnées voisines.

Prise de façon globale, la densité des réseaux détermine les différentes aires d'influence territoriale des communautés de voisinage, des Pokot de chacun des pays et enfin des Pokot dans leur ensemble (aires qui reflètent les dynamiques endogènes de la société).

Les alliances entre chefs de famille permettent de gérer le rapport entre le nombre d'animaux du troupeau familial, la force de travail de la maisonnée et le nombre d'individus qui y sont liés. Elles régulent, dans une certaine mesure, les dynamiques de la production, en s'inscrivant par exemple comme stratégies préventives face aux crises : tout comme dans le cadre des techniques de division des troupeaux, le chef de famille place ses animaux chez des éleveurs dont la structure du troupeau est la plus adaptée à son animal ; l'éleveur estime que cette séparation donnera une chance à son animal de survivre aux aléas touchant ses propres bêtes et pourra le retrouver en vue de reconstituer un autre troupeau.

Cette dispersion des animaux à travers les systèmes sociaux formels (mis en œuvre par le *kokwo*) et informels (entre individus) est significative du territoire. D'une part, c'est un moyen de contrôle d'un espace physique et social qui sort du cadre de la communauté de voisinage. D'autre part, elle apporte pouvoir et autorité à un individu sur sa communauté, dans le sens où ce dernier dispose -de par ses relations- d'informations que les autres n'ont pas.

Il est évidemment très délicat de réaliser une cartographie pertinente des territoires ainsi définis : chaque communauté ayant sa propre aire d'influence, déterminée par la somme des relations informelles (particulièrement évolutives) qui lient ses membres avec des individus ou des familles d'autres communautés.

A l'échelle des pays, les alliances constituent des systèmes de redistribution qui ont pour effet de répartir le bétail de manière assez égale sur la surface des parcours et de maintenir une présence sur le territoire (Dietz, 1987).

Les « compensations matrimoniales » constituent les plus importantes transactions formelles d'animaux à cette échelle. Dietz (1987) estime, par exemple, qu'il y a quelque 700 mariages par an pour la seule plaine de Suam, ce qui fait que près de 35 000 têtes de bétail changent ainsi de main chaque année. En fait, d'une région à l'autre, la valeur de la compensation peut changer considérablement : jusqu'à 60 animaux (Livingstone, 1977), mais plus généralement une vingtaine,

voire cinq dans les zones agricoles de montagnes¹⁶². Dans la région de Ngyniang, en 1988, Bolling, établissait une moyenne de 12 bovins, 2 dromadaires, 30 chèvres et quelques moutons par « compensation matrimoniale »¹⁶³.

Le partage intéressé des animaux au cours des mois de transhumances (cf. stratégie de division des troupeaux) s'effectue également le plus souvent à l'échelle du pays. Dans le cadre de ces relations informelles, les troupeaux rassemblent des bêtes qui n'appartiennent pas toutes aux mêmes propriétaires¹⁶⁴. Les animaux sont séparés et regroupés régulièrement, de sorte qu'un berger n'a pas forcément les mêmes animaux d'une semaine sur l'autre. Ainsi, plusieurs familles ont des intérêts dans la gestion d'un même troupeau. Ce procédé limite la liberté de gestion d'un propriétaire exploitant¹⁶⁵, mais permet de consolider les relations entre éleveurs, qui sont tous responsables des animaux des uns et des autres : la gestion du troupeau est une question de survie pour leur propre famille, mais aussi pour d'autres producteurs. En cas de perte des animaux, ces familles sont toutes concernées et peuvent par exemple décider de s'associer pour un raid.

¹⁶² Quoi qu'il en soit, une « compensation matrimoniale » comprend toujours un bœuf, un taureau, une vache laitière et une génisse de un à deux ans (qui donnera du lait pour le premier enfant du couple).

¹⁶³ Ces moyennes ne sont, en fait, significatives que de la structure des troupeaux : à cette époque, les raids turkana avaient cessé depuis 8 ans, il n'y avait pas eu de sécheresse depuis 5 ans, les troupeaux retrouvaient une taille acceptable. En fait, lorsque le cheptel est important, les familles écoulent leurs surplus dans des « compensations matrimoniales » élevées. En d'autres termes, le système de « compensation matrimoniale » permet de transférer le surplus de bétail d'une famille à l'autre et de réguler en théorie les dynamiques d'extension territoriale (Bonte, 1974). Cependant, des raids de bétail sur les ethnies voisines sont souvent menés pour alimenter ces transactions ; remettant donc en partie en question cette vision de régulation des dynamiques territoriales, puisque ce système peut aller jusqu'à alimenter des conflits. La fréquence des raids est d'ailleurs d'autant plus importante que le montant des « compensations matrimoniales » s'élève (voir à ce sujet Gray, 2003 : le souhait d'obtenir des armes à feu pousse les Karimojong Matheniko à augmenter le montant de la compensation matrimoniale ; le bétail étant destiné à être échangé contre un fusil qui servira pour de nouveaux raids de bétail nécessaires au versement de la compensation matrimoniale d'une nouvelle épouse).

¹⁶⁴ En cela, les systèmes de redistribution ont souvent représenté un obstacle insurmontable pour les projets d'élevage de groupe (type *group ranch*) qui essayent de maintenir en permanence au même endroit un nombre fixe de têtes de bétail appartenant aux mêmes personnes.

¹⁶⁵ En particulier dans la vente, qui nécessite parfois l'approbation de l'ensemble des producteurs ayant des droits sur l'animal (et qui peuvent vivre très éloignés les uns des autres).

Ainsi, les réseaux se chevauchent, s'agglomèrent ou s'opposent, dans l'espace et dans le temps ; répondant à la nécessité de garder une flexibilité territoriale pour que les familles puissent s'adapter le plus possible aux adversités et aux contraintes sur lesquelles elles n'ont pas de prise.

A l'échelle du groupe ethnique, les relations de bétail forment donc des réseaux interconnectés qui couvrent la totalité du territoire. Leur densité s'amenuise en s'étendant sur les territoires d'autres groupes ethniques samburu, ilchamus, tugen, marakwet, turkana ou karimojong.

Ce système en réseaux -garants des intérêts des familles, des communautés de voisinage, voire d'échelles géographiques plus larges- explique la complexité des relations entre les groupes de la région. Que les Pokot soient, par exemple, alliés aux Karimojong Matheniko, eux-mêmes alliés aux Turkana (qui sont pourtant les ennemis des Pokot), n'a en fin de compte rien de surprenant. Les alliances profitent à un groupe, *via* un ensemble de relations intermédiaires qui n'engagent que des responsabilités individuelles ou familiales.

C'est pourquoi toute tentative de modélisation de ces systèmes de relations à l'échelle de l'ethnie est à relativiser, tant les variables sont nombreuses en lien avec les contraintes endogènes et/ou exogènes.

C. L'instabilité du pouvoir : un territoire à l'épreuve des évolutions démographiques (homme et bétail)

La coordination des échelles d'autorité institutionnelle collective (systèmes de classes et clans) et individuelle (type réseaux) témoigne certes de la flexibilité du territoire, mais aussi de sa relative instabilité face aux évolutions démographiques des populations humaines et animales.

D'une part, la croissance démographique exponentielle du 20^{ème} siècle a fortement perturbé le rythme de succession du pouvoir qui, en théorie capable de s'ajuster à l'alternance des classes démographiques « creuses » et « pleines », a dû subitement faire face au recrutement de jeunes toujours plus nombreux au sein de chaque classe d'âge. Le système d'accès au pouvoir se trouve désormais dans une

situation de graves difficultés pour s'adapter à ces phénomènes de congestion interne ; incitant les jeunes à se détacher de l'autorité des anciens (dont certains ont monopolisé le pouvoir pendant près de 30 ans) à la recherche d'une reconnaissance sociale autre à travers le système générationnel par exemple (cf. *Sapana*), et engendrant des luttes de pouvoir entre classes et des conflits sur les limites du territoire.

D'autre part, cette croissance de la population humaine n'a pas été accompagnée d'une croissance parallèle du cheptel. La diminution de la taille d'une partie des troupeaux familiaux -accentuée par les difficultés de recouvrement après les sécheresses de 1974, 1984 et 2000- réduit la capacité des hommes à contracter des réseaux de relations informels, qui ont désormais tendance à se déliter face aux nouvelles valeurs d'échange proposées par le marché.

1. Les variables démographiques de la succession du pouvoir¹⁶⁶

- Un système qui peut être adapté rapidement aux conjonctures démographiques

Les principes de succession des systèmes de classes d'âge et générationnelles laissent penser que chaque homme accède au pouvoir au cours de sa vie¹⁶⁷. En théorie, les cycles de succession amènent une nouvelle classe d'âge au pouvoir tous les dix à quinze ans. Mais en pratique, la durée d'exercice du pouvoir est extrêmement variable : une nouvelle classe est ouverte lorsqu'un nombre suffisant de jeunes est en attente¹⁶⁸. Le rythme de succession est donc ralenti ou accéléré

¹⁶⁶ Entretien personnel avec M. Bolling (novembre 2002) : la modification des systèmes sociaux a souvent été comprise comme un effet de la « modernisation », alors qu'il s'agit plus vraisemblablement d'une adaptation aux évolutions démographiques contemporaines.

¹⁶⁷ A ce propos, AM. Peatrick (1998) évoque une forme de « démocratie archaïque » à l'époque pré-coloniale.

¹⁶⁸ La cérémonie peut donc concerner des individus âgés de 10-12 ans comme de 18-25 ans. Ainsi, la circoncision ne marque pas nécessairement le passage de l'adolescence à l'âge adulte (Bolling, 1990 ; Maisonhaute, 2002).

pour que le nombre d'individus chargés des fonctions essentielles de bergers et de guerriers soit adapté aux rythmes de la reproduction des troupeaux¹⁶⁹.

Par exemple, si une famine conduit à une forte mortalité infantile, l'ouverture d'une nouvelle classe est retardée en attendant que le déficit de population de cette génération soit compensé. Inversement, si une succession de conflits décime la classe des guerriers, l'ouverture d'une nouvelle classe permet d'en recruter rapidement de nouveaux. A titre d'illustration, la période de 1916 à 1920 a été marquée par d'intenses raids turkana et karimojong à Nginyang, ce qui laisse penser que la classe des guerriers (*Jumo*) a pu être particulièrement affectée. L'accélération du rythme de succession (cf. ouverture d'une nouvelle classe en 1920) a vraisemblablement été également liée à la perte de légitimité des *Nyongi* : la classe au pouvoir ayant montré les limites de sa compétence pour protéger les siens en ne parvenant pas à éviter les défaites. Aussi, la classe des *Jumo* n'est-elle restée ouverte que 4 ans.

Le tableau n°9 présente les dates d'ouverture des classes d'âge qui se sont succédées au cours du vingtième siècle, en plaine (Nginyang) et en montagne (Sekerr et Mnagei)¹⁷⁰.

¹⁶⁹ Dans ce sens, il s'agit d'un système quasiment « malthusien » : dépendant du maintien d'un équilibre entre les exigences de la production et la disponibilité en main d'œuvre, le rythme de renouvellement des classes au pouvoir devait donc simultanément prendre en considération l'existence de classes « creuses » et de classes « pleines », et les conditions de la production soumises aux aléas climatiques et aux épidémies.

¹⁷⁰ On remarquera les différences dans les durées des classes ouvertes et les temps d'exercice du pouvoir entre la plaine et la montagne. On peut raisonnablement supposer qu'elles s'expliquent en partie par le fait que les zones montagnardes ont absorbé des afflux de population suite aux pertes de bétail (épidémies, sécheresses) : les familles ont fui les plaines pour rejoindre les escarpements ou les montagnes. Ainsi, la succession des classes a continuellement été retardée en plaine, et accélérée en montagne pour intégrer les jeunes avec un rythme plus soutenu.

Dans les Sekerr, à l'époque des plus importants sursauts démographiques, cette intégration a mené à la création de classes intermédiaires : les *Kapsax* au sein des *Sowe* (1925-1937) et les *Kamatorko* au sein des *Kaplelash* (1964-1977). Distingués dans la première étape de leur initiation - au statut de guerrier -, ils ont atteint les échelons suivants sans différenciation. Dans le cas particulier des *Kamatorko*, l'ouverture dans les années 1970 a correspondu à l'apparition des premières écoles publiques : les circoncisions ont débuté pour les jeunes adolescents scolarisés, alors que la classe des *Kaplelash* n'était pas encore ouverte. Par la suite, une fois la classe des *Kaplelash* ouverte, les *Kamatorko* ont été assimilés aux *Kaplelash* et ont pu accéder -ensemble- aux sphères suivantes du pouvoir. Cf. Informations obtenues d'après des entretiens dans les Sekerr (2001), et confirmées par un membre de *pöro* (« école de la tradition » à Chesegeon).

Tableau n°8: Rythme de succession des classes d'âge depuis 100 ans.

Classes d'âge pokot	Circoncisions à Mnagei et Sekerr (*) (Montagne - West-Pokot)		Circoncisions à Ngyniang (**) (Plaine pastorale- Baringo)	
	Date d'ouverture de la classe	Nombre d'années d'ouverture	Date d'ouverture de la classe	Nombre d'années d'ouverture
<i>Kaplelach</i>	?	?	1815-1839	25 ans
<i>Merkutwa</i>	1873-1887	14 ans	1840-1864	25 ans
<i>Nyongy</i>	1888-1898	10 ans	1865-1889	25 ans
<i>Maina</i>	1899-1911	12 ans	1890-1915	26 ans
<i>Jumo</i>	1912-1924	12 ans	1916-1919	4 ans
<i>Sowe</i>	1925-1937	12 ans	1920-1955	36 ans
<i>Korongoro</i>	1938- 1950	12 ans	1956-1988	3 ans(a), 32 ans
<i>Kipkoimet</i>	1951-1963	12 ans	(b)	(b)
<i>Kaplelach II</i>	1964-1977	13 ans	1988-1996 (c)	9 ans (c)
<i>Merkutwa II</i>	1978-1995	17 ans	1997- ?	En cours
<i>Nyongy II</i>	1996	En cours	Non ouvert	

(*) Archives de Kapenguria et enquêtes personnelles dans les Sekerr (à partir de *Kaplelach II*). Selon les anciens interrogés, les Sekerr et Mnagei suivent les mêmes rythmes de succession.

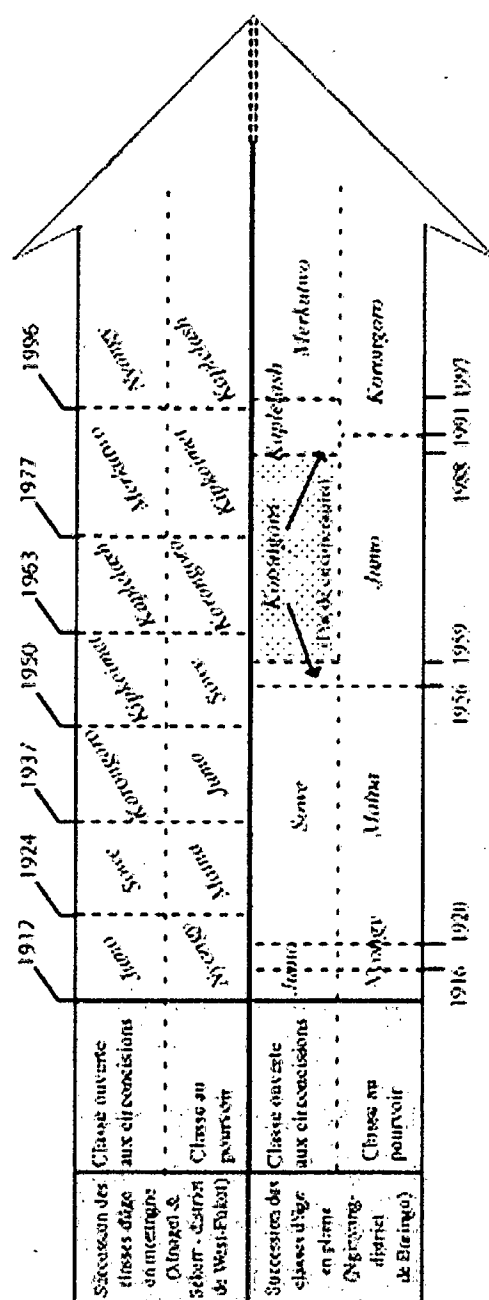
(**) Bolling (1988).

(a) 1^{ère} sous-classe de circoncision (les plus âgés des *Korongoro*).

(b) Pas de circoncisions à Nginyang.

(c) Les *Korongoro*, qui aurait dû être circoncis en 1959, le sont en 1988 avec les *Kaplelach*. Les neuf années suivantes, jusqu'en 1991, les circoncisions concernent les *Kaplelach*.

Illustration no. 20. *Des rythmes de succession différenciés en plaine et en montagne.*



- La croissance démographique rend surtout plus difficiles les conditions d'exercice du pouvoir.

Les tensions engendrées par la croissance démographique de ces dernières années ont contribué au dérèglement du système des classes d'âge et au renforcement politique des autres structures de contrôle social : le *sapana* et le clan.

En 1920, 6 000 Pokot vivaient dans le district de Baringo. Ils étaient 56 000 en 1990, avec 300 anciens à leur tête (*Jumo* et *Korongoro*). Prochainement 18 000 jeunes seront incorporés dans les *Nyongy* tandis que 15 000 *Kaplelach* accéderont à l'échelon du pouvoir. Si le système théorique de gestion des classes et d'accès au pouvoir perdure sous sa forme idéale, l'exercice du pouvoir sera nécessairement perturbé. De fait, il s'agit d'adapter fortement le système, en réponse à la croissance démographique structurelle du 20^{ème} siècle.

Des problèmes de succession se posent dès les années 1940, avec le maintien des *Maina* au pouvoir : les *Sowe* restent « guerriers » durant 36 ans, alors que l'époque est marquée par un calme relatif, sans raids notables ni importantes sécheresses. En 1956, sûrement déstabilisés par le massacre de Kolloa lors duquel les *King's African Rifle* britanniques ont tué 300 Pokot, les *Maina* laissent la main aux *Jumo*.

Ceux-ci, dont le nombre est limité, bloquent à leur tour les circoncisions *Korongoro* après trois années d'ouverture. De 1957 à 1988, personne n'est incorporé dans le district de Baringo (si l'on en croit la grande majorité des auteurs, les raids menés par les Turkana empêchent toute circoncision : les jeunes, affaiblis par l'opération, ne pouvant pas se défendre, cf. Bolling, 1990 ; Maisonhaute, 2002). En fait, cet arrêt des circoncisions permet surtout aux *Jumo* de se maintenir confortablement au pouvoir, alors que bon nombre de *Korongoro*, en panne de statut social, adopte le système générationnel. Le *sapana* s'est en effet popularisé comme un moyen de s'élever socialement sans être pour autant circoncis.

Sous la pression des jeunes, les circoncisions reprennent toutefois en 1988 pour une partie les *Korongoro* non circoncis en 1956 et pour les *Kaplelash* nés dans les années 1970, signifiant d'une part que la classe des *Kipkoimet* disparaît et que de ce fait les *Sowe* n'ont aucune chance d'accéder au pouvoir, et d'autre part que « les *Korongoro* sont les pères d'enfants de *Kaplelash* » (Maisonhaute, 2002).

Cet exemple particulier est intéressant à double titre :

D'abord, il permet de mettre en lumière la capacité d'adaptation du système socio-politique. A travers l'adoption privilégiée du *sapana* par exemple, le nombre d'individus ayant théoriquement accès au pouvoir est réduit de moitié. Il s'agit d'un système très fluctuant pouvant évoluer sans contrainte démographique¹⁷¹, mais qui est à l'origine de tensions sociales exacerbées entre les pères et leurs fils. Tandis que les chefs de familles souhaitent accéder au pouvoir le plus rapidement possible, les anciens veulent le garder le plus longtemps possible et peuvent instrumentaliser les tensions entre pères et fils pour se maintenir au pouvoir.

Ensuite, il rappelle les tensions qui peuvent exister entre classes et qui, bien évidemment, ne sont pas sans conséquences : la perte de l'autorité des anciens sur les jeunes générations qui sont particulièrement nombreuses et ne se fient plus vraiment à un modèle d'accès au pouvoir dont le cycle peut autant être dérégulé à cause de son accaparement par certains. La détérioration de leur confiance dans le système et donc du respect de ses règles est en partie à l'origine de la multiplication des conflits sur les bordures du territoire Pokot, qui sont de plus en plus le fait d'actions individuelles n'ayant pas forcément l'assentiment des anciens ; ces derniers n'ont en effet plus de possibilité instituée de réguler cette violence¹⁷².

¹⁷¹ Dans les années 1970, le *sapana* devient particulièrement populaire auprès des potentiels *Korongoro* qui n'ont pas été circoncis, c'est-à-dire au moment où la croissance démographique est la plus importante. De même, Bonte (1974) explique que l'expansion territoriale des Turkana et des Karimojong remonte justement à la généralisation du système générationnel dans ces sociétés (Bonte, 1974 ; Gulliver, 1955).

¹⁷² On peut cependant noter les « étonnantes » corrélations entre les raids intenses des Pokot sur les Turkana et les Marakwet en 1991 et 1997, et le transfert du pouvoir des *Jumo* aux *Korongoro* (1991) -pour lequel les *Korongoro* devaient offrir un grand nombre de têtes de bétail à leurs aînés-, et la fermeture de la classe de circoncision des *Kaplelash* (1997) -qui permettait à ces derniers de se marier, dès lors il leur fallait constituer une compensation matrimoniale. Certains raids seraient donc encore organisés avec la bénédiction des hommes au pouvoir.

2. La dégradation des systèmes de réciprocité : un facteur d'érosion des relations de proximité

De façon globale, la croissance démographique continue de la population pokot a une incidence sur les dynamiques territoriales internes.

Si les densités de population humaine ont augmenté de manière générale, on observe des évolutions différenciées suivant les zones : par exemple, que les densités de population se sont maintenues à un niveau relativement faible en plaine, alors que les vallées de montagne ainsi que les centres et bourgs ruraux se densifient¹⁷³.

Le nombre d'animaux suit également des évolutions contrastées. Mais, on constate au niveau global une diminution du ratio homme/bétail, qui illustre l'appauvrissement d'une partie de la société pokot. Cette situation laisse entrevoir l'accumulation du bétail par quelques familles de pasteurs vivant en plaine, tandis qu'une grande part des familles -démunies à la suite des sécheresses successives de 1974, 1984, 1991 et 2000, des épidémies ou des raids et n'ayant pas assez de bêtes pour survivre- doivent réorienter leurs stratégies. La répartition inégale du bétail a des incidences sur la densité, la dispersion et l'orientation des relations de solidarité et des alliances.

Les stratégies mises en œuvre par les familles moins dotées en bétail sont plus ou moins de trois types, sommairement caractérisés comme suit : il s'agit éventuellement de quitter la zone et d'abandonner (définitivement) le mode de vie pastoral en migrant vers les centres ; ou bien de rejoindre temporairement les montagnes pour y cultiver (en espérant peut-être reconstituer un troupeau à moyen terme) ; ou bien encore d'opter pour une stratégie un peu plus radicale qui est de s'accaparer des bêtes moyennant des raids de bétail.

¹⁷³ Cette augmentation des densités de population est attestée, notamment dans les *District Development Plans*. Les chiffres sont toutefois difficilement exploitables, puisqu'ils correspondent à des unités administratives qui ne rendent pas compte des contrastes internes et ne donnent qu'une estimation grossière pour les communautés isolées.

Les migrations vers le Sud sont relativement anciennes ; beaucoup de Pokot ont ainsi rejoint les hautes terres des Cherangani et le plateau de Trans-Nzoia dans les années 1960-1980. Souvent conçues à l'origine comme de simples migrations de travail (cf. dans les grandes fermes et/ou les petites villes), elles se sont pour la plupart avérées des installations définitives. Aujourd'hui ces migrations sont essentiellement dirigées vers les centres urbains de Kitale et de Kapenguria.

A ce titre, il est intéressant de noter que plusieurs étapes peuvent préparer l'installation : une soudaine rentrée d'argent, ou une épargne importante, sera investie dans l'achat d'une petite boutique sur les routes passantes menant à ces centres, puis dans les faubourgs des centres, anticipant ainsi l'arrivée ultérieure de son propriétaire. Les divers types d'investissements réalisés sont dans leur ensemble destinés à constituer des réseaux plus directement intégrés à l'économie nationale.

L'essentiel de la croissance démographique a été absorbé par les zones de montagne. La colonisation de *musop* dans les Sekerr, du milieu du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui, illustre bien ce phénomène. Les nouveaux arrivants sont bien souvent des pasteurs sans bétail ou du moins des familles avec peu de possibilités de développer leur activité d'élevage en plaine. De fait, leur capacité à contracter des alliances à travers l'échange d'animaux est particulièrement limitée¹⁷⁴ : l'horizon territorial des gens résidant en montagne est en théorie plus restreint que celui des gens des plaines. Ils ont donc tendance à favoriser des relations qui n'engagent pas ce type de transactions, celles du clan et de la famille élargie notamment (cf. renforcement de la cohésion sociale clanique et familiale par des relations de proximité moins fondées sur le bétail mais plus sur l'entraide dans les travaux agricoles, ménagers, etc.).

Ce resserrement des solidarités des gens des montagnes et la moindre étendue de leurs alliances sont mises en relation avec leur degré de sédentarisation, afin d'alimenter les thèses de l'interdépendance des systèmes pastoraux de plaine et agro-pastoraux de montagne. Les uns ayant besoin des autres pour leur alimentation, ils exercent une « hégémonie sociale » visant à instaurer une

¹⁷⁴ Le nombre de *tilia* par famille y est nettement moins important qu'en plaine, tout comme le nombre d'animaux impliqués dans les compensations matrimoniales.

complémentarité entre les deux systèmes de production¹⁷⁵. Mais ce postulat théorique tend à figer une situation sociale, en faisant l'impasse sur la flexibilité du système qui permet aux pasteurs réfugiés en montagne après avoir perdu ses animaux de reconstituer un troupeau en échangeant ses surplus agricoles.

En fait, cette stratégie de recouvrement du cheptel et de retour à la vie pastorale en plaine est de plus en plus difficile à mettre en œuvre de nos jours. Les possibilités d'alliances des Pokot de *keu* avec ceux des Sekerr se sont fortement réduites. D'une part, les éleveurs transhumants dans la plaine trouvent plus d'intérêt à préserver leurs animaux pour contracter des alliances avec les « riches » pasteurs de la plaine : ces derniers leur assurent un accès aux aires stratégiques et répondent donc plus immédiatement aux besoins de leurs troupeaux. D'autre part, leur approvisionnement en céréales -autrefois quasi uniquement obtenu auprès des Pokot des Sekerr- est désormais en partie satisfait par l'aide alimentaire internationale et *via* le développement des marchés (cf. Tableau n°10). Le retour des Pokot des Sekerr à un pastoralisme plus prononcé dans la plaine s'en trouve finalement pénalisé.

Tableau n°9: *Estimation de l'importance relative des sources d'approvisionnement en céréales des pasteurs pokot de Nginyang, hors auto-consommation*¹⁷⁶.

	« Bonnes Années » ¹⁷⁷	Années de sécheresse
Achats	76%	20%
Aide alimentaire	9%	45%
Relations / échanges	15%	35%

¹⁷⁵ Serait-ce un indicateur de l'isolement de la montagne et de la relative pauvreté des agropasteurs dans un monde dominé par l'économie pastorale, comme l'évoquent Spear & Waller (1993) à travers le terme d'hégémonie pastorale ou Anderson (2000) dans l'ouvrage collectif « les pauvres, ce n'est pas nous » [« *the poor are not us* »] ?

¹⁷⁶ Entretien avec le coordinateur de programme d'ALRMP, Chemilingot, 2000.

¹⁷⁷ La proportion de céréales achetées apparaît importante durant les « bonnes années ». Cependant, ces données concernent les céréales importées ; or, ces années là, les productions locales sont relativement importantes.

Parallèlement, cette dégradation des relations de complémentarité haut/bas est accentuée par la pénétration de l'économie de marché en montagne. De nouvelles valeurs d'échange ouvrent un horizon territorial renouvelé aux gens des Sekerr, dont les productions agricoles ont aujourd'hui tendance à être dirigées vers le marché national. La mise en place récente de nouvelles formes de relations de proximité organisationnelle autour de la production agricole détourne en partie les gens des montagnes d'une proximité jusqu'ici fondée sur la production animale. La reconstitution de troupeaux grâce aux réussites individuelles rencontrées sur le marché des produits agricoles sont parfois même sources de rivalité : en effet, le succès de certains ne repose en aucune façon sur des alliances particulières avec les gens du « bas », mais sur la constitution de réseaux d'alliances bâtis en dehors du système de réciprocité fondé sur le bétail. Aussi, ces nouvelles alliances ne laissent-elles entrevoir aucun bienfait spécifique pour l'ensemble de la communauté qui ne se verra pas vraiment susceptible de bénéficier de retombées en termes d'élargissement des opportunités.

Enfin, les raids de bétail représentent sans doute la stratégie la plus directe pour se constituer un troupeau sans s'appuyer sur la réciprocité. Ils sont généralement entrepris par des jeunes de la plaine souhaitant réunir la compensation matrimoniale nécessaire à leur prochain mariage. Certains raids sont néanmoins suspectés d'être menés par des bandes organisées et bien entraînées, à des fins de commercialisation du bétail volé. Les attaques correspondent alors à une volonté d'enrichissement rapide.

CONCLUSION DE LA PARTIE 1

Le pastoralisme est souvent compris comme un mode d'identification sociale. On parle de « sociétés pastorales » et de « sociétés agro-pastorales » (voire de groupes ethniques pastoraux et agro-pastoraux), différenciées les unes des autres en fonction de leur degré de spécialisation économique.

Cependant, on a pu remarquer dans le cas particulier des Pokot que l'analyse des divers types de pastoralité(s) rendait surtout compte de l'évolution de l'état et des dynamiques de production (du fait des crises et de la gestion raisonnée des chefs de famille), plutôt que des réalités territoriales. Le fait que les modes de production soient spatialisés (localisés et régis par des pratiques spatiales spécifiques) n'est pas pour autant significatif d'une territorialisation de ces productions : il révèle surtout les choix des chefs de famille pour réaliser au mieux leurs projets économiques et sociaux.

Le passage d'une zone à l'autre est favorisé par des pratiques agricoles et pastorales qui visent non seulement à améliorer les productions, mais aussi à se rapprocher de l'environnement social souhaité. Ces pratiques instaurent des relations de proximité organisationnelle, qui réunissent des communautés physiquement éloignées autour d'intérêts communs correspondant aux aspirations des individus et à l'idée d'un territoire commun. Ainsi, le passage d'une communauté à l'autre, et d'un mode de production à l'autre, est réalisable sans qu'il y ait de changement social crucial : il n'y a pas lieu de recourir à l'« adoption » comme le note Little (1997) par exemple, à propos des Ilchamus¹⁷⁸. Dans les montagnes, les escarpements et les plaines, tous sont Pokot avant d'être éleveurs ou agriculteurs.

¹⁷⁸ Little (1992), qui a travaillé sur l'ethnogénèse des Ilchamus et sur leurs relations avec les autres ethnies de la région du lac Baringo (Samburu, Pokot, Tugen, Turkana), parle d'« adoption » pour évoquer l'intégration d'un individu à un groupe différent. D'autres auteurs utilisent ce terme lorsqu'ils considèrent le passage d'un individu du pastoralisme à l'agro-pastoralisme (Spear et Waller, 1993). Dans notre cas, ce passage-là n'implique pas de changement social majeur.

Les liens structurant l'ensemble territorial pokot peuvent ainsi être interprétés à travers ces relations de proximité organisationnelle¹⁷⁹, qui sont modifiées suivant l'adaptation des pratiques aux aléas climatiques, les évolutions démographiques et socio-politiques touchant la production. Une sécheresse peut avoir pour effet de réduire la taille du troupeau, conduisant à une moindre mobilité qui illustre un resserrement territorial ; alors que dans le cas d'un troupeau en accroissement, de longs déplacements stimulent une dynamique d'extension territoriale, par exemple.

Décidées de manière individuelle par les chefs de famille, les pratiques de production ne façonnent pas deux territoires distincts, l'un agricole et l'autre pastoral : elles sont associées dans le cadre d'une même organisation. En ce sens, elles définissent les contours d'un unique territoire pokot, qu'elles réduisent, élargissent ou simplement déplacent en modifiant les limites des communautés à chaque évolution de la production. Elles impulsent donc bien des dynamiques spatiales et sont les outils de la flexibilité d'un territoire, défini à un moment donné.

Ce territoire est géré à l'échelle des communautés de voisinage : c'est à ce niveau que les droits d'accès aux ressources sont déterminés. Comme cadre de recrutement des classes d'âge, elles sont garantes de l'identité pokot, donnant les moyens d'accéder aux autres communautés qui reconnaissent ce système d'identification. Autrement dit, si chacun est libre de gérer ses activités à sa façon, les décisions prises sont aussi définies par des droits et des devoirs envers les autres membres de la communauté, et qui servent à maintenir une cohésion sociale. Lorsque les individus se trouvent en désaccord avec leur communauté, ils ont toutefois les moyens de faire appel à d'autres institutions et systèmes sociaux dont les prérogatives et les sphères d'influence se superposent souvent et leur permettent de contracter des alliances en dehors de l'autorité de la communauté.

¹⁷⁹ Si la proximité organisationnelle traduit la séparation économique entre les acteurs évoluant dans des organisations et/ou suivant des institutions différentes, elle relie bien les Pokot résidant en montagne et ceux résidant en plaine, puisque ces derniers se représentent le territoire comme un tout regroupant ces deux espaces de production et inscrivent leurs pratiques dans ce cadre. A l'inverse, les pasteurs pokot et turkana n'évoluent pas dans le même système, ils partagent le

De ce fait, chacun est susceptible d'exercer un pouvoir quelconque sur un pan de la société.

La flexibilité ne caractérise donc pas seulement le principe de mobilité, mais évoque aussi des réalités socio-politiques faites d'alliances ou de conflits ; contractées ou explosant aussi bien au sein de la société pokot, (entre éleveurs de mêmes communautés ou de communautés différentes), qu'entre des individus d'ethnies voisines, les alliances et les conflits forcent à relativiser toute tentative de modélisation du territoire.

D'autant plus que l'évolution contemporaine de la société introduit de nouvelles contraintes au modèle théorique. L'explosion démographique de la population pokot et la limitation de la croissance du cheptel en conséquence, par les crises climatiques successives, l'abandon et l'accès impossible de certains pâturages stratégiques (de par la fixation de territoires ethniques par l'Etat colonial), limitent l'emploi de stratégies d'alliances ou de conflits normalisés.

Aujourd'hui, le modèle territorial du Nord Kenya construit sur la proximité physique, organisationnelle et institutionnelle est remis en cause par le modèle territorial de l'Etat, ses limites administratives, ses institutions politiques et son organisation tournée vers un centre éloigné au sud (et qui lui-même est hérité d'une conception fixiste du territoire léguée par le colonisateur).

même pastoralisme, mais n'évoluent ni dans le même cadre d'organisation, ni selon les mêmes institutions.

PARTIE 2 :

**LES MODALITES DU CONTROLE
TERRITORIAL DU NORD OUEST DU
KENYA PAR L'ETAT**

La pénétration coloniale amorce un changement caractérisé par l'arrivée progressive d'un nouvel acteur politique, l'Etat. Dans sa conception géographique, celui-ci est à la fois limite et centre : limite intégrante, définissant des compartiments ethniques pour réguler les dynamiques territoriales endogènes ; centre, dans le sens où son autorité et sa présence ne sont que ponctuelles, organisées autour de chefs lieux relayant la dynamique d'intégration souhaitée par la capitale éloignée.

Le district de West-Pokot n'échappe pas à ce modèle. Plus, du fait de sa situation particulière, il est conçu comme une marge du territoire de l'Etat, bordé pour contenir les dynamiques des territoires ethniques au Nord et sécuriser le centre économique et politique que constituent les hautes terres au Sud. Administré à partir de ce Sud, le territoire Pokot ainsi défini par l'Etat est alors caractérisé par sa dualité Nord/ Sud et ses contradictions entre conflits et intégration.

Cette organisation doit autant au poids de l'histoire, qu'aux comportements et à la mobilisation des acteurs dont les rapports à l'Etat sont mis en scène autour des seules questions de sécurité, d'intégration et d'ethnicité.

Alors que les Britanniques prennent rapidement le contrôle des terres du Sud de l'actuel Kenya et du royaume du Buganda¹⁸⁰, la conquête du Nord-Ouest est relativement lente. La sécurisation des territoires Pokot -à la fin du 19^{ème} et au tout début du 20^{ème} siècle- est principalement motivée par les menaces éthiopiennes venant du Nord et par la protection des terres déjà colonisées vingt ans auparavant dans le Sud¹⁸¹. Aussi, nous développons l'idée de glacis de sécurité (ou de marche territoriale)¹⁸² et de décalage temporel entre un Sud, au cœur des

¹⁸⁰ A l'arrivée des Britanniques, la géopolitique des territoires ethniques est en cours de transformation. Conséquence de la guerre civile, les réfugiés des sections Maasaï des plateaux de Laikipia et de Uasin Gishu rejoignent les sections du Sud (aux pieds du Kilimandjaro et vers l'actuel parc naturel de Maasaï Mara). En l'espace d'une dizaine d'années, les colons européens ont déjà investi le Sud de l'actuel Kenya et progressé jusqu'au royaume du Buganda sur les rives septentrionales du lac Victoria.

¹⁸¹ Les premiers fortins construits dans le Nord datent de 1907, alors que les protectorats ougandais et est-africain sont respectivement créés en 1890 et 1895.

¹⁸² Lévy, 2003, p. 413 : « Le glacis est un talus incliné qui entourait les fortifications [...]. C'est cette image d'un terrain glissant et dangereux qui est transposée en géopolitique pour évoquer l'idée d'une sorte de zone

intérêts coloniaux, et un Nord, périphérique et caractérisé par ses conflits. (Chapitre I.A).

En situation d'entre-deux, le territoire Pokot se positionne comme une zone tampon, compartimentée en trois unités distinctes, autonomes dans leur gestion de la sécurité et renforcées, de façon quasi systématique, par des *no man's land* sur leurs limites latitudinales. La conception du territoire à travers les réseaux individuels (construits sur la base de relations de proximité garantissant une certaine flexibilité) s'oppose alors au confinement et au compartimentage des sociétés locales, imposés ou demandés par l'administration éloignée. En effet, les limites administratives mettent en évidence des interfaces au sein desquelles se glisse le jeu caractéristique de la co-spatialité : celui des affrontements et des revendications. Ainsi, peut s'expliquer le fait que les Pokot soient en conflit sur presque toutes les dyades¹⁸³ qui les entourent. (Chapitre I.B).

La pacification du Nord-Ouest débute à partir de 1920, date du passage du *British East African Protectorate* au statut de colonie du Kenya. Les modalités d'intégration tiennent alors de l'affermissement d'une structure administrative pyramidale permettant d'assurer un contrôle étroit de la périphérie par le centre¹⁸⁴, et impliquant aussi des comportements et une mobilisation différente dans les rapports à l'Etat. Cette hiérarchie administrative a renforcé la différenciation Nord/Sud qui est toujours aussi prégnante à l'heure actuelle : effets du chef lieu localisé au sud du district, avec comme corollaire la concentration des commerces et le développement polarisé sur les cultures de rente sur les hautes terres. (Chapitre II.A).

L'imbrication des composantes administratives et politiques entraîne des manifestations différenciées des acteurs du territoire de l'Etat : au Nord, on observe les excès de la politique d'intégration par lesquels l'Etat passe de témoin à

tampon défensive dans laquelle on peut livrer bataille à partir d'une position de force sans que les avancées éventuelles de l'ennemi touchent le territoire vital ».

¹⁸³ Foucher (*Fronts et frontières, un tour du monde géopolitique*, Fayard, Paris, 1991, p. 15; cité par Rosière, 2003) désigne par le mot « dyade » une frontière commune à deux Etats contigus. Nous étendons ce terme aux limites internes du Kenya, qui font souvent œuvre de limites frontalières internes (Médard, 1999).

¹⁸⁴ Bourmaud, 1988, p. 12 : « Une telle pratique administrative [...] est tout à fait étrangère à la tradition anglaise de décentralisation, où les autorités locales jouissent d'une autonomie réelle, voire d'une quasi-

acteur des conflits ; au Sud, on constate d'autres effets de la politique d'intégration, ceux de l'instrumentalisation des conflits par le milieu politique.

En effet, au nord, le principal problème rencontré par les représentants de l'Etat est l'insécurité : le règlement des conflits est présenté comme un préalable à l'intégration. Alors qu'interventions musclées et présence militarisée sont préconisées, force est de constater que la militarisation de la zone accentue au contraire l'état d'insécurité. (Chapitre II.B).

Parallèlement, les tentatives d'intégration stimulent la violence au sud. La proximité physique du plateau de Trans-Nzoïa, un des centres économiques du pays, déclenche des convoitises et des revendications territoriales de la part d'une classe politique dont les intérêts sont entièrement tournés vers le centre (l'Etat et le Sud). Sans grande légitimité électorale, cette classe use d'un discours virulent portant sur la défense de la cause du Nord, mais qui ne fait que stigmatiser un peu plus l'arrière pays pokot. Autrement dit, l'intégration des uns se fait au détriment des autres. (Chapitre II.C).

indépendance à l'égard du pouvoir central. C'est pourtant le décalque du modèle administratif colonial français qui sera adopté par la Grande-Bretagne ».

Chapitre I : Conquête et découpage administratif : l'invention d'une marge territoriale dans le Nord Ouest du futur Kenya

Le rythme saccadé de la conquête de l'Afrique de l'Est est à l'origine de temporalités décalées entre le Nord et le Sud. Cette différenciation est d'autant plus prononcée que le découpage administratif, outil d'intégration majeur, semble avoir été utilisé pour établir une zone tampon entre le nord et le sud du pays.

Les politiques d'intégration territoriale découlent des représentations et des récits des premiers « explorateurs » ayant parcouru le « Nord ».

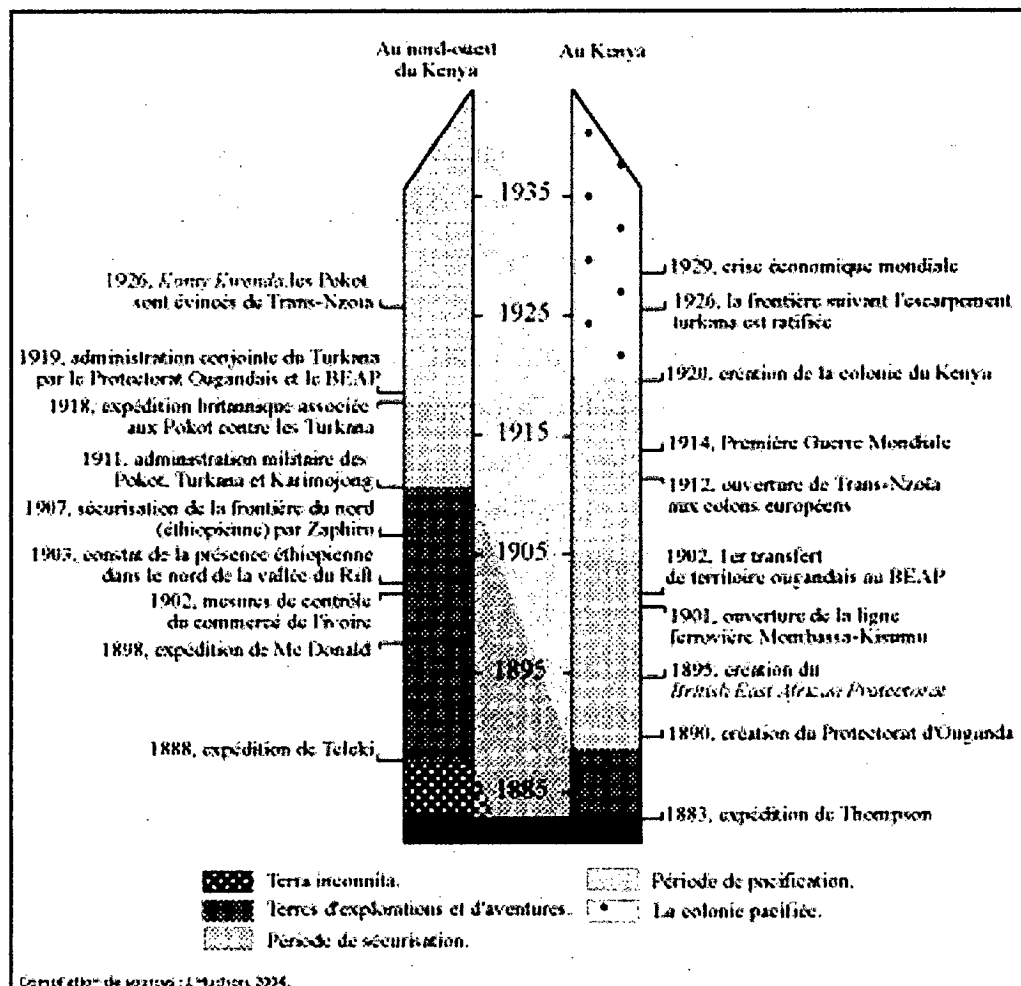
Reconnue comme une zone sans ressource et peuplée de guerriers belliqueux, la région est d'abord épargnée par la conquête britannique, au profit d'aventuriers et de « chasseurs d'ivoires ». Alors que la région évolue dans un état de non droit, l'ivoire, dont les prix flambent au début du 20^{ème} siècle, attire aussi des milices éthiopiennes qui entament des raids saisonniers à partir du Nord et jusqu'aux piémonts du mont Elgon. C'est sans doute cette pénétration d'une puissance étrangère qui pousse les Britanniques à sécuriser et à intégrer le Nord Ouest de l'actuel Kenya au sein des deux protectorats (Barber, 1968). Cependant, alors que le contexte sécuritaire local évolue rapidement du fait de l'introduction des armes à feu, les conflits d'intérêts au sein des administrations des protectorats britanniques et ougandais et avec le *Foreign Office*¹⁸⁵ retardent les interventions. Ainsi, il faudra près d'une vingtaine d'années avant que le Nord Ouest soit « plus ou moins » sécurisé et que l'administration entame une politique de pacification avec le tracé des limites administratives. (Chapitre A).

Là où l'Etat est incapable de sécuriser ou de contrôler efficacement l'espace, il use de son pouvoir d'exclusion, en définissant des appartenances territoriales à

¹⁸⁵ Nous employons toujours le terme de *Foreign Office* pour nous référer à l'autorité basée à Londres et contrôlant les intérêts britanniques au Kenya, par souci de lisibilité (bien qu'il ait été dessaisi au profit du *Colonial Office* en 1905 ; Bourmaud, 1988, p. 31).

l'aide des limites administratives (Médard, 1999). Dans le Nord-Ouest, les plus exclusives d'entre elles apparaissent non pas entre les deux protectorats, mais en leur sein, suivant les latitudes. Cette politique de confinement de l'espace va jusqu'à établir une zone tampon entre le Nord et les hautes terres agricoles occupées par les colons européens au Sud. Au nord du district de West-Pokot, la limite administrative se comporte comme une véritable frontière, alors que les limites méridiennes sont « transparentes » et qu'au Sud, les limites sont plus ou moins « intégrantes » pour répondre aux besoins de main d'œuvre de l'agriculture coloniale. (Chapitre B).

Illustration no. 21. Repères chronologiques de l'histoire du Nord-Ouest de l'actuel Kenya.



A. Les logiques de l'intervention britannique : la souveraineté en danger

Avant que les Britanniques ne pénètrent le sous-continent est-africain, les caravaniers swahili et leurs guides kamba ont déjà participé à la diffusion du mythe des guerriers maasaï. Pourtant, ces derniers n'opposent aucune résistance à la conquête britannique ; ils sortent d'une guerre civile, leurs troupeaux ont été décimés lors d'une des plus virulentes épidémies de peste bovine de leur histoire¹⁸⁶.

Au Nord, les explorateurs subissent au contraire plus d'une échauffourée avec les Pokot et les Turkana. De ces épisodes découle la réputation des « contrées hostiles » du Nord, peuplées de « féroces guerriers », et qui conduit les Britanniques à laisser la région aux aventuriers et aux commerçants d'ivoire. De *terra incognita*, le Nord Ouest devient alors une zone de non-droit.

Bien que ces territoires du Nord (Karamoja, Turkana, Pokot, Samburu) soient théoriquement partagés entre le *British East African Protectorate*¹⁸⁷ (fondé en 1895) et le protectorat ougandais¹⁸⁸ (fondé en 1890), ils sont en réalité en marge de tout contrôle administratif. Cette situation de « zone grise¹⁸⁹ » est alors rapidement exploitée par les Ethiopiens, dont les milices venues du Nord s'enfoncent profondément sur les terres britanniques. La « confrontation d'empires » (géopolitique impériale) va remettre en cause la réalité du découpage frontalier établi lors du traité de Berlin en 1891¹⁹⁰ et amener les Britanniques à reconsidérer leur position de retrait pour finalement choisir d'intervenir dans la région.

¹⁸⁶ On estime que les deux tiers du cheptel est africain avaient été décimés (Sobania, 1993).

¹⁸⁷ Qui s'étend de la côte swahili à l'est d'une ligne reliant le sud du lac Turkana au lac Naivasha.

¹⁸⁸ Qui regroupe les territoires de l'actuel Ouganda, une partie de l'actuel Sud-Soudan et les terres s'étendant à l'ouest d'une ligne reliant le lac Turkana au lac Naivasha.

¹⁸⁹ Une région contrôlée par aucun Etat (Rosière, 2003).

¹⁹⁰ D'après le traité anglo-italien de 1891, la frontière entre les empires britannique et éthiopien suit le 6^{ème} parallèle Nord et partage le Royaume d'Éthiopie entre le Royaume-Uni (au sud) et l'Italie (au nord). Mais en 1896, les Italiens perdent la bataille d'Adowa contre l'empereur éthiopien Ménélik qui reprend ainsi le Nord de son ancien empire. Au Sud, le *Foreign Office* britannique campe sur ses positions et, bien qu'absent de la zone, maintient le 6°N comme frontière officielle.

1. La naissance du stéréotype des « guerriers aux territoires expansionnistes »

Comme souvent en Afrique, l'exploration de la « *terra incognita* » du Nord Ouest de l'actuel Kenya a d'abord été le fait d'entreprises personnelles : explorateurs financés par des sociétés géographiques ou aventuriers agissant pour leurs propres intérêts. Leurs récits donnent des informations sur l'approvisionnement en eau et en nourriture, sur les routes empruntées et le nom des populations rencontrées. Suivant les objectifs de leurs auteurs, les éléments sur lesquels s'attardent les descriptions varient sensiblement, mais la plupart évoque l'hostilité de l'environnement et l'agressivité des populations de cette zone.

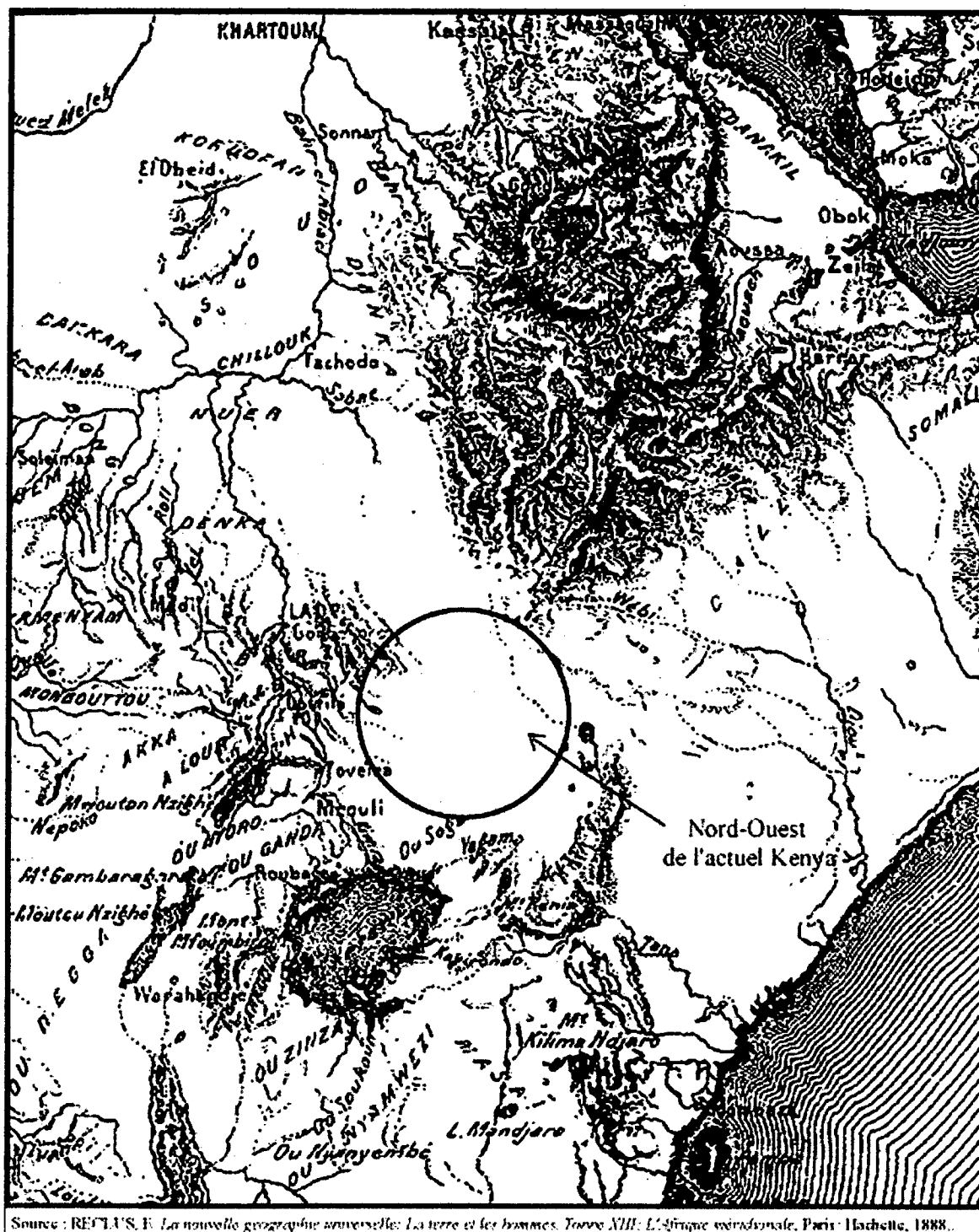
La première référence aux Pokot est faite par le Révérend Krapf¹⁹¹ dans un ouvrage de 1854¹⁹². Dans un article à propos des routes à suivre pour l'exploration du « Kenya », Wakefield (1870) reprend les observations de Krapf en ces termes : « *The Wa Suk are feared on account of their ferocious and barbarous character. They are brave and daring, but guilty of many horrible and brutal deeds. They do not hesitate to give battle to the Maasai [...]. Et il ajoute, d'après un témoignage Njems : If during these raids, they capture a pregnant woman, they cut her open, take from the womb the unborn infant and cut it into piece* »¹⁹³

¹⁹¹ Johann Ludwig Krapf, employé par le Church Missionary Society, est plus connu pour être le premier Européen à apercevoir et décrire le sommet du Mont Kenya en 1948.

¹⁹² Ils y apparaissent sous le nom de Suk : un nom qui les qualifiera jusqu'en 1961.

¹⁹³ Wakefield, 1870 (Archives de Kapenguria) : « *Les Suk sont craints pour leur caractère féroce et barbare. Ils sont courageux et téméraires, mais coupables de nombreuses actions horribles et brutales. Ils n'hésitent pas à livrer bataille contre les Maasai [...] Si durant ces razzias, ils capturent une femme enceinte, ils lui ouvrent le ventre, prennent l'avorton et le découpent en morceaux* ».

Illustration no. 22. Le Nord Ouest de l'actuel Kenya au 19^{ème} siècle.



Source : REYLA'S, E. La nouvelle géographie universelle: La terre et les hommes. Tome XIII: L'Afrique méridionale. Paris: Hachette, 1888.

Bien plus tard, Joseph Thomson est le premier Européen à rencontrer les Pokot en 1883, par le fait d'un hasard¹⁹⁴. Il ne rentre jamais véritablement en territoire Pokot à proprement dit : les descriptions qu'il rapporte proviennent des dires de son escorte et d'observations faites à partir des escarpements d'Elgeyo; mais il en retient surtout le caractère guerrier des Pokot.

Ce n'est finalement que quatre ans plus tard, que le Comte Samuel Teleki et le lieutenant Ludwig Von Hohnel, tous deux Hongrois, arrivent en Afrique de l'Est pour une expédition de chasse. Suivant les indications d'un commerçant swahili signalant un « lac immense dans le nord », ils partent de Pangani (dans l'actuelle Tanzanie) et atteignent le lac Baringo en 1888. La sécheresse sévissant, ils ne peuvent s'y approvisionner (Little, 1997) et poursuivent vers le Nord pour rentrer dans l'histoire comme étant les premiers Européens à apercevoir le lac Turkana¹⁹⁵. Sur le chemin du retour, ils rejoignent les piémonts des Cherangani pour se ravitailler, mais les populations touchées par la sécheresse leur refusent l'hospitalité. Même l'achat de quelques têtes de bétail auprès des éleveurs de la plaine leur est refusé. Teleki prend alors la décision de s'en emparer par la force, engageant ainsi la troupe dans plusieurs affrontements, lors desquels un nombre considérable de porteurs trouvent la mort (Huxley, 1990).

Après les témoignages de Teleki, peu d'expéditions cherchent à nouveau à partir vers le nord : la réputation des Pokot et des Turkana est définitivement assise; ce sont des guerriers agressifs et sans autorités centralisées. Les rumeurs et les indications prises auprès des voisins des Pokot donnent une image expansionniste du territoire de ces soi-disant guerriers.

Les Britanniques qui se rendent au mont Elgon à partir de Nairobi passent au sud du plateau de Laikipia où les populations évoquent avec crainte les guerriers pokot. Les mêmes remarques sont faites par les Ilchamus vivant sur les rives du lac Baringo. En 1890, Karl Peter, un commerçant allemand visitant Baringo, note que les Pokot investissent simultanément des territoires sur l'est et le nord du

¹⁹⁴ Parti de la côte swahili, il se dirige vers le lac Nyanza (lac Victoria) avec l'intention de poursuivre vers le Nil. Après un long périple semé d'embûches, il arrive finalement au lac Baringo. Mais la maladie, les combats et les problèmes d'approvisionnement le forcent à changer son itinéraire pour se diriger vers le mont Elgon, puis vers Munias.

¹⁹⁵ Ils le baptisent lac Rudolf, du nom de leur roi ; nom qui restera jusqu'à l'indépendance.

lac¹⁹⁶. Quelques années plus tard, l'administrateur britannique Thompson confirme une avancée des Pokot sur les Tiat Hills. Pour sa part, Sir Henry Johnston (1902) écrit que les Pokot résident aussi au nord du plateau Nandi et dans le sud du Karamoja (Barber, 1968). En allant vers Kabarnet, on ne parle plus des Pokot, mais une fois dans la vallée de la Kerio, ces derniers réapparaissent dans les discours locaux. Une fois l'escarpement d'Elgeyo passé, les Pokot « disparaissent » de nouveau, pour réapparaître en conflit avec les Nandi sur les plateaux de Uasin Gishu et de Trans-Nzoïa.

Dans l'imaginaire des Européens, les Pokot sont nulle part et partout à la fois : en montagne et en plaine, sur les escarpements orientaux (Laikipia) et occidentaux (Trans-Nzoïa) de la vallée du Rift, au sud (plateau de Uasin-Gishu) et au nord (plaine turkana et plateau du Karamoja). Leur territoire paraît d'autant plus insaisissable que la région n'est pas complètement explorée : aucun relevé topographique n'y est encore effectué.

2. Une région d'ivoire, une zone de non-droit menacée par l'Ethiopie

Alors que dès 1900, les « patrons européens » ont pris possession des terres environnant les lacs du Rift, le nord du lac Baringo et du mont Elgon présente peu d'intérêt à leurs yeux. Des rumeurs courent pourtant sur les vastes troupeaux d'éléphants (et l'ivoire abondant).

Celles-ci s'appuient notamment sur les dires de Teleki (Huxley, 1990), qui rapporte de plus que la plupart des Turkana de la Turkwell ont des contacts avec les commerçants swahili. Le Major Mc Donald, se rendant chez les Turkana en 1898, confirme lui aussi la présence de camp swahili dans le Karamoja (Barber, 1968).

En effet, après les guerres civiles maasaï et la déroute des réfugiés vers le Sud, les caravanes -qui ont de plus en plus de mal à circuler en Afrique de l'Est allemande (Tanzanie)- se tournent vers l'Afrique de l'Est britannique à la recherche d'ivoire et d'esclaves. Elles disposent d'ailleurs d'un camp de base sur

¹⁹⁶ Patterson, 1969, p. 13.

le site actuel de la ville de Kitale (Huxley, 1990)¹⁹⁷. Le commerce est cependant minime. Les marchands chassent rarement, ils se rendent dans la région tous les deux ans, laissant ainsi le temps aux populations locales de rassembler assez de défenses qu'ils échangent contre des perles.

En 1900, cependant, l'augmentation subite des prix de l'ivoire sur le marché mondial attire un petit nombre d'aventuriers. Ils sont européens (Français comme le « Savoyard » ou Grecs comme l'ornithologue Zaphiro), Américains (du Nord ou du Sud, Chilien), Ethiopiens ou Indiens ; et pour la plupart recherchés dans leur pays.

Dans un premier temps, ils importent des bêtes des régions voisines pour les troquer contre l'ivoire ou bien chassent eux-mêmes pendant leurs séjours. Sous l'effet de la concurrence, le montant des transactions augmente rapidement jusqu'à atteindre 3 -ou plus- têtes de bétail par défense (Barber, 1968). Ils associent alors les guerriers locaux à leurs entreprises, organisant des bandes qui, à partir de campements semi-permanents, mènent des raids de bétail sur les ethnies voisines. Les animaux volés servent ainsi à l'approvisionnement des troupes et à payer les services des guerriers qui chassent les éléphants.

Les Turkana et les Karimojong qui participent à ce commerce tombent rapidement sous le charme de l'efficacité des armes à feu européennes et demandent des fusils contre les défenses (Barber, 1968, p. 99). La plupart de ces armes sont diffusées à partir du Nord (Ethiopie), aussi les Pokot -trop éloignés- ne parviennent-ils pas à en bénéficier (d'autant qu'ils sont trop proches des hautes terres contrôlées par les Britanniques) et continuent donc d'être assaillis par les raids sans pouvoir recourir à ce nouvel armement pour se défendre. Les commerçants swahili, eux aussi, subissent le climat d'insécurité ; ils se retirent peu à peu pour s'installer à Munias ou Mbale, les deux grands centres économiques et administratifs de l'époque. De là, ils achètent l'ivoire rapporté par les aventuriers, initient et orientent les chasses et raids de bétail.

¹⁹⁷ Meinertzhagen, R. *Kenya Diary 1902-1906*. Eland Books, London, 1983. (Cité par Huxley, 1990, p. 29).

A partir de 1902, les Britanniques prennent une série de mesures afin de contrôler le commerce de l'ivoire et d'augmenter les taxes, qui constituent déjà l'essentiel des revenus du protectorat ougandais. Un système de permis et de quotas est alors imposé aux chasseurs : seulement deux éléphants mâles peuvent être tués par session de chasse.

En fait, la législation britannique obtient l'effet inverse de celui escompté. Peu de chasseurs suivent ces contraintes : leurs camps sont temporaires et les Britanniques n'ont pas assez d'hommes pour en surveiller les mouvements. Cependant, quelques interventions réussies par l'armée, les poussent à se détourner des centres économiques du sud (Mbale et Munias) pour aller vendre le produit de leurs chasses à Madji en Ethiopie ; il faut dire que les troupeaux d'éléphants sont de plus en plus rares sur les terres pokot et dans le sud du Karamoja. Les commerçants aussi quittent alors définitivement les protectorats pour l'Ethiopie.

Peu à peu, un flux régulier se met donc en place entre Mbale, qui gère théoriquement la région, et la ville frontalière de Madji, qui semble soudainement dominer le commerce de l'ivoire. Entre ces deux pôles distants de 600 km, il n'y a en pratique aucun contrôle administratif. La région entière est une zone de non-droit, où évoluent des bandes organisées par les aventuriers, mais aussi de plus en plus, des milices éthiopiennes.

Bien que la zone soit non administrée, les officiels britanniques voient la présence de ces troupes éthiopiennes comme une atteinte à la souveraineté territoriale de la couronne¹⁹⁸. Peu pressés d'intervenir, les hauts fonctionnaires militaires envoient le chef muganda Kakunguru au nord du Mont Elgon pour attester l'information : à ses yeux, il est clair que les Ethiopiens contrôlent la région (Barber, 1968, p. 40). L'administration britannique supposant, comme un fait accompli, que les contrées les plus septentrionales de ses protectorats sont donc perdues, décide alors d'établir une nouvelle ligne frontalière en dessous de

¹⁹⁸ Un rapport de 1903 mentionne la présence d'un détachement de troupes régulières éthiopiennes au sud de Moroto. Peu après, 600 soldats Ethiopiens sont aperçus au niveau du futur district de Turkana (Barber, 1968, p. 52). La même année, un rapport explique que les aventuriers ne se contentent plus d'armer leurs guerriers, mais qu'ils distribuent directement les armes aux communautés qui leur sont soumises.

celle du 6^{ème} parallèle Nord. Elle y met en place un chapelet de fortins en 1907¹⁹⁹. De là, les régiments en place constatent que les raids éthiopiens perdurent et qu'ils sont incapables d'arrêter ces incursions de plus en plus régulières²⁰⁰.

3. Intégration et sécurité : des questions politiques à l'origine du transfert de souveraineté entre les deux protectorats

Alors que l'insécurité se dégrade au Nord, le Sud est déjà pacifié et les colons commencent à s'y installer. Qu'il s'agisse de l'administration du protectorat ougandais, censée gérer la région en question, de celle du *British East African Protectorat* ou encore de celle du Foreign Office de Londres, tous sont d'accord : les milices éthiopiennes menacent la souveraineté de la Couronne. Cependant, les avis divergent sur les solutions à adopter. Pour les militaires du protectorat ougandais chargés de contrôler le Nord, le problème des populations armées et des raids appelle une politique interventionniste forte. A l'inverse, leur hiérarchie (à Londres) refuse d'investir une région qu'elle considère sans ressource exploitable et préconise l'établissement de « marches » ou de zones frontières destinées à se normaliser et à s'intégrer d'elles-mêmes²⁰¹. De fait, la « dualité temporelle » de l'intégration de cette zone aux protectorats est-africains va peu à peu s'accroître conformément aux priorités de Londres, qui préfère appuyer les politiques de peuplement du Sud, plutôt qu'envisager une intervention décisive dans le Nord.

¹⁹⁹ La présence des Britanniques était assurée par les *King's African Rifle*, régiments de l'armée coloniale. Les fortins sont ceux de Lakwamoru, près de Kaputir, celui de Kolossia, et deux autres sur le plateau du Karamoja (l'un près de Manimani, l'autre plus au nord en territoire Jie).

²⁰⁰ Il n'y a, en fait, aucune occupation effective de la part des Ethiopiens qui se limitent à quelques razzias au-delà de la frontière en saison des pluies. Ménélik, après avoir récupéré la partie septentrionale de son empire, n'est pas opposé au fait que la frontière du sud soit fluide et perméable (ce qui répond d'ailleurs plutôt bien aux intérêts de ses gouverneurs provinciaux qui, loin du pouvoir d'Addis Abeba, collectent les taxes sur l'ivoire et organisent des raids sur les districts Turkana et Karamoja à leur propre profit (Barber, 1968).

²⁰¹ Rosière, 2003, p. 271 : « C'était la logique de l'intégration politique des périphéries aux centres, celle qui au Moyen Âge européen se caractérisait par l'établissement de marches ou de frontières militaires peu à peu normalisées et intégrées [...] Cette forme d'intégration exprimait la logique de l'impérialisme ».

Après le temps des explorations, peu d'Occidentaux sont officiellement envoyés dans le nord des protectorats britanniques. Ce n'est qu'en 1898, que le *Foreign Office* décide de monter une première expédition militaire. Cette opération consiste à affirmer la présence coloniale britannique sur des territoires convoités par la France et la Belgique. Le Major Mc Donald parcourt le Nil jusqu'au Soudan, puis la plaine du Karamoja jusqu'au lac Turkana. Il y retrouve une seconde troupe qui arrive de Baringo, après avoir longé la Kerio et la plaine de Masol. A son retour sur Kampala, Mc Donald fait l'éloge de la région parcourue : « *The country traversed was richer and healthier than the fever-stricken marshes and impoverished districts that border the Nile [...]. Commercially the country offers many opportunities for traders and is not only rich in ivory, but contains immense quantities of livestock of all kinds and considerable agriculture resources* »²⁰²

Cette vision optimiste n'est pas d'actualité au *Foreign Office*, qui souhaite plutôt ouvrir une voie commerciale le long du Nil et concentrer ses efforts budgétaires sur les districts déjà administrés dans le sud des deux protectorats. Mc Donald est toutefois soutenu par Johnston, le commissaire du protectorat ougandais²⁰³. Celui-ci estime qu'il est nécessaire d'assurer la présence britannique sur ces territoires, de les sécuriser et de stimuler le commerce de l'ivoire, qui constitue à l'époque la principale ressource financière du protectorat. Il prévoit donc la mise en place d'un chapelet de fortins reliant la frontière éthiopienne au lac Baringo. Mais quelques mois à peine après sa construction, le premier fort, situé à Ribo²⁰⁴, est attaqué et détruit par les Pokot.

Alors que les conflits interethniques s'étendent à toute la région, et débordent à l'intérieur du *British East African Protectorate (BEAP)*, la principale question est de décider lequel des deux protectorats doit intervenir pour sécuriser l'ensemble. L'échec de la tentative du commissaire Johnston mène finalement le *Foreign Office*

²⁰² Barber, 1968, p. 12 : « *La région traversée était plus saine et plus riche que les marécages pleins de fièvre et les contrées appauvries qui bordent le Nil [...]. Cette région offre de nombreuses opportunités pour les commerçants ; elle n'est pas seulement riche en ivoire, mais porte aussi une quantité immense de bétail de toutes sortes et de considérables ressources agricoles* ».

²⁰³ Sir Harry Johnston est mandaté pour tracer les limites provinciales. Il confirme par l'*Uganda Agreement* de 1900 la frontière avec le *British East African Protectorate* en prenant comme référence l'escarpement oriental du Rift (Kaddu Mukasa, 1980). Dans l'*Uganda Agreement* de 1900, il est établi que les colons ne peuvent pas acheter de terre en Ouganda.

²⁰⁴ Ce poste était installé à proximité de l'actuel centre de Kolloa, dans la partie nord du district de Baringo.

à transférer une partie des territoires gérés par le protectorat ougandais vers le BEAP en 1902²⁰⁵. Au nord du mont Elgon, la nouvelle frontière est dessinée en suivant la rivière Suam jusqu'à la sortie des gorges de Turkwell, puis de là, jusqu'à l'extrême sud du lac Turkana : les territoires turkana et pokot sont donc tous deux partagés entre les deux administrations²⁰⁶. Londres justifie ce tracé en déclarant que les Britanniques ne sont pas prêts à investir au nord du mont Elgon dans un futur proche.

Johnston est alors remplacé par le commissaire Saddler qui soutient la politique du Foreign Office en ces termes : « *It is not desirable to push too quickly amongst tribes in outlying districts who have little to offer at present in the way of commerce and have not yet become accustomed to the sojourn of the white man in their midst. Such tribes should rather be attracted to larger centres where they will see the work of civilisation in progress and begin to appreciate its advantages* »²⁰⁷.

Tous les successeurs de Saddler ont la même opinion du Nord : la zone représente un problème qui vient les détourner de temps en temps de ce qu'ils pensent être le véritable enjeu du protectorat, à savoir les relations entre les Britanniques et les royaumes du Buganda. Bell (commissaire de 1906 à 1909) écrit,

²⁰⁵ Le commissaire Johnston qui avait entériné l'*Uganda Agreement* de 1900 est alors limogé. La province concernée comprend les hauts plateaux occidentaux, les rives du lac Victoria et une partie de l'actuel district de Turkana. Pour l'administration britannique, il s'agit surtout de garder la toute nouvelle ligne ferroviaire reliant Mombassa à Kisumu (1901) sous une seule autorité, celle du protectorat britannique où les colons se sont installés. Par ailleurs, ce déplacement de la frontière permet à de nouveaux colons de s'installer dans les districts de Naivasha, Nakuru, Uasin-Gisu, Kericho et Trans-Nzoïa, alors que l'*Uganda Agreement* de 1900 leur en interdisait l'accès auparavant.

²⁰⁶ Les deux hommes chargés du tracé, Hobley et Jackson, s'opposent à propos du mont Elgon. L'un, souhaite que la montagne soit placée au Kenya, l'autre, préfère l'Ouganda. Finalement, Sir Eliot, commissaire du Protectorat britannique veut que le volcan soit partagé entre les deux pays. Cette solution est choisie, comme provisoire. Lorsque les colons prennent possession de Trans-Nzoïa, certains profitent de ce flou territorial pour investir la plaine de Bukwa, sur la rive ougandaise de la Suam, et cela en dépit de l'*Uganda Agreement* de 1900 qui interdit l'installation des Européens en Ouganda. (Dietz, 1987 ; Barber, 1968 ; Brasnett, 1958 ; Docherty, 1957).

²⁰⁷ Barber, 1968, p. 35 : « *Il n'est pas souhaitable d'aller trop vite avec les tribus des districts périphériques qui n'ont que peu à offrir aujourd'hui pour le commerce et qui ne sont pas encore habitués aux séjours de l'homme blanc dans leur milieu. Ces tribus devraient plutôt être attirées vers de plus grands centres où ils verront le travail de la civilisation en cours et commenceront à apprécier ses avantages* (FOCP 7946, FO-Sadler, 28 janvier, 1901) ». A propos du mont Elgon et des populations sebei, le même officier rajoute : « *It will be some years before they come under administration ; in the meanwhile they are best left severely alone* ». [« *Il faudra plusieurs années avant qu'ils soient administrés ; pour le moment, ils sont mieux laissés seuls* »] (FO Africa no. 7, Sadler's report, 31 mars 1904 ; cité par Barber, 1968, p. 41).

par exemple, qu'il n'y a pas ou peu de promesses de développement sans dépenser une fortune : « *Il y a plus d'intérêt pour les ethnologues que pour les commerçants ou pour les collecteurs de taxes* » (Barber, 1968, p. 59). Loin de vouloir fonder une administration dans cette province, il ne peut cependant l'ignorer tant les rapports sur les raids de bétail se multiplient. Il ferme alors la région aux commerçants qu'il considère comme les principaux responsables de l'insécurité²⁰⁸. Les raids éthiopiens continuant, c'est un aventurier grec, un ornithologue dénommé Zaphiro, qui est employé pour les repousser. En l'espace de 8 mois, il mène une guerre de razzia, interceptant les commerçants et les *raiders* pour leur confisquer leurs marchandises²⁰⁹.

4. Les modalités de la sécurisation : trois étapes vers la pacification

La frontière avec l'Ethiopie sécurisée, il importe de s'occuper des territoires turkana, karimojong et pokot. Certaines communautés sont devenues assez puissantes pour résister aux contingents des *King's African Rifle* (K.A.R.). Des bandes armées attaquent jusqu'à l'intérieur du BEAP, puis se réfugient généralement au-delà de la rivière Turkwell, sur les territoires théoriquement gérés par le protectorat ougandais. Estimant un possible débordement des conflits interethniques sur le Sud et face à l'absence d'autorité dans cette contrée, les agents concernés envoient alors une plainte au *Foreign Office*. Ils proposent d'inscrire des territoires ethniques sous une seule et même autorité pour réguler les dynamiques territoriales et préconisent de modifier le tracé de la frontière pour intégrer l'ensemble des Pokot et les Turkana dans le BEAP. Du côté du

²⁰⁸ On retrouve de nombreux témoignages d'administrateurs qui, durant toute la période coloniale, ont considéré les commerçants avec mépris et hostilité, comme des « escrocs » dépossédant les populations autochtones (Henning, 1938). Pourtant, ces derniers étaient vraisemblablement les principaux informateurs de l'administration ; et l'administration souhaitait surtout mieux contrôler les échanges.

²⁰⁹ Près de 1 000 kg d'ivoire sont ainsi récupérés (Barber, 1968, p. 50). Il convient néanmoins de relativiser l'impact de cette « guerre » menée par Zaphiro, puisque après dix années de chasse effrénée, les troupeaux d'éléphants ont quasiment disparu du Nord-Kenya. La plupart des aventuriers se sont retirés vers le Sud-Soudan. On peut évoquer, par exemple, la présence de ce Français, connu sous le nom du « Savoyard », qui est poursuivi par la police britannique durant toute cette période et dont Evans Pritchard utilise les notes pour son étude sur les Nuers (Evans-Pritchard, 1937).

protectorat ougandais, personne ne souhaite une telle solution : la situation financière a évolué depuis 1902 ; alors qu'à cette date, il n'était pas question de financer une coûteuse politique de pacification, en 1910, le protectorat dispose de revenus nettement plus importants (grâce à l'exportation de coton²¹⁰).

A partir de 1910, les Britanniques révisent donc leur politique et décident de réagir pour ne pas laisser se dégrader une situation qui deviendrait sans issue.

Fort de ses bénéfices, Entebbe intervient dans la zone du contentieux en contrôlant directement l'espace, c'est-à-dire en l'intégrant pleinement au territoire de son protectorat²¹¹. Dans ce virage politique, trois modalités sont envisagées pour traiter l'insécurité et assurer le développement : entreprendre le désarmement forcé des populations ; établir une présence militaire constante ; et instaurer une administration civile²¹².

Sur le premier point, le commissaire de l'Ouganda (Frederick Jackson) prévoit l'imposition d'une taxe sur le port d'arme²¹³ : malgré l'arrêt des incursions éthiopiennes, les armes continuent effectivement d'affluer par le Nord. Cette proposition n'est pourtant pas retenue et, en 1911, le Karamoja, les Karapokot et le nord du Turkana sont placés sous le contrôle de l'administration militaire. La zone entière est fermée aux commerçants : il s'agit par ce contrôle de faire cesser les raids entre les groupes territoriaux et les autres bandes de *raiders* mobiles, avant de chercher à retirer des bénéfices ou de stimuler un processus de développement. Suivant le même principe employé pour la sécurisation de la frontière septentrionale, un contingent militaire patrouille le long du parallèle entre le lac Turkana et le Nil, en couvrant une distance d'environ 500 km. Les armes à feu introduisent d'importants changements dans le comportement des guerriers²¹⁴, mais lors des combats les opposants aux K.A.R., malgré leur nombre,

²¹⁰ Entreprise dès les premières années de l'établissement du protectorat, la culture du coton a pris un certain temps avant de dégager des revenus notables.

²¹¹ Malgré une réelle politique volontariste de contrôle par le protectorat ougandais, la dégradation de la sécurité dans le Nord conduira pourtant à un second transfert de souveraineté de l'ensemble du territoire Turkana vers le BEAP.

²¹² Notons que ce sont les trois mêmes directives qui sont proposées par le *Karamoja Peace and Rehabilitation Project* pour régler les problèmes d'insécurité d'aujourd'hui.

²¹³ Cette taxe avait déjà montré son efficacité au Buganda.

²¹⁴ Les corps à corps ne sont plus indispensables et les attaques deviennent plus efficaces et plus meurtrières. Dans le cas d'affrontements avec les Britanniques, les guerriers n'ont toutefois pas

ils sont le plus souvent repoussés. Cette supériorité britannique rend possible la couverture d'une vaste superficie par quelques hommes seulement. Ainsi, en peu de temps, l'essentiel des territoires est apparemment sécurisé et, en 1914, les Britanniques pensent que le problème du Karamoja est réglé²¹⁵.

La pacification est cependant loin d'être acquise. Cette « petite guerre » menée par les Britanniques est en réalité perçue comme une « grande guerre » par les communautés visées. Des incidents mineurs ont un impact considérable dans la mémoire collective des populations locales, et les animosités locales mutent en ressentiments ethniques. Lorsqu'un groupe est pacifié, il leur faut donc maintenir une présence, tout en surveillant les groupes voisins : il n'y a pas de pacification possible sans « assujettir » l'ensemble des ethnies de la région.

Les policiers et les K.A.R. n'étant pas assez nombreux pour contrôler toutes les communautés disséminées, leur hiérarchie s'intéresse alors à l'organisation territoriale des populations locales. Les Britanniques souhaitent y trouver des intermédiaires locaux pour déléguer leur pouvoir. Or, plus ils se penchent sur la question, plus ils identifient un nombre croissant d'ethnies (Médard, 1999), sans pour autant percevoir de structures politiques centralisées sur lesquelles s'appuyer. Ils désignent donc des individus rapidement et sans véritable connaissance du contexte propre à chaque groupe. De fait, peu d'entre eux souhaitent une telle reconnaissance qui leur attire la suspicion de la part des autres membres de leur communauté. Certains anciens se voient offrir le rôle particulier de *chief*²¹⁶. L'administration estime, en effet, que le choix de personnes âgées est tout indiquée car celles-ci ne participent pas aux raids : elle n'est pas au fait de leur rôle (en tant qu'*elders*, « anciens ») dans l'organisation de ces mêmes raids. Pour les motiver à accepter, elle leur offre parfois des paiements en bétail en retour de leur service, ce dernier étant généralement issu des punitions

modifié leur technique de combat, proche de la chasse ; ils tentent toujours de s'approcher au maximum de leur cible.

²¹⁵ Pendant la guerre 1914-1918, les contingents du *King's African Rifle* sont remplacés par des patrouilles de police. La région est plus ou moins sécurisée, excepté dans les Karapokot et sur l'escarpement où des conflits subsistent entre les Pokot et les Karimojong ; mais les policiers ont tendance à éviter cette zone montagneuse (Barber, 1968).

²¹⁶ Nous gardons le terme de *Chief* employé au Kenya. Il ne s'agit pas de chef ayant une légitimité locale (comme dans les systèmes à chefferie) ; ce sont des personnes qui obtiennent ce statut par nomination du pouvoir central britannique (puis kenyan).

collectives. Cette pratique²¹⁷ ne fait qu'attiser les animosités, et le principe des punitions collectives (bien que considéré comme du vol aux yeux des populations locales) se généralise sous l'effet des dénonciations²¹⁸.

La mise en place d'une administration civile suivant le principe de l'*indirect rule* apparaît très vite difficile à instaurer. L'identification de cadres territoriaux en est un préalable, notamment pour déterminer les limites d'action des agents de l'administration. Aussi, le principe de pacification revient à tracer des limites de districts sur lesquelles l'administration doit pouvoir s'appuyer : ces tracés doivent d'une part correspondre à des aires d'appartenances territoriales des groupes ethniques reconnus, et d'autre part faciliter l'éventuelle intervention militaire des contingents du K.A.R. basés au Sud pour protéger les districts colonisés par les fermiers européens.

B. Cloisonnement d'un territoire tampon : les limites chargées de sens des « districts pokot »

Une fois le Nord-Ouest de l'actuel Kenya apparemment sécurisé, la pacification trouve sa finalité à travers la mise en place de cadres territoriaux. Il faut fixer des territoires respectés afin d'éviter toute nouvelle conquête, car d'après la conception occidentale, les Britanniques pensent que les conflits inter ethniques sont des guerres de conquête territoriale. Le découpage territorial est aussi une condition nécessaire au contrôle administratif et à l'intégration des populations à l'ensemble colonial. Mais, sur le plan fonctionnel, les limites

²¹⁷ Lorsque les militaires apprennent qu'un groupe d'individus a mené un raid sur une autre communauté, l'ensemble des animaux appartenant à la communauté à l'origine du raid est confisqué.

²¹⁸ De fait, les populations locales avaient le sentiment que les militaires n'étaient pas épris de justice ; et la dénonciation était considérée comme une forme de coopération par l'administration. Plusieurs abus ont été reconnus par l'administration elle-même. Par exemple, une communauté organise un raid sur une autre communauté ; et cette dernière tarde à se plaindre aux K.A.R. ou mène directement un contre raid. La première communauté rapporte alors la chose aux K.A.R., qui interviennent sur le reste des troupeaux de la communauté originellement pillée (Entretiens personnels, Sekerr, 2000).

administratives sont ambivalentes : si délimiter un territoire, c'est l'intégrer comme objet constituant le territoire national ; c'est aussi et surtout définir des lieux d'interdiction, de séparation, de contrôle et de défense²¹⁹.

La question est de déterminer des appartenances territoriales pour établir le meilleur maillage possible en accord avec les structures déjà existantes. Or, aucune structure politique centralisée n'est reconnue : *« il ne s'agissait pas tant, pour le pouvoir colonial de casser une territorialité fondée sur le contrôle, puisqu'elle n'existait pas, que d'introduire un maillage afin de permettre une domination fondée sur le contrôle territorial »*.

Aussi, la réponse au climat d'insécurité et aux conflits est-elle celle du cloisonnement territorial, c'est-à-dire la mise en place de *« compartiments étanches, visant à bloquer, limiter ou, en tout cas, contrôler les mouvements »* : *« le caractère défensif du territoire, normalement orienté vers l'extérieur, se retourne pour contrôler aussi l'espace intérieur. Il s'agit du cloisonnement territorial (...) Le principe de contrôle territorial fondé sur la frontière est appliqué à l'espace intérieur »*²²⁰. Des communautés voisines deviennent donc *« étrangères »* comme si elles étaient séparées par une frontière.

A l'échelle de notre zone, une autre question -et non la moindre- est la protection des terres aux mains des colons. La mise en place des limites administratives doit alors permettre d'établir une zone de sécurité entre un Sud avec les fermes coloniales et un Nord *« insoumis »*.

Ainsi, les différentes limites sont établies progressivement dans la première moitié du 20^{ème} siècle (entre 1919 et 1937), avec des fonctions manifestement diverses.

Au Nord, les limites sont conçues comme de véritables frontières militaires. Les limites *« transversales »*, coupant du nord au sud le territoire Pokot (comme la frontière Kenya/Ouganda, par exemple), sont surtout tracées pour délimiter l'aire

²¹⁹ Renard, 2003, p. 61 : *« Symbole de fermeture et d'exclusion pour les uns, la frontière est appréhendée en termes d'ouverture et d'intégration pour d'autres. Synonyme de repli et de protection militaire (...), elle peut être également le point de départ d'une expansion ou encore de la diffusion d'une culture, d'une économie »*.

²²⁰ Médard, 1999, p. 15, 16, 14.

d'intervention des administrations locales (des districts de Baringo, de West-Pokot et de Karamoja en Ouganda), sans réel souci de confiner des aires territoriales distinctes à cette échelle. Enfin, les limites du Sud visent à faciliter la pénétration de l'administration le long de trois axes logistiques dans chacune des unités administratives : leur perméabilité contrôlée, encore aujourd'hui, nous amène à les surnommer « les voies de l'intégration ».

On remarquera que, malgré le changement de statut du territoire de l'Etat (de colonie puis à Etat-nation indépendant), les limites -bien que légèrement modifiées dans leurs tracés- conservent approximativement les mêmes rôles aujourd'hui ; le cloisonnement de cette zone tampon garde encore toute sa pertinence.

1. Cartographier l'ethnie : ce que l'Histoire retient

Au Kenya, les revendications sur les entités administratives s'appuient sur l'Histoire du peuplement. En effet, dans la logique de l'administration, « le territoire définit la population »²²¹. Celle-ci conforte le tracé des limites administratives et de la frontière et aujourd'hui encore, le politique met en avant l'histoire pré-coloniale, retenue et écrite par les premiers administrateurs britanniques, pour ses revendications territoriales.

A la fin du 19^{ème} siècle, les Pokot avaient largement profité de la débandade des Maasaï de Uasin-Gishu, de Laikipia et de plusieurs autres sections qui occupaient la vallée de la Kerio et le nord du district de Baringo (Sobania, 1993). Leur extension ne correspondait pas à une conquête à proprement parler : leur bétail étant épargné par les épidémies de peste bovine des années 1880 et 1890, ils ont alors investi des pâturages abandonnés par les Maasaï et les Samburu, réfugiés au-delà du lac Baringo. L'avancée des Pokot sur les plateaux de Trans-

²²¹ Médard, 1999, p. 16 : « Dans les cas où la répartition spatiale d'une population ne correspond pas aux frontières administratives introduites, les populations sont parfois contraintes de se conformer à ces dernières, puisque, dans la logique d'un Etat, le territoire définit une population ». Ainsi, par exemple,

Nzoïa et de Uasin-Gishu, qui bordaient le territoire Nandi, peut s'expliquer de la même façon.

A cette époque, les Pokot utilisaient des arcs et des lances particulièrement longues auxquels Turkana ou Karimojong n'étaient pas habitués. Ils ont ainsi pris position dans la plaine de Masol et jusqu'au mont Tiati, et bloqué avec acharnement l'expansion des Turkana vers le Sud²²². Ces derniers étaient sans doute les plus offensifs et étendaient leur territoire sur toutes ses bordures : repoussant les Rendille à l'est, les Nyangatom et les Toposa au nord et les Dodoth à l'ouest. Ainsi, en 1889, ils occupaient un territoire proche de l'actuel district de Turkana²²³.

Quant aux Karimojong, ils occupaient vraisemblablement le nord de la rivière O'manimari lorsqu'en 1886 une épidémie de pleuropneumonie décimait près de 30% de leurs troupeaux. En 1894, le reste des animaux était touché par la peste bovine et une épidémie de *east coast fever*. En 1895, les sauterelles dévastaient les quelques superficies cultivées. En 1896, les pluies tardèrent et les troupeaux de petit bétail s'amenuisèrent. La famine se déclara, et la population karimojong enregistra alors une forte mortalité (Turpin, 1948 ; Brasnett, 1958)²²⁴. Ainsi, leur

les populations endau incorporés dans le district de Marakwet deviennent de fait des Marakwet, bien qu'ils soient tout aussi proches des Pokot.

²²² Chaundy (1934) atteste que les Pokot ont repoussé les Turkana jusqu'à la vallée de la Suguta autour de 1880. Or, selon Huntingford (1969), les Pokot descendaient à peine des Cherangani et les migrations des Maasai vers le Sud semblent coïncider avec cette époque. Beaucoup d'auteurs se contredisent. On peut penser que leurs informations n'étaient pas toujours fiables, dépendantes de leurs traducteurs et de leurs informateurs. De plus, les agents de l'administration avaient toujours tendance à prendre parti pour leurs administrés. Ainsi, Chaundy élabore une vision du territoire historique des Pokot très large, tandis que Turpin est plutôt « pro-Karimojong » : commissaire du district du Karamoja, il défend ses administrés dans le débat du tracé délimitant les territoires Pokot et Karimojong ; ainsi, il explique que les raids menés par les Pokot traduisent leur perte du terrain sur les autres fronts, turkana notamment (Turpin, 1948). Pour notre part, nous estimons également qu'une partie des populations qui se disaient Pokot à l'époque était vraisemblablement originaire d'autres groupes (cf. l'extension se faisait bien souvent plus par assimilation que par des guerres territoriales ; Peatrick, 1998).

²²³ Dyson Hudson, Mc Cabe, 1985, p. 17.

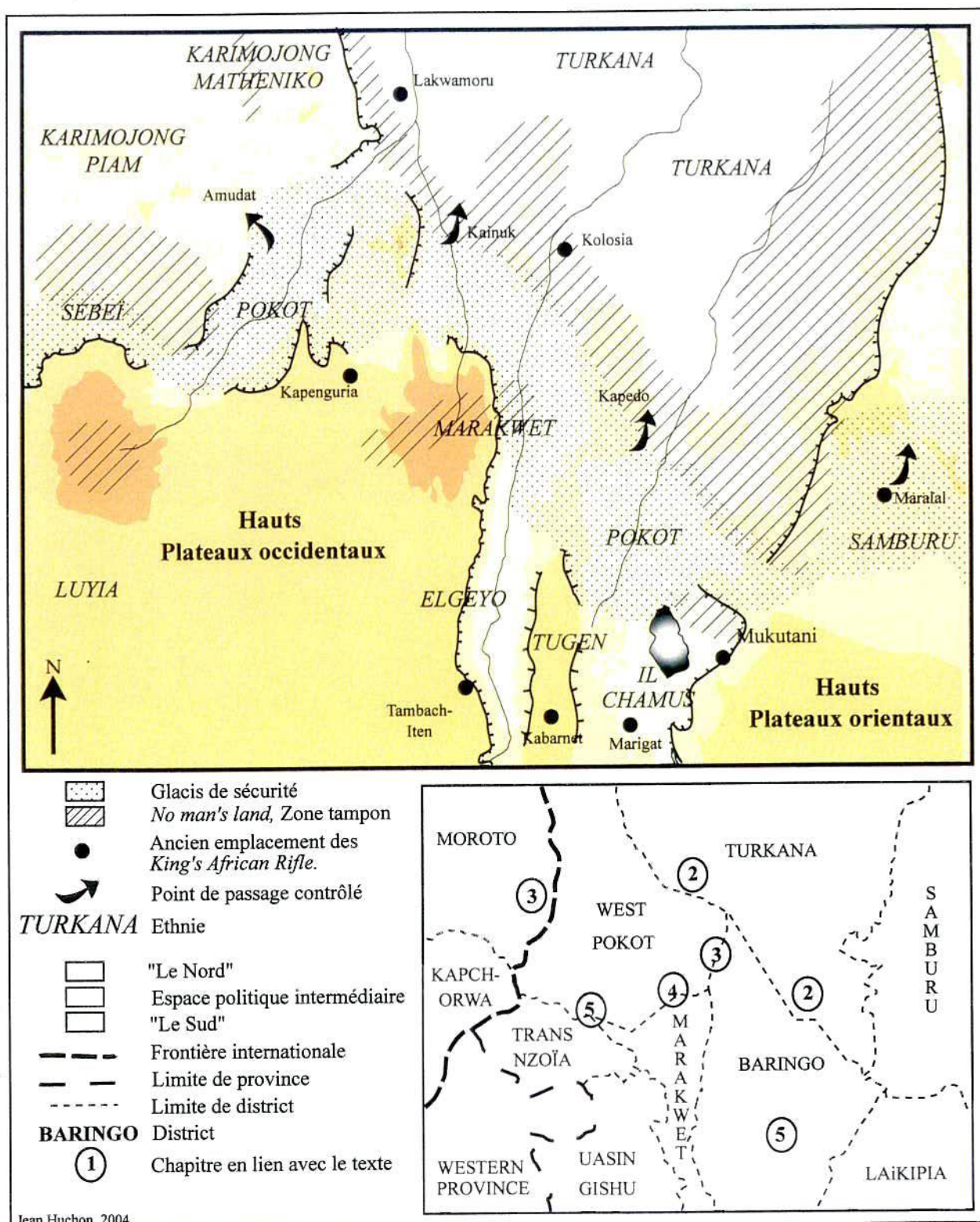
²²⁴ En fait, alors que Turpin ajoute que près de 90 % du cheptel avait disparu lorsque Mc Donald traversa le Karamoja en 1898, Barber (1968, p. 12) cite de façon contradictoire Mc Donald : « *Commercially the country [...] contains immense quantities of livestock* ». Par ailleurs, pourquoi les Karimojong ont-ils été particulièrement touchés par ces calamités alors que les Pokot et les Turkana semblent avoir été épargnés ? Il est difficile d'apporter des réponses. Quoi qu'il en soit, l'extension, puis la rétractation des territoires Karimojong et Turkana ne paraissent pas devoir être remis en question (ce sont des faits entendus et écrits dans tous les ouvrages répertoriés à ce sujet).

territoire se rapetissait, et le centre de la plaine du Karamoja semblait déserté à la veille du 20^{ème} siècle (Mamdani, 1993). Certains Karimojong se sont réfugiés dans les îlots montagnards de Moroto ou des Kadam pour y cultiver ; d'autres se sont rapprochés des Pokot et des Turkana pour y être assimilés (Kiyonga Adamson, 1997)²²⁵. Les relations entre les Karimojong et les Pokot étaient plutôt amicales : ils partageaient les mêmes pâturages et de nombreux Pokot épousaient des femmes Karimojong (Kiyonga Adamson, 1997). Les Pokot ont ainsi pu étendre leur influence aussi loin que Nabilituk à proximité de Moroto.

Ces mouvements de population provoquaient une incertitude territoriale inadaptée aux besoins de l'administration. Celle-ci, au moment du passage du statut de protectorat à celui de colonie, se devait de mettre un terme à ces dynamiques incontrôlables. S'appuyant sur la récente histoire du peuplement décrite par les agents de terrain, des « territoires ethniques » sont alors définis puis fixés par les Britanniques.

²²⁵ Beaucoup furent intégrés par les Tepes, peuple dispersé dans les monts Kadam, Napak et Moroto du Karamoja (Weatherby, 1979).

Illustration no. 23. Effets de la frontière et des limites administratives dans les districts de West-Pokot et de Baringo.



Jean Huchon, 2004

2. Une limite sécuritaire sur la partie Nord : la limite administrative Pokot/Turkana

La limite administrative séparant les districts de Turkana et de West-Pokot suit l'escarpement occidental jusqu'aux gorges de Turkwell, se poursuit par une succession de lignes droites reliant les forts de Lotongot, de Kolossia et de Kapedo au sommet du mont Silale, pour finir au point dominant l'escarpement oriental au nord-ouest de Maralal. L'apparente insouciance du tracé rectiligne nous renseigne surtout sur l'enjeu militaire de cette limite administrative, qui fut tracée comme une véritable frontière destinée à contrôler les mouvements des troupeaux et des populations à l'intérieur même du territoire national.

Lors de sa conception (1918-1931), il s'agissait d'imposer un *statut quo* territorial, alors que les Turkana étaient de plus en plus offensifs envers les Pokot : toute personne venant du Sud devait pouvoir être considérée comme Pokot, celle arrivant du Nord comme Turkana.

De fait, cette ligne a cristallisé les animosités, déclenchant une suite de conflits pour se transformer en zone tampon entre les deux groupes, définis comme ennemis depuis. Un Turkana au sud de la ligne frontalière était un bandit, et la situation n'a pas changé : « On est en tort en fonction du lieu où l'on se trouve et non si l'on commet un méfait » (Médard, 1999, p. 16).

Encadré no. 2.: *Pour quelles raisons les Britanniques choisissent-ils ce tracé pour séparer les Pokot des Turkana ?*

Dans les années couvrant la Première Guerre mondiale, les Turkana conquièrent les monts Laiteruk et les terres qui les séparent de l'escarpement jusqu'à la sortie des gorges de Turkwell. Un nombre important de Pokot fuit en direction du Sud et du plateau de Trans-Nzoïa, mais l'administration voit d'un mauvais œil l'afflux de réfugiés dans ces districts ouverts aux colons européens en 1912. En 1917, les Turkana entament une nouvelle série d'attaques meurtrières et volent près de 15 000 têtes de bétail aux Pokot (Porter, 1988, p 84) ; poursuivis par les militaires, les *raiders* disparaissent dans les territoires théoriquement administrés par l'Ouganda. Afin de mettre fin à ce problème, les Britanniques lancent une opération d'envergure en 1918, associant 450 soldats des bataillons du Soudan équatorial et 570 guerriers pokot, ilchamus et karimojong (Zaal, Schomaker, 1985). Après quelques déboires, qui encouragent d'ailleurs les Turkana à plus de

provocations, cette armée règle la situation en tuant un des chefs spirituels turkana à l'origine de ces razzias (Fratkin, 1979). Les Britanniques cèdent alors le bétail pris aux vaincus aux guerriers qui les accompagnent. Cet épisode marque la première -et la seule- association entre les guerriers et les militaires britanniques : Schneider (1962) note que plusieurs chansons en relatent les faits.

A partir de 1918, les K.A.R. patrouillent pour tenter d'éviter de nouveaux débordements. Bien qu'incapables de limiter les raids de bétail, ils maintiennent l'intégrité des territoires ethniques reconnus en se positionnant sur les parcours de transhumances. D'anciens fortins sont réhabilités (à proximité des principaux points d'eau et des aires de pâture qui bordent les deux aires ethniques) et deux nouveaux édifices sont construits à Lotongot (à proximité de l'actuel centre de Kainuk) et à Kolossia²²⁶ (sur la rivière Kerio).

En 1918, la réserve africaine *Turkana-Suk*, existante depuis 1912, est divisée en deux districts distincts : Turkana et West-Suk. Les postes de Lotongot et de Kolossia sont renforcés et chargés de faire respecter la séparation en s'assurant que personne ne croise leur patrouille. La limite administrative est, tout logiquement, déterminée suivant l'alignement des fortins de Ngabotok, Lotongot, Kolossia puis Kapedo. Tandis que le district de Turkana reste sous administration militaire, ce changement marque le passage de l'administration militaire à l'administration civile du district de West-Pokot²²⁷.

Suite aux nouveaux affrontements qui éclatent dans la plaine et sur les monts Masol en 1921, le commissaire du district ordonne aux Pokot de se retirer de la plaine de Masol pour éviter tout contact avec les Turkana. Cette interdiction prend fin en 1926 et la limite administrative est finalement ratifiée sans concertation des populations locales dans un décret de 1931.

Alors que les Pokot ont peu à peu réinvesti la plaine de Masol, les raids Turkana reprennent dans les années 1970 et la grande majorité des 1234 habitants recensés en 1969 fuient. Ils ne sont que cinq en 1979 (Zaal, Schomaker, 1985), date à laquelle le gouvernement kenyan crée le parc national de *South Turkana*, mettant ainsi officieusement en place un autre *no man's land* couvrant les monts Laïteruk dans le district de Turkana²²⁸.

²²⁶ Déjà en 1908, un premier poste avait été construit à Kolossia pour administrer le Nord du protectorat britannique, mais il avait très vite été abandonné pour un nouveau poste situé à Ngabotok, entre le débouché des gorges de la Turkwell et Kaputir près de Lakwamoru (Zaal, Schomaker, 1985). En effet, Kolossia se trouvait sur une marge territoriale que les populations n'occupaient que lorsque la sécheresse les y forçait. Ngabotok a été renforcé en 1912 par le commissaire de la toute nouvelle réserve africaine « Turkana-Suk » (Dietz, 1987) ; mais il a été abandonné en 1915 au profit de celui de Marich qui contrôlait les deux fortins de Kolossia et Lotongot dans chacun desquels vivait un seul homme du K.A.R.

²²⁷ Nous avons préféré garder le nom de West-Pokot, bien qu'à l'époque il soit nommé West-Suk.

²²⁸ En 1989, après dix années sans conflits, on compte 1 503 habitants entre les deux *sub-locations* septentrionales de Masol (Akiriamet, 1105 habitants et Amolen, 398 habitants). Cependant, ces chiffres sont difficilement comparables avec ceux de 1979 étant donné les changements de limites.

En 2000, aucun habitant ne vit à moins de 20 km de la limite, hormis dans les centres de Kapedo et de Kainuk qui sont les deux seuls points de passage entre les deux districts. Les barrières et les contrôles d'identité y sont assez révélateurs de la fonction frontalière de cette limite administrative. D'ailleurs, les policiers de Kapedo et de Kainuk insistent sur la dureté de leur entraînement et le recours fréquent aux armes, non pas pour sécuriser l'espace local (pokot), mais pour assurer leur propre sécurité²²⁹.

3. La frontière et les limites « transversales » : exemples de limites « transparentes »

Les limites présentées ici sont « transversales », c'est-à-dire qu'elles s'étirent le long d'une ligne méridienne nord-sud : elles séparent les districts de Baringo et de West-Pokot, ainsi que ce dernier district et l'Ouganda.

Contrairement aux conceptions britanniques selon lesquelles le maillage administratif devait s'accorder aux appartenances territoriales préexistantes, les limites considérées dans ce sous-chapitre distinguent des unités administratives au sein d'un ensemble identitaire assez homogène. Elles n'ont pas pour objet le cloisonnement territorial (comme c'était le cas pour la limite Turkana/Pokot) : elles sont perméables, sans aucun point de contrôle ni de régulation des mouvements de populations ou de bétail. Ces limites viennent donc tempérer l'adage présenté initialement : dans le cas présent, le territoire ne définit pas vraiment la population.

L'« émiettement » des terres peuplées par les Pokot, assez original dans le contexte kenyan, a été conçu dès les années 1910 pour faciliter le contrôle par les trois chefs-lieux et notamment permettre une intervention plus rapide et efficace des forces de police en cas de conflit : le nord du district de Baringo (les trois *divisions* pokot de Kolloa, Ngyniang et Tangelbei) est administré à partir de Kabarnet ; le district de West-Pokot est géré à partir de Kapenguria ; et en

²²⁹ Les preuves de l'insécurité se résumant souvent au nombre de cartouches tirées. (Entretiens personnels, Marich, Kapedo et Kainuk, 2000).

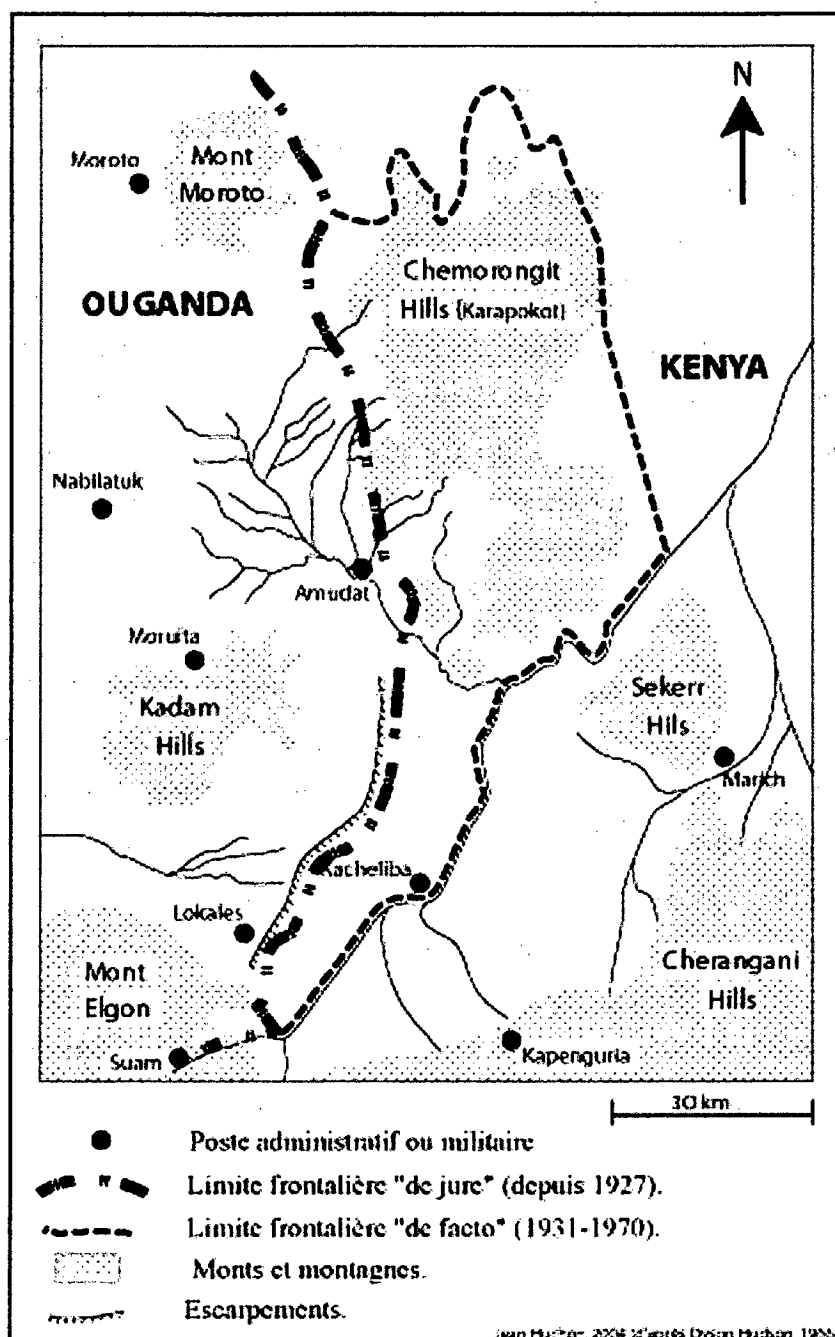
Ouganda, le comté pokot de Upe (plus petit comté de la province du Karamoja) dépend de Moroto.

La limite entre les districts de Baringo et de West-Pokot remonte aux premières heures du découpage administratif britannique à l'aube du 20^{ème} siècle. Elle prolonge vers le nord la limite séparant le district de Baringo de celui d'Elgeyo-Marakwet. La rivière Kerio et sa forêt galerie s'imposent d'emblée comme « barrières naturelles » : le débit est effectivement important pendant la plus grande partie de l'année, il n'existe que quelques rares gués et la zone est infestée de mouches tsé-tsé. Les considérations britanniques portent surtout sur les facilités de transport de leurs troupes : l'absence de passage limite leur rapidité de déplacement et leur capacité de contrôle à partir de l'est²³⁰. Cette limite s'impose donc tout naturellement, sans incidence particulière ; et la rive ouest de la rivière est logiquement placée sous l'administration de Kapenguria.

Le même esprit a animé l'administration coloniale pour établir le tracé de la frontière séparant les deux protectorats à égale distance entre Kapenguria et Moroto (qui contrôle la province ougandaise du Karamoja). Cependant, il ne s'imposera pas avec la même évidence et aussi peu de répercussions que pour le cas précédent. Les ambitions des administrateurs locaux notamment et le contexte extra régional y sont pour beaucoup, jouant un rôle non négligeable dans le partage de cette région périphérique. De fait, durant près de 60 ans, la frontière subit plusieurs modifications : le tracé est d'abord défini dans les années 1920, puis il est révisé dans les années 1930, pour être finalement repris dans les années 1970.

²³⁰ Le pont actuel de Kolloa, sur la rivière Kerio, n'est construit qu'à la fin des années 1950.

Illustration no. 24. Les évolutions de la frontière internationale « Ouganda/Kenya ».



Encadré no. 3.: Les errements du tracé d'une frontière internationale « transparente ».

En 1914, Crampton, premier Commissaire de la réserve *Suk-Turkana* souhaite regrouper l'ensemble des terres pokot de l'ouest²³¹ sous son autorité, en prévision de la création du district de West-Pokot. En installant son chef lieu à Kacheliba, il montre d'ailleurs assez clairement son intention : cet ancien centre de négoce esclavagiste est situé sur la rive gauche de la rivière Suam, laquelle est théoriquement sous le contrôle de l'administration de la province ougandaise du Karamoja à l'époque. Le Commissaire de cette province, Turpin, rentre alors en conflit ouvert avec son homologue et préconise le retour de la plaine de la Suam, des Sekerr et du plateau de Trans-Nzoïa sous son mandat. Il s'appuie pour cela sur des études historiques montrant que les Karimojong occupaient auparavant l'est et le nord du Mont Elgon²³².

Chargé de résoudre le différend, le *Foreign Office* opte non seulement pour le maintien de l'intégrité territoriale du *British East African Protectorate*, mais repousse même la frontière sur l'escarpement de Kassauria. Ce transfert officieux²³³ permet d'étendre l'espace d'intervention des forces du B.E.A.P. chargées de protéger les colons européens installés en nombre sur le plateau de Trans-Nzoïa²³⁴.

Les conflits avec les Turkana ainsi que la sécheresse de 1922 ont poussé de nombreux Pokot à fuir vers le plateau de Trans-Nzoïa²³⁵. Sous la pression des colons, le *District Commissioner* les somme de quitter le district en 1926 : Trans-Nzoïa devient une Terre Blanche réservée aux fermiers européens²³⁶. Afin de compenser cette perte de territoire, le tracé de la frontière est officialisé : il suit l'escarpement de Kassauria jusqu'à Moroto et longe l'escarpement Turkana jusqu'au

²³¹ La séparation avec Baringo étant déjà établie.

²³² Construite sur des faits *a priori* historiques, cette argumentation est encore aujourd'hui à la base des revendications territoriales qui opposent les deux groupes. Dyson Hudson (1966) qui a étudié le système politique des Karimojong ajoute qu'entre les Karimojong et les Pokot « vivait un autre groupe, relativement proche des Karimojong, mais très différent des Pokot » (Dyson Hudson, 1966). Selon d'autres auteurs, les Karimojong ont repoussé les Pokot et se sont installés dans la plaine de la Suam bien longtemps avant que les Pokot ne l'investissent (Kiyonga Adamson, 1997).

²³³ Le transfert s'effectue en 1919 et marque le début d'une période de gestion partagée du protectorat ougandais et du B.E.A.P. sur le Nord jusqu'en 1926.

²³⁴ En 1918, le B.E.A.P. établit des *settlement schemes* pour les vétérans de la Grande Guerre. Trans-Nzoïa, qui faisait jusque là partie du district de Uasin Gishu, devient un district à part entière en 1919. Il est donc hors de question de le transférer dans le Protectorat ougandais qui, par un amendement de 1900, interdit aux colons de s'installer sur son territoire.

²³⁵ Little (1997) évoque cette sécheresse de 1921-1922 qui apporte richesse et prestige aux Ilchamus cultivant la plaine de Njems. Durant la saison des pluies 1922, de fortes inondations détruisent la plupart des canaux et les Ilchamus enrichis abandonnent l'agriculture pour l'élevage.

²³⁶ En Kipokot, l'année 1926 fait référence : c'est *Koniy Kwenda*, c'est-à-dire l'année de l'éviction du Trans-Nzoïa. Il y a en fait très peu d'informations sur cet épisode notoire dans les archives.

Soudan²³⁷, intégrant ainsi les Karapokot²³⁸ et le nord du Turkana (la province Rudolf jusqu'alors sous l'autorité ougandaise) au B.E.A.P.

Mais dans la plaine de la Suam, la pression démographique et animale conduit à la disparition des pâturages lors de la sécheresse de 1928. Les troupeaux et leurs bergers pokot ayant tendance à se diriger vers le Karamoja et les pâturages de la Kanyongareng, les Karimojong se chargent de faire respecter la frontière à leur manière : ils attaquent systématiquement les troupeaux passant l'escarpement de Kassauria. Face à la détérioration de la situation (cf. les raids se succèdent et s'étendent à la plaine de la Suam), le chef lieu du district de West-Pokot est déplacé de Kacheliba à Kapenguria en 1929 et les deux administrations -kenyane et ougandaise- s'accordent pour que la zone de conflit soit replacée sous la même autorité.

En 1931, la frontière *de facto* (antérieure au tracé de 1919 officialisé *de jure* en 1926) est rétablie : la partie ougandaise reprend possession de la rive gauche de la Suam. Ce changement est d'abord conçu comme une expérimentation de deux à trois ans (Kaddu Mukasa, 1980)²³⁹. Pourtant, lors d'un « référendum » organisé en 1934²⁴⁰, les Pokot vivant sur la rive gauche de la Suam et sur Upe affirment leur souhait de rester sous l'administration ougandaise (Dietz, 1987) : ils pensent que leur retour dans la colonie du Kenya risque de compromettre leur accès aux pâturages de la Kanyongareng. En 1937, est alors créé le comté de Upe, qui s'étend -côté ougandais- de la Suam jusqu'au mont Kadam ; un compartiment spécialement réservé au peuplement pokot.

Cette distinction entre frontière *de jure* et frontière *de facto* perdure jusqu'en 1970, jusqu'à ce que le Kenya revendique une fois de plus le tracé de 1926 (la frontière suivant la Suam n'ayant effectivement jamais été notifiée par acte administratif)²⁴¹. Ce dernier transfert est accompagné d'une note autorisant les Pokot à traverser librement la frontière (Kaddu Mukasa, 1980).

²³⁷ En fait, le B.E.A.P. administre militairement le Turkana depuis déjà 7 ans (Kaddu Mukasa, 1980).

²³⁸ L'administration coloniale appelle les monts Chemorongit, entre le Mont Elgon et le Mont Moroto, les monts « Karasuk » ou « Karapokot », de la contraction des groupes Karimojong et Pokot (Suk). Ces termes montrent à quel point l'identification d'un peuplement ethnique homogène pouvait poser problème. De nombreux contentieux subsistent entre Pokot et Karimojong sur cette zone des Karapokot.

²³⁹ Illustrant les difficultés que les Britanniques rencontrent dans la définition des modalités de gestion de cette zone. A ce titre, il est intéressant de souligner que des discussions sont ouvertes à cette époque pour que les Turkana, les Karimojong et les Pokot soient regroupés sous la même autorité. Projet qui avorte très vite, tant aucune des deux administrations ne souhaite soutenir une entreprise aussi coûteuse.

²⁴⁰ On peut supposer que ce « référendum » était l'équivalent du « droit d'option » utilisé par les Français en 1929 lors du tracé de la frontière Tchad/Cameroun. Une fois la limite définie, les populations résidant à proximité de la frontière ont été invitées à choisir leur « nationalité » et à éventuellement se déplacer en fonction de leur choix.

²⁴¹ Le Karapokot (mont Chemorongit) est alors administré à partir de Kapenguria. Toutefois, il ne devient officiellement intégré dans le district de West-Pokot qu'en 1992, après que la publication du tracé dans le journal officiel. [Republic of Kenya, *Kenya Gazette Supplement Bills 1992, Special Issue 24 (Bills no. 5)*. Nairobi : Government Printer, 24 mars 1992. In Republic of Kenya. *Kenya Gazette Supplement no. 53 (Acts no. 4), The Districts and Provinces Act*. Nairobi : Government Printer, 26 juin 1992, pp. 37-148].

Aujourd'hui encore, il n'y a qu'un seul poste frontière entre Suam (un centre sur le Mont Elgon) et la frontière soudanaise. Situé à Amudat, à 25 kilomètres du tracé officiel sur le plateau du Karamoja, ce poste abrite un campement de l'armée ougandaise non pas chargé de faire respecter la frontière mais d'intervenir lors d'éventuels affrontements entre Pokot et Karimojong. Il n'y a aucune fonction administrative, lesquelles sont centralisées à Kacheliba au Kenya et à Moroto en Ouganda.

Malgré sa charge symbolique de limite de souveraineté étatique, la frontière internationale est une frontière de papier, transparente sur le terrain : tout comme la limite West-Pokot/Baringo, elle est seulement visible sur les cartes administratives ; elle ne met en exergue aucune opposition identitaire entre ceux qui résident de part et d'autre puisqu'ils sont tous Pokot.

La frontière internationale n'a cependant aucune chance d'être remise en cause, puisque les politiciens locaux l'ont adoptée ; au contraire, la limite administrative séparant les districts de West-Pokot et de Baringo fait l'objet de revendications de la part des *leaders* politiques locaux, qui souhaitent réunir les terres peuplées par les Pokot kenyans au sein d'une seule et même unité administrative. En effet, au sein d'un même ensemble, les Pokot constitueraient un électorat de 360 000 âmes, une force importante au sein de la coalition politique des Kalenjin.

4. Une limite de voisinage : la limite Marakwet/Pokot

Les raisons ayant présidé au tracé de la limite entre les districts de West-Pokot et d'Elgeyo-Marakwet sont éloignées de celles présentées à propos des frontières « transversales ». Elles ne s'apparentent pas non plus au cloisonnement territorial militarisé invoqué au sujet de la limite Tukana/Pokot. Ici, la limite est conçue par les Britanniques comme une mesure d'optimisation du contrôle administratif.

Bien avant l'arrivée des premières caravanes, la vallée de la Kerio est une zone commerciale d'importance dans l'univers semi-aride du Nord-Ouest de l'actuel Kenya. Les éleveurs turkana et pokot viennent s'y approvisionner en

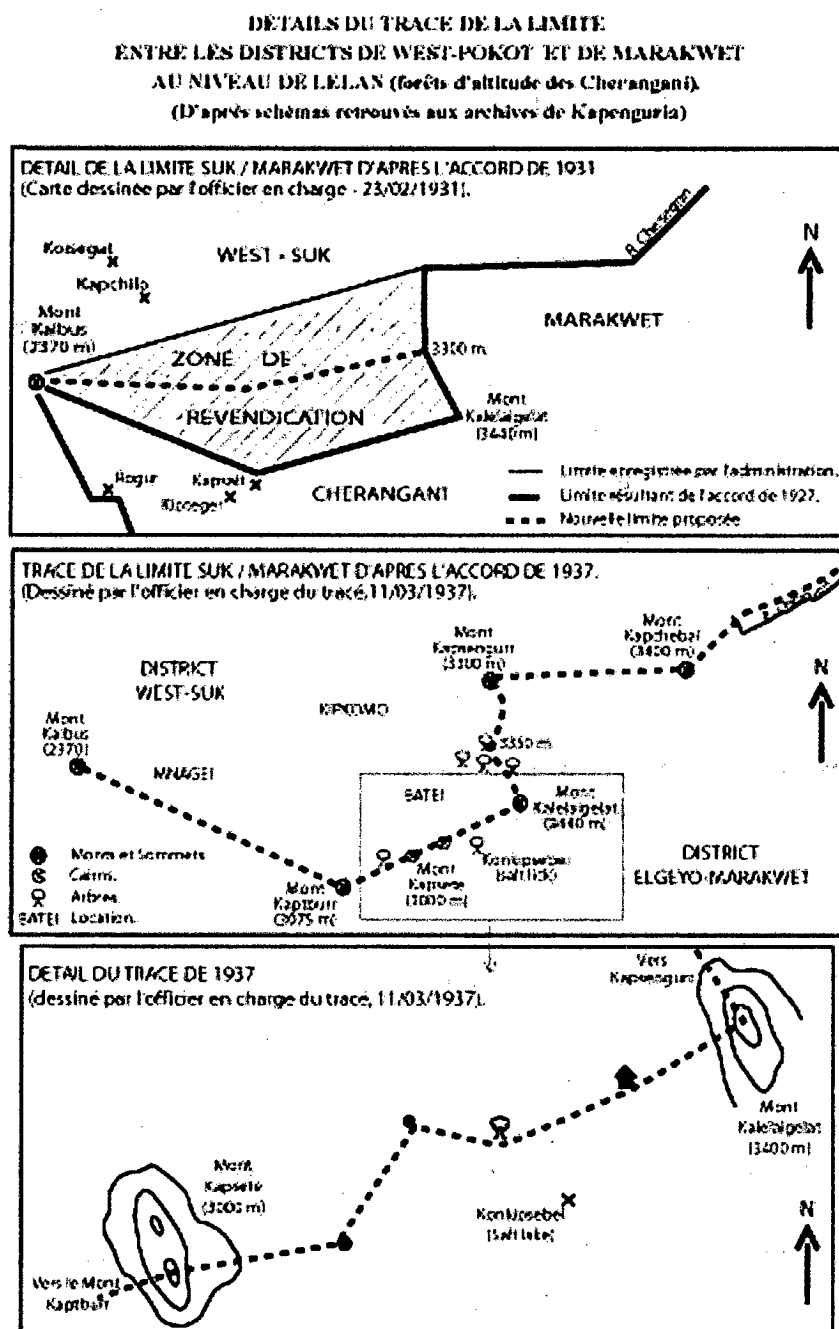
utilisant les cauris comme monnaie d'échange²⁴². A la fin du 19^{ème} siècle, la principale voie commerciale utilisée par les caravanes swahili passe par le lac Baringo et traverse le territoire Pokot jusqu'aux escarpements Cherangani. Les Keiyo du sud de la vallée de la Kerio appellent cette route *aarap tom̄di*, le chemin des visiteurs, et les Marakwet, *aarap kotom*, le chemin du secours (Kipkorir, 1983, p. 5). A l'intersection de la route venant du lac Baringo -par la passe de Kotit- et de la vallée de la Kerio, la zone environnant la rivière Chesegon (sur les piémonts Cherangani) est alors un carrefour commercial jusqu'à l'arrivée des Britanniques qui favorisent plutôt les échanges est-ouest entre les hauts plateaux kenyans et le Buganda.

Les Britanniques créent des centres administratifs coloniaux sur les hautes terres : Kabarnet (sur les Tugen Hills) est en charge de l'administration du district de Baringo, Kapenguria (au nord-ouest des Cherangani) l'est pour le district de West-Pokot et Tambach-Iten (au sud des Cherangani) pour le district d'Elgeyo-Marakwet. Mais la zone autour de Tot est difficile d'accès et éloignée de ces trois centres : cinq jours de marche sont nécessaires pour rejoindre la rivière Chesegon (Henning, 1938). Il s'agit par conséquent de déterminer lequel de ces chefs lieux en est responsable. A équidistance des trois chefs lieux, la rivière Chesegon s'impose logiquement comme la meilleure limite entre les districts de Marakwet et de West-Pokot. Au sommet des Cherangani, la ligne est censée se poursuivre ensuite à travers les forêts d'altitude que les Britanniques pensent inoccupées.

La difficulté du tracé vient surtout de l'imbrication des territoires de voisinage. Les Pokot et Marakwet se partagent les vallées et piémonts des Cherangani sans qu'il y ait de conflits déclarés entre ces proches cousins kalenjin, comme le démontrent l'importance des échanges et les nombreux mariages « interethniques » (Kipkorir, 1983). Les familles exploitent des champs de part et d'autre de la rivière sans contrainte apparente ; une situation jamais définitive, obtenue par la négociation et pour un laps de temps réduit.

²⁴² On a longtemps pensé que les cauris provenaient de la côte swahili. Mais, on sait désormais que les Marakwet, Pokot et Turkana les utilisaient bien avant l'arrivée des caravanes arabes. Aujourd'hui encore, ils apparaissent en nombre bien plus important dans les ornements de ces populations que ce que l'on peut observer plus au Sud, chez les Maasaï ou les Kikuyu. Selon la tradition orale, ce sont les Turkana qui les ont introduit à partir du Nord et s'en sont servis comme monnaie d'échange. C'est encore une preuve de l'intégration de la vallée de la Kerio dans l'ensemble plus vaste du Nord Ouest du Kenya.

Illustration no. 25. *Les modifications successives de la limite administrative West-Pokot/Marakwet*²⁴³



²⁴³ Il n'existe pas de cartographie précise de cette région montagneuse : nous reproduisons ici les cartes schématiques établies par les administrateurs en charge du tracé.

Aussi, alors que ce tracé ne représente pour les Britanniques qu'une simple mesure devant faciliter la gestion administrative, les populations y voient une reconnaissance officielle de droits sur les territoires concernés et un moyen de s'approprier des territoires qui leur échappent. Elles élèvent la limite au rang de frontière : une référence supportant l'essentiel des enjeux territoriaux des deux communautés de voisinage exacerbant le caractère d'identification ethnique au détriment des autres systèmes liés à la production ou à l'organisation clanique.

L'administration tente de répondre aux diverses revendications en procédant à quelques modifications proposées par les Pokot et les Marakwet, dans les forêts d'altitude puis surtout sur les piémonts Cherangani. Mais le décalage entre les conceptions accordées à la notion de limite et les négociations au sujet de son tracé n'ont finalement pour effet que de susciter des animosités entre les deux groupes. Elles sont en fin de compte à l'origine du confinement territorial et des conflits actuels.

Encadré no. 4.: *Débats autour de la mise en place de la limite administrative West-Pokot/Marakwet*²⁴⁴.

Le premier tracé entre les districts de West-Pokot et de Marakwet est notifié en 1925 : de Noigamaget à Kaibus, puis du mont Kapsengurr jusqu'aux rivières Chesegon et Kerio.

Les Britanniques ont une connaissance très limitée de la forêt d'altitude dont l'accès leur est relativement difficile : c'est un ensemble homogène seulement marqué par des sommets et des crêtes. Pourtant, les tronçons du tracé y sont l'objet de négociations quasi permanentes. En effet, les populations locales ne voient pas *a priori* un grand intérêt à la mise en place d'une limite qui risque de contraindre leurs droits sur certaines ressources. Les propositions désavantagent toujours une partie -plus ou moins importante- de la population, pokot comme marakwet. De fait, plusieurs conflits contraignent l'administration à réévaluer le tracé de la limite.

Une première modification est effectuée en 1927 au profit des Pokot, qui gagnent près de 400 km² sur une portion de forêt d'altitude entre les monts Kaibus et Kapsete²⁴⁵. Par ailleurs, les Pokot ont un droit d'utilisation à Kongipsebei (inclus dans le district Marakwet selon ce nouveau tracé)

²⁴⁴ Le district d'Elgeyo-Marakwet a été divisé en deux districts distincts en 1997 : au sud, le district d'Elgeyo, au nord, le district de Marakwet qui nous intéresse plus particulièrement ici.

²⁴⁵ C'est-à-dire un an après l'éviction des Pokot de Trans-Nzoïa. On peut supposer que ce gain est accordé en compensation de la perte des terres de Trans-Nzoïa. (*Land and Boundaries*, DC/WP/7).

où ils envoient chaque année leurs animaux pour une cure de sel. L'accord²⁴⁶ officialisant cette pratique stipule que les animaux ne peuvent y paître. Cet engagement étant particulièrement difficile à respecter, les Pokot indiquent ne pas souhaiter de limite précise dans un courrier adressé à l'administration du district de West-Pokot.

En 1931, une région forestière est disputée sur une profondeur de 2,5 kilomètres de part et d'autre de 5 kilomètres de limite administrative. L'administration propose alors de partager la zone équitablement entre les deux groupes : les Marakwet reprennent possession d'une partie des terres perdues auparavant ; les *manyattas* pokot qui ne respectent pas la nouvelle limite (passant par Kapsait) sont brûlés sur les ordres du commissaire du district de Marakwet

A bien y regarder, il s'agit de la zone d'approvisionnement des canaux irriguant les champs en amont du centre de Chesegon. Peu après, les Marakwet revendiquent alors la propriété de la plupart de ces canaux, alors que les Pokot les utilisent. Ces derniers, quant à eux, se plaignent du grand nombre de ruches que les Marakwet possèdent sur les zones de pâturages en aval du centre de Chesegon.

La limite est donc à nouveau modifiée le 25 août 1937²⁴⁷ : « *the boundary between the two districts at this part starts from the summit of mount Kipchemwa and passes in a straight line through the forest areas to the point where the valley of the river Embagat or Kabagowon emerges from the forest belt. Thence, it follows the course of the Embagat to the junction of that stream with the Chesegon River. Thence down the Chesegon to Cheptuikwen. From Cheptuikwen the line leaves the river and passes down an irrigation furrow with marked trees to Sesia Chumwa, thence to Koresion, Ptoion and meets the river Kerio at Cheterem leaving Kokwasamo of the Endo side* ».

En amont de la rivière Chesegon, les Marakwet obtiennent ainsi le contrôle de l'eau jusqu'à Cheptuikwen ; les Pokot qui souhaitent utiliser les canaux doivent s'acquitter d'une redevance et payer une chèvre aux Marakwet. En réalité, jamais personne ne vient cultiver ces terres : les Marakwet les évitent par peur de représailles et les Pokot refusent d'en payer l'usage. Sur les piémonts, les Pokot se voient attribuer les pâturages au sud de la Kerio, mais les délaissent pour les mêmes raisons. Une zone tampon s'établit ainsi entre les deux groupes.

L'imbricatio de ces revendications successives semble particulièrement épineux à démêler pour les administrations des deux districts. Dans une lettre, l'officier DW. Holl, en charge de ce problème pour le compte du district de West-Pokot, décrit la situation ainsi : « *The idea that the two tribes had recently made mutually agreed upon the exchange of land, a quid pro quo by which the Endo cultivated in Suk and the Suk grazed in Endo, is not strictly accurate. The Endau appear to have crossed the Chesegon to cultivate a strip of Suk at least for a generation, while the Suk claimed grazing right across the*

²⁴⁶ Il s'agit de l'accord Hosking-Buxton. (*Political Record Book*, DC/WP/23).

²⁴⁷ Archives de Nairobi, *Record Book*, DC/WP/23 : « *La limite entre les deux districts commence du sommet du mont Kipchemwa et passe en ligne droite à travers la forêt jusqu'au point où la vallée de la rivière Embagat ou Kabagowon émerge de la ceinture forestière. Puis elle suit le cours de la rivière Embagat jusqu'à la confluence de la rivière Chesegon. De là, elle descend la rivière Chesegon vers Cheptuikwen. De Cheptuikwen, la ligne quitte la rivière et passe en contre bas d'un canal d'irrigation marqué par des arbres jusqu'à Sesia Chumwa, puis Koresion, Ptoion et rencontre la rivière Kerio à Cheterem, laissant Kokwasamo du côté des Endo [Marakwet]* ». Signé par le Chief Pokot Litole et le Chief Endau Busiendich.

Chesegon lower down as a matter of tribal history. The matter might have continued so had not the Endau recently started cultivating in the area grazed over by Suk, claiming it to be their own country, as it is, if the river Chesegon is held to be the boundary. The contact of Suk goats and Endau marge shambas led to mutual recriminations [...] I believe that each side was trespassing in the other's territory. As the respective rights of grazing and cultivation appeared to be of long standing it was felt that the status quo should be recognised and that Chesegon, at its best somewhat arbitrary line, should not continue as a boundary. The Suk expressed a desire to return to the Chesegon boundary in its whole length but it was explained to them that by doing so they would lose grazing rights over a large area and gain the narrow and stone strip cultivated by the Endau which would be valueless to them as the Endau control the water furrow....»²⁴⁸

Lassés, les Britanniques mettent en place deux postes de police temporaires à Kapsait (district de Marakwet) et à Cheptulel (district de West-Pokot), sur l'une et l'autre des rives de la Chesegon, pour faire respecter le tracé de 1937²⁴⁹. Chaque semaine, les policiers rapportent par courrier à leur administration respective (Tambach et Kapenguria) les événements marquants et les doléances des populations locales. La communication entre les deux chefs lieux de district étant défailante, et les officiers britanniques ne parcourant la région qu'une à deux fois par an, ils se fondent sur les rapports des policiers et des *chiefs* pour enregistrer les revendications, sans autre forme de vérification (Henning, 1938)²⁵⁰.

²⁴⁸ Political Record Book, DC/WP/23 : « L'idée que les deux tribus avaient récemment conclu un accord mutuel sur l'échange de terre, un quiproquo selon lequel les Endau (Marakwet) commenceraient à cultiver chez les Suk (Pokot) et les Suk (Pokot) à faire pâturer leur troupeau chez les Endau (Marakwet) n'est pas tout à fait exacte. Les Endau (Marakwet) semblent avoir traversé la Chesegon pour cultiver une bande de terre suk depuis au moins une génération, et les Suk (Pokot) déclarent avoir des droits de pâturages historiques un peu plus en aval de la Chesegon. Cette situation aurait continué si les Endau (Marakwet) n'avaient pas commencé à cultiver les pâturages utilisés par les Suk (Pokot), en argumentant qu'il s'agissait de leur pays, ce qui est le cas puisque la Chesegon est considérée comme la frontière. Le contact des chèvres des Suk (Pokot) et des shamba des Endau (Marakwet) entraîna des récriminations mutuelles [...] Je crois que chaque côté était en train d'empiéter sur le territoire de l'autre. Comme les droits respectifs de pâturage et d'exploitation agricole semblaient établis depuis longtemps, on pensa alors que le statu quo devrait être reconnu aisément et la Chesegon, au mieux une ligne arbitraire, ne devrait pas rester la frontière. Les Suk (Pokot) exprimèrent le désir de retourner à une limite suivant la Chesegon sur toute sa longueur, mais on leur expliqua qu'en faisant cela, ils perdraient leur droits de pâturage sur d'importantes superficies et ne gagneraient que la mince bande de terre caillouteuse cultivée par les Endau (Marakwet) qui serait sans valeur puisque les Endau (Marakwet) garderaient le contrôle des canaux d'irrigation ».

²⁴⁹ Les *chiefs* ne souhaitent pas de constructions en dur pour ne pas donner l'impression d'une installation permanente (Land and Boundaries, DC/WP/7).

²⁵⁰ Indications contradictoires, confiance aveugle pour les dires des *chiefs* nommés par chacun des administrateurs et décalage dans les communications ne rendent pas aisé un contrôle cohérent de la région. Par exemple, en 1938, le commissaire du district de Marakwet écrit au commissaire de West-Pokot pour lui signaler un problème : les Pokot empêchent les Turkana de s'approvisionner en tabac chez les Marakwet. Ce dernier répond, après quelques mois, qu'il n'y a pas de raison de s'inquiéter : suivant les informations récoltées auprès de ses administrés, les Pokot ont depuis toujours le monopole du commerce de tabac avec les Turkana (cf. « The reason being that Suk wish to retail the tobacco to the Turkana traders and with competition they are able to buy more cheaply from Endau » [« La raison étant que les Suk (Pokot) souhaitent approvisionner en tabac les commerçants turkana, mais ces derniers peuvent faire marcher la concurrence et acheter à des prix moins élevés auprès des Endau (Marakwet) »]). Land and Boundaries, DC/WP/7.

Un accord tacite passé en 1939 entre les communautés d'Endau (Marakwet) et de Cheptulel (Pokot) met fin aux revendications et conflits : les uns continuent de garder des droits sur les canaux d'irrigation venant de la rivière Chesegon et abandonnent leurs pâturages dans la plaine ; les autres gardent le droit d'utiliser l'eau pour leurs animaux de leur côté de la rivière. Malgré les évolutions successives dans le tracé, c'est bien la rivière Chesegon qui sert de repère à la limite administrative.

En 1947, alors que l'administration est entièrement renouvelée, un projet propose d'intégrer les Marakwet et les Pokot dans un seul et même district pour éviter de nouvelles négociations. Cette proposition est rejetée : la plaine et les piémonts sont partagés suivant la limite de 1937 et l'amont suivant celle de 1927, le long de la Chesegon. En altitude, la limite est tracée « au couteau » à travers la forêt dense. A l'indépendance, les populations y vivant sont invitées à choisir leur appartenance : Marakwet, elles rejoignent le district du même nom à l'est ; Pokot, elles se déplacent au nord. Peu après, la forêt est inscrite au journal officiel comme réserve naturelle.

L'Etat fait ainsi l'impasse sur toutes les revendications, s'approprie sans condition le territoire et, à défaut de pouvoir contrôler les hommes, instaure une nouvelle zone tampon, un *no man's land*.

5. Au sud, les limites « intégrées » avec la division de Baringo et le district de Trans-Nzoïa

A partir du sud, deux voies seulement s'ouvrent sur le Nord-Ouest kenyan : celle du lac Baringo et celle de Trans-Nzoïa.

Le lac Baringo a longtemps été l'escale incontournable des caravanes swahili, puis des explorateurs européens. Le potentiel agricole de la plaine Njems, qui borde le lac au sud, fait de ces régions une terre particulièrement attractive en périphérie des grandes fermes de Nakuru. Le plateau de Trans-Nzoïa a, quant à

lui, été désenclavé par l'installation des colons européens et par l'extension de la voie ferrée Mombassa-Kisumu durant l'entre-deux-guerres. Ces deux sites se comportent comme des pôles de diffusion de la modernité, stimulant le développement du commerce et de l'agriculture de rente²⁵¹. Ainsi, l'histoire de la mise en place des limites administratives pokot qui les bordent est-elle intimement liée à leur évolution et à celle du pays.

Encadré no. 5.: *Dans le district de Baringo, des divisions East-Pokot oubliées*

Dans le district de Baringo, l'administration coloniale n'enregistre jamais aucune revendication de la part des Pokot ; ces derniers vivent en totale autonomie comme le note Henning (1938). *District Officer*, celui-ci passe une fois par an pour percevoir les taxes que les Pokot ont eux-mêmes récoltées à Ngyniang. De là, Kolloa sur les bords de la Kerio est à 3 jours de marche forcée et les Britanniques n'ont vraisemblablement aucune idée de ce qu'il s'y passe. Le tracé de la limite de *division* doit simplement cristalliser les territoires reconnus et définir administrativement les populations : au nord vivent les Pokot, au sud les Tugen. Peu d'échauffourées sont enregistrées durant cette première phase de la colonisation.

Par la suite, l'administration installée à Kabarnet a largement favorisé le développement de la caféiculture et de la théiculture dans les monts Tugen. A l'indépendance encore, le nord de Baringo, « domaine pokot », reste en marge des grands programmes d'intégration. A partir de 1979, la prise de pouvoir du Président Moi, natif du district de Baringo mais d'origine Tugen, ne change guère la tendance. Aucun homme politique ne semble porter un quelconque intérêt au nord du district de Baringo.

La limite des districts de West-Pokot et de Trans-Nzoïa illustre une toute autre situation, puisque les Pokot occupent une partie du plateau de Trans-Nzoïa avant la colonisation. Ils en sont évincés alors que les Européens s'y installent²⁵². Ainsi, la limite administrative est celle de la limite foncière de « terre blanche ». La minutie du tracé rappelle nombre de ces modifications attentivement négociées et

²⁵¹ Voir à ce sujet les thèses d'Anderson (sur l'histoire agricole, non publiée) et de Little (1992).

²⁵² Tout comme les Uasin Gishu, les Nandi et les Sabao. L'histoire pré coloniale de Trans-Nzoïa est au centre d'enjeux politiques et économiques majeurs, de sorte qu'il n'existe aucune recherche à ce sujet. Notre hypothèse est que Trans-Nzoïa était un des plus importants pâturages de la région. En tant que tel, et comme pour tous les pâturages importants du Nord Kenya, il était seulement utilisé à la saison sèche et partagé par plusieurs groupes dont les territoires étaient organisés autour. Par la suite, au milieu du 19^{ème} siècle, des swahilis ou des arabes y fortifièrent plusieurs campements destinés à accueillir les esclaves pendant leurs campagnes.

le souci de l'administration d'établir une situation de droit précis. Mais le caractère ségrégationniste de la société coloniale ne signifie pas pour autant une séparation sans contact. Au contraire, le modèle de l'agriculture de rente influence le territoire des Pokot bien au-delà de la limite administrative.

Encadré no. 6.: *Sécurisation des terres blanches et colonisation sur les réserves africaine*

Le premier repérage de la limite de district est réalisé en 1915, après l'ouverture du plateau de Trans-Nzoïa aux colons européens. En 1918, le gouverneur du Protectorat britannique assure aux Pokot qu'ils y garderont toujours un droit de pâture. Mais son successeur se rétracte et les chasse violemment en 1920 : cette année-là reste encore dans les mémoires sous le nom de *Koniy Kwenda* (la fuite). Le plateau de Trans-Nzoïa devient ainsi une zone exclusivement réservée aux fermes européennes, les *manyatta* africains étant confinés en bordure du district.

A partir de 1927, les fermiers européens, confortés par leur influence politique grandissante au sein du gouvernement colonial, revendiquent un certain nombre de changements : le déplacement de la limite, un contrôle plus strict de celle-ci et la mise en place d'une zone tampon, conçue comme un rempart entre leurs fermes coloniales et la réserve africaine. En fait, les limites des fermes elles-mêmes ne sont pas déterminées de façon précises : sur les cinq d'entre elles qui bordent le district à cette époque, seulement deux sont exploitées par leurs propriétaires, deux autres le sont par des gérants, et la dernière (la ferme Robinson²⁵³) reste inoccupée durant toute la colonisation. Celle-ci comprend le seul point d'eau accessible à partir de la plaine de la Suam. Plusieurs familles pokot s'y installent et le bétail y vient en nombre lorsque la sécheresse sévit dans la plaine de la Suam et que les raids karimojong se font plus nombreux en 1928. Cette année là, la limite entre les Pokot et les Sebei est précisément tracée le long de la rivière Suam. La police soumit alors les Pokot qui sont contraints de quitter la ferme de Robinson²⁵⁴.

Plusieurs autres modifications érodent peu à peu le district de West-Pokot jusqu'à l'indépendance. En 1930, les Pokot reçoivent, par exemple, 310 ha en échange de plusieurs centaines d'hectares nettement plus productifs à l'est²⁵⁵. En 1955, l'administration du district de Trans-Nzoïa accaparent 7.877 ha situés autour de Kanyarkwat (district de West-Pokot). Les fermes européennes s'étendent sur les terres du district de West-Pokot, par la suite notifiées sous le statut de « terres blanches » et incorporées au district de Trans-Nzoïa.

²⁵³ Aujourd'hui, cette ferme est appelée *Suam Estate*.

²⁵⁴ *Land and Boundaries* DC/WP/4. La ferme Robinson leur fut rendue en 1942.

²⁵⁵ *Land and Boundaries* DC/WP/4. Sous le titre de « Projet de compensation ».

Bien que cette limite soit fondée sur les droits fonciers accordés aux Européens, il ne s'agit pas pour autant de confinement territorial. Les fermes coloniales emploient un grand nombre d'Africains qui, puisqu'il leur est interdit de séjourner dans le district de Trans-Nzoïa, vivent à proximité, dans le district de West-Pokot. Chaque jour plusieurs milliers d'entre eux traversent la limite pour travailler chez les colons. En fait, peu de Pokot sont enclins au travail salarié (Dietz, 1987). La plupart de ces employés sont des Luhya ou des Kikuyu, venus sur l'initiative de leurs « patrons » ou spontanément, à la recherche d'un travail salarié. Ils vivent donc en bordure de la limite, mais n'ont aucune relation dans l'arrière pays.

A l'indépendance, le modèle de développement de l'agriculture de rente initié par la société coloniale se diffuse dans la division limitrophe de Kapenguria. Au nord, les communautés continuent d'évoluer sous l'influence de valeurs profondément ancrées dans la tradition pastorale, alors qu'au sud, elles s'intègrent sous l'impulsion de l'administration locale et des migrants déplacés ici pour les besoins des colons.

Aujourd'hui, sur la route menant au lac Baringo, la limite est matérialisée par un changement de revêtement qui excite l'imagination du voyageur : du sud au nord, le passage de l'asphalte à la piste traduit le changement de langue (le swahili n'est guère pratiqué au nord), de monnaie (le troc devient la pratique d'échange la plus courante), etc. La plupart des camions arrivant de Nakuru ou de Kabarnet s'y arrêtent, déchargent leurs provisions, puis repartent par où ils sont venus.

De même, à partir de Kitale, si la route goudronnée se prolonge dans les districts de West-Pokot et de Turkana jusqu'à la frontière soudanaise, c'est avant tout pour y relier le camp de réfugiés de Kakuma et le centre de Lokichoggio gérés par les organisations internationales.

Ces axes logistiques ne constituent pas des voies de désenclavement des régions peuplées par les Pokot. Au contraire, les transporteurs qui les suivent considèrent qu'entre leur point de départ (Kitale) et leur destination, ils ne traversent que des « non lieux », tels Ngyniang ou Chemilingot (district de Baringo), Marich ou Kainuk (district de West-Pokot). Ces axes demeurent

toutefois des voies d'intégration, à partir desquelles les Pokot ont parfois la chance de monter dans un camion qui s'en retourne sur les hautes terres du sud.

Ainsi décrites, la mise en place des limites administratives montre clairement le souci qu'ont les agents coloniaux d'utiliser les terres peuplées par les Pokot pour établir une zone tampon entre un Sud « moderne » et un Nord « traditionnel ».

Cependant, *« les tensions qui animent les espaces frontaliers ne sont pas uniquement issues de la juxtaposition ou de la concurrence entre autorité étatique et autorité traditionnelle. Elles n'expriment pas uniquement les convoitises sur les bordures mitoyennes. Elles résultent aussi de l'organisation pyramidale des pouvoirs au sein de l'Etat territorial, entre forces internes et externes au milieu local. »*²⁵⁶. Les conflits sur les limites du district West-Pokot peuvent être analysés comme les outils de l'intégration dans le sens où leur institutionnalisation et leur instrumentalisation participent au processus d'intégration de certains acteurs politiques.

²⁵⁶ Renard, 2002, p. 47

Chapitre II : Gradient d'intégration et discontinuité socio-politique entre le nord et le sud du district West-Pokot

La conception du district de West-Pokot comme zone tampon porte l'idée de gradient d'intégration à l'Etat central polarisé sur le Sud. Elle induit une représentation duale du district, mettant en évidence et accentuant les différences entre deux extrêmes : un Nord, « *remote area* »²⁵⁷, caractérisé par les conflits et l'insécurité, et un Sud proche des intérêts nationaux.

Influencés par cette représentation, comment les acteurs du territoire de l'Etat se comportent-ils et utilisent-ils cette différenciation pour se placer dans une perspective d'intégration ?

En théorie, la construction d'un cadre administratif local est un processus intégrant les communautés dans un ensemble régional plus vaste de l'Etat nation. Au Kenya, sans support convaincant pour assurer leur souveraineté dans l'arrière pays, les Britanniques ont établi une organisation administrative très hiérarchisée : l'essentiel des pouvoirs de décision est concentré dans le chef lieu situé dans le sud-est du district, Kapenguria (lui-même dépendant de l'administration provinciale attentivement contrôlée par l'administration centrale de Nairobi). L'Etat, loin d'être monolithique, est régi par les hommes qui le composent et qui doivent faire face aux contraintes de cette organisation pyramidale. Ils travaillent à la gestion de leur carrière personnelle, usant du pouvoir dont ils bénéficient à leur niveau pour se tourner vers les opportunités offertes par l'Etat central. Il en est notamment ainsi pour les membres du gouvernement local qui, destinés à représenter les Pokot et à faciliter leur intégration dans l'espace politique national, travaillent plutôt à leur propre intégration sociale et économique. Malgré les réformes institutionnelles

²⁵⁷ Reculée (« *Remote area* ») ou « arriérée » (« *backward* »), sont les qualificatifs qu'utilisent couramment les politiciens, certains membres de l'administration locale, provinciale et nationale, et parfois les journalistes de la presse nationale, pour désigner cette région.

successives des organes du gouvernement local, ceux-ci ne remplissent pas de façon satisfaisante leurs rôles en matière de développement du district et de son insertion à l'ensemble national. (Chapitre A).

Au Nord, la gestion de l'insécurité est depuis longtemps la raison principale de l'intervention de l'Etat. Cinquante ans après, le souvenir du massacre de Kolloa perpétré par les Britanniques est encore vivace et tend à caractériser la période coloniale. L'indépendance n'est vraisemblablement pas une rupture. Les Pokot sont impliqués dans des conflits interethniques sur la plupart des limites qui entourent le district. A leurs yeux, les interventions militaires de l'Etat apparaissent aussi imprevisibles que l'arrivée de pluies qui inondent les cultures et pourrissent les récoltes ; elles se veulent bienfaitrices, mais contribuent souvent au désastre pour les communautés visées. Désormais, le Nord accueille des groupes paramilitaires de toutes les échelles de l'Etat, nationale, provinciale et locale. La militarisation, forme excessive d'une politique d'intégration qui a des difficultés à se rendre effective, témoigne-t-elle en ce cas d'une quelconque importance politique de la zone ? (Chapitre B).

Au Sud, la division de Kapenguria est incorporée dans la sphère d'influence de l'Etat. Majoritairement peuplée de Pokot et de Sengwer, de nombreux autres groupes s'y sont installés sous la colonisation, attirés par les terres arables encore disponibles et la proximité du district de Trans-Nzoïa. La distinction ethnique s'exprime alors dans les termes de « *local people* », « *indigeneous people* » ou Pokot d'une part, et « *outsiders* », « *aliens* » ou « *non-Pokot* » d'autre part, prenant une signification évidente sur les questions d'identité et contrôle de la terre après l'indépendance.

Les nouvelles élites politiques et économiques déjà bien intégrées au système étatique utilisent l'ethnicité pour asseoir une certaine légitimité locale nécessaire à leur propre projet d'intégration. Pour ce faire, elles évoquent le district comme un cadre de référence du territoire ethnique, exprimant ainsi l'idée d'une homogénéité sociale et politique sur tout le district et associant des problèmes différents aux mêmes causalités. Elles recourent à des discours virulents à l'égard de l'Etat et des autres ethnies qui composent la nation. Selon elles, l'ethnie pokot est marginalisée dans son ensemble, preuve en est la situation conflictuelle dans le

Nord du district : plus prégnante et intense que les conflits fonciers du Sud, elle n'en est que plus illustrative de l'exclusion de fait que subissent les Pokot. Elles expliquent donc les conflits récurrents de l'arrière pays comme des réponses aux multiples interférences extérieures. Cette démarche de « victimisation » des Pokot du nord leur permet de rendre audibles leurs revendications territoriales -et foncières- sur le district de Trans-Nzoïa, mais ne fait finalement que stigmatiser un peu plus les Pokot dans leur ensemble. (Chapitre C).

A. Les modalités administratives de l'intégration : rôles de l'administration et du gouvernement local au nord et au sud

Rappeler toutes les étapes de la mise en place de l'administration coloniale et en expliquer les orientations n'est pas ici notre propos²⁵⁸ : il s'agit pour nous de choisir les principaux traits relatifs à la gestion du district par l'Etat qui appuient notre démonstration. Aussi, nous tentons de présenter le regard de certains acteurs locaux impliqués dans le processus d'intégration administrative et politique du district.

Les acteurs locaux du territoire de l'Etat, nommés (administration locale regroupée dans le chef lieu du district et ses délégués sur le terrain) comme élus (gouvernement local et membres du parlement), mettent régulièrement en évidence la différenciation Nord/ Sud dans la gestion du district²⁵⁹.

Le premier défi pour l'administration est de se positionner comme intermédiaire entre l'Etat, défini comme modèle de modernité, et le pouvoir local,

²⁵⁸ Pour en savoir plus, se reporter entre autres à Bourmaud (1988), Grignon & Prunier (1997), et sur le district de West-Pokot en particulier, Reynolds (1982) et Dietz (1987).

²⁵⁹ Elle contraint leurs actions, mais elle peut parfois servir leurs ambitions : d'un côté le fait d'exercer dans le Nord ou pour le Nord peut être vécu comme une marginalisation ; d'un autre côté cela permet à certains d'accéder à des fonctions plus élevées.

dit traditionnel. Mais les sociétés locales, acéphales, ne leur présentent pas d'interlocuteurs pour assurer le rôle de délégués dans le cadre de l'*indirect rule*.

Pour pallier cela, l'administration nomme alors ses propres représentants auprès des communautés locales les plus éloignées : les *chiefs*. Ces derniers deviennent peu à peu des personnages centraux de la vie locale, exerçant un rôle « d'éducation politique ». En complète autonomie dans le Nord, ils sont le plus souvent en attente de leur nouvelle mutation et/ou abusent de leur autorité pour contrôler le *kokwo* à leur profit²⁶⁰. Ils se placent où les Britanniques ont souhaité développer une élite politique.

Celle-ci est créée à travers la mise en place du gouvernement local, destiné à représenter le district sur la scène nationale. Basés dans le sud du district, les politiciens qui y sont élus ne tendent finalement qu'à promouvoir leurs propres intérêts et celles des élites du sud du district, à travers leurs revendications et leur opposition vindicative à l'administration locale.

1. Les lacunes de l'administration : de l'*indirect* à la *direct rule*²⁶¹

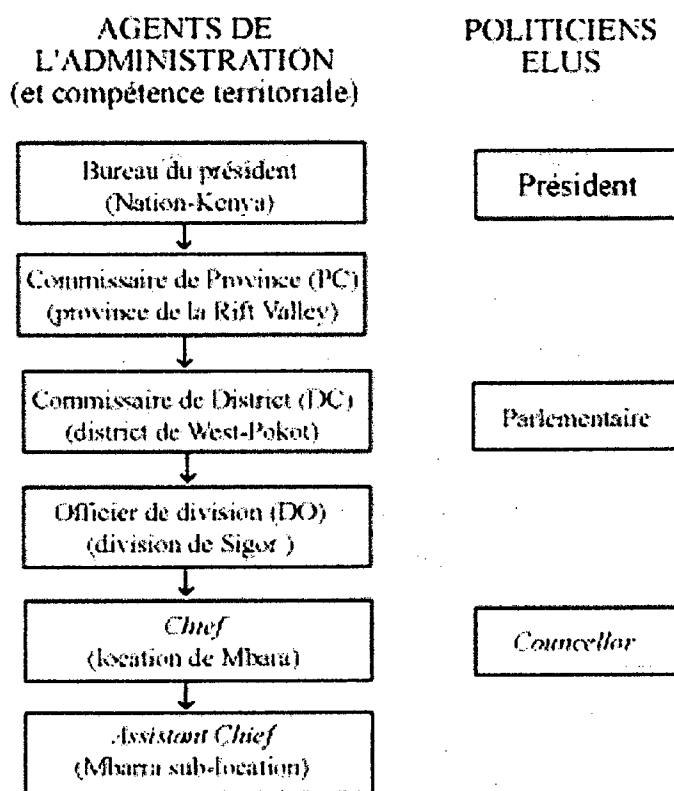
Tout comme le *Foreign Office* de Londres souhaitait que sa colonie (ou que le protectorat ougandais) acquière une autonomie financière, l'administration centrale de Nairobi vise le même objectif face à l'administration locale des districts. La mise en place des *locations* administratives du district répond, dans une certaine mesure, à cet objectif. Il s'agit d'évaluer le nombre d'habitants, leurs besoins et le montant des taxes qu'il est possible de récolter.

²⁶⁰ Durant les années 1990, un *chief* de la division de Kolloa (district de Baringo) avaient ainsi été accusé d'inciter les jeunes à organiser des raids de bétail sur les Marakwet voisins. Il aurait perçu 10% du bétail volé (entretien personnel, Tot, 2000).

²⁶¹ Par l'*indirect rule*, il s'agit d'« assurer le maintien des structures traditionnelles par le biais de la décentralisation et garantir le contrôle de la puissance britannique par la centralisation des pouvoirs.[..] [Mais] du fait de la nécessaire présence d'un corps d'administrateurs coloniaux chargés d'assurer le maintien de la loi et de l'ordre, [ce modèle] ne pouvait guère s'écarter du modèle préfectoral français » (Bourmaud, 1988, p. 9, p. 13). En fait, l'administration cherche à s'adapter en respectant autant que possible la législation coutumière, pour intégrer les populations indigènes par l'intermédiaire de leurs dirigeants et pour diminuer le nombre d'administrateurs nécessaires à l'encadrement des colonies.

Dès 1913, un système d'impôts sur les huttes et le nombre d'animaux possédés est introduit dans ce qui devient plus tard le district de West-Pokot : les commissaires du district espèrent ainsi trouver les budgets nécessaires à la construction des pistes, aux salaires et à l'approvisionnement de leurs fonctionnaires. Cette entreprise est toutefois problématique : les responsables britanniques de l'administration locale sont ignorants des conditions du terrain, les limites des subdivisions administratives qu'ils définissent sont mal adaptées aux objectifs de l'*indirect rule*, ils expriment des difficultés à trouver des intermédiaires capables de relayer leurs actions sur le terrain²⁶². Les Pokot qu'ils choisissent alors comme délégués sont peu soucieux d'assurer ce rôle et s'imposent plus comme des personnages de pouvoir.

Illustration no. 26. Cadres et hiérarchie politico-administratifs au Kenya.



Source : J. Hachen, 2004

²⁶² « Pour pouvoir fonctionner, le gouvernement indirect impliquait l'existence de sociétés suffisamment différenciées et hiérarchisées, seules susceptibles de disposer de dirigeants aptes à relayer la politique de l'administration coloniale. Jamais, dans le cas du Kenya, le gouvernement colonial ne trouvera d'élites politiques précoloniales capables de s'intégrer aux échelons inférieurs du réseau administratif. Jamais, pour la simple raison qu'elles n'existaient pas ». (Bourmaud, 1988, p. 14).

a. Une faible connaissance du milieu local par l'administration du district

Dans le nord du district de West-Pokot, l'administration est considérée comme une structure étrangère. Jusque dans les années 1950, ses services sont effectivement assurés par des individus d'origine britannique ou natifs d'autres régions du Kenya qui demeurent en poste pour une période limitée (peu d'entre eux parlent kipokot). Entre 1913 et 1957, par exemple, cinquante et un commissaires se succèdent à la tête du district de West-Pokot²⁶³ ; un seul, Shireff, reste plus de trois ans (de 1954 à 1959). Sur de si courtes périodes, les commissaires n'ont pas souvent le loisir de rendre visite à leurs administrés. La faiblesse des informations qu'ils ont le temps de récolter les mènent à des analyses incomplètes ou biaisées des problèmes.

Sous les ordres du *District Commissioner (DC.)*, deux *District Officers (DO.)* se partagent le district. En poste pour un à deux ans seulement, ces hommes semblent parcourir le terrain presque continuellement, suivant les routes tracées schématiquement sur un plan par leurs prédécesseurs (Henning, 1938). Leurs rapports font plus souvent état de leurs péripéties et des paysages traversés que des problèmes évoqués par les populations. De fait, ils perçoivent le territoire pokot en fonction de ses unités paysagères²⁶⁴.

Ainsi, lorsqu'en 1925, la pacification étant plus ou moins assurée, il devient nécessaire d'accélérer la « pénétration » de l'administration et de concevoir des projets localisés, douze *locations* sont créées selon les grandes unités paysagères du district, conformément à la perception et aux observations faites par les DO²⁶⁵.

²⁶³ Dietz, 1985, p. 181.

²⁶⁴ Ce point est sans doute important dans la perception du tracé de la limite West-Pokot / Marakwet. En effet, de Kapenguria, les officiers en poste dans le West-Pokot traversaient les montagnes Cherangani avant d'atteindre la rivière Chesegon, alors que les officiers en poste dans le district de Marakwet longeaient la vallée. Les uns voyaient les Pokot comme des agro-pasteurs alors que les autres les voyaient comme des éleveurs.

²⁶⁵ La création des *locations* est décidée en 1912. Une première *location*, celle d'Alongol, est créée avec un *chief* à sa tête en 1914. Puis une deuxième en 1917, la *location* de Turkwell. En 1919, date de la création du district de West-Pokot, un *chief* est tout spécialement choisi pour la *location* des Sekerr. En 1921, un autre est nommé pour Masol. En 1927, les Sekerr sont divisés en deux unités

Les versants ouest et est des Sekerr composent, par exemple, une seule et même *location*, alors qu'ils sont pourtant séparés par une crête culminant à 3 200 m et que les populations qui les occupent ont peu de contacts entre elles, comparés aux relations qu'elles ont chacune avec les plaines mitoyennes (la plaine de Suam à l'ouest et celle de Masol à l'est).

La superficie du district étant relativement étendue (9 100 km²) et le relief contrasté, les difficultés de communication limitent l'efficacité des *District Officers* et les obligent à un favoritisme géographique -ou une approche discrétionnaire en fonction de l'accessibilité. Dans les zones montagneuses des Sekerr, par exemple, ils choisissent les chemins les plus faciles pour leurs chevaux ou leurs mules et opèrent des détours parfois importants. Des aires géographiques sont ainsi régulièrement visitées par les hommes de l'administration qui, par les travaux de terrassement ou de retenues d'eau qu'ils ont imposés, ont laissé une empreinte surprenante dans les mémoires des anciens des Sekerr : à Mungat, dans les Sekerr, tous connaissent par ouïe dire, l'officier Chaundy, par exemple, qui fut chargé du développement agricole dans les années 1940²⁶⁶. D'autres, au contraire, sont trop éloignées : aux yeux de ces communautés locales, ils n'interviennent que de façon inopinée une fois dans l'année, récoltent les taxes, écoutent les problèmes, imposent des décisions sans argumentations, puis disparaissent (Dietz, 1987).

Les Britanniques éprouvent en fait le plus grand mal à imposer une nouvelle organisation politique, économique, juridique et religieuse., contrairement à la plupart des autres groupes du Kenya, les Pokot sont encore sous le contrôle direct de l'administration britannique²⁶⁷. Plusieurs ethnologues sont alors envoyés dans les années 1950 pour étudier les « territoires et les systèmes politiques

ayant chacune leur propre *chief* (un bureau est installé à Mbaraa). Cependant, l'étendue de ces circonscriptions administratives est telle qu'un seul homme n'a sûrement pas les moyens d'y exercer une quelconque influence. [Zaal, F., Van Tienhoven, I., Schomaker, M, 1985]

²⁶⁶ Entretiens personnels (Sekerr, 2000).

²⁶⁷ Schneider, 1957 : « It is apparent that the structure introduced by the colonial officials does not actually function and that the Pokot are in fact still administered by direct rule. Their antipathy to this system is readily observed, and confirmed by an examination of the annual reports of the District Commissioners over the years ». [« Il est apparent que la structure introduite par les officiels coloniaux ne fonctionne pas actuellement et que les Pokot sont en fait encore administrés directement. Leur antipathie vis-à-vis de ce système est aisément observable, et elle est confirmée par l'examen des rapports annuels des commissaires du district tout au long des années »].

traditionnels »²⁶⁸. Ces recherches mettent en évidence toute la complexité et la cohérence des institutions politiques traditionnelles qui étaient jusqu'alors considérées comme mystérieuses, incompréhensibles et surtout inefficaces²⁶⁹.

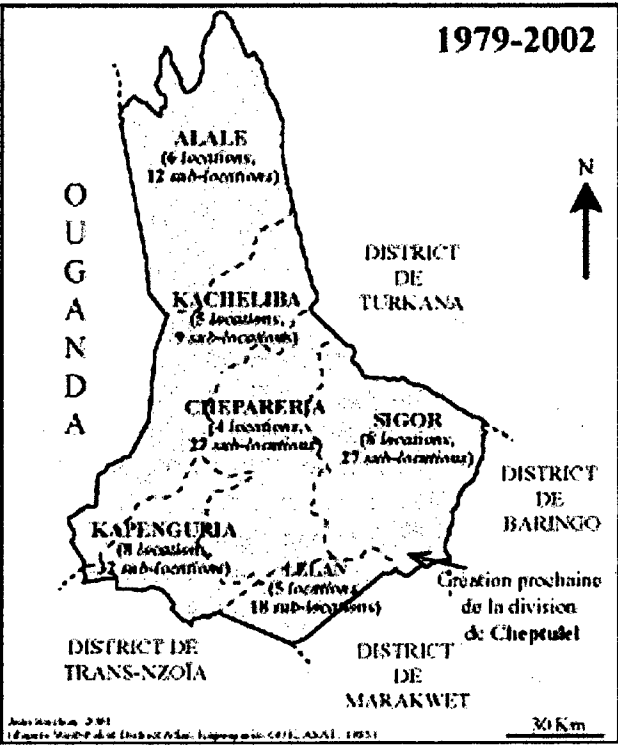
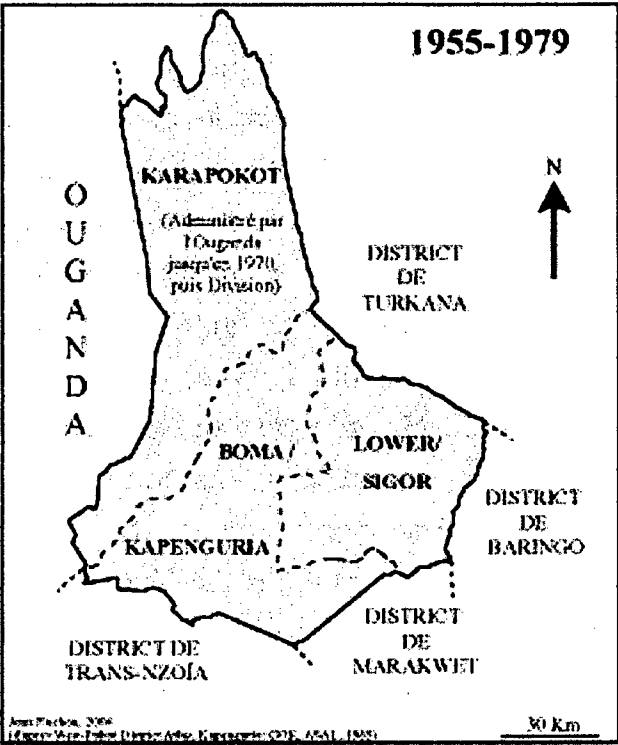
La seconde moitié des années 1950 marque alors un tournant dans le fonctionnement de l'administration britannique. D'abord, le nombre d'agents augmente de façon significative²⁷⁰. Puis, le maillage administratif du district évolue en 1957 avec la création de deux *divisions*, des cadres administratifs intermédiaires entre le district et les *locations* : l'une, la *division* de Boma est sous la responsabilité directe du *District Commissioner* qui réside à Kapenguria, l'autre, la *division* de Lower, est dirigée par un *District Officer* vivant à Sigor en permanence. Ces changements sont l'œuvre du seul commissaire Shirref qui dirige le district de 1954 à 1959 et le parcourt pendant la moitié de son mandat (Dietz, 1987). Logiquement, ces subdivisions administratives doivent permettre d'avoir une vision plus intime des besoins et des aspirations des populations locales. La tendance continue alors après l'indépendance, de nouvelles *divisions* sont progressivement créées pour atteindre le nombre de six en 2002 : Alale, Kacheliba, Chepareria, Kapenguria, Sigor et Cheptulel. Cependant, les bureaux du *District Officer* y sont généralement fermés et la plupart des Pokot doivent s'en remettre à l'échelon administratif inférieur sous la direction des *chiefs*.

²⁶⁸ Gulliver (1952, 1953 et 1955) parcourt les terres karimojong, jie et turkana, Schneider (1957) et Peristiany (1951) s'intéressent plus particulièrement aux Pokot et bien d'autres étudient les systèmes politiques des Nandi (Huntingford, 1953), des Sebei ou des Itesso. Une deuxième vague d'anthropologues s'intéresse au « *Karimojong cluster* » dans les années 1960, juste après la sortie des ouvrages de Dyson Hudson (1966) sur les Karimojong et de Spencer (1965) sur les Samburu (Lamphear, 1971 ; Goldsmidt, 1967, par exemple, etc...).

²⁶⁹ Dietz (1987) évoque l'étude de Schneider dans ces termes : « *He found a complex system of political gatherings along kinship, clan, section and neighbourhood lines, with different composition and scale for different problems to solve and with unanimous decisions as of utmost importance* ». [« Il trouva un système politique complexe associant parenté, clan, section et voisinage, avec des compositions et des échelles de pouvoir différentes suivant les problèmes à résoudre, et avec des décisions d'une extrême importance prises unanimement »].

²⁷⁰ Jusqu'en 1950, le commissaire est assisté d'un seul officier du district, d'un directeur de prison à Kapenguria, d'un officier de la police, d'un trésorier et de deux comptables. En 1962, on compte cinquante européens dans le district, chiffre qui est aujourd'hui largement inférieur, malgré la présence de quelques ONG.

Illustration no. 27. Les divisions administratives du district de West-Pokot en 1955 et en 2002.



b. Les *chiefs*, personnages de l'administration et/ou hommes de pouvoir

En 1910, les Britanniques souhaitent mettre en place une administration basée sur l'*indirect rule*. Dans un premier temps, les Pokot gardent ainsi une certaine indépendance vis-à-vis d'une administration de toute façon très lointaine : le *District Officer* vient chaque année récolter les taxes que le *kokwo* a lui-même récolté (Henning, 1938). Les Britanniques comprennent cependant assez vite qu'ils n'ont en fait aucun interlocuteur de poids pour faire appliquer leurs décisions. Celles-ci dépendent de négociations intenses au sein du *kokwo* qui constitue de fait un organe politique incontrôlable. Ils décident alors de nommer des *chiefs* afin de représenter l'administration auprès des populations et de faire respecter les décisions prises par le *District Commissioner* et les *District Officers*.

Peu de Pokot sont enclins à assurer ce rôle de représentant du pouvoir étatique. Des personnes âgées sont alors désignées après avoir remarqué qu'elles détiennent effectivement une certaine influence sur les jeunes adultes. Mais « *It was only with the utmost persuasion, largely composed of threats, that an administrative officer could prevail upon a respected old man to become a Chief (...). Their eagerness to return to private life meant that the administration could not threaten them with dismissal for failure to support government interest* »²⁷¹.

En fait, les hommes désignés pour être *chiefs* s'attirent d'une part, la méfiance de la grande majorité des membres de leurs communautés qui les accusent d'être complices du pouvoir colonial, et ne disposent pas, d'autre part, de support de leurs supérieurs hiérarchiques, *Commissioner* et *Officers* du district, qui résident à Kapenguria.

²⁷¹ Tully, 1985, p. 93, cité par Dietz, 1985, p. 179 : « ce n'était qu'avec de grands efforts de persuasion, largement constitués de menaces, qu'un officiel de l'administration pouvait convaincre un vieil homme respecté à devenir chef (...). Leur impatience pour retourner à la vie privée était telle que l'administration ne pouvait pas les menacer de les démettre de leur fonction s'ils ne soutenaient pas les intérêts du gouvernement ».

Une des premières lois que les *chiefs* doivent appliquer est l'interdiction, ou du moins le contrôle, des déplacements entre les *locations* administratives. C'est sans savoir que les hommes détiennent justement leur influence de leurs expériences en matière de gestion d'un troupeau (et donc de transhumance) et de leurs nombreuses relations extra communautaires.

Une seconde fonction est de comptabiliser les populations pour établir le montant des taxes dues à la colonie. En 1923, ils reçoivent des droits pour juger les délits mineurs. Il s'agit d'assouplir le travail du tribunal de Kapenguria ; c'était aussi le moyen de placer un agent de l'administration comme médiateur dans les affaires internes des communautés. Mais, les tribunaux locaux, rarement utilisés²⁷² (parfois dans le cadre des conflits interethniques, mais peu pour des conflits internes), sont définitivement abandonnés en 1930 ; tout comme l'idée de *l'indirect rule*.

L'administration décide alors de ne plus choisir les *chiefs* parmi les anciens des communautés, mais plutôt de sélectionner de jeunes pokot, directement nommés par le *District Commissioner* selon le modèle de la *direct rule*. Leur fonction devient celle de véritables agents de l'Etat, salariés et théoriquement dévoués. Issus de la première promotion de l'*African Governmental School*²⁷³, ils sont envoyés dans les locations les plus éloignées de leurs communautés d'origines.

Ils doivent y recruter la main d'œuvre nécessaire à la construction des routes utilisées par la police et les militaires, y établir des quotas de bétail à livrer au gouvernement dans les années 1940, y faire respecter les *grazing schemes* et les mesures de conservation des sols dans les années 1950 et initier les *Harambee*²⁷⁴ dans les années 1960 (Porter, 1988).

²⁷² C'est sans doute pourquoi les rapports britanniques révèlent si peu de conflits internes et nous laissent penser que les Pokot vivent en paix interne. En fait, ils préfèrent vraisemblablement leur propre système de résolution des conflits, le *lapai*.

²⁷³ Ecole créée à Kacheliba en 1927, puis transférée à Kapenguria en 1931.

²⁷⁴ *Harambee*, « tirons ensemble », est une action collective pour un projet concernant la communauté (collecte de fond pour la construction d'une école, par exemple). C'est aussi un outil de recrutement électoral durant lesquels le discours idéologique à sa place (*harambee* pour la construction d'une église, par exemple). Le *harambee* est le domaine de la petite bourgeoisie qui exploite le trou entre l'administration qui ne tient pas son rôle et les petits paysans dont les besoins et les aspirations sont croissantes.

Ils n'ont, en réalité, que peu d'influence dans les régions isolées de Masol ou du nord des Sekerr où aucun projet n'est mené à son terme. Cependant, l'absence et la mauvaise connaissance du terrain par les *District Officers* leurs offrent une autonomie et une marge de manœuvre qu'ils sont susceptibles d'utiliser à mauvais escient.

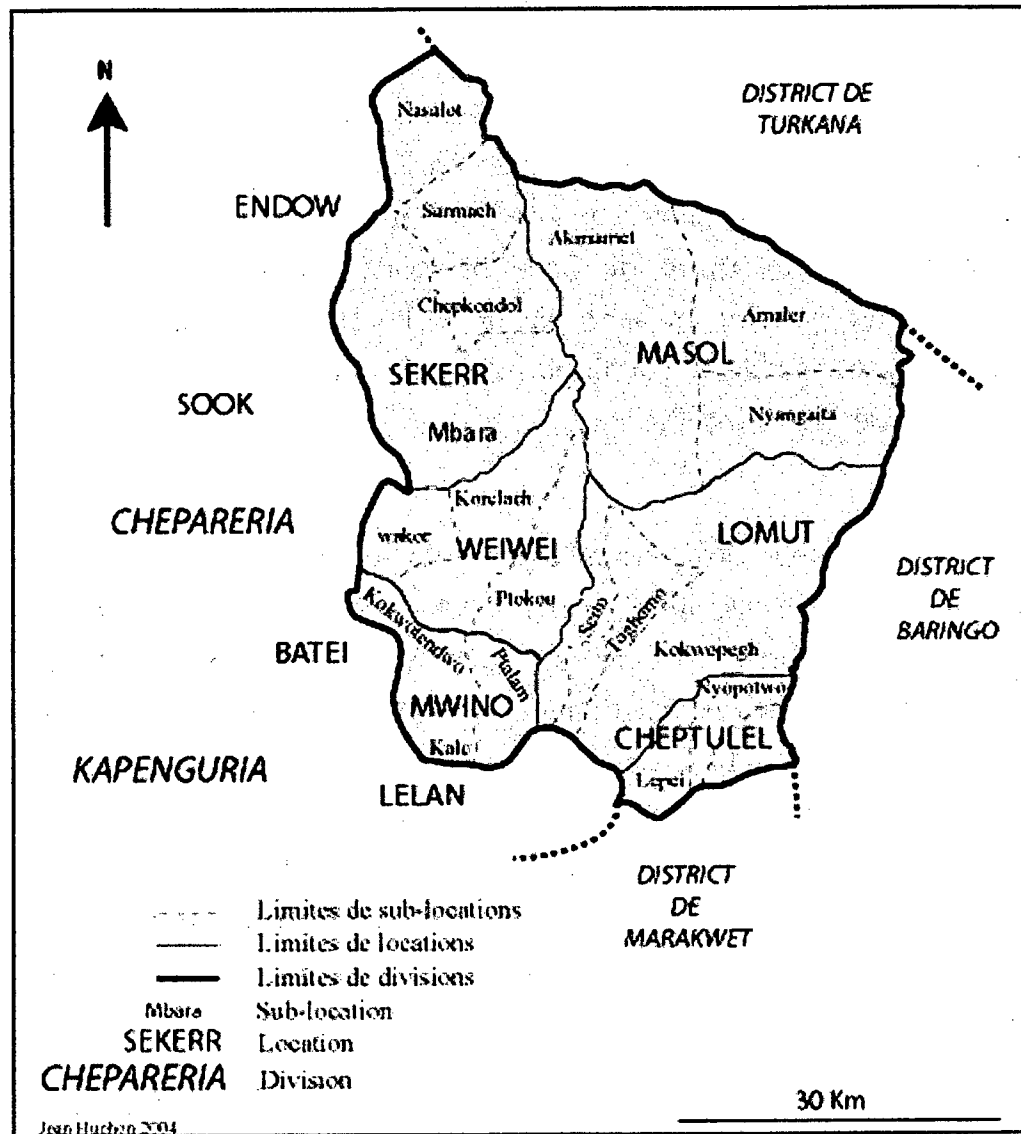
Aussi, les populations respectent les *chiefs*, autant qu'elles les craignent. Les *chiefs* sont estimés lorsqu'ils prennent en charge le recensement des personnes devant recevoir l'aide alimentaire de l'Etat, mais, de plus en plus, ils ont tendance à s'approprier les projets de développement et à s'affirmer ainsi comme des hommes de pouvoir, faisant planer à l'occasion l'image de la prison de Kapenguria, une ville que la plupart des Pokot ne connaissent que par les récits et les chansons populaires²⁷⁵.

Dans les années 1990, le maillage administratif se densifie. Ainsi, en 2002, on dénombre 36 *locations*, divisées en 112 *sub-locations* dans le district de West-Pokot. Ces dernières subdivisions correspondent mieux aux communautés de voisinage. Elles sont sous l'autorité d'*assistant chiefs*, natifs et familiers de la communauté. En montagne, leur nombre augmente en fonction de la croissance démographique des communautés. En plaine, leur forme change pour s'adapter à la flexibilité des territoires de voisinage. Les populations locales ont donc facilement adopté la *sub-location*, au point de s'en servir comme unité de recrutement pour le système des classes d'âge (les cérémonies de circoncisions sont organisées dans le cadre de la *sub-location*).

Mais cette apparente intimité entre le cadre administratif et le cadre territorial local cache en fait des enjeux de pouvoirs : jusqu'alors circonscription administrative et « circonscription anthropologique » ne coïncidaient pas aussi justement ; désormais, la dualité entre unités « modernes » et « traditionnelles » s'estompe. Les *chiefs* peuvent tenter de prendre le pouvoir au sein du *kokwo*, qu'il est devenu difficile d'organiser sans leur présence ou celle d'un de leurs assistants. Ils tendent ainsi à utiliser la circonscription « anthropologique » pour trouver une légitimité électorale.

²⁷⁵ Une chanson pokot très connue du chanteur des *Kacheliba Boys Band* et ancien gardien de la prison de Kapenguria, fait ainsi l'éloge du paysage aperçu à partir de la lucarne d'une cellule.

Illustration no. 28. Division et sub-divisions : l'exemple de Sigor



De fait, les *chiefs*, dont la plupart sont originaires de la division de Kapenguria et y possèdent des terres (voire également sur Trans-Nzoïa), exercent un certain pouvoir sur l'imaginaire des jeunes qui aspirent à se tourner vers une vie plus « moderne ». Cette attache géographique symbolique au sud les amène, une fois retraités de la fonction administrative, à être soutenus aux élections pour un siège de *Councillor* (élu au niveau de la *location*) dans le gouvernement local (*county council*). A cet égard, toutes nouvelles *divisions* ou *locations* donnent lieu à l'ouverture de sièges au *county council* et révèlent autant le souci de contrôle d'un espace particulier par l'administration que les pressions politiques du *local government*. La création de la *division* de Cheptulel en 2000, par exemple, illustre à la fois la volonté de l'administration de gérer de plus près le conflit qui y oppose les Pokot et les Marakwet, et le lobbying politiques des populations originaires de Cheptulel et ayant migrées à Kapenguria après les premiers affrontements.

2. Jeux politiques dans le chef lieu du district de West-Pokot

Du fait de sa proximité, le contrôle de l'administration est beaucoup plus efficace à Kapenguria, dans le Sud. Là, la question de l'intégration se concentre autour de la création d'institutions politiques locales capables de servir d'intermédiaires entre l'administration et les populations du district, et de représenter ces populations sur la scène nationale. Mais contrairement à l'objectif initial, le jeu des élites politiques locales n'est pas celui d'une bataille électorale visant la participation de la population locale, mais celui d'une bataille contre l'administration et pour une promotion personnelle sur la scène nationale.

a. Le gouvernement local : des représentants sans pouvoir face à l'administration

Après la mise en place des *locations*, l'administration coloniale crée le *Local Native Council* en 1925. Il s'agit d'une assemblée construite sur le modèle parlementaire, regroupant des représentants de chaque *location* et quelques autres personnages nommés par l'administration. Considérée par les Britanniques comme la suite logique à l'*indirect rule*, la mise en place de ce gouvernement local vise à impliquer les Pokot dans la construction et le développement de leur district ; c'est une façon de faire contrepoids à d'éventuels pouvoirs locaux susceptibles de se développer²⁷⁶, et aussi un moyen de mieux faire accepter l'impôt, dans la mesure où le *local native council* bénéficie d'une légitimité théorique, d'ailleurs très relative (il reçoit une partie de l'impôt perçu).

Cependant, pour les Pokot, la conception du district comme territoire n'est pas encore très claire ; la notion d'aménagement sans doute encore moins. De fait, la plupart des propositions britanniques sont rejetées par les élus : plutôt que de construire des routes et des écoles, le *Local Native Council* préfère, par exemple, voter l'utilisation des revenus du district pour payer les taxes et acheter de la nourriture en prévision des disettes, ce qui n'est pas non plus accepté par les Britanniques (Dietz, 1987, p. 183).

Au sortir de la Deuxième Guerre, la désagrégation de l'empire britannique est acquise. Londres souhaite alors « *favoriser une évolution progressive vers l'autonomie. Il ne sert à rien de retarder le mouvement : il convient au contraire de l'accompagner. [...]* Les arguments pour renforcer le local government ne manquent pas. Toute une génération d'Africains scolarisés n'aspire qu'à prendre des responsabilités de plus en plus importantes. Ceux-ci sont favorables au développement, à une forme de modernisation, et sont déjà en conflit avec la génération d'Africains qui les précèdent, plus traditionalistes et conservateurs d'un certain point de vue »²⁷⁷. Le *Local Native Council* est alors remplacé par l'*African District Council* au début des années 1950. Son rôle reste cependant le

²⁷⁶ Bourmaud, 1988, p. 52.

²⁷⁷ Bourmaud, 1988, p. 56.

même et l'opposition élus/ nommés restent constantes²⁷⁸ : les représentants des *locations*, plutôt conservateurs, s'opposent aux jeunes Pokot nommés par le *District Commissioner* à leur sortie de l'*African Government School*.

Seules l'éviction des populations non pokot du district et la « pokotisation » des services administratifs font l'unanimité. L'*African District Council* préconise que les emplois administratifs du district soient réservés aux Pokot, que l'adjudication des terres se fasse au nom de familles pokot et que les commerces du district appartiennent uniquement à des Pokot (Reynolds, 1982).

L'*African District Council* semble remplir son rôle non pas comme représentant des Pokot au niveau du district, mais comme un *kokwo* de la communauté de voisinage de Kapenguria. Ses revendications concernent en effet des problèmes propres à la *division* de Boma (Kapenguria), où se concentre l'essentiel des services administratifs et des commerces du district. D'ailleurs, les membres représentant les *locations* de l'arrière pays ont en réalité une légitimité réduite : en 1957, ils doivent leur élection à seulement cinquante-cinq personnes originaires de Kapenguria et de Sigor, les deux centres où résident le commissaire et l'officier du district.

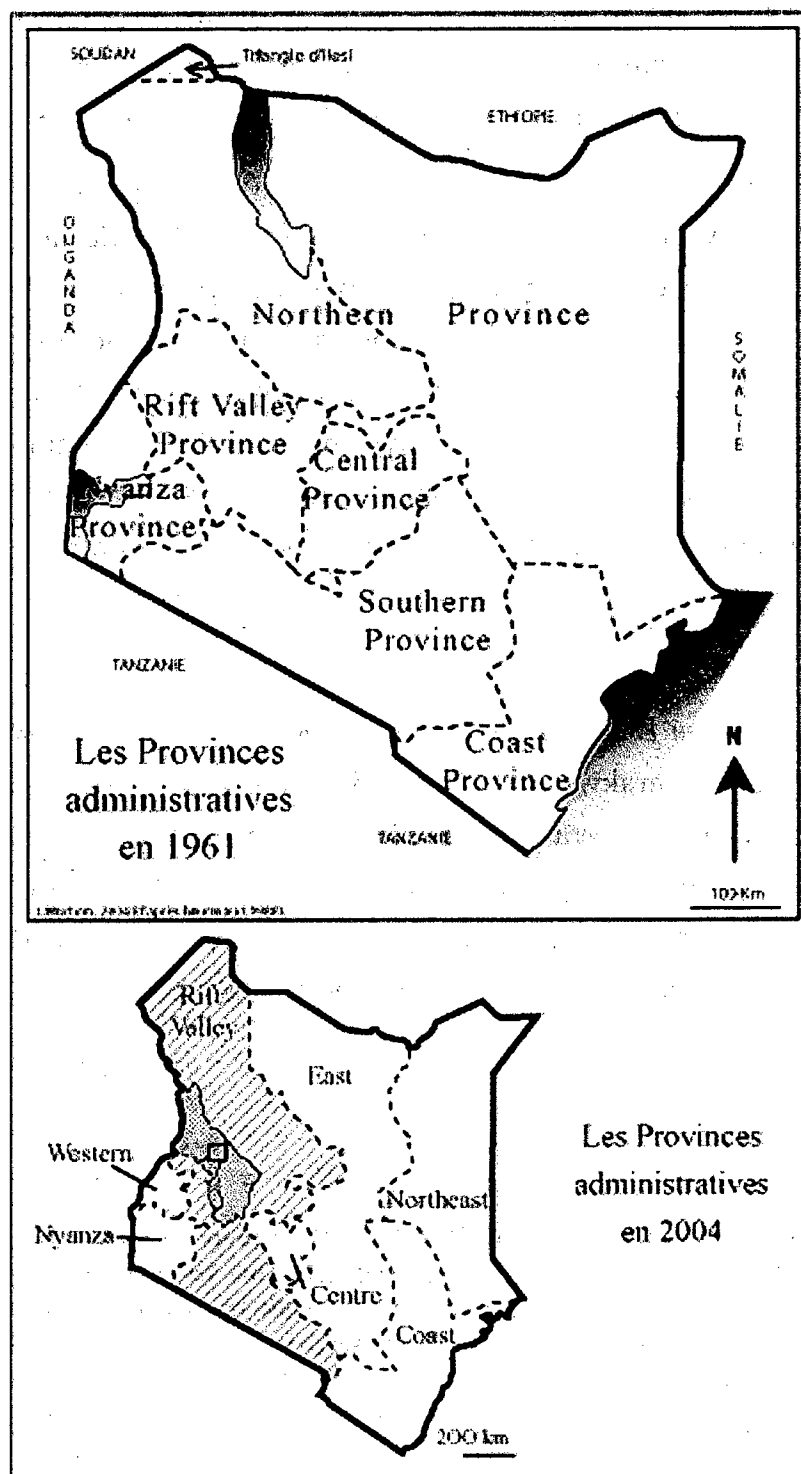
En 1961, l'*African District Council* rejoint les autres *African District Council* des districts d'Elgeyo-Marakwet, de Nandi, de Trans-Nzoïa et de Uasin-Gishu (qui sont ouverts au peuplement africain à l'indépendance) sous l'autorité du *Sirikwa County Council*. Ce regroupement correspond à la politique de régionalisation menée, dès 1961, par le parti *Kenya African Democratic Union* (KADU) qui est dominé par les Kalenjin²⁷⁹ et soutenu par les colons européens de Trans-Nzoïa et de Uasin Gishu²⁸⁰.

²⁷⁸ Au début des années 1950, l'administration coloniale prend conscience de son inefficacité à stimuler un processus de développement et d'intégration chez les Pokot. Ce changement de statut, du *Local Native Council* à l'*African District Council*, symbolise la volonté de revoir les fondements de son action. Cependant, les nouvelles mesures ressemblent fortement aux anciennes (Bourmaud, 1988).

²⁷⁹ Prunier, 1997, p. 131 : « Les petites ethnies [...] qui s'étaient organisées en multiples groupes d'intérêts tribaux (*Kalenjin Alliance*, *Masai United Front*, *Coast African People's Union*, etc.) se regroupèrent pour former le *Kenya African Democratic Union* (KADU) en juin » 1960.

²⁸⁰ Bourmaud, 1988, p. 82 : « Tous (les Européens et les Indiens du Kenya) redoutaient la mise sur pied d'un Etat centralisé indépendant et voyaient dans la régionalisation un moyen de maintenir leurs intérêts ».

Illustration no. 29. Régionalisation et découpage administratif des provinces en 1961, conformément aux dispositions de Lancaster House II (Bourmaud, p 86, 1988).



Mais dès sa mise en place, le *Sirikwa County Council* est affaibli par la défaite de la KADU face à la *Kenya African National Union* (KANU), le parti favorable à la centralisation, lors des élections de mai 1963. Alors que la même année, l'*African District Council* devient le *county council* de West-Pokot, le *Sirikwa County Council*, qui est censé le superviser, perd peu à peu ses principales prérogatives (développement du réseau routier, éducation, etc...) au profit de l'administration provinciale. Héritée de l'époque coloniale, celle-ci « va devenir un instrument de compensation de la faiblesse du centre (l'Etat central) face à la périphérie (les districts) »²⁸¹. Et cela d'autant plus facilement, que les *local governments* n'ont ni les ressources, ni la légitimité électorale suffisante pour assumer leur rôle. Finalement, le *Sirikwa County Council* est officiellement dissout en 1970 et l'on revient au modèle qui prévalait lors de la période coloniale : les *county councils* de chaque district reprennent leur rôle d'antan.

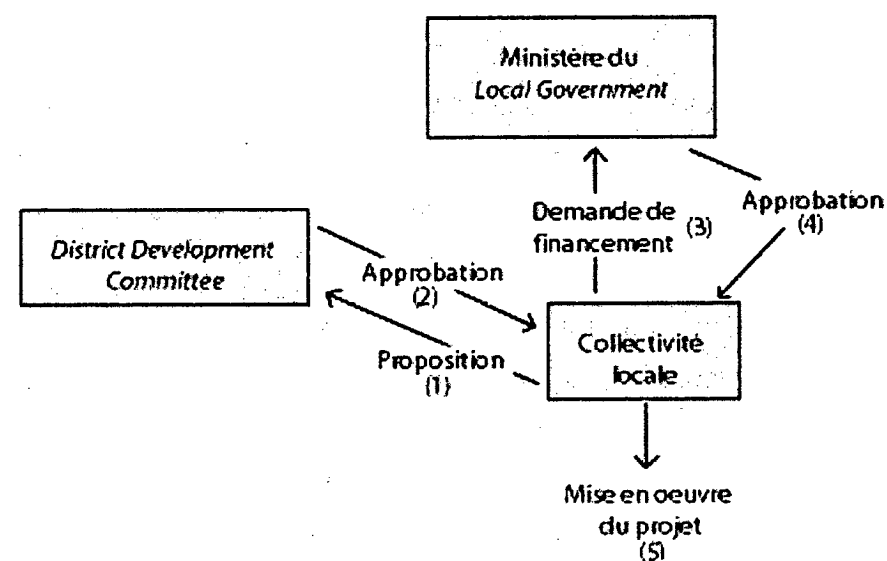
Les prérogatives du *County Council* de West-Pokot en matière d'aménagement ou de développement demeurent en fait extrêmement limitées face à une administration du district renforcée par des représentants des ministères (*District Veterinary Officer, District Education Officer*, etc.).

En 1983, une nouvelle réforme est initiée par le rapport Ndegwa. Alors que le *county council* assurait jusqu'alors le financement de ses projets ou demandait directement les fonds nécessaires au ministère des *local governments*, tous projets émanant du *county council* est désormais soumis au *District Development Committee* (DDC) pour recevoir son approbation. Ce n'est qu'une fois celle-ci obtenue que la collectivité locale s'adresse au ministère du *local government* pour obtenir les fonds, lequel a toujours la possibilité de les lui refuser. Cette réforme de décentralisation a théoriquement pour but de démocratiser le développement en remettant les clés du développement local aux acteurs politiques des districts. Cependant, les *District Development Committees* (DDC) sont composés du *District Commissioner*, du *District Development Officer*, des différents responsables des services ministériels déconcentrés sur le district, des parlementaires, des

²⁸¹ En effet, « le modèle de l'administration est incompatible avec la décentralisation, tout spécialement avec la régionalisation » (Bourmaud, 1988, p. 106).

responsable KANU et du *Chairman* du *county council*²⁸². Les politiciens locaux y sont donc minoritaires et n'ont qu'une marge de manœuvre limitée pour faire valoir leurs stratégies. Ainsi, les DDCs sont surtout les instruments de la centralisation du clientélisme d'Etat : « *In the past, they (les acteurs politiques locaux) would personally solicit assistance from central government ministries, the Treasury, or even directly the President through delegation. In other words, DDCs have become instruments for the centralisation of state patronage* »²⁸³. Le gouvernement les utilise comme outils politiques, pour féliciter ou punir les *leaders* locaux. Dans le district de West-Pokot, il donne lieu à de fortes tensions entre les élus et les instances administratives dépendantes de l'administration provinciale et des bureaux du Président.

Illustration no. 30. Le contrôle des collectivités locales.



Bourmaud, 1988, p. 202

Dans ce contexte, le rôle du *county council* en matière de développement est relatif, ce qui nuit considérablement à sa popularité. Les gens des Sekerr, par exemple, n'entendent parler de cet organe politique que lorsque ses agents se présentent aux comptoirs des épicerie de campagne pour y percevoir les taxes.

²⁸² Bourmaud, 1988, p. 211.

²⁸³ Kanyinga, 1999, p. 89 : « *Dans le passé, ils auraient sollicité l'assistance des ministres du gouvernement central, le Trésor ou même directement le Président à travers une délégation. En d'autres mots, les DDCs sont devenus les instruments de la centralisation du clientélisme d'Etat* ».

Aussi, la participation politique des Pokot se joue plutôt à une échelle supérieure, celle des membres du Parlement national, le seul niveau à partir duquel les politiciens sont capables de stimuler des retombées en matière de développement.

b. Les membres du Parlement : régionalisme et compromis électoraux

En 1961, la perspective de l'indépendance du Kenya attise les convoitises de nombreux jeunes membres de l'*African District Council* qui souhaitent s'engager dans une carrière politique nationale. La KADU, menée par Daniel Arap Moi et favorable à la régionalisation, est le premier parti à prendre pied dans le district. Son représentant y remporte les premières élections sans opposition²⁸⁴. Cependant, la KANU obtient le plus grand nombre de suffrages au niveau national. Jomo Kenyatta, son chef de file, devient alors Président de la nouvelle république en 1963. Peu après, en novembre 1964, la KADU intègre la KANU²⁸⁵. Les deux membres du Parlement des circonscriptions West-Pokot de Boma (Kapenguria) et de Lower (Sigor) suivent de concert l'ensemble de la classe politique du pays et adhèrent à la KANU. Cependant, ils restent, comme tous les autres politiciens issus des « *populations pastorales du Nord Kenya, à la marge du*

²⁸⁴ A 25 ans, Lorema, est le premier membre du Parlement élu en West-Pokot sans opposition. Il est inscrit à la KADU. Il est originaire des hautes terres mitoyennes de Trans-Nzoïa, Mnagei, et est enseignant à la *Government African School* de Kapenguria entre 1960 et 1963. Comme tous les membres de la KADU il devient membre de la KANU en 1964, puis rejoint le parti *Radical Kenya People's Union* (KPU) en 1966. La même année, il perd les élections primaires KANU/KPU. Finalement, il travaille en West-Pokot pour les organisations para-étatiques de développement et finit sa carrière à la fin des années 1970, au sein du ministère de l'Education dans le district de Turkana (Dietz, 1985, p. 185).

²⁸⁵ Bourmaud, 1988, p. 110 : La défaite de la KADU « *n'est pas aussi complète que sa disparition pourrait le laisser croire. Si elle échoue sur son objectif, la régionalisation, elle atteint son but inconsciemment, la reconnaissance de la périphérie. [...] Le parti de Jomo Kenyatta est un assemblage de groupes périphériques qui dictent leur loi, celle de leur identité, au centre. Une fois cette vérité admise, le centre peut prendre sa revanche sur la périphérie par le biais de l'administration provinciale : le chef de l'Etat règne sur les deux ensembles, parti et Administration, pour en assurer la cohésion* ».

nouvel ensemble politique en gestation »²⁸⁶ : leurs bases électorales et leurs pouvoirs au niveau national sont insignifiants²⁸⁷.

Francis Lotodo, profondément adepte des théories régionalistes de Daniel Arap Moi, est élu une première fois dans la circonscription de Kapenguria en 1969²⁸⁸, puis en 1974, et de nouveau en 1979. A cette date, Daniel Arap Moi accède à la présidence. Kalenjin, Tugen plus particulièrement, ancien chef de file de la KADU et initiateur des campagnes d'aide alimentaire dans la région du Nord-Ouest Kenya au milieu des années 1970, il s'entoure d'autres élus des hautes terres occidentales. La nomination de Lotodo comme Assistant au Ministère de l'Energie représente alors une « petite révolution » quant à l'intégration nationale du district de West-Pokot, dont les budgets de développement augmentent à travers le programme de coopération A.S.A.L (*Arid and Semi Arid Land*) et la création du K.V.D.A. (*Kerio Valley Development Authority*)²⁸⁹.

Durant toute la période Moi, on assiste « à un combat entre la nation et la région, entre l'ambition d'une inclusion nationale et la peur de l'exclusion »²⁹⁰. Jusqu'alors, l'Etat n'a jamais opté pour l'exclusivisme ethnique des districts, il a au contraire construit des compromis visant à encourager l'inclusion nationale. Mais lorsque le

²⁸⁶ Bourmaud, 1988, p. 76.

²⁸⁷ Peu d'investissements sont effectivement réalisés dans la région. En outre, il est sans doute nécessaire de rappeler que le Président Jomo Kenyatta a un souvenir particulier de ces régions, notamment des prisons de Maralal (district de Samburu), de Kapenguria (West-Pokot), de Lodwar et de Kakuma (Turkana), où il a été enfermé par les Britanniques dans les années 1950.

²⁸⁸ Avant lui, Lorimo était le parlementaire pour la circonscription de Kapenguria (Pokot-West à l'époque). Il venait de Riwa, au sud de la plaine de Suam (on comprendra d'ailleurs pourquoi la paix entre les Pokot et les Sebei préoccupe particulièrement l'administration à cette époque (cf. West-Pokot District- Rapport annuel 1965-DC. D'Amoth)). Lorsqu'il lui succède en 1969, Lotodo n'a que 27 ans, mais il a déjà une carrière dans l'administration comme clerc à la cours de Kitale, puis dans le gouvernement local du Karamoja en Ouganda.

²⁸⁹ Un programme de développement financé en partie par la Norvège, le Danemark, puis par les Néerlandais. Jusqu'en 1988, le financement étranger est directement versé à l'administration du district. La Norvège et le Danemark se retirent alors, soupçonnant l'administration de puiser dans les caisses, ou du moins de payer son personnel sous couvert du programme (les bâtiments de l'administration de Kapenguria sont entièrement bâtis par ASAL). En 1992, les Néerlandais décentralisent leur financement, qui est déposé dans une banque de Kitale et seulement disponible par l'intermédiaire d'un expatrié (entretien personnel, Kapenguria, 2001).

Le KVDA est un organisme para étatique chargé du développement et de l'aménagement de la vallée de la Kerio. Il gère notamment le barrage hydroélectrique des gorges de la rivière Turkwell.

²⁹⁰ Anderson, 2003, p. 39.

Président Moi prend le pouvoir, il tente de renforcer l'Etat central, alors même que les *leaders* politiques qu'il soutient restent fidèles à l'idée de régionalisme. Ces politiciens trouvent un équilibre entre leurs ambitions sécessionnistes et les compromis électoraux qui les maintiennent auprès du gouvernement du Président Moi.

Parmi eux, Lotodo se démarque par une position ambiguë, en usant d'un discours particulièrement virulent. Il est, tour à tour, membre du gouvernement en tant qu'Assistant du Ministère de l'Energie entre 1979 et 1984, puis accusé de haute trahison pour incitation à la sécession (mais condamné en 1984 pour une simple surfacturation de ses trajets entre sa circonscription de Kapenguria et le parlement de Nairobi) et démis de ses fonctions parlementaires pendant un temps, pour être réélu en 1988 et devenir ministre à plusieurs reprises à partir de 1997 (Ministre de l'Environnement, puis de l'Energie).

En fait, Lotodo semble jouir d'une certaine indépendance vis-à-vis de la Présidence. Il est propriétaire d'importants *ranchs* autour de Kapenguria, mais ne semble pratiquer aucune activité commerciale. Or, la plupart des membres du Parlement sont caractérisés par leur degré de corruption, entretenu par l'Etat central et le Président. Le poste de parlementaire est autant un engagement politique qu'un tremplin vers le milieu des affaires²⁹¹. Non seulement leur fonction leur accorde une rente financière confortable²⁹², mais les parlementaires sont au cœur d'un réseau de clientélisme qui leur donne accès à une information qui circule difficilement auprès des populations locales. Ce réseau est construit, d'une part, sur la fréquentation des autres « *big men* » qui évoluent au sein des ministères, et d'autre part, sur une assise locale entretenue par leurs participations financières aux *harambee*. Efficace, il permet de développer des activités commerciales et de conclure les contrats bien avant les autres commerçants.

²⁹¹ Parlementaire pour Kacheliba de 1992 à 1997, Nangole est commerçant de bétail. Parlementaire pour Kapenguria de 1984 à 1988, Lotim est commerçant de maïs et de produits manufacturés comme Lomada (parlementaire pour Sigor de 1988 à 1992 et de 1997 à 2003). Rotino, parlementaire pour Sigor de 1992 à 1997 et réélu en 2002, est quant à lui, propriétaire d'une entreprise de transport travaillant pour la FAO, le *county council*, ou l'administration locale.

²⁹² En 2000, le salaire de parlementaire s'élève à 10 000 Ksh par mois, mais 380 000 Ksh par mois sont alloués en plus sous forme de diverses primes. Par comparaison, un médecin à l'hôpital de Nairobi, gagne entre 20 000 et 30 000 Ksh par mois.

Aussi, les acteurs de l'Etat (qu'il s'agisse d'élus locaux ou de représentants de l'administration) agissent suivant deux principes associés : l'un est d'assumer leur fonction en dépit de moyens extrêmement limités ou de contraintes liées à la structure pyramidale de l'Etat, l'autre est d'utiliser cette fonction pour élaborer des stratégies de carrière. Celles-ci peuvent être dirigées différemment vers l'administration centrale, le milieu politique ou le commerce, mais de toute façon, elles le sont toujours vers une activité de dimension provinciale ou nationale ; et doivent pour cela bénéficier du support de l'Etat central.

B. Institutionnalisation des conflits au Nord : les bras armés de l'Etat comme vecteurs de l'intégration ?

L'image du guerrier pokot continue encore aujourd'hui à hanter l'esprit des agents de l'administration qui travaillent dans le nord du district de West-Pokot. L'insécurité, et plus généralement l'usage de la violence, est le principal problème qui touche cet arrière pays. Pour beaucoup, elle est responsable des famines récurrentes et de l'avortement des projets de développement. Les raids de bétail semblent n'avoir jamais été aussi fréquents et aussi meurtriers que ces dix dernières années. Mais à bien y regarder, la violence n'est pas le seul apanage des Pokot. La répression violente a bien souvent été employée par l'Etat comme un mode de résolution des conflits. Alors que l'insécurité est l'œuvre de quelques individus ou groupes pokot isolés, l'Etat use de frappes généralisées sur l'ensemble des populations, participant ainsi à la spirale de la violence.

Il semblerait qu'il n'ait d'autres moyens de contrôler que d'abuser de son appareil de répression : police, armée et autres groupes militaires para-étatiques. Les trois exemples qui suivent montrent que l'Etat ne domine pas la région ; la région n'est pas complètement intégrée à sa sphère d'influence. L'espace territorial de l'Etat y est fait de non-lieux, sans autre définition que celle de leur fonction sécuritaire. La présence de groupes paramilitaires liés aux différentes échelles de l'administration (locale, provinciale et nationale) sur le même terrain pose la question des enjeux que peuvent représenter le contrôle et l'intégration du Nord.

1. Le massacre de Kolloa (1950) : un symbole des relations entre l'arrière pays pokot et l'Etat

Le massacre des Pokot de Kolloa par les contingents britanniques du *King's African Rifle* est un des événements les plus marquants de la période coloniale.

Pour l'administration et l'élite politique du Sud, cet épisode est la conséquence du « sous-développement » et du « traditionalisme négatif » qui caractérise l'arrière pays pokot. Mais le contexte historique explique l'effet de surprise que va créer cette journée de 1950 pour la société pokot. Les Britanniques subissent déjà les premières offensives du mouvement indépendantiste mau-mau. Le massacre de Kolloa (« *the Kolloa affray* ») est alors, à l'époque, analysé comme une de ces offensives dans la presse londonienne.

Pour les gens de l'arrière pays pokot, ce massacre est surtout la preuve que les relations avec l'Etat ne peuvent-être considérées comme fiables. Jusqu'alors, après trente années de *Pax Britannica*, les Pokot restaient sur l'impression que les Britanniques étaient leurs alliés contre les Turkana. Leurs relations avec l'Etat colonial étaient passives et indirectes : les réformes de l'administration ne touchaient pas vraiment les parties isolées des districts et, depuis la mise en place des limites administratives, l'Etat n'avait pas renforcé sa présence dans cette région.

Cinquante ans après ce massacre, les mêmes constats sont toujours d'actualité. Dans les campagnes profondes des districts pokot (nord de Baringo et nord de West-Pokot), cet épisode tend aujourd'hui à résumer les rapports avec les autorités coloniales. Les souvenirs et les ressentiments sont encore vivaces et expliquent, dans une certaine mesure, l'opposition actuelle de certains Pokot traditionalistes vis-à-vis d'un Etat dit moderne. D'abord, cette tuerie a touché une classe d'âge entière de la communauté de Kolloa dont l'influence était relativement importante, puisque d'une part, Kolloa est situé sur la rive gauche de la rivière Kerio, au carrefour des relations entre les Pokot de la plaine de Masol

et ceux du district de Baringo, et que d'autre part la classe d'âge ainsi réduite (*Chumwo*) a pris le pouvoir quelques années plus tard (en 1954) pour s'y maintenir jusqu'en 1988. Ces personnes âgées (*Chumwo* et *Korongoro*), respectées pour leur ascendant politique, racontent encore aujourd'hui l'histoire de Kolloa à leurs enfants et à leurs petits-enfants.

- Une punition démesurée contre une secte...

Kolloa est un centre minuscule, éloigné des chefs lieux de la région : à environ 100-150 km de Kapenguria (chef lieu du district de West-Pokot), d'Iten (chef lieu du district d'Elgeyo-Marakwet) et de Kabarnet (chef lieu du district de Baringo). En 1950, un Pokot du nom de Lucas Pkech s'y installe et lance le mouvement religieux *Yomut*.

Pkech n'est pas inconnu des Britanniques. Originaire de Kapenguria et adepte de l'Eglise de *Diny ya Msambwa*, fondée par Elijah Masinde et à laquelle se sont ralliés des Luhya qui travaillent sur les terres blanches de Trans-Nzoïa et de Uasin-Gishu en 1947, il est enfermé à la prison de Nakuru en 1948, pour s'en évader quelques mois plus tard. Personne n'entend plus parler de lui jusqu'en 1950, lorsqu'un missionnaire évoluant au nord de Baringo rapporte au *District Commissioner* de Kabarnet qu'un important regroupement de Pokot a lieu près de Ngyniang. *Diny ya Masambwa* (ou *Yomut* en langue pokot) inquiète d'autant plus les missionnaires et l'administration que ses sermons encensent la tradition et les rites africains pour s'opposer à la religion chrétienne et à la « conquête des Européens » : « *Lukas Pkech's message was quite simply stated. He was a prophet of God. He claimed that he had twice been dead and had twice risen from death. To all women who were barren, he promised fertility. To the impotent, he promised renewal. To the aged, infirm and blind, he promised renewal youth, invigoration and vision. While the Pokot to whom he addressed himself were, as pastoralists went, reasonably endowed with large herds stocks, the vicissitudes of Pokot life were such that great disasters and natural calamities constantly threatened this source of sustenance. Therefore, Pkech urged his listeners, the Pokot must abandon the few earthly goods they had and go with him to Zion, where he promised them thousand of cattle, camel, goats and sheep. In Zion, there were no white men. There, the Pokot would live in peace, according to their old customs. If the*

*Pokot did not believe his call and follow him, he would curse them so that their stock would die ».*²⁹³

La plupart des Pokot qui entourent Pkech sont vieux ou malades, mais ont une influence sur les plus jeunes. Les prophéties de Pkech affectent donc toutes les classes d'âge.

Lorsque les forces de police atteignent Kolloa, près de 300 Pokot y sont retranchés. Pkech refuse de se rendre ; il s'en suit plusieurs affrontements dans lesquels sont tués 47 Pokot, selon l'administration coloniale, 300 selon les Pokot et l'histoire retenue par le gouvernement kenyan à l'indépendance²⁹⁴. La réponse démesurée des Britanniques est suivie de punitions collectives : confiscation des lances et des arcs, mais aussi et surtout du bétail²⁹⁵. Le commissaire de la Province

²⁹³ Kipkorir, 1973, p. 26, cité par Reynolds, 1982, p. 45 : « *Le message de Lukas Pkech était plutôt simple. Il était prophète de Dieu. Il clamait qu'il avait été tué puis ressuscité deux fois. A toutes les femmes stériles, il promettait des enfants. Aux impuissants, il promettait la vigueur sexuelle. Aux vieux, aux infirmes et aux aveugles, il promettait la jeunesse, la guérison et la vue. Alors que les Pokot à qui il s'adressait possédaient, comme la plupart des pasteurs, d'importants troupeaux, les vicissitudes de leur vie étaient telles que de grands désastres et des calamités naturelles menaçaient constamment cette source de subsistance. Par conséquent, Pkech ordonnait à ceux qui l'écoutaient, que les Pokot devaient abandonner le peu de biens terrestres qu'ils possédaient et partir avec lui à Zion, où il leur promettait des milliers de vaches, chameaux, chèvres et moutons. A Zion, il n'y avait pas d'homme blanc. Là-bas, les Pokot vivraient en paix en accord avec leurs anciennes coutumes. Si les Pokot ne le croyaient pas et ne le suivaient pas, il les maudirait de sorte que leur bétail meure* ».

²⁹⁴ Plusieurs auteurs ont repris le récit de « *Kolloa affray* ». Cependant, certains avancent que l'affrontement fut donné suite au meurtre d'un (Kipkorir, 1983) ou de trois (Dietz, 1987) missionnaires protestants, d'autres ne font aucune mention de ces meurtres (Reynolds, 1982). Ce massacre fut relaté par la presse de l'époque, au Kenya mais aussi en Europe, où il donna même lieu à un débat à la Chambre des Communes. Reynolds (1982, p. 47) en tire cette analyse : « *It is not exaggeration to say that the Kolloa affray stands out as one of the most spectacular and tragic episodes in the history of colonial Kenya up to the Emergency period. [...] Kolloa was an intimation of things to come, for Diny ya Msambwa amongst the Pokot amounted to an open resistance of British rule and culture.* ». [« *Il n'est pas exagéré de dire que le massacre de Kolloa fut un des épisodes les plus spectaculaires et les plus tragiques de l'histoire coloniale du Kenya à l'approche de l'état d'urgence [...] Kolloa était un avant-goût de ce qui allait arriver, car Diny ya Msambwa parmi les Pokot signifiait une résistance ouverte contre le gouvernement et la culture britannique* »].

²⁹⁵ Le bétail pris aux Pokot est acheminé vers Nakuru par quelques policiers ; mais au niveau du lac de Baringo, les guerriers ilchamus tentent de s'en emparer en attaquant le convoi. Malgré un maigre succès, la totalité de la classe d'âge des guerriers, les *Chumwo* à l'époque, est arrêtée et enfermée à Marigat où elle participe à la construction du périmètre d'irrigation de Perkerra. D'une part, la disparition de cette classe pendant les années 1950 explique en partie le retard dans l'ouverture de la classe d'âge suivante, et d'autre part, la forte colonisation des agriculteurs tugen

de la *Rift Valley* décrète lui aussi des mesures punitives, en stipulant que plus aucun effort de développement ne sera pris en charge par son administration dans cette région. En réalité, jamais aucun effort n'a été fourni dans le nord de Baringo (Henning, 1938).

Ce n'est qu'après le massacre de Kolloa que l'administration décide de construire un pont sur la rivière Kerio pour relier Baringo aux deux autres districts de Marakwet et de West-Pokot. Plusieurs pistes sont aussi tracées afin de permettre aux militaires et aux policiers, désormais motorisés, de se déplacer plus rapidement.

- ...qui continue pourtant de se développer !

Les Britanniques pensent que le massacre de Kolloa a définitivement éliminé *Yomut*. Or, ce mouvement est originaire de West-Pokot où les croyants sont bien plus nombreux que dans le nord de Baringo.

En 1956, l'administration constate effectivement que *Yomut* est encore très actif : 293 Pokot sont alors emprisonnés (Paterson, 1969, p. 40). Un nombre important de têtes de bétail est confisqué et les jeunes convertis sont contraints aux travaux publics : ils construisent notamment la piste spectaculaire qui relie à flanc de montagne Sigor à Kapenguria²⁹⁶. A la fin des années 1950, la prison de Kapenguria compte près de trois cents prisonniers de *Yomut* auxquels s'ajoutent les *leaders* du mouvement indépendantiste mau-mau, dont le futur Président Kenyatta.

dans la plaine pastorale des Ilchamus (entretien personnel, *Chief* de Kampi Ya Samaki, rive ouest du lac Baringo, 2000). Ainsi, le massacre de Kolloa a une influence considérable dans toute la région centrale de la vallée du Rift, du lac Baringo aux escarpements Marakwet. Aujourd'hui encore, les animosités entre les Ilchamus et les Tugen sont très vives et, sous l'influence du Président Moi (un Tugen), les Ilchamus ont tendance à perdre du terrain face aux Tugen. Il est à supposer que de tels effets sont aussi influents à Kolloa, notamment dans les rapports des Pokot avec l'Etat représenté par le camp militaire voisin de Tot et par l'érosion du pouvoir et de l'autorité des anciens (puisque les *Chumwo* ont quasiment disparu lors de cet épisode) sur les jeunes guerriers qui ne cessent de mener des raids sur les Marakwet.

²⁹⁶ Les anciens interrogés dans les Sekerr expliquent d'ailleurs que beaucoup de *Korongoro* sont morts pendant ces travaux, c'est pourquoi leur classe n'a qu'un faible nombre de représentants encore vivants.

Le *District Commissioner* Shirreff pense à l'époque que le succès de Yomut dans son district est dû aux lacunes du système éducatif, à la pauvreté et au faible niveau de vie des populations. Il ne se fait aucune illusion sur l'efficacité des mesures punitives et ajoute dans le rapport annuel du district de 1956 que «*every Pokot if not an adherent of Diny Ya Msambwa, is at least a sympathizer*»²⁹⁷.

En 1964, le *District Commissioner* Mdwiga note que Yomut, bien qu'interdite, continue de trouver de nouveaux adeptes et reprend ses activités dans les montagnes Cherangani (*Locations* de Serewa et Mwino)²⁹⁸. En 1966 encore, le *District Commissioner* O'Amoth évoque la «*Dirty doctrine of Diny Ya Msambwa*».²⁹⁹

Organisé et touchant la classe la plus pauvre, et bien souvent la plus isolée, de la société pokot, ce mouvement continue d'exister³⁰⁰. Ses membres, sans doute assez nombreux et répartis sur tout le district, vouent un culte à la tradition et refusent la modernité³⁰¹. Bien que son nom ait changé en (*Diny Ya Africa Pole Mafuta*), il est toujours interdit et considéré comme une secte par l'administration kenyane. Aucune confrontation avec l'Etat n'est pourtant prêchée. De même, *Diny Ya Africa Pole Mafuta* reste en dehors des débats politiques locaux, contrairement à la myriade d'institutions religieuses apparues dans le district ces trente dernières années et dont certaines ne rassemblent qu'une vingtaine de membres. Les élites politiques ont cependant demandé au gouvernement d'intervenir à plusieurs occasions à son sujet : les *councillors* et les parlementaires notamment sont très violents à son égard, l'accusant d'écarter la population de ses devoirs civiques (électoraux du moins). Ils n'ont surtout aucune influence sur les membres de cette église qui, contrairement à leur électorat, couvrent probablement maintenant la

²⁹⁷ Reynolds, 1982, p. 50 : «*Tout Pokot, s'il n'est pas un adepte de Diny Ya Msambwa, en est du moins un sympathisant*».

²⁹⁸ *Annual District Report*, 1964, DC Mdwiga.

²⁹⁹ DC O'Amoth. *Annual District Report*, 1966 : «*la sale doctrine de Diny ya Msambwa*».

³⁰⁰ Entretien personnel, Sekerr, 2001. En 2001, alors que j'effectuais des enquêtes dans une des vallées isolées des Sekerr Hills, des bruits de percussions attirèrent un soir mon attention. Souhaitant me rendre sur les lieux de ce que je pensais être une cérémonie, on m'arrêta pour m'expliquer qu'il s'agissait d'une messe de *Diny Ya Africa Pole Mafuta*, l'Eglise qui succède à *Diny Ya Msambwa*.

³⁰¹ D'après nos entretiens (2000-2001). Nous avons plusieurs fois interrogés des membres de DYM, mais sans jamais pouvoir évoquer concrètement cette Eglise. Cependant, le thème de la modernité est récurrent dans leurs discours, il reste toutefois flou et contradictoire. Il semble qu'il désigne surtout ce qui vient de l'Etat, l'école notamment ; mais les distributions d'aide alimentaire restent cependant bienvenues.

quasi-totalité du territoire Pokot, ou qui disposent, au moins, d'un soutien de la plupart des Pokot de l'arrière pays³⁰².

2. Les modes de résolution des conflits par l'Etat souverain (1960-1985)

Malgré les négociations, les punitions et les campagnes de répression d'envergure, l'Etat semble incapable de résoudre les conflits qui occupent le nord du district. A l'indépendance, conscient de son inefficacité, il envisage des frappes toujours plus fortes qui touchent les populations sans distinction. L'Etat est ainsi devenu un des acteurs de la violence, au même titre que les groupes de *raiders*. Son action, destinée à régler le problème de l'insécurité, a surtout pour effet d'inverser les rapports de force, de provoquer des revanches et d'entretenir le statut de guerrier dans les communautés isolées.

- Les premières tentatives de résolution : négociations et punitions

A partir des années 1920, l'Etat tente de se placer comme l'intermédiaire privilégié pour la résolution des conflits ethniques. En 1919, il a déjà réuni des *leaders* sebeï, karimojong et pokot à Lokales (sur la frontière entre le Kenya et l'Ouganda) pour mettre fin aux conflits qui les opposent. En dépit du confinement territorial qui suivra avec la mise en place des limites administratives, « *the delegates agreed that inter-tribal feuds and fighting should end and that old claims should be forfeited. Contact between the tribes including inter-mariages, was encouraged, and a council to settle inter-tribal disputes was created with the District Commissioners* ». ³⁰³

³⁰² En outre, les parlementaires pokot revendiquent tous leur appartenance à un mouvement religieux. Lotodo était membre de l'*African Inland Church*, Rotino et Poghio ont travaillé pour l'*Anglican Church of Kenya*, deux églises parmi les plus importantes du pays.

³⁰³ Barber, 1968, p199 : « *Les délégués s'accordèrent sur le fait que les disputes interethniques et les combats devaient cesser et que les anciennes revendications devaient être abandonnées. Les contacts entre tribus, y compris les intermariages, étaient encouragés et un conseil pour régler les querelles entre les tribus fut créé avec le commissaire du district* ».

A partir des années 1930, les agents de l'administration pensent que le problème de l'insécurité est derrière eux. Forts de leur expérience de médiateur « pacificateur », ils estiment que le principe de la négociation est le meilleur qui soit. En effet, quelques vols sont encore enregistrés, mais aucun raid d'envergure sur, ou de la part des populations turkana et karimojong n'est noté.

Les raids entre les Pokot et les Turkana reprennent cependant de 1952 à 1958³⁰⁴. La réaction de l'administration est alors plutôt passive : elle enregistre les affrontements qui lui sont rapportés et surveille attentivement les limites du district pour y suivre l'évolution des conflits. A titre d'illustration, en 1964, elle note une reprise des échanges entre les Turkana et les Marakwet, des disputes entre Pokot et Marakwet à Chesegon, et observe à l'ouest que bon nombre de familles sebei vivant au Kenya tentent de vendre leur ferme pour s'en aller en Ouganda³⁰⁵.

Mais l'année suivante, les conflits se généralisent à la sous région. Suite aux sécheresses successives (de 1961 à 1964), de nombreux Turkana ayant perdu leurs animaux partent travailler à Kitale, alors que d'autres tentent d'accéder aux pâturages pokot, rentrant alors en conflit avec ces derniers³⁰⁶. Les éleveurs du Karapokot, alors Ougandais, investissent, quant à eux, les pâturages de la plaine de la Suam.

C'est sans doute ce dernier mouvement à proximité de Trans-Nzoïa qui pousse l'administration à réagir. Sa première réaction est de confisquer le bétail des Pokot ougandais, pour le revendre à son profit. En conséquence, quelques mois plus tard, une délégation de ces mêmes Pokot se présente au Président afin de négocier le retour de l'administration kenyane dans le Karapokot.

Plus au sud, éclatent quelques échauffourées entre les Pokot et les Sebei. Le commissaire du district organise alors une réunion à Kanyarkwat afin de résoudre le différend³⁰⁷. Un groupe de Sebei attaque toutefois les troupeaux pokot

³⁰⁴ A ce propos, on se rappelle l'arrêt des circoncisions pour les Korongoro.

³⁰⁵ Dc Mdwiga. *West-Pokot District- Rapport Annuel 1964*. Chapitre *Inter Tribal Relations*.

³⁰⁶ Dc D'Amoth. *West-Pokot District- Rapport Annuel 1965*. Chapitre *Tribal Affair*. Kitale accueille aujourd'hui une des plus fortes concentrations de Turkana à l'extérieur du district de Turkana.

³⁰⁷ Dc D'Amoth. *West-Pokot District- Rapport Annuel 1965*. Chapitre *tribal affair*.

quelques mois plus tard, en 1966. Afin de retrouver le bétail, une patrouille de la police kenyane poursuit les voleurs et est arrêtée à la frontière par la police ougandaise. Cet événement a le mérite de pousser les autorités des deux pays à organiser une conférence en décembre 1966 à Moroto afin de coordonner leurs actions. Les deux administrations reconnaissent que les raids favorisent la diffusion des épidémies bovines, limitent forcément le nombre d'animaux vendus sur le marché officiel et par conséquent les revenus des taxes³⁰⁸.

Mais les efforts de coopération entre les deux gouvernements, ougandais et kenyan, et le transfert du Karapokot au Kenya n'ont aucun effet sur la résolution des conflits. Au contraire, ces derniers prennent une nouvelle dimension plus violente et plus meurtrière à partir des années 1970.

- Renforcer la capacité des populations à se protéger ou comment envenimer la situation d'insécurité

Suite à la guerre civile éthiopienne, les armes à feu font de nouveau leur entrée dans la région. Frontaliers, les Turkana sont particulièrement bien armés. Face à l'intensité des attaques, le nord des monts Paka-Paka et le mont Tiati dans le district de Baringo, mais aussi la plaine de Masol, se dépeuplent rapidement. Dans le district de West-Pokot, des réfugiés gagnent les escarpements Cherangani et s'installent autour des centres administratifs de Sigor et de Marich. Mais la plupart de ceux qui ont réussi à sauver leur bétail se dirige plutôt vers le sud de la plaine de Suam, aux pieds du Mont Elgon. Cet afflux de migrants explique sans doute la recrudescence des raids et l'abandon du centre de Kanyerus en 1976³⁰⁹.

Après quelques années de répit, les raids reprennent en 1979, lorsque le dictateur ougandais Idi Amin Dada est renversé. Poussés par les forces armées tanzaniennes, les militaires ougandais fuient vers le nord du pays. Bon nombre d'entre eux se réfugient dans le Karamoja, désertant et laissant leurs armes et leurs habits pour se fondre dans la population. Les guerriers karimojong héritent ainsi d'uniformes et surtout d'armes automatiques. Les Matheniko, une des sections karimojong, attaquent notamment la caserne de Moroto et prennent

³⁰⁸ Dc O'Amoth. *West-Pokot District- Rapport Annuel 1966*. Chapitre *international affair*.

³⁰⁹ D'après le coordinateur du *National Council of Church of Kenyan* de West-Pokot ; avant cela, le centre de Kanyerus, dans le district de West-Pokot, était peuplé de Pokot et de Sebeï.

possession de son arsenal³¹⁰. Il s'en suit plusieurs raids, dans lesquels les Karimojong montrent une nette supériorité. Les premières attaques visent les Turkana, puis s'orientent vers les Pokot.

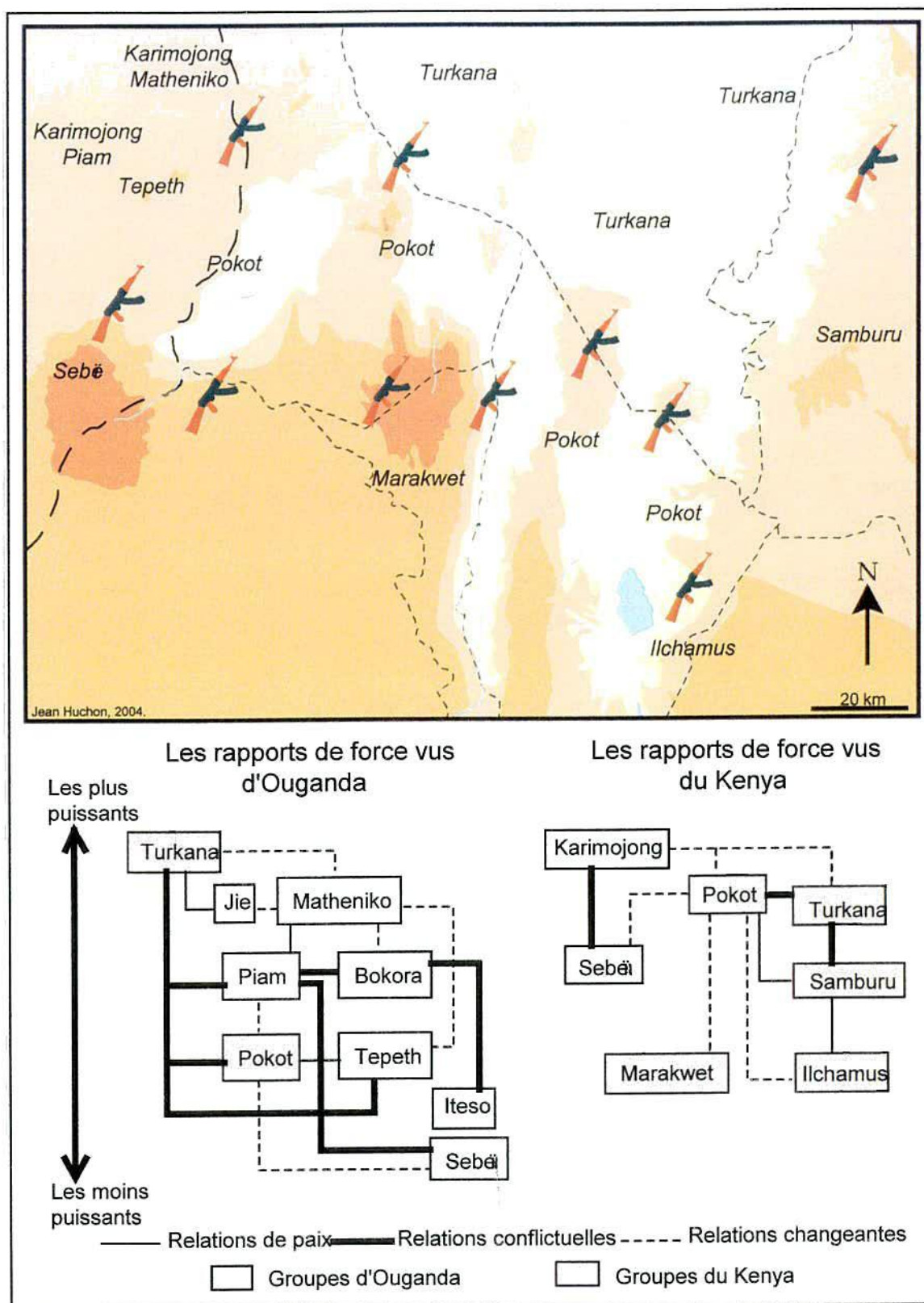
L'administration se retrouve incapable de réagir face à des groupes de *raiders* familiers du terrain, plus mobiles et parfois aussi bien armés que les policiers. En outre, les attaques commencent à être peu à peu répertoriées dans la presse nationale : à Nairobi, les Kenyans entendent parler de la « menace de Ngororo », ces guerriers turkana qui pillent les campements pokot, tuant femmes et enfants dans le nord du district de Baringo et la plaine de Masol entre 1973 et 1982. La médiatisation est d'autant plus forte que les Pokot sont aussi touchés en 1976 par des raids sebeï dans la *location* de Riwa, toute proche du district de Trans-Nzoïa.

Le gouvernement kenyan décide, en 1980, de distribuer quelque mille fusils à des individus choisis dans les communautés frontalières. Ces civils, connus sous le nom de « *home guards* », ont pour mission de protéger leur communauté et de poursuivre les voleurs de bétail lorsque cela leur est possible.

Le concept de « *home guards* » est plutôt atypique au regard de l'histoire. En effet, jamais depuis 1917 (lorsque les Pokot ont accompagné les Britanniques dans une expédition punitive contre les Turkana) l'Etat n'a accordé une telle confiance aux populations locales. La situation chaotique en Ouganda n'est sûrement pas étrangère à une telle politique. Pour les militaires kenyans, il est effectivement nécessaire d'assurer un contrôle strict de la frontière occidentale : l'armée peut aisément surveiller la dyade entre le lac Victoria et le mont Elgon, mais il lui est difficile de le faire plus au nord, dans les régions montagneuses des Karapokot et de l'escarpement Turkana. Ainsi, le recrutement de Pokot connaissant parfaitement leur environnement apparaît comme un bon compromis, permettant à la fois une surveillance accrue de la frontière internationale, une meilleure protection des communautés locales, et passe pour être particulièrement populaire auprès des Pokot. On se doute bien, cependant, qu'un « *home guard* » par communauté (parfois deux), bien qu'armé, éprouve quelque difficulté à arrêter une bande de dix à trente guerriers à lui seul.

³¹⁰ La section Matheniko est une des plus petites du point de vue démographique. Après le vol de l'arsenal militaire de Moroto, elle devient une des sections les plus puissantes du Karamoja.

Illustration no. 31. *Conflits et évolutions des rapports de forces entre les Pokot et leurs voisins.*



Durant cette période, d'autres Pokot acquièrent -individuellement ou avec l'aide des autres familles de la communauté³¹¹- des munitions et des armes plus modernes que celles « prêtées » par le gouvernement. Les bergers se regroupent désormais pour constituer de grands troupeaux de 500 à 1000 têtes de bétail : ces regroupements permettent de mieux protéger les animaux contre d'éventuels raids³¹² ; ils ont aussi pour effet de renforcer la cohésion sociale des groupes de jeunes guerriers qui sont souvent assimilés à des bandes de *raiders*.

Les raids semblent cesser en 1982, après la signature d'un accord entre les anciens des Karimojong et des Pokot. Mais cette trêve prend fin en janvier 1984, lorsqu'un groupe de jeunes karimojong effectue une série d'attaques sur les Sebeï. Les Pokot, alliés aux Sebeï, mènent alors un important contre raid, très loin dans le territoire Karimojong en Ouganda. Ni les militaires kenyans, ni ceux d'Ouganda ne réagissent immédiatement. Pourtant, cette année là, les deux gouvernements tentent de reprendre de bonnes relations. Ce n'est que quelques semaines plus tard, qu'un raid pokot sur une ferme de Trans-Nzoïa déclenche la machine de guerre des militaires kenyans.

- La répression aveugle : un mode de résolution efficace, mais suivi d'un désastre humanitaire

La réponse de l'Etat est alors implacable et sans précédent. Il ne se pose plus seulement comme intermédiaire dans les relations interethniques conflictuelles, mais devient, dès lors, un acteur actif des conflits et cela de manière intransigeante.

Lotodo, parlementaire pour Kapenguria, est directement accusé d'être un nationaliste pokot et d'inciter les jeunes guerriers à de telles expéditions. Il est enfermé et condamné pour haute trahison³¹³. Un autre jeune pokot, surnommé le

³¹¹ Via les Harambee.

³¹² Cette nouvelle pratique explique que les vols de bétail concernent désormais des troupeaux très importants.

³¹³ Lotodo passe 18 mois en prison en 1984. [Weekly Review, 21 février 1997].

général Mwaua, est arrêté comme le chef de file du mouvement indépendantiste « *Pokot Liberation Organisation* ». Tous deux sont finalement relâchés quelques mois plus tard ; mais durant ce laps de temps, les gouvernements kenyan et ougandais, estimant que les armes détenues par les Pokot et les Karimojong menacent leur souveraineté, décident d'une action commune. En février 1984, ils entreprennent une expédition militaire d'envergure pour désarmer la population : plusieurs hélicoptères sont envoyés pour regrouper les animaux et bombarder les *manyattas* isolés (tandis que la majorité des Pokot n'a encore jamais vu de tels engins³¹⁴). Après ce déploiement de force, les militaires procèdent à la confiscation de plus de 5000 têtes de bétail. De nombreux campements se voient infliger cette punition sans jamais avoir été impliqués dans les raids. Une partie des animaux destinés à être rendus à leurs propriétaires est en fait vendue sur le marché de Kitale au profit de certains officiers de l'armée³¹⁵ ; les autres sont parqués à Kacheliba où ils succombent alors que la sécheresse s'éternise.

Aucune culture n'a été semée à cause de la fréquence des raids, la famine s'empare donc de la région de West-Pokot et du Karamoja, à partir de mai 1984³¹⁶.

En 1986, de nouveaux raids éclatent entre les Pokot et les Turkana. L'Etat monte une opération similaire qui prend une dimension particulière lorsque les *raiders* pokot répondent aux tirs des hélicoptères. Finalement, les raids cessent pendant les sept années suivantes. La solution militaire semble porter ses fruits. Il est cependant réaliste de penser que la sécheresse de 1984 a aussi été efficace sur ce point : les éleveurs de la région ont effectivement perdu les deux tiers de leurs animaux entre 1979 et 1984 ; la coopération entre les groupes leur est sans doute apparue plus profitable que le conflit³¹⁷.

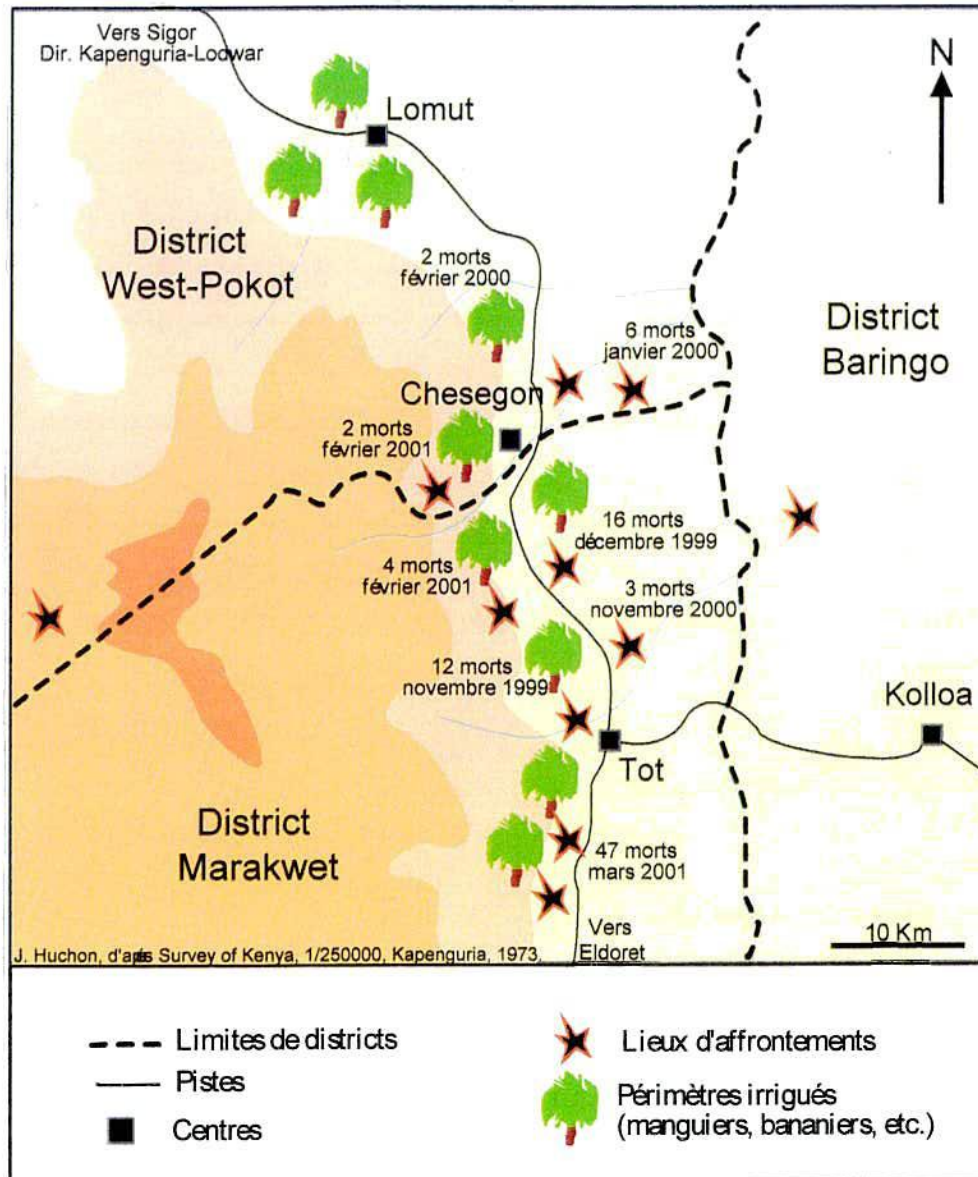
³¹⁴ En pokot, cette année 1984 est appelé *Lotikiri*, d'après le bruit des hélicoptères.

³¹⁵ Rapportés dans *Weekly review*, 21 février 1997.

³¹⁶ De 1980 à 1984, cette famine porte le Karamoja sur les écrans de télévision du monde entier.

³¹⁷ Witsenburg, K., et Adamo, WR. (2003) montrent que les groupes turkana, samburu et rendille qui sont régulièrement en conflit s'entraident pendant les périodes de crises.

Illustration no. 32. La zone de conflit de Chesezon dans les années 1990.



- **Le désarmement et la surveillance : des modes de résolution utopiques**

De 1993 à 2000, les conflits se répètent régulièrement et sont suivis par la presse nationale. Le principe des *home guards* est généralisé sur les limites administratives séparant les Pokot des Turkana et des Marakwet. Parallèlement, le gouvernement envisage, à plusieurs reprises, des campagnes de désarmement des Pokot. Cette politique, à moindre coût et politiquement correcte auprès des bailleurs de fonds internationaux, a pour effet non pas de limiter le nombre d'attaques, mais de créer un « climat tendu » entre les communautés, d'inverser les rapports de forces et surtout de donner les moyens aux victimes des raids pokot de se venger : elle alimente ainsi la spirale de la vendetta.

Voici, par exemple, les détails du conflit Pokot/ Marakwet entre 1997 et 2001³¹⁸.

Encadré no. 7.: *Le conflit Marakwet/ Pokot des années 1990.*

Durant les années 1990, près de 400 Marakwet et un nombre indéterminé de Pokot ont été tués lors de raids et de contre raids menés dans la vallée de la rivière Kerio. Jusqu'en 1997, les Pokot sont les plus agressifs, menant plusieurs raids de faible ampleur sur les Marakwet, instaurant un climat d'insécurité dans la région de Tot. En avril 1997, ils entreprennent une série d'attaques particulièrement meurtrières. Les Marakwet, qui avaient jusqu'à présent exprimé leurs craintes auprès du gouvernement, choisissent alors de répondre directement aux provocations des Pokot. La situation se détériore donc rapidement de chaque côté des limites administratives, de telle manière qu'à la fin de cette année, on comptabilise près d'une centaine de personnes assassinées, 10 000 déplacés et 20 000 têtes de bétail volées. En réponse aux contre-raids, les Pokot tuent 10 personnes durant les premiers jours du mois d'avril 1998. Le 6 avril, les Marakwet répliquent avec l'attaque du bureau du *District Officer* de Chesegeon ; le 19, ils assassinent deux policiers à Lelan, et le 20, ils tuent encore 4 personnes sur le marché de Kapsangar. Dans le district de Baringo, le village de Kinyach subit lui aussi deux raids successifs. Finalement, le Président annonce, en mai, l'organisation d'une opération régionale de désarmement ! L'intervention de l'armée paraît plutôt efficace pendant près d'un an. En fait, les trois communautés limitrophes de Cheptulel (West-Pokot), de Kolloa (East-Pokot, Baringo) et de Litter (Marakwet), ont fui la région pour se réfugier dans les forêts d'altitude où des

³¹⁸ Huchon, 2002.

campes d'entraînement sont clandestinement installés. Bientôt, la zone de Tot est qualifiée de « Kosovo » par la presse kenyane.

Les affrontements recommencent en juillet 1999 : un total de deux cent vingt sept têtes de bétail est volé lors de 10 raids successifs menés par les Pokot entre le 21 juillet et le 4 août 1999, 5 enfants sont assassinés, et plus de 10 000 personnes quittent la région.

A la mi-novembre, le chef administratif de Sigor (West-Pokot) est démis de son poste, ainsi que vingt-cinq autres agents de l'administration. Le *General Service Unit*³¹⁹ l'armée et la police retrouvent, avec l'aide de deux hélicoptères, 800 têtes de bétail volées par les Pokot le 24 octobre lors d'un raid ayant fait 12 morts. Mais loin de s'apaiser, la situation s'aggrave encore avec la mort de trente personnes de part et d'autre entre le 23 et le 25 novembre 1999. Au mois de décembre, le gouvernement entame une série d'arrestations, puis le Président rappelle sa détermination à arrêter l'escalade de la violence : quatre cent nouveaux militaires sont envoyés autour de Tot pour renforcer les cent militaires du *General Service Unit*. Malgré leur présence, les militaires ne peuvent empêcher les meurtres de deux agents volontaires de l'ONG World Vision en avril 2000³²⁰. Cet événement entraîne le retrait de la plupart des autres organisations internationales de la région, tandis que la sécheresse frappe tragiquement les districts de Baringo et de West-Pokot.

Trois mois plus tard, le Programme Alimentaire Mondial (P.A.M.) entame les premières distributions alimentaires dans la zone. Quelques raids sont bien menés en août, puis en octobre 2000, cependant la mort subite du principal leader politique Pokot, Francis Lotodo, laisse envisager la fin des conflits.

De ce fait, au début du mois de janvier 2001, les éleveurs pokot de Baringo, dont les pâturages s'amenuisent, contactent les leaders marakwet pour négocier un accès aux piémonts Cherangani. Ces derniers refusent, prétendant qu'une partie du cheptel pokot est en réalité le leur et que les motivations des Pokot sont surtout de les espionner pour mieux les attaquer.

Le 9 février 2001, un policier marakwet est tué à Kapkobil sur la route de Chesegeon, un passage bien connu pour les embuscades, où les deux agents de l'ONG World Vision avaient été assassinés l'année précédente. Le jour suivant, les Marakwet attaquent en représailles un village à Cheptulel (West-Pokot), tuant deux enfants et en blessant deux autres. Le 11 février, les Pokot se vengent à leur tour et tuent une fillette de 11 ans à Litter (District de Marakwet). Le 14 février, un groupe d'éleveurs pokot de Baringo traversant la rivière Kerio à la recherche de pâturages pour leurs animaux, sont immédiatement arrêtés par les Marakwet.

Le 22 février, les Marakwet passent la rivière et attaquent les troupeaux pokot, tuant un jeune homme d'une flèche empoisonnée et volant près de mille six cent têtes de bétail. Une force regroupant l'*Anti Stock Thief Unit*, le *General Service Unit* et la Police Administrative (AP), est

³¹⁹ Corps d'élite directement dépendant du Président de la République kenyane.

³²⁰ Le décès de ces deux agents de World Vision est un événement important de la chronologie du conflit. Il est toutefois difficile de l'interpréter et de le relier directement aux affrontements car il intervient dans une période de calme relatif, lié à la sécheresse et au départ des éleveurs pokot à la recherche de pâturages vers le nord.

dépêchée sur les lieux, mais ne récupère que six animaux sur le total perdu. Les Marakwet accusent les forces de sécurité de partialité envers les Pokot, argumentant que les six animaux retrouvés leur appartiennent bel et bien et avaient été volés par les Pokot quelques semaines auparavant. Un chef pokot est frappé par un officier du *General Service Unit* et accusé de soutenir les attaques contre les Marakwet. Dans les jours suivant, les Pokot menacent le *General Service Unit* de représailles. De leur côté, les Marakwet organisent plusieurs collectes de fonds (*harambee*) pour s'armer efficacement. La tension entre les Pokot et les Marakwet, mais aussi envers le gouvernement et sa politique, parvient à ce moment-là à son apogée. Malgré cela, l'administration ne prévoit pas un massacre comme celui de Murkutwo le 12 mars...

En effet, le 12 mars 2001 à l'aube, près de six cent guerriers pokot envahissent les campagnes marakwet autour de Tot et de Murkutwo. Répartis en plusieurs groupes, armés de fusils d'assaut et de grenades, ils encerclent d'abord les camps de l'*Anti Stock Thief Unit* (ASTU) et du *General Service Unit* (GSU), pour les contenir durant près de 4 heures. Dans les villages, d'autres groupes incendient les greniers à céréales et les cases, abattent les arbres fruitiers et regroupent les animaux. Les habitants marakwet tentent vainement de se réfugier sur les escarpements Cherangani ; ceux qui atteignent les cavernes sont enfermés à coup de grenades, les autres sont tués dans leur fuite : quarante-huit Marakwet, dont quatre enfants de moins de sept ans, perdent la vie ce jour là...

Malgré les solutions les plus radicales utilisées par l'Etat, les Pokot sont toujours impliqués dans des conflits sur les autres limites administratives qui bordent les districts de West-Pokot et de Baringo. Les affrontements sont réguliers entre Lakwamoru dans le district de Turkana et les Pokot de l'escarpement de Kasei au nord des Sekerr Hills. Il en est de même sur le mont Silale. A l'ouest, les conflits se déroulent surtout en Ouganda. En janvier 2000, par exemple, 100 Pokot perdent la vie dans une embuscade karimojong près des Kadam Hills³²¹.

Les raids de bétail touchent aussi les fermes de Trans-Nzoia ; même si l'ampleur et la violence de ces vols ne sont pas comparables à ceux qui touchent les Marakwet, les Turkana ou les Karimojong, ils conduisent aux déplacements de centaines de personnes. Ils ont, par ailleurs, un effet médiatique beaucoup plus fort sur la scène nationale et sont, à cet égard, déterminants dans la conception des normes et des politiques sécuritaires suivies par le gouvernement dans le Nord-Ouest du Kenya. Ils conduisent notamment au renforcement des contingents et à la multiplication des groupes militaires para étatiques.

³²¹ *Daily Nation*, 28 janvier 2000.

3. La géographie militaire dans le Nord-Ouest du Kenya

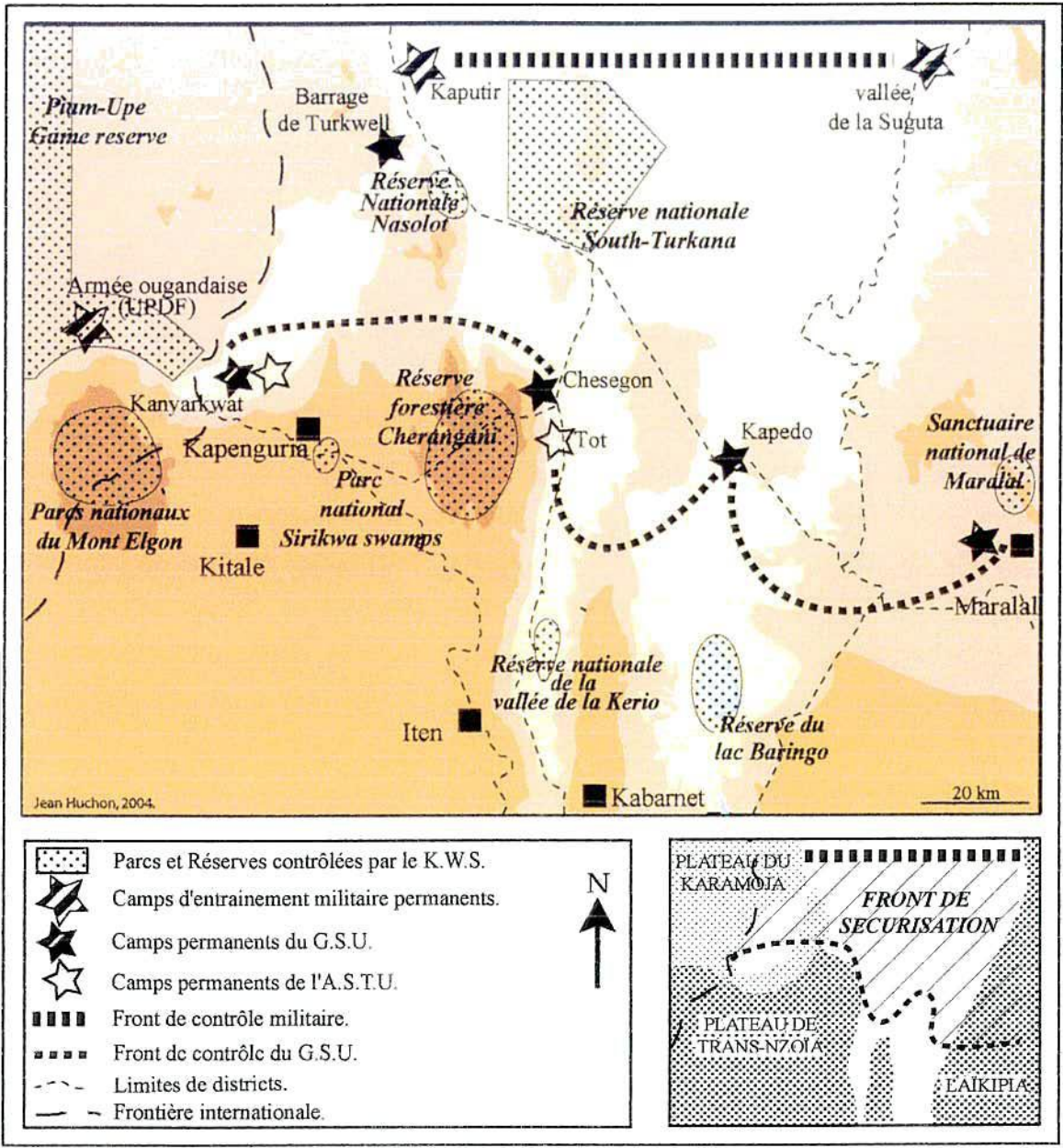
Depuis les premières heures de la colonisation du Nord-Ouest du Kenya, l'Etat a positionné des fortins, afin de contrôler les mouvements du bétail et des populations. Quatre-vingt ans plus tard, le Nord est ainsi parsemé de non-lieux, d'espaces sans autre définition que celle que leur donnent leurs fonctions militaires : ils n'évoquent que positionnement stratégique et influence géopolitique. Certains existent en 1950 et disparaissent durant la décennie suivante telle qu'Amolem ou Mukutani. Cependant, ils restent inscrit sur les cartes topographiques en tant que tels. Ils deviennent parfois de petits centres commerciaux regroupant une à deux épiceries, mais la plupart disparaissent sous la végétation arbustive en quelques années. La population locale les évite ; ils symbolisent parfois autant la répression que la sécurité.

Depuis la fin des années 1970, la politique du gouvernement Moi consiste à multiplier les groupes paramilitaires : les *home guards*, mais surtout le *General Service Unit* (GSU), l'*Anti Stock Thief Unit* (ASTU), et en allant plus loin dans notre propos le *Kenya Wildlife Service* (KWS). Certaines rumeurs évoquent aussi des groupes à la solde de puissants politiciens : « les hommes de pouvoir ont créé des autonomies régionales informelles qui permettent à des membres de leur coalition d'organiser des vols de bétail et des trafics d'armes. En échange de leur impunité, les *leaders* des communautés KAMATUSA (Kalenjin, Maasai, Turkana, Samburu) soutiennent et participent au nettoyage ethnique de la vallée du Rift » (Osagae, 1994 ; Mandani, 1992). Aussi, le paysage étatique de l'arrière pays pokot, et plus généralement du Nord Kenya est-il particulièrement militarisé.

Les camps de l'armée et du GSU sont savamment positionnés suivant les latitudes, comme pour renforcer l'effet stratégique de la zone tampon que constitue l'espace pokot. Les deux camps militaires de Kaputir et de la vallée de la Suguta forment une première ligne de contrôle au sud du district de Turkana (deuxième degré de latitude nord). Au nord du premier degré de latitude nord, une seconde ligne est tenue par le GSU dont les camps sont situés à Maralal, Kapedo, Tot, Turkwell et Kanyarkwat.

Par un système de patrouilles régulières, le GSU contrôle les limites administratives suivant le modèle militaire (zonage). A Maralal, il domine l'escarpement oriental : il peut ainsi intervenir dans les montagnes Samburu (Samburu Hills) qui bordent l'est du district de Turkana et le nord de Paka-Paka. A Kapedo, sur la limite administrative des districts de Turkana et de West-Pokot, il est présent depuis 1971. Il exerce ici un contrôle très relatif du mont Silale et des Tiati Hills, et peut s'interposer dans les conflits Turkana/Pokot. A Chesegon, il surveille les limites administratives West-Pokot/Marakwet et Marakwet/Baringo depuis 1975. A Kanyarkwat, le GSU garde un œil à la fois sur la limite du district de Trans-Nzoïa et sur la frontière internationale qui sépare les Pokot des Sebeï. De là, il peut intervenir rapidement sur le nord de la frontière dans les conflits Pokot/Karimojong. Enfin, un dernier camp domine le barrage stratégique de Turkwell : mis en place en 1984 à proximité du chantier du barrage, qui débute tout juste à l'époque, sa mission est d'en protéger l'accès et les environs. Les hommes du GSU sont alors confrontés aux raids qui opposent les Turkana de Lakwamoru et les Pokot de Kaseï.

Illustration no. 33. Groupes paramilitaires et fronts de sécurisation dans le Nord-Ouest Kenyan.



Toutes ces positions sont reliées par un réseau de pistes qui n'apparaissent sur aucune carte ; cela ne suffit pas à dissuader les voleurs de bétail qui se déplacent par les sentiers pédestres. Lors des patrouilles du GSU sur les versants du volcan Silale, les échanges de coup de feu sont fréquents, mais ni les guerriers turkana, ni les guerriers pokot ne semblent impressionnés³²². A Turkwell, en octobre 2001, un officier du GSU est tué alors qu'il tente avec ses hommes de s'opposer à une attaque des Pokot sur les Turkana. Quelques semaines plus tard, les Pokot viennent prévenir les hommes du GSU de leur prochain raid, leur demandant de ne pas intervenir s'ils souhaitent être épargnés³²³. Le GSU est une des unités paramilitaires les mieux entraînées, cependant ses hommes sont conscients que leur présence n'est pas efficace ; si un jour ils évitent un raid, arrêtent ou tuent quelques guerriers, cela n'empêchera pas d'autres guerriers de mener un second raid.

L'*Anti Stock Thief Unit* (ASTU) est une structure dépendante de l'administration provinciale, chargée de retrouver les animaux volés au-delà des limites de districts, tout comme le GSU. Disposant de deux unités basées à Tot (dans le district de Marakwet) et à Kanyarkwat (dans le district de West-Pokot), l'ASTU peut poursuivre les voleurs dans les districts de Baringo et de Trans-Nzoïa. Ce positionnement leur permet, en outre, de venir en aide aux hommes du GSU. Leurs compétences sont complémentaires : les membres de l'ASTU ne sont pas des militaires aguerris, mais sont plutôt recrutés dans les autres groupes pastoraux de la province pour leur capacité à pister et à identifier précisément les animaux volés. Ils ont une bonne connaissance du milieu. Cependant, la logique veut qu'ils soient étrangers aux communautés locales. Ainsi, dans le district de West-Pokot, ils sont Maasäi, Turkana, Keiyo ou Nandi, et par conséquent, peu motivés à affronter les fuyards pour retrouver les animaux volés.

³²² Entretien avec le commandant du contingent GSU de Kapedo (2001).

³²³ Ce récit, que m'a livré un informateur pokot, montre à quel point la présence de ce corps d'élite peut être symbolique. Les Pokot ont en général une grande estime pour les hommes du GSU : « ce sont de bons guerriers ».

Aux yeux de la population locale, la police du district est le groupe le plus violent : violence « sociale » par le racket notamment, violence verbale et physique puisque la plupart des agents considèrent généralement les Pokot comme des « sauvages » ou des « barbares », donc des bandits potentiels.

En dehors du centre urbain de Kapenguria, la police limite son action aux principaux axes routiers. Périodiquement, ses agents instaurent des systèmes de convois pour protéger les camionneurs, les *matatus* et les autres automobilistes contre d'éventuelles embuscades. Sur la seule route goudronnée du district qui relie Kapenguria à Kainuk (à l'entrée du district de Turkana), quatre points de contrôle, séparés d'une cinquantaine de kilomètres se succèdent : à la sortie de Kapenguria, à Ortum, à Marich et à Kainuk. Dans cet arrière pays, les officiers de police troquent leur uniforme bleu pour du kaki, leur revolver contre un fusil d'attaque G3. Chargés de la sécurité des populations, ils donnent plutôt l'impression d'assurer leur propre sécurité.

A cette typologie des groupes paramilitaires présents dans la zone, il convient d'ajouter le *Kenya Wildlife Service* (KWS). Organisme para-étatique chargé de la protection des animaux sauvages et de la gestion des parcs nationaux, le KWS n'est pas responsable de la sécurité locale, mais représente bel et bien un groupe armé. Il se comporte comme une force d'interposition passive qui, sous le prétexte de la protection animale, se positionne géographiquement pour tempérer les conflits³²⁴.

C'est en 1979 que les parcs nationaux de South Turkana (700 000 ha), dans le district de Turkana, et de Nasalot (6 803 ha), dans le district de West-Pokot, sont créés. En théorie, aucun individu n'est autorisé à y vivre ou même à les traverser. Ils tendent ainsi à officialiser le *no man's land* qui entoure la limite administrative séparant les districts de Turkana et de West-Pokot : la décision d'instaurer des parcs, vides d'hommes, sur les limites administratives est effectivement une solution adéquate pour soutenir le principe de zone tampon. Sous le protectorat ougandais, les Britanniques avaient déjà établi, de la même façon, une ceinture de réserves animales autour de la province du Karamoja : la *Bokora Corridor Game*

³²⁴ « Les Turkana disent qu'ils sont les plus forts et les mieux armés, les Pokot disent qu'ils sont les plus forts et les mieux armés. Je ne sais pas et ne veux pas savoir qui à raison, je sais juste qu'ils ne s'aiment pas ». (Entretien avec le Commandant du contingent de *rangers* de South Turkana, 2000).

Reserve entre le Karamoja et le district itesso de Katakwi, la *Pian Upe Game Reserve* délimitant le Karamoja et le district sebei de Kapchorwa³²⁵.

A l'époque de leur mise en place, les Pokot comme les Turkana avaient déserté ces espaces où sévissaient les raids *ngoroko*. Ainsi, le KWS n'a eu aucune difficulté à s'y installer, circonscrire et interdire la zone à quiconque. Selon le commandant des *rangers* du parc de South Turkana, il est nécessaire de protéger ce haut lieu de la migration des éléphants : le troupeau, regroupant près de 400 têtes, est l'un des plus importants du Kenya. Vingt et un *rangers* seulement sont présents pour surveiller cette richesse potentielle, qu'aucune infrastructure n'a encore mise en valeur : de fait, le parc de *South Turkana* est fermé au public. Aux dires du commandant du parc, la présence des *rangers* limite le braconnage ; d'après nos propres informations, il s'agit pourtant d'une activité très rentable dans laquelle bon nombre d'éleveurs sont impliqués³²⁶.

Tous ces groupes armés (GSU, ASTU, police, KWS) sont sous les ordres de services administratifs divers, indépendants les uns des autres et évoluant à des échelles administratives différentes (nationale, provinciale, départementale). La coordination de leurs actions est parfois difficile à assurer, chacun devant aviser son quartier général avant d'envisager une poursuite ou une coopération avec les autres groupes.

En outre, leurs aires d'actions varient suivant les compétences territoriales de l'administration dont ils dépendent. A l'inverse, les voleurs parcourent généralement d'importantes distances pour éviter une accusation ou punition à leur communauté. L'ASTU comme la police, par exemple, n'interviennent que dans le voisinage immédiat de leurs campements. Autrement dit, les échelles géographiques d'intervention des voleurs, d'une part, des policiers et de l'ASTU,

³²⁵ Gray, et alii, 2003, p. 13 : « *In Karamoja, transhumant migrations were restricted by periodic military operations to enforce new district and tribal boundaries, by the designation of vast areas of rangelands as forest or game reserves that were off-limits to herders* ». [« Dans le Karamoja les transhumances étaient réduites par des opérations militaires périodiques pour faire respecter les nouvelles limites de district et les frontières ethniques, par la délimitation de réserves forestières et animalières interdites aux éleveurs sur de vastes zones de pâturage »]. Ces politiques de préservation de la nature ont contribué, par ailleurs, à l'expansion des zones touchées par la mouche tsé-tsé.

³²⁶ D'après une conversation avec le coordinateur des programmes SNV-Sigor, 25 éléphants ont été tués en 2001. Nous-mêmes avons croisé un contrebandier transportant quatre défenses en 1997. Plus encore que les défenses, qu'il est nécessaire de commander à l'avance, les peaux de léopards - grand prédateur des caprins - peuvent être acquises auprès de certains commerçants locaux.

d'autre part, ne concordent pas. Le problème se pose avec encore plus d'acuité, lorsqu'il s'agit de traverser la frontière internationale. Ainsi, les Karimojong ou les Sebeï qui volent du bétail aux Pokot sont bien souvent considérés hors de portée une fois traversée la frontière.

Ce manque de coordination affecte l'efficacité des actions et nous amène à nous interroger sur les véritables enjeux qui poussent ces différents groupes à intervenir dans la région, et notamment, sur l'éventuelle utilisation du Nord-Ouest comme base arrière de groupes paramilitaires entretenus par des élites politiques du Sud qui menacent et prônent parfois des thèses sécessionnistes sur la scène politique nationale.

C. Instrumentalisation des conflits au Sud : l'ethnicité comme outil d'intégration par le milieu politique ?

A partir de Kapenguria, chef lieu du district et d'une de ses *divisions*, centre d'exercice du *local government* et centre de la principale circonscription parlementaire pour le district, comment sont interprétés les conflits qui tendent à caractériser les Pokot et leur société ?

Dès les années 1950, la *division* Kapenguria présente un véritable melting-pot ethnique original au Kenya (Reynolds, 1982). Cette mixité héritée du statut colonial de « réserve africaine » mitoyenne des « terres blanches européennes » que constituait le district de Trans-Nzoïa, peut sembler être *a priori* un atout pour l'intégration du district dans l'ensemble régional. Au contraire, la limite foncière des anciennes terres blanches stigmatise l'espace et soulève en fait la question du particularisme ethnique et de l'exclusivité du territoire.

Cette situation est problématique pour l'administration, qui y voit une source potentielle de tensions sociales. C'est aussi un sujet obsédant les élites locales, qui y trouvent toutefois un moyen de discourir pour leurs propres intérêts.

A l'indépendance, ces dernières s'organisent en associations ethniques, théoriquement destinées à promouvoir la culture et la tradition, mais surtout utilisées comme plate-forme de représentations politiques. Elles utilisent la tradition et le thème de la marginalisation comme support identitaire, symbole de « soi » et de l'autre.

De fait, les discours des politiciens pokot tendent à démontrer que les conflits et le faible niveau d'intégration du district dans l'ensemble national sont des conséquences de l'action ou de l'inaction de l'Etat : les Pokot sont des victimes de l'Etat et des groupes ethniques qui le composent. Ce thème, qui justifie toutes leurs revendications et leur permet d'obtenir une couverture médiatique importante pour se faire entendre sur la scène nationale, ne fait pourtant que stigmatiser un peu plus les Pokot dans un rôle de population violente.

1. Du *melting pot* ethnique aux droits exclusifs des Pokot sur le district de West-Pokot

A l'indépendance, West-Pokot est un des districts kenyans les plus hétérogènes du point de vue ethnique (Reynolds, 1982). Pokot, Tugen, Marakwet, Sabaot, luyia et kikuyu cohabitent principalement dans la *location* de Mnagei autour du chef lieu de Kapenguria. Ce contact avec l'altérité permet-il de comprendre la forte revendication identitaire des Pokot ?

- L'origine du peuplement hétérogène de la division de Kapenguria

L'hétérogénéité du peuplement de la *location* de Mnagei trouve son origine dans la proximité des fermes européennes, grandes consommatrices de main d'œuvre africaine dès leur installation dans les années 1920. Les Pokot étant peu soucieux d'acquérir des emplois de salariés (puisque leur bétail suffisait à payer les taxes), les fermiers incitent des familles Kikuyu et Luyia à venir s'installer dans la réserve africaine de « Suk-Turkana », à la limite du district de Trans-

Nzoïa³²⁷ : une situation quelque peu paradoxale, puisque ces populations ne peuvent pas résider sur Trans-Nzoïa qui est strictement réservé aux Européens, mais n'ont théoriquement pas non plus l'autorisation de s'installer dans le district de West-Pokot du fait des restrictions imposées par le « *close district* »³²⁸.

Une deuxième vague migratoire a lieu dans les années 1940. Originaires des vallées de Tamkal ou de Cheptulel, dans la future *division* de Sigor, de jeunes Pokot viennent suivre l'enseignement de la *Government African School*. Située à Kapenguria, cette école a pour objectif de développer des cultures de rente à travers l'enseignement de nouvelles pratiques agricoles. A la fin de leur cursus, ces jeunes sont alors présentés comme les exemples réussis des modèles d'intégration et de développement conçus par l'administration coloniale.

Les élèves ont alors tendance à rester autour de Kapenguria pour y cultiver : certains d'entre eux deviennent *chiefs* ou intègrent d'autres fonctions administratives, et héritent de champs en compensation de leur travail. Les terres y ont d'une part, un potentiel adapté aux techniques enseignées, ce qui n'est pas forcément le cas de celles des versants escarpés des Cherangani. D'autre part, aucun problème de pression et de droits fonciers ne s'oppose à l'ouverture de champs puisque, jusqu'à présent, ces hautes terres sont vouées à l'élevage et que l'administration supporte l'entreprise face aux *kokwo* locaux. L'administration considère, en effet, que l'élevage extensif est fort possible dans d'autres régions moins peuplées du district et que la primauté doit ici être donnée à l'agriculture de rente. Elle reconnaît que les familles pokot vivant autour de Kapenguria depuis plusieurs générations ont des droits ancestraux sur ces terres, mais insiste sur le fait qu'elles doivent les mettre en valeur en se tournant vers des cultures rentables au lieu de continuer leurs activités pastorales « traditionnelles ».

³²⁷ Il est légitime de penser que des Sabaot et des Marakwet étaient déjà installés dans la région : la présence des fermes européennes ne faisant qu'augmenter leur nombre.

³²⁸ Cette notion est établie par le « *Outlying District Act* » en 1902 et le « *Special District (administration) Act* » en 1934 (tout comme la *Northern Province*). Tous les « étrangers » voulant entrer ou sortir de la « réserve africaine » doivent être munis d'un permis officiel. Ces décisions du gouvernement colonial permettent aussi aux *District Commissioners* de restreindre les mouvements à travers les limites administratives et de répondre directement -et sans préavis- aux actions qu'ils considèrent comme dangereuses pour le maintien de la paix et de la bonne gouvernance.

- Les « aliens » : un problème d'identité...

Bien que l'administration locale soit soucieuse du développement de l'agriculture de rente, il lui semble également nécessaire de contrôler l'immigration des « non-Pokot ». En 1947, le *District Commissioner* estime qu'ils composent 25% de la population du district : « *The southern part of the district is steadily being invaded and settled by African squatter -Nandi, Chepkos, Kitosh and other- from the south who have been removed from European farm lands or who have found their homelands overcrowded and are now being pushed into sparsely populated areas such as West Suk. Although the government is presently making attempts to control this immigration, it is already out of hand. The Pokot, for the greater part, seem entirely unconcerned about this influx* »³²⁹.

Seuls les membres de l'*African District Council*, soutenus par l'administration, s'emparent du problème en 1952 et posent la question de leurs droits de résidence.

Prônant l'assimilation, ils prennent une première résolution selon laquelle les « non-Pokot » doivent se conformer aux pratiques sociales pokot s'ils désirent s'installer dans le district. Ils leur demandent, entre autres, de faire leur *sapana* et de circoncire leurs enfants suivant les rites pokot : ces mesures correspondent au principe d'adoption traditionnellement suivi par les Pokot qui se réfugiaient en temps de crise auprès des Karimojong, des Turkana ou des Tugen ; ils devaient renoncer à leur identité d'étrangers pour être assimilés. Peu de Kikuyu et de Luyia, (composant la part la plus importante de ces « non-Pokot ») se conforment à ces demandes. Ceux qui s'installent sans obtenir l'autorisation préalable de

³²⁹ Schneider, 1953, p. 58, cité par Reynolds, 1982, p. 40 : « *La partie la plus au sud du district est progressivement envahie et colonisée par des squatters africains -Nandi, Chepkos, Kitosh et autres groupes- venant du sud, des fermes européennes d'où ils ont été expulsés ou de leurs terres d'origine qu'ils ont trouvées surpeuplées, ce qui les a poussés vers les régions peu peuplées telles que West-Suk (West-Pokot). Bien que le gouvernement tente désormais de contrôler cette immigration, elle leur échappe d'ores et déjà. Les Pokot, pour la plupart, semblent totalement indifférents à ce flux* ».

l'administration ou qui ignorent la nouvelle loi deviennent donc légalement des « *aliens* »³³⁰ et sont sommés de quitter le district une première fois en 1952.

En 1956, le rapport annuel du district de West-Pokot fait mention d'immigrants de plus en plus nombreux. L'administration estimant que la présence de ces populations est une menace pour la paix (le souvenir de *Dyni Ya Msambwa*, fondée par un Luyia et implantée en West-Pokot, est sans doute encore très vivace), certains de ces « non Pokot » sont alors expulsés en 1957, pour avoir refusé d'être initiés suivant la tradition pokot (Reynolds, 1982). De telles mesures, moins radicales que celles de 1952 et 1957, se succèdent jusqu'à l'indépendance.

- ...ou un problème foncier ?

Tous les étrangers ne sont cependant pas invités à quitter le district. Certains sont propriétaires d'épiceries et de commerces à Keringet ou à Makutano (centres économiques à proximité de Kapenguria) et leur présence est considérée comme étant un facteur de développement ; ce que le *District Officer* estime visible en comparant la *location* de Kapenguria avec les autres *locations* du district. L'*African District Council*, à l'origine des expulsions, incite même ce type d'immigration, afin d'augmenter ses revenus issus de la taxation des échanges commerciaux³³¹.

En fait, le problème des « *aliens* » est surtout lié à la question de la privatisation foncière. Beaucoup de migrants payent les *chiefs* ou d'autres *leaders* locaux pour obtenir des terres à cultiver. Or, en 1958, nombreux sont les Pokot sans terre. Dans les années suivantes, en 1962 et 1966 notamment, plusieurs raids s'attaquent alors aux fermes des « *alien squatters* ». Encore, lorsqu'en 1964 les campagnes de délimitation et de privatisation des terres débutent dans la *location* de Mnageï (la *location* du chef lieu de Kapenguria), 6 000 « non-Pokot » sont menacés par les élites du *county council* ³³². Les contentieux continuent jusqu'à ce que le statut de « *close district* » soit abandonné en 1968. A cette date, de nombreux migrants

³³⁰ Dans les rapports administratifs, ce terme « *alien* » disparaît avec les années pour être remplacé par le terme « *squatter* ».

³³¹ *District Annual Report*, 1960.

³³² Les *District Commissioners* qui se succèdent, en 1962 et en 1966, se plaignent du discours de ces « *minor politicians* ». (*West-Pokot District Annual Report*, 1964 & 1966. DC. Mdwiga.)

viennent encore s'installer et exploiter les terres mitoyennes de Trans-Nzoïa. L'Etat indépendant, présidé par Jomo Kenyatta, incite notamment les Kikuyu à venir s'installer (sur Trans-Nzoïa et Kapenguria) : de 310 Kikuyu et de 664 Luyia officiellement enregistrés lors du recensement de 1962, 4 144 Kikuyu et 5 312 Luyia sont comptabilisés en 1979³³³.

C'est dans ce contexte, au contact de l'altérité, que le ressentiment identitaire pokot est construit par les élites politiques et économiques qui tentent par là d'appuyer leurs revendications.

2. Les associations ethniques : des plates formes de revendications territoriales pour les élites (1962-1978)

La population de Mnagei, différenciée en termes ethniques, l'est aussi fortement en termes socio-politiques : paysans sans terre, petits exploitants et élites dont les terres dépassent aisément les cinquante hectares. A l'indépendance, cette dernière classe sociale, qualifiée de petite bourgeoisie, dispose de l'essentiel des pouvoirs politico-administratifs du *county council*. Comme partout au Kenya, elle s'organise en associations ethniques ayant pour but initial de servir de plate forme à l'expression des intérêts du groupe ethnique. Mais, utilisant comme une source de légitimité politique les idéaux de la tradition et du territoire ancestral d'une part, et la marginalisation des sans terre d'autre part, elle donne surtout corps à l'ethnicité pour promouvoir ses propres revendications sur la scène nationale.

³³³ Republic of Kenya. Ministry of Economic Planning and Development. Statistics Division. *Kenya Population Census 1962*, vol. II, March 1965.

Republic of Kenya. Ministry of Economic Planning and Development. Central Bureau of Statistics. *Kenya Population Census 1979*, vol. I. June 1981.

- Les élites pokot : militants pour une extension du territoire

En 1962, les élites pokot fondent la *Pokot Welfare Association*³³⁴. L'objectif officiel est de regrouper les documents existant sur les traditions, les légendes, les chansons et l'histoire pokot ; d'organiser des activités culturelles, d'aider les plus pauvres, de financer les études des enfants par l'octroi de bourses. Par manque de financement, l'action de l'association ne se résume cependant qu'à la création d'un groupe de danse qui se produit durant les fêtes nationales à Kapenguria et à Makutano dans les années 1960.

L'autre objectif annoncé de l'association est de parler au nom des Pokot pour défendre leurs intérêts sur la nouvelle scène nationale : « *One of the early participants viewed Pokot Welfare as something that might help bring Pokot together, give them a voice, and represent their interests in the face of outside domination* »³³⁵. Ses membres militent pour la « pokotisation » du district de West-Pokot. Dans ce sens, ils conçoivent le district comme un pays, celui des Pokot dont ils sont les représentants face à l'Etat et son gouvernement.

Si la *Pokot Welfare Association* estime défendre les intérêts de tous les Pokot, son discours s'adresse d'abord aux Pokot ayant déjà « un pied » dans le système social et économique de l'Etat basé sur l'agriculture de rente. En effet, les revendications ne portent que sur les terres arables du Sud, celles de Kapenguria qui ne composent pourtant que 10% de la superficie totale du district. Aussi, si les élites accusent les « envahisseurs » kikuyu de leur voler leurs pâturages ancestraux,

³³⁴ De nombreuses autres associations ethniques naissent dans tout le pays dans les années 1960 (GEMA, Luo Union, New Akamba association). En théorie, ces groupes ne participent à aucune activité politique. Le gouvernement souhaite d'ailleurs que ce point soit clair. Cependant, aucune de ces associations ne peut prétendre avoir des activités purement apolitiques. Aussi, sont-elles interdites en 1980 par le Président Moi qui les considère comme une menace pour l'unité de la nation kenyane (*Nyayo philosophy*).

³³⁵ Reynolds, 1982, p. 220 : « *L'un des premiers participants voyait le Pokot Welfare comme quelque chose pouvant aider à rassembler les Pokot, leur donner une voix et représenter leurs intérêts face à la domination extérieure* ».

c'est qu'elles souhaitent surtout plus de terres arables pour étendre leurs exploitations.

Pour donner plus de poids à leurs discours, et pour trouver un support auprès de la population locale, qui n'a pas forcément d'intérêt à revendiquer les terres de Trans-Nzoïa, les membres de la *Pokot Welfare Association* associent le problème à la relative pauvreté de leur district/ territoire et à leur marginalisation comparée avec les autres groupes qui composent le Kenya : « *Mnagei is the only really good area in West-Pokot for farming. There is no other good land for us anywhere else ; yet we are being cheated of land here. Pokot are so weak politically ! We have no ministers, no Dc, no big people. Our MP's are powerless. [...] Since Uhuru we have got very little. [...] Other groups get land, projects, and so on because they have powerful spokesmen [...] Look at the land that used to be grazed by Pokot in Trans-Nzoïa. After Uhuru, there was no attempt to start a scheme for Pokot, who were the ones to have their land stolen. Instead, land is given to everyone else. We refuse to go and buy land which should be ours* ». ³³⁶

Le véritable enjeu de l'association est politique et de dimension nationale. Accuser les Kikuyu des maux de la société pokot revient en effet à accuser l'Etat, dirigé par le Président Kenyatta, lui-même Kikuyu. Or le débat national de l'époque porte justement sur l'ouverture des anciennes Terres Blanches au peuplement africain. Ainsi, en 1963, par exemple, le parlementaire pour la circonscription de Sigor, membre de la *Pokot Welfare Association*, intervient de façon menaçante lors d'un débat sur le remembrement des anciennes fermes coloniales de Trans-Nzoïa : « *When our people find that in Trans-Nzoïa people are being given plots, and yet that part of the country was ours before, they get very annoyed. This is the reason why I have said that the farms on the slopes of Cherangani Hills should be given to people of West-Pokot District. Mr Speaker, I have said already that Trans-Nzoïa, before Europeans went there, was the Pokot people's land. Today you hear from*

³³⁶ Reynolds, 1982, p. 221 : « *Mnagei est la seule partie de West-Pokot réellement bonne pour l'agriculture. Il n'y a pas d'autres terres fertiles pour nous nulle part ailleurs ; nous avons été trompés. Les Pokot sont si faibles politiquement. Nous n'avons pas de ministre, pas de commissaire de district, pas de personnage important. Nos députés sont impuissants. [...] Depuis l'indépendance, nous avons reçu très peu. [...] Les autres groupes obtiennent des terres, des projets, et ainsi de suite parce qu'ils ont de puissants orateurs. [...] Regardez, la terre que les Pokot avaient l'habitude d'utiliser comme pâturage en Trans-Nzoïa. Après l'indépendance, il n'y a pas eu de tentative de plan de peuplement pour les Pokot qui étaient ceux à qui l'on*

different quarter that certain people are claiming that area is theirs. Some of them have gone as far as saying that this area should be transferred to western Province [home land of luyia-speaking people], which is very ridiculous. I warn the Government today that if this kind of move were accepted it would be a sure way -I repeat, it would be a sure way- of inviting trouble in that particular area. These people were merely porters and labourers who were helping those white farmers in those days. Now, because they happen to have been labourers in those particular areas, they are claiming to be the rightful owners of that land, which is not true (Kenya, 1969 : 2274) »³³⁷.

- Les élites sengwer à la recherche d'une identité territoriale dans l'Etat nation

Les élites pokot ne sont pas les seules à soulever les théories conspiratoires des autres groupes ethniques à leur égard et à revendiquer des terres dans les alentours de Kapenguria et sur le district de Trans-Nzoïa. Certains membres de l'administration du district de West-Pokot font valoir leur identité Sengwer (aussi connu sous le nom de Cherangani) et estiment qu'une partie de la location de Mnagei leur revient de droit. Ils sont parmi les plus riches agriculteurs du district et savent que cette origine limite un possible avenir politique local dans un district où seul des Pokot peuvent siéger au *county council*. Ainsi, ils se présentent comme les représentants de leur communauté et demandent qu'une *location* administrative, cadre électoral pour un siège au *county council*, leur soit spécialement attribuée.

volait la terre. Au contraire, la terre est donnée aux autres. Nous refusons d'aller acheter de la terre qui devrait être la nôtre ».

³³⁷ Cité par Reynolds, 1988, p. 29 : « Quand notre peuple découvre qu'en Trans-Nzoïa des gens se voient offrir des terres, alors qu'une partie d'entre elles nous appartenaient autrefois, il devient irrité. Ceci est la raison pour laquelle j'ai dit que les fermes situées sur les versants des monts Cherangani devraient être données aux gens du district de West-Pokot.

« Monsieur, j'ai déjà dit que le Trans-Nzoïa, avant la venue des Européens, était une terre pokot. Aujourd'hui, vous entendez d'un autre côté que certains groupes revendiquent cette terre comme la leur. Certains d'entre eux sont allés jusqu'à dire que cette région devrait être transférée dans la province de l'Ouest [la terre d'origine des Luyia], ce qui est ridicule. Je veux prévenir le gouvernement aujourd'hui que si un tel mouvement était accepté, ce serait la meilleure façon -je répète, ce serait la meilleure façon- pour déclencher des manifestations de violences dans cette région précise. Ces gens étaient principalement des porteurs et des agriculteurs qui aidaient ces fermiers blancs à leur époque. Maintenant, parce qu'ils ont été un temps agriculteurs dans cette région, ils revendiquent des droits de propriété sur cette terre, ce qui n'est pas vrai ».

Sans réelle reconnaissance des autres Sengwer, ces élites ont du mal à trouver un écho à leurs revendications. Ils s'associent alors aux élites pokot contre l'immigration de plus en plus pressante des autres ethnies du sud. Mais lorsqu'ils émettent le souhait de rentrer dans la *Pokot Welfare Association*, ces derniers leur demandent de faire leur *sapana* afin de devenir Pokot. Les élites sengwer forment donc leur propre association au début des années 1970, la *Cherangani Union*, dont le but est le même que la *Pokot Welfare Association* (Reynolds, 1982)³³⁸.

Leurs discours s'appuient sur l'ancienneté du peuplement sengwer dans les forêts des Cherangani. Cependant, si la carte générale de l'ouest kenyan fait référence aux Sengwer/Cherangani en plusieurs endroits (Cherangani est un massif montagneux et un centre de commerce dans le district de Trans-Nzoïa, Sengwer est une *sub-location* dans le district de Marakwet), il n'y a aucune référence à leur sujet dans le district de West-Pokot. Il n'existe pas non plus d'étude ethnologique à leur sujet alors que l'ensemble des groupes reconnus au Kenya a été étudié. Seul Kipkorir (1983) leur accorde un chapitre, les intégrant dans l'ensemble ethnique plus vaste des Marakwet³³⁹.

³³⁸ Reynolds, 1982, p. 236 : « *The organisation served as platforms for the expression of group interest. Pokot Welfare attempted to « speak for Pokot » ; the union to « speak for Sengwer »* [« l'organisation sert de plate forme pour exprimer les intérêts du groupe. Pokot Welfare essaye de parler pour les Pokot ; l'Union pour les Sengwer »].

³³⁹ Kipkorir, 1983, p. 71 : « *The Marakwet consist of something like six « principal » political groups (and probably dialects), mainly Endo, Markweta, Almo, Kiptani, Borokot and Sengwer (Cherangani). None of these groups are clan units. The thirteen clans into which all Marakwet can be divided are scattered without any systematic pattern so far discernible all over the « principal » groups. The latter would appear to be largest units whose judicial and political deliberation affected all its members regardless of clan membership or ancestry* ». [« Les Marakwet sont composés de six groupes politiques majeurs (et probablement dialectes), principalement les Endo, Les Markweta, les Almo, les Kiptani, les Borokot et les Sengwer (Cherangani). Aucun de ces groupes n'est une unité clanique. Les treize clans dans lesquels tous les Marakwet se reconnaissent sont dispersés sans qu'il n'y ait de représentation majoritaire au sein des groupes principaux. Ces derniers seraient les plus grandes unités dont les délibérations judiciaires et politiques affectent tous les membres indifféremment de leur appartenance clanique ou de leurs origines »].

Les informations de Kipkorir proviennent d'administrateurs ayant fait référence aux Sengwer auparavant, notamment dans les essais concernant la formation des groupes kalenjin. Ainsi, certains distinguent les « Sengwir » des « Chepcharangain ». Ils auraient été à l'origine des groupes du mont Elgon, les El Kony. Mais ces écrits, de colons ou d'administrateurs du début du siècle, ne visent qu'à classer et figer la carte ethnique et apportent chacun des théories différentes. Goldschmidt (1976) explique, quant à lui, que près de 40% des clans sebeï attestent de leur origine sengwer. Mais, le mot « sengwer » semble désigner une région plutôt qu'un groupe.

A l'origine, les Sengwer sont, semble-il, les chasseurs cueilleurs vivant dans les forêts d'altitude des Cherangani. Ils ont d'intenses relations avec les Pokot. Les inter-mariages sont courants : leur position au contact des Marakwet à l'est, des Nandi au sud est et des Maasai au sud leur permet de récolter les informations nécessaires aux Pokot (et aux autres sans doute) pour organiser des raids de bétail. A leur arrivée, les Britanniques les ont dénommés Tugen/Cherangani, en référence aux autres groupes de montagnes déjà rencontrés (dans les Tugen Hills). En 1957, les forêts d'altitude dans lesquelles ils vivent sont déclarées « réserves forestières », la chasse devient illégale et ils sont contraints de se déplacer vers des terres plus basses, du côté des escarpements marakwet au sud ou vers Mnagei au nord. De fait, lorsque les limites administratives sont tracées, le peuplement sengwer est partagé entre les Marakwet et les Pokot³⁴⁰.

Le sentiment identitaire sengwer n'est pas partagé par tous les membres de l'association : la perspective réduite d'obtenir un seul siège au *county council* n'est vraisemblablement pas motivante. Beaucoup travaillent en fait à leur propre promotion sociale, et voient les réunions associatives comme des réunions d'affaires. Ainsi, certains quittent la *Cherangani Union* dès la première année. Bien installés, commerçants et grands propriétaires, ils préfèrent se dire Pokot, même si tout le monde connaît leur origine sengwer³⁴¹. Certains vont même jusqu'à intégrer la *Pokot Welfare Association*.

Finalement, la *Cherangani Union* disparaît en 1978 sans avoir jamais eu aucune activité (excepté un groupe de danse). La *Pokot Welfare Association*, quant à elle, est dissoute quelques années plus tard, en même temps que la plupart des associations de ce type au Kenya. Au début des années 1980, le Président Moi interdit ces associations ethniques qu'il accuse de comploter contre l'Etat et pour le fédéralisme.

En 2001, alors que la loi interdit toujours les associations ethniques, le *Pokot Tradition Group* est créé à Kapenguria sous le statut de *Community Based Organisation* (CBO, du type ONG locale). Il regroupe des instituteurs et des

³⁴⁰ Beaucoup de Sengwer (Cherangani) descendent aussi vers le plateau de Trans-Nzoïa, mais ils y sont déclarés « *squatters* » sur les terres blanches et déplacés de nouveau.

³⁴¹ Reynolds, 1982, p. 231.

personnels d'ONG, souhaitant collecter des données pour faire valoir la culture pokot. Bien que les activités de ce groupe soient encore extrêmement limitées, les objectifs annoncés ressemblent précisément à ceux de l'ancienne *Pokot Welfare Association*. Le contexte historique n'est cependant plus le même : une classe moyenne est née avec le développement du commerce céréalier. Il semble plutôt que le *Pokot Tradition Group* vise à casser les stéréotypes et à réconcilier les Pokot de Mnagei avec leur culture précieusement détenue par les communautés vivant au nord du district³⁴². Il n'appuie donc pas les discours des élites politique qui, par leurs menaces sur les populations voisines, ne font qu'attiser les animosités envers les Pokot et tendent plutôt à renforcer le stéréotype de guerriers violents qui les caractérise encore aujourd'hui.

3. Les Pokot dans l'ensemble politique national : un discours virulent, une personnalité charismatique³⁴³

De tous les politiciens kenyans, les membres du Parlement élus dans le district de West-Pokot ont sans doute le discours le plus virulent à l'égard des autres ethnies et de l'Etat. Proférées dès le début des années 1960, leurs allocutions restent sensiblement les mêmes quarante ans plus tard. Elles visent l'administration locale, les « *aliens* », ces populations « non-Pokot » (et particulièrement les Kikuyu) qui vivent dans le district de West-Pokot, et les autres politiciens élus dans les circonscriptions électorales voisines du district, c'est-à-dire de Tot (district de Marakwet), de Kwanza et de Cherangani (district de Trans-Nzoïa). De fait, les politiciens pokot appartiennent à la majorité KANU, mais restent relativement indépendants vis-à-vis du parti.

Leurs discours répondent de manière indirecte aux problèmes de la population et leur assurent une base électorale confortable.

Le thème de l'insécurité est notamment le plus populaire : les conflits avec les Turkana et les Marakwet pour le parlementaire de Sigor, le conflit avec les

³⁴² Entretien personnel avec le secrétaire du *Pokot Tradition Group* (Makutano, 2001).

³⁴³ Nous limitons nos propos à la période du Président Moi.

Karimojong pour le parlementaire de Kacheliba, et le problème des « *aliens* » pour le parlementaire de Kapenguria, permettent de faire entendre leur voix sur la scène régionale et nationale. Il est associé à la question du faible développement du district, puisque -selon les politiciens- les ethnies voisines entretiennent le climat d'insécurité dans le district pour marginaliser les Pokot et accaparer les financements nécessaires au développement des infrastructures.

- **Un discours violent et accusateur**

Le discours de la violence est d'abord dirigé contre les « *aliens* ». Il trouve un écho particulier auprès d'un nombre croissant de jeunes cherchant un emploi dans le centre urbain de Kapenguria ou dans l'administration locale (enseignement par exemple). Il fait aussi écho à la pénurie de terres arables dans le district, notamment depuis que le conflit Tot/ Chesegon a conduit de nombreux agro-pasteurs originaires des Cherangani à se réfugier à Kapenguria : bon nombre de ces paysans constituent un électorat fidèle aux politiciens menaçant les membres des ethnies occupant les terres de Trans-Nzoïa, les Luyia et les Kikuyu, ainsi que les Marakwet impliqués dans le conflit de Tot/ Chesegon.

A ce propos, les politiciens accusent aussi l'administration d'être incapable de résoudre les conflits et l'insécurité sur la frontière internationale et les limites des districts de Turkana et Marakwet. Leur discours est d'autant plus populaire que l'administration use trop souvent de son pouvoir de répression sans distinction sur les populations du nord du district. Il convient cependant d'en relativiser l'impact local : la plupart des discours de ce type sont prononcés lors des assemblées parlementaires ou des conférences qui ont régulièrement lieu à l'extérieur du district. Aussi, les Pokot ne sont sûrement pas tous au courant de la fréquence des allégations de leurs représentants politiques. D'ailleurs, la violence des discours, les menaces et les appels à la révolte leur paraissent largement secondaires, et peuvent être considérés comme faisant partie d'une certaine rhétorique qui ne sert qu'à élever la voix. Ils retiennent d'abord les thèmes démontrant la particularité de la culture pokot et de son histoire ; des thèses très

populaires qui renforcent le sentiment identitaire d'individus qui, dans l'ensemble, s'estiment lésés ou abandonnés par l'Etat.

Par contre, repris dans la presse nationale, les avertissements des politiciens pokot prennent un tout autre sens aux yeux des populations voisines du district qui vivent dans un climat d'insécurité constant, s'attendant aux attaques à tout moment.

Pour les politiciens non pokot, réagir contre ces menaces est une façon de se faire entendre sur la scène nationale. Régulièrement les politiciens pokot sont, par exemple, accusés d'être les organisateurs des raids de bétail ayant lieu contre les Turkana, les Marakwet et les habitants du district de Trans-Nzoïa. Face aux théories du complot développées par les politiciens pokot, le même discours est employé par les autres politiciens pour les discréditer : certains évoquent ainsi l'idée d'une conspiration de la société pokot entière contre la Nation, et compromettent le gouvernement du Président Moi, en accusant ce dernier de soutenir l'entreprise des élus pokot ; une des biographies de Moi avance, par exemple, qu'après le coup d'état de 1982, ce dernier pensait que si quoi que ce soit lui arrivait, il pourrait toujours se réfugier chez les Pokot³⁴⁴.

- Les années Lotodo : le conflit comme outil politique³⁴⁵

De 1980 à 2000, le principal protagoniste de ces joutes politiques est le *leader* charismatique Lotodo. Considéré par tous comme le représentant de la communauté pokot entière, il est surnommé le « défenseur des Pokot », ou le « roi des Pokot » par la presse nationale. Alors que Lotodo présente les Pokot comme des victimes de la construction de l'Etat, la presse nationale les place plutôt au

³⁴⁴ Andrew Norton, « *The Making of an African Statesman* », cité par le *Daily Nation* (27 mars 2001, p 6, « *Arming the Pokot was folly ; now disarm them* »). D'autres rumeurs racontent que Lotodo faisait chanter le Président lui-même. De telles accusations sont impossibles à vérifier, et relèvent sans doute plus des « mythes ruraux », des rumeurs rapportées aux journalistes résidant en ville et écrivant sur la campagne, que de faits vérifiés.

³⁴⁵ Nous n'avons pas d'exemple de discours de Lotodo. La presse ne les reprend pas et ne fait pas non plus de citations, mais reprend les dires des politiciens qui s'opposent à lui. [Ex : « *Quit, Lotodo orders Marakwet in Pokot* » (*Daily Nation*, 23 décembre 1999, p. 4). « *Who created Lotodo feudal lord, anyway ?* » (*Daily Nation*, 26 décembre 1999, p. 7)].

rang de bourreau de l'Etat : ce qui permet, par ailleurs, à Lotodo de renforcer son discours sur la discrimination et de porter les journalistes en justice à plusieurs reprises pour diffamation³⁴⁶. Il est vrai qu'à partir de 1992, les raids et les conflits dans lesquels les Pokot sont impliqués se multiplient et tendent à grossir ce sentiment. Cette année-là, le Kenya redécouvre le multipartisme. Lotodo est alors accusé de xénophobie et d'incitation au « nettoyage ethnique » du district. Il menace effectivement d'expulser par la force les Luhya et les Kikuyu majoritairement opposés au gouvernement Moi. Peu après les élections, ce discours mène au pillage des magasins tenus par les commerçants non-kalenjin et à de violents affrontements sur la circonscription de Kwanza dans le district de Trans-Nzoïa³⁴⁷. Lorsque des raids sont conduits sur les Marakwet, quelques temps après les élections, ils sont analysés de la même façon que ces autres conflits, organisés par les élus pokot pour combattre l'opposition.

Encadré no. 8.: *Jeu politique et conflits électoraux dans le Nord-Ouest du Kenya (1997-2000).*

En 1997, les politiciens pokot et marakwet s'accusent mutuellement d'organiser des milices³⁴⁸ et d'inciter les populations à se battre l'une contre l'autre. En avril 1997, Philip Rotino, parlementaire pour la circonscription de Sigor (West-Pokot), est ainsi directement mis en cause dans les raids contre les Marakwet³⁴⁹. C'est alors que Cheserek, membre du Parlement pour la circonscription de Tot (district de Marakwet), accuse ouvertement le gouvernement d'avoir armé les Pokot et remet en cause l'unité politique kalenjin³⁵⁰. Les deux politiciens sont alors rapidement

³⁴⁶ *Daily Nation*, 15 mai 1998.

³⁴⁷ Dans la seule circonscription de Kwanza (district de Trans-Nzoïa) qui borde le district de West-Pokot, 5 000 personnes sont déplacées, 733 maisons détruites et 5 341 animaux volés en 1997 (*Update*, n° 83).

³⁴⁸ « *The Marakwet are victims of a private army and the government has failed to protect them* ». [« *Les Marakwet sont victimes d'une armée privée et le gouvernement n'a pas été capable de les protéger* »] (*Weekly Review*, 9 mai 1997, p. 13).

³⁴⁹ Un des frères de Philip Rotino est arrêté alors qu'il transporte des hommes armés dans le camion de ce dernier. Il se dirigeait vers le district de Marakwet. Deux semaines plus tôt, la sœur de Philip Rotino avait été tuée par la police dans une opération de sécurité.

³⁵⁰ « *The killing and displacement of Marakwet alleged Pokot warrior carries with it political ramification that could thoroughly shake the very foundation of KANU unity in the Rift Valley Province and much touted Kalenjin political solidarity* ». (*Weekly Review*, 9 mai 1997, p. 13).

écartés du gouvernement, puis de la KANU. En vue des élections de fin 1997, Cheserek se présente donc comme candidat de l'opposition et utilise le conflit pour se faire entendre³⁵¹.

Francis Lotodo use de la même stratégie et accuse cette fois les Nandi d'expansionnisme et de complot contre les autres communautés vivant dans le district de Trans-Nzoïa³⁵². Les *leaders* nandi s'associent alors aux politiciens marakwet pour exiger son limogeage immédiat du gouvernement. En réponse, le Président Moi minimise les faits et la responsabilité du politicien pokot dans les affrontements de la vallée de la Kerio : il lui faut maintenir l'unité kalenjin en vue des élections présidentielles de 1997.

Les élections ne changent finalement pas les forces politiques de la région. Francis Lotodo est réélu sans opposition, ainsi que les autres *leaders* qui se présentent pour la KANU dans les districts de Baringo et de West-Pokot³⁵³.

Cependant, les déplacements de populations, suite aux menaces et parfois aux raids de Pokot sur les circonscriptions voisines du district, bouleversent quelque peu le paysage électoral. La circonscription de Cherangani, voisine à la fois des districts de West-Pokot et de Marakwet, accueille notamment un nombre important de déplacés marakwet et nandi. Ils s'ajoutent à une population déjà hétérogène, comptant des Luhya et des Kikuyu ayant fui le district de West-Pokot en 1993 et qui supportent l'opposition.

Ainsi, Arap Kirwa, élu de Cherangani, se place en marge du gouvernement malgré son appartenance à la KANU. Peu après les élections, plusieurs affrontements pokot/marakwet sont enregistrés dans les montagnes Cherangani. Dès lors, son principal opposant dans la région devient Francis Lotodo. A ce titre, Kirwa fait incidemment remarquer le soutien qu'accorde le Président à ce dernier³⁵⁴. Ses critiques à l'égard du gouvernement lui apportent alors la sympathie

³⁵¹ Philip Rotino, quant à lui, ne se représente pas aux élections parlementaires de 1997, et laisse sa place à Christopher Lomada (déjà parlementaire de 1989 à 1992) qui est élu sans opposition. A l'occasion des élections de 2002, Philip Rotino était opposé à Christopher Lomada pour l'investiture de la KANU dans la circonscription de Sigor. Le premier semblait avoir le soutien de l'antenne locale de la KANU, de Samuel Poghishio et de Moroto, l'autre semblait être plus proche des fidèles du Président Moi et du gouvernement. Rotino fut choisi et élu en 2002.

³⁵² Surpassés en nombre par les Luhya, les Nandi (un sous-groupe kalenjin) occupent la part la plus importante des terres de la *division* de Kwanza dans le district de Trans-Nzoïa. Il s'agit de la *division* qui borde le district de West-Pokot et dans laquelle les Pokot occupent le troisième rang en terme de population.

³⁵³ Francis Lotodo est élu pour Kapenguria, Christopher Lomada pour Sigor et Samuel Pogishio pour Kacheliba dans le district de West-Pokot, Joseph Lotodo pour Baringo East dans le district de Baringo. Dans la circonscription de Tot (Marakwet East), la KANU remporte l'élection avec John Marrirmoi, mais Cheserek, sous l'étiquette du Parti Démocratique (DP), comptabilise plus d'un tiers des voix. La population de la circonscription de Kwanza (District de Trans-Nzoïa) choisit l'opposition (George Kapten-FORD-K) tout comme en 1992. Toujours dans le district de Trans-Nzoïa, Kipruto Arap Kirwa, un *leader* nandi, est réélu pour la KANU dans la circonscription de Cherangani.

³⁵⁴ Au cours de l'opération de désarmement dans la vallée de la Kerio, plusieurs politiciens ont accusé Lotodo de participer aux raids. Dans un discours dans la province de Nyanza, le Président demande pourquoi, et rajoute : « *Is it he never smiles ?* » [Est-ce parce qu'il ne sourit jamais ?]. A cela, Kirwa répond ironiquement : « *Lotodo who has earned notoriety for making inflammatory utterances*

de l'opposition, alors que sa position de parlementaire de la KANU dans un district dominé par le parti FORD K lui laisse une marge de manœuvre : le Président ne peut ni le toucher directement, ni le rappeler à l'ordre comme il l'avait fait auparavant avec les politiciens marakwet³⁵⁵ ; il nomme toutefois un second membre du parlement sur la circonscription de Cherangani pour affaiblir la base électorale de Kirwa³⁵⁶.

Le 11 novembre 2000, après avoir représenté les Pokot sur la scène politique nationale pendant 30 ans, Francis Lotodo meurt de maladie en Afrique du Sud. Durant ces dix dernières années, il est devenu la « bête noire » de la classe politique de la région. Cependant, le Président ne l'a jamais vraiment condamné. Malgré ses accusations contre l'administration provinciale et les autres politiciens proches de la présidence (Nicholas Biwott et Mark Too notamment), il semblait bénéficier d'une protection sans faille, laissant penser que les Pokot occupaient une place stratégique dans le jeu politique de Moi.

En fait, à l'époque, le Président souhaitait surtout maintenir les Pokot dans la majorité. Or, il est difficile de trouver un successeur politique à Lotodo, qui bénéficie d'une grande popularité auprès des Pokot pour sa capacité à se placer sur le devant de la scène politique nationale.

D'ailleurs, à la suite de son décès et dans le cadre des élections partielles chargées d'élire le nouveau parlementaire pour la circonscription de Kapenguria, le Président Moi et les autres « barons » KANU de la Province de la *Rift Valley* présentent un candidat proche de la famille du Président, Lopokoyit, directeur de la prison de Kapenguria. Or, l'antenne locale de la KANU vote contre lui : à la surprise de tous les observateurs internationaux qui pensaient le Président maître du jeu politique dans la région, Samuel Moroto est élu par la population le 12

including giving misplaced ultima to the government, is now a good boy » [« Lotodo, qui a gagné une certaine notoriété par ses discours enflammés, y compris en donnant un ultimatum au gouvernement, est aujourd'hui devenu un gentil garçon »] (*Daily Nation*, 15 mai 1998).

³⁵⁵ « *The Marakwet leaders have lost direction and have left wananchi confused and without guidance* », [« Les politiciens marakwet ne savent plus où ils vont, et laissent les citoyens confus et sans guide »], (*Moi order on cattle rustling, Daily Nation*, 23 décembre 1999).

³⁵⁶ Kirwa a reçu le *Martin Luther King Award* en 1990 en récompense de « son combat pour la justice et la démocratie ». Cette reconnaissance des U.S.A. pourrait expliquer son maintien dans la KANU. Toutefois, le Président nomme en 1998 Zipporah Kittony, directrice de *Maendeleo Ya Wanawake*, au poste de membre du Parlement (dans le cadre des élections partielles de la KANU en 1997, Kirwa avait déjà remporté le scrutin face à son fils, Philipp Kittony).

janvier 2001. Ainsi, les Pokot affirment leur indépendance vis-à-vis du Président et de l'administration provinciale.

Dans les premiers mois de 2001, Moroto suit le même discours que son mentor, usant même de la rhétorique de la menace, puis change brusquement de ton le lendemain du massacre de Murkutwo pour se rapprocher des organisations non gouvernementales travaillant sur la paix et la résolution du conflit (l'Eglise catholique principalement). Ce virage, que l'on peut qualifier d'historique tant les relations avec les ONG catholiques³⁵⁷ ont toujours été « explosives », montre toute la complexité du jeu politique local : les élus pokot trouvent ainsi des alliés de poids dans ces ONG, leur permettant de s'opposer à la politique présidentielle (qui ne les soutient plus) sans se compromettre avec l'opposition parlementaire (ou tout en restant membre de la KANU).

L'indépendance des *leaders* politiques pokot tient à leur discours portant sur la spécificité de la société pokot et des problèmes généraux qui la touchent. Ils usent et abusent de la notion de marginalisation afin de renforcer l'ethnicité. A cet égard, l'objectif n'est pas de proposer des solutions, mais de trouver des responsables extérieurs pour expliquer les problèmes de « sous-développement » et d'insécurité du district.

Sur ce point, leur utilisation du clivage Nord-Sud est révélatrice. Les conflits du Nord (contre les Marakwet, les Turkana ou les Karimojong) permettent de supporter les revendications sur le Sud et Trans-Nzoïa. Une mise en scène basée sur les conflits du sud serait politiquement trop risquée, étant donné que les normes sécuritaires y sont plus strictes : une personne assassinée au sud a le même effet médiatique qu'une centaine de morts dans le nord du district ; alors que dans les affrontements ayant lieu au Sud, les Pokot sont toujours responsables de fait, dans les conflits qu'ils génèrent au Nord, ils peuvent, à certains égards, être considérés comme des victimes.

³⁵⁷ L'ONG *Catholic Peace and Justice Commission* notamment.

CONCLUSION DE LA PARTIE 2

Dès le début de la conquête coloniale, le Nord-Ouest du Kenya apparaît comme un espace problématique. Passant du statut de zone grise à celui de zone de non-droit, son intégration au système colonial, loin d'être une priorité reste toutefois une nécessité stratégique face à la pression de l'empire éthiopien au nord et pour protéger les hauts plateaux accueillants les colons européens au sud. Entre ces deux pôles « impériaux », les territoires Pokot et Turkana vont alors dans un premier temps servir de tampon, pour être progressivement intégrés. Le décalage temporel induit par le rythme de la pénétration du modèle colonial britannique supporte alors l'idée d'un gradient d'intégration s'amenuisant du Sud vers le Nord.

La domination britannique suit trois étapes : celles de la sécurisation, puis de la pacification, et enfin de la mise en place d'une autorité administrative intermédiaire entre le centre et la périphérie.

La sécurisation vise à réguler les dynamiques endogènes des territoires locaux. La pacification a pour objectif de définir des compartiments territoriaux : « *ce compartimentage est présenté comme le seul moyen de pacifier la région* » (Médard, 1999, p. 15). Les critères anthropologiques et historiques retenus à cet égard établissent des ensembles d'une taille adaptée à la capacité de contrôle de l'Etat et positionnés pour répondre à la protection des intérêts coloniaux centrés sur les hautes terres du Sud. Ainsi, les territoires ethniques reconnus³⁵⁸ vont servir de calque à la mise en place de districts administratifs étirés, faisant le pont entre le Sud et le Nord, et organisés autour des axes d'intervention des agents de l'administration britannique. Les chefs lieux étant situés au Sud, ce dernier est

³⁵⁸ Les Britanniques s'efforcent -avec plus ou moins de succès- de choisir les unités administratives suivant les sections territoriales que les locaux respectent déjà. Ils sont aussi soucieux de trouver des éléments topographiques distinguables sur les cartes. Lorsque ces éléments coïncident avec la limite d'expansion de l'ethnie, il est facile de tracer la frontière. Par ailleurs, s'ils identifient nettement des aires territoriales en saison des pluies mais leurs limites leur échappent en saison sèche. Ainsi, on assiste à des regroupements ou des divisions de territoires. Certains perdent leurs pâturages de saison, d'autres étendent au contraire leur influence sur de vastes aires géographiques. Sur les dix sections karimojong reconnues par Dyson Hudson (1966), par exemple, seules trois le sont par l'administration en 1919 (celles des Bokora, des Matheniko et des Piam) et héritent de circonscription administrative à leurs noms.

rapidement incorporé à la sphère d'influence de l'Etat colonial, tandis que le Nord demeure relativement autonome.

Ce maillage administratif régional ne pose pas de problème en soi, mais c'est au niveau local que les administrateurs se heurtent à la réalité du terrain et qu'apparaît la contradiction entre le cadre administratif et les intérêts des territoires locaux. Alors que les Britanniques conçoivent les limites comme une mesure d'identification du champ géographique des responsabilités (avec pour objectif l'optimisation du contrôle administratif), les populations locales - africaines et européennes - y voient la définition de cadres territoriaux exclusifs. D'un côté, les limites administratives latitudinales séparent des individus normalement voisins, qui ont des relations économiques et sociales essentielles à leurs activités (accès aux ressources, approvisionnement en céréales, reproduction familiale, recherche de travailleurs pour les fermes coloniales, etc...), pour les rendre dépendants d'administrations éloignées de part et d'autre du tracé. D'un autre côté, la rigidité des tracés, imposés par l'administration mais aussi revendiqués par les populations, met fin aux dynamiques et à la flexibilité des territoires qui permettaient jusqu'à présent d'éviter que d'éventuels conflits s'installent dans le long terme, ou qui offraient la possibilité de négocier des accès partagés aux *no man's land* qui les bordaient. Ces limites ne sont donc pas à proprement parler responsables des conflits dans lesquels les Pokot sont impliqués, mais elles les ont installés dans le long terme, ce qui n'est pas aujourd'hui sans conséquence sur la gestion politico-administrative de la région.

Finalité de la pacification, la mise en place d'un maillage territorial est aussi l'étape préalable à l'établissement de structures de contrôles administratif et politique.

A ce titre, le premier défi pour l'Etat est de créer un niveau d'autorité intermédiaire entre son administration et les populations locales. L'absence de personnages de pouvoir au sein des sociétés locales contribue à la remise en question du principe de l'*indirect rule* et à la nomination de *chiefs* comme représentants de l'administration auprès des communautés locales. Cette mesure permet d'assurer un contrôle direct de la périphérie par le centre. Puis, afin de casser la dichotomie entre pouvoirs traditionnel et moderne, des gouvernements

locaux sont créés. A la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'administration engage un certain nombre de réformes institutionnelles qui annoncent le renforcement de ces structures politiques et l'apparition d'une élite politico-économique déjà bien intégrée au sud du district. La question territoriale demeure encore omniprésente. Mais le district de West-Pokot est loin d'être un territoire homogène. Sa conception, en tant que zone tampon, induit des gradients d'intégration et des normes différenciées entre le Nord et le Sud.

Au Nord, l'administration ne se pose plus seulement en tant qu'intermédiaire entre les groupes en conflit, mais en tant qu'acteur à part entière. Usant d'une violence parfois démesurée, elle se trouve pourtant dans l'incapacité de résoudre le problème de l'insécurité. Les plaines pastorales sont ainsi devenues les terrains de manœuvre d'un certain nombre de groupes militaires para-étatiques, non pas chargés de résoudre l'insécurité, mais de veiller à en limiter l'ampleur.

Au Sud, le thème de l'insécurité devient un enjeu politique. Les élites accusent l'administration de ne pas mettre en œuvre les moyens nécessaires pour sécuriser la région : la paix étant un impératif au développement, elles insinuent ainsi que l'Etat marginalise les Pokot ; l'Etat étant dominé par des politiciens d'autres groupes ethniques voisins, c'est vers eux que se tourne la violence du discours politique local. Les élites réussissent donc à faire du district un tout homogène, en motivant un sentiment identitaire ethnique, qui trouve sa spécificité non pas dans les dynamiques endogènes de la société, mais dans ses rapports avec les autres groupes sur le plan national. Cette identité construite leur permet alors de trouver un support à leur propre intégration comme représentants des Pokot au sein de l'appareil étatique. Cette démarche ne fait cependant que stigmatiser un peu plus l'arrière pays pokot qui reste confronté, sans solution, à l'état d'insécurité.

PARTIE 3 :

INTEGRATION DIFFERENCIEE ET
CONSTRUCTION TERRITORIALE EN PLAIN
E ET EN MONTAGNE

La colonisation du Nord-Ouest du Kenya n'est pas seulement à l'origine d'un gradient d'intégration Nord-Sud. A travers l'organisation longitudinale des unités topographiques, l'interprétation du paysage a servi de critères d'identification des espaces locaux « traditionnels » aux premiers administrateurs, puis aux agents de développement ; il en résulte une action différenciée sur les plaines ou en montagne.

L'insistance avec laquelle les politiques de développement ont été menées durant ces quatre-vingts dernières années n'a, semble-t-il, pas résolu tous les problèmes identifiés, de la dégradation de l'environnement à la famine et à l'insécurité ; mais elle a cependant entraîné les espaces de production dans des évolutions divergentes. De fait, en bas et en haut, en plaine et en montagne, les modèles de développement n'étant pas de même nature ni de même intensité, les acteurs locaux n'ont pas suivi le même rythme d'intégration. Ceci n'est pas sans conséquence sur l'organisation actuelle des communautés locales qui, de part et d'autre de l'escarpement, doivent trouver les moyens de reformuler les mécanismes de cohésion sociale, suivant les nouvelles aspirations de leurs membres qui cherchent à s'adapter à une économie de marché d'autant plus fluctuante que la région est dans une position périphérique. Comment alors les communautés ainsi différenciées remettent-elles en question les rapports qui les lient, organisent-elles l'accès aux ressources et refondent-elles les mécanismes d'intégration sociale entre les espaces de production ?

Dès 1920, le gouvernement colonial exprime sa volonté d'aménager les espaces du Nord-Ouest ; l'objectif étant de renforcer l'encadrement territorial de l'Etat³⁵⁹ afin de rentabiliser l'intégration des espaces de production. En d'autres termes, il s'agit de moderniser les systèmes en vigueur, c'est-à-dire de stimuler le passage d'une économie de subsistance à une économie monétaire sous le contrôle du système étatique.

³⁵⁹ Médard, 1999, p. 11 : « Par encadrement territorial, nous entendons : une projection spatiale de l'Etat, infrastructure au sol et représentation, permettant à la fois le contrôle et l'aménagement du territoire [...]. La manière de concevoir contrôle et aménagement conjointement transcrit la notion d'encadrement territorial qui constitue la spécificité de l'Etat par rapport à un autre type d'organisation ».

Les politiques et programmes mis en œuvre dans ce but s'appuient alors sur une catégorisation spatiale invoquant l'homogénéité de la plaine pastorale d'une part, et celle de la montagne agricole d'autre part. (Chapitre I.A). En montagne, l'encadrement territorial est limité, la culture traditionnelle du millet n'ayant pas de débouchés commerciaux nationaux et les conditions topographiques réduisant les possibilités de programmes d'aménagement importants. Ainsi, durant la colonisation et jusque dans les années 1970, les programmes qui se succèdent s'adressent essentiellement à la plaine, considérée comme un support dont la vocation économique est la production animale. Elle est l'objet de projets de développement pastoral de grande ampleur et intégrés aux programmes nationaux d'organisation de la filière viande. Présentés comme les révélateurs d'un modèle en crise, dit traditionnel, trois thèmes problématiques justifient de façon continue ces entreprises. La *dégradation des sols* plaide pour le soutien, l'aménagement des parcours et les réformes foncières associées. La *famine* motive la création de périmètres d'irrigation en zone semi-aride. (Chapitre I.B). La *pauvreté* apparente et l'insécurité produite par les raids de bétail donnent une légitimité aux programmes de « *restocking* »³⁶⁰. (Chapitre I.C). En réalité, ces projets visent une transformation fondamentale du système pastoral, le coupant de ses liens avec la montagne et l'organisant comme une unité spatiale autonome destinée à approvisionner la filière du bétail ; or, même sans bétail, un individu vivant en plaine reste un pasteur potentiel

Dans le district de West-Pokot, ces programmes n'ont dans l'ensemble jamais connu de véritable succès direct. Si « l'hermétisme culturel » est pointé du doigt, il faut en fait analyser les contradictions existantes entre les politiques de développement local et national. Alors que l'administration locale tente, tant bien que mal, de stimuler une dynamique de développement et d'utiliser les filières agricoles comme outils d'intégration des producteurs locaux à l'économie nationale, l'administration centrale gêne ces efforts, en imposant des mesures

³⁶⁰ L'insécurité est considérée comme une manifestation de la crise du pastoralisme et promeut le développement économique comme moyen de sécurisation de l'espace. On s'interroge sur les effets de ces derniers programmes qui, contrairement aux autres, visent à « réintégrer » les populations « vulnérables » dans un système pastoral, défini suivant des normes dites « traditionnelles », mais qui n'est pas non plus en contradiction avec l'économie de marché.

commerciales ségrégationnistes envers le Nord-Ouest du Kenya, allant de ce fait à l'encontre d'une intégration complète des paysans dans l'économie de marché³⁶¹. (Chapitre II.A).

L'essor actuel de la participation à l'économie de marché apparaît alors plus comme une réponse des populations locales à la recherche de nouvelles opportunités sociales et économiques, que la conséquence d'une logique d'aménagement géographique particulière initiée par l'Etat. Héritant d'un espace rationalisé, avec l'agriculture en montagne et le bétail en plaine comme moyens d'intégration, les communautés locales ont paradoxalement diversifié leur économie pour répondre aux fluctuations du marché libéralisé au début des années 1990. Pour autant, ce mouvement n'a pas entraîné de retour à la complémentarité spatiale. De part et d'autre de l'escarpement, les différents modèles d'intégration subissent chacun leurs propres contraintes endogènes et exogènes, auxquelles les diverses communautés répondent en réorganisant leurs espaces de production et en reformulant leurs propres mécanismes de cohésion sociale, indépendamment les unes des autres, jusqu'à créer des territoires aux dynamiques distinctes, voire opposées. (Chapitres II.B.C).

³⁶¹ Charlery de la Masselière, 2003, p. 129.

Chapitre I : Contrôle territorial et catégorisation spatiale : le jeu du développement

Beaucoup d'ouvrages concernant le Nord-Kenya mettent l'accent sur la surprenante continuité des projets de développement et les faibles résultats obtenus (Anderson, 1984, 1999, 2002). Certes, la recherche appliquée au développement a évolué³⁶², passant de méthodes privilégiant une intégration planifiée des espaces de production à une reconnaissance des pratiques de production traditionnelles. Cependant, les cadres d'action sont toujours attachés aux mêmes représentations de l'espace par le paysage et ne prennent pas en compte les échanges et les relations d'ordre territorial liant la plaine et la montagne.

Entre 1920 et 1970, trois thèmes sont systématiquement associés pour justifier les projets de développement : l'environnement, les crises alimentaires et le développement social. Il s'agit de résoudre et d'effacer les risques liés à la dégradation des sols, la famine et la « culture pastorale » qui sont à la fois causes et conséquences de l'insécurité et des conflits interethniques. Le traitement de ces trois problèmes doit donc être associé à la transformation et à l'amélioration des conditions de vie pour que l'objectif essentiel et « urgent » du contrôle et de l'intégration des populations locales soit atteint.

Dans ce but, les plans mis en œuvre vont s'efforcer de catégoriser et d'homogénéiser -pour contrôler et rentabiliser- les activités de production sur chaque environnement identifié. La plaine et la montagne sont surtout entendues comme des territoires de production : la plaine est définie comme un espace

³⁶² Zaal fait la distinction entre les concepts de la « *old orthodoxy* » et de la « *new thinking* », les uns ont une vision pessimiste de l'avenir des sociétés pastorales (surtout développée par les chercheurs travaillant sur les systèmes fonciers), les autres présentent une vision et une interprétation plus optimistes quant à l'évolution future de ces sociétés. (Zaal, 1999, pp. 2-21).

homogène dont la seule ressource commercialisable est le bétail ; la montagne est classée comme zone à « fort potentiel agricole » ou comme réserve forestière pour les sommets. Dans cette logique de planification, il est estimé que, pour plus de productivité, la complémentarité entre ces zones de production soit rompue et que leur spécialisation facilitera leur intégration au marché national indépendamment l'une de l'autre. On passe ainsi d'une conception de l'espace associant des zones agro-écologiques complémentaires, à une vision d'espaces différenciés et spécialisés suivant leurs terroirs. (Chapitre A).

La notion de développement pastoral, uniquement centrée sur la plaine et opposée au développement agricole en montagne, illustre cette tendance. Si l'interprétation des priorités évolue au cours du siècle, la représentation d'un territoire de production homogène continue d'influencer le cadre d'intervention des opérateurs de développement. Loin de constituer une rupture, l'indépendance du Kenya prolonge cette vision : à la fin des années 1970, les fondements idéologiques et méthodologiques des programmes qui se succèdent ne changent pas. Les enjeux du contrôle et de l'intégration des territoires sont réactualisés suivant l'évolution des normes nationales, mais toujours en dehors du contexte local. Ainsi, les projets mis en œuvre dans le district de West-Pokot sont, pour la plupart, importés du pays Maasäi et entrent dans le cadre de programmes d'aménagement national. (Chapitre B).

Ce n'est que dans les années 1980 -avec l'arrivée d'un nouveau Président- qu'une remise en question des politiques de développement semble s'amorcer sous l'impulsion de multiples acteurs : Organisations Non Gouvernementales, organismes internationaux, Eglises, etc.... Ce revirement s'appuie sur le constat des effets pervers des actions menées jusque là et revalorise les systèmes, les stratégies et les pratiques de productions des sociétés locales. Le renforcement des capacités des producteurs à travers des programmes tels que le *restocking* devient la nouvelle ambition du développement. Il s'agit de redonner aux populations la maîtrise de leur territoire, de leur fournir les moyens de trouver leur propre voies d'intégration. Pour ces nouveaux acteurs, le Nord-Ouest du Kenya est une entité régionale à part entière dont ils tentent d'assurer le renforcement ; alors que l'Etat y voit un espace périphérique à relier au centre économique que représentent les

hautes terres du sud. Et pourtant, aucun ne remet en cause le cadre géographique de l'intervention et tous restent attachés aux mêmes représentations de l'espace. (Chapitre C).

A. « Transformer » pour rentabiliser l'espace

Une fois la période de sécurisation passée, l'enjeu de la pacification et du contrôle des territoires passe par des mesures de restructuration spatiale. Le spectre de la famine et de la dégradation des sols laisse penser que les modes de production traditionnels sont irrationnels et inadaptés, et appelle un encadrement et un contrôle des territoires.

La rationalisation de l'espace comprend alors deux étapes : la distinction et la spécialisation de territoires de production (l'un en montagne, l'autre en plaine) ; pour cela, le contrôle strict des relations de complémentarité les associant s'impose. Entreprise par l'administration britannique au début de la période de pacification, cette approche est systématiquement reprise, bien que n'emportant pas l'adhésion des populations locales.

1. La dégradation des sols et la famine, des prétextes pour contrôler l'espace

Les premiers officiers spécialement chargés du développement sont nommés dans chaque district du protectorat en 1930. Cette année-là, la sécheresse est particulièrement sévère. Impressionnés par l'environnement semi-aride, c'est avant tout l'extrême fragilité du milieu qui frappe ces agents de l'administration (Brasnett, 1938). Dès lors, la question de l'érosion et de la dégradation des sols offre une bonne opportunité pour justifier la conquête et le contrôle des territoires, et cela d'autant plus qu'elle laisse en marge les questions plus socio-politiques de tracés de limites et de contrôle direct des populations (Charlery, 1997, p. 33). Autrement dit, l'Etat « *préfère mettre en avant son souci de*

développement, plutôt que son obsession du contrôle territorial. [...] En outre, l'aménagement fait partie de la vision stratégique d'un Etat, de la construction d'un territoire national » (Médard, 1999, p. 19).

A cette époque, les problèmes de dégradation des sols se posent très sérieusement dans les districts maasaï de Kajiado et de Mara, dans les districts kamba de Machakos et de Kitui et dans le district de Baringo au niveau de la plaine Njems, où la surpopulation relative et le surpâturage du bétail sont des réalités incontournables. Dans le district de West-Pokot, la situation n'est peut être pas aussi alarmante, mais les conseils prodigués par les experts gouvernementaux s'appliquent tout de même à l'ensemble des districts considérés comme arides ou semi-arides (Little, 1997, Anderson, 2002).

En plaine, ils préconisent de réduire le nombre de têtes de bétail pour respecter une charge théoriquement supportable par l'environnement : il importe donc de recenser le nombre d'animaux pâturant dans la plaine, ainsi que leurs propriétaires, afin de d'établir le quota de bêtes à éliminer.

En montagne, l'administrateur le plus célèbre du district, M. Chaundy³⁶³, conseille dès 1934 le « contrôle de l'érosion à travers le changement des pratiques agricoles » (Chaundy, 1947). Il importe de délimiter chaque champ par des buttes et des terrasses pour éviter la perte de fertilité des sols superficiels ; ces aménagements permettent en outre de sédentariser et d'établir un semblant de cadastre des exploitations.

Ces travaux n'engendrent pas d'enthousiasme particulier chez les populations pokot, dont les stratégies sont alors basées sur la mobilité et la dispersion des cultures.

Sous le prétexte du développement de l'agriculture et de la lutte contre la famine, le deuxième acte de la transformation du système de production agricole vise directement la culture traditionnelle du millet sur les pentes de l'escarpement. Pour Chaundy, c'est la culture sur pente qui est responsable de

³⁶³ L'officier en charge du développement agricole dans le district de West-Pokot de 1931 à 1954. Lors de nos enquêtes, plusieurs personnes interrogées y ont fait référence. Il nous est arrivé de trouver un araire dans une case, un vestige de la présence de Chaundy, un objet dont seule une personne âgée a été en mesure d'expliquer le fonctionnement.

l'érosion et de la perte de fertilité des sols, et qui expliquerait les faibles rendements de l'agriculture pokot.

La famine étant une menace bien réelle à ses yeux, il édicte l'interdiction de cultiver sur les pentes de *kamas*³⁶⁴, puis introduit de nouvelles cultures sur les étages altitudinaux moins escarpés : le coton et l'arachide sur la limite inférieure des piémonts, la banane, la papaye et le manioc sous irrigation aux pieds des escarpements, le haricot et surtout le maïs (*yellow maïs*) au-delà des crêtes (Kipkorir, 1983).

A l'énumération de ces cultures, on prend conscience que l'objectif n'est pas tant l'autosuffisance alimentaire -via le remplacement du millet par d'autres céréales et tubercules- qui prévaut, que la mise en place d'une agriculture de rente.

Afin de former les populations à ces nouvelles pratiques agricoles, Chaundy décide d'ouvrir des champs de démonstration. Il choisit soigneusement les terres en fonction de leur fertilité et de leur drainage, puis y place un élève de l'*African Governmental School* pour y contrôler l'avancée des travaux (débroussaillage, désherbage, etc...). Dans les Sekerr, un premier champ est ainsi ouvert dans la cuvette de Mungat, couverte de forêt à l'époque. Les quelques familles pokot qui vivent dans l'entourage, quatre ou cinq tout au plus, sont alors contraintes de participer à ces activités et de se sédentariser³⁶⁵.

2. Spécialisation et développement différencié des plaines et des montagnes

La quasi-totalité des opérations de développement tentent d'organiser l'espace de façon rationnelle : l'élevage en plaine (en bas, sur *keu*), l'agriculture en altitude (en haut, sur *musop*). Il s'agit de spécialiser chaque zone de production en fonction

³⁶⁴ Certains administrateurs pensaient très fortement à interdire catégoriquement la culture du millet. (Kipkorir, 1983).

³⁶⁵ Ce qui les contraint à délaisser leurs propres cultures, augmentant ainsi les risques de pénuries alimentaires. Informations récoltées auprès des personnes les plus âgées de la vallée de Mungat (Sekerr, 2001).

du potentiel reconnu ; car « la spécialisation semble permettre plus sûrement une modernisation de l'agriculture »³⁶⁶.

La plaine et la montagne sont alors définies comme des espaces homogènes sur lesquels s'appuient des politiques de développement spécifiques chargées d'augmenter les rendements, de résoudre le déficit alimentaire et surtout de dégager des surplus commercialisables. La commercialisation apparaît effectivement comme une option intéressante : elle symbolise la diffusion de l'économie monétaire et l'intégration des populations dans l'économie nationale.

Si l'on en croit les descriptions de l'époque, la plaine est considérée comme un « réservoir à bétail » (Henning, 1938). Les administrateurs font preuve d'un tel enthousiasme quant au potentiel économique de cette ressource que c'est d'abord aux éleveurs que s'adressent les premières tentatives de pénétration du marché et d'organisation de filière.

Grâce à l'essor de la filière bétail, les Britanniques estiment que les éleveurs vont pouvoir acquérir les numéraires nécessaires à l'achat des céréales, ainsi que quelques produits manufacturés dont ils surveillent soigneusement l'importation. En outre, la mise en place d'un système de taxes sur les exportations hors district est censée remplir les caisses du *Native Council*. Tous les problèmes reconnus dans la région seraient ainsi résolus : le surpâturage et ses effets sur l'environnement, la famine, l'intégration économique et le déficit budgétaire du gouvernement local.

Une première boucherie est créée en 1924 au lieu dit Keringet, situé sur la limite administrative du district de Trans-Nzoïa et de West-Pokot, c'est-à-dire sur les hautes terres et loin des principales zones de production pastorale. On y abat les animaux venus de la plaine, on les dépèce et on envoie la viande dans les boucheries locales de Kitale. Mais le district de Trans-Nzoïa n'est à l'époque habité que par quelques familles de colons européens, les débouchés commerciaux sont alors relativement limités.

En 1932, c'est un marché qui est installé à Keringet. On peut y acheter les animaux pour les acheminer à Kitale où le rail les transporte à Nairobi et à Mombassa. Malgré ces infrastructures, l'essentiel du bétail rassemblé part plutôt

³⁶⁶ Mesclier, 2003, p. 107.

vers Mbale, en Ouganda : la demande y est plus importante et les prix y sont surtout plus élevés³⁶⁷. Au Kenya, les prix proposés n'incitent pas les producteurs pokot à vendre leurs animaux. L'administration interprète cette réticence plutôt comme un effet du « *cattle complex* »³⁶⁸ et impose brutalement un système de quotas. Ce dernier s'intègre dans une politique de conservation des sols³⁶⁹. Chaque communauté est ainsi chargée de fournir un nombre précis de têtes de bétail, calculé à partir de l'estimation du nombre total d'animaux possédés par la communauté (Zaal, 1985).

Les taxes récoltées par la vente de ces animaux sont, à l'origine, destinées à assurer l'entretien des infrastructures de commercialisation. Elles sont pourtant essentiellement réinvesties à proximité du centre administratif de Kapenguria, où les communautés, principalement impliquées dans l'agriculture, ne participent pas à cette contribution. Ainsi, les éleveurs ont tendance à subir ces ventes « forcées » comme des vols, jusqu'à ce que les prix du marché augmentent subitement avec le début de la Deuxième Guerre mondiale. A la fin de la guerre, la baisse des prix a pour effet de diminuer les ventes des producteurs, au grand dam des administrateurs qui accusent les éleveurs et leur culture, mais qui éprouvent aussi des difficultés à écouler les animaux sur le marché (Dietz, 1987).

Dans la montagne, les efforts d'aménagement se limitent à l'action de Chaundy et des élèves de la *Government African School*. Lorsque les récoltes sont un succès, les élèves conseillent sans réserve les pratiques de Chaundy ; de la participation des populations locales dépend leur retour au chef lieu du district et l'obtention d'un poste d'administrateur.

Peu de Pokot suivent en fait leurs directives car, d'une part, les travaux de terrassement et de mise en défens de leurs champs demandent une main d'œuvre supplémentaire qui n'est pas toujours disponible, et d'autre part, les pesticides et

³⁶⁷ Le « boom » du coton explique à lui seul la demande relativement forte et les prix plus élevés : les producteurs de coton s'enrichissent et la consommation de viande augmente. Très vite pourtant, la concurrence du Karamoja limite les exportations pokot vers l'Ouganda.

³⁶⁸ Un terme défini par Herkovitz (1926) qui exprime l'attachement culturel des éleveurs aux animaux. Dans le cadre du commerce du bétail, l'administration (comme la plupart des chercheurs de l'époque) pense que les pasteurs ne souhaitent pas vendre leurs bêtes « qu'ils élèvent comme des animaux de compagnie ».

³⁶⁹ Ce qui apparaît clairement à la lecture des recommandations de l'*African Land Development* [A.L.D.E.V Report. 1946-1955].

les graines sélectionnées ne sont pas mis à leur disposition. Les montagnes étant difficiles d'accès pour les agents de l'administration, les Pokot des Sekerr arrivent donc à échapper à la plupart de ces mesures contraignantes. Les gens exploitant les vallées des Cherangani sont bien plus sollicités par les Britanniques, impressionnés par les systèmes d'irrigation traditionnels. Plus particulièrement, la plupart des efforts de développement agricole sont réalisés dans la vallée de Tamkal, au-dessus du centre de Sigor où réside le *District Officer* : l'effet chef lieu est sans doute là déterminant. Les projets demeurent très localisés et n'engendrent pas réellement de dynamiques profondes.

3. Casser la complémentarité et contrôler les échanges : un préalable à la pénétration de l'économie de marché

Bien que l'imbrication des territoires et leur découpage en fonction des transects haut/ bas soient reconnus, ils ne font pas l'objet d'une réflexion spécifique dans le cadre des projets de développement. L'administration ne souhaite pas encourager la conservation des liens entre les niches altitudinales, qui lui semblent inadaptés à la modernisation des activités de production ; elle préfère plutôt mettre en évidence les spécificités spatiales de la plaine et de la montagne, en interdisant formellement les campements et les exploitations sur *kamas*³⁷⁰.

Pour les Pokot, *kamas* est la zone de production du millet : les risques de maladies y sont moins importants et le cycle végétatif est plus court ; les champs y sont rapidement débroussaillés ce qui permet d'en ouvrir plusieurs à la fois et correspond à la logique de l'agriculture itinérante³⁷¹, laquelle est adaptée au principe des transhumances pastorales.

³⁷⁰ Elle s'appuie, pour cela, sur la constatation de la dégradation des sols. Sur ces fortes pentes, le lessivage des sols est effectivement important en saison des pluies, mais il est peu probable que les pratiques agricoles soient directement responsables : la pente frôle les 30%, le substrat rocheux et la mauvaise répartition des pluies dans l'année ne suffisent sûrement pas au développement d'un couvert végétal dense comme le pense Chaundy ; d'ailleurs, l'érosion des escarpements est un processus réel et « naturel » qui permet d'entretenir la fertilité des piémonts (Kipkorir, 1983).

³⁷¹ Rappelons qu'il s'agit d'une logique adaptée aux conditions environnementales et primordiale pour le maintien des relations sociales.

L'objectif de Chaundy vient contrarier cette pratique : il souhaite en effet limiter les productions de millet et déplacer la zone de production agricole au-delà de 1800 m, pour développer la culture intensive du maïs mieux adaptée à cette altitude.

Jusqu'alors, les Pokot ne cultivent pas cet étage forestier. L'ouverture de champs y demande un travail plus important qui rentre dans une logique d'installation à long terme. Or, beaucoup de familles de cultivateurs pokot des Sekerr sont d'anciens éleveurs venus cultiver sur *kamas* après avoir perdu leurs animaux, et envisagent généralement de retourner à une activité plus pastorale en plaine. L'exploitation de *kamas* ne répond donc pas seulement à des considérations agronomiques ; c'est aussi un bon moyen pour rester attentif aux évolutions du monde pastoral. *Kamas* et millet sont indissociables ; et la culture du millet est primordiale pour la continuité des échanges avec les éleveurs, notamment parce que le millet est le principal ingrédient de la bière locale dont la consommation accompagne toutes les négociations et les échanges entre familles, et parce que les éleveurs ne sont pas demandeurs d'un maïs, encore inconnu.

Aussi, en incitant fortement les Pokot à s'installer sur *musop*, l'administration les contraint à choisir entre un « mode de vie » agricole et sédentaire en montagne ou celui des éleveurs dans la plaine. Suivant cette logique, la pratique de l'agriculture n'est plus liée à la conjoncture et à l'état réduit des troupeaux familiaux, mais devient une vocation.

En argumentant sur le rôle de *kamas* dans la dégradation de l'environnement et la famine, l'administration souhaite surtout contrôler les échanges entre le domaine pastoral et le domaine agricole. Or, ces derniers sont contractés directement entre des individus ou entre des familles dispersées au gré des transhumances, et sont par conséquent difficiles à canaliser. En 1933, par exemple, certains administrateurs notent une augmentation du commerce interne dans la région du Nord-Ouest du Kenya. Les Pokot alimentent notamment les Turkana en céréales et en tabac. L'administration tente alors -sans succès- d'organiser un marché mensuel à Wei-Wei (Marich) en 1937 : pour accorder une valeur monétaire aux transactions et éventuellement les taxer, le marché doit être

positionné comme le carrefour obligé entre les systèmes de production, canalisant des échanges désormais contrôlés³⁷².

La couverture territoriale de l'administration étant loin d'être continue, ces diverses tentatives de contrôle de l'économie locale sont globalement des échecs. Elles touchent néanmoins les commerçants nubiens et swahili qui opèrent dans l'arrière pays entre 1920 et 1940.

Ces derniers marchandent essentiellement les peaux, le tabac et le petit bétail (le commerce des chèvres est bien moins contrôlé que celui des bovins) qu'ils revendent directement aux grossistes de Nairobi ou de Mombassa, en évitant les marchés et les taxes instaurées par l'administration. Les Britanniques les suspectent de contrebande et de pratiques commerciales prédatrices ; en fait, ils exploitent surtout des secteurs commerciaux que l'administration souhaite contrôler. Ils ne s'intéressent pas à la diffusion des produits manufacturés (vêtements, couvertures, farines, sucres, outils agricoles, etc...) qu'elle souhaite développer et étendre ; la diffusion des produits manufacturés à travers des réseaux commerciaux est effectivement censée stimuler la vente des produits agricoles par les Pokot sur un marché contrôlé et taxé.

Ainsi, à partir de 1946, pour maîtriser le nombre et l'aire d'influence des commerçants, il est décidé que tous les marchands évoluant dans le district doivent être munis d'une licence. Les commerçants swahili et nubien quittent alors la région ; puis les commerçants somali (arrivés au Kenya après la Deuxième Guerre mondiale) se voient, à leur tour, retirer peu à peu ces permis. L'administration souhaite inciter les Pokot à créer des épiceries à proximité des centres administratifs, de façon à surveiller les transactions. La plupart des Pokot qui décident de se lancer dans l'activité commerciale s'arrêtent cependant après deux années, par manque de capital ou plus sûrement par manque d'intérêt (Dietz, 1987). Les Britanniques motivent alors plusieurs Indiens à venir s'installer dans le district. Ces derniers évoluent déjà dans les sphères de l'administration coloniale à Kitale, à Kabarnet ou encore à Eldama Ravine, les grands centres coloniaux de l'époque. En plus d'acheter les productions locales contre de l'argent

³⁷² Les Pokot continuent d'opérer en dehors de cette place commerciale. Des administrateurs vont alors jusqu'à proposer d'interdire catégoriquement les échanges qui ne passent pas par le marché, ce qui apparaît finalement impossible.

et pour le compte de l'administration, ils vendent les produits manufacturés fortement taxés. Leur présence commerciale reste toutefois circonscrite aux centres de Kapenguria et de Makutano, qui concentrent la grande majorité des boutiques à la veille de l'indépendance.

4. Répétitivité des programmes pour un succès tardif

Dans les années 1950, l'administration locale place l'éducation au rang des priorités : le *District Commissioner* (DC) estime en effet que les pesanteurs culturelles sont des contraintes à lever pour la réussite des programmes de développement³⁷³. Dans l'arrière pays, le rôle des missions catholiques est mis en avant, et cela d'autant plus qu'elles assurent déjà les besoins en matière de santé. Pour le reste, très peu d'écoles sont en réalité créées, hormis autour de Kapenguria où la plupart des élèves ne sont pas Pokot (Reynolds, 1988). Le DC Shirref se satisfait toutefois du succès de la *Government African School*³⁷⁴, bien qu'elle ne serve finalement qu'à créer une élite promise aux postes administratifs de l'*African District Council* et n'ait que peu d'influence pour promouvoir une dynamique de développement à l'échelle du district.

La politique à suivre pour les régions isolées du Nord-Ouest du Kenya se décide principalement au niveau national.

En effet, en 1946, le gouvernement colonial affirme ses choix stratégiques en matière de développement des régions semi-arides de la colonie. Il met en place une institution para-étatique chargée du développement des réserves africaines : l'*African Land Development* (ALDEV)³⁷⁵. La conservation du milieu continue d'être

³⁷³ Une opinion influencée par l'affaire de Kolloa.

³⁷⁴ Archives de Kapenguria, 1955.

³⁷⁵ En 1945 est créé l'*African settlement Board*, qui prend le nom d'*African Land Development* (ALDEV) en 1953. Il s'agit d'un organisme para-étatique opérant jusqu'en 1961 dans certaines zones sélectionnées au sein des Réserves Africaines : districts semi-arides de Samburu, West-Pokot, Machakos, Kitui, Taita et Kajiado. En réalité, son action se concentre sur les terres les plus productives de ces districts (ainsi, la *division* de Kapenguria est favorisée) ; toutefois, les conseils qu'il apporte sont souvent repris par les agents de l'administration pour être étendus sur l'ensemble des réserves.

le thème central des projets³⁷⁶, avec entre autres, la mise en réserve des forêts d'altitude, des programmes de reforestation des escarpements, de gestion des parcours de transhumance et de contrôle des aires de pâtures. En 1955, les pratiques de l'ALDEV sont reprises dans un nouveau plan décennal, le plan Swynnerton. Ce dernier préconise plus clairement l'intensification de l'agriculture, le développement des cultures de rente, la conservation des sols et une meilleure gestion des activités de production à travers la mise en place de *ranchs*.

Cette vision ne fait finalement qu'accentuer le clivage entre la région de Kapenguria et le reste du district. Ainsi, en 1955, il est admis que 1 418 ha sont réservés au maïs dans le district³⁷⁷ mais, si l'on excepte les superficies de Mnagei, on se rend très vite compte du faible enthousiasme pour le maïs dans l'arrière pays. Les grains sont beaucoup plus difficiles à moudre que celles du millet et aucune technologie adéquate n'est alors disponible dans les campagnes isolées. A Mnagei, au contraire, le maïs semble avoir été largement adopté. La proximité du chef lieu de district en est sans doute responsable : les services administratifs en charge du développement agricole peuvent aisément surveiller la bonne marche des pratiques conseillées. Les conditions de transport aussi sont facilitées par la proximité de Kitale et de Kapenguria, et le stockage n'est pas une contrainte puisque les récoltes sont directement achetées par l'administration locale pour approvisionner ses agents résidant en ville.

D'ailleurs, ceux qui retirent des bénéfices de leurs productions sont les employés de l'administration locale ou les quelques commerçants qui possèdent leurs propres moulins (Reynolds, 1988). On comprend alors qu'à l'indépendance, les élites pokot formées par l'*African Government School* souhaitent poursuivre les réformes de développement émises par le gouvernement colonial : elles sont effectivement les principales bénéficiaires de cette modernisation.

³⁷⁶ « *Conservationist approach and range management* » (Dietz, 1987, p. 233).

³⁷⁷ 1 418 ha sont effectivement consacrés au maïs en 1955, mais 1 760 ha le sont pour le millet. En termes de valeur calorique, les deux cultures présentent une différence énorme : la valeur calorique du millet correspond au double de celle du maïs. Aussi, dans la perspective de lutte contre la famine à travers la culture du maïs, il importe de consacrer au minimum deux fois plus de superficies pour le maïs que pour le millet (Dietz, 1999). Face à cette réalité, l'administration locale revoit ses ambitions et demande à ce que la moitié seulement des exploitations pokot soit vouée à une culture autre que celle du millet.

Les superficies vouées à la culture du maïs ne s'étendent aux autres *locations* du district que dans les années 1970, en partie grâce à la diffusion de nouvelles graines hybrides plus résistantes à la sécheresse, à forts rendements et dont le cycle végétatif s'insère dans le calendrier agricole pokot sans gêner les travaux liés à la culture du millet.

Cependant, si l'adoption du maïs se généralise, c'est surtout parce qu'il peut désormais être facilement échangé contre des produits pastoraux, puisque les campagnes de distribution d'aide alimentaire dans les années 1960 et 1970 l'ont familiarisé auprès des éleveurs. Le maïs a enfin cet avantage de pouvoir être consommé, échangé localement ou vendu sur le marché, ce qui offre une grande flexibilité à l'économie agro-pastorale. Mais le maïs crée aussi une nouvelle dépendance économique : il faut de l'argent pour payer le moulin, et pour cela, il faut vendre une partie de sa propre production, agricole ou animale. Son adoption marque alors l'entrée des Pokot dans l'économie de marché.

L'intégration passe d'abord par la participation des producteurs locaux, laquelle est acquise seulement s'ils y trouvent leur intérêt. Or, durant la période coloniale et jusqu'aux années 1970, l'Etat s' imagine pouvoir décréter une intégration contrôlée (Médard, 1999). Les projets de développement mis en œuvre à cet égard sont conçus soit à l'échelle nationale, soit d'après des exemples importés d'autres régions : ils ignorent les spécificités de l'environnement économique et social local, voire s'y opposent.

B. Le développement pastoral : un exemple de spécialisation et d'homogénéisation de l'espace

La notion de développement pastoral illustre bien la volonté de spécialisation et d'homogénéisation de l'espace. Comme le nom l'indique, il ne s'agit pas uniquement de travailler sur l'élevage, mais plus précisément sur les populations pastorales. Or, ces populations sont d'abord représentées et définies par leur attachement à l'élevage et surtout par leur exploitation de la plaine. D'ailleurs, le terme de « plaine pastorale », mettant en avant le déterminisme imposé par le milieu sur les activités de production, est communément admis. La plaine devient une unité homogène caractérisée par sa platitude et gommée de toutes ses aspérités : les monts Laiteruk, Masol ou Tiati, ces zones des transhumances essentielles, disparaissent des descriptions. Elle est non seulement prise comme un espace homogène, mais aussi comme un territoire autonome : les relations avec les montagnes agricoles voisines sont généralement ignorées ; quand elles sont évoquées, c'est à propos des conflits qui opposent leurs populations.

La dégradation de l'environnement, manifeste par les marques de l'érosion (*gullies*, ravines, etc.), motive plusieurs types de réformes foncières. De même, le problème de la famine est perçu comme une conséquence directe des faibles résultats de l'agriculture, dus aux conditions climatiques semi-arides ; rien n'est dit des productions issues des vallées montagnardes, qui restent en marge des grands projets d'aménagement.

Les premiers projets de développement pastoral entrepris dans les années 1950 s'appliquent surtout à organiser les parcours de transhumance en imposant aux éleveurs un système de rotation des pâturages (*grazing scheme*). Ils sont repris au cours des années 1960, dans le cadre des grandes réformes foncières qui concernent toutes les « terres pastorales » du Kenya -notamment le pays Maasaï. Ces réformes prennent fin au début des années 1970, lorsque le problème de la famine se pose plus sérieusement.

Réfugiés des sécheresses et victimes des raids de bétail menés par les populations voisines turkana, un grand nombre d'éleveurs sans troupeau affluent

en périphérie des quelques centres de commercialisation qui jalonnent les pistes de la plaine. Débutent alors de grands programmes d'aménagement de périmètres irrigués tout spécialement destinés à « transformer » les éleveurs sans bétail en agriculteurs³⁷⁸. Le fruit de leur travail doit permettre d'approvisionner les couches les plus aisées, qui détiennent encore des animaux, pour qu'ils puissent moderniser leur activité, se spécialiser et investir le marché : « *il s'agit de substituer à la trilogie « nature-nomadisme-misère », celle de la « civilisation-sédentarité-prospérité* »³⁷⁹. Ces projets ont, pour la plupart, montré leur efficacité³⁸⁰ sur d'autres terrains, au Kenya ou ailleurs.

1. Aménagement des parcours et réformes foncières pour un pastoralisme amélioré : l'exemple du *grazing scheme* de Masol

a. Idéologie de la modernisation à travers la transformation du système foncier

Dès les années 1950, il est communément admis que le pastoralisme, un mode de production particulier de l'élevage, est non seulement un système fragile et en déclin (comme en témoignent les effets visibles de la sécheresse, de la famine ou des épidémies), mais est aussi la principale cause de la dégradation de l'environnement. De plus, il ne peut perdurer que s'il devient une activité rentable ; les éleveurs seraient conscients de l'importance de leurs ressources mais dans l'incapacité d'établir un système cohérent pour les mettre en valeur et en tirer profit. Le passage à un élevage plus productif et respectueux de

³⁷⁸ Au même titre qu'il y a des paysans sans terre, il y a des éleveurs sans bétail. Un éleveur pauvre est celui dont le cheptel n'est pas suffisant pour assurer un « mode de vie » pastoral (Faye, 2001).

³⁷⁹ Bocco, 1990, p. 105.

³⁸⁰ Par efficacité, nous entendons que ces projets ont été mis en œuvre avec succès conformément aux objectifs de départ. Cependant, les effets à moyen et à court termes sont difficilement évaluables dans le sens où l'on ne peut savoir quelles auraient été les évolutions sans intervention.

l'environnement implique la mise en place d'un « système rationnel » de gestion foncière, plus intensif et raisonné³⁸¹.

Cette approche justifie les plans de restructuration proposés par l'*African Land Development* (ALDEV) en 1946 et dans le plan Swynnerton en 1955 à propos du secteur pastoral.

Ces derniers préconisent le contrôle du nombre de têtes de bétail et des mouvements de transhumance, ainsi que l'interdiction de certaines aires de pâture appauvries par une sur-utilisation ; c'est un premier pas vers les enclosures (Anderson, 1999).

Beaucoup d'éleveurs, maasaï ou pokot, soutiennent de tels programmes, car dans le même temps le gouvernement aménage les aires de pâtures restantes, creuse des puits et assure un service vétérinaire. Mais sans contrôle strict, sans recensements adéquats du bétail et du nombre d'éleveurs autorisés à mener leurs bêtes sur ces aires, les agents de l'administration sont conscients que leur entreprise est vaine.

A l'indépendance, Brown (1963) renforce la thèse prônant la modification des systèmes fonciers en expliquant que les droits de propriété ont l'avantage de motiver un investissement à long terme menant à une meilleure gestion des ressources. Il base son raisonnement sur un des mythes les plus tenaces de l'époque, celui de la tragédie des terres collectives ou des « communaux », développé plus tard par Hardin (1968). Ce dernier postule que lorsque la propriété des terres est collective, l'individu n'a aucune raison d'en réduire ou d'en limiter l'utilisation ; la surexploitation et les abus dans l'utilisation des ressources sont donc inévitables.

Weber et Reveret expliquent l'idée de Hardin dans ces termes : « *Lorsqu'une ressource est en propriété commune, le nombre d'exploitants augmentera aussi longtemps qu'il sera possible d'en tirer profit ; la propriété commune conduirait à la fois à la surexploitation et à l'inefficience économique. Parce que la ressource est à tout le monde,*

³⁸¹ A l'époque, le pastoralisme est effectivement considéré comme prédateur et non raisonné (Zaal, 1999). Par ailleurs, les agents coloniaux observent une hausse démographique dans les réserves africaines, ce qui justifie les mesures d'intensification de l'agriculture.

les exploitants sont conduits à prélever le maximum dans le minimum de temps, à tout prix : ce qui n'est pas pris par l'un le sera par un autre »³⁸². En fait, ce principe ne s'applique qu'aux terres « libres d'accès »³⁸³, c'est-à-dire sur lesquelles il n'existe aucun contrôle social ou collectif. Il est donc associé, à tort, aux terres de propriété collective. Or, dans la plupart des « systèmes traditionnels », les terres appartiennent soit à des individus soit à la communauté entière, et non pas à un collectif.

Finalement, la démonstration de Hardin (1968) a surtout l'avantage de justifier les projets de création de *ranchs* collectifs et individuels soutenus par la Banque Mondiale dans les districts maasai³⁸⁴ : dans le contexte du Kenya, qui subit une explosion démographique, la modification des régimes fonciers est présentée comme la meilleure solution pour supporter et améliorer la sécurité des éleveurs face à la pression des agriculteurs. Pourtant, loin d'être neutre, la transformation des systèmes fonciers crée d'importantes modifications dans le système pastoral, notamment dans l'organisation des transhumances et au sein des rapports sociaux. Pour Anderson (2000), rien n'a été plus néfaste au pastoralisme est-africain que ces réformes.

Elles sont peut-être responsables des maux actuels du pastoralisme dans certaines régions, mais il est difficile d'en évaluer l'impact dans le district de West-Pokot. Les agents de développement chargés de mettre en place ces projets importés des terres maasai ont été confrontés à une situation locale apparemment différente, comme l'illustre le projet de *grazing schemes* de la plaine de Masol.

³⁸² Weber, 1993.

³⁸³ Le principe des terres « inoccupées » ou « non dévolues » a été introduit par les autorités coloniales qui l'ont appliqué notamment aux régions pastorales arides et semi-arides et aux forêts denses. Dans ces espaces, les transhumances et les migrations sont parties intégrantes du mode de vie, et sont souvent institutionnalisées. Les parcours traversent des aires considérées comme se trouvant dans la sphère d'influence d'un groupe ou font l'objet de conflits ; il s'agit d'aires qui appartiennent manifestement à l'une ou l'autre des communautés ou qui, dans les zones limitrophes, sont sans cesse l'objet de disputes. Parfois, ces aires peuvent aussi être partagées non pas de façon spatiale mais temporelle. L'exemple du delta du Niger est sur ce point significatif : pêcheurs bozo, pasteurs peul, agriculteurs malinké y ont des droits saisonniers (Barriere, 1997). Or, les cartes de ces régions ont été dressées sur la base d'enquêtes menées pendant une seule saison. Ainsi, les éleveurs ou les chasseurs-cueilleurs en transhumance n'ont pas été inclus dans les enquêtes et certaines régions donnaient effectivement l'impression d'être inoccupées, dans le sens qu'il n'existait sur elles aucune revendication permanente.

³⁸⁴ Le concept de « *group ranch* » est clairement décrit dans le rapport Lawrence de 1966. Quelques années auparavant, 65% à 80% du cheptel maasai disparaissait, victime de la sécheresse et d'une épidémie de peste bovine. Le moment des réformes apparaît donc opportun (Galaty, 1981).

b. L'exemple du *grazing scheme* de la plaine de Masol.

Le projet de *grazing schemes* débuté en 1957 dans la plaine de Masol est assez évocateur sur ce sujet. Il synthétise l'essentiel du contenu des projets de développement pastoral organisés par l'administration du district de West-Pokot.

En fait, de tels *grazing schemes* sont déjà aménagés dans la *Northeastern Province* par l'*African Livestock Marketing Organisation* (ALMO). Cet organisme para-étatique opère depuis 1952 dans toutes les réserves africaines du domaine semi-aride, excepté celles de West-Pokot/ Turkana. Il est chargé d'améliorer le système de production pastoral en diminuant la mortalité animale, en augmentant la production de lait et en responsabilisant les populations locales sur le maintien des ressources herbacées. En pratique, l'ALMO conseille d'aménager des parcours de bétail, d'assurer un suivi vétérinaire, d'orienter la production vers la viande et de soutenir financièrement les *Native Councils* des régions semi-arides pour la mise en place d'infrastructures de commercialisation du bétail.

Proposé en 1957, mais opérationnel en 1961, ce projet très ambitieux sur la plaine de Masol comprend 58 000 ha s'étendant des Monts Masol à la rivière Wei-Wei. Quatre unités distinctes (« *grazing blocks* ») y sont définies et progressivement aménagées ; des puits et des retenues d'eau sont creusés à Lotongot, Simbol, Losiakona et Mochoren, deux pistes reliant les piémonts Cherangani à Kolossia d'une part et à Lotongot d'autre part sont aussi tracées. En 1959, 1 590 bovins font leur entrée sur ces aires de pâture. Le principe est basé sur la rotation des troupeaux tous les 4 mois. Ainsi, un périmètre sur quatre doit rester inaccessible pendant un an, temps censé aider à la régénération de la strate herbacée.

Pour le « bon fonctionnement du système », le recensement des animaux et de leurs propriétaires dans chaque aire de pâture est un préalable indispensable pour contrôler les allées et venues des populations. L'administration se frotte, cependant, aux difficultés liées aux pratiques courantes de division des troupeaux familiaux et de dispersion des animaux dans les troupeaux d'autres familles.

Le deuxième objectif est d'orienter la production vers le marché. Autrement dit, les troupeaux doivent être recomposés au profit des mâles (taureaux et bœufs), afin de promouvoir la production de viande pour le marché urbain. Pour cela, le DC de West-Pokot ré instaure le système de quotas, chaque « *block* » de pâtures devant fournir un nombre d'animaux défini en fonction du total estimé. En 1959, ces prélèvements de bétail destinés au marché doivent permettre de réduire le nombre d'animaux du district, afin de lutter contre le surpâturage. En fait, de 1959 à 1961, le nombre d'animaux n'évolue guère : les quarantaines sont quasi permanentes (Dietz, 1987) et seulement 20 % du total de 1959 passe par le marché de Keringet, ce qui correspond à peu près à la croissance naturelle du cheptel³⁸⁵.

Si les éleveurs de Masol soutiennent les *grazing schemes* malgré ces prélèvements, c'est surtout que les aménagements réalisés (points d'eau, barrages, forages) sont particulièrement appréciés. Le contrôle des parcours de transhumance se traduit cependant par une réduction de la dispersion des troupeaux et accentue les risques de diffusion des épidémies. De plus, la disparition des transhumances suivant l'axe Nord-Sud les empêche de suivre les périodes de récoltes des Sekerr et compromet leur approvisionnement en céréales.

Ceci est accentué par l'interdiction des campements et des droits de pâturage sur les escarpements. A travers cette mesure, conçue indépendamment des programmes de pâture, l'administration souhaite dégager les piémonts des Sekerr pour y aménager des périmètres d'irrigation (Marich, Orwa et Mahany). En fait, ces périmètres ne verront jamais le jour, mais l'abandon de *kamas* pose rapidement le problème du ravitaillement des éleveurs.

La saison 1961-1962 est caractérisée par la plus importante famine de l'histoire coloniale dans le Nord-Ouest³⁸⁶. L'absence de pluies en est largement la cause, mais la réduction des cultures de *kamas* et l'orientation des productions vers le marché plutôt que vers les zones rurales touchées y ont également une part de

³⁸⁵ A ce propos, Raikes (1981) s'interroge sur le fait que les mesures de quarantaine s'adressent uniquement aux districts de West-Pokot et de Turkana. En effet, ce sont les seuls districts qui ne soient pas sous contrôle vétérinaire. Pourquoi aucune campagne vétérinaire n'y est-elle organisée ?

³⁸⁶ Des missionnaires catholiques, pour la première fois, sont autorisés à rentrer dans le district de Turkana pour y distribuer des rations alimentaires.

responsabilité. L'échappatoire offerte par l'agriculture sur *kamas* après la perte des troupeaux n'est plus accessible. La répression des agents de police qui, à la veille de l'indépendance, utilisent plus facilement la force pour que la rotation ou l'interdiction de certaines aires de pâture soient respectées³⁸⁷, motive alors la plupart des éleveurs à fuir la plaine de Masol pour rejoindre le district de Baringo.

La bonne marche du *grazing scheme* de Masol dépend de la capacité autoritaire du gouvernement à faire respecter les règles. Or, à l'indépendance, le gouvernement n'a pas ou plus cette capacité. Il est officiellement abandonné en 1968, pour être remis à l'ordre du jour au début des années 1970, comme tous les autres projets de ce type au Kenya. En 1970, on compte en effet quatre *ranchs* collectifs (*group ranch*) couvrant 152 800 ha dans le district de Samburu, trois autres (32 000 ha) dans le district de Laikipia et cinq (31 560 ha) dans le district de Baringo ; dans le district de Turkana six *grazing schemes* sont définis (400 000 ha) et encore six autres s'étendent sur 141 200 ha dans le district de West-Pokot³⁸⁸. Les projets relancés s'arrêtent pourtant à cette simple étape de définition administrative : les raids turkana de 1974 empêchent l'aménagement des aires de pâture et les éleveurs pokot fuient la plaine pour les périphéries des centres d'Orwa, de Marich, de Sigor ou de Lomut. C'est principalement, ce qui entraîne la mise en place de périmètres irrigués dans la plaine, entendus comme nouveau type de projets de développement pastoral.

³⁸⁷ Les *grazing schemes* n'ont pas seulement un effet démographique (fuite des éleveurs vers d'autres aires moins contrôlées), mais aussi écologique. D'une part, les aires non-incorporées sont largement surexploitées ; d'autre part, l'interdiction des pâturages sur certaines aires ne signifie pas forcément retour à la végétation originelle. Ainsi, après cinq années d'interdiction de pâtures (de 1957 à 1961), des officiers commencent à mettre en doute le système, car on ne note aucune évolution positive (hormis le développement de la végétation arbustive, qui augmente en fait les risques de profusion des mouches tsé-tsé).

³⁸⁸ Ce qui correspond à 30 % de la superficie totale du district (Government of Kenya. *Rift Valley socio-economic achievement 1963-1988*).

2. Sédentarisation et développement de l'agriculture irriguée pour lutter contre la « crise du pastoralisme »

a. Les principes du passage à l'agriculture en plaine

A l'indépendance, le nouveau gouvernement concentre son action sur le développement des cultures de rente sur les hautes terres orientales d'où le nouveau Président Kenyatta est originaire. Peu d'attention est portée aux espaces semi-arides³⁸⁹. Ce dernier connaît pourtant le district de West-Pokot pour avoir séjourné dans la prison de Kapenguria à la fin de la période britannique, mais cela ne l'a pas incité à promouvoir des programmes de développement particuliers dans la région.

Ce n'est qu'au début des années 1970 que les terres arides et semi-arides redeviennent des espaces stratégiques. Cette idée se base sur le fait que les terres semi-arides composent près de 70 % du territoire national. Par ailleurs, le nord-ouest de la vallée du Rift est soudainement mis sur le devant de la scène avec l'accession d'Idi Amin Dada à la présidence de l'Ouganda. La frontière du Nord-Ouest doit être protégée, chose qui au vu de la période de pacification n'est possible qu'avec le soutien des populations pokot et turkana, puisque l'Etat n'a ni l'effectif, ni les infrastructures adéquates, pour assurer le contrôle de ce tracé sur toute sa longueur.

La communauté internationale prend également conscience de l'urgence des problèmes écologiques et humains de cette « région marginale » touchée par la famine en 1974 : la notion de « crise du pastoralisme » devient un sujet central

³⁸⁹ Si ce n'est en relation avec le problème des *shiftas* qui, après l'éclatement de la frontière Somali en 1963, menace la souveraineté nationale au Nord-Est du pays, occupe le devant de la scène pendant toutes les années 1960 et sert à caractériser l'ensemble du nord du Kenya pendant cette période.

pour beaucoup des ouvrages scientifiques de cette époque. Or, les opérateurs de développement préconisent toujours la planification et le contrôle des mouvements du bétail comme instruments de conservation des ressources³⁹⁰. Il s'agit toujours autant d'exploiter de la meilleure façon possible les ressources (vaste territoire, grands nombres d'animaux, etc.) dans le respect de l'environnement, pour en dégager des richesses plus conséquentes, de façon durable.

Dans le pays Maasäi, cette vision se conclut par l'implication de la Banque Mondiale dans des réformes foncières de grande ampleur. Concrètement, cela se traduit par une accentuation des différences sociales entre « riches³⁹¹ » et « pauvres », afin d'enclencher une dynamique économique propice à la croissance : les « riches » adopteront un système d'élevage plus intensif, dont on attend de nombreux effets d'entraînement, tandis que les plus pauvres rejoindront les centres où ils trouveront d'autres opportunités³⁹².

Dans le Nord, la sécheresse de 1961 a amené les éleveurs sans animaux à la périphérie des centres de Lodwar et de Kangole (district de Turkana)³⁹³. En 1974, les Pokot fuient la plaine de Masol face aux raids des ngorokos turkana et rejoignent les centres des piémonts. Les distributions d'aide alimentaire se généralisent sur tout le Nord Kenya. Suite à la crise mondiale de 1974, ces dépenses supplémentaires deviennent très vite un fardeau pour l'Etat qui ne peut assurer l'approvisionnement des éleveurs que sur une période limitée. Ces derniers ont alors tendance à s'installer de façon définitive autour des centres administratifs ou idéologiques (construits autour des églises) lorsque les distributions cessent. Ils tentent de reconstruire leur troupeau, d'abord avec des

³⁹⁰ La vision « naturaliste » évolue toutefois. Durant la période coloniale, il fallait réparer les dégâts (dégradation de l'environnement, érosion) effectués par les systèmes traditionnels. Dans les années 1970, il s'agit de conservation de la nature.

³⁹¹ Le terme « riche » a aujourd'hui disparu du langage de la Banque Mondiale, au profit de la notion de « non pauvre ». (Corten, 1998).

³⁹² Paradoxalement, cette dynamique économique est nommée « dynamique de développement » (Galaty, 1980, Anderson, 1984, Peron, 1995, Rutten, 1992, Little, 1997, etc...).

³⁹³ Lors de la sécheresse de 1961, l'Eglise catholique est acceptée par l'administration à Lodwar (dans le district de Turkana) afin de distribuer des rations alimentaires. En définitive, bon nombre d'éleveurs ayant perdu leur troupeau s'installent à proximité de la mission pour continuer de bénéficier de l'aide alimentaire.

chèvres dont la concentration pose des problèmes importants de dégradation des sols et de la strate herbacée (érosion, auréole de désertification).

L'installation durable de ces éleveurs destitués appuie finalement l'idée de sédentarisation : une réponse, une stratégie d'adaptation des éleveurs qui, pour un temps, passent à d'autres activités avant de retourner à la vie pastorale (Salzman, 1980). Les agents de développement considèrent, par ailleurs, que la relation entre sédentarisation et agriculture va de soi. Ils se chargent alors d'influencer la sédentarisation des éleveurs avec l'espoir qu'ils passeront spontanément à la pratique de l'agriculture.

On commence ainsi à envisager l'aménagement d'aires agricoles spécialement destinées aux éleveurs ; ce qui convient tout à fait aux ambitions de l'Etat qui cherche à limiter leurs mouvements pour mieux les contrôler.

Le deuxième objectif reste toujours le développement du commerce du bétail. Pour les experts, il convient de réduire le nombre d'animaux, pour alléger la charge sur les pâturages, et le nombre d'éleveurs, pour faire de l'élevage une activité rentable. Mais l'échec des opérations de « *destocking* » dans la première moitié du siècle, pousse les opérateurs de développement à envisager une méthode plus progressive que celle des quotas.

C'est par l'agriculture que la solution semble devoir passer : les périmètres irrigués réduisent la dépendance des éleveurs vis-à-vis du bétail. Plus précisément, les éleveurs sans animaux sont censés intégrer les circuits économiques destinés à approvisionner en céréales les éleveurs mieux lotis qui continuent leur activité pastorale, la modernisent et améliorent la qualité de leur production avec les profits réalisés *via* le marché.

b. Le périmètre d'Amolem

C'est cette approche qui motive la création de plusieurs périmètres d'irrigation dans le nord du pays entre 1966 et 1978³⁹⁴. Ils sont en partie financés par l'Etat kenyan, lui-même soutenu par la FAO, le PNUD et l'Eglise Catholique. Ils sont tous établis en dehors des centres administratifs, sur des lieux choisis selon des critères agronomiques (eau et fertilité) et pour leur isolement (pour recréer un microcosme communautaire sans trop d'interférences extérieures).

Aménagé en 1975 sur la limite administrative séparant les districts de West-Pokot et de Turkana, le périmètre d'Amolem est assez caractéristique. Il est destiné à accueillir des réfugiés pokot et turkana. Leur cohabitation est problématique au moment où les ngorokos turkana pillent les environs du côté pokot. Il n'y a aucune homogénéité communautaire, malgré le souci de l'Eglise Catholique Romaine (RCC) qui s'installe à la direction du périmètre et construit une église et une école. Certains agents de développement évoquent la mise en place de quotas ethniques, sans qu'il y soit donné suite.

La population du périmètre évolue au rythme des saisons, mais aussi d'année en année. Le nombre maximal de 220 familles de cultivateurs est atteint en 1984 ; cela dépasse le nombre d'habitants permanents de la plupart des centres administratifs des districts de West-Pokot et de Turkana.

Les champs sont systématiquement accordés aux chefs de famille ; mais ceux-ci sont le plus souvent à la recherche d'emplois dans des centres administratifs ou bien deviennent bergers pour d'autres personnes, et migrent ainsi pour des saisons entières. De fait, la population du périmètre est principalement composée de femmes et d'enfants qui perdent leurs champs lorsque le chef de famille ne revient pas pour la saison des récoltes (Zaal, 1985). Les champs changent donc de

³⁹⁴ Dans le district de Turkana, Kekarongole est créé en 1966, Katilu est financé par le PNUD en 1970 ; Mandera (district de Mandera) et Mertie (district d'Isiolo) sont nés dans la *Northeastern Province*. Amolem voit le jour dans le district de West-Pokot en 1975, Mbalambala et Malka Dakaa en 1976, puis Gafarsa, en 1979.

maines rapidement, et aucun suivi des familles n'est effectué par la direction du périmètre³⁹⁵.

Du point de vue des bailleurs de fonds, ces périmètres irrigués sont de véritables gouffres financiers : tracteurs, outils, sensibilisation et formation aux pratiques agricoles sont très coûteux. Selon Hogg (1988), 61 240 \$ sont dépensés par hectare à Amolem durant l'année 1983/84, c'est-à-dire 21 800 \$ par famille³⁹⁶. Le PNUD et la FAO se retirent par conséquent de la plupart des projets de ce type à la fin de cette année-là. Les périmètres sont alors virtuellement abandonnés. L'Eglise Catholique tente d'en reprendre la direction, mais les éleveurs, encore dépendants de l'aide alimentaire et peu familiers avec le travail de la terre, ne s'impliquent pas durablement dans l'activité agricole. Plusieurs projets de « *food for work* » sont organisés pour les inciter à labourer, désherber ou entretenir les canaux d'irrigation. Ces projets n'ont en fait qu'un bien maigre succès (Hogg, 1987) : la production agricole est tout juste suffisante pour subvenir aux premiers besoins. Sur les 52 ha que couvre le périmètre, douze sont réellement irrigués. Peu de surplus sont dégagés et de toute façon les possibilités de commercialisation sont quasi inexistantes (Zaal, 1985).

Alors que la création de ces périmètres repose sur la nécessité de préserver l'environnement, des auréoles de désertification se dessinent progressivement autour, à cause des déboisements intensifs et du surpâturage des caprins que possèdent encore quelques cultivateurs. En fait, l'objectif des populations d'Amolem, comme dans bon nombre d'autres périmètres du même type, est de retourner à la vie pastorale (Anderson, 2000). A leurs yeux, l'agriculture n'est pas une alternative à l'élevage, mais un moyen de reconstituer leur capital bétail. Pour cela, ils investissent le peu qu'ils ont dans l'achat de quelques chèvres, ce qui mène rapidement à une dégradation notable du couvert arboré en périphérie du périmètre irrigué. Mais comment peut-il en être autrement dans un environnement social -population locale et développeur- qui place l'élevage au sommet de l'ascension sociale ?

³⁹⁵ Zall, en 1985, se plaint qu'un an après la disparition du périmètre aucune archive concernant le périmètre d'Amolem n'ait été sauvegardée.

³⁹⁶ Chaque famille dispose d'un acre, ce qui correspond approximativement à 0,25 ha.

Les projets de périmètres d'irrigation sont généralement conçus sans questionnements sur l'influence du voisinage et les effets sur celui-ci. L'impact du périmètre d'Amolem sur l'économie locale et plus particulièrement sur les échanges avec les Sekerr est, par exemple, insignifiant. Les cultivateurs d'Amolem sont originaires de communautés lointaines et n'ont quasiment aucun lien avec les communautés des Sekerr. En outre, lorsque des surplus agricoles sont dégagés, ils sont directement achetés par l'administration du périmètre qui les écoule ensuite vers Lodwar dans le district de Turkana ou sur le chantier de Marich où 600 personnes travaillent à la construction de la route A1 de 1976 à 1983. Pour le reste, la plupart des échanges sont réalisés entre les cultivateurs au sein même du périmètre ; ceux dont les récoltes ont échoué se fournissent auprès des voisins qui ont eu plus de succès. Le périmètre vit et survit par les financements des organisations internationales, puis de la coopération norvégienne. Lorsque le NORAD se retire en 1985, le périmètre est abandonné définitivement dans l'indifférence³⁹⁷.

La même année, la construction du barrage de Turkwell débute à une vingtaine de kilomètres de là. Un grand périmètre d'irrigation est alors prévu dans le projet initial, mais il ne verra jamais le jour par manque de moyens.

Projets importés, les *grazing schemes*, comme les périmètres irrigués, sont victimes d'une conjoncture spécifique à la région (sécheresse, raids et famines). Cependant, tous deux s'insèrent dans la même logique d'aménagement et de contrôle des populations et des territoires, sans considération pour l'expérience et l'organisation des populations locales. Ils sont dans la continuité idéologique et technique de la période coloniale.

Les idéaux sur lesquels ils se sont basés (répondre au mieux à la dégradation de l'environnement et à la crise des sociétés) imprègnent et continuent de justifier

³⁹⁷ Durant nos entretiens sur Masol ou dans les Sekerr, personne ne semblait se souvenir du périmètre d'irrigation d'Amolem. Après avoir insisté, nos interlocuteurs évoquaient seulement la présence d'Européens à Amolem « il y a plusieurs années ».

les projets actuels. Si, les approches, les discours, les savoir-faire, les pratiques et les outils du développement sont réactualisés, le support conceptuel reste le même : on prend encore en considération une plaine pastorale comme un espace de production spécialisé et homogène.

C. Nouveaux acteurs, nouveaux constats, nouvelle version du développement pastoral

A partir des années 1980, les acteurs du développement émergent et se multiplient dans la « société civile ». Les Eglises et les organisations non gouvernementales se positionnent sur le terrain pour rapidement devenir les principales promotrices du développement local. Elles viennent seconder l'Etat, notamment dans le secteur social, tout en s'opposant vivement à sa politique de contrôle de l'espace local à travers la critique des projets précédents. Cependant, elles ne remettent pas en cause les catégorisations spatiales définies préalablement : les pasteurs en plaine, les agriculteurs en montagne, la tradition au nord, la modernité au sud.

Les aires d'action de ces nouveaux acteurs sont révélatrices de leurs objectifs et de leurs représentations régionales : les Eglises demeurent dans une logique de développement local qui correspond à leur volonté de s'installer comme des acteurs du territoire à part entière, alors que les organisations nationales et internationales se démarquent par une approche plus régionale, à l'échelle d'un Nord Kenya, défini comme région pastorale ou encore comme zone tampon.

Contrairement à l'Etat, qui jusqu'alors visait l'intégration des populations *via* des politiques d'aménagement dirigées vers le marché, ces nouveaux acteurs abordent les problèmes locaux de façon inverse. Considérant que les systèmes

traditionnels sont viables³⁹⁸, mais que la crise des sociétés locales (due à leur intégration au marché) en affaiblit l'efficacité, ils préconisent alors de redonner aux populations reconnues comme « pauvres », « marginales » ou « vulnérables », la capacité de se réinsérer dans l'espace pastoral.

Les programmes de *restocking* multipliés ces dernières années illustrent cette nouvelle vision. Mais si tous les opérateurs de développement présents dans la région ont recours au *restocking*, l'analyse des différents programmes révèle aussi des objectifs divergents, dont les effets régionaux sont difficiles à estimer sur un laps de temps encore très court.

1. Cadre d'action des organisations de développement

Les organisations de développement actuelles ne constituent pas un groupe d'acteurs homogènes. Elles entretiennent d'ailleurs leurs différences, tentant chacune de faire valoir leur référence idéologique, leur secteur d'activités, leur approche méthodologique, l'origine de leur financement ou leur couverture territoriale.

On peut ainsi identifier les organisations gouvernementales du type UA (Union Africaine) ou IGAD (Autorité Intergouvernementale pour le Développement), les organisations de coopérations, telle que SNV, les organisations gouvernementales kenyanes comme *Arid Land Range Managment Project* (ALRMP), les ONG internationales laïques ou religieuses (OXFAM, Vétérinaire sans frontière, Croix Rouge, World Vision, etc.), , les Eglises (catholique, luthérien, baptiste, etc.), les ONG kenyanes (National Council of Church of Kenya) et les Eglises locales (African Inland Church, etc.).

Pour les populations locales, les agences de développement sont d'abord identifiées selon leurs secteurs d'activités. Mais encore une fois, les programmes sont souvent diversifiés et peuvent recouvrir plusieurs secteurs à la fois suivant

³⁹⁸ La viabilité du système traditionnel d'élevage ne se réfère plus à l'efficacité du système, ni à sa capacité de produire de quoi survivre à long terme, grâce au troupeau, mais plutôt à la mesure dans laquelle les systèmes peuvent encore être appliqués.

une approche dite transversale qui favorise l'inscription ou l'extension de leur territoire d'action. Les multiples Eglises, qui sont aujourd'hui les principales organisations de développement opérant dans le district de West-Pokot, se livrent ainsi à une véritable conquête dans les vallées isolées, se positionnant comme des acteurs incontournables de la vie locale des communautés. A l'inverse, les organisations laïques abordent le développement avec une vision régionale et étendent leur influence sur des espaces relativement vastes.

a. Développement local et compétition des Eglises

La présence d'organisations non gouvernementales religieuses dans la région est relativement ancienne : la *Church Province of Kenya* ouvre une première mission à Kacheliba dans les années 1930, pour se retirer à Kapenguria quelques années plus tard. Suit alors l'Eglise catholique qui, à partir de Kitale, fonde ses deux premières missions du nord-ouest du Kenya à Ortum puis à Sigor en 1943. Une troisième Eglise, *African Inland Church* s'installe, pour sa part, à Kapenguria en 1954. D'autres Eglises font ensuite leur apparition dans les années 1960, *African Gospel Church* et *Seven days Adventist Church* notamment³⁹⁹. Enfin, sous l'impulsion des grandes crises climatiques qui touchent la région dans les années 1970 et 1980, des sociétés de missionnaires aux fonds considérables s'installent : la *Lutherian Church* et la *Reformed Church of East Africa*.

Hormis leurs activités religieuses, ces Eglises travaillent surtout dans les secteurs sociaux. Elles complètent les services de l'Etat (voire s'y substituent partiellement) dans certains endroits isolés en y subventionnant des écoles et des dispensaires. Elles furent d'ailleurs sollicitées par le Président Moi dès 1979 : de 80

³⁹⁹ Les Eglises sont souvent enregistrées comme ONG auprès de l'administration. Dans le district de West-Pokot, on trouve entre autres : *Murkwijit Gospel Church, Africa Inland Church, Bible Christian Faith Churches, Church of the Province of Kenya, Anglican Church of Kenya, Reformed Church of East Africa, Assembled of God, Faith homes, Full Gospel Church of Kenya, Independent Baptists, Evangelical Lutheran Church of Kenya, Muslim mosque, Africa Gospel Church, Pencoastal Assemblies of God, Roman Catholic Mission, Seven day Adventist Church, Apostolic Faith of Africa, Associated Christian Church of Kenya*. [d'après les renseignements fournis par le *District Development Officer* de West-Pokot, Kapenguria, 2001].

écoles et près de 17 960 élèves en 1980, le district s'est doté avec leur aide de 100 écoles supplémentaires en 1999. Elles assurent, entre autres, les salaires de 1 800 enseignants dans le district⁴⁰⁰, et devraient prochainement créer 17 nouvelles écoles⁴⁰¹

L'offre d'éducation et de soins est un moyen qui semble efficace pour attirer de nouveaux fidèles. Ainsi, chaque nouvelle école ou nouveau dispensaire permet de rassembler une nouvelle communauté religieuse. Les Eglises étendent alors progressivement leur influence dans les vallées les plus reculées, puis confortent leur présence à l'aide d'autres projets localisés et ciblés.

Dans les Sekerr par exemple, l'Eglise catholique et l'*Evangelical Lutheran Church of Kenya* (ELCK) se sont lancées dans une logique de compétition territoriale : « *lorsque les luthériens mettent en place une congrégation dans une vallée, les catholiques s'empressent d'implanter une nouvelle congrégation dans une autre vallée. Lorsque les catholiques achètent un tracteur, les luthériens font de même et construisent une école ou un dispensaire en plus* »⁴⁰².

Ce comportement de conquête géographique -avec toute la géostratégie que cela sous-entend- entraîne un important problème de coordination entre les divers projets locaux. Le *District Development Officer* (DDO) chargé de coordonner les actions de développement sur le district rencontre rarement les chefs de projets des ONG religieuses : « *Il n'y a pas d'échanges d'informations entre eux, il s'agit plutôt d'espionnage* »⁴⁰³.

⁴⁰⁰ Archives ELCK.

⁴⁰¹ *District development Plan*, 1997-2002.

⁴⁰² A ce jeu, l'*Evangelical Lutheran Church of Kenya* est la mieux dotée, son budget est plus important. Elle finance, par exemple, le *Pokot Education Programme*. En théorie, ce programme est supposé offrir des bourses d'étude à tous les Pokot, sans restriction religieuse. Toutefois, les Pokot sont conscients qu'en étant « adhérents » luthériens, les chances d'obtenir une bourse sont plus importantes. Lors de la mise en place de ce programme, beaucoup de Pokot alors catholiques se sont convertis au protestantisme. Il n'est pas rare de voir des parents catholiques et leurs enfants luthériens : « *la foi catholique a l'avantage de ne pas réprimer la consommation d'alcool. Ainsi, les parents préfèrent rester catholiques* ». [D'après un entretien avec le *District Development Officer* de West-Pokot (Kapenguria, 2001)].

⁴⁰³ Le *District Development Officer* ne rencontre que 40% des ONG actives dans le district. Il s'agit surtout de grandes ONG internationales, qui considèrent l'administration corrompue et ne cherchent pas à maintenir le contact (sauf à des fins instrumentales).

On assiste, par conséquent, à une multiplication des structures éducatives et des dispensaires ces dernières années, sans que leur répartition dans l'espace soit équilibrée, donnant l'impression d'une couverture excessive de certains espaces au détriment d'autres. Ainsi, les vallées les plus peuplées sont relativement bien équipées en écoles et dispensaires, alors que les familles résidant dans des vallées moins densément peuplées doivent parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour trouver ce type de services ; de même, on constate que peu d'ONG religieuses se positionnent en plaine, alors qu'en comparaison avec la montagne, il y existe un réel déficit d'infrastructures.

b. La vision régionale des professionnels du développement

Ces organisations font preuve d'une emprise spatiale diverse qui rend compte de la représentation qu'elles ont de la région nord-ouest du Kenya.

Le programme IBAR de l'Union Africaine s'étend sur le district de Turkana, la province du Karamoja en Ouganda et jusqu'aux divisions frontalières d'Ethiopie et du Sud-Soudan. Il reprend ainsi un ensemble régional défini par l'anthropologie comme étant le *Karamojong cluster*⁴⁰⁴.

OXFAM-GB, la principale organisation non gouvernementale britannique multiplie les programmes dans le Nord Kenya depuis plus de 30 ans. Elle travaille parallèlement en Ouganda sur la province du Karamoja. Son action couvre les districts de Turkana et de Samburu au Kenya, et les districts de Moroto et de Kotido en Ouganda. Son rayon d'intervention est donc large et latitudinal, formant un arc de cercle qui contourne pourtant les districts de West-Pokot et de Baringo.

⁴⁰⁴ Voir S. Tornay (1995).

World Vision est une ONG fortement associée aux Eglises catholiques et surtout anglicanes. Son action est relayée par des réseaux de missions et de congrégations présents dans les endroits les plus reculés du Nord-Ouest du Kenya. En 2001, elle lance le programme POKATUSA, qui s'adresse aux districts kenyans de West-Pokot, Turkana et Samburu, et à la province ougandaise du Karamoja : cette couverture est conçue sur l'idée d'un regroupement des territoires de sociétés pastorales de la vallée du Rift .

Dans la même lignée, la coopération néerlandaise prévoyait en 2001 de reconsidérer ses programmes sur les districts de Turkana et de West-Pokot pour les étendre aux districts kenyans de Baringo et de Marakwet ainsi qu'à la province ougandaise du Karamoja⁴⁰⁵. Ce projet était motivé par la reconnaissance de problèmes similaires et d'effets d'interactions entre ces différents districts.

Enfin, ALRMP, qui émane de l'ancien programme intergouvernemental ASAL⁴⁰⁶, travaille *via* les structures administratives sur les districts de Baringo et de Turkana : sa vision du Nord-Ouest Kenya est celle de la vallée du Rift et de son tracé longitudinal.

La couverture territoriale de ces agences de développement illustre leur conception de l'ensemble régional du Nord Ouest du Kenya. La très récente

⁴⁰⁵ Entretien personnel avec les directeurs de programme de SNV, à Kampala, Lodwar et Kapenguria.

⁴⁰⁶ *Arid and Semi arid Land Program* était un grand programme de développement opérant sur les terres définies comme arides et semi-arides du Kenya entre 1979 et 1999. Ces projets touchaient les secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la reforestation et du développement des infrastructures. Financé à l'origine par les gouvernements danois, norvégiens et néerlandais, le gouvernement kenyan y a peu pris part. C'est à lui que revenait la répartition des subventions entre les différents projets et les différents districts concernés. Face à la corruption croissante, le gouvernement néerlandais a décidé de décentraliser les bureaux administratifs dans chaque zone géographique (Maralal pour le district de Samburu, Iten pour le district de Marakwet, Kajiado en pays Maasai, Kapenguria pour le district de West-Pokot). Après les réclamations du gouvernement kenyan, concernant la gestion des finances, les Danois et les Néerlandais se sont retirés au milieu des années 1990. En outre, le gouvernement kenyan souhaitait surtout développer les projets sur les infrastructures et la productivité, alors que les Néerlandais envisageaient d'investir le secteur social. En 1999, la Norvège, dernier bailleur de fonds, s'est à son tour retirée du fait de la corruption et du manque de résultats probant comparé au nombre important de personnels mobilisés (le programme était devenu un employeur concurrençant les administrations locales). ASAL s'est divisé alors en deux unités, l'une « Désertification » est financée par le Gouvernement kenyan et le PNUD, l'autre ALRMP est financé par le Gouvernement et la Banque Mondiale.

intégration du district de West-Pokot dans leur rayon d'action s'explique surtout par sa position historique de zone tampon et la sensibilité politique des problèmes⁴⁰⁷. En effet, les raids de bétail (normalisés ailleurs) sont ici au cœur des discours politiques. Des ONG, nettement « religieuses » sont aussi très présentes sur ce terrain. Citons, par exemple, la *Evangelical Lutheran Church of Kenya*⁴⁰⁸ dont les programmes se concentrent sur la province du Karamoja et sur le district de West-Pokot ; mais aussi l'Eglise catholique⁴⁰⁹, qui à travers ses congrégations missionnaires et les communautés qui leur sont liées, est active dans la plupart des *divisions* administratives du Nord-Ouest du Kenya⁴¹⁰.

Le choix de toutes ces organisations d'aide au développement s'effectue en fonction d'une certaine reconnaissance des problèmes existants au niveau régional, dont le principal est l'insécurité comme cause et conséquence de la pauvreté, un thème particulièrement en vogue auprès des bailleurs de fonds internationaux. Aussi, si la compétition et de nombreux contentieux resurgissent au niveau local, elles tentent donc -tant bien que mal- de coordonner leurs actions et de diffuser les résultats de leurs expériences : c'est notamment le cas pour les projets de *restocking*.

2. Définition et évaluation de la pauvreté en milieu pastoral

Au début des années 1980, les préoccupations tenant à la marginalisation du secteur pastoral et à la pauvreté des pasteurs sont partagées quasi unanimement par les organisations de recherche et de développement⁴¹¹.

⁴⁰⁷ Entretien personnel avec le directeur du programme UA-IBAR.

⁴⁰⁸ Financée par la Norvège et l'Islande.

⁴⁰⁹ Dont les programmes sont financés par l'Irlande et l'Italie.

⁴¹⁰ Leurs fidèles sont néanmoins tout juste un peu plus nombreux que pour les autres Eglises. Alors que 80% de la population du Sud du pays est chrétienne, seule 20% l'est dans le Nord (Entretien avec les sœurs de la mission catholique de Lakwamoru, district de Turkana).

⁴¹¹ M. Rutten, 1992, p. 25 : la Banque Mondiale estime en 1983 que les pasteurs sont les populations les plus pauvres du Kenya.

L'appréhension de la pauvreté en milieu pastoral tient bien souvent à des analyses subjectives. Alors que les hauts plateaux du « Kenya utile » sont caractérisés par de fortes densités de population, des précipitations abondantes et une agriculture intensive, les plaines du Nord Rift kenyan sont des zones pastorales, semi-arides, fragiles et non-sécurisées. Le manque d'infrastructures, de points d'eau, d'écoles et de dispensaires est effectivement une réalité. La représentation politique des « districts ASAL » (*Arid and Semi Arid Land*) au niveau national est faible : intégrés dans l'ensemble plus vaste de la *Rift Valley Province*, leurs parlementaires y sont dominés par les élus des hautes terres. Dans le pays Maasaï, les territoires ont été amputés d'importants espaces -les meilleurs peut-être- après la création de parcs nationaux. Les réformes foncières et la privatisation ont conduit bon nombre d'agriculteurs, de politiciens ou de riches éleveurs à s'emparer d'autres aires de pâtures, repoussant les éleveurs les plus pauvres sur les terres les plus arides (Peron, 1997 ; Rutten, 1993). A cela s'ajoutent des thèmes de mobilisation comme les conflits, les sécheresses, les inondations, les nuages de sauterelles, les épidémies, les épizooties, qui enferment les uns et les autres dans une lecture tragique d'un espace en crise.

De fait, la pauvreté au sein de ces districts présente plusieurs visages, dont les causes ou symptômes sont plus ou moins flagrants et/ou largement reconnus.

Les crises climatiques et les épizooties subies ces dernières années sont sans doute les plus stigmatisantes. Largement médiatisées au début des années 1980, elles ont considérablement amoindri le cheptel du Nord-Ouest. Elles ont notamment empêché tout essor commercial important. Entre 1999 et 2001, la sécheresse a encore été responsable de la perte de 2,3 millions de chèvres et moutons, ainsi que de 900 000 bovins et de 14 000 camélidés, ce qui représente 43%, 35% et 18% des totaux respectifs du Nord Kenya⁴¹². Afin d'illustrer la paupérisation des éleveurs, le *Kenya Food Security Steering Group* (KFSSG) estime cette perte d'une valeur approximative de 5,8 milliards de shillings kenyans, d'après les prix du marché aux bestiaux de Nairobi.

⁴¹² Cette estimation porte sur une région Nord Kenya englobant le cheptel somali, boran, samburu, gabbra, rendille, turkana, pokot. (KFSSG, 2001).

Aux aléas climatiques s'ajoute l'insécurité sur les marges territoriales. Elle est à la fois cause et conséquence de la pauvreté : destitués de leurs troupeaux, des éleveurs se tourneraient vers la violence pour retrouver leurs biens auprès des groupes voisins, qui se vengeraient à leur tour.

Chaque année sont enregistrés de violents affrontements entre les groupes pokot, karimojong, turkana et marakwet. Quel que soit le véritable enjeu, culturel (culture de la guerre), social (pratique d'initiation des jeunes), économique (stratégie de recouvrement) ou politique (utilisation de bandes armées par les politiciens locaux), il s'agit de raids de bétail qui perturbent les parcours de transhumances et affectent la production. Les meilleures aires de pâtures situées en bordure des limites administratives sont inoccupées (Hogg, 1988). Sous l'effet des raids turkana, par exemple, les locations pokot de Masol, de Riwa et de Tirioko sont désertées depuis les années 1970, conduisant la végétation arbustive à s'étendre au détriment de la strate herbacée (Connant, 1982). Du fait de la diffusion des armes à feu et de l'insécurité dans les campagnes, 45% de la population turkana vit à moins de cinq kilomètres d'un centre⁴¹³. De même, entre 1996 et 1999, quatre cents personnes ont été assassinées lors du conflit opposant les Pokot aux Marakwet et 20 000 personnes ont fui les escarpements pour se réfugier en périphérie des centres de sédentarisation. En conséquence, autour des huttes, les auréoles de désertification s'étendent à perte de vue et suggèrent la pauvreté des éleveurs démunis dans l'incapacité de se réinsérer en milieu rural.

Définir la pauvreté n'est pas chose facile, et peut-être encore moins dans les sociétés pastorales, où les notions de propriété et de richesse sont particulièrement complexes. Toutes les familles démunies ou destituées ne sont pas nécessairement dans l'impasse de la pauvreté.

Les réseaux de solidarité clanique ou ceux qui se construisent à travers les classes d'âge ou les classes générationnelles leur permettent théoriquement de retrouver un capital animal décent après quelques années. D'autres systèmes d'assurance, tels que le *tilia* des Pokot, le *kojakonit* des Turkana ou l'*esile* des

⁴¹³ *South Turkana Ecosystem Project, 1984*. Nous choisissons délibérément le mot « centre » pour caractériser ces points d'ancrage des pasteurs démunis. En effet, le nombre d'habitants permanents étant relativement limité, ils ne peuvent être considérés comme des villes.

Samburu, jouent aussi un rôle important dans ce sens. Un éleveur peut ainsi rejoindre un centre de sédentarisation le temps de la saison sèche, puis retrouver les animaux dispersés dans les troupeaux de ses associés à la saison suivante.

En dernier recours, il lui est possible de se tourner vers l'agriculture le temps de reconstituer son troupeau : ces dernières années les berges des rivières Wei-Wei et Muruny qui traversent la plaine de Masol ont été débroussaillées à cet effet. En échangeant une partie de ses récoltes contre quelques animaux, un homme peut ainsi espérer retourner à une vie plus pastorale après cinq ou six ans d'activités agricoles.

Les mécanismes « traditionnels » de redistribution sont très actifs chez les Pokot : les communautés de voisinage sont encore assez fortes et les réseaux assez denses pour que l'aide des grands propriétaires vienne d'elle-même. Un problème se pose plus clairement chez les Turkana où les systèmes de redistribution ont tendance à tomber en désuétude : les familles disposant d'un nombre d'animaux juste suffisant pour assurer leur survie évitent de les disperser car elles estiment qu'elles n'auront jamais de retours. Les dernières sécheresses n'ont fait qu'accélérer ce processus. Les pertes ont été telles que les moyens de reconstituer un troupeau à travers le système de réciprocité n'a pas été possible pour beaucoup d'éleveurs, les animaux ayant survécu n'étant vraisemblablement pas assez nombreux pour combler les besoins⁴¹⁴. Seules les familles dont les troupeaux étaient auparavant les plus importants et qui disposent par conséquent d'un réseau de relations développé ont pu en bénéficier. Les autres ont été exclues de la redistribution ; n'ayant aucun moyen, ni matériel, ni social, de réintégrer l'arrière pays, elles se sont installées en périphérie des centres « urbains ».

Pour Anderson, la sécheresse n'est pas seule responsable. La pénétration de l'économie monétaire par le développement du commerce du bétail altère aussi les relations entre les éleveurs en stimulant un processus d'individualisation des cellules familiales. S'ils sont tous impliqués de près ou de loin dans l'économie de marché, les raisons de leur participation sont différentes (Little, 1992 ; Rutten, 1992). Les plus aisés évoluent dans une logique d'investissement et

⁴¹⁴ Il faut comprendre que si le nombre d'animaux ayant survécu était encore relativement important, seules les femelles aptes à la reproduction rentrent dans les mécanismes de redistribution, ce qui diminue le nombre d'animaux susceptibles d'être transférés d'une famille à une autre.

d'accumulation. Dans l'objectif de reconstitution des troupeaux notamment, le marché est une alternative bien plus efficace que les systèmes traditionnels de redistribution des richesses, car il offre des retours plus rapides. A l'inverse, les plus pauvres utilisent le marché pour survivre (Rutten, 1992, Zaal, 1999) : à partir d'un centre de sédentarisation, ils peuvent réussir à acheter quelques animaux après plusieurs saisons. Cependant, leur nombre est rarement suffisant pour reconstituer un troupeau viable, entretenir un réseau de relation assez étendu et envisager un retour à la vie pastorale. Ainsi, de conjoncturelle, la pauvreté tend à devenir structurelle (Anderson, 1999)⁴¹⁵.

En outre, l'absence prolongée et l'éloignement de la communauté rurale sont des obstacles certains à toute réintégration. C'est le piège de la pauvreté : l'éleveur est dans l'incapacité matérielle et morale de reproduire sa condition d'existence au sein du système pastoral, non pas seulement parce qu'il ne dispose pas d'assez d'animaux pour survivre, mais surtout parce qu'il ne dégage pas les surplus nécessaires à l'entretien d'un réseau de relations essentiel à la poursuite de son activité pastorale (celui-ci lui ouvre effectivement l'accès à des informations et des aires de pâtures stratégiques en plus de lui apporter un statut social et une reconnaissance de la part des autres éleveurs).

3. Un exemple de projets pour « lutter contre la pauvreté » : le *restocking*

Le discours développementaliste actuel insiste pour rappeler que l'élevage est la seule activité viable à long terme dans un environnement semi-aride et que les pasteurs ont de bonnes compétences en gestion animale. Cependant, des facteurs extérieurs interfèrent dans le bon fonctionnement de l'activité pastorale, trop de zones sont sous-exploitées et les systèmes d'entraide ne semblent plus fonctionner à plein. Suivant cette logique, des projets de *restocking* -mis en œuvre pour la

⁴¹⁵ La référence à cette différenciation entre riches et pauvres éleveurs, basées sur l'évaluation des revenus des ménages, amorce un véritable tournant pour la recherche, tant le système des classes d'âge était jusqu'à présent considéré comme le seul système de classe réellement important dans les sociétés pastorales d'Afrique de l'Est.

première fois au Kenya au milieu des années 1980⁴¹⁶- proposent de redonner pouvoir et capacités aux éleveurs, de réintégrer les pasteurs sans bétail en milieu rural, pour qu'ils se réapproprient leurs territoires, exercent leurs compétences et améliorent leur niveau de vie. Il ne s'agit plus de les considérer comme de futurs agriculteurs dans les périmètres irrigués, mais plutôt comme des personnes démunies et en transit malgré elles. Cette nouvelle vision a d'autant plus de succès qu'au même moment les bailleurs de fonds s'interrogent sur l'efficacité des importants financements accordés aux périmètres d'irrigation.

Concrètement, les organisations de développement acquièrent des animaux pour les confier aux éleveurs, afin qu'ils puissent reconstituer leur propre troupeau et subvenir à leurs besoins en milieu pastoral. Le succès de ces projets tient au choix des bénéficiaires ciblés, à la définition d'un « troupeau viable » capable de répondre aux objectifs de retour à la vie pastorale et au type de contrat (prêt ou don) liant les éleveurs et l'organisation.

Bien que les multiples organisations de développement manifestent un certain engouement pour les programmes de *restocking*, ceux-ci n'en sont encore qu'à des phases expérimentales : il n'y a pas de règles méthodologiques définies et les effets géographiques sont encore très mal évalués.

a. Quels « pauvres » appuyer ? Le choix des bénéficiaires, une procédure très conditionnée

Malgré leur ambition régionale, les projets de *restocking* sont nécessairement localisés. Leur positionnement géographique est lié aux contraintes logistiques, aux problèmes d'insécurité, ainsi qu'à un certain nombre de conditions qui réduisent fortement le nombre de communautés susceptibles d'en profiter. Il est par exemple conseillé de choisir les régions où les opportunités commerciales sont les plus importantes, afin de permettre aux éleveurs de diversifier à terme leur économie. Les communautés sélectionnées doivent aussi être capables de

⁴¹⁶ Ce type de programme est relativement proche des programmes de reconstruction du cheptel ayant eu lieu au Niger dans les années 1970 (Faye, 2001).

supporter et soutenir le système de *restocking*, c'est-à-dire être soudées⁴¹⁷. Puis, les pâturages de saison doivent être accessibles par de courtes transhumances pour faciliter le suivi du projet. Enfin, les ONG mettant en œuvre des programmes de *restocking* évitent de travailler avec des communautés voisines d'une zone agricole, pour que les deux activités ne rentrent pas en compétition et qu'on ne les accuse pas d'être responsables de la dégradation des sols en périphérie des terres arables.

Aux contraintes restreignant les zones d'activité possibles s'ajoutent les conditions de sélection des familles bénéficiaires. Bien que les projets visent à améliorer les conditions de vie des plus démunis, dans les faits ce choix n'est pas uniquement lié au degré de pauvreté ou de marginalisation : ce ne sont pas forcément les familles les plus vulnérables qui sont sélectionnées, mais plutôt celles qui sont susceptibles de répondre favorablement à l'objectif de retour à la vie pastorale. Au milieu des années 1980, les premières tentatives de *restocking* concernaient des familles particulièrement appauvries. Les quelques animaux fournis étant vraisemblablement insuffisants, elles n'assuraient leur survie que pendant un temps, pour finalement s'en retourner à leur situation d'extrême pauvreté. Aujourd'hui, les bénéficiaires doivent donc posséder un minimum d'animaux au préalable. Pour ALRMP⁴¹⁸, il s'agit de dix chèvres ou moutons, pour l'ONG World Vision⁴¹⁹ le seuil reste le même mais un plafond est instauré à cinquante têtes.

De même, seules les familles ayant quitté le secteur pastoral depuis peu sont ciblées. Selon l'ONG OXFAM-GB, après cinq ans, elles ont pu perdre leurs compétences en matière de gestion pastorale et l'environnement a pu évoluer depuis leurs derniers séjours dans l'arrière pays. De plus, le succès de l'élevage pastoral dépendant fortement des réseaux de relations tissés par les éleveurs à chaque saison, un séjour prolongé en dehors de la communauté rend difficile l'entretien de ces réseaux.

⁴¹⁷ A ce titre, l'existence d'un système traditionnel comme le *tilia* est un signe encourageant quant aux possibilités d'implication et d'engagement des communautés.

⁴¹⁸ *Arid Land Range Management Project* (ALRMP) est une organisation para-étatique kenyane. En 2001, son *Turkana Restocking Project* touche quatre-vingts familles dans le Sud Turkana, dont trente-cinq ont une femme pour chef de famille.

⁴¹⁹ World Vision travaille avec le *Turkana Pastoralist Rehabilitation and Development Stengthening Project* (TPRDP).

L'identification des bénéficiaires est une entreprise d'autant plus complexe et risquée qu'il est bien souvent difficile de savoir ce que les hommes possèdent exactement. Leurs relations, par *tilia* par exemple, s'étendent sur des décennies. C'est sans doute une des raisons pour laquelle de nombreux projets visent les femmes chefs de famille. Rares sont celles qui possèdent des animaux, et leur pouvoir économique est d'autant plus limité que ce sont pour la plupart des hommes qui contrôlent l'ensemble des ressources et des produits commercialisables. La vente du lait dont s'occupaient les femmes, par exemple, est devenue l'apanage des hommes dans les familles vivant en périphérie des centres.

Les veuves bénéficient donc souvent de procédures de discrimination positive de la part des agents de développement : rarement éduquées, la prostitution est bien souvent la seule alternative qu'il leur reste lorsqu'elles rejoignent la périphérie d'un centre⁴²⁰. Il est cependant assez difficile de les identifier. Les maris sont parfois seulement partis en transhumance, absents pour une période donnée ou résident ailleurs avec une autre femme⁴²¹ : à leur retour, ils peuvent alors tenter de confisquer les animaux à leur profit.

D'autres contraintes, plus « culturelles », peuvent aussi se poser. Trouver une activité pastorale signifie concrètement s'intégrer dans les réseaux de relation des éleveurs. Pour cela, les femmes doivent non seulement avoir un minimum de compétences dans la gestion d'un troupeau, mais aussi recevoir l'accord et le soutien d'un *kokwo*. Or, aucune femme n'est invitée à y siéger. Enfin, elles doivent aussi disposer de main d'œuvre, c'est-à-dire ne pas être trop âgées pour que les enfants adolescents puissent conduire les troupeaux.

Pour certains, les faveurs concédées aux femmes témoignent d'un effet de mode ou des expériences montées sur le principe des projets de microfinance qui s'adressent souvent aux groupes de femmes. Cependant, le projet d'ALRMP dans le district de Turkana montre des succès manifestes (bien qu'ils ne correspondent pas toujours à ceux que le projet avait envisagés) : le taux de réussite est sensiblement le même que pour les hommes (environ 50% ont repris ou poursuivi

⁴²⁰ Nous parlons ici des femmes turkana essentiellement. En West-Pokot, les veuves sont généralement prises en charge par la famille élargie.

⁴²¹ Il s'agit là d'une stratégie courante chez les Turkana : positionner ses femmes dans divers centres de sédentarisation pour capter un maximum d'opportunités économiques. L'homme peut

leur activité pastorale après deux années) ; mais surtout, la plupart des femmes se sont remariées rapidement après le début de l'opération.

b. Le « pack de subsistance », pour un « bon retour » au pastoralisme

Les promoteurs des premiers projets de *restocking* entendaient poser les jalons d'un développement à long terme. Mais après quelques années, la plupart des bénéficiaires se trouvaient dans la même situation de pauvreté chronique. La sécheresse, les maladies avaient eu raison d'une partie des animaux cédés par le projet, l'autre partie avait été vendue ou consommée. La prise en compte de ce constat a amené à s'interroger sur la structure du troupeau à fournir et a incité les nouveaux projets à privilégier la diversification des espèces, ainsi qu'à accompagner les animaux d'une ration alimentaire pour que les familles puissent assurer leur survie durant les premiers temps. Le tout compose le « troupeau viable » ou le « pack de subsistance ».

Le but du *restocking* étant l'autonomisation des familles, les rations alimentaires livrées par le projet doivent perdurer jusqu'à ce que les premières naissances arrivent dans le troupeau. Celles-ci amorcent la reproduction du troupeau, mais marquent surtout les possibilités d'approvisionnement en lait donc les prémices de l'indépendance alimentaire de la famille.

Par conséquent, la durée de l'aide alimentaire est fortement dépendante de l'évaluation du taux de reproduction du troupeau. A cet égard, les ONG pêchent généralement par excès d'optimisme et ont des difficultés à prendre en considération les aléas du climat et des maladies dans leurs projections. Aussi, les distributions alimentaires dépassent-elles finalement bien souvent les périodes initialement préconisées. En 2001, ALRMP, par exemple, estime que le nombre d'animaux augmente de 50 à 80% après cinq à six ans. Or, dès la fin de cette même année, les prévisions sont revues à la baisse. Dès lors, les distributions alimentaires, prévues sur trois mois, sont prolongées sur une période d'une

d'ailleurs rester dans l'arrière pays et organiser ses parcours de transhumance suivant les centres où résident ses femmes.

année, un temps qui semble finalement plus approprié pour que le troupeau entame sa reproduction et se renouvelle lorsque l'aide alimentaire prend fin. Les animaux du projet permettent de combler par leur taux de reproduction les animaux abattus occasionnellement pour être consommés, tout en contribuant à augmenter le nombre de têtes dans le troupeau.

Le nombre d'animaux du troupeau initial déterminant le taux de reproduction, il est essentiel d'en faire une estimation afin de livrer le « pack » adéquat qui permettra de reprendre sur de bonnes bases l'activité pastorale. Dans le Nord-Ouest du Kenya, le minimum semble être de trente à quarante chèvres pour une famille qui n'a pas d'autres sources de revenus⁴²². Bien souvent, les communautés elles-mêmes demandent à ce que ce nombre soit respecté pour que les rapports de force entre éleveurs ne soient pas trop déséquilibrés.

Les chèvres constituent toujours le troupeau de base. Elles sont plus résistantes à la sécheresse et leur taux de reproduction est nettement plus élevé que n'importe quels autres animaux. Généralement, le troupeau caprin représente une étape transitoire vers la constitution d'un troupeau de bovins, ce qui convient à la cause défendue par le *restocking*. Toutefois, les projets ajoutent souvent d'autres espèces destinées à diversifier les sources d'alimentation. A titre d'exemple, la *German Catholic Nomad Mission* fournit dix à trente chèvres, un taureau, un veau, une chamelle en gestation et une autre, qui a tout juste vêlé, avec son petit. Il est à noter que ce type de « pack » peut cependant paraître risqué car les chameaux et les bovins sont sensibles aux épidémies et sont surtout particulièrement prisés lors des raids menés par les groupes voisins. En outre, leurs transhumances sont plus longues et ils peuvent donner lieu à des relations de *tilia*, ce qui pose un réel problème de suivi pour le programme⁴²³.

⁴²² Ces chiffres doivent aussi prendre en compte le ratio mâles/ femelles. Il semble que l'ensemble des projets se base sur une proportion d'un mâle pour quatorze femelles.

⁴²³ Le *monitoring* prend notamment en considération le taux de reproduction des troupeaux, les effets de l'assistance vétérinaire, les effets des circonstances telles que les sécheresses, les épidémies ou les raids, et la proportion d'animaux cédés par le projet par rapport aux autres animaux.

c. Prêter ou donner : un problème idéologique et pratique

Quel est le statut des animaux livrés par le projet ? Doivent-ils être prêtés ou donnés ? Pour les organisations de développement, cette question est essentielle et répond autant à des considérations déontologiques que pragmatiques.

Pour les tenants de l'option prêt (tels ALRMP ou OXFAM par exemple), les éleveurs doivent rendre le même nombre d'animaux après une certaine période. Ces animaux restitués seront utilisés par la suite pour soutenir une autre famille. Le suivi est la principale contrainte de cette procédure. Dans le meilleur des cas, les hommes de la communauté se portent garants du bénéficiaire : suivant les agents du projets, ils ont tout intérêt à assurer le suivi eux-mêmes, puisque les animaux ayant servi à recomposer le troupeau d'une première famille sont supposés être ensuite cédés à d'autres familles de la communauté.

World Vision et la plupart des autres organisations chrétiennes, quant à elles, s'opposent au prêt. Hormis les fondements d'ordre caritatif de ces organisations, le don aurait le principal avantage de faciliter le suivi des familles. En effet, selon elles, le suivi est forcément falsifié lorsque les animaux doivent être rendus (les éleveurs mentiraient sur le sexe et l'âge des animaux ou les cacheraient). De plus, l'éleveur n'ayant pas d'obligation envers le projet, il serait plus libre de gérer son troupeau comme il l'entend.

Toutes les organisations se félicitent de libérer les éleveurs de l'emprise du projet après quelques temps. En fait, qu'il s'agisse d'un prêt ou d'un don, le statut des animaux reste toujours ambigu. L'histoire et le pedigree des animaux sont connus de tous (ils en garantissent d'ailleurs la valeur) ; et il n'est pas assuré que l'éleveur pourra construire un réseau de relations à partir de ces animaux ou de leurs progénitures (Anderson, 1999).

Finalement, le succès du *restocking* dépend surtout de l'implication de la communauté rurale à toutes les étapes du projet, de l'identification des

bénéficiaires à la définition d'un troupeau « viable » et jusqu'au suivi des animaux. Le projet doit être approprié, pas seulement par les bénéficiaires directs, mais par l'ensemble de la communauté. Celle-ci doit adhérer et engager sa responsabilité ; ce qui semble plutôt bien réussir tant les ONG partisans du *restocking* sont populaires auprès des éleveurs. Pour ce faire, la consultation du *kokwo* apparaît comme la solution la plus appropriée. Avec son support, l'éleveur sélectionné a les moyens de tisser et d'entretenir les premiers maillons de son réseau de solidarité. S'il n'a pas effectué de transhumances depuis longtemps, il peut –par son intermédiaire– obtenir des informations sur les pâturages accessibles. Et le *kokwo* est ainsi plus facilement associé au suivi des animaux. En outre, les jeunes lettrés qui y siègent (ceux qui n'ont pas trouvé d'emploi en ville), sont toujours intéressés pour suivre les éleveurs au nom du projet.

Toutefois, la communauté de voisinage n'est pas un ensemble homogène. Les clans faiblement représentés dans le *kokwo* disposent de fait de moins de pouvoir que les autres et risquent d'être exclus du projet. Pour pallier cette difficulté, un comité indépendant (*restocking committee*) est parfois créé, qui réunit des représentants de chaque clan et est chargé de sélectionner les noms des bénéficiaires pour les proposer ensuite à l'ensemble des membres du *kokwo*⁴²⁴. Des *Community Based Organisations* (CBO), créées par le projet lui-même ou sous l'impulsion des missionnaires, peuvent aussi servir d'intermédiaires comme le fait World Vision. La variété des solutions préconisées par chaque organisation illustre la diversité des situations, des enjeux et des rapports de force qu'il est nécessaire de mettre en évidence avant tout projet de *restocking*.

4. Questionnements autour d'éventuels conflits et effets géographiques

Le *restocking* est souvent invoqué sous le chapeau de « projet de lutte contre la pauvreté », avec pour objectif de redistribuer les richesses pastorales de façon plus équitable entre « riches » et « pauvres ». Il ne vise pas seulement à reconstituer les troupeaux de familles particulièrement vulnérables, mais aussi à

⁴²⁴ De telles procédures sont suivies par OXFAM et par ALRMP dans le Turkana.

rétablir les structures pastorales afin de résoudre la marginalisation d'une partie de la société locale et réintégrer les pasteurs en milieu rural pour qu'ils se réapproprient leurs territoires. Répond-il vraiment à ces objectifs ? Par ailleurs, quel impact ces projets ont-ils sur le marché au bétail, qui représente pour la région l'unique opportunité d'intégration économique nationale ?

- **Le *restocking* n'est pas une réplique des structures traditionnelles d'entraide**

Le *restocking* est un projet importé : il ne peut être directement subordonné aux systèmes traditionnels ou néo-traditionnels d'entraide même si beaucoup d'agents de développement pratiquant le prêt sont tentés de le présenter comme une adaptation du *tilia*.

Lorsque les intervenants des projets de *restocking* s'appuient explicitement sur le fonctionnement du *tilia*, la procédure devient en fait particulièrement confuse aux yeux des éleveurs. D'après sa définition, le *tilia* s'apparente effectivement à un prêt : l'animal cédé doit être rendu après avoir donné naissance à des veaux, ou bien les veaux eux-mêmes lorsque le propriétaire initial l'exige. Aussi, les éleveurs bénéficiaires du *restocking* ne comprennent pas avec qui le *tilia* est conclu : s'il est passé avec le projet, ils sont les dépendants et conçoivent qu'ils doivent rendre les animaux au projet, mais s'insurgent lorsque ce dernier les lègue par la suite à une seconde famille ; s'il est contracté avec la seconde famille héritant des animaux, ils sont les créanciers et peuvent espérer que les bêtes leur reviennent. Ainsi, lorsque la famille « A » rend les animaux au projet, qui les cède ensuite à la famille « B », personne n'est capable de dire à qui appartiennent vraiment les animaux. Les uns, « A », avancent qu'ils les ont élevés et que ce sont par conséquent les leurs, les autres, « B », répondent que le projet les leur a légués.

De plus, le *tilia* est empreint d'une somme d'intérêts réciproques. Il constitue un moyen d'augmenter la productivité du troupeau d'un individu, mais il permet aussi au créancier de s'assurer en cas de crise et lui offre surtout la possibilité de bâtir une relation durable supposée lui donner un accès à des ressources (des points d'eau, des pâturages, un réseau de relations plus étendu). Il n'y a donc pas de raison de contracter un *tilia* avec un éleveur « pauvre », dont les ressources sont forcément limitées. Enfin, le *tilia* n'est jamais conclu entre deux membres de la même communauté : cela ne servirait à rien puisque tous les animaux de la

communauté subissent à peu près les mêmes situations de stress climatiques et épidémiques...

- **Au lieu de contribuer à l'extension des réseaux de solidarité au-delà du cadre de la communauté, le *restocking* participe à la création d'embryons territoriaux**

Bien qu'un des objectifs du *restocking* soit la reconquête des pâturages abandonnés et l'ouverture des réseaux de solidarité, il conduit parfois à cristalliser des micro-territoires.

Les distributions d'aide alimentaire et les contrôles vétérinaires par exemple, qui constituent une des conditions de succès des projets de *restocking*, obligent les éleveurs à revenir périodiquement dans les centres pour rencontrer les agents de développement. Le rayon des déplacements est alors limité ; ce qui diminue les chances de retour au pastoralisme. Les projets qui s'adressent aux populations frontalières ont notamment tendance par ce fait à empêcher -ou tout du moins fortement contraindre- les transhumances entre les deux pays, puisque les éleveurs doivent préciser leurs destinations et leurs dates de retour.

Par ailleurs, beaucoup d'Eglises utilisent ce type de projet pour conforter leur assise locale. Travaillant avec un nombre limité de familles, elles acquièrent les animaux auprès des éleveurs de la communauté, *via* le financement d'une *Community Based Organisation* (CBO). Cette première transaction sert les intérêts des éleveurs les plus aisés qui écoulent ainsi leurs surplus. Les bénéficiaires potentiels, pour leur part, préfèrent ne pas trop s'éloigner de ces projets et n'hésitent pas à participer aux activités religieuses, considérées dès lors comme des ouvertures possibles d'opportunités. Après le don des animaux, les propriétaires initiaux demeurent connus de tous et gardent un œil sur leurs anciens animaux, et les bénéficiaires se sentent alors leurs obligés.

Dans tout type de relations interviennent ces notions de réciprocité et de rapports de force. Cependant, dans ce cas, l'extension du réseau est limitée au

strict cadre de la communauté religieuse (souvent réduite à quelques membres), ce qui ne laisse aux bénéficiaires que peu d'opportunités d'émancipation.

- Les bénéficiaires sont des acteurs du territoire, il faut considérer les interactions entre les différentes communautés

Le *restocking* peut être à l'origine de conflits entre les familles qui reçoivent des animaux pour survivre et celles qui en vendent pour les mêmes raisons, et plus largement, entre communautés bénéficiaires et communautés non-bénéficiaires. En tant que tel, il insuffle une dynamique qui débouche nécessairement sur une réorganisation des liens et des échanges intra et inter communautaires. Or, ces relations sont rarement évoquées dans les projets préliminaires, hormis indirectement lors de la définition du « troupeau viable », lorsque l'accent est mis sur l'importance du milieu écologique exploité et le type de transhumance pratiquée, l'environnement socio-économique et les besoins propres à chaque communauté (Anderson, 1999). Elles déterminent pourtant les autres sources de revenus et les opportunités d'échanges⁴²⁵.

Aussi est-il nécessaire de ne pas considérer les pasteurs comme de simples producteurs spécialisés dans l'élevage et d'être vigilant sur le fait que le *restocking* a tendance à les enfermer un peu plus dans cette spécialisation. Ce sont d'abord des acteurs territoriaux, évoluant dans un cadre régional plus vaste que la simple communauté de voisinage et ayant à ce titre des relations extraterritoriales avec d'autres groupes pastoraux et/ou agricoles. La plupart des projets reconnaissent, par exemple, l'importance des productions agricoles dans le maintien d'une activité pastorale, mais ignorent paradoxalement l'agriculture et les relations de complémentarité reliant les différentes zones de production⁴²⁶. De même, les réseaux de relations entre éleveurs s'étendent bien au-delà du cadre

⁴²⁵ Hogg, 1987 : « *The important factor in the success of restocking projects is not the actual number, but rather the way in which they are combined with other sources of income. It is the total combination which must be viable, not the restocking package itself* ». [« Le facteur déterminant le succès des projets de *restocking* n'est pas le nombre d'animaux dans le troupeau, mais plutôt la façon dont il se combine avec d'autres sources de revenus. Ce sont ces combinaisons qui doivent être viables, non pas le pack lui-même »].

⁴²⁶ Ces dernières années, près de 70% du régime alimentaire des éleveurs était composé de céréales (achetées -20%- , fournies par l'aide alimentaire -45%- ou échangées localement -35%). Les relations des éleveurs avec les agriculteurs ne sont pourtant généralement évoquées que lors des conflits les opposant.

communautaire et ethnique (le *kokwo* n'étant qu'un relais) ; or, les effets d'entraînement sont rarement évalués à une échelle autre que celle du projet lui-même. Pourtant, en agissant sur la structure des troupeaux, le *restocking* renforce les termes de l'échange au profit des communautés d'éleveurs sous l'influence du projet, ce qui est susceptible de modifier les rapports de force entre communautés voisines : celles bénéficiant du projet, étant auparavant dans une position vulnérable, deviennent alors plus puissantes que leurs voisines, dans le sens où la structure de leur troupeau est plus apte à l'ouverture de réseaux.

Ces effets de déséquilibre -ou de rééquilibrage- des rapports de force entre communautés sont au centre de la problématique des conflits et doivent donc être pris en compte dans l'objectif de reconquête de l'espace pastoral et de lutte contre les inégalités sociales et spatiales.

- Des infrastructures commerciales améliorées, mais peu d'incidence sur la participation des producteurs au marché

Quels effets le marché au bétail peut-il attendre du *restocking* ? Cette question est posée dès les premières transactions lorsqu'il s'agit de déterminer où et comment acquérir les animaux destinés au projet.

Débuté en 1997, le projet d'OXFAM touche 300 familles dans le sud du district de Turkana et 20 000 chèvres ont été distribuées à raison de 50 à 70 par famille. ALARMP a financé les troupeaux de 143 familles en 1999 et de 88 familles en 2000, « prêtant » à chacune d'elles entre 14 et 30 chèvres, ce qui représente un minimum approximatif de 3 500 chèvres. Acheter un tel nombre d'animaux sur les marchés de dimension nationale, tel que celui de Nairobi, est évidemment particulièrement onéreux. Les pertes, lors du transport du marché aux zones de *restocking*, peuvent être importantes⁴²⁷. A l'inverse, s'approvisionner directement au sein de la communauté est difficilement envisageable lorsqu'il s'agit d'acheter plus de 300 chèvres : d'une part, les premiers bénéficiaires peuvent être amenés à revendre leurs animaux, sans que les agents du projet s'en rendent compte ;

⁴²⁷ Sans compter que les risques épidémiques sont élevés et que les changements de zones climatiques peuvent aussi être fatals aux animaux.

d'autre part, les contraintes budgétaires imposent au projet un court laps de temps pour l'approvisionnement.

Dans le Nord-Ouest, les organisations de développement sont alors amenées à financer préalablement l'aménagement et l'organisation de marchés aux bestiaux capables de drainer le bétail du district entier ou de la région ; et c'est ainsi que des marchés de cette dimension se sont depuis peu développés à Lodwar, dans le district de Turkana, et à Loruk, dans le district de Baringo⁴²⁸.

L'instauration de telles places commerciales (et la réalisation de tels achats) par les projets induit une modification du positionnement des acteurs commerciaux dans la filière locale. Les projets ont en effet tendance à largement solliciter les grands commerçants qui, évoluant entre le district et les grands centres urbains du sud du pays, disposent d'un capital suffisant et de réseaux d'intermédiaires prospectant sur les divers petits marchés locaux. De fait, ces quelques individus dominent aujourd'hui la filière, limitant l'ascension de leurs intermédiaires au statut de commerçants⁴²⁹. Le prix de vente des animaux est généralement fixé par le projet sur une base relativement faible, déterminée d'après les conseils des futurs bénéficiaires ; aussi, les grands commerçants, dont la marge de profit est établie sur le total du troupeau demandé, répercutent-ils le manque à gagner sur ce que leur coûte un animal acquis auprès de leurs intermédiaires. Ayant un capital déjà limité, ces derniers doivent alors réduire leur propre marge de profit ; d'autant plus qu'ils négocient avec des vendeurs généralement au courant des ambitions du projet (et qui ont par conséquent tendance à demander des prix relativement élevés).

⁴²⁸ Jusqu'alors, aucun marché de ce type n'existait dans la région. Le *Livestock Marketing Division*, la structure para-étatique chargée de la gestion de la filière bétail avant sa libéralisation en 1987, n'avait comme ambition que d'alimenter un marché national. L'ensemble du bétail partait directement aux abattoirs de Nairobi.

⁴²⁹ Il est souvent nécessaire de transporter les animaux du marché jusqu'à la zone de *restocking*. Or, ces grands commerçants disposent de camions et sont par conséquent plus facilement choisis par les projets. Rassemblés en associations pour le développement local dans le district de Turkana (*Turkana Transport Association TUTA*), ils constituent des interlocuteurs de choix pour une organisation de développement étrangère. Malheureusement, ce type d'associations ne sert bien souvent que les intérêts personnels de quelques *leaders* politiques locaux.

L'achat des animaux par le projet provoque en fait une hausse momentanée des prix du bétail dans le district. Cet effet est considéré comme un atout pour le développement de la filière bétail : des prix plus importants inciteraient les éleveurs à participer au marché. Pourtant, la relation entre les prix et les ventes de bétail est loin d'être aussi simple. Le nombre d'animaux vendus sur les places commerciales peut varier d'année en année sans que les conditions du marché aient évolué. Le comportement des producteurs est avant tout déterminé par l'extrême variabilité de l'état de l'économie pastorale et de l'environnement socio-économique (entre autres, suivant les évolutions de taille, de structure et de productivité des troupeaux familiaux). Or, si les projets de *restocking* semblent flexibles dans le temps - ils peuvent être retardés en fonction des sécheresses ou du climat politique instable-, il leur est difficile de réagir aux mêmes rythmes que la structure et l'état des troupeaux dans la région.

Le pastoralisme est aujourd'hui ré-apprécié et re-légitimé. Sous l'intitulé de « lutte contre la pauvreté », le *restocking* semble signifier que le pastoralisme garantit en fin de compte un certain niveau de richesse. Cette approche s'oppose toutefois aux modèles suivis par l'Etat ; celui-ci promeut de grands projets de développement visant un changement radical du mode d'exploitation et l'intégration des populations dans les réseaux économiques nationaux, *via* l'organisation de filières verticales ou l'aménagement de grands périmètres irrigués dont les productions sont tout entières destinées à alimenter les grands centres urbains nationaux.

Certes, le *restocking* est socialement plus acceptable pour les éleveurs, mais il s'insère dans une stratégie de développement local⁴³⁰ et reste attaché à la

⁴³⁰ « La question est alors de savoir si une simple addition de micro-développements locaux suffit à induire un développement national cohérent. [...]. Le problème est d'articuler les différents niveaux d'organisation - le local parmi d'autres- qui composent une nation » (Passet, R. dans Développement local et nouvelles solidarités spatiales : table ronde. *Recherche sociale*). La question devient alors éminemment

représentation d'une région toujours définie par son caractère strictement pastoral. Aussi, ne règle-t-il pas les problèmes de fond, liés à la marginalisation et à l'intégration de l'espace pastoral dans le cadre socio-économique national. Au contraire, ces projets ne vont-ils pas à l'encontre de l'intégration nationale ?

politique et renvoie aux choix de développement privilégiés par l'Etat (en concertation et en cohérence avec les autres acteurs de son territoire telles les ONG)...

Chapitre II : Quelles incidences les modèles d'intégration au marché national ont-ils sur les dynamiques territoriales différenciées en plaine et en montagne ?

La succession des opérations de développement local est à replacer dans le cadre de l'évolution nationale. Les projets de Chaundy, par exemple, sont autant les fruits d'une conception occidentale, qu'une réponse aux contraintes de l'Etat en construction. Il en est de même pour les *grazing schemes* dans le contexte de la privatisation foncière à l'indépendance, pour les périmètres d'irrigation lorsque le pays subit un déficit alimentaire généralisé, et pour les projets de *restocking* dans le contexte de la mondialisation et de la libéralisation du marché.

La prise en compte d'une échelle d'analyse plus large et du contexte historique correspondant explique les dynamiques suivies aujourd'hui.

En tant que plaines et montagnes du Kenya, les espaces de production du district de West-Pokot sont soumis à des politiques nationales, celles notamment des filières marchandes. Gérées à partir du sommet de l'Etat, ces filières sont conçues dans une logique d'intégration verticale destinée à reconfigurer les réseaux d'échange locaux pour les orienter vers l'économie nationale. Elles sont les outils nationaux de l'encadrement territorial, construites pour accélérer le processus d'intégration suivant un modèle reliant directement l'espace local à l'espace national.

Elles sont cependant toujours régies par une logique d'exploitation d'espaces catégorisés. Ainsi, la définition de la plaine, comme « réservoir à bétail », l'intègre de fait à la nation, *via* la filière bétail ; la définition de la montagne, comme « zone à fort potentiel agricole », l'intègre *via* la filière céréalière.

Leurs organisations et leurs structures ne prennent pas en compte le rôle et l'importance des acteurs locaux, à la fois producteurs et électeurs : ceux-ci sont

vus comme des classes sociales homogènes et spécialisées (éleveurs ou producteurs de céréales). Or, suivant leurs conditions, leurs histoires, leurs lieux d'exercice et les contraintes locales, leurs réactions face aux opportunités et aux contraintes du marché sont différentes. (Chapitre A).

Comment les acteurs locaux adoptent-ils ce passage de la complémentarité à la spécialisation des espaces ? Comment réagissent-ils et organisent-ils leurs espaces pour se positionner au sein de ce contexte intégrant des filières nationales ?

Dans le cadre de la filière bétail, la plaine à intégrer est une périphérie nationale. N'ayant pas de débouchés régionaux, elle est en concurrence avec d'autres aires pastorales éloignées, dont la production bénéficie d'un meilleur accès au marché national. Seuls les individus disposant d'un capital suffisant et de réseaux de relations de dimension nationale sont susceptibles d'investir le marché. La faible capacité de la plupart des pasteurs donne plutôt lieu à des pratiques commerciales hybrides, associant économie traditionnelle locale (troc et échanges haut/ bas), économie de marché dirigée vers le Sud (à travers la production et la vente de céréales) et économie de conflit caractéristique du Nord (diffusion et utilisation des armes à feu et des munitions). (Chapitre B).

A l'inverse, la montagne à intégrer est une périphérie régionale, dépendante de l'évolution du marché céréalier du district de Trans-Nzoïa. Celui-ci est un relais contraignant mais efficace dans la perspective de l'intégration, car relativement proche et plus accessible. La richesse des opportunités économiques proposées influence la diffusion de centres de négoce, ouvrant les vallées les plus lointaines à l'économie de marché. Plus que cela, c'est le modèle de territoire de production qui est adopté, avec un déplacement des zones de production en altitude, une sécurisation foncière et le renforcement des structures claniques : des effets caractéristiques d'un resserrement des territoires locaux et d'une territorialisation des étages altitudinaux entre lesquels naissent de nouveaux conflits. (Chapitre C).

A. Le dilemme des institutions de gestion des filières commerciales : intérêts locaux ou intérêts nationaux ?

S'il semble, de prime abord, que les projets de développement soient mis en place sans liens apparents avec le reste du pays, ils s'insèrent pourtant dans le projet global de développement des filières commerciales à l'échelle nationale. Or, dans le contexte national, l'économie de marché est certes conçue comme un moteur d'intégration, mais les institutions chargées de la réguler imposent aussi leurs contraintes pour gommer les disparités et maintenir un équilibre politique entre les régions.

Les filières commerciales (du maïs et du bétail) sont des ponts reliant les deux échelles d'actions de l'administration, à savoir le local et le national, sans autres échelles intermédiaires. Elles sont conçues linéaires, verticales et sectorielles pour répondre à la spécialisation des espaces de production à l'échelle nationale : la spécialisation des espaces de production à l'échelle locale du district servant aussi de modèle au niveau national, puisque certains districts sont considérés comme agricoles (Trans-Nzoïa, Uasin Gishu, Nakuru par exemple), alors que d'autres sont classés comme pastoraux et voués à l'élevage (ceux couvrant les zones arides et semi-arides notamment).

La situation s'avère donc délicate pour une administration locale chargée de la gestion d'un district pastoral, mais qui doit parallèlement développer une agriculture commerciale afin d'assurer sa propre indépendance alimentaire et dégager des profits pour l'aménagement des infrastructures : c'est notamment le cas de West-Pokot et des autres districts composant le Nord-Ouest, dont la place est d'autant plus périphérique.

Par la nationalisation des filières, l'Etat estime gommer les disparités régionales et conduire le local à l'intégration nationale dès les années 1950. Cependant, il est aussi contraint de maintenir un équilibre politique entre les régions de production. Certaines restrictions sont donc imposées au Nord-Ouest, dont l'importance économique et politique est limitée, afin que le Sud ne pâtisse pas de son intégration : il est nécessaire d'intégrer le Nord, mais une intégration

trop brutale risque d'être comprise comme un abandon des terres du Sud et y provoquer des ressentiments. La question est hautement politique et a souvent été mise en relation avec une approche ségrégationniste (Raikes, 1981).

Après la proclamation de l'indépendance, ce type d'organisation perdure sous le contrôle de structures para-étatiques, favorisant la classe politique dirigeante et donnant lieu à une corruption généralisée.

Enfin, la libéralisation des marchés, entreprise dans les années 1990, sans consultation des producteurs ou des petits commerçants, ne semble pas avoir entraîné de fortes disparités régionales, mais elle n'a pas non plus ouvert le marché à un plus grand nombre d'acteurs commerciaux. Au contraire, la fluctuation des prix et le manque d'accès à l'information contribuent à augmenter les risques pour les producteurs et à casser le rythme du processus intégrant construit autour de l'organisation centralisée des filières agricoles⁴³¹.

1. Les organismes de gestion des filières nationalisées : contrôler pour survivre

a. La filière bétail dans le Nord-Ouest du Kenya : une filière contrôlée, une contrebande suspectée

Face aux maigres résultats des programmes d'incitation à la commercialisation du bétail, l'administration coloniale a régulièrement accusé « l'hermétisme culturel » des éleveurs d'être la principale contrainte au développement économique. C'est sans compter les difficultés qu'elle a éprouvées pour exporter le bétail en dehors du district : l'activité commerciale étant suspendue chaque fois qu'une rumeur courrait sur une quelconque maladie et les quarantaines se sont ainsi succédées durant toute la période coloniale. Les animaux étaient gardés à

proximité de Keringet, où le changement climatique dû à l'altitude était effectivement responsable de la forte mortalité des animaux et servait de prétexte pour maintenir les quarantaines. Celles-ci étaient théoriquement destinées à protéger le cheptel européen des épizooties, mais elle visaient surtout à limiter la concurrence des producteurs africains⁴³² : les colons estimaient en effet que le bétail africain était susceptible d'inonder le marché jusqu'à faire chuter les prix, ce qui conduirait irrémédiablement à la faillite de leurs exploitations⁴³³.

Les projets d'infrastructures commerciales proposés par l'administration du district étaient rituellement bloqués par l'administration centrale (Dietz, 1987). L'aménagement de pistes devant faciliter l'acheminement des animaux jusqu'à Keringet était, par exemple, systématiquement refusé par Nairobi ; il fallu attendre 1955 pour qu'une voie soit tracée entre Kapenguria et Marich⁴³⁴.

Par la suite, les quelques aménagements entrepris ne suffirent pas à développer une filière locale dépendante de marchés nationaux éloignés et fortement contrôlés par des institutions elles-mêmes déficitaires.

⁴³¹ A noter, le terrain d'étude s'est achevé au moment de la mise en place de la troisième phase de la libéralisation de la filière maïs ; ce qui ne nous permet pas d'apporter de réponses à ce constat.

⁴³² A l'époque, de nombreux colons envoyaient régulièrement leurs animaux sur les réserves africaines pour épargner leurs propres pâturages, sans peur d'éventuelles contagions.

⁴³³ La protection de la filière se justifiait d'autant plus que la dépression mondiale de 1929 touchait directement l'agriculture de rente des fermiers européens. Pour compenser la chute des prix mondiaux, ils avaient d'abord augmenté les superficies cultivées, mais les prix des céréales se sont effondrés un peu plus sous l'effet de la surproduction ; lorsqu'ils ont réalisé que le marché local n'était pas rentable -car les Africains n'étaient pas intégrés dans l'économie monétaire- beaucoup se sont alors lancés dans l'élevage extensif. Cet engouement était aussi motivé par l'installation de la société rhodésienne *Liebig* exportant la viande vers l'Europe à partir de 1937. La politique des prix pratiqués par cette société favorisait les fermiers européens, dont la viande était considérée de meilleure qualité : les prix allaient de 60-100 shillings pour le bétail des colons, à 15 shillings pour le bétail des réserves africaines. Ces 15 shillings correspondaient en fait au montant de la taxe sur les huttes demandées par les *Native councils* des Réserves Africaines : l'argent obtenu par la vente de leurs animaux devait être ainsi reversé à l'administration (Raikes, 1981).

⁴³⁴ Le projet initial proposé par l'administration du district à l'administration centrale de Nairobi à la fin des années 1940 (et refusé) portait sur la construction d'une piste de *trekking* pour les animaux. Quelques années plus tard, le même projet de piste, mais cette fois destiné à offrir un débouché commercial aux productions agricoles des piémonts Cherangani, était financé par l'administration centrale.

- Ségrégation et exclusion des éleveurs du Nord-Ouest du Kenya

A l'indépendance, la *Livestock Marketing Division* (LMD), le successeur de l'ALMO⁴³⁵, prend en charge l'organisation de la filière bétail dans les districts du Nord-Ouest. Cet organisme para-étatique est chargé de diriger et développer tous les marchés au bétail approvisionnant les abattoirs d'Etat, c'est-à-dire de contrôler les mouvements du bétail vendu, de décider des quarantaines et des campagnes de vaccinations.

En réalité, son action est limitée ailleurs (dans les districts maasäi par exemple, où les gouvernements locaux ont repris les structures établies par l'ALMO). Les *county council* de West-Pokot et de Turkana n'ont pas la capacité financière pour reprendre l'organisation de la filière locale mise en place sous l'administration coloniale (les quarantaines se sont succédées, limitant leurs ressources fiscales et leur capacité d'investissement dans de nouvelles infrastructures de commercialisation adaptées aux conditions du marché)⁴³⁶.

Aussi, à la fin des années 1960, la LMD, avec l'aide du *Special Rural Development Plan* (SRDP), tente-t-elle de réorganiser le commerce du bétail suivant les mesures définies dans la décennie précédente : aménagement de périmètres de pâtures pour les animaux qui attendent d'être vendus (*holding grounds*), de pistes de *trekking* et de marchés spécialisés pour le bétail à exporter hors du district (*sale yards*). Selon ce schéma, les commerçants privés qui s'approvisionnent en milieu rural sont censés envoyer les animaux sur les périmètres de pâtures (*holding ground*) et les soumettre aux mesures de contrôle vétérinaire de la LMD, avant de repartir vers les places commerciales (*sale yards*) pour les vendre sous la surveillance d'agents du *county council*. Enfin, les bêtes sont transportées par

⁴³⁵ L'*African Livestock Management Organisation*. Cette organisation assurait le développement de la filière bétail dans la colonie, mais n'opérait pas dans les districts de West-Pokot et de Turkana, classés « *close districts* ». Notons que, curieusement, elle était active dans la province du *Northeastern* dont le statut administratif était pourtant le même.

⁴³⁶ A l'indépendance, le contrôle des prix permet de sauvegarder les grands *ranchs* qui produisent pour le marché européen. Le nouveau gouvernement est effectivement avide de devises étrangères et poursuit les politiques entamées sous la colonisation.

camions ou par le rail (à partir de Kitale) jusqu'aux marchés urbains, et plus généralement vers Athi River où est installé la *Kenya Meat Commission* (KMC)⁴³⁷.

En pratique, peu de commerçants privés opèrent dans le nord du Kenya, tant les mesures de contrôle sont contraignantes. Seuls ceux qui disposent de capitaux suffisants et de contacts auprès d'intermédiaires locaux sont susceptibles d'évoluer dans cette région.

D'abord, les taxes et autres services exigent un capital de départ que peu de locaux peuvent rassembler : sur les *holding grounds* de la LMD, les commerçants doivent payer des taxes de pâtures et d'approvisionnement en eau, en plus des frais de vaccinations ; sur les *sale yards*, ils payent les taxes aux *county council* et les permis nécessaires au transit des animaux vers les abattoirs de la KMC ; ces dépenses s'ajoutent aux salaires des bergers qui gardent les bêtes pendant des périodes excessivement longues du fait des quarantaines, au transport vers le marché principal et à leurs propres frais de logement sur ces mêmes marchés⁴³⁸. Ensuite, les pertes durant le gardiennage et le transport peuvent être importantes, ce qui suppose que les têtes de bétail soient en nombre suffisant pour amortir tous les frais. Les commerçants risquent aussi sérieusement de perdre la totalité de leurs investissements lors des épidémies, sécheresses ou raids de bétail. Enfin, les investissements sont bloqués durant toute la durée du transfert, qui peut s'étendre sur des périodes relativement longues étant donné la récurrence des quarantaines imposées par la LMD.

La LMD détient le monopole de la filière au niveau local, et la plupart des Pokot impliqués dans le commerce du bétail travaillent à son approvisionnement. Elle assure une assez bonne couverture territoriale sur le district⁴³⁹ : héritant de

⁴³⁷ La KMC est créée en 1950 (après la fermeture de la société *Liebig* en 1949). C'est un organisme parapublic chargé d'abattre les animaux et de revendre la viande aux boucheries de Nairobi ou à l'exportation. Les principaux débouchés de l'exportation sont l'Europe et les Emirats arabes (aujourd'hui, les normes de qualité européennes limitent considérablement les exportations du Kenya ; sur le marché des Emirats Arabes Unis, le Kenya doit faire face à la concurrence accrue de la Somalie).

⁴³⁸ Evangelou (1984), donne ainsi plusieurs critères pour tenter de budgétiser les frais des commerçants maasaï suivant la taille des troupeaux qu'ils envoient sur le marché de Nairobi.

⁴³⁹ Aucun *holding ground* n'existe dans le district de Turkana (les productions passent par Lotongot).

quatre périmètres de pâtures (*holding grounds*) dans le district en 1963, elle en détient trente en 1988, dont celui de Lotongot qui couvre plus de 10 000 ha.

Les infrastructures nécessitent un entretien et des services vétérinaires de qualité. Or, dans les années « normales », les ressources liées au monopole de la LMD ne suffisent pas à équilibrer les dépenses liées à leur modernisation. En fait, l'élevage pastoral local est principalement tourné vers la production laitière, alors que le marché est orienté vers celle de la viande (bœufs ou taureaux) ; de plus, les prix proposés par la LMD n'incitent pas les éleveurs à gérer la reproduction de leurs troupeaux dans ce sens. C'est seulement durant les sécheresses, de 1979 à 1984, que la LMD connaît un certain succès avec sa politique de prix planchers ; mais ce maintien des prix, alors que l'offre « explose », contribue un peu plus à l'endettement de la structure. Ainsi, le nombre de périmètres de pâtures à beau augmenter, il n'en demeure pas moins qu'ils sont pour la plupart désertés par les commerçants, comme par les administrateurs eux-mêmes.

En fait, la réussite de la LMD dépend fortement des mesures de protection et de contrôle qu'elle met elle-même en place. Ces mesures lui permettent de limiter la concurrence du secteur privé, de la maintenir dans sa position de principal agent de commercialisation, et de financer une part de ses activités. Paradoxalement, elles lui sont aussi contraignantes : elle doit s'y soumettre, les maintenir, et entretenir les infrastructures (périmètres de pâtures, pistes de *trekking* et marchés officiels). Son déficit a donc tendance à se creuser⁴⁴⁰, ce qui limite la progression des prix proposés aux producteurs.

A l'échelle nationale, la politique de bas prix accentue la position périphérique du district de West-Pokot, déjà concurrencé par les grands districts pastoraux de Kajiado et de la province du *Northeastern* qui sont relativement proches du marché de Nairobi et qui ne subissent pas les contraintes imposées par la LMD. Ces districts sont sous contrôle vétérinaire constant : les campagnes de vaccinations sont régulièrement organisées, ce qui évite les périodes de quarantaines.

⁴⁴⁰ En outre, la LMD est tenu de maintenir des prix à la consommation relativement bas pour l'approvisionnement urbain et pour que les exportations kenyanes soient concurrentielles sur le marché mondial.

Pour Raikes (1981) l'ensemble de ces politiques visant à réguler et à contrôler la filière ne font que favoriser les groupes économiquement et politiquement dominants. Tout comme les colonisateurs l'avaient fait pour protéger les colons, l'Etat indépendant maintient les barrières de quarantaines pour le nord de la vallée du Rift, mais les efface pour le pays Maasāi, où le programme des *ranchs* individuels et collectifs profite à bon nombre de Kikuyu du pouvoir (Peron, 1993 ; Rutten, 1992).

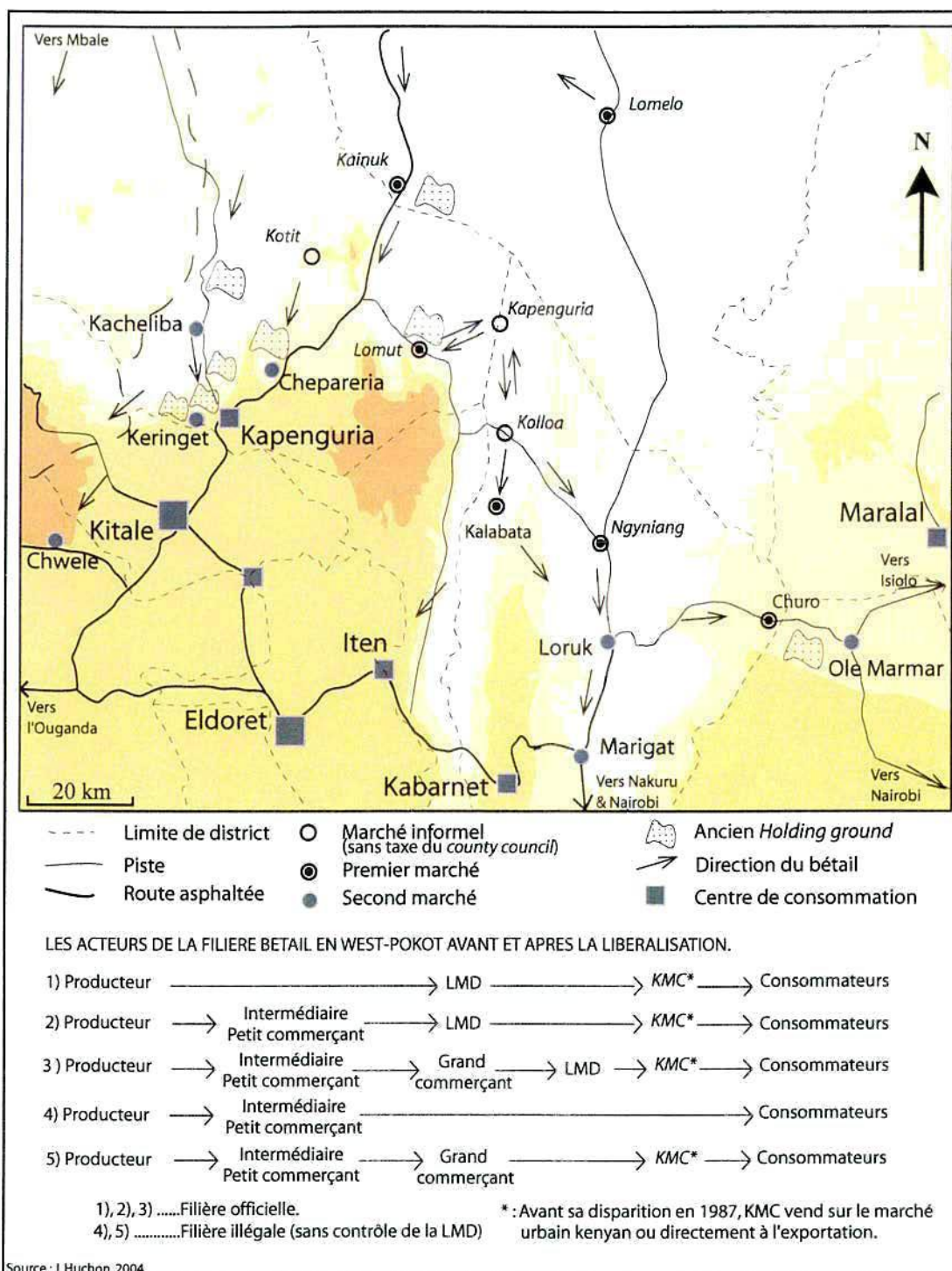
- Informalisation de la filière bétail

Après les sécheresses successives de 1979 à 1984, l'offre des producteurs diminue dramatiquement, au point de compromettre l'approvisionnement de la KMC⁴⁴¹. Pourtant, au même moment, la demande ne cesse d'augmenter sous l'effet de la croissance urbaine, conduisant d'une part au développement informel de la filière et, d'autre part à la faillite des institutions para-étatiques chapeautant cette filière.

A la fin des années 1970, la KMC, pourtant officiellement en position de monopole, ne contrôle en réalité que 60 % du marché de Nairobi (Raikes, 1981). L'approvisionnement « illégal » des villes est en pleine expansion. Le département vétérinaire de la LMD n'a qu'une action limitée : les officiers manquent d'enthousiasme, ils ne sont pas originaires de la région, ne parlent pas pokot et ne connaissent guère le district à l'exception des périmètres de pâtures et des marchés de Makutano et de Keringet. Ce dernier marché est le seul point de sortie officiel du bétail exporté hors du district. Le choix de son emplacement s'explique par l'histoire, puisqu'il se trouve entre Kapenguria (où résidait l'administration coloniale) et Kitale (qui constituait le principal débouché commercial du bétail du Nord-Ouest dans les années 1920-1930). Or, il est relativement aisé d'éviter ce centre.

⁴⁴¹ Les troupeaux sont décimés et les taux de reproduction ne sont pas assez rapides pour assurer leur renouvellement en moins de 10 ans.

Illustration no. 34. Voies et acteurs du commerce de bétail dans le Nord-Ouest du Kenya



Déjà sous la colonisation, la contrebande était reconnue par l'administration britannique. Les voies empruntées par les « contrebandiers » restent inchangées dans les années 1970 et 1980 ; le but étant toujours de contourner les mesures de quarantaine des districts de Turkana et de West-Pokot en passant dans les districts de Marakwet, de Baringo, de Laikipia ou de Samburu, ou encore en Ouganda.

Les troupeaux peuvent descendre vers le sud le long de la vallée de la Kerio, puis remonter les escarpements d'Elgeyo pour atteindre la ville d'Eldoret. Cette voie était déjà une route commerciale durant la période pré-coloniale et était la principale entrée du Nord pour les commerçants qui souhaitaient braver l'interdiction de « *close district* » sous la colonisation (Henning, 1938). La traversée vers l'est est une autre possibilité : le bétail peut être gardé un temps dans les grandes fermes de Laikipia avant de rejoindre Nairobi en camion ou poursuivre vers Isiolo, par exemple, où les quarantaines sont moins courantes. Il y est vendu comme bétail samburu ou boran et réintègre là-bas les circuits commerciaux légaux.

Le marché de Mbale n'est plus l'eldorado qu'il était sous la colonisation ou dans les années 1960. La guerre civile a considérablement affaibli le pouvoir d'achat des Ougandais. Toutefois, il demeure un débouché non négligeable lorsque le marché de Nairobi est submergé par le bétail provenant de la province du *Northeastern* ou des districts maasaï (Mara et Kajiado). Il est interdit de commercer à travers la frontière au nord du Mont Elgon, parce qu'aucune surveillance n'y est assurée. S'il peut donc être aisé d'emprunter cette ancienne route coloniale qui passe au pied du volcan, les commerçants qui exploitent le marché ougandais préfèrent éviter ce passage tant les risques dus à l'insécurité sont importants. Il est effectivement plus facile de passer à travers les fermes de Trans-Nzoïa qui bordent le district de West-Pokot. De là, les animaux sont transportés vers Chwele, dans le district du Mont Elgon, ou directement en Ouganda.

Bien qu'ils soient reconnus par tous, il est difficile d'évaluer l'importance relative de ces réseaux parallèles. Certaines personnes interrogées pensent que les

personnalités du *county council* sont impliquées en tant qu'intermédiaires, mettant en relation les commerçants locaux avec les commerçants qui exportent hors du district, et facilitant les démarches administratives moyennant une commission⁴⁴². Les parlementaires sont aussi soupçonnés d'alimenter l'informalisation de la filière par la presse d'investigation qui les surnomme les « barons du bétail ». Les accusations vont jusqu'à soutenir qu'ils entretiennent de petites armées et qu'ils sont les promoteurs de vols de bétail pour s'approvisionner. Il ne s'agit que de rumeurs et les rares parlementaires mis en prison pour ces chefs d'accusation ont toujours été rapidement libérés.

Pour l'opposition gouvernementale de la période Moi, c'est le gouvernement lui-même qui supporte ces entreprises. Il est vrai que les plus importants commerçants de bétail évoluant dans le district de West-Pokot et de Baringo sont Tugen ou Keiyo ⁴⁴³. La position géographique de ces groupes leur permet de faire le lien entre le nord et le sud du pays, d'une part, et entre les plateaux orientaux et occidentaux du Rift, d'autre part. Ils sont positionnés sur la Vallée de la Kerio, les plateaux intermédiaires jouxtant Laikipia, la plaine de Uasin Gishu, ainsi que les marchés des grandes villes d'Eldoret et de Nakuru. L'existence de milices vouées au Président et à ses alliés s'est révélée exacte lors des élections de 1992 et de 1997 à Nakuru. La filière du bétail dans le nord de la vallée du Rift est donc une question sensible, liée à la gestion politique de l'insécurité.

Le désintéressement de l'Etat envers la corruption croissante conduit à la faillite de la KMC en 1985. Peu après, en 1987, la libéralisation de la filière est officiellement annoncée. La LMD continue d'exister en tant qu'organisme de contrôle vétérinaire, mais cesse son activité commerciale. Le secteur privé apparaît au grand jour, mais seuls ses représentants pouvant entretenir une « clientèle » d'intermédiaires en milieu rural, tout en étant informés de l'évolution du marché national, sont capables d'investir sans grands risques dans la filière.

⁴⁴² Un « *chai* », le mot swahili pour pot de vin, et qui signifie littéralement « thé ».

⁴⁴³ Parmi les plus grands commerçants tugen, beaucoup appartiennent au clan des Kabartonjo, celui du Président Moi. Biwott, Premier Ministre, puis secrétaire au Bureau du Président jusqu'en 2002, est pour sa part Keiyo.

Trois événements bouleversent le marché national, tout autant -sinon plus- que la libéralisation, entre 1992 et 1994⁴⁴⁴. Il s'agit tout d'abord de la disparition de la KMC et de l'arrêt des activités commerciales de la LMD en 1992 ; ce qui n'empêche pas les ventes de reprendre une fois le secteur privé organisé. Puis, l'inflation du shilling kenyan en 1993 réoriente les anciens réseaux parallèles de Kajiado vers le marché de Nairobi au lieu de la Tanzanie. Enfin, le début de la guerre civile en Somalie amène les commerçants de cette zone à regarder du côté du Kenya et de Nairobi (Little, 1992).

Face à cette rapide affluence, le principal marché du pays (celui d'Athi River à proximité de Nairobi) se retrouve très vite inondé. Rares sont les marchands du Nord-Ouest assez puissants pour obtenir une information continue sur les prix du marché de Nairobi, qui peuvent espérer profiter de ce débouché national ; les principaux d'entre eux ayant souvent profité de revenus et de relations émanant d'une fonction parlementaire.

b. La filière céréale : les contraintes de la gestion centralisée

La filière céréale est le premier outil d'intégration nationale. Sa dimension stratégique impose une présence de l'Etat plus soutenue encore que pour la gestion de la filière bétail.

Si pour l'administration du district la sécurité alimentaire est prioritaire, c'est également une question préoccupante d'un point de vue politique pour le pouvoir central. La structuration de la filière et son efficience doivent motiver la grande majorité des petits producteurs à participer à l'économie de marché. Ces producteurs étant aussi des électeurs, derrière l'objectif d'intégration, l'analyse des différentes échelles d'actions locale et nationale montre que les orientations des politiques publiques sont motivées par des considérations électorales et économiques.

⁴⁴⁴ La libéralisation de la filière bétail n'engendre pas de bouleversements particuliers. Après les années de sécheresses de 1981 à 1984, la production nationale est relativement réduite. L'enjeu politique n'est pas majeur, ce qui n'amène pas le gouvernement à intervenir pour renforcer la KMC. Aussi, la restructuration de la filière tend à officialiser les réseaux informels d'approvisionnement urbain.

A travers les contradictions de la nationalisation et de son détournement à des fins politiques se pose alors le problème de la représentation des producteurs.

- La filière maïs, au centre de la question alimentaire ?

Bryceson (1993) résume l'importance de la question de la sécurité alimentaire dans ces termes : « *Traditionally, food security of the tribal community was the main criterium for judging the effectiveness of leadership. Food shortages were the most frequent grounds for contending faction seize power [...]. Although the days of small tribal communities have been superseded, a subsistence ethic continues to influence the national policy. Food supply is not an individual threat, it is a social threat, a threat to the household, to the community and ultimately to the state* »⁴⁴⁵.

On ne peut effectivement pas ignorer les considérations humanitaires qui soutiennent la transformation des systèmes de production locaux et l'amélioration des rendements, mais c'est aussi une question politique qui, à certains égards, peut interférer de manière contradictoire.

Ainsi, sous la colonisation, les objectifs de l'administration locale sont de résoudre le déficit agricole et de trouver une source d'approvisionnement pour ses fonctionnaires et ses salariés : il s'agit d'atteindre l'indépendance alimentaire du district. A plus long terme, le dégagement de surplus agricoles introduits dans les réseaux commerciaux qu'elle gère, doit permettre la constitution d'un stock en prévision d'une éventuelle famine et l'apport de ressources fiscales, à travers un système de taxes sur les productions exportées en dehors du district : il s'agit d'atteindre une indépendance financière.

L'introduction du maïs correspond à ce double objectif, cassant la dichotomie entre cultures de rente et cultures vivrières. Il répond à la fois à la sécurisation alimentaire et au développement de réseaux commerciaux contrôlés. Les réseaux

⁴⁴⁵ Bryceson, 1993, p. 4 : « *Traditionnellement, la sécurité alimentaire de la communauté était le principal critère pour juger de l'efficacité des chefs politiques[...] Le déficit alimentaire était la principale raison menant un groupe à prendre le pouvoir. Bien que les jours des petites communautés tribales soient révolus, la notion de subsistance continue d'influencer les politiques nationales. L'approvisionnement alimentaire n'est pas une menace individuelle, c'est une menace sociale, une menace pour le ménage, pour la communauté, et finalement pour l'Etat* ».

d'échanges locaux étant particulièrement difficiles à capter, l'administration coloniale les interdit pour les remplacer par des réseaux commerciaux étroitement contrôlés par un système de licences⁴⁴⁶ et susceptibles de diffuser des produits manufacturés -fortement taxés- : le but étant de créer une dépendance et de motiver les paysans à produire pour le marché ; les cultivateurs sont censés vendre leurs productions à des marchands autorisés qui proposent en retour des produits manufacturés ; l'argent de la vente des céréales est alors converti en produits manufacturés et en taxes.

A l'échelle nationale, la question de la sécurité alimentaire suit à peu près la même logique avec un contrôle très actif de l'Etat central. Mais au lieu d'envisager la sécurité alimentaire nationale sous l'angle de l'indépendance alimentaire de chaque district, l'Etat prévoit une gestion centralisée et une spécialisation par région⁴⁴⁷.

Il place l'agriculture des colons au cœur de son schéma de sécurité alimentaire national, en argumentant que leurs productions sont vitales pour la colonie (ce qui justifie alors les subventions qui leur sont accordées). Parallèlement, il instaure des mesures de protection contre les producteurs africains susceptibles de concurrencer les fermiers européens (rejetant de ce fait les demandes d'indépendance alimentaire et financière des districts).

Les effets critiques de ces mesures apparaissent alors que la crise de 1929 touche l'Europe et ses colonies. Au Kenya, les colons recherchent tous les débouchés possibles, en Europe, mais aussi en Ouganda et en Tanzanie où ils menacent les débouchés commerciaux des colons de ces deniers pays. Finalement, c'est vers les réserves africaines que les productions européennes s'orientent : l'Etat central demande à l'administration locale d'acheter aux producteurs européens, plutôt qu'aux africains ; il s'agit de maintenir les Européens dans leur position économique dominante, au nom des intérêts coloniaux, et en dépit de la volonté d'intégrer les Africains dans une filière commerciale.

⁴⁴⁶ Pour certains, il s'agit de paternalisme à l'égard du monde paysan et contre les commerçants. Il est vrai que l'administration coloniale chargée de développer les réseaux commerciaux locaux s'est toujours évertuée à imposer des restrictions aux commerces locaux ayant déjà une certaine autonomie.

⁴⁴⁷ Dans un souci de complémentarité et de gestion rationnelle : districts d'agriculture de rente (café, thé), districts d'agriculture vivrière (maïs et blé), et districts pastoraux (pour la viande).

- Une filière verticale sous le contrôle du *National Cereal and Produce Board* (NCPB)

A l'indépendance, l'Etat est conscient que le risque de pénurie alimentaire ne peut être réduit aux seuls facteurs d'insuffisance ou d'absence de production agricole ; c'est pourquoi, il agit concomitamment sur l'augmentation des rendements et sur l'organisation de la commercialisation (réseaux, transport, marchés et centres de collecte). L'explosion démographique des principaux centres urbains soulève la question du ravitaillement des villes et appelle de la part des pouvoirs publics des politiques de prix favorables aux consommateurs. Cependant, la majorité des citoyens du nouvel Etat sont aussi, et surtout, des paysans soucieux des prix auxquels leurs productions sont achetées.

Pour mener à bien les trois objectifs définis -la sécurité alimentaire nationale, la gestion de la distribution entre régions excédentaires et régions déficitaires et la stabilisation des prix- l'Etat crée d'abord deux bureaux para-étatiques respectivement chargés de la commercialisation du blé et du maïs⁴⁴⁸ (le *wheat Board* et le *Maize and Produce Board*), qui sont ensuite fusionnés en 1979 pour constituer le *National Cereal and Produce Board* (NCPB).

Le rôle principal du NCPB est d'acheter les céréales produites au Kenya, d'en gérer la commercialisation et de constituer des stocks en prévision des famines⁴⁴⁹. Il intervient ainsi à tous les niveaux de la filière du producteur au consommateur. En clair, il rationalise le marché, à travers le principe d'une seule chaîne de commercialisation qui doit permettre de simplifier et de contrôler les transactions⁴⁵⁰ : ce qui signifie l'élimination de la plupart des commerçants

⁴⁴⁸ Le maïs est l'ingrédient de base de l'*ugali*, qui constitue le plat de base de la grande majorité des kenyans. Le gouvernement reconnaît le blé comme production céréalière d'utilité publique. Le millet ne fait l'objet d'aucune considération particulière.

⁴⁴⁹ En 1979, le NCPB commercialise 30% de la production nationale -60% étant gardés par les familles pour leur propre subsistance, 10% étant commercialisés par le secteur privé- (Ikiara, 1995, p. 32).

⁴⁵⁰ Bryceson, 1993, p. 68 : « *The Market rationalisation was pursued through the principle of single channel marketing. [...] It was felt that the marketing chain would be simplified* ». [« La rationalisation du

itinérants⁴⁵¹. Il fixe un prix minimum à tous les stades de la filière, définissant ainsi les marges de profit sur les farines vendues par les grossistes et les détaillants en fonction des coûts de structures des meuniers. Ces derniers acquièrent alors un rôle dominant ; d'autant plus que les mouvements des grains vers les villes et entre les districts sont strictement surveillés et que les réserves sont constituées à proximité des moulins. Finalement, le marché se resserre sur quelques personnages, souvent liés au milieu politique.

Ainsi, l'intervention de l'Etat, à travers le NCPB, permet vraisemblablement de gommer les inégalités et les disparités régionales quant à l'approvisionnement et la distribution en céréales. B. Charlery évoque une « *filière linéaire et verticale, moyen de contrôle social et politique à travers les relations de clientèle et la solidarité ethnique* », qui « *intégrait l'espace de production, auquel, bien qu'il fut hétérogène elle conférerait une relative unité*⁴⁵² ».

Mais peut-on pour autant parler d'intégration des producteurs, lorsque ceux-ci sont écartés du marché ? L'Etat a le monopole de l'achat au producteur et de la vente aux meuniers, « *les paysans sont très peu représentés dans les structures de la filière, dans la mesure où ils sont cantonnés dans le rôle de simples producteurs*⁴⁵³ ».

Cette remarque s'applique tout à fait à la situation des cultivateurs de l'arrière pays pokot, qui n'ont commencé à adopter réellement la culture du maïs que dans les années 1970, suite à la multiplication des places commerciales et à l'extension du réseau routier par l'Etat central à travers le *Special Rural Development Programme* et le *Minor Road Programme*. La participation des Pokot à l'économie de marché *via* la filière nationalisée est donc loin d'être acquise (Dietz, 1987).

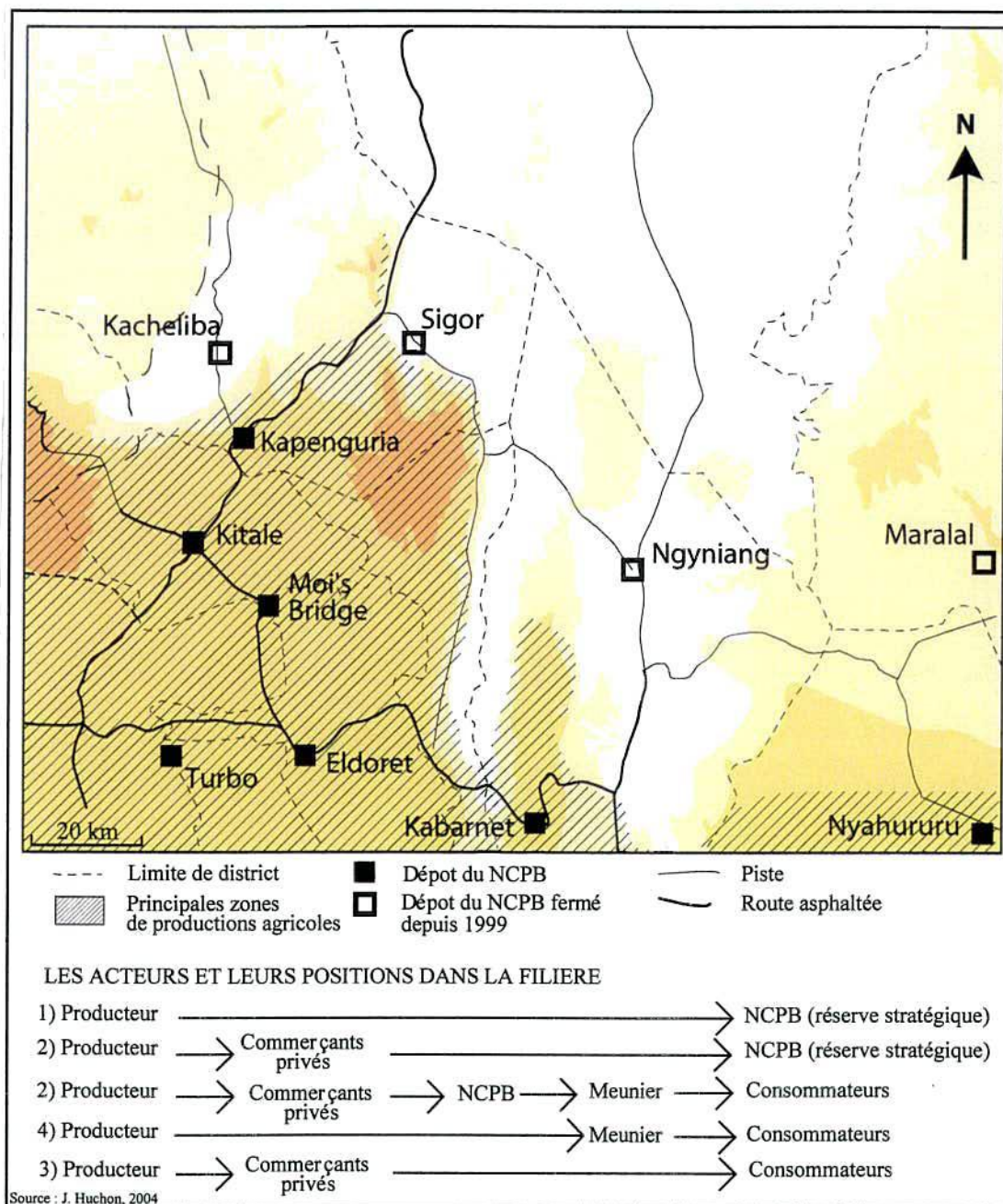
marché était conçue à travers le principe d'une seule chaîne [...]. On pensait alors que la filière en serait simplifiée »].

⁴⁵¹ Considérés « incontrôlables », sans logiques économiques rationnelles et responsables de la fluctuation des prix.

⁴⁵² Charlery, 2003, p. 129.

⁴⁵³ Nous avons repris ici une remarque de L. Uwizeyimana (2003, p. 285) à propos des producteurs de café de l'Ouest du Cameroun, qui semble aussi valable dans le contexte de la filière maïs au Kenya.

Illustration no. 35. Voies et acteurs du commerce du maïs dans le district de West-Pokot



- **Usure du système, corruption et détournement politique du NCPB**

Si la nationalisation a pour effet de rectifier certains déséquilibres régionaux, sa gestion exige de forts investissements dans les transports, le stockage et le personnel administratif ; elle s'appuie, par ailleurs, sur l'ethnisme et le clientélisme politique : loin de représenter les petits producteurs locaux, la structure para-étatique sert surtout les intérêts de quelques grands personnages.

Le NCPB est constamment en déficit : durant les périodes de surproduction, alors que les prix à la consommation restent stables, les prix à la production sont surestimés pour éviter que les producteurs ne se détournent de la céréaliculture ; durant les périodes de disette, le NCPB doit assurer une aide alimentaire gratuite aux populations touchées.

Or, les crises alimentaires coïncident incidemment avec des crises économiques mondiales. La crise de 1979-1984, par exemple, a pour effet une baisse des recettes d'exportations de l'Etat⁴⁵⁴, qui se conjugue avec la hausse des prix du pétrole. Le principe même des restrictions de transports coûte alors relativement cher pour ce système sur-centralisé, qui doit justement assurer la distribution de rations alimentaires gratuites sur la moitié de son territoire : seuls les camions du NCPB sont autorisés à circuler -sous escorte- des dépôts de stockage jusqu'aux centres urbains où sont situés les moulins, puis des moulins jusqu'aux zones de consommation.

Les difficultés de communication entre les dépôts éparpillés sur la quasi-totalité du territoire national, et entre les divers services (suivi des stocks,

⁴⁵⁴ Meilink, 1999, p. 45 : « *External shocks in the 1970s included the two oil crises, the recession and tariff protection in the industrialized western countries, the terms of trade deterioration, the higher interest rates and an overall diminished demand for Africa's traditional exports on the world markets. These events gave rise to a rapid worsening of the balance of payment position in a great number of African countries at the beginning of the 1980s* ». [« *Les chocs externes des années 1970 incluaient les deux crises pétrolières, la récession et le protectionnisme dans les pays industrialisés occidentaux, la détérioration des termes de l'échange, les plus hauts taux d'intérêt et une diminution généralisée de la demande pour les productions africaines traditionnellement exportées sur le marché mondial. Ces événements ont rapidement mené à empirer la position de la balance des paiements dans un grand nombre de pays africains au début des années 1980* ».]

transport, et activités d'achats et de ventes) s'ajoutent aux problèmes conjoncturels. On aboutit, ainsi, rapidement à un manque de supervision et à une augmentation de la corruption au sein même de l'entreprise d'Etat.

La décentralisation des structures du NCPB aurait vraisemblablement mené à une augmentation du personnel administratif déjà relativement important, aussi envisage-t-on de confier la gestion des dépôts situés dans les grandes zones de production à des associations de producteurs, tels que la *Kenya National Farmer Union* (KNFU) ou la *Kenya Farmer Association* (KFA). Cependant, à l'arrivée du Président Moi en 1979, ces syndicats sont soupçonnés d'être des associations ethniques usant de leurs services et de leur ascendant sur les producteurs pour se placer sur la scène politique. Le simple fait qu'ils détiennent les dépôts de Trans-Nzoïa, un district qui fournit effectivement près de 25% de la production totale du pays, les rend suspects aux yeux du Président Moi, victime d'un coup d'Etat en 1981. Avec le retrait de la gestion des dépôts, sans subvention, ces associations perdent leur influence et leur capacité à représenter les intérêts des petits producteurs.

Bryceson (1993) explique qu'en Tanzanie, le milieu politique local a tendance à exercer son influence sur le MNC, l'équivalent du NCPB. Au Kenya, le caractère centralisé du NCPB est accentué par le Président Moi qui multiplie le nombre de dépôts dans tout le pays pour y positionner de fidèles administrateurs : en 1987, le NCPB compte soixante dépôts et 600 centres d'achat. Ainsi, seuls les politiciens occupant une position au gouvernement central peuvent avoir un certain pouvoir sur la filière locale. Par exemple, ils peuvent anticiper les décisions du NCPB en matière de gestion des stocks et des prix à la production, puis spéculer pour revendre leur production au meilleur prix. Sous la période Moi, l'agro-business devient la chasse gardée des politiciens au pouvoir : bon nombre sont propriétaires d'importantes fermes dans les districts de Trans-Nzoïa, Uasin Gishu, Nakuru ou de Narok. Pour beaucoup, investir dans le district de Trans-Nzoïa en particulier, symbolise à la fois réussite sociale, économique et politique : il est encore possible de s'y tailler une propriété de plusieurs dizaines d'hectares et la montée en puissance de l'agro-business en fait une région sur laquelle

l'investissement est particulièrement rentable⁴⁵⁵ ; les densités de population élevées et la diversité des représentations ethniques en font une circonscription électorale convoitée (les élus de Trans-Nzoïa appartiennent effectivement à l'opposition gouvernementale).

2. Libéraliser sans représenter les producteurs : l'exemple de la filière maïs

A la fin des années 1980, la production céréalière semble suffire pour assurer l'autosuffisance alimentaire du Kenya. Le contrôle strict de la filière n'est donc plus une nécessité stratégique. C'est dans ce contexte de prospérité qu'est progressivement mise en place la politique de libéralisation de la filière céréale⁴⁵⁶.

Les premières étapes vont accélérer un processus déjà en cours et illustré par la participation de plus en plus marquée des producteurs à l'économie de marché. Mais, après la fermeture momentanée des dépôts du NCPB en 2001, les producteurs prennent alors conscience de leur position marginale. Le marché est instable, dépendant des aléas de la production nationale et des prix mondiaux, sur lesquels les stratégies locales sont inefficaces et les représentants nationaux (membres du Parlement et autres politiciens) n'ont que très peu de marge de manœuvre.

⁴⁵⁵ Ainsi, B. Charlery (2003, p. 127) résume le système de gestion nationalisé comme suit : « De nombreuses raisons économiques et sociales ont pu justifier ce contrôle étroit des filières, par lesquels cependant s'est constitué tout un système de clientélisme permettant aux élites à la fois de s'enrichir et d'entretenir la base de leur pouvoir politique aux niveaux local et national. [...] Comme l'écrivent Ikiari et alii (1995, p. 63) à propos de la filière céréalière : l'intérêt politique relativement important porté aux céréales dans le pays est ainsi le reflet non seulement de la nature stratégique de cultures telles que le maïs ou le blé dans l'approvisionnement vivrier national, mais aussi de l'importance dans le système politique de certains acteurs impliqués dans le commerce et la production ».

⁴⁵⁶ Meilink, 1999, p. 44 : « The term of liberalized conveys a positive message. It suggests that a market freed from the government intervention and regulation performs better ! In the literature the term liberalization refers to the relaxation of regulatory controls on private marketing, whereas privatization implies a withdrawal of state agencies from pricing and marketing (Jayne & Jones, 1997, p. 1505) ». [Le terme libéralisé porte un message positif. Il suggère qu'un marché libre de l'intervention du gouvernement est plus efficace ! Dans la littérature le terme de libéralisation se réfère à l'assouplissement des mesures de contrôle sur le marché privé, alors que la privatisation implique le retrait des agences étatiques des prix et du marché »].

a. Les premières étapes de la libéralisation : le développement du commerce local

La question de la libéralisation de la filière céréale se pose nettement au milieu des années 1980 sous l'impulsion du Fonds Monétaire International (FMI), et alors que le gouvernement Moi n'y est initialement pas disposé⁴⁵⁷. Selon lui, l'absence de contrôle raisonné de la part de l'Etat sur ce secteur stratégique ne peut que mener les plus pauvres à la famine, tant la libéralisation expose les producteurs et les consommateurs aux pratiques « prédatrices » des commerçants⁴⁵⁸.

Quoi qu'il en soit, sous la pression du FMI, un groupe de discussion, le *Cereals Sector Reform Program* (CSRP), est mis en place par le gouvernement en 1987⁴⁵⁹. Les débats portent sur l'arrêt du contrôle des mouvements du maïs, sur la dérégulation du prix des farines et sur la libéralisation des marchés intérieurs et extérieurs. Le processus engagé par le CSRP doit aboutir à une réduction des subventions publiques accordées au NCPB : ce dernier doit abandonner son monopole d'achat et de ventes de céréales pour concentrer son activité sur la maintenance des réserves céréalières stratégiques⁴⁶⁰. A terme, ces réformes ont pour objectifs d'accroître la participation du secteur privé.

⁴⁵⁷ Ikiara, 1995, p. 31 : « *The chain is extremely important to the Kenya government both since it is the main channel for the country's food supplies and because it has apparently become increasingly central to the national political patronage system since the death of President Kenyatta* ». [« La filière céréale est extrêmement importante pour le gouvernement kenyan, à la fois parce qu'elle est la principale filière alimentaire du pays et parce qu'elle est apparemment devenue de plus en plus au centre du système du clientélisme politique depuis la mort du Président Kenyatta »].

⁴⁵⁸ Suivant la position du gouvernement, les commerçants n'existent d'ailleurs pas, puisqu'il estime que les trente années de gestion publique de la filière n'ont pas permis le développement d'un quelconque embryon de secteur privé. En d'autre terme, il reconnaît l'existence du secteur informel, dont il est lui-même un des principaux protagonistes, mais le nie face aux exigences du FMI.

⁴⁵⁹ L'obtention de nouveaux prêts est conditionnée par la libéralisation de la filière.

⁴⁶⁰ Il n'est toutefois pas question d'un abandon des activités commerciales du NCPB. Il s'agit plutôt de faire baisser les coûts de commercialisation de la structure étatique et de simplifier la filière. La libéralisation est aussi susceptible de mener à de meilleurs prix aux producteurs et une

La première phase, de 1994 à 1996, est une réforme partielle des laissez-passer pour un nombre limité de commerçants privés opérant entre les différents districts⁴⁶¹.

Les meuniers l'accueillent avec enthousiasme. Ils voient leur capacité augmenter et leurs coûts diminuer : ils pensent pouvoir désormais importer de l'étranger (de l'Afrique du Sud notamment) et surtout s'approvisionner directement chez les producteurs, évitant ainsi les coûts de fonctionnement du NCPB. En fait, l'importation n'est que peu intéressante, alors que le shilling kenyan est déprécié en 1993 et que l'Etat impose des taxes sur les importations de 25 à 35 % plus élevées qu'avant la libéralisation du marché. Se fournir auprès des producteurs kenyans reste donc toujours plus avantageux ; notamment auprès des grands fermiers, organisés et représentés par la *Cereal Growers Association* (CGA) ou la *Kenya Grain Growers Cooperative Union* (KGGCU) -des groupes de pression dont certains membres siègent à la tête du gouvernement de l'époque. En réalité, les meuniers restent encore très dépendants du NCPB. D'abord en ce qui concerne l'accès aux productions des petits cultivateurs, plutôt fidèles à la structure para-étatique et qui pensent que vendre au NCPB revient à soutenir le gouvernement Moi⁴⁶². Ensuite, les prêts accordés par la *Kenya Grain Growers Cooperative Union* (KGGCU) aux producteurs de moyenne importance imposent de vendre à travers la structure étatique du NCPB. Par ailleurs, le NCPB continue de maintenir des prix relativement élevés, grâce aux subventions accordées par l'Etat pour la gestion d'une réserve en cas de famine, et contraint le secteur privé à s'aligner sur ces prix.

La baisse, bien que réelle, est donc moins catastrophique que le gouvernement kenyan ne l'avait laissé envisager : en 1991, le prix moyen du sac de 90 Kg de maïs atteint 1 900 Ksh ; il se situe autour de 1 700 Ksh en 1996, soit une baisse de 10%.

En fait, cette première étape de libéralisation a surtout pour effet de réduire la différence entre les prix à la consommation dans les régions déficitaires et les prix

hausse de la production, tout en faisant baisser les prix aux consommateurs (à propos des arguments pour la libéralisation voir Meilink, 1995, p. 46).

⁴⁶¹ Bien que la libéralisation ait été lancée une première fois en 1992, le gouvernement arrête la réforme quelques mois après à cause de la sécheresse et de la famine qui guettent le pays. Le Président Moi annonce finalement la libéralisation complète de la filière céréale en décembre 1993.

⁴⁶² Les grandes zones de productions sont situées dans les zones pro-gouvernementales (Ikiara, 1995, p. 50).

d'achat dans les régions de surplus⁴⁶³. Alors que les commerçants privés étaient jusqu'alors autorisés à transporter sans permis deux sacs entre districts, ce dernier montant s'élève à quarante-quatre sacs en 1991 et à quatre-vingt-huit en 1992. Achetant dans les zones excédentaires de Kitale, Eldoret ou Nakuru pour revendre dans les zones déficitaires du Nord Kenya ou du pays Maasaï par exemple, ils ont une capacité de transport plus efficace que celle du NCPB et peuvent ainsi réduire leurs marges de profit pour concurrencer ce dernier⁴⁶⁴.

La deuxième phase concerne la libéralisation totale des mouvements pour tous les commerçants et les particuliers. Elle conduit à la multiplication du nombre d'acteurs commerciaux dans la filière, notamment au niveau local (contrairement à la première phase qui favorisait le commerce inter districts). Des centres de stockage apparaissent le long de toutes les routes du pays, rassemblant les productions au moment des récoltes, puis attendant que d'autres commerçants, évoluant à une échelle supérieure, viennent s'en saisir. Les petits commerçants locaux sont d'autant plus assurés de vendre à bon prix, qu'ils peuvent faire jouer la concurrence et ont toujours la possibilité de se rendre directement aux dépôts du NCPB (qui reste dans une position dominante du fait de sa large couverture territoriale). Ainsi, les prix à la consommation n'évoluent guère et restent relativement bas, alors que les prix de vente des producteurs ont tendance à augmenter sous l'effet de la concurrence des commerçants privés et du maintien de prix minimum par le NCPB.

A la troisième étape, le NCPB s'efface pour n'occuper qu'un rôle négligeable dans la commercialisation (Nyoro & Nguyo, 1997) : les dépôts les moins rentables sont abandonnés. Les petits commerçants locaux voient leurs marges de profit

⁴⁶³ Nyoro, Nguyo, 1997, p. 17 : « *The spatial price spreads between surplus and deficit regions of the country have declined, reflecting the fact that prices in the deficit consumer areas have generally declined more than those in the surplus areas during the current liberalisation period* ». [« Les différences de prix entre les régions déficitaires et les régions excédentaires sont réduites, reflétant le fait que dans les régions de consommations déficitaires les prix ont généralement subi une diminution plus importante que dans les régions de surplus durant la période actuelle de libéralisation »].

⁴⁶⁴ A propos de la Tanzanie, Bryceson remarque que depuis la libéralisation les marges de profit sont plus importantes pour les commerçants itinérants et pour les grossistes que pour les épiciers. Pour notre part, nous avons surtout observé que les revenus des épiciers étaient réalisés sur les produits manufacturés. Le petit commerce du maïs est un moyen d'attirer une clientèle, plutôt qu'une activité rentable en soi.

diminuer face aux commerçants plus importants qui profitent de l'absence du NCPB et achètent les stocks à des prix relativement faibles. A l'inverse, les grands producteurs dont les fermes sont généralement sur les anciennes terres blanches et les terres les plus productrices possèdent leurs propres véhicules et ont la capacité d'aller vendre au NCPB.

b. La crise de 2001 : la chute des prix au producteur, un effet de la libéralisation ?

Au terme du processus de libéralisation, le NCPB devient *a priori* un acteur commercial parmi d'autres ; il est cependant difficile de le considérer comme les autres : après quarante ans de monopole, l'implantation géographique de ses structures d'achat et de stockage couvrent la totalité du territoire national, et son rôle auprès des producteurs/ électeurs (désormais très impliqués dans la commercialisation de leurs produits) en fait un organe autant économique que politique.

La chute soudaine des prix aux producteurs en septembre 2001, interprétée timidement par les bailleurs de fonds comme étant une conséquence des aléas climatiques⁴⁶⁵, stigmatise en fait la difficile transition vers la libéralisation. Dans les rangs des producteurs, on évoque la mauvaise gestion de l'Etat, les importations des meuniers, la concurrence de l'aide du Programme Alimentaire Mondial (PAM), les effets néfastes de la mondialisation. Chacun y va de son explication dans un contexte de faibles représentations et informations des producteurs.

⁴⁶⁵ Une surproduction principalement due aux fortes pluies cette année-là.

Tableau n°10: La chute des prix de gros moyens du maïs dans les quatre principaux centres urbains, août 2000/octobre 2001 (shillings kenyans par sac de 90Kg)

VILLE	PRIX DU MAIS (en Ksh/ Sac)		
	Août 2000	Août 2001	Octobre 2001
Nairobi	1700	1600	900
Nakuru	1650	1000	700
Kitale/ Eldoret	1600	900	400

Encadré no. 9.: La chute des prix du maïs en 2001

En juin 2001, le NCPB maintient des prix relativement conformes à ceux de la saison⁴⁶⁶. Mais contre toute attente, on assiste à une chute brutale des prix à la fin du mois d'août 2001⁴⁶⁷. Selon le ministre de l'agriculture, la raison en est aux pluies « miraculeuses » et des récoltes prometteuses atteignant près de 10 millions de sacs pour le Nord Rift (dont 3 millions pour le seul district de Trans-Nzoïa⁴⁶⁸).

Un mois plus tard, alors que les récoltes débutent, le gouvernement ferme les dépôts du NCPB⁴⁶⁹. Les producteurs n'ont alors plus d'autres alternatives que de s'en remettre au secteur privé, qui propose un prix de 400 Ksh/sac, ou bien de stocker, lorsqu'ils en ont la possibilité.

Des centaines de camions stationnent à proximité des dépôts fermés du NCPB. Les rumeurs courent : des tonnes de maïs seraient importées d'Ouganda et d'autres pays de la COMESA (*Common Market for Eastern and Southern Africa*). Les journalistes décèlent une augmentation des

⁴⁶⁶ Autour de 1 300 Ksh/sac à Nairobi en juin 2001, jusqu'à atteindre 1 600 Ksh/sac en juillet.

⁴⁶⁷ Les prix passent de 1 300 à 850 Ksh/sac. A titre de comparaison, en 2000, à la même période, le prix du sac était de 1 250 Ksh/sac à Kitale.

⁴⁶⁸ *No Maize import says Godana*. Daily Nation, 16 août 2001, p. 15. La presse intègre les grandes régions céréalières de Nakuru, Eldama Ravine, Uasin-Guishu et Trans-Nzoïa dans le « Nord Rift » qui correspond à la partie Nord de la province administrative de la Rift Valley.

⁴⁶⁹ Les réserves de sécurité s'élèvent déjà à quelque 3 millions de sacs. Le gouvernement, par la même occasion, justifie cette décision par le refus du FMI d'accorder des fonds au Kenya après le rejet de l'*Anti Corruption and Economic Crime Amendment* par le Parlement. [*Maize farmers likely to incur huge losses*. 8 septembre 2001, East African, p3].

importations dans le port de Mombassa⁴⁷⁰. Le ministre dément, il ne craint pas un déficit de production cette année et n'envisage pas d'importer. Pourtant, l'aide alimentaire du PAM (Programme Alimentaire Mondial) est distribuée depuis un an et demi dans les districts de West-Pokot et de Turkana ; et certains rappellent que cette aide vient des USA : « *The WFP should not import maize for distribution to hungry families and school feeding programme, farmers in the North Rift have no market for their produce* »⁴⁷¹. Importation par les meuniers et aide alimentaire gratuite du PAM, fermeture des dépôts du NCPB et libéralisation du marché, les paysans de Trans-Nzoïa ou de West-Pokot sont confrontés aux rouages de l'internationalisation et regrettent leur manque à gagner.

Après quatre mois, en janvier 2002, la crise rentre dans une nouvelle phase : le gouvernement annonce qu'il compte acheter à des prix compétitifs *via* le NCPB pour inciter les exploitants à améliorer les rendements et la qualité de leurs productions. Le NCPB ouvre finalement quelques-uns de ses plus grands dépôts, dont celui de Kitale⁴⁷². Les prix proposés évoluent entre 990 et 1 060 ksh/sac⁴⁷³. Les conditions de ventes sont cependant, et pour la première fois, particulièrement rigides en terme d'exigence de qualité⁴⁷⁴. Le NCPB invoque l'application des normes internationales⁴⁷⁵, mais ces conditions semblent surtout avantager les exploitants les plus importants. Ils peuvent réduire leurs coûts de production et ont des moyens de stockage adaptés aux normes de qualité demandées. Pour les autres, la majorité des petits exploitants, les estimations du coût de production s'élèvent entre 900 et 1 150 ksh/sac, et les pluies de septembre 2001 ont souvent empêché le séchage des graines dans de bonnes conditions.

Dans l'impasse, les paysans se ruent quand même à l'entrée des dépôts et attendent pendant plusieurs jours que l'on veuille bien leur acheter leur production. En l'espace d'une dizaine de jours, le NCPB achète ainsi 250 000 sacs de maïs⁴⁷⁶. Les paysans dont les sacs sont refusés revendent aux intermédiaires au prix moyen de 400 Ksh. Ceux qui le peuvent préfèrent stocker ; même si beaucoup ont déjà constitué des réserves en 2001 (comptant sur la hausse des prix estivaux).

⁴⁷⁰ Le marché du maïs serait d'autre part inondé par des importations d'Ouganda [*Farmers threat to burn stores*. 28 septembre 2001, *Daily Nation*]. Des commerçants locaux attendraient 27 000 tonnes de blé [*Maize farmers likely to incur huge losses*. 8 septembre 2001, *East African*, p3].

⁴⁷¹ *Buy local maize, UN agency told*. 28 septembre, *Daily Nation* : « *le Programme Alimentaire Mondial (PAM) ne devrait pas importer de maïs et le distribuer aux familles affamées et aux écoles, alors que les agriculteurs du Nord Rift n'ont pas de débouchés pour leur production* ».

⁴⁷² On notera que les premiers dépôts qui ouvrent leurs portes sont situés dans les régions supportant le gouvernement d'alors. Le premier dépôt fut par exemple celui de Moi's Bridge dans le district de Uasin Guisu. Les dépôts de Laikipia et de Nyahururu ouvrent le 19 janvier 2002 alors que ceux de Nanyuki et de Ol Kalau sont encore fermés.

⁴⁷³ Ce qui correspond en théorie à la tendance du marché mondial.

⁴⁷⁴ Le maïs proposé ne doit pas dépasser 13,5% d'humidité, les sacs ne doivent pas comprendre plus de 1% d'impureté, 1% de graines cassées, 2% de graines pourries ou décolorées

⁴⁷⁵ D'après l'officier en charge des affaires agricoles du district de West-Pokot, les conditions demandées par le NCPB sont à peine plus sévères que les normes internationales qui restent inaccessibles à la plupart des paysans.

⁴⁷⁶ Entre le 2 et le 14 janvier 2002. [*Board Buys 250 000 maize bags*. 14 janvier, *Daily Nation*, p15].

Cette baisse brutale des prix est une crise de transition. La diminution des coûts de production semble la meilleure façon de s'adapter à l'environnement libéralisé. Sur ce point, les organisations professionnelles comme la *Cereal Growers Association* (CGA), la *Kenya National Farmer Union* (KNFU), ou la *Agricultural Finance Corporation* (AFC) ont un rôle à jouer pour appuyer les paysans ; par exemple, négocier les prix des fertilisants⁴⁷⁷, diffuser les nouvelles technologies et soutenir des programmes de formation ; enfin, elles peuvent servir de liens entre les exploitants, les banques et les entreprises de stockage, voire gérer leurs propres centres de stockage comme c'était le cas dans les années 1970. Mais en tant que représentantes des petits exploitants, ces associations risqueraient de menacer le milieu politique local⁴⁷⁸.

La libéralisation ne pose donc pas seulement le problème de la dénationalisation et de la fin des monopoles d'Etat, ou encore les relations entre secteur public (NCPB) et secteur privé mené par les meuniers, les grands commerçants et les transporteurs ; elle pose aussi celui de la représentation et de l'identification des petits producteurs.

Si l'on en croit les divers rapports des bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale), ces derniers constitueraient une classe plutôt homogène. Or, le retrait de l'Etat comme acteur central de la filière soulève deux questions : l'une tient aux inégalités entre producteurs (liées notamment à l'évolution de la couverture des réseaux commerciaux nationaux), l'autre est relative à la distinction entre paysans et petits commerçants. Alors que l'Etat disposait de dépôts et de centres de collecte disséminés un peu partout sur le territoire national, seuls les centres les plus importants des régions excédentaires sont encore actifs ; ailleurs, les producteurs n'ont plus d'autres solutions que de passer par le secteur privé qui

⁴⁷⁷ La libéralisation des importations et de la distribution des fertilisants a lieu en 1991.

⁴⁷⁸ Une menace contre les politiciens locaux, dans le sens où elles remettent en cause leur rôle et leur capacité à répondre aux souhaits de développement (« *to bring development* »). Kanyinga, 1996, p. 70 : « *because of the centrality of ethnicity to the identity of national political coalition and the tendency for particular coalitions to monopolise « development » at the expense of other, « ability to bring development » was mostly perceived as an overall outcome of candidate's and for party's central qualities* ». [« Avec l'éthnicité au centre de l'identité des coalitions politiques nationales et de la tendance qu'ont certaines coalitions à monopoliser le développement aux dépens d'autres, la capacité à promouvoir le

propose des prix moins élevés. Les inégalités sont aussi importantes entre régions aisément accessibles aux acteurs du secteur privé et régions plus enclavées. Au moment des récoltes, en saison des pluies, les producteurs des vallées montagnardes des Sekerr Hills (district de West-Pokot), par exemple, sont contraints de faire appel à des intermédiaires locaux pour commercialiser leurs productions auprès d'autres commerçants plus importants : la multiplication des intermédiaires est alors loin d'être favorable en matière de prix aux producteurs.

Un des objectifs de la libéralisation est de réduire le prix au consommateur. Peu de considération a été apportée aux petits producteurs qui sont supposés produire suffisamment pour leur propre consommation ; pris comme une classe homogène, ils n'ont pas de représentants sur la scène nationale et ne disposent d'aucune information préalable sur les conditions et les impacts de la mise en place des réformes qui les touchent.

L'évolution des prix aux producteurs constitue un des principaux nœuds d'intégration des zones périphériques ; en retour, le manque de connaissance sur les variabilités saisonnière et régionale des prix sur le marché local est un problème clairement identifié : un producteur pouvait plus ou moins prévoir les prix du marché d'une année sur l'autre et calculer la date des semailles pour récolter au moment de la hausse annuelle des prix ; de même, un commerçant pouvait prévoir son itinéraire en suivant les calendriers agricoles de chaque région. Aujourd'hui, les prix du marché ne dépendent plus uniquement de ces deux facteurs saisonniers et régionaux, mais également de facteurs extérieurs (tenant à l'Etat et le marché mondial) sur lesquels les producteurs n'ont aucune emprise.

Le problème de la restructuration de la filière céréale n'est pas très éloigné de celui posé à la filière bétail, excepté que celle-ci ne bénéficie d'aucun soutien particulier de l'Etat.

Pour faire face aux nouvelles contraintes, les populations locales ont alors bien souvent recours à des stratégies nouvelles. Dans les zones périphériques

développement était principalement perçu comme une des qualités centrales des candidats et des partis politique »].

notamment, ces stratégies sont hybrides associant le marché et ses normes, aux acquis de la tradition : le commerce local et l'échange de voisinage réapparaissent, les *posho mills* se multiplient aux dépens du NCPB et des grands meuniers, des marchés au bétail informel sont créés, la diversification se développe, de nouvelles formes territoriales tendent à se mettre en place.

B. La plaine, une périphérie en crise, entre conflit et contournement

Les conditions du marché au bétail n'ont quasiment aucun impact sur la production. Le nombre d'animaux vendus sur les places commerciales peut varier d'année en année sans qu'elles aient évolué. De même, les relations entre les ventes et les précipitations sont relativement complexes : des conditions climatiques similaires peuvent engendrer diverses réponses. Tout dépend de l'état de l'économie pastorale et de son environnement socio-économique, extrêmement variable suivant les évolutions de taille, de structure et de productivité des troupeaux, mais aussi de la performance des réseaux de relations et de l'approvisionnement en céréales⁴⁷⁹. Cette variabilité -qui détermine donc le comportement commercial des producteurs- est une des contraintes majeures qui freine l'intégration au marché.

D'autres contraintes plus structurelles, liées à la dimension nationale des débouchés commerciaux (et à l'absence de débouchés régionaux), limitent l'essor de la filière locale, la mettant dans une situation périphérique vis-à-vis du centre approvisionné par d'autres régions de production qui bénéficient de conditions

⁴⁷⁹ Les prix du marché n'influent pas directement sur le comportement des éleveurs. Ceux-ci ne se rendent sur les marchés que lorsqu'ils ont un surplus occasionnel, un besoin immédiat d'argent ou qu'une situation de sécheresse l'impose. Les périodes de vente sont d'abord déterminées par l'état de la production pastorale, puis par les besoins de la maisonnée (par exemple, lorsque les prix étaient fixés sur la demande extérieure, il n'y avait pas d'impact sur l'approvisionnement du marché). Les hauts prix offerts par le marché officiel de la KMC attireraient les troupeaux venant de loin, des autres districts, voire du Soudan, mais n'encourageaient pas forcément le marché local. Ainsi, les systèmes de commercialisation qui prônent une augmentation des prix aux producteurs sur les marchés ne suffisent pas à motiver une production plus tournée vers le marché (élevage pour la viande notamment) ; ils intéressent surtout les intermédiaires : commerçants, transporteurs.

de commercialisation bien plus efficaces (de par leur proximité relative des consommateurs). Le commerce du bétail du Nord-Ouest du Kenya étant relativement risqué sans un capital suffisant et des réseaux de relations de dimension nationale, peu de Pokot ont les moyens de s'intégrer par cette voie après les crises qui ont récemment touché la production locale.

Dans ce contexte, les producteurs recherchent d'autres opportunités économiques pour leur ascension sociale. Pour les jeunes générations disposées à s'intégrer au modèle socio-économique de l'Etat, la spécialisation dans l'élevage et le rôle intégrant de la filière bétail ne sont pas viables. Même si le marché au bétail constitue toujours la voie la plus sûre, avec la libéralisation de la filière et la main mise de « grands commerçants », le commerce du bétail ne peut plus assurer, à lui seul, l'ascension socio-économique à laquelle ils aspirent. Leur capacité d'investissement étant relativement faible, lorsqu'ils en ont la possibilité, ils privilégient alors leur intégration par l'agriculture commerciale, dont la filière mieux structurée leur offre plus de chance de réussite économique. L'agriculture étant cependant considérée comme un symbole de pauvreté, ne nécessitant pas la construction de réseaux de solidarité tournés vers le pastoralisme, l'ascension de ces individus se fait en dehors des mécanismes de cohésion sociale traditionnels. Ceux qui décident au contraire de poursuivre leur ascension suivant les normes du pastoralisme trouvent une alternative dans l'économie de conflit, celle des armes et des munitions, qui renforce leur capacité à évoluer dans une société de plus en plus caractérisée par l'insécurité.

Ces nouvelles stratégies ne sont pas sans effet sur les formes d'accession au pouvoir local. Economie de marché et économie de conflit sont utilisées dans la perspective d'une ascension sociale passant outre les systèmes générationnels en vigueur. Ainsi, apparaissent des *leaders*, dont la légitimité n'est plus forcément acquise à travers les structures et les institutions traditionnelles, n'est pas non plus donnée par les instances étatiques, mais est déterminée par leur capacité à se placer entre les deux.

1. Un marché au bétail mal adapté à la production pastorale

Les problèmes d'approvisionnement des marchés aux bestiaux ne sont pas liés à un quelconque « *cattle complex* ».

La vente de chèvres aux taux de reproduction élevés est relativement courante : la quasi-totalité des éleveurs vendent un ou deux boucs par an, généralement au moment où les productions de lait sont trop faibles et qu'il est nécessaire de s'approvisionner en céréales en fin de saison sèche. Les autres besoins de la maisonnée (sucre, thé, tabac, etc.) sont assurés par la vente ponctuelle des surplus de lait en saison des pluies ou en début de saison sèche.⁴⁸⁰ Il convient à ce propos de noter qu'il n'existe que très peu de « points de dépenses » dans la plaine⁴⁸¹, ce qui nécessite de la part des éleveurs qu'ils se rendent sur les places commerciales des piémonts pour se ravitailler.

La vente de bovins, quant à elle, est surtout pratiquée lorsque le nombre d'animaux du troupeau est en quantité telle que la main d'œuvre familiale n'est plus suffisante ; ou pour assurer des dépenses importantes (frais d'hospitalisation ou achat de produits vétérinaires en quantité, éventuellement pour les revendre par la suite). Les éleveurs ne se rendent donc qu'exceptionnellement au marché pour y vendre leurs bêtes ; et cela d'autant plus que les récentes crises de la production ne permettent pas ou peu de dégager des surplus, et que les infrastructures commerciales et le rythme saisonnier de la demande ne sont pas adaptés aux temporalités de la gestion pastorale.

⁴⁸⁰. Dans les districts de Turkana ou de Baringo, les prix du lait fluctuent en fonction des saisons : ils grimpent en fin de saison sèche (alors que la production est limitée et que les producteurs ne sont pas soucieux de vendre), et baissent en saison humide (sous l'effet d'une augmentation de la production et des ventes, la production suffisant à nourrir les familles regroupées sur leur campement permanent). Ces fluctuations n'ont pas lieu dans la division de Sigor (district de West-Pokot) : la demande semble être en constante évolution, alors que les prix restent fixes (autour de 10 Ksh la gourde, l'équivalent d'un demi-litre).

⁴⁸¹ Il est d'ailleurs difficile d'envisager un développement du commerce du bétail sans justement considérer l'absence de ces « points de dépenses » (épiceries ou services vétérinaires).

a. Impact des sécheresses sur le marché au bétail : les effets de structures

L'approvisionnement du marché au bétail est d'abord fonction de la structure par âge et par sexe des troupeaux, laquelle varie dans le temps et dans l'espace... et, dans le cas exceptionnel de 1979-1984, sur des régions entières⁴⁸².

Pendant une sécheresse, les éleveurs peuvent, par exemple, investir le marché s'ils estiment qu'il est nécessaire de se dessaisir d'une part de leurs animaux pour se consacrer à la sauvegarde des autres. Après la sécheresse, les ventes ont souvent tendance à diminuer : bon nombre d'animaux a déjà été abattu pour nourrir la famille, et une autre part a été vendue ou échangée pour l'approvisionnement en céréales. Une succession de sécheresses (comme celles de 1979 à 1984) mène donc à une crise de l'approvisionnement du marché, non pas parce qu'il n'y a plus de bétail, mais parce que les troupeaux comprennent essentiellement des vaches laitières et de jeunes veaux essentiels à la survie de la maisonnée et à sa reproduction.

Tableau n°11: Synthèse des relations entre l'évolution des troupeaux et le comportement commercial des éleveurs.

	CRISE	APRES LA CRISE	5 ANS APRES
Etat du troupeau	Forte mortalité du bétail	Reconstruction des troupeaux	Dégagements des premiers surplus
Comportement du marché	Fortes ventes	Peu de ventes	Reprise des ventes

⁴⁸² A notre connaissance, il n'existe sur notre région d'étude qu'une seule analyse sur la structure des troupeaux familiaux, notamment au sujet des animaux vendables (Dyson Hudson, 1985). Concernant les éleveurs qui opèrent dans le sud du district de Turkana en 1985, elle démontre, au-delà des difficultés du terrain, l'intérêt de la démarche.

Ces fluctuations dans l'approvisionnement du marché ont une incidence importante sur l'évolution des prix. A titre d'illustration, au premier semestre 2000, alors que la sécheresse perdure, on observe une augmentation considérable des ventes malgré des prix relativement faibles (entre 1 500 et 7 000 Ksh pour un taureau et entre 200 et 600 Ksh pour un bouc). A partir du deuxième semestre, la distribution d'aide alimentaire commence dans le nord du pays. Les éleveurs n'ont alors plus besoin d'échanger leurs bêtes contre des céréales (ou de les vendre pour acheter du maïs) et cessent de vendre, entraînant une remontée des prix (jusqu'à près de 15 000 Ksh pour un taureau et 1 500 Ksh pour un bouc)⁴⁸³.

b. Des calendriers de production et de consommation décalés

L'économie pastorale n'est pas forcément à même d'exploiter les prix favorables du marché. Bien sûr, les pasteurs souhaitent toujours tirer le maximum de profits de la vente de leurs animaux, comme en témoignent les longs exposés élogieux (vantant les qualités et les mérites de chaque bête ; ossature, force, résistance...), ainsi que les âpres négociations qui s'ensuivent. Ils parcourent dans ce but des distances considérables entre les divers marchés, à la recherche des meilleurs prix. Toutefois, ni le cycle des prix au cours de l'année, ni la position géographique de ces places commerciales ne jouent vraiment en leur faveur.

Généralement, les éleveurs vendent une à deux chèvres pour s'approvisionner en céréales lorsqu'ils reviennent de leurs transhumances, entre mars et juin. Le prix des caprins est alors relativement bas. Puis, l'activité des marchés est réduite jusqu'en septembre ; les animaux reprennent du poids, les vaches mettent bas et on profite de la petite saison sèche pour castrer les taureaux de 6 à 8 ans⁴⁸⁴. Les ventes reprennent peu à peu en octobre et en novembre : les bœufs castrés auparavant sont alors vendus et l'approvisionnement du marché est normalement important. C'est en décembre, à l'approche des fêtes de Noël, que les prix sont les

⁴⁸³ Les distributions d'aide alimentaire de 1997 et de 2001 eurent le même effet.

⁴⁸⁴ Il vaut mieux castrer les animaux à cette époque, lorsque l'herbe est grasse et l'air sec (afin d'éviter les infections). Les bœufs sont alors gardés pendant un à deux ans avant d'être vendus ou tués lors d'une cérémonie.

plus hauts : la forte demande se heurte à une offre limitée, car la plupart des troupeaux sont déjà partis en transhumance.

Tableau n°12: Calendrier et rapport théorique entre les activités pastorales, les ventes et les prix du marché.

Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
Transhumances			Pâturages autour des campements permanents			Castrations des taureaux sur les campements permanents			Départs en transhumances		
Peu de ventes		Ventes de chèvres				Ventes de lait			Ventes des bœufs		
Les prix sont élevés en janvier, mais s'effondrent en février.		Le prix des chèvres sont relativement bas, alors que le prix des bovins augmentent lentement.				Le prix des bovins augmente progressivement			Au mois de décembre, les bovins atteignent leur valeur maximale.		

Ce décalage est exacerbé par l'organisation spatiale des places commerciales. Les producteurs n'ont bien souvent accès qu'aux premiers marchés : Kapenguria (un marché informel situé sur la rivière Kerio), Kolloa, Kalabata, Ngyniang, Orus, Tangulbei pour le district de Baringo, et Lomut pour le district de West-Pokot. L'information sur les prix réels y circule mal et est en partie biaisée par les intermédiaires (qui cherchent à obtenir les prix les plus bas possibles pour tenter d'anticiper les fluctuations de prix du second marché). Si les seconds marchés proposent des prix plus élevés, leur emplacement répond surtout aux besoins des commerçants opérant à plus large l'échelle : ils sont en retrait des principales zones de production, au sud, sur les axes accessibles aux camions qui exportent les animaux vers les grands marchés nationaux et internationaux. Il s'agit de marchés tels que Chepareria dans le district de West-Pokot ou Loruk dans le district de Baringo, qui alimentent respectivement Eldoret, Nakuru, Nairobi et Chwele ou Nakuru et Nairobi. Des producteurs pastoraux s'y rendent, mais la concurrence est ardue et ils ne sont jamais certains de pouvoir vendre leurs

animaux dans la foulée ; ils doivent donc prévoir de les y garder pendant quelques temps (au risque de les perdre si une épizootie ou une sécheresse survient).

2. Risques et réalités du commerce du bétail dans les districts du Nord-Ouest kenyan.

Si la filière du bétail est localement importante, le nombre d'animaux exportés en dehors du district est relativement faible. Cette réalité est la conséquence, à la fois de l'épuisement de la production vendable après les récentes crises et des risques importants encourus par les commerçants locaux sur le marché national.

a. Les risques conjoncturels liés à la sécheresse et à l'insécurité en plaine

Les crises climatiques et les épizooties qui se sont abattues ces dernières années ont empêché tout essor commercial d'importance, en dépit de la libéralisation de la filière du bétail en 1992⁴⁸⁵. Déjà en 1974, 1979, 1982, 1984, les sécheresses ont considérablement amoindri le cheptel du Nord-Ouest. Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que le marché au bétail semble renaître : les ventes entament une progression jusqu'à atteindre un niveau équivalent à celui du début des années 1970 (soit une moyenne de 800 à 900 têtes de bétail par mois pour le district de West-Pokot)⁴⁸⁶.

D'après le tableau n°14, et bien que ces données soient incomplètes et à prendre avec précaution, on peut dégager quelques tendances quant à l'évolution récente des ventes dans les trois districts qui couvrent le Nord-Ouest : les districts de Turkana, de West-Pokot et de Baringo.

⁴⁸⁵ Une libéralisation entamée en 1987 et finalisée en 1992 avec l'arrêt des activités commerciales de la structure para-étatique *Livestock Marketing Division*.

⁴⁸⁶ Entretien avec le *West-Pokot District Veterinary Officer* (2001).

Tableau n°13: Exportation du bétail à partir des districts de Turkana, de West-Pokot et de Baringo.

ANNEES	BETAIL	TURKANA District (marché de Lodwar)	WEST-POKOT District (DVO de Kapenguria)	BARINGO District (marchés de Mogotio, Loruk)
1991*	Bovin	2 660	23 000	-
	Caprin	50 500	60 140	-
1992*	Bovin	1 784	24 600	12 153
	Caprin	6 944	62 350	25 000
1993*	Bovin	705	15 972	18 687
	Caprin	783	26 026	58 176
1994*	Bovin	370	18 179	37 738
	Caprin	633	25 036	82 445
1995*	Bovin	259	5 541	11 032
	Caprin	7 667	20 355	42 365
1996	Bovin	2 530**	-	-
	Caprin	17 390**	-	-
1997	Bovin	1 972**	1 637***	-
	Caprin	23 225**	9 675***	-
1998	Bovin	2 425**	4 236***	-
	Caprin	51 641**	16 124***	-
1999	Bovin	-	-	-
	Caprin	-	-	-
2000	Bovin	-	2 965***	-
	Caprin	-	585***	-

(*) Source : *District development plan 1997-2000.*(**) Source : ALRMP (1999). *Proceeding of the regional livestock marketing workshop for the western axis (Baringo, Samburu, Turkana districts).* Office of the President, Department of development coordination.

(***) Source : Entretien avec le District Veterinary Officer (DVO) de West-Pokot (25.10.01).

(-) Absence de données.

D'une manière générale, les années 1991, 1993 et 1994 sont marquées par une série de sécheresses, qui expliquent la nette augmentation des ventes à partir de 1991⁴⁸⁷, jusqu'à ce que les troupeaux s'épuisent progressivement et que le marché s'effondre dramatiquement à partir de 1994-1995.

Les fluctuations sont néanmoins très importantes entre les districts. Tandis que, de 1992 à 1994, par exemple, le district de Baringo triple ses exportations, avant que les ventes ne retombent subitement après 1994, dans le district de West-Pokot, l'année 1993 caractérise une chute des ventes (qui passent de 24 600 à 15 972 bovins et de 62 350 à 26 026 caprins). Ces différences laissent penser que les routes commerciales changent suivant les années. Les marchés de Baringo ont-ils accueilli en 1994 des troupeaux venant de West-Pokot à cause d'une mise sous quarantaine du district de West-Pokot (ou de tout autre événement poussant les éleveurs de West-Pokot sur les pâturages de Baringo) ?

En 1997, la sécheresse s'abat une nouvelle fois sur le Nord-Ouest du Kenya. Une grande majorité des troupeaux bovins des districts de West-Pokot et de Turkana est envoyée vers les pâturages ougandais. En résulte une baisse des ventes annuelles : cette année-là (1 637 têtes de bétail seulement sont exportées hors du district de West-Pokot vers le marché national kenyan)⁴⁸⁸. On peut noter une augmentation de l'exportation des chèvres dans le Turkana en 1997 et 1998 : sans doute une réaction des producteurs qui souhaitent s'approvisionner en céréales, puisque le lait n'est pas disponible.

Puis, l'année 1998 est marquée par de fortes précipitations dues au phénomène dit *El Nino*. Alors que les éleveurs reviennent au Kenya, une épidémie de peste touche le cheptel bovin dans la seconde partie de l'année et jusqu'en 1999. Des éleveurs tentent de vendre leurs animaux pour assurer la longue période de soudure après la sécheresse de l'année passée, mais la mise en place des

⁴⁸⁷ Cette année-là, le district de West-Pokot exporte sur le marché national 10% de son cheptel bovin et 18% de son cheptel caprin (il compte 231 000 bovins et 316 804 caprins) ; le district de Turkana, quant à lui, exporte seulement respectivement 0,5% et 1,5% de son cheptel bovin et caprin (sur un total de 505 650 bovins et de 3 166 492 caprins).

⁴⁸⁸ Entretien avec le *district veterinary Officer* (2001).

quarantaines interdit toute exportation hors des districts en 1999, puis de mars à décembre 2000.

Bien que les relations entre les raids de bétail et l'approvisionnement des marchés soient particulièrement difficiles à analyser, l'insécurité a sans aucun doute un impact sur la production (et par conséquent vraisemblablement sur le niveau des ventes). Sur les marges territoriales, abritant parmi les meilleurs pâturages, les attaques successives dont pâtissent les pasteurs peuvent les inciter à se séparer de leurs animaux. Cela ne signifie pas systématiquement des ventes, mais peut se traduire par des dispersions ou à l'inverse, par des regroupements de troupeaux. Les parcours de transhumances en sont perturbés, ce qui a pour conséquence d'affecter la production. En outre, les commerçants ont d'autant plus de difficultés à s'approvisionner que le climat d'insécurité circonscrit leur zone de prospection. Pourtant, certains peuvent profiter de ce climat, qui limite le nombre de leurs concurrents : les raids de bétail leur offriraient, selon la rumeur, un approvisionnement à moindres frais.

b. Des contraintes structurelles : la mainmise des grands commerçants sur la filière locale

Avant la libéralisation, les commerçants opérant dans le Nord-Ouest du Kenya étaient toujours certains de pouvoir revendre leurs animaux, compte tenu des obligations de la LMD. Depuis 1993, ils doivent faire face à la forte concurrence des commerçants de la *Northeastern Province* et du district de Kajiado⁴⁸⁹. Des alliances avec des agents de liaison attachés aux marchés nationaux de Dagorreti et de Chwele⁴⁹⁰ leur permettent alors d'être constamment informés de l'évolution

⁴⁸⁹ En effet, comparé aux ventes réalisées dans le district pastoral de Kajiado ou dans la *Northeastern Province*, le commerce du bétail dans la région du Nord-ouest est d'une importance très relative. Par exemple 34 000, 68 000, 37 000, puis 66 000 bovins sont exportés hors du district de Kajiado en 1991, 1992, 1993, 1995. Il faut cependant relativiser l'importance de cette activité sachant que le cheptel total dépasse 800 000 têtes de bétail (Zaal, 1999).

⁴⁹⁰ Dagorreti est le principal marché aux bestiaux de Nairobi (depuis la disparition de le KMC à Athi River). Chwele, dans le district de Mont Elgon, est le plus grand marché aux bestiaux de l'ouest du pays.

des prix, de faciliter le démarchage des acheteurs et l'obtention des autorisations nécessaires à l'acheminement des animaux de Kapenguria (où ils sont soumis au département vétérinaire du district) à Nairobi. Une fois la procédure engagée, le commerçant achète le nombre d'animaux précisé, loue un camion et les transfère rapidement vers les agents de liaison qui les orientent vers les acheteurs et déduisent leur commission⁴⁹¹.

L'efficacité de telles transactions est assurée par la disponibilité d'un capital de départ, la rapidité des transferts et un réseau de relations des commerçants étendu du niveau local jusqu'aux marchés nationaux (de l'amont à l'aval de la filière). Pour obtenir les autorisations nécessaires aux transports des animaux entre les districts et acheter les animaux en avance et aux meilleurs prix, ils disposent généralement d'appuis politiques locaux. On remarque d'ailleurs qu'ils appartiennent aux groupes qui détiennent le pouvoir au sein des *county councils* (ils sont en majorité Pokot dans le district de West-Pokot et Tugen dans le district de Baringo)⁴⁹².

Les petits commerçants intermédiaires, ceux qui font le lien en amont entre les producteurs pastoraux et les premiers ou seconds marchés, disent fréquemment que le commerce du bétail bovin se portait bien avant la disparition de la KMC. Ils étaient alors relativement nombreux à évoluer entre les producteurs et ces deuxièmes marchés. La libéralisation de la filière et l'arrêt des activités commerciales de la LMD ont remis en question leur position au sein de la filière : s'ils n'ont pas quitté la profession⁴⁹³, ils sont désormais souvent dépendants de « patrons ». Agissant comme rabatteurs salariés pour de grands commerçants qui travaillent entre le district et les marchés nationaux. Les uns, par exemple,

⁴⁹¹ Les commerçants qui opèrent sur Nairobi payent 3 000 Ksh tous les 6 mois au *county council* et une somme négociable au quartier général de la police du district pour un permis de transport (en théorie, cette procédure est faite pour éviter la propagation des épidémies), ce qui limite fortement le nombre de commerçants à cette échelle.

⁴⁹² D'ailleurs, on retrouve d'anciens politiciens parmi les plus importants commerçants de bovins du district de West-Pokot (tel Mr. Lotim, le 6^e Parlementaire de Kapenguria, ou Mr. Nangole, ancien Parlementaire de Kacheliba). Il s'agit d'une différence notable avec le commerce du « petit bétail », dans lequel la majorité des marchands, petits et grands, sont Nandi ou Sabaot.

⁴⁹³ Certains s'associent pour louer et remplir un camion. Un camion transporte environ 25 bovins. Le prix du transport est d'approximativement 1 800 Ksh par taureau pour Chwele et 2 500 Ksh par taureau pour Nairobi. Achetés localement à 8 000 Ksh, les bêtes sont vendues jusqu'à 25 000 Ksh en décembre à Dagorreti.

achètent les animaux aux producteurs qui se rendent au marché de Chepareria ou à proximité immédiate, les chargent dans les camions qui les emmènent soit vers le marché urbain, soit vers une ferme appartenant à leur « patron » en attente du transfert final. D'autres prospectent directement auprès des pasteurs de la plaine ou sur les marchés de Lomut, de Kotit ou de Kapenguria, puis les mènent au second marché pour rejoindre les camions affrétés par leur « patron ».

Ainsi, le marché s'est peu à peu resserré sur quelques personnages influents qui évoluent au niveau national, et qui se sont, en quelque sorte, substitués à la position hégémonique de la LMD en restructurant la filière pour en contrôler la base. Cette mainmise des grands commerçants ne favorise pas la redistribution des bénéfices au sein de la filière et limite la participation d'autres commerçants.

3. Nouvelles générations, nouvelles valeurs : entre individualisation et mécanismes de cohésion sociale par le conflit

Si le nombre de petits commerçants de bétail a globalement diminué, quelques-uns évoluent encore en marge des marchés, tentant par exemple de se constituer un troupeau pour payer la compensation matrimoniale et se faire reconnaître par les autres éleveurs. L'ascension sociale et économique des jeunes adultes a longtemps fortement dépendu des surplus des troupeaux que leur famille, amis ou futurs associés leur cédaient sous forme de *tilia* ou autres relations du même type. Mais aujourd'hui, -bien que ces échanges persistent- le marché est une opportunité bien plus porteuse⁴⁹⁴. Les *tilia* que les jeunes héritent de leurs pères sont assez difficiles à entretenir : « *il est impossible de récupérer les animaux, personne ne souhaite aller quémander auprès d'une personne avec laquelle il n'a pas d'affinités* »⁴⁹⁵. Il est d'ailleurs intéressant de constater la diminution des relations entre les Pokot des districts de West-Pokot et de Baringo par exemple : les ventes sur le marché s'effectuent au détriment des échanges de réciprocité et

⁴⁹⁴ « *More effective because more rapid* » nous a dit un jeune adulte interrogé à ce propos.

⁴⁹⁵ Entretien personnel avec d'un jeune éleveur, Masol, 2001.

ont un effet régional⁴⁹⁶. Cet abandon des relations intercommunautaires est aussi perceptible dans l'évolution des rapports entre les Pokot de Baringo et les Marakwet. Alors que les anciens font mention des *tilia* liant les deux communautés, les *Kaplelash* pokot ont désormais tendance à faire table rase de ces relations contractées par leurs parents pour mieux investir le marché de leur côté. Est-ce l'indicateur d'une territorialisation des communautés ou d'un nouveau mode de différenciation sociale ?

A la recherche de nouvelles opportunités capables de leur garantir un statut social, les jeunes générations ont tendance à évoluer de plus en plus en dehors des systèmes socio-économiques traditionnels (ou en tout cas, à les réinvestir sous des formes renouvelées). Agriculture, échanges et raids de bétail, qui autrefois étaient compris comme des stratégies associées aux pratiques pastorales pokot, tendent aujourd'hui à définir des modes d'intégration différenciés : les uns liés à l'économie de marché, les autres à son refus ou à son contournement à travers l'économie de conflit.

a. L'agriculture en plaine : un modèle d'intégration efficace, mais individualiste

A une distance réduite -dix à vingt kilomètres- des centres et marchés aux bestiaux, plusieurs périmètres de cultures irriguées sont apparus ces dernières années sur les rives des rivières pérennes de la plaine de Masol : à Akiriamet, à Chepkondolo, à Samakituk, par exemple. La régularité de l'écoulement, les sols recouverts de nouveaux limons à chaque crue, l'ensoleillement et l'altitude de la plaine constituent des conditions particulièrement propices à l'agriculture.

Là, de jeunes adultes se lancent spontanément dans la production agricole. Ils y rejoignent des éleveurs plus âgés qui se sont tournés vers les cultures après avoir perdu leurs animaux lors des épidémies de 1998. Pour tous, il s'agit avant tout d'un moyen de constituer un troupeau. Cependant, dans cette entreprise, les jeunes semblent avoir plus de succès que les plus âgés : certains obtiennent des

⁴⁹⁶ D'après nos enquêtes, il existe, désormais, peu de relations continues entre les jeunes adultes de West-Pokot et de Baringo, hormis dans les environs de Kolloa et de Chesecon.

récoltes de 80 sacs de 90 kg de maïs, alors que la plupart des anciens récoltent seulement quatre à cinq sacs⁴⁹⁷. En fait, personnes âgées et jeunes adultes poursuivent des logiques fondamentalement différentes.

Les anciens éleveurs sont dans une logique de retour à la vie pastorale. Ils comptent sur l'aide alimentaire pour assurer leur subsistance au jour le jour, alors que leurs récoltes sont destinées à être échangées contre des chèvres. Après quatre ou cinq ans, ces animaux et leurs progénitures doivent pouvoir être assez nombreux pour remettre un premier pied dans l'économie pastorale : contre cinq ou six chèvres, l'éleveur peut espérer échanger une vache.

Les jeunes sont, au contraire, dans une logique de recherche de profits beaucoup plus rapides. Attentifs aux cultures et à la situation des champs (à proximité de la rivière et sur les rives concaves), ils investissent surtout leurs maigres capitaux dans l'achat de graines hybrides à forts rendements et à cycles végétatifs courts. Ils effectuent ainsi deux cultures par an. Le champ est généralement partagé en deux parties : la première est semée en mars et la récolte a lieu quatre mois plus tard en juin, puis, le temps de débroussailler, la seconde partie du champ est semée en août pour être récoltée en décembre. Sur le total de la production, à peu près dix sacs sont gardés pour l'approvisionnement quotidien de la jeune famille et pour des dons ponctuels aux autres éleveurs : une stratégie efficace pour rester attentifs aux réseaux pastoraux tout en gardant le privilège de l'exploitation du champ.

L'essentiel de la production est toutefois vendu à peine les récoltes achevées⁴⁹⁸. De la première (en juin), ces jeunes adultes sont certains d'obtenir un bon prix : c'est l'époque de la soudure et les prix des céréales sont généralement élevés. L'argent est alors directement investi, en quasi-totalité, dans l'achat de vaches dont les prix sont encore relativement faibles. Leur stratégie peut se révéler plutôt audacieuse, lorsqu'ils investissent dans l'achat de taureaux, qu'ils revendent à la saison suivante, lorsque les prix du marché sont au plus haut⁴⁹⁹. A la deuxième

⁴⁹⁷ Entretiens personnels, Chepkondolo, 2000.

⁴⁹⁸ Il y a très peu de possibilité de stockage.

⁴⁹⁹ On notera que, chez les éleveurs, l'achat de taureau est extrêmement rare. Ce type de pratique est donc relativement novatrice.

récolte, les prix des céréales sont plus bas. Ils profitent alors de la venue des éleveurs de Baringo (traversant la plaine vers les pâturages du nord-ouest) pour troquer une part de leur production contre des chèvres, en bénéficiant de termes de l'échange particulièrement avantageux⁵⁰⁰. Grâce à ces stratégies, certains parviennent à disposer d'un troupeau relativement important en un court laps de temps. Nous pouvons citer l'exemple de ce jeune de 18 ans rencontré à Chepkondolo et possédant déjà quinze chèvres (dont huit femelles, quatre boucs et quatre castrés), et quatorze bovins (dont six femelles, un taureau et trois bœufs) : 1/5 avait été acheté sur les marchés locaux, 1/5 avait été obtenu par troc et le reste était issu des naissances dans le *boma* familial ; des proportions caractéristiques d'une logique hybride de constitution d'un troupeau⁵⁰¹.

Malgré leur sédentarité et leur attachement au centre commercial, ces jeunes adultes sont très proches du milieu pastoral : ils occupent une position stratégique sur les voies de transhumances et incarnent des relais importants pour les éleveurs qui n'ont plus nécessairement besoin d'aller s'approvisionner en montagne. Cependant, si leur objectif de départ est la constitution d'un troupeau familial pour se lancer dans l'élevage pastoral, peu envisagent d'arrêter l'agriculture. Prétextant les risques climatiques et les épizooties, ils s'appuient sur une diversification de leurs activités pour entraîner leur ascension économique. Ils utilisent le marché à bon escient : vendant une part importante de leurs récoltes, vendant des taureaux et achetant des vaches, et cela toujours lorsque les prix sont les plus intéressants. Ils restent alors en marge des mécanismes traditionnels de cohésion sociale, qui passent par des pratiques pastorales plus spécialisées.

⁵⁰⁰ Par exemple, à Chepkondolo, un jeune homme de 20 ans nous a expliqué avoir échangé un sac de maïs contre trois chèvres à des éleveurs venant de Baringo. En temps normal, les termes de l'échange sont de l'ordre d'une chèvre pour un sac de maïs. Il est intéressant de remarquer que ces jeunes gens sont soucieux de se démarquer des éleveurs de Baringo, « non éduqués », mais qu'ils les considèrent tout de même avec grand respect (qui s'apparente parfois à de la crainte).

⁵⁰¹ Entretien personnel à Chepkondolo, 2001.

b. Des commerçants itinérants aux stratégies élaborées

D'autres jeunes adultes restent encore profondément attachés aux systèmes d'ascension sociale traditionnels relevant des pratiques pastorales. Le marché au bétail est dans ce cas considéré comme une opportunité efficace d'émancipation, sans pour autant signifier une opposition au pouvoir des anciens de la communauté de voisinage (ou à leur père). En général, ils commencent à élever des chèvres, pour les vendre sur le marché et constituer ainsi un capital de départ nécessaire au démarrage d'une activité de commerce de bovins en liens avec les autres éleveurs de leurs communautés. Les profits réalisés leur permettent alors de composer leur propre troupeau et de rassembler une compensation matrimoniale.

Etant donné l'état de la production ces dernières années, la forte pression démographique des 20-30 ans et la mainmise des salariés de grands commerçants sur les places commerciales, il leur est désormais devenu difficile de se faire une place sur le marché. S'ils souhaitent s'engager à long terme dans cette activité, ils sont alors contraints d'élargir leur zone de prospection en dehors de leur communauté et de la zone d'influence immédiate des marchés. Dans le district de West-Pokot, ils se déplacent ainsi dans le sud du comté ougandais de Upe, jusqu'à l'extrême nord des monts Chemorongit (dans la division d'Alale) et la location de Kasei (au nord de la division de Chepareria). A l'ouest, ils s'orientent surtout vers le district de Baringo, où très peu de marchés officiels existent.

Pour évoluer dans ces contrées, il est essentiel que ces jeunes commerçants itinérants non seulement soient Pokot mais aussi qu'ils disposent de bonnes compétences en gestion pastorale ainsi que d'une certaine réputation⁵⁰². Leur succès dépend de leur connaissance des diverses zones de production et de leurs dispositions à la vente : il importe de savoir quels sont les pâturages et les points d'eau où sont les troupeaux d'éleveurs connus.

⁵⁰² Même s'ils ne viennent qu'une fois tous les deux ans, ces commerçants itinérants sont toujours évoqués comme des « relations personnelles » et accueillis avec tous les égards (réunions de famille et *kokwo* peuvent être organisés à cette occasion).

De façon générale, ils ont donc tendance à rendre visite aux producteurs avec lesquels ils ont établi des relations de confiance. En début de saison des pluies, ils font un premier repérage et avancent de l'argent pour permettre aux producteurs d'acquérir des céréales en période de soudure. Ils ne reviennent prendre les animaux que lorsque les prix du marché grimpent⁵⁰³ : l'utilisation du crédit est courante (même si les montants ne sont jamais très importants, étant donné le faible capital dont disposent ces jeunes commerçants itinérants).

Pour pallier leur manque de capital, ils sont très vigilants sur les termes de l'échange, en intégrant alors le commerce du bétail à celui des céréales, voire pour certains, au commerce des armes et des munitions.

Les termes de l'échange sont déterminés par les valeurs accordées par le pasteur et le commerçant à chaque bien. Le pasteur a recours à des échelles de valeurs complexes ; en théorie, il place toujours les jeunes animaux, et notamment les jeunes femelles reproductives au-dessus du lot. Le commerçant, pour sa part, évalue un animal en fonction de son prix potentiel sur le marché ; il place par conséquent le bœuf au plus haut prix. Ainsi peut-il être amené à circuler accompagné d'une ou deux jeunes laitières pour les échanger contre deux à trois taureaux de 6 à 8 ans : sur le marché, les prix de ces animaux dépassent largement celui des femelles (de 7 000 Ksh pour une femelle à 15 000 pour un taureau)⁵⁰⁴.

⁵⁰³ Ils peuvent aussi prendre le risque d'acquérir de suite les animaux pour les garder le temps que les prix du marché montent. Quoi qu'il en soit, ils ne disposent pas d'un capital suffisant pour multiplier ce genre d'opération. Leurs investissements ne dépassent que rarement plus de cinq animaux sur une période de 6 mois.

⁵⁰⁴ D'ailleurs, les commerçants qui travaillent sur le marché de Chwele et qui estiment que les prix n'y sont finalement pas assez intéressants, y échangent leurs taureaux ou leurs bœufs contre des laitières dont le prix est nettement plus bas. Ainsi, deux taureaux peuvent être échangés contre quatre laitières à Chwele. Elles seront revendues par la suite dans le district de West-Pokot, où la demande est très forte, au point que ces laitières peuvent y être échangées contre six nouveaux taureaux (entretiens personnel, Makutano, 2001).

Tableau n°14: Les valeurs du bétail sur le marché et à l'échange local.

Position de valeur des animaux	Sur le marché	Au troc
1	Bœuf	Vache de sept ans
2	Vache de sept ans	Bœuf
3	Taureau de quatre ans	Vache de deux ans
4	Vache de deux ans	Vache d'un an
5	Taureau de deux ans	Taureau de deux ans
6	Vache d'un an	Taureau de deux ans
7	Veau	

D'après enquêtes personnelles, Masol, 2001.

Les productions agricoles entrent aussi dans les transactions, afin de jouer sur les termes de l'échange local. Avant de se rendre vers Tiati, ils effectuent, par exemple, un détour sur les piémonts Cherangani pour s'approvisionner en millet ou en maïs, qu'ils utiliseront dans leurs négociations.

Tableau n°15: Exemples de termes de l'échange (et comparaison entre le troc et le marché) à partir desquels spéculent les commerçants

Troc	Marché
1 chèvre = un sac de maïs	1 taureau = 2 vaches
1 vache = 5-6 sacs de maïs ou 12 chèvres	1 vache = 8 chèvres = 8 sacs de maïs
1 taureau = 4 sacs de maïs ou 6 chèvres	1 taureau = 10 chèvres = 10 sacs de maïs

D'après enquêtes personnelles, Masol, 2001.

Leurs pratiques commerciales hybrides leur permettent de spéculer en tirant bénéfice des différences d'équivalence entre les produits. Elles dépendent toutefois des moyens logistiques dont disposent les commerçants itinérants pour s'adapter aux volumes des échanges et à la saisonnalité des besoins de chaque communauté.

Il est plus aisé de circuler et de retrouver les éleveurs à la fin de la saison des pluies et au début de la saison sèche. Cependant, à cette époque, les pasteurs vendent rarement et l'échange par le maïs ou le millet n'est pas judicieux : les quelques cultures plantées près des cours d'eau saisonniers ont été récoltées, les greniers de *kamas* et de *musop* sont pleins, les pâturages sont abondants et les vaches apportent le maximum de lait. Lorsque le commerçant démarche durant la saison sèche, d'autres problèmes se posent : les éleveurs sont disposés à vendre car les greniers s'épuisent, mais les animaux sont faibles et rejoindre les places commerciales peut donc entraîner des pertes. Il convient, par conséquent, de savoir trouver le produit susceptible de motiver l'éleveur à échanger au moment voulu, pour profiter en même temps de termes d'échange favorables et de prix avantageux sur le marché ; la coordination des deux transactions doit être optimale pour que la durée d'immobilisation du capital soit la plus courte.

c. Mécanismes de cohésion et d'ascension sociale par la pratique du raid

Ces dernières années, avec les distributions gratuites d'aide alimentaire, les céréales ont tendance à perdre une grande part de leur valeur de négociation dans les échanges locaux.

Des marchands opérant dans des régions isolées, souvent situées sur les bordures administratives (Alale, Kaseï, Tiati, etc...), exploitent le climat d'insécurité en proposant des armes et des munitions aux producteurs soucieux

de protéger leurs troupeaux⁵⁰⁵. Ainsi, s'est instauré un flux plus ou moins régulier entre le Kenya et l'Ouganda : les armes, probablement originaires du Sud Soudan, transitent par le Karamoja jusqu'à la frontière, où elles sont échangées contre du bétail⁵⁰⁶. Au Kenya, les fusils d'assauts (G3 et AK47 entre autres) sont échangés contre un, quatre ou dix bœufs suivant les régions, voire trente à l'extrémité orientale de Baringo⁵⁰⁷.

Les clients constituent généralement des communautés entières, où chacune des familles apporte sa contribution pour armer quelques-uns des bergers protégeant leurs animaux contre les vols des groupes d'ethnies voisines. Les communautés limitrophes des Karimojong, des Turkana⁵⁰⁸ estiment que l'Etat n'est pas en capacité de les protéger et de résoudre les problèmes d'insécurité. Elles affirment que les policiers et autres groupes armés sont surtout préoccupés par leur propre sécurité et expriment certaines craintes à intervenir contre les *raiders*. L'organisation de milices communautaires semble ainsi une réponse plus efficace : l'existence de camp d'entraînement dans les montagnes isolées de Kasei (en West-Pokot) nous a plusieurs fois été rapportée, des bandes de jeunes y seraient formées aux techniques de maniement des armes et aux tactiques militaires⁵⁰⁹.

⁵⁰⁵ L'échange du bétail contre des armes automatiques a cela de pernicieux qu'il place les producteurs en situation de dépendance vis-à-vis des commerçants : ces derniers ont à revenir périodiquement afin d'approvisionner les éleveurs en munitions (le prix moyen de la cartouche est de 10 Ksh). Facilement transportables, les munitions alimentent donc aussi le commerce du bétail (Entretien avec le coordinateur NCKK de Baragoi).

⁵⁰⁶ Entretien personnel avec le *program adviser* du NCKK. La corrélation entre le marché du bétail et le flux des armes reste néanmoins à démontrer plus précisément. Le fait que le bétail pokot se retrouve sur le marché ougandais et que les armes trouvées au Kenya viennent d'Ouganda serait-il simplement dû au hasard de la proximité ?

⁵⁰⁷ Entretiens divers et confirmation par le NCKK (2001). Nous pensons que les différences de prix sont révélatrices du nombre d'intermédiaires commerciaux par qui transitent les armes. Dans le district de West-Pokot, il semble que la plupart des armes transitent par l'Ouganda à partir du Sud Soudan, où les groupes « rebelles » échangeraient leurs fusils contre de la viande et des céréales. Ainsi, venant du Nord, *via* l'Ouganda, le prix de ces armes est plus élevé au Sud-Est.

⁵⁰⁸ Cela n'a rien de spécifique aux Pokot, les Marakwet, comme les Njems du lac Baringo, font de même : ils organisent des *harambee* en vue de récolter l'argent nécessaire à l'achat d'armes automatiques pour se protéger ou se venger des attaques pokot (entretien NCKK, 2001).

⁵⁰⁹ Les Turkana auraient également initié de tels camps dans les Loima Hills ; et les Marakwet dans les forêts de Kapsete dans les Cherangani [National Council of Church of Kenya (NCKK). *Government laxity responsible for cattle rustling and gun influx in the North Rift*. 10 p.]. D'après d'autres informateurs, on retrouve des Pokot mercenaires dans les conflits du Congo et du Sud-Soudan.

Ceci n'est pas sans incidence sur l'organisation territoriale des communautés, en termes de contrôle de l'espace et de la main d'œuvre : la concentration des troupeaux de plusieurs centaines de bêtes sous la protection d'une vingtaine de bergers armés limite forcément l'horizon territorial de la communauté. A des transhumances multidirectionnelles, ces bergers préfèrent désormais suivre un parcours unique. Ce nouveau mode de gestion pastorale renforce en outre les relations intra-communautaires, entre les chefs de famille associant leurs troupeaux et entre les jeunes chargés d'en assurer ensemble la sécurité.

La cohésion des bergers armés est d'autant plus forte qu'il ne leur importe plus seulement de protéger les animaux, mais aussi de mener des raids sur les groupes voisins pour constituer leurs propres troupeaux. Les anciens et les hommes de la classe au pouvoir n'ont bien souvent d'autres choix que de soutenir ces entreprises, s'ils souhaitent garder leur place maîtresse d'acteurs politiques au sein de la société locale : si un raid réussi s'est fait sans leur aval, ils risquent de voir leur autorité se réduire auprès des autres jeunes de la communauté.

Les *raiders* font donc preuve d'une certaine autonomie vis-à-vis des instances au pouvoir. Leurs faits d'armes leur accordent notamment le respect des autres pasteurs et des futurs guerriers⁵¹⁰. La pratique du raid sert alors à l'identification de *leaders* et au renouvellement du pouvoir, au moment où les institutions sociales traditionnelles s'écroulent sous le poids démographique des nouvelles générations. De jeunes éleveurs charismatiques sont assez reconnus pour devenir « avant l'âge » de véritables *leaders* politiques : un de ces jeunes Pokot a par exemple négocié un accès aux pâturages turkana des plaines Lebatin (nord de Nasalot) en juillet 2000 ; partout dans la plaine de Masol, les éleveurs ont parlé du caractère historique de cette alliance qui n'a pas été démentie par la mort d'un Turkana quelques mois plus tard⁵¹¹.

⁵¹⁰ A ce titre, les scarifications et autres marques corporelles suffisent à signifier leurs exploits et à susciter l'administration des jeunes.

⁵¹¹ Entretien avec le coordinateur des programmes de l'ONG SNV (Kapenguria, 2001). La renommée acquise par ce jeune homme dépasse le cadre de la communauté de voisinage, puisqu'à la suite de ces négociations, il fut choisi comme consultant pour une organisation internationale de résolution des conflits.

Cependant, les anciens et les chefs de famille au pouvoir ne sont pas non plus exempts de responsabilité dans la multiplication des raids. Ils motivent aussi indirectement les razzias, notamment en élevant de plus en plus le montant des compensations matrimoniales (ce qui participe à l'enrichissement économique -en terme de bétail- de la communauté et donne à ses membres les moyens de contracter de nouvelles alliances intercommunautaires répondant aux enjeux territoriaux actuels caractérisés par l'insécurité).

Le zonage opéré à travers la spécialisation de la plaine en tant qu'aire de production de bétail et le positionnement d'organisations paramilitaires entre le Nord et le Sud semblent avoir détourné la plaine de l'objectif d'intégration. La libéralisation de la filière bétail dans un contexte de crise de la production n'a apparemment pas offert plus d'opportunités qu'autrefois. Dès lors, des jeunes pasteurs de la plaine instrumentalisent les structures traditionnelles pour rentrer dans une logique économique du conflit. Loin d'être dirigée vers le centre national, celle-ci est plutôt liée aux mouvements rebelles du Nord-Ouganda (*Lord's Resistance Army, LRA*) et du Sud-Soudan (*Sudan People Liberation Army, SPLA*) qui sont à l'origine du trafic d'armes.

Ainsi, bien qu'ils semblent garantir aux jeunes générations une ascension économique plus rapide et une position sociale valorisante, les changements actuellement à l'œuvre stigmatisent un peu plus l'image d'une région hostile, en marge d'un Etat dont les modèles d'intégration passent prioritairement par une agriculture familiale modernisée et organisée.

C. En montagne : ouverture et recomposition territoriale en réponse au marché

« L'introduction du maïs est responsable de la croissance de la population des Sekerr qui, avec l'école et le commerce des jeunes merkutwo et des nyongy, est elle-même responsable des problèmes de déforestation, de la baisse des précipitations et des conflits d'aujourd'hui »⁵¹². Cette allégation, proférée par une des femmes les plus âgées rencontrée au cours de l'étude, souligne l'impact du développement agricole. Elle tend à montrer que les problèmes démographiques, environnementaux et sociaux qui touchent les espaces montagnards actuellement sont liés, et dus à l'intégration par l'agriculture commerciale. Qu'en est-il vraiment ? Quelles répercussions la participation au marché national a-t-elle sur l'organisation des communautés territoriales locales ?

Les enjeux socio-économiques se révèlent géographiquement dans les schémas d'organisation des marchés. Jusque dans les années 1980, ces derniers étaient encore caractérisés, malgré l'ampleur et l'importance des échanges, par la faiblesse des flux monétaires, la quasi absence de produits importés et leur non-intégration au marché national. L'économie pastorale était alors le seul moyen pour les vallées de montagne de sortir de l'isolement et de l'enclavement. Aussi, les plus anciens marchés sont-ils situés à l'interface entre la plaine et la montagne sur les routes utilisées par l'administration, de façon à faciliter les échanges entre les différentes aires rurales (pastorales et agricoles). Aujourd'hui, les circuits commerciaux tendent à privilégier les échanges entre les milieux ruraux et urbains. La spécialisation des places commerciales et la diffusion de micro-centres au cœur des vallées montagnardes est en effet un trait de plus en plus marqué, témoignant de l'ouverture des vallées montagnardes à l'économie de marché.

⁵¹² Entretien avec une vieille femme de Mungat (Sekerr, 2000) : le dégagement de surplus alimentaires opéré grâce à la culture du maïs, aurait conduit à une baisse de la mortalité et surtout à une hausse de la fécondité responsable de la croissance de la population, qui est désormais contrainte de coloniser les espaces forestiers d'altitude ; or, ces forêts captent les pluies poussées par les alizés de l'est, leur disparition est donc synonyme d'un déficit des précipitations...

Cette évolution n'est pas le fait d'un aménagement initié par les autorités du district, mais plutôt d'un changement de comportement des producteurs qui, suivant leur position dans la filière, usent de stratégies hybrides et portent désormais une attention toute particulière à l'évolution des prix, au niveau de la place commerciale dans la filière et à son éloignement géographique. Alors que la proximité et la satisfaction des besoins immédiats étaient vraisemblablement les premiers facteurs influençant la visite de tel ou tel marché, le différentiel des prix proposés sur chaque place commerciale en fonction des saisons est aujourd'hui déterminant.

Les nouvelles aspirations des producteurs et les investissements qui en rendent compte se traduisent dans des mécanismes d'ascension et de cohésion sociale des communautés locales modifiés. De fait, la participation des cultivateurs au marché est principalement illustrée par la multiplication des micro-centres le long des axes de pénétration de l'économie monétaire et par le déplacement des zones de production vers les niches altitudinales les plus productives et les plus élevées (2000 m). La pratique de dispersion des productions sur les étages altitudinaux (*keu, kamas, musop, turku*) disparaît progressivement au profit d'une diversification des productions sur les étages les plus rentables : « *au lieu de la diffusion progressive des exploitations sur la base de finage relativement homogènes* », souhaités par les modèles de développement coloniaux, « *les évolutions constatées supposent l'accroissement du nombre et de la taille de petites exploitations familiales pratiquant une agriculture diversifiée* »⁵¹³ sur la même niche écologique. Cette organisation est loin de générer un retour à une dynamique d'exploitation de l'étagement de la montagne, à la base des relations de complémentarité haut/bas.

Cette polarisation accentue au contraire les effets de la pression foncière déjà prononcée sur *musop* à cause de l'explosion démographique. Bien qu'autrefois communautaire, la terre devient désormais un objet de spéculation, avec de prochaines perspectives de privatisation. Les structures claniques se préparent à

⁵¹³ Mesclier, 2003, p. 116 : « *D'une part, la diversification de l'agriculture ne signifie pas nécessairement que les agriculteurs destinent leur production à l'autoconsommation, comme cela est souvent suggéré. Elle correspond au contraire à une recherche de débouchés commerciaux sur les marchés. D'autre part, cette nouvelle phase de diversification des cultures ne prend pas nécessairement en compte les avantages de*

cette éventualité, en s'organisant pour que leurs droits soient reconnus dans ce domaine. Ainsi, d'une organisation territoriale flexible en *korok* associant haut et bas, l'évolution actuelle tend à privilégier une organisation territoriale gérée par les clans et dont les limites seraient marquées par les courbes de niveau. Les conflits émanant d'une part, des défrichements des forêts d'altitude régies par le régime de propriété collective et protégées en principe par l'Etat, et d'autre part, de l'utilisation concurrente des piémonts par l'agriculture et l'élevage, sont assez caractéristiques de ces nouvelles dynamiques territoriales.

1. Les centres : forces vives d'un développement économique

En tant que points d'ancrage dans un espace jusqu'alors de transhumance, la fonction et le rôle des centres constituent une problématique majeure de l'évolution des territoires pastoraux.

Après les sécheresses des années 1970, la multiplication des centres de sédentarisation est observée un peu partout en Afrique. Interprété comme la conséquence de l'afflux de réfugiés, anciens pasteurs à la recherche d'emploi ou attendant l'aide alimentaire distribuée par les gouvernements ou les Eglises, le phénomène n'est pourtant pas limité aux domaines aride et semi-aride. Sur les hautes terres, l'explosion démographique, la pression foncière et le développement du commerce ont aussi donné naissance à de petits bourg ruraux aux abords des principaux axes commerciaux. La particularité des centres du domaine semi-aride est de canaliser les échanges entre les communautés pastorales et agro-pastorales, d'une part, et de servir de relais entre les communautés rurales et urbaines, d'autre part. Ils présentent de ce fait une alternative pour alimenter le marché entre les villes importantes et le milieu rural pastoral ou agricole (Hjort Af Ornäs, 1990). Positionnés sur les piémonts et sur les pistes menant à Makutano, ils servent de lieux de concentration des productions à exporter hors du district (maïs, fruits et bétail) et de lieux de stockage des

chaque milieu, ni ses contraintes ». Le processus en cours dans les montagnes de West-Pokot, est déjà observé dans les Andes.

produits manufacturés diffusés par la suite dans la plaine et les vallées isolées. Les centres sont donc des pôles de développement rural⁵¹⁴ qui contribuent à la diffusion des nouveautés, à la diversification des activités et à l'essor des activités pastorales et agricoles.

Leur importance n'est pas toujours rendue par un rapport de taille, mais par l'étendue de leur zone d'influence, qui est déterminée par leurs satellites qui ponctuent les chemins les reliant aux vallées montagnardes. Les productions agricoles des vallées étant fondamentales pour le pastoralisme, plus le centre est capable d'en capter, plus son influence sur la plaine est en principe étendue (micro-centres des piémonts Cherangani par exemple) ; à moins que ces dernières ne soient entièrement dirigées vers l'économie de marché (micro-centres des Sekerr par exemple).

L'éventuelle fonction administrative des centres n'a jamais joué de rôle décisif dans leur développement ou croissance, excepté dans les cas de Lodwar et de Kapenguria ; pour le reste, elle a tout juste influencé l'orientation du réseau de pistes et des programmes de développement local.

Dans le district de Turkana, Lodwar est à l'origine un poste militaire du *King's African Rifle*, dont la position stratégique permettait de contrôler le nord de la vallée du Rift, entre le lac Turkana à l'est et les escarpements du Karamoja à l'ouest. A l'indépendance, l'administration militaire jusqu'alors en charge du district laisse sa place à l'administration civile : l'ensemble des bureaux, départements et divers services des ministères s'installent, et de nombreux d'administrateurs s'ajoutent aux contingents militaires et aux missionnaires installés depuis 1961. A cette époque, peu de Turkana résident à Lodwar ; ce n'est qu'à partir des années 1970 et 1980 que ses périphéries se peuplent. Ainsi, en 1989, Lodwar est une ville de 3 000 habitants, autour de laquelle vivent entre 20 000 et 40 000 personnes, suivant les saisons⁵¹⁵ ; dix ans plus tard elle compte 34 904 habitants.

⁵¹⁴ De développement au sens d'intégration : l'impact sur la production pastorale, par exemple, n'est pas ou très peu accompagné par le perfectionnement de la production (excepté peut-être par la diffusion de produits vétérinaires).

⁵¹⁵ *Turkana District Development plan 1997-2001.*

Dans le district de West-Pokot, la croissance urbaine du centre administratif de Kapenguria est absorbée par Makutano, un centre satellite où résidaient déjà les fonctionnaires africains sous la colonisation. Situé à 5 kilomètres de Kapenguria, Makutano, qui a le statut d'*urban centre*, est avant tout un centre commercial qui accueille 13 363 habitants en 1989. Avec un taux de croissance annuelle de 10,5 %, sa population s'élève à 48 730 habitants en 1999⁵¹⁶.

Entre ces deux pôles, de Lodwar et de Makutano, peu de centres dépassent les 1 000 habitants⁵¹⁷. Conformément à l'environnement social des communautés (plus ou moins autonomes), et à leurs pratiques (de transhumance notamment), le développement de centres secondaires n'a effectivement pas donné lieu à des concentrations, mais plutôt à une dissémination de petits pôles économiques. D'après les dires d'un commerçant pokot interrogé sur le réseau urbain dans le Nord Rift, « *aucun centre ne dispose de plus d'une rue et de plus d'un immeuble à deux étages ; et lorsqu'un de ces derniers est présent, il s'agit vraisemblablement du bureau d'une ONG* »⁵¹⁸.

On retrouve ce type de centre tous les cinquante kilomètres le long de l'axe Kapenguria-Lodwar : Marich, Kainuk, Lokichar. Leur existence ne tient toutefois qu'au trafic routier⁵¹⁹ : il s'agit de « non-lieux » dont la pérennité dépend de la

⁵¹⁶ West-Pokot District Development plan 1997-2001.

⁵¹⁷ Il est difficile de donner une image chiffrée de l'importance des centres. D'une part, la part la plus importante de la population vit dans les campements à proximité et n'est pas comptabilisée comme résidante. D'autre part, on observe de considérables évolutions au cours des saisons et d'une année à l'autre selon la fonction de chaque centre. Suivant le recensement de 1999, seuls les centres de Lokitang, Kalakol, Kakuma et Lokichoggio (au statut de « *other town* ») au Nord du district de Turkana, et Chepareria (au statut de « *town council* ») dans le district de West-Pokot, dépassent 1 000 habitants, avec respectivement 1 617, 2 143, 9 107, 13 728 et 1 870 habitants. [Republic of Kenya. Statistical abstract 2003].

⁵¹⁸ Le concept de centre (*small town*) varie suivant les groupes étudiés. Chacun ayant une représentation du centre différente (un baraquement, une rue, des immeubles en dur, etc.). Souvent, la différence est faite entre les installations temporaires et permanentes. Mais, dans certains centres visités les installations en dur sont abandonnées alors que les installations en bois, tôles ou torchis ou paille semblent résister et s'adapter plus rapidement aux évolutions de fonctions (un jour administratif, l'autre jour commerciale ou spirituelle).

⁵¹⁹ Lorsque la route rejoignant le Soudan y passait encore, de tels centres existaient sur la frontière Kenya-Ouganda dans les années 1970. On retrouve d'ailleurs les vestiges d'une station service à Amudat.

continuité des transports de marchandises destinées aux camps de réfugiés de Kakuma et à la base logistique des organisations humanitaires de Lokichoggio⁵²⁰.

Dans le district de West-Pokot, d'autres types de centres secondaires sont identifiables, et peuvent être classés selon leur situation, leur zone d'influence et leur ouverture à l'économie régionale. Les uns sont positionnés sur les piémonts des Cherangani et profitent d'un site stratégique sur un axe routier secondaire longeant l'escarpement, au contact de la plaine et de la montagne ; ils se démarquent par leur autonomie. De moindre importance, les autres, situés dans les montagnes Sekerr, sont nés du développement récent du commerce agricole et sont directement reliés au principal axe logistique de l'exportation hors district, la route A1.

a. Centres et marchés autonomes des piémonts Cherangani

Les centres de Sigor, Lomut et Cheseгон occupent une position stratégique sur l'axe reliant l'arrière pays au chef lieu du district, d'une part, et sur les piémonts, points de jonction entre la plaine et la montagne, d'autre part. Doivent-ils leur apparition au tracé de la piste ou existaient-ils sous une forme embryonnaire quelconque avant ce tracé ?

Il n'est pas aisé de déterminer exactement la part des facteurs exogènes et endogènes responsables de leur croissance (Kazuaki Kurita, 1982). L'ouverture vers les hautes terres, centre économique de l'Etat, offre vraisemblablement un certain nombre d'opportunités économiques. En témoignent aujourd'hui l'essor et l'aménagement du calendrier des marchés hebdomadaires, qui permettent aux commerçants extérieurs de profiter de chacune des places : le mercredi à Lomut, le samedi à Sigor, le dimanche à Cheseгон. Ces marchés disposent cependant chacun de leur propre zone d'influence associant les différentes aires de production, ce qui leur garantit aussi une certaine autonomie.

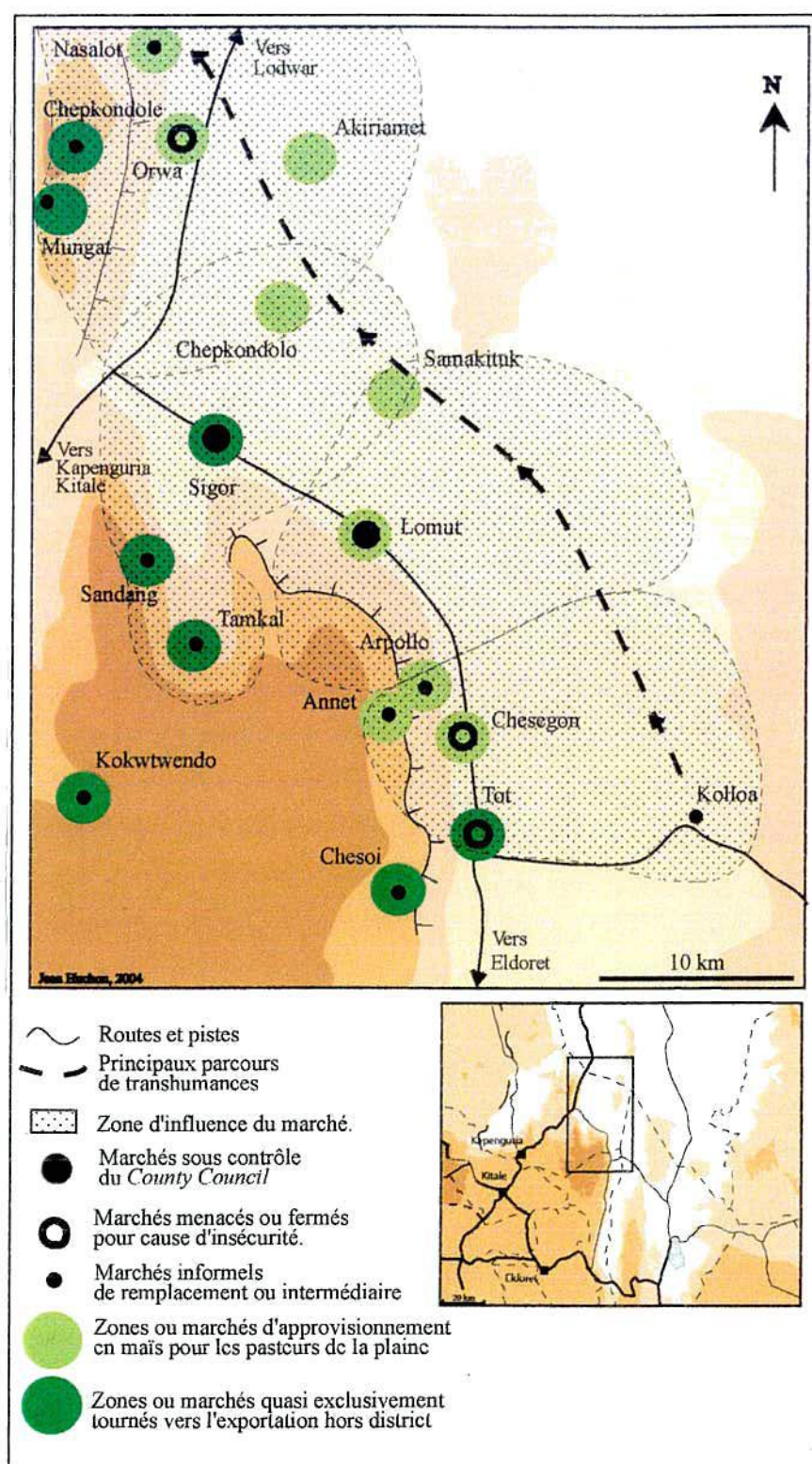
⁵²⁰ En 2000, Lokichoggio, sur la frontière soudanaise, est le plus grand aéroport de fret d'Afrique. C'est là que sont installées les organisations humanitaires opérant dans le Sud Soudan, en Erythrée et en Somalie. A une centaine de kilomètres plus au sud, Kakuma est un camp du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) où vivent 80 000 personnes depuis 1991.

- Des marchés au développement orienté vers les grands centres nationaux...

Par leurs fonctions administratives et/ou commerciales, les centres des piémonts Cherangani sont directement reliés à Kapenguria ou à Makutano. Sous la colonisation et jusqu'au milieu des années 1970, ils ont bénéficié des principaux projets de développement local. Aujourd'hui, l'essentiel des retombées économiques est absorbé par le marché lointain de Makutano, ce qui apparaît clairement à la vue des baraques délabrées ornant les rues principales de ces centres.

La fonction administrative de Sigor est à mettre en avant, non pas pour souligner les services qui sont censés y être (absence de poste, *District Officer* absent, etc.), mais parce que l'Etat colonial, puis indépendant, a fortement participé au développement de l'agriculture de sa périphérie. La réhabilitation du réseau de canaux d'irrigation traditionnels dans les vallées qui surplombent Sigor, par exemple, a permis l'émergence d'une production maraîchère régulière (bananes, mangues et autres fruits) à valeur ajoutée bien plus importante que le maïs. Avec la construction, en 1984, de la route Kapenguria-Lodwar qui passe à moins d'une dizaine de kilomètres de là, et la création d'un périmètre d'irrigation par la coopération italienne au début des années 1990, Sigor est rapidement devenu un centre économique de poids pour le commerce des produits agricoles dans le district. Son influence déborde aussi sur le district de Trans-Nzoïa, puisque la vocation du périmètre irrigation moderne est d'alimenter en graines hybrides le marché national. Pour autant, les investissements des populations locales sont principalement orientés vers Makutano, où un bon nombre de résidents de Sigor est désormais propriétaire d'épiceries.

Illustration no. 36. Zone d'influence des centres des piémonts Cherangani.



Le centre de Lomut, quant à lui, abrite le plus important marché officiel de bétail de la plaine de Masol, attirant aussi bien les commerçants de Makutano, que les producteurs de Baringo. Très récemment, ce centre est également devenu le principal marché aux fruits de la région ; un essor surtout dû au déclin de la production fruitière du centre voisin de Chesezon après le début des conflits marakwet en 1993. A cette date, les producteurs des piémonts environnant Lomut ont intensifié la culture déjà ancienne du manguier (certains en possèdent désormais près d'une centaine)⁵²¹. Les produits sont directement exportés vers le district de Turkana (à Lokichoggio et à Kakuma) et dans tout l'ouest du Kenya. Ce commerce fait aujourd'hui la fortune de quelques Pokot qui, tout comme le font ceux de Sigor, investissent dans des épiceries ou d'autres commerces à Makutano.

Le centre de Chesezon a longtemps été un des marchés majeurs des Cherangani. Marakwet et Pokot de West-Pokot et de Baringo s'y retrouvaient chaque semaine pour y échanger leurs productions (Kazuaki Kurita, 1982). Aujourd'hui, du fait du conflit les opposant, le centre est déserté, la population s'étant réfugiée sur les escarpements ou plus sûrement à Makutano, où elle constitue un important groupe de pression politique au niveau du *county council*⁵²².

- ... mais des marchés localement autonomes.

Bien qu'ils aient des relations assez intenses avec Makutano et le marché national, ces centres disposent chacun de leur propre zone d'influence locale, perceptible à travers la richesse des échanges de proximité qui y sont conclus (c'est dans ces centres, que viennent s'approvisionner les éleveurs partant en transhumance à la rencontre des agro-pasteurs des montagnes et des

⁵²¹ Le manguier ne produisant qu'après un minimum de 7 années, les premières plantations en 1993 ne commencent à être réellement productives qu'en 2001.

⁵²² Depuis 2000, Chesezon est devenu le chef lieu de la toute nouvelle division de Cheptulel, ce qui lui offre un certain nombre de sièges au *County Council*.

commerçants de produits manufacturés venant des hautes terres). Trois types d'acteurs se côtoient alors sur les marchés : les commerçants y résidant, les gens originaires de la plaine et les gens originaires des montagnes.

Les quelques personnes qui vivent dans les centres des piémonts sont des commerçants ou des salariés. Leur position leur permet d'être les premiers à percevoir les nouvelles opportunités économiques⁵²³ et à diversifier leurs activités : commercialisation du bétail de leurs associés restés en milieu rural, de céréales, de produits vétérinaires, de biens de consommation courante. Ces individus, partagés entre « modernité » et « tradition », milieu urbain et milieu rural, sont les forces vives de l'intégration économique et jouent sur les différents espaces sociaux pour adapter leurs commerces aux fluctuations de l'offre et de la demande. Ainsi, leur réussite dépend à la fois de liens solides avec les grands centres urbains de Kapenguria ou même de Kitale et de leurs relations avec le milieu rural environnant.

Dès lors, nous pouvons distinguer les individus plutôt confortés par leurs liens avec « l'extérieur », de ceux, qui disposent surtout d'une base en milieu rural. Pour les premiers, souvent étrangers à la région (Somali pour la plupart), le commerce dépend de leur capacité à maintenir de bonnes relations en proposant des prix concurrentiels pour s'affirmer dans une activité souvent spécialisée (la vente de produits manufacturés généralement). Ils n'interviennent jamais directement dans les affaires locales, mais passent par l'intermédiaire d'employés locaux vivant dans la première couronne périphérique du centre⁵²⁴. Pour les seconds, le plus souvent originaires des montagnes surplombant le centre ou de *kamas*, le commerce est une activité parmi d'autres. Ils ont commencé en ouvrant un premier magasin relais dans leur vallée natale, puis ont investi sur les piémonts dans un deuxième magasin plus important, laissant le premier à l'une de leurs femmes. Les plus ambitieux poursuivent leur ascension sociale en ouvrant un nouveau magasin à Kapenguria (et prenant souvent une nouvelle épouse à cet effet). Leur réussite tient bien évidemment à leur ambition et à leurs

⁵²³ Par exemple, lorsqu'un projet de développement local adressé aux catégories sociales les plus marginales ou aux populations rurales est mis en place, ils sont les premiers informés et paradoxalement les premiers à en profiter.

capacités personnelles, bien que leur origine géographique soit tout aussi déterminante, puisqu'elle explique, dans une certaine mesure, la qualité de leurs relations locales. Il y a, sur ce dernier point, une nette différence entre les gens originaires de la plaine et ceux des montagnes : ils n'utilisent pas les centres de la même manière⁵²⁵.

Les individus originaires de la plaine doivent faire face à l'absence de points d'ancrage de la « modernité » (modèle d'économie de marché) : il n'y a pas d'école, pas de dispensaire, pas d'épicerie, pas de micro-centre ; ils n'ont donc pas d'alternatives intermédiaires entre le milieu rural et le centre de piémonts. La fréquence des visites aux marchés est variable. De manière générale, peu d'hommes y viennent en saison sèche puisqu'ils sont en transhumance. La plupart d'entre eux s'y rendent plutôt en saison des pluies pour « voir et discuter » et acheter des produits vétérinaires⁵²⁶. Les femmes, pour leur part, y vont surtout vendre le lait, lorsque la production est à son plus haut niveau en saison humide. Avec les quelques sous gagnés, elles achètent sucre, farine et autres produits de première nécessité avant de rentrer au campement à la nuit tombante ; ces jours de marché, elles peuvent parcourir près de 70 km, quittant le campement avant que le jour ne se lève pour arriver sur le marché aux alentours de 11 heures du matin et repartir vers 17 heures pour atteindre leur campement bien après la tombée de la nuit. De tels déplacements sont avant tout guidés par les besoins essentiels de la maisonnée.

Pour des éleveurs appauvris après une sécheresse ou une épidémie, le centre n'est pas seulement un lieu de négoce, mais aussi un lieu stratégique en temps de

⁵²⁴ Hjort (1990) dénomme ces employés les « *town based pastoralists* » ou « *part time pastoralists* » à Isiolo. La référence à leurs rôles et leurs activités se fait parfois sous les termes de « *new pastoralism* » ou d'« *urban pastoralist* » (Salih, 1995 ; Hjort, 1990 ; Little, 1985).

⁵²⁵ Nous n'avons rencontré que trois commerces dont les propriétaires étaient originaires de la plaine. Ils étaient installés dans des centres secondaires : un à Marich, un autre venait de fermer son commerce à Orwa, le troisième était réfugié à Mungat dans les Sekerr Hills.

⁵²⁶ Les animaux sont plus souvent malades au retour des transhumances et en saison des pluies, lorsque l'humidité est plus élevée et les tiques plus nombreuses.

crises. Certains y résident, le temps de gagner un peu d'argent et d'investir dans le bétail pour un retour en milieu rural⁵²⁷.

Les agro-pasteurs des montagnes visitent aussi régulièrement les centres pour vendre une partie de leur production. Contrairement aux éleveurs de la plaine, leurs déplacements sont plus fréquents au cours de la saison sèche, une fois le maïs, puis les mangues, récoltés. En saison des pluies, de juin à septembre, ils s'approvisionnent plutôt auprès d'épiciers locaux, dont les baraques regroupées forment des micro-centres au sommet de l'escarpement. Ces nouvelles places commerciales sont des points de sociabilité captant la clientèle des vallées isolées. Les personnes âgées ou les agro-pasteurs qui ne trouvent pas d'intérêt à rejoindre les centres viennent y vendre ou y échanger de petites quantités de leurs productions chaque fois que les besoins de leur maisonnée le requièrent (pour payer le meunier, par exemple). Les gens qui vivent sur les versants opposés d'une même vallée s'y rencontrent, discutent et prennent des nouvelles : à Annet, à la croisée des chemins reliant les trois vallées surplombant Chesegon, le site s'est ainsi tout naturellement imposé comme le lieu du *kokwo*.

⁵²⁷ L'éducation et l'apprentissage du swahili sont souvent des préalables pour avoir accès aux meilleures opportunités économiques : c'est une promesse pour trouver du travail. Or, les jeunes adolescents des familles pastorales, continuellement en charge de la surveillance des troupeaux à proximité des campements, ne fréquentent que peu les écoles éloignées. Ce n'est pas le cas des enfants d'agro-pasteurs, dont les familles tentent toujours -tant bien que mal- de financer la scolarité.

On peut distinguer deux types de pasteurs urbains. Ceux qui sont installés de façon permanente en ville, qui sont propriétaires de bétail et emploient un berger (*absent pastoralist*) : il faut alors savoir quel est leur intérêt à résider dans le centre (leur commerce, par exemple, mais ils peuvent aussi être arrivés dans le centre après que leur père ait cédé le troupeau familial à leur frère). Et ceux qui opèrent des migrations temporaires ou saisonnières dans les centres, de façon aléatoire ou suivant un schéma défini (à titre d'illustration, nous avons rencontré une femme à Kampi Ya Samaki, dont le mari avait installé chacune de ses quatre femmes dans des centres différents). Au lieu de résider en permanence en périphérie d'une petite ville, l'éleveur préfère, dans ce cas, transhumier entre ces différents points, ce qui lui permet de garder un pied dans le système pastoral et de pouvoir y retourner quand il le souhaite. En outre, sa connaissance particulière de ces places commerciales lui apporte un certain prestige auprès des autres éleveurs de l'arrière pays ; les individus suivant ce type de transhumance jouissent d'ailleurs souvent d'un rôle politique dans leur communauté, ils deviennent des sortes de « patrons » en milieu rural.

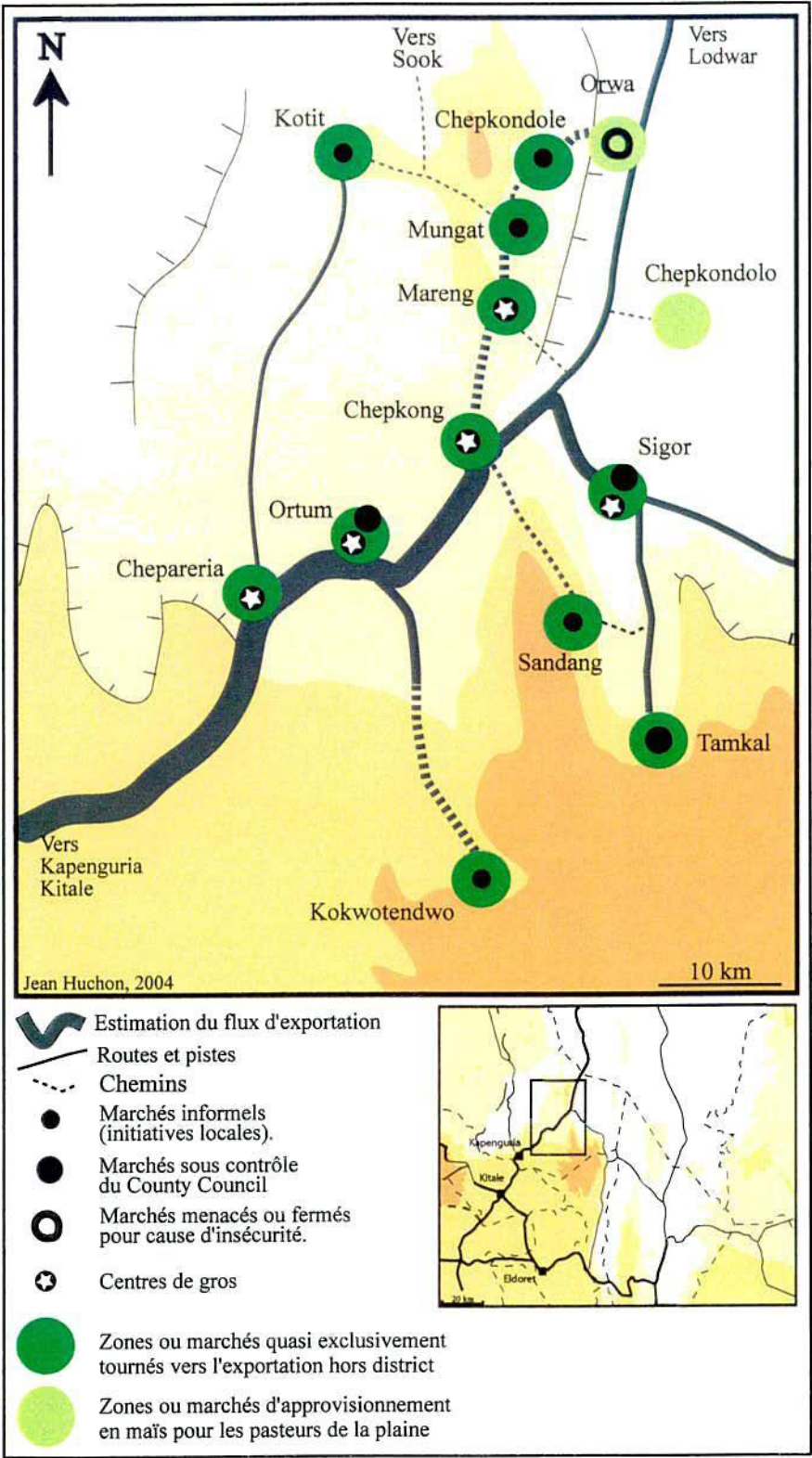
b. Centres de gros et dissémination des micro-centres dans les Sekerr

Dans les Sekerr Hills, la situation et le rôle des centres sont quelque peu différents. Ceux-ci constituent surtout des points de collecte, orientant les productions locales vers des places commerciales plus spécialisées (Chepareria, Ortum et Chepkong) qui se chargent à leur tour de les exporter hors du district. Organisés en chapelets reliant les vallées les plus isolées aux grossistes installés le long de la route A1, leur multiplication est caractéristique des nouvelles orientations économiques insufflées par les plus jeunes. Ces derniers souhaitent aujourd'hui posséder leur propre « *kiosk* », mais les étapes de la mise en place de ces structures de commercialisation ne dépendent pas seulement de forces exogènes liées à l'économie de marché, un certain nombre de facteurs locaux doivent aussi être pris en compte quant à leur emplacement.

- Hiérarchie des centres de gros environnant les Sekerr : des évolutions marquant le niveau d'intégration au marché

Au pied de l'escarpement des Sekerr, Marich et Orwa peuvent prétendre au statut de centre. Bien qu'il n'y ait pas de marché hebdomadaire et que le nombre de résidents annuels soit extrêmement limité, ils sont considérés comme tels par la plupart des Pokot. Ces deux lieux disposaient sans doute autrefois des mêmes caractéristiques que les centres des piémonts des Cherangani, mais l'état d'insécurité qui plane actuellement sur les piémonts a conduit la majorité des habitants à les abandonner.

Illustration no. 37. *fonctions des centres liés aux monts Sekerr et estimation des flux d'exportations des productions agricoles*



Créé en 1965, Orwa a longtemps été un important marché du Nord-Ouest kenyan. Chaque semaine, des commerçants turkana venaient s'y approvisionner et y rencontrer les agro-pasteurs des Sekerr⁵²⁸, mais ce centre a été l'objet d'attaques répétées de la part des Turkana à partir de 1997. Depuis, ses habitants sont réfugiés sur les escarpements des Sekerr (vallées de Chepkondole et de Sengelel) et autour de Marich.

Marich abrite une population hétéroclite, originaire de Chesegon, d'Orwa, de Masol et des Sekerr. Il s'agit sans doute du centre le plus ancien de la région. Choisi par les Britanniques dès les premières heures de la colonisation pour accueillir un fort et une prison, il occupe effectivement une position stratégique, puisqu'il permet de contrôler le seul point de passage reliant les plaines de Masol et de Suam⁵²⁹. Les fonctions administratives et militaires n'ont pourtant jamais impulsé le développement des échanges ; au contraire, la présence des militaires a sans doute influencé l'abandon du système d'irrigation qui longeait la rivière Muruny dans les années 1920. Lors de la construction de la route A1 -de 1979 à 1983-, près de 600 travailleurs y campaient, suscitant des espoirs d'essor commercial (Zall, 1985). Aujourd'hui, on n'y trouve plus que trois à quatre épiceries. Ce centre reste toutefois stratégique, puisque y réside un important contingent de policiers de la campagne de West-Pokot, chargé de surveiller la porte d'entrée de la plaine du Rift. En effet, les commerçants opérant dans le district de Turkana attendent les camions susceptibles de transporter les denrées achetées à Lomut ou à Sigor ; près de quatre cents véhicules passent chaque jour, des transports en commun, mais surtout des poids lourds en direction de Lokichoggio et de Kakuma. Il est d'ailleurs surprenant que cette activité et le site exceptionnel de Marich, sur la route principale menant à Kitale, et entre les Cherangani et les Sekerr, n'engendrent pas le développement d'un centre commercial de gros⁵³⁰.

⁵²⁸ De fait, de nombreux anciens des Sekerr ont des épouses d'origine turkana. Il y a, par ailleurs, de nombreux autres signes des relations suivies entre les Sekerr et les Turkana, dans l'artisanat, le langage, les jeux, etc.

⁵²⁹ Le terme de Marich signifie « la passe » en pokot.

⁵³⁰ Sans doute la présence des policiers effraye-t-elle, plus qu'elle ne rassure, les commerçants ?

En fait, les gens des Sekerr qui avaient l'habitude de se rendre à Orwa malgré la proximité de Marich avant 1997, se tournent plutôt vers Chepareria, Ortum et Chepkong, trois centres de gros situés sur la route menant à Makutano et Kitale. Alors que Marich et Orwa étaient en position d'interface entre le milieu pastoral et le milieu agricole, cette nouvelle orientation vers des centres intermédiaires, mieux placés sur les voies reliant le milieu rural et le milieu urbain, illustre une volonté plus marquée d'intégrer le marché.

Le premier d'entre eux, à quinze kilomètres de Makutano, est Chepareria. Au statut administratif de *urban centre*⁵³¹, cette petite ville est surtout reconnue par les producteurs des Sekerr comme étant leur principal marché au bétail. A trente kilomètres de là, le centre d'Ortum accueille, quant à lui, les commerçants qui alimentent la montagne en produits manufacturés. Son marché hebdomadaire est fréquenté au moins une fois dans l'année par les gens de Sekerr pour y vendre les productions de millet⁵³². Chepkong, composé d'une dizaine d'entrepôts rangés les uns contre les autres et le plus souvent fermés, constitue, malgré les apparences, le centre de collecte de maïs le plus important de la région⁵³³. Son site est stratégique : sur la route de Kapenguria, au cœur de la vallée de la Muruny, entre les Cherangani au sud et les Sekerr au nord. De là, les grossistes ont les moyens d'accueillir les transporteurs contractés par les commerçants opérant sur le district de Trans-Nzoïa. Ce centre n'abrite cependant aucun commerce de proximité (hôtels, bars, épiceries), l'essentiel des productions devant y aboutir est d'abord capté par d'autres lieux de vie -que nous appelons micro-centres- qui constituent les points intermédiaires obligés entre le local et le national.

⁵³¹ *West-Pokot District Development plan 1997-2001.*

⁵³² On y trouve l'hôpital catholique, une école secondaire et une école polytechnique, des chambres à louer, de l'essence, un service quotidien de *matatu* et de taxis pour Kapenguria et hebdomadaire, le jour du marché, pour Lodwar.

⁵³³ Chepkong apparaît une première fois en 1975 autour de la baraque d'un commerçant indien qui rachète l'or des orpailleurs de la rivière Wei-Wei et des Sekerr. Le centre grossit avec les sécheresses de 1975 et 1984 (tous les Pokot se mettent alors à rechercher de l'or afin de trouver de l'argent pour acheter de la farine), puis disparaît un temps, pour réapparaître dans les années 1990, en tant que principal centre de gros des producteurs de maïs des Sekerr et point le plus important de la contrebande de *changaa* (alcool de maïs) de l'ouest du district de West-Pokot.

- **Des *kiosks* et des micro-centres mobiles, à la recherche des clients**

Tous les jeunes mariés de 25 à 30 ans qui n'en possèdent pas encore, souhaitent un jour disposer de leur propre point de vente : c'est le moyen le plus rapide de s'enrichir et d'acquérir une reconnaissance sociale en dehors du strict voisinage. Ainsi, après leur circoncision, les jeunes hommes qui héritent d'une part du bétail familial et de quelques acres de terres entreprennent souvent de se lancer dans une activité commerciale (comme leurs aînés devenus grossistes)⁵³⁴. L'essentiel de leur production est alors orienté vers la commercialisation, pour être réinvesti dans la construction d'un *kiosk* et d'un stock d'épicerie : l'étape obligée pour acquérir les compétences nécessaires en gestion avant d'éventuellement devenir grossiste.

De tels *kiosks* sont disséminés le long des chemins reliant les vallées éloignées aux centres de gros. Aux points stratégiques, le regroupement d'une dizaine de baraques donne naissance à un micro-centre : à la confluence des rivières qui s'écoulent des vallées d'altitude (Mungat, Sengelel, Chepkondol, Kapsait), ou sur les cols et les passes (Mariny ou Kotit).

La pérennité de ces places commerciales ne va pas de soi, et les baraques construites de bois et de tôles peuvent facilement être déplacées. Le centre de Mariny a longtemps été situé sur le bord du chemin reliant la vallée de Mungat à la route A1, mais l'installation d'un grossiste à 500 mètres du lieu originel a contribué à son déplacement ; le centre de Mungat, à l'origine situé à proximité de l'école primaire, a vu son essor lié aux distributions alimentaires de 1984, mais en 1990, après l'installation d'un *posho mill* à 300 mètres de là, les *kiosks* ont été déplacés pour profiter de sa clientèle : Sengelel, autrefois au bord de la rivière avec les orpailleurs comme principaux clients, s'est repositionné 500 mètres plus haut sur la colline lorsque l'exploitation de l'or a diminué.

⁵³⁴ Tous les grossistes interrogés font partie des plus vieux des *murkutwo*. Ils ont entre 30 et 39 ans.

Le choix de l'emplacement d'un *kiosk* dépend, d'un côté, de la clientèle, de son taux de présence et de son degré de participation à l'économie de marché, d'un autre côté des relations et de la capacité d'investissement de l'épicier.

De nombreux épiciers des Sekerr sont en fait plus précisément originaires des vallées de Sook, sur le versant nord-ouest des Sekerr. L'enclavement de ces vallées (70 km de pistes dégradées de Chepareria) et l'absence de marchés à proximité limitent fortement la pénétration de l'économie de marché. L'essentiel des échanges passe alors par le troc⁵³⁵. La monnaie étant accessoire, l'installation d'un commerce permanent n'est pas vraiment rentable ; d'autant plus que les clients ne cherchent pas exclusivement à vendre ou à acheter, mais à se rencontrer pour discuter et obtenir des informations sur les autres communautés⁵³⁶ : les individus, là-bas, « *préfèrent se déplacer sur de longues distances dans les autres vallées des Sekerr, ou dans la plaine de Suam, pour s'approvisionner et prendre des nouvelles* »⁵³⁷ ;

L'environnement social est donc prépondérant. Il détermine, en outre, les droits accordés par la communauté pour l'emplacement du *kiosk*. Sur ce point, les relations privilégiées entre les membres d'un clan peuvent favoriser la mise en place du commerce, par l'octroi de terres ou de capitaux. Les clans ne jouent cependant pas de rôles directs dans la réussite du commerçant : les clients sont insensibles à l'appartenance clanique du commerçant, seules sont déterminants la proximité physique, la disponibilité des produits et la possibilité d'acheter à crédit.

Etablir un commerce est surtout une question de capital d'investissement pour la constitution du stock d'épicerie. Les différences entre les zones géographiques, révèle l'importance du stock, en accord avec le nombre de clients et leur capacité financière : Les commerçants installés dans une vallée isolée, comme celle de Chepkondole, ont des magasins moins bien achalandés que leurs confrères, marchands à proximité d'un centre secondaire tel que Mariny, non pas parce que

⁵³⁵ Voir à ce sujet, l'article de Dietz sur les termes de l'échange, bétail contre céréales, favorables aux éleveurs à Katakwi. [in Anderson, DM., Broch-Due, V., 1999]. Les termes de l'échange favorables aux éleveurs influencent, peut-être, la venue des hommes de Sook sur Mbara, où ils profitent justement de meilleurs termes d'échange.

⁵³⁶ C'est sans doute pour les mêmes raisons que les *kiosks* ont peu de succès en plaine.

⁵³⁷ Entretien personnel d'un commerçant du centre de Mungat (2000).

la clientèle potentielle est moins nombreuse, mais parce qu'elle dispose d'une capacité financière limitée.

2. La participation à l'économie de marché : des pratiques diversifiées et des investissements tournés vers l'économie nationale

La recherche de meilleurs rendements agricoles à travers l'achat de graines hybrides, de machine à moudre, les frais de scolarisation, sont autant de raisons motivant la recherche de numéraire. En 1992-1993, l'augmentation du prix des graines hybrides a accéléré la tendance et conforté l'essor du commerce du maïs, confortant, par-là, le processus d'individualisation des pratiques. Désormais, tous s'efforcent à suivre la voie tracée par les épiciers et propriétaires de *kiosks* qui représentent des modèles de réussite. Les trajectoires empruntées sont multiples, mais visent toujours une meilleure intégration au marché.

a. Les acteurs locaux et leurs pratiques commerciales

La vente du maïs constitue la source la plus évidente de revenus monétaires.

L'activité commerciale se cale ainsi sur le rythme saisonnier de la production agricole : les épiciers vendent leurs sacs de maïs aux grossistes de Chepkong lorsque leur capacité de stockage est atteinte⁵³⁸ ou que les prix du marché leur semblent être au plus haut (d'avril à juillet, car en août, les stocks sont épuisés) ; les producteurs réagissent suivant leurs besoins et l'état de leurs greniers, investissant donc le marché quand ces derniers sont pleins (de janvier à juin, quand les prix sont hauts), mais ne vendant qu'exceptionnellement durant la période de soudure.

⁵³⁸ La capacité de stockage et de transport du commerçant donne une indication sur son importance dans la filière locale. On peut avancer l'ordre de grandeur suivant : un grossiste peut stocker et écouler plus de 500 sacs dans l'année, un épicier entre 30 et 100 sacs environ, un détaillant de 5 à 20 sacs.

Tableau n°16: Saisonnalité des ventes de maïs et évolution des prix moyens du sac dans les deux premiers niveaux de transactions

		Prix aux producteurs à l'épicerie des Sekerr (Mungat, Mariny, Chepkondol)*		Prix offert à l'épicier par les grossistes de la route A1 (Ortum, Chepkong)*		Prix nationaux (indexés sur ceux du NCPB)	
2000 ⁵³⁹							
Févr.	Chômage agricole	600		Pas de ventes			960
Mars		600		Pas de ventes			1160
Avril	Semailles	700		1000			1040
Mai		700		1000			1200
Juin	Soudure	800		1000			1500
Juil.		Pas de ventes		1000			1500
Août		Pas de ventes		Pas de ventes			1600
Sept.		Pas de ventes		Pas de ventes			1000
Oct.	Récolte	Pas de ventes		Pas de ventes		stockage	1000
Nov.		Pas de ventes		Pas de ventes			1100
Déc..		Pas de ventes		Pas de ventes			1275
2001							
Janv.	Chômage agricole	600		Pas de ventes			1000
Févr.		600		800			1200
Mars		600		800			1200
Avril	Semailles	600		800			1200
Mai		700		780			1120
Juin	Soudure	800		780			1080
Juil.		Pas de ventes		600			1000
Août		Pas de ventes		Pas de ventes			900
Sept.		Pas de ventes		Pas de ventes			600
Oct.	Récolte	Pas de ventes		Pas de ventes			400

⁵³⁹ Données acquises auprès des commerçants impliqués. L'année 2000 est marquée par la sécheresse. Les producteurs vendent, mais les épiciers stockent en pensant que les prix vont augmenter.

- Des grossistes spécialisés, des épiciers aux pratiques commerciales diversifiées

Les grossistes comme ceux de Chepkong s'appuient quasi exclusivement sur le commerce du maïs. Cette spécialisation est pourtant loin d'être un atout dans le contexte actuel de libéralisation du marché : la baisse des prix de vente, et surtout la concurrence de nouveaux commerçants, ont considérablement ralenti leur croissance. En 1996, ils achetaient les sacs de maïs à 400 Ksh, pour les revendre à 800 Ksh au NCPB. En 2000, ils n'obtenaient les sacs qu'à 800 Ksh auprès des épiciers et des propriétaires de *kiosks*, mais les cédaient à 1 200 Ksh aux grossistes du secteur privé ou au NCPB⁵⁴⁰. En 2001 toutefois, ils ne proposaient plus qu'un prix d'achat de 700 Ksh, pour un prix de vente à 750 Ksh aux autres grossistes de Makutano et de Kitale.

Jusqu'à la fermeture du dépôt NCPB de Sigor, en 1999, Mr. Ariongoreng vendait, par exemple, 1 650 sacs de maïs par an au dépôt du NCPB de Sigor.

Tableau n°17: *Un cas d'illustration : les ventes d'Ariongoreng (grossiste à Chepkong)*

Sacs de 90kg	1999	2000	2001
Maïs	1 650 sacs	1 200 sacs	1 050 sacs
Haricots	74 sacs	60 sacs	30 sacs
Millet	70 sacs	40 sacs	50 sacs

⁵⁴⁰ Ils tiraient toujours une marge de profit intéressante, mais la concurrence était plus forte. En effet, 80% des épiciers et propriétaires de *kiosks* interrogés ont débuté leur activité en 1997-1998. En 2001, certains étaient déjà capables de contourner les grossistes de Chepkong pour s'adresser directement aux grossistes de Makutano et de Kitale.

Originaire des Cherangani⁵⁴¹, il est encore aujourd'hui le plus important grossiste de Chepkong, se vantant d'être l'intermédiaire des trois quarts des épiceries des Sekerr. Cependant, sa marge de profit a diminué, car il est désormais dépendant de ces « bons amis » les commerçants de Kitale, du cycle de production de Trans-Nzoïa, et doit faire face à la concurrence d'autres commerçants plus jeunes⁵⁴². Mr. Ziamojang, par exemple, a ouvert un comptoir à Chepkong en 1999, suite aux bons résultats d'un magasin créé en 1995 à Ortum⁵⁴³.

Tableau n°18: Un cas d'illustration : les ventes de Ziamojang (grossiste à Chepkong)

Sacs de 90kg	1999	2000	2001
Maïs	20 sacs	45 sacs	30 sacs
Haricots	100 sacs	85 sacs	50 sacs
Millet	50 sacs	45 sacs	26 sacs

Ainsi, dans ces zones périphériques, les grossistes de maïs (et autres produits agricoles) semblent être ceux qui subissent actuellement le plus de plein fouet les effets critiques de la libéralisation et de la multiplication des acteurs privés dans la filière.

⁵⁴¹ Ariongareng (33 ans selon ses dires, mais sûrement plus, puisque son entrepôt est ouvert en 1984) est un homme relativement connu dans la région. Il est originaire des Cherangani, où il cultive aussi des champs, mais il a hérité d'autres superficies de son beau-père et de son beau-fils marié à une fille originaire des Sekerr. Il réside à Marich où il élève cinquante caprins et vingt-six bovins (entretien personnel, Chepkong, 2001).

⁵⁴² Cf les prix proposés par les commerçants de Kitale sont moins avantageux que ceux du NCPB - les frais de transports devant être pris en charge- et quelques-uns de ses clients d'autrefois occupent aujourd'hui la même place que lui dans la filière.

⁵⁴³ Du clan Chabin, originaire de Sook, mais marié à une Siwotoy de Mbaraa lorsqu'il possédait une épicerie à Mungat (Entretien personnel avec l'intéressé, Chepkong, 2001).

Les épiciers, pour leur part, s'adaptent mieux à la nouvelle conjoncture en diversifiant leurs sources de revenus : productions variées, commerce agricole et animal, de produits manufacturés, transports, etc.

Mr. Lotele, par exemple, est un des deux plus importants épiciers des Sekerr. Il a débuté en 1985, en se lançant dans le commerce de l'or, achetant quelques grammes aux orpailleurs de Sengelel et de Mariny pour les revendre à Chepkong, Kitale voire Eldoret. Ces voyages lui ont permis de rapporter de nouvelles idées dans les Sekerr et d'identifier des opportunités à développer (à Ortum notamment). Il achète alors plusieurs têtes de bétail, qu'il revend deux ans plus tard : le profit dégagé est d'abord réinvesti dans une première épicerie à Mariny en 1988, puis dans l'achat d'une voiture en 1991. En 1992, il commence le commerce du maïs qui ne prend son essor qu'en 1995-1996, quand le prix des graines hybrides augmente : les paysans ont besoin de vendre une part plus importante de leur production pour lui en acheter. Les bénéfices sont d'autant plus conséquents que le NCPB élève ses prix d'achats. Il ouvre alors un deuxième établissement à Ortum en 1996 et transforme l'épicerie de Mariny en entrepôt pour y stocker les réserves de céréales en attendant la hausse des prix. Aujourd'hui, son activité commerciale s'est diversifiée autour des trois filières dominantes dans la région. A Ortum, il tient son épicerie avec d'importants stocks de produits manufacturés, matériaux de construction, matériel agricole, etc... A Mariny, son entrepôt peut recevoir jusqu'à 300 sacs de maïs et son véhicule lui permet de vendre aux grossistes de Kapenguria sans passer par l'intermédiaire des grossistes de Chepkong. Enfin, il continue son commerce de bétail : il possède cinquante chèvres (dont huit boucs et huit castrés) et trente bovins (dont huit taureaux et quatre bœufs) qu'il compte vendre en une seule fois à un commerçant spécialisé dans l'exportation vers le marché de Nairobi.

D'après cet exemple, c'est bien le petit commerce diversifié qui paraît le plus adapté à la minimisation des risques, et le plus adaptable aux exigences du marché, dans ces zones périphériques.

- **Détaillants, propriétaires de *kiosks* et producteurs locaux : des acteurs aux pratiques multiples associant le troc et le numéraire**

Les propriétaires de *kiosks* n'ont pas toujours le capital suffisant à une telle diversification de leurs activités commerciales. L'utilisation des pratiques commerciales hybrides, jouant sur le décalage de valeur entre le troc et l'échange en numéraire leur permet de rebondir. Leur commerce n'est qu'une activité secondaire : ce sont avant tout des paysans qui achètent à l'occasion les produits d'autres paysans et en quantité réduite. Ils n'ont pas besoin de prospecter auprès des cultivateurs, mais sont directement sollicités par ceux qui souhaitent acquérir (à l'unité ou au poids) farine, sucre, thé, savon, stylos ou cahiers d'école. Le produit de la vente de deux, quatre, six ou huit kilogrammes de maïs (la mesure de base est le *korongo*, équivalent à 2 kg) est immédiatement dépensé sur place. Entre janvier et février, les détaillants constituent ainsi une réserve d'une dizaine de sacs de céréales (ou de haricots), qu'ils revendent par la suite aux épiciers locaux ou parfois aux grossistes de Chepkong (selon les informations sur les prix de gros, les besoins de leurs épiceries, et leur capacité de stockage)⁵⁴⁴.

Les prix proposés aux producteurs ne dépendent pas tant du prix du sac vendu aux grossistes, que du niveau de production moyen de la vallée. Si les récoltes ont été abondantes, les prix sont relativement faibles, puisque tous les producteurs vendent ; si la récolte est mauvaise, beaucoup constituent des réserves pour la soudure, les propriétaires de *kiosks* proposent alors des prix plus attractifs pour inciter les producteurs à vendre⁵⁴⁵. Une certaine stabilité des prix est maintenue pour conserver une crédibilité locale et garder la clientèle d'une année sur l'autre. Aussi, les prix à l'achat peuvent-ils parfois dépasser le prix de vente aux grossistes. Ils ont, de toute façon, les moyens de stocker un minimum en attendant une remontée des prix de gros, et si la capacité de stockage est dépassée, ils usent du crédit en cédant leurs produits manufacturés contre une promesse de vente. Cette dernière pratique leur permet, en outre, de construire

⁵⁴⁴ Les producteurs dépensent l'argent de la vente de leurs productions très vite, les épiciers écoulent donc rapidement leurs stocks de produits manufacturés en février.

⁵⁴⁵ Durant notre étude de terrain, entre 2000 et le début d'année 2002, les prix évoluaient entre 10 Ksh/ 2 kg (en fin d'année) et 15 Ksh/ 2 kg (au premier semestre).

des relations de confiance avec les producteurs et de renouveler plus rapidement leurs stocks de produits manufacturés.

Malgré tout, la marge de profit effectuée à partir du maïs est relativement réduite : les 2 Kg de maïs acheté à 10 Ksh, sont revendus à 15 Ksh (si l'on compte que le sac leur est acheté à 600 Ksh par les épiciers) ; le bénéfice annuel dépasse donc rarement 5 000 Ksh. La collecte et la revente de maïs représentent surtout un moyen d'entretenir la clientèle du commerce de produits manufacturés, sur lesquels les bénéfices sont plus importants.

On l'a vu, les producteurs participent à l'économie de marché suivant leurs besoins au jour le jour. Les dépenses sont assez ponctuelles (règlement du meunier⁵⁴⁶, de l'achat de produits de consommation courante). Ces petites sommes sont obtenues soit par la vente d'une partie infime de la production aux détaillants, soit par un travail rémunéré en argent ou en maïs : « *les prix du maïs étant légèrement variables, il est parfois plus intéressant d'être payé en nature* ».

Tableau n°19: Exemples de travaux rémunérés et de salaires locaux⁵⁴⁷

	Salaires moyens	Equivalent à l'échange
Désherbage	40 Ksh/ 10 m ²	10 kg de maïs.
Débroussaillage	30 Ksh/ 10 m ²	5 l de bière
Herbe pour toiture	40 ksh/ la botte.	10 kg de maïs.
Salaire de berger	300 Ksh/ mois.	Pas d'équivalent
Salaire d'auxiliaire détaillant	350 Ksh/ mois.	Pas d'équivalent
Salaire de meunier	600 Ksh/ mois.	Pas d'équivalent

⁵⁴⁶ Dans les Sekerr, on compte neuf moulins mécaniques (*posho mills*) pour une population d'environ 9 400 personnes. En 2001, le prix était de 5 Ksh pour deux kilogrammes de grains (ce qui représente un repas pour une famille). Les propriétaires de ces moulins encaissent en moyenne 2500 Ksh/ jour, desquels il convient de retirer les frais d'essences, etc.).

⁵⁴⁷ D'après entretiens personnels (Sekerr, 2000, 2001).

La participation à de tels travaux contribue à resserrer les relations intracommunautaires : il n'y pas de « réunions de travail » sans bière, ce qui explique d'ailleurs en partie le taux de présence. Certains individus vont jusqu'à en faire leur spécialité et leur fond de commerce ; avec un capital d'environ 400 Ksh, ils peuvent espérer retirer un bénéfice de près de 2 000 Ksh de la vente de bière⁵⁴⁸.

Interdit par la loi, ce type de festivités est particulièrement répandu lors des mois qui suivent les distributions d'aide alimentaire. Ces distributions sont en effet effectuées à l'échelle des divisions administratives ; lorsqu'un indice de sous-alimentation est constaté dans la plaine de Masol, les gens des Sekerr reçoivent aussi une aide alimentaire. Bien qu'ils soient épargnés par la famine (puisqu'ils ont toujours un minimum de réserves), ils subissent néanmoins la baisse des prix locaux du maïs, alors que les prix du bétail augmentent parallèlement. Ne souhaitant pas vendre à perte leur maïs, ils transforment alors les dons du PAM, en bière dont la production artisanale est particulièrement rémunératrice⁵⁴⁹.

La circulation du numéraire ne dépend donc pas uniquement du marché. L'argent est présent dans bon nombre d'échanges locaux, qui prennent des formes mixtes, mêlant pratiques sociales et pratiques commerciales. Cependant, certaines dépenses saisonnières requièrent la constitution d'un capital important et rentrent dans le cadre de stratégies d'investissements : les frais de scolarisation (aux mois de janvier-février), l'achat de graines hybrides (au mois de mars)⁵⁵⁰, de produits vétérinaires (au mois de juin), etc...

⁵⁴⁸ Entretien personnel (Sekerr, 2001). 12 kg de millet et 30 kg de maïs sont moulus, puis la farine est mélangée à de l'eau et laissée fermenter jusqu'à obtenir 120 litres de bière traditionnelle, vendue ensuite à 10 Ksh le demi-litre. Sur les piémonts Cherangani, la bière traditionnelle est deux fois plus chère, à 10 Ksh la tasse (c'est-à-dire le quart de litre). Le coût de la bière donnerait-il une idée du coût de la vie ? Ou est-ce parce que le cœur de la production est situé dans les montagnes ? Ou encore, que les productions des piémonts sont plus favorablement orientées vers le marché hors district ?

⁵⁴⁹ A noter, les Kenyans, dans leur grande majorité, sont consommateurs de maïs blanc, alors que le maïs distribué par le PAM est du maïs jaune. Il est quasi impossible de vendre le maïs distribué, du fait de sa couleur caractéristique.

⁵⁵⁰ Un hectare de maïs nécessite 1 kg de graines hybrides, c'est-à-dire un coût de 1 400 Ksh.

b. La direction des investissements : un révélateur des dynamiques territoriales actuelles

Les investissements, qu'ils portent sur l'éducation scolaire, le commerce ou l'intensification agricole, par exemple, visent plus ou moins directement une intégration au marché.

- L'école : une ouverture vers de nouvelles perspectives socio-économiques ?

La croissance démographique du Kenya n'a pas épargné les Sekerr. On y comptait, 1 218 habitants en 1927, 3 192 en 1962, 7 154 en 1979, 8 758 en 1989 et 9 400 en 2000. Près de la moitié des jeunes de plus de 15 ans vivant dans les montagnes sont scolarisés : 1 500 élèves, répartis entre 10 écoles⁵⁵¹.

Les données rassemblées dans le tableau ci-dessous sont tout aussi révélatrices des différences de densités de population, que des nouvelles aspirations des gens suivant leur lieu de résidence⁵⁵². *Musop* constitue un axe de pénétration pour l'économie de marché, sur lequel se placent les infrastructures, les écoles et les principaux commerces. Le souci d'intégrer l'économie de marché se décline donc à partir de *musop*, vers le bas (*kamas*) et le haut (*turku*), et du Sud vers le Nord.

⁵⁵¹ Source : Rapport de l'*Evangelical Lutheran Church of Kenya* ELCK (complété par nos données de terrain (2001). Cinquante enseignants sont recensés sur les 10 écoles, quatre sont financées par l'Eglise catholique et quatre autres par l'Eglise luthérienne. Depuis 2002, l'école primaire est devenue gratuite, entraînant une forte augmentation des effectifs.

⁵⁵² Nous n'avons malheureusement aucune donnée sur les densités de population par étages altitudinaux. Par ailleurs, l'administration ne reconnaît pas officiellement la présence des familles sur *turku* (ce qui ne l'empêche pas pour autant d'y soutenir l'installation d'écoles).

Tableau n°20: *Emplacements des écoles primaires par zone d'altitude et effectifs inscrits (Sekerr Hills)*

Zones d'altitudes	ECOLES	Origine du financement	Nombre d'élèves et niveau d'étude	Effectifs par zone d'altitude
TURKU	KAPSO (sud Sekerr)	ELCK	40 jusqu'en standard 4	120
	TEMOW (sud Sekerr)	Catholique	30 jusqu'en standard 3	
	CHEPTAIN (nord Sekerr)	Non connu	50 jusqu'en standard 3	
MUSOP	MUNGAT (sud Sekerr)	Catholique	360 jusqu'en standard 8	840
	EMBOGATH (centre Sekerr)	ELCK	70 jusqu'en standard 5	
	SENGELEL (centre Sekerr)	ELCK	260 jusqu'en standard 8	
	CHEPKONDOL (nord Sekerr)	Catholique	150 jusqu'en standard 8	
KAMAS	MARICH (sud Sekerr)	Gouvernement	300 jusqu'en standard 8	420
	SOSTIN (sud Sekerr)	ELCK	120 jusqu'en standard 8	

Pour les chefs de famille, l'éducation de leurs enfants représente un investissement relativement « lourd », pouvant mobiliser jusqu'à un tiers des recettes annuelles issues de la vente des productions de maïs⁵⁵³. C'est toutefois un

⁵⁵³ En 2001, les frais de scolarisation étaient d'environ 3 000 Ksh par an et par enfant. Or, la production moyenne d'un acre de maïs est de dix sacs de 90 kg, vendus jusqu'en 2000, autour de 1 000 Ksh le sac.

outil prometteur d'intégration des réseaux nationaux : pour eux, l'éducation est synonyme d'emplois salariés, notamment d'emplois dans l'administration, et semble tout aussi essentielle pour que les futurs adultes décryptent convenablement les lois du marché.

Les jeunes actuellement en classe pensent, d'ores et déjà, qu'ils ne trouveront pas pour autant de travail salarié, mais considèrent l'accès à l'éducation comme un moyen d'ouverture culturelle. Dans ce sens, l'école constitue un levier efficace pour acquérir une reconnaissance sociale rapide, en dépit de leur âge et des étapes initiatiques du système traditionnel.

- Investir sur le marché : des opportunités économiques innovantes

Le *kiosk* constitue une première étape essentielle vers la conquête d'autres horizons territoriaux. Un montant de 10 000 à 15 000 Ksh est nécessaire à l'installation d'un *kiosk*, et 20 000 à 22 000 Ksh doivent être rassemblés pour monter une épicerie (sans compter le loyer si les murs n'appartiennent pas au commerçant). La taxe annuelle du *county council* s'élève à 1 600 Ksh et à 2 000 Ksh, respectivement pour un *kiosk* ou une épicerie.

Tableau n°21: *L'investissement de départ : différences entre kiosks et épiceries*

Type de commerce	<i>Kiosk</i>	Epicerie
Constitution du stock	10 000 à 15 000	20 000 à 22 000
Taxe annuelle du <i>county council</i>	1 600	2 000
Loyer (annuel)	3 600	7 200
TOTAL approximatif (en Ksh)	17 700	30 200

De telles sommes représentent un investissement important pour la plupart des jeunes *merkutwo* ayant juste fini leur scolarité. Elles correspondent à la vente d'une à deux récoltes moyennes annuelles ou au prix de deux à trois taureaux sur le marché de Chepareria (ce qui constitue une part importante du troupeau de l'agro-pasteur des Sekerr). Peu enclins à la gestion de stocks et surtout sans capital suffisant, certains jeunes ne souhaitent pas forcément s'impliquer tout de suite dans un petit commerce comme le *kiosk*. Plusieurs autres types d'activités innovantes peuvent alors être mis en œuvre préalablement, dont l'achat d'un ou deux ânes (2000 Ksh l'âne), par exemple. Leur location pour transporter les denrées entre Mungat et Chepkong (320 Ksh), leur apporte des revenus de complément pour subvenir aux besoins de leur maisonnée, tout en laissant du temps pour les travaux agricoles⁵⁵⁴. Par ailleurs, la conduite -ou les relations du loueur avec ses clients- leur permet d'être au courant des nouvelles du marché, des prix en vigueur dans les centres de gros et des opportunités à saisir ; ce qui influe sur les choix de réinvestissement des revenus monétaires (l'élevage ou l'agriculture).

- Les effets du développement des productions commerciales : spéculation sur le bétail et colonisation agricole

L'achat de bétail *via* le marché se révèle souvent être un bon investissement⁵⁵⁵. Contrairement aux quelques familles qui résident sur *kamas* et qui investissent dans les caprins (plus résistants aux aléas climatiques, aux taux de reproduction plus rapides et surtout plus faciles à vendre ou à échanger), les gens de *musop*,

⁵⁵⁴ Par endroits, cette pratique spontanée dans les Sekerr, a été influencée par les Eglises et ONG. Destinée à l'origine à assouplir le travail des femmes chargées du transport des denrées vendues sur les marchés, la conduite des ânes a en fait été accaparée par les hommes. Les femmes, qui étaient jusqu'alors responsables des ventes sur le marché, ont dès lors perdu ce rôle. En 2002, seuls sept individus avaient entrepris un tel investissement, d'autres en parlaient : le nombre d'ânes ne dépassait pas la trentaine dans la *location* de Mbara. En 2004, nous avons pu observer que l'ensemble du transport de denrées de, ou allant à, Chepkong est désormais assuré par des âniers.

⁵⁵⁵ Les prix des bovins ont même tendance à augmenter ces derniers temps. La spécialisation sur le maïs n'étant pas rentable du fait de la proximité du district de Trans-Nzoïa en surproduction, il est donc à prévoir une augmentation du nombre d'animaux dans les vallées de montagne.

dont les revenus monétaires sont plus importants, préfèrent généralement les bovins.

Il est assez aisé pour un agro-pasteur, dont la survie est assurée par ses propres productions agricoles, d'adapter la structure de son troupeau à la demande du marché en favorisant une plus forte proportion de mâles. On notera que les plus belles bêtes arpentant les marchés sont fréquemment vendues ou achetées par les agro-pasteurs des montagnes. La plupart de ces animaux sont gardés sur les hauts de pentes de *kamas* ou sur les piémonts, où ils ne risquent pas d'endommager les cultures. Sur *musop*, peu d'espaces sont effectivement disponibles pour le bétail : les exploitants ayant augmenté leurs surfaces agricoles, passant de 1 à 2 acres, à 2,5- 4,5 acres, pour compenser la baisse des prix des céréales⁵⁵⁶.

Pour les jeunes, ou pour les pasteurs démunis qui viennent se réfugier en montagne, il est encore possible de défricher des champs au-delà de 2300 mètres d'altitude en colonisant les espaces forestiers. *Turku* peut, à certains égards, être considéré comme une zone de desserrement démographique, mais il se révèle également une zone d'investissement : à cette altitude, le cycle végétatif de la plante étant allongé, les récoltes ont lieu en décembre et janvier, au moment même où les prix du marché sont susceptibles d'augmenter⁵⁵⁷.

La terre est devenue un bien relativement rare, qu'il est possible d'acheter pour un coût moyen de 15 000 à 30 000 Ksh l'acre suivant le site⁵⁵⁸. Peu d'individus peuvent se permettre de tels investissements, finalement principalement réservés aux épiciers dont le commerce se porte bien et qui y font pousser des cultures à forte valeur ajoutée (haricots par exemple). Cette diversification de l'agriculture ne correspond pas donc aux éventuelles exigences d'une amélioration du régime alimentaire local, comme cela est souvent suggéré, mais est surtout significative de la recherche de débouchés commerciaux sur les marchés environnants. Elle

⁵⁵⁶ Données recueillies au cours des enquêtes (Sekerr, 2001). Ces extensions sont observables un peu partout dans le pays, régions déficitaires et régions excédentaires confondues.

⁵⁵⁷ A cette altitude, les cultivateurs sont confrontés aux problèmes de stockage de la récolte, notamment du fait de la forte humidité, c'est une des raisons qui les poussent à vendre rapidement leur production.

⁵⁵⁸ De manière générale, on note que les exploitations dont la taille augmente le plus, sont celles des familles les plus impliquées dans l'économie de marché. Il faut être capable de rentabiliser rapidement son investissement, du fait du flou juridique qui plane sur la propriété foncière. Dans l'ensemble, cependant, peu de terres sont vendues étant donné la pression foncière.

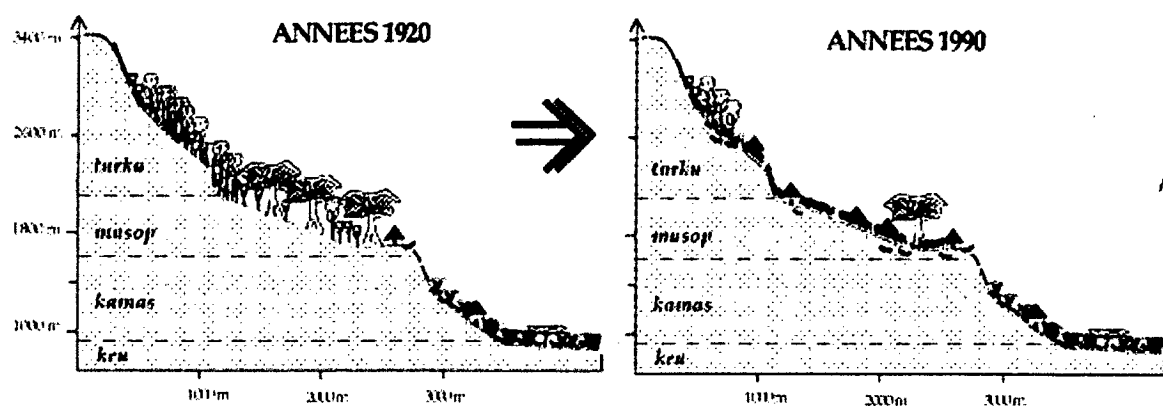
n'entraîne pas non plus un retour à une dynamique d'exploitation de l'étagement de la montagne et de l'escarpement, mais contribue au contraire à accroître la pression agricole sur *musop*.

Le développement de ces quelques stratégies et pratiques novatrices évoquées n'est pas sans annoncer de profonds changements dans l'organisation territoriale des communautés locales. La recherche constante de nouvelles opportunités économiques fondées sur la commercialisation pousse à la colonisation de nouvelles terres, à la sécurisation de celles déjà occupées et à une multiplication des conflits locaux. Ces derniers illustrent d'ailleurs fortement la dynamique et la réorganisation des territoires locaux.

3. La redéfinition et le déplacement des zones de production : colonisation, sécurisation et conflits fonciers sous l'égide du clan

Conséquence de la pression démographique et de l'intérêt de plus en plus prononcé pour l'agro-business, on observe dans les Sekerr (dans les vallées de Mungat et de Temow plus particulièrement) une recomposition des territoires locaux en fonction des étages altitudinaux. Alors que les terres arables de *musop* sont densément exploitées, les espaces forestiers de *turku*, autrefois libres et accessibles à chacun, sont colonisés et appropriés par certains cultivateurs. Parallèlement, l'extension des surfaces cultivées sur *musop* réduit les terres de parcours dans un contexte d'augmentation de la charge en bétail initiée par les bons résultats de l'agriculture, et a des répercussions sur *kamas*, où la culture du millet est abandonnée au profit d'un élevage commercial.

Illustration no. 38. L'évolution du transect haut/ bas, année 1920-1990



Ces transformations paysagères se font sous le patronage des clans, dont les membres s'organisent aujourd'hui pour garantir leurs droits, non plus sur l'usage, mais sur le bien que représente la terre elle-même. Les anciens *korok* se retrouvent investis par ces structures appelées à résoudre des conflits fonciers de plus en plus fréquents. Désormais acteurs essentiels de la vie économique et politique locale, les clans demandent que leur rôle et leurs droits soient renforcés et reconnus par l'Etat. Cependant, face à l'absence de ce dernier, on assiste plutôt à la création de nouvelles unités territoriales intermédiaires, associant héritages traditionnels et aspirations pour le développement.

- Une colonisation agricole et des conflits sur *turku* révélateurs des enjeux économiques, sociaux et politiques

La terre est devenue un enjeu de premier ordre, économique, social et politique : elle garantit des revenus réguliers ; elle est l'objet par lequel passe la reproduction des cellules familiales ; enfin, elle est mobilisatrice de support politique.

Dans le contexte actuel de croissance démographique et de pression foncière, face au morcellement des terres par héritage et au vu de la réussite des cultivateurs ayant ouvert des champs dans la forêt d'altitude, les jeunes de *musop* envisagent à leur tour l'exploitation de *turku* devenu espace stratégique : les champs ainsi ouverts viendraient s'ajouter aux autres superficies de l'exploitation

familiale situées plus bas dans la vallée⁵⁵⁹. Or, plus l'on s'élève en altitude, plus les possibilités d'extension se restreignent.

Les populations déjà présentes sur *turku* sont majoritairement de jeunes ménages⁵⁶⁰ qui souhaitent préserver ces terres pour leur descendance, voire cherchent à en augmenter les superficies (chaque année de nouvelles clairières sont ouvertes pour marquer leur présence) ; de fait, entre 2200 et 2500 mètres d'altitude, la forêt recule à un rythme effréné. Les réclamations d'ordre foncier ont par conséquent tendance à se multiplier⁵⁶¹. Bien qu'elles donnent rarement lieu à des affrontements, elles soulèvent de véritables problèmes de droits.

En principe, la forêt de *turku* est un espace commun qui fait partie du *korok* (au même titre que les autres étages du transect haut/ bas) ; son utilisation et la gestion de ses ressources sont donc sous l'autorité des membres du *kokwo*, regroupant tous les producteurs du transect (cf. toute famille souhaitant agrandir son exploitation doit théoriquement s'en référer au *kokwo*). Mais la sur-représentation des producteurs de *musop* en son sein va à l'encontre des intérêts des familles de *turku* : pour pouvoir contrôler les colonisations agricoles, les premiers -en position dominante- mettent en avant dans leurs discours les effets secondaires des déboisements intensifs de la forêt : « *les problèmes de ravinement et d'inondation des terres situées à 2000 m, ainsi que le manque de précipitations observé depuis quelques années dans les Sekerr, sont directement liés à la surpopulation relative et aux défrichements inconsidérés de la forêt* »⁵⁶². Les familles de *turku* tendent donc de plus en plus à refuser l'autorité du *kokwo* dans ce domaine. Comme les autorités administratives se désintéressent du problème (voire le nient en rappelant le statut de Réserves Forestières, signifiant en principe que ces forêts sont inhabitées,

⁵⁵⁹ On retrouve là les stratégies de dispersion des cultures : on choisit d'exploiter des terres sur des niches écologiques différentes. Cependant, il ne s'agit plus vraiment de combattre les risques climatiques, mais les risques du marché, puisque ce procédé permet de jouer sur les cycles végétatifs des cultures pour profiter de l'évolution annuelle des prix du marché.

⁵⁶⁰ Suivant nos données d'enquêtes (Temow, 2000-2001), les familles de *turku* sont en grande majorité des couples avec des enfants en bas âges (sur-représentation des enfants de moins de 10 ans).

⁵⁶¹ L'*assistant chief* en charge de la sub-location des Sekerr rapporte qu'il est régulièrement sollicité à ce sujet dans la vallée de Temow (sud Sekerr), alors que les mêmes contentieux existent dans le nord, mais sont directement réglés par le *kokwo* local (entretien personnel, Mungat, 2000)

⁵⁶² Entretien personnel avec le délégué du clan Tungo Chepayos, Mungat, 2001.

interdites et gardées⁵⁶³), elles en appellent plutôt aux structures claniques pour résoudre ces litiges présentés dans des termes relatifs aux droits fonciers.

- **De la propriété commune à la propriété collective au nom du clan.**

La pression foncière semble donc jouer un certain rôle dans la fragilisation du *kokwo*, mais surtout dans le resserrement des liens intra claniques.

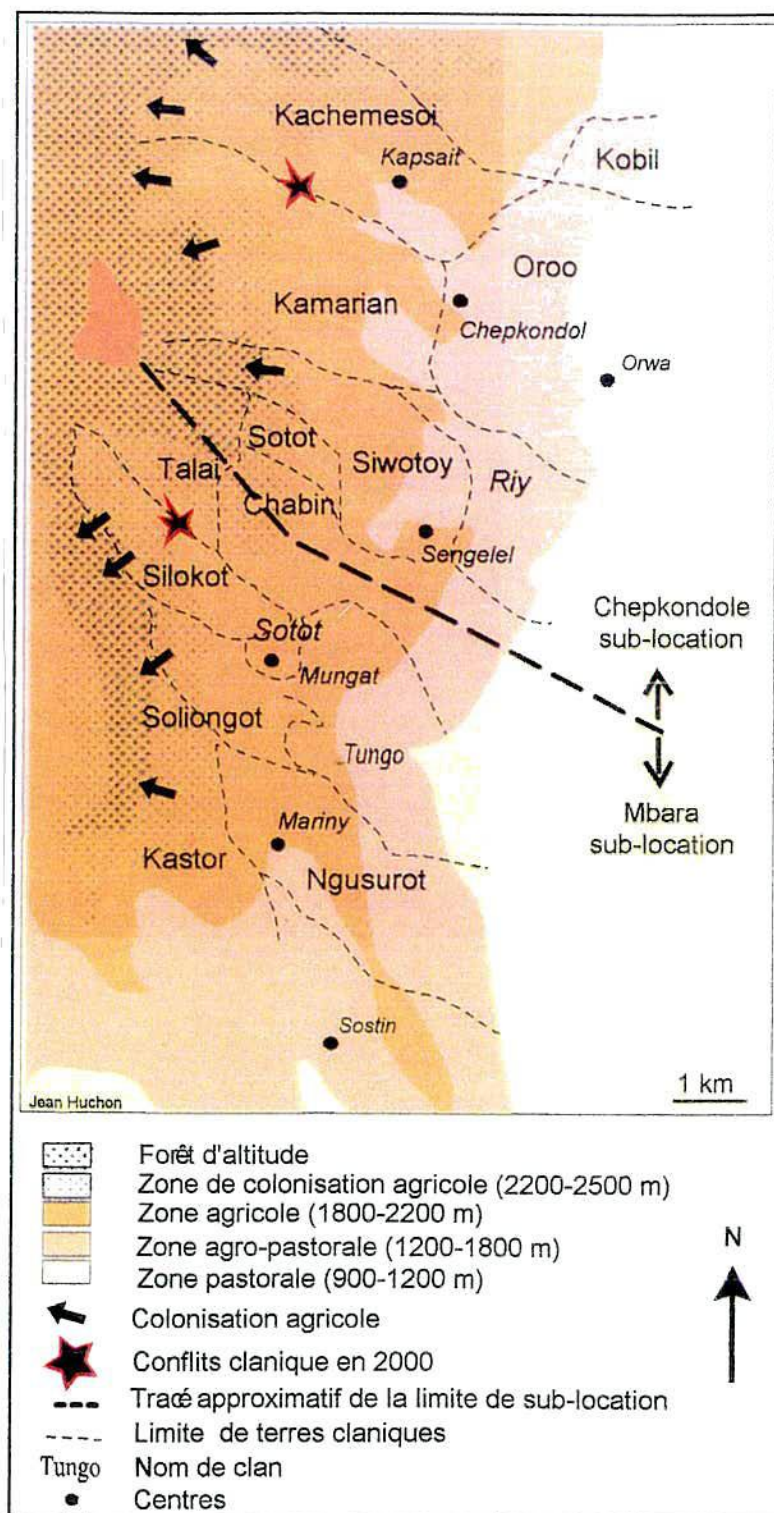
Le rôle des clans consiste principalement à s'assurer du bon respect des droits de leurs membres. Cette fonction de gestion des droits ne leur en octroie aucun en terme de propriété sur la terre : simplement des droits d'usage sont garantis, tant que leurs membres occupent la terre de façon effective et permanente. Depuis peu pourtant, chaque clan a constitué un comité chargé de maintenir un contrôle social plus strict. L'organisation de ces comités claniques répond à des règles précises : les individus qui le composent sont généralement choisis parmi les aînés dont la classe d'âge est au pouvoir au sein du *kokwo*, toutefois, les jeunes adultes y sont aussi favorablement accueillis -eu égard à leur niveau d'instruction ou à leur réussite économique-; parmi ceux-ci sont nommés un assistant, un secrétaire et un trésorier⁵⁶⁴. Le rôle de ces comités est de gérer l'accès aux terres et leur circulation entre familles membres du clan. Ils désignent, par exemple, les terres (emplacement et superficie) pour les jeunes souhaitant cultiver leurs propres champs. Lorsqu'un membre du clan décède, ils sont en charge du partage de son exploitation, laquelle ne revient pas forcément à ses fils, mais peut être cédée en partie à d'autres membres du clan. De même, si un homme a auparavant légué une portion à son gendre, le comité de son clan est chargé d'en reprendre possession à son décès⁵⁶⁵ : l'objectif est de la conserver dans le giron du clan, même si cela signifie l'évincement de leurs exploitations de familles qui siègent au *kokwo*. Les comités claniques ont ainsi défini des zones d'extension plus ou moins continues sur lesquelles ils estiment avoir des droits.

⁵⁶³ Deux gardes sont effectivement chargés de surveiller la réserve forestière qui s'étend de 2200 mètres d'altitude jusqu'aux sommets des Sekerr. Mais, originaires des Sekerr, ils ferment les yeux sur les défrichements (entretien personnel, Mungat, 2001).

⁵⁶⁴ Les *Kaplelash* sont au pouvoir dans les Sekerr au moment de notre étude. On retrouve le même type de conseils claniques chez les Basoga d'Ouganda décrits par A. François (à paraître, 2004)

⁵⁶⁵ Comme nous avons pu l'observer, il s'agit d'une situation qui n'est pas toujours facile à gérer. Le grand-père d'Iwalasiwa, un *Tungo*, a ainsi donné un champ à sa fille mariée à un *Sotot*. Celle-ci l'a ensuite légué à son fils (*Sotot*), qui souhaite aujourd'hui le vendre aux *Tungo* qui le réclament (entretien avec Iwalasiwa, trésorier du comité clanique des *Tungo Chepayos*, Mungat, 2001).

Illustration no. 39. La carte des nouveaux territoires claniques⁵⁶⁶



⁵⁶⁶ Cette carte a été réalisée d'après un schéma dessiné par un membre du clan *Tungo Chepayos*.

Si tous les comités claniques sont désormais en mesure de légitimer la présence des familles sur le territoire et d'affirmer leurs « droits de propriété », leur influence sur le *kokwo* varie en fonction de l'ancienneté de leur installation, la position de leurs aînés, leur pouvoir économique et leur poids démographique.

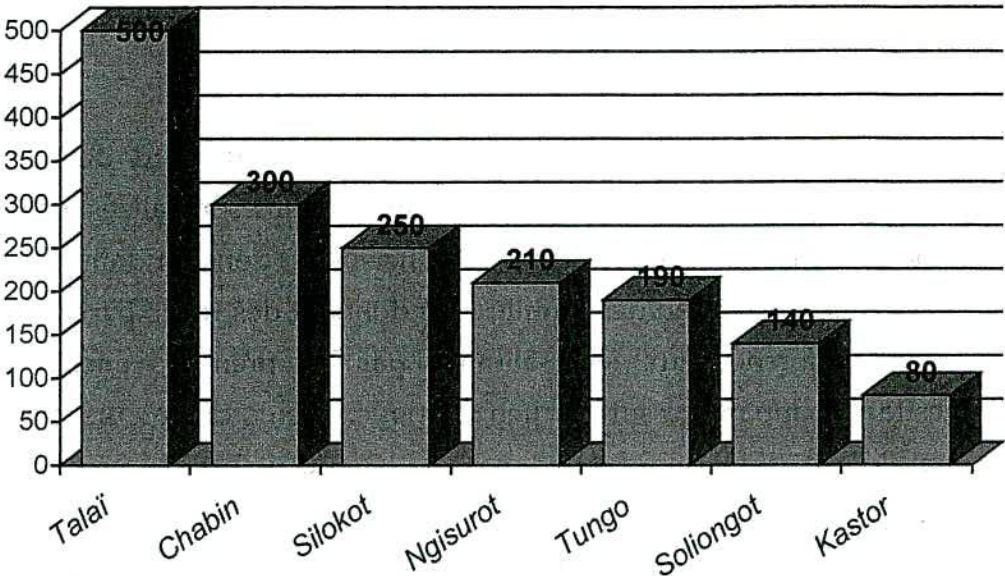
Le pouvoir de négociation du clan dépend d'abord de l'ancienneté et de l'histoire de son peuplement. Les premières familles installées dans les Sekerr sont celles de *musop* : le rôle des quelques anciens est donc fondamental pour légitimer les sites d'installation des familles ; ils donnent des récits particulièrement précis, faisant référence aux feux allumés par les premiers ancêtres, sans aucune hésitation apparente sur les lieux évoqués. Seuls détenteurs de la mémoire du peuplement, ils s'accordent pour un partage équitable des terres entre leurs clans ; et aucune difficulté majeure n'émerge au niveau de *musop* et de *kamas*. Sur *turku* par contre, l'installation récente des familles et le nombre important de témoins de la colonisation forestière expliquent les longs débats à la recherche de compromis, qui se soldent pourtant bien souvent par des conflits.

L'ampleur du « domaine foncier » de chaque clan témoigne de l'ordre d'arrivée des familles, mais aussi de leurs activités passées et actuelles. Par exemple, si les *Tungo* disposent de superficies relativement importantes, c'est qu'ils cumulaient autrefois les activités agricoles et pastorales, ce qui demandait de larges espaces ; les *Sotot*, qui ont deux territoires claniques (l'un dans la vallée de Mungat, l'autre près de Sengelel), étaient essentiellement portés sur l'élevage et transhumaient entre ces deux aires de campements⁵⁶⁷.

Il faut aussi mettre en relation la superficie des terres avec le pouvoir économique actuel des clans. Ainsi, les clans *Ngisurot*, *Soliongot*, *Tungo* et *Sotot* occupent une position stratégique sur l'axe reliant les Sekerr aux centres de gros. Cette proximité a vraisemblablement motivé très tôt la recherche de numéraire par une augmentation des productions et donc l'extension des cultures. D'autres clans, arrivés dans les Sekerr par la suite, n'ont alors pu s'installer qu'en altitude : relativement pauvres et marginalisés à leur arrivée, leurs membres disposent aujourd'hui des terres les plus productives et les plus intéressantes dans le contexte de l'intégration à l'économie.

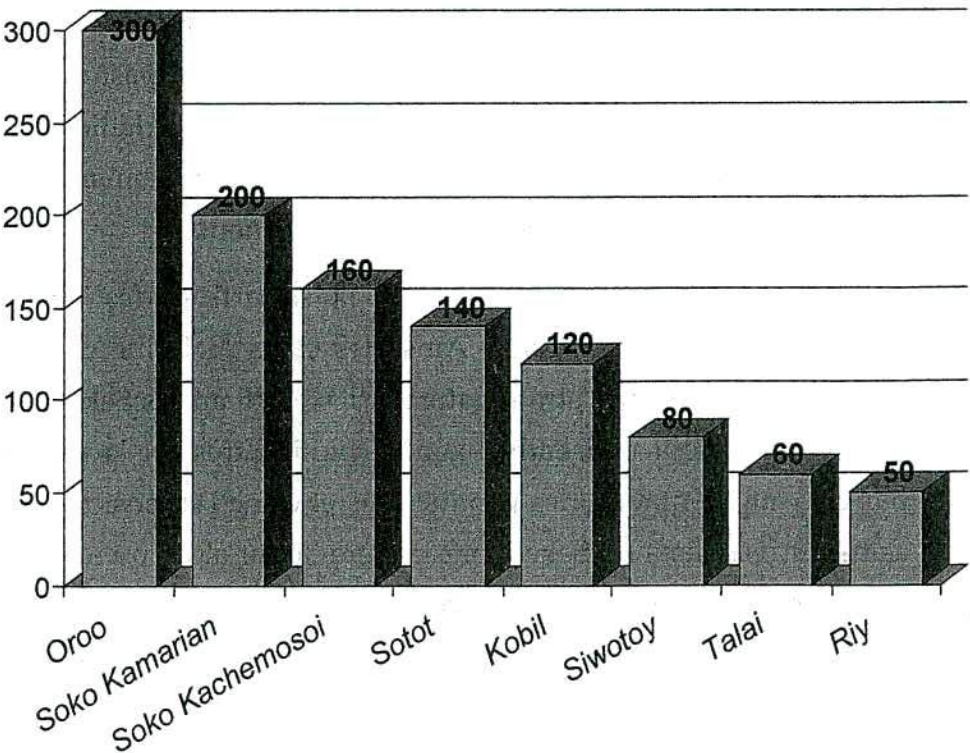
⁵⁶⁷ Entretien personnel, Mungat, 2001.

Illustration no. 40. *Le poids démographique (nombres d'individus) des clans de la vallée de Mungat (Sekerr)*



Nombre d'individus par clan (données personnelles, Sekerr, 2001).

Illustration no. 41. *Le poids démographique des clans de la vallée de Chepkondole (Sekerr).*



Nombre d'individus par clan (données personnelles, Sekerr, 2001).

Les *Silokot* de la vallée de Temow et les *Soko Kamarian* des pentes nord du mont Mtelo ont une croissance démographique relativement élevée, et sont les premiers à être impliqués dans les conflits : avec les *Talaiï*, dans la vallée de Temow ou avec les *Soko Kachenosoi* dans la vallée de Chepkondole. Les systèmes traditionnels de résolution de conflits sont assez difficiles à mettre en œuvre : les compromis sont lents à établir et les « pactes » sont renégociés tous les cinq ans ; ils limitent les explosions de violence, mais installent les contentieux sur le long terme⁵⁶⁸.

Face à ces conflits, les jeunes de *musop* soulèvent alors la question de la sécurisation foncière au nom du clan et tracent les limites de ce qu'ils considèrent comme leurs terres.

Ce passage de la propriété commune à la propriété collective illustre l'individualisation du « pouvoir politique » ou plutôt son appropriation par des « *leaders* » qui trouvent un support de choix auprès de leur clan. Par la redistribution des fruits de leur réussite économique avec les autres membres du clan, ils disposent d'une certaine autorité pour réclamer des terres ; mais pour se les approprier durablement, ils doivent d'abord jouer le jeu du renforcement du clan. C'est seulement par ce biais -de légitimation de l'influence politique du clan- qu'ils peuvent ensuite prétendre à une extension foncière sans contestation (en jouant sur l'ambiguïté de la propriété clanique) et à investir le milieu politique local.

Des clôtures apparaissent ainsi dans le paysage, censées protéger les cultures des animaux qui pâturent librement. Il s'agit en fait d'un véritable ancrage au sol des exploitations familiales (comme le prédit actuellement la circulation des droits fonciers en ce qui concerne l'héritage) : certains chefs de famille partagent leur exploitation entre leurs successeurs et font valider leurs décisions par les comités claniques bien avant de mourir ; ainsi, les fils héritent des terres sans que leurs droits puissent être remis en question à la disparition de leur père.

⁵⁶⁸ La sorcellerie étant une pratique courante, ces conflits sont considérés comme graves et meurtriers. D'ailleurs l'un des derniers conflits résolus dans les Sekerr, opposant les *Sotot* et les *Soko* a débuté en 1988 et pris fin en 1994 quand les *Sotot* ont pris possession de la terre disputée après la mort de trois *Soko* (entretien personnel, Temow, 2001).

L'inscription territoriale du clan et son rôle dans la résolution des conflits fonciers paraissent donc largement instrumentalisés par les unités familiales les plus dynamiques. Celles-ci insufflent une recomposition territoriale, considérée comme plus fonctionnelle et plus viable dans le cadre d'un développement économique et d'une intégration nationale.

- **Les nouveaux visages du foncier dans les Sekerr : de la propriété collective à la propriété individuelle⁵⁶⁹**

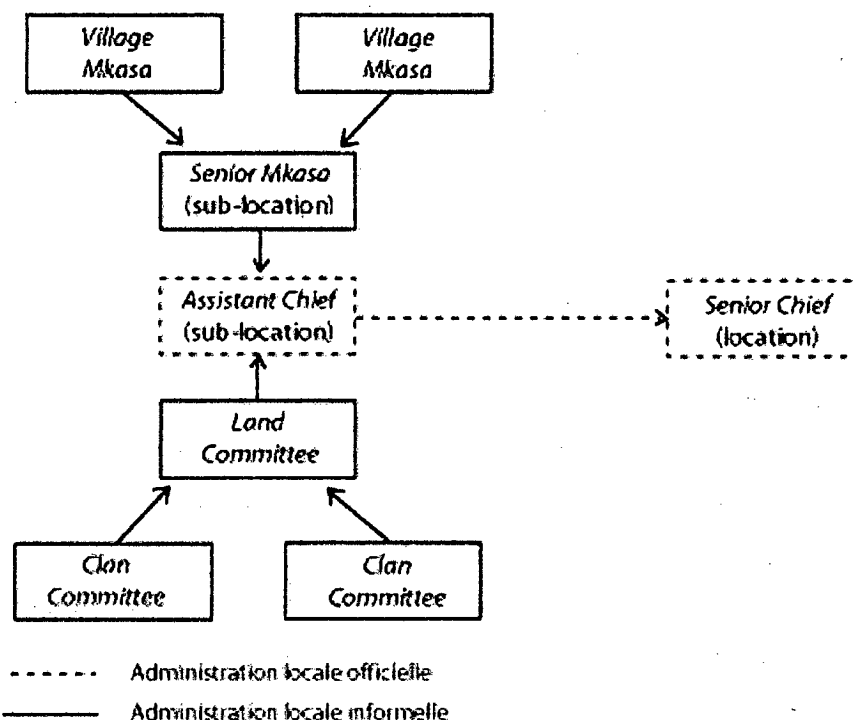
La terre est devenue un objet d'investissement et de spéculation, les conflits se multiplient, et l'administration du *county council* ne répond toujours pas à la demande de privatisation au nom des clans. Les populations de Mungat restructurent donc leurs institutions pour pouvoir gérer une tenure foncière complexifiée par les fermages, les locations et les ventes de terres⁵⁷⁰.

Chacun des comités claniques élit désormais des représentants au *Land Committee*, une institution établie par l'*assistant chief* afin de suivre les affaires foncières. Parallèlement, de nouvelles circonscriptions sont apparues, avec de nouveaux personnages de pouvoir à leur tête : les *Mkasa* et les *Senior Mkasa*, respectivement chargés de la résolution des conflits dans les *villages* et entre les différents *villages*. Un *Mkasa* est re-confirmé dans son rôle à chaque *kokwo* de *village*, alors que le *Senior Mkasa* est élu par les *Mkasa* des différents *villages* de la *sub-location*, pour venir en aide à l'*assistant chief* dans la résolution des conflits entre *villages*.

⁵⁶⁹ Alors que l'essentiel de l'étude de terrain a été réalisé en 2000 et 2001, cette section est le fruit d'un dernier séjour en juillet 2004.

⁵⁷⁰ Bernstein, Woodhouse, 2000, p. 205 : « *demand for and competition over land and water are pursued through the institutions and practices of (de facto) customary right, claims and allocations : between and within resident lineage ; between resident farmers and immigrants ; between crop farmers and livestock herders ; and between villages (boundary disputes)* ». [« la demande et la compétition sur la terre et l'eau se poursuivent à travers les institutions et les pratiques des droits coutumiers (de facto), de revendications et d'allocations : entre lignage et au sein d'un même lignage ; entre les paysans résidents et émigrés ; entre les cultivateurs et les éleveurs ; entre les villages (disputes sur les limites) »]

Illustration no. 42. *Organigramme de la nouvelle organisation politique de la vallée de Mungat*⁵⁷¹



source : J. Huchon, 2002

Le découpage en *villages* a été à l'origine instauré pour faciliter les distributions alimentaires du Programme Alimentaire Mondial. Ils sont aujourd'hui considérés comme des circonscriptions de référence pour les opérations de développement : c'est à partir de cette base que la population locale souhaite fonder ses demandes d'installation de dispensaires, d'écoles, de points d'eau et autres services que les autorités du district et du *county council* sont chargées de leur fournir.

Toutefois, leur mise en place a des répercussions de taille sur le système de résolution des conflits fonciers. A travers les comités claniques, les conflits s'installaient dans le long terme et les familles impliquées avaient tendance à faire appel à la sorcellerie : la mort d'un des protagonistes résolvait le contentieux, mais la terre n'en était pas pour autant sécurisée, puisqu'un nouveau pacte

pouvait être passé entre les nouvelles générations. L'organisation récente en *villages* permet d'éviter les éventuels débordements de violence dus aux litiges fonciers. En effet, tandis que les comités claniques s'occupent toujours de la gestion de leurs terres, les *land committees* règlent les affaires foncières nécessitant un contrat entre membres de différents clans (vente, location, etc...) ou celles liées aux héritages lorsque le propriétaire décédé occupait les terres d'un clan autre que le sien. Les *Mkasa*, pour leur part, apparaissent plutôt comme des négociateurs indépendants, dont le rôle est de rechercher les compromis ou d'évaluer la valeur de la compensation que l'individu en tort doit fournir à l'ayant droit.

Ainsi, ces évolutions s'inscrivent dans une tendance à la distinction entre le contrôle de l'espace, et le contrôle des populations et des rapports sociaux. Le clan est replacé dans ses fonctions coutumières de contrôle de la terre, tandis que les *Mkasa* sont en charge de la gestion des conflits (rôle de médiation) entre les individus ; le but étant manifestement d'éviter l'affirmation excessive d'identités et de pouvoirs claniques, pour maintenir une cohésion au sein de la communauté de voisinage.

Le renforcement des institutions claniques et la création de nouveaux cadres territoriaux illustrent un mouvement de territorialisation en accord avec les nouveaux enjeux de l'économie de marché. A l'époque de ce mouvement le *senior chief* n'avait pas encore été nommé par l'administration, sans le soutien de sa hiérarchie, l'*assistant chief* se retrouve avec un rôle politique de pivot entre institutions informelles et formelles, qui lui est conféré par des populations locales exprimant ainsi leurs aspirations à une meilleure représentation dans la perspective de leur intégration.

⁵⁷¹ Qui rassemble les *villages* de Cheikar (300 ménages) ; Pkutung (150 ménages) ; Kponpon (60 ménages) ; Tarakit (200 ménages) ; Tokoren (100 ménages).

CONCLUSION DE LA PARTIE 3 :

La spécialisation des espaces de production et les tentatives de territorialisation conçues à travers le « développement pastoral » ne visent pas spécifiquement et directement l'amélioration des conditions de vie des pasteurs (en assurant des services sociaux comme la santé ou l'éducation, il n'y a d'ailleurs toujours ni écoles, ni dispensaires dans la plaine), mais plutôt l'intégration des populations dans les réseaux économiques nationaux par le biais de la commercialisation du bétail. Du *grazing scheme* de Masol ou du périmètre d'irrigation d'Amolem, il ne reste rien, pas même une marque dans le paysage : ces projets importés n'ont pas été appropriés par les populations locales ; pour des raisons culturelles et endogènes sans doute, pour des raisons exogènes liées à l'imposition de modèles extérieurs et à la position périphérique de la région sur le marché national plus sûrement.

Aujourd'hui, l'image alarmante des sécheresses, des famines et des raids de bétail suggèrent une pauvreté intrinsèque. Le mythe de l'éleveur pauvre, marginalisé et victime de la sécheresse occupe encore effectivement une place importante dans l'idéologie des agents d'aide au développement ; mais, pour beaucoup, la crise du pastoralisme a évolué et s'illustre surtout par l'intensité des raids de bétail qui se généralisent à toute la région. Chaque organisation définit ses propres critères d'intervention en fonction des causes reconnues des conflits : conflit sur les ressources (eau et pâturages), problèmes des épizooties, persistance de la culture guerrière, par exemple. Ces multiples approches se rejoignent toutefois en s'accordant sur le fait que d'une part, l'insécurité est un problème régional, (vraisemblablement influencé par la guerre du Sud Soudan), et d'autre part, qu'elle est liée au pastoralisme en plaine : le développement pastoral fait à la fois figure de discours sur la plaine et de discours sur le conflit. Les projets de *restocking* qui se sont multipliés ces dernières années répondent à cette nouvelle vision. Considérant que les systèmes de production pastoraux sont finalement viables, les nouveaux acteurs du développement préconisent de redonner aux populations reconnues comme « pauvres » la capacité de se réinsérer dans l'espace pastoral. Bien que ces programmes soient mis en œuvre après avoir envisagés la plupart de leurs effets et de leurs conséquences, ils restent cependant attachés à la représentation d'une région sous l'influence d'un nord caractérisé

par la guerre et défini par son caractère pastoral ; reconnaissant l'importance des productions agricoles, mais ignorant paradoxalement l'agriculture et les relations de complémentarité haut/ bas. Ainsi, l'image de la région reste celle d'une région caractérisée par le pastoralisme et non intégrée à l'Etat nation.

Pourtant, les populations et les systèmes locaux sont concernées par les politiques nationales. Sous la colonisation, bien que l'administration exerce une certaine ségrégation à leur égard, les paysans sont encouragés à intégrer le système monétaire comme producteurs. A l'indépendance, si l'Etat omet encore de les consulter dans la mise en place de politiques agricoles, il n'en demeure pas moins qu'ils sont les principaux protagonistes du dynamisme des systèmes de commercialisation (ce qui apparaît clairement à la libéralisation).

Cependant, les modèles d'intégration proposés par des filières commerciales sectorielles contribuent à conforter des évolutions différenciées en plaine et en montagne. On assiste alors à une diminution des échanges locaux céréales/ bétail entre les deux espaces de production et à une diversification des activités de production de part et d'autre de l'escarpement : la proximité reliant la plaine et la montagne tend à s'effacer au profit du marché d'exportation hors district. Le modèle territorial établi par la complémentarité entre les deux systèmes spatiaux laisse place à un modèle dual plaine/ montagne, caractérisé par des évolutions divergentes plus conformes à l'objectif d'intégration du marché. Ce processus est exacerbé par les crises successives ayant touchées la production pastorale ces dernières années (épizooties et sécheresses), alors que la vente des productions agricoles est largement soutenue par le NCPB en dépit de la libéralisation du marché aux céréales.

On assiste ainsi à la mise en place, de façon indépendante en plaine et en montagne, de nouveaux mécanismes de cohésion sociale, répondant aux nouveaux enjeux relatifs au marché.

En bas, si un nombre limité de gros éleveurs a réussi à se positionner sur le marché d'exportation hors district, beaucoup ont perdu tout ou partie de leurs troupeaux. N'ayant pas la possibilité de rejoindre les montagnes, où les terres se font rares, ou ne souhaitant pas quitter un « monde » pastoral, ces derniers

viennent cultiver les rives des cours d'eau de la plaine de Masol. Leur production permet d'approvisionner des éleveurs de plus en plus spécialisés et organisés pour faire face à la menace des raids des ethnies voisines. Bien que le caractère « traditionaliste » soit souvent souligné à l'évocation du pastoralisme du Nord-Rift, cette organisation de la production est tournée vers un pastoralisme plutôt néo-traditionnel, soutenu par le marché au bétail et l'économie du conflit (cf. utilisant le marché dans le but d'une meilleure gestion de la composition du troupeau, et réactualisant les pratiques pastorales traditionnelles du raid initiatique, par exemple).

En haut, le développement de multiples centres commerciaux témoigne de l'intérêt porté au marché et donne lieu à une réorganisation de l'utilisation des terroirs avec le déplacement des zones de production vers les sommets. Les faibles possibilités d'extension de l'agriculture sur les zones forestières, le fermage, la location et la vente de terres annoncent une complexification du système de tenure foncière, qui se répercute sur les modes de gestion de l'espace territorial. Le rôle d'institutions de gestion et de régulation de la propriété collective des clans est modernisé pour en consolider le contrôle sur la terre, alors que de nouvelles unités territoriales naissent de la nécessité de maintenir une cohésion sociale au sein du voisinage.

En bas et en haut, on assiste à une disparition des solidarités par voisinage, au profit d'un renforcement des relations de classes en plaine (jeunes guerriers, chefs de familles et anciens) et des relations familiales en montagne (à travers les institutions claniques et les lignages pour l'héritage des exploitations).

CONCLUSION GENERALE

A. Plaine et montagne : des espaces intégrés, mais développés séparément...

Les relations de réciprocité entre les gens de la plaine et ceux de la montagne, du fait de leur proximité (physique, organisationnelle et institutionnelle), impliquent une proximité territoriale. Cependant, à partir du moment où l'équilibre est fragilisé, des disparités spatiales naissent, affectant les échanges et stimulant une territorialisation des espaces de production.

Ainsi, une nette différenciation s'opère progressivement entre des espaces de production de plus en plus cloisonnés et aux logiques territoriales différentes : modes de production, histoire, politique, économie, plus que l'unité d'un territoire, mettent aujourd'hui en exergue des discontinuités.

Celles-ci sont appréhendées de diverses manières, suivant la position et l'orientation de l'observateur. De la plaine, la montagne représente un espace périphérique, un refuge où les éleveurs démunis peuvent venir cultiver le temps de reconstituer leurs troupeaux. A l'inverse, pour ceux qui étudient les montagnes, *« la vision traditionnelle dominante est celle qui place les agriculteurs, leur territoire de référence et leur terroir type, au centre de l'organisation spatiale ; la plaine en bas, la forêt en haut sont alors des marges. [...] La notion de marge introduit une idée de subordination, de périphérie par rapport à un espace considéré comme central »*⁵⁷².

Les uns semblent signifier que l'agriculture en montagne est symbole de pauvreté ; pour les autres, le pastoralisme est bien souvent présenté comme un mode de subsistance particulièrement sujet aux risques. Malgré les différences de perspectives, ces approches enferment l'acteur dans un rôle de producteur attaché à un environnement. L'acteur n'est pas seulement qualifié par sa production, mais surtout par sa position dans l'espace, insinuant que l'individu de la plaine est pasteur, que celui de la montagne est cultivateur. Chaque environnement a « ses pauvres » : il y a des pasteurs sans troupeau en plaine, comme il y a des agriculteurs sans terre en montagne. Les relations entre les deux types d'acteurs sont évidentes, mais cela ne signifie pas que les analyses dépassent ce simple constat.

⁵⁷² Bart, 2004, p. 337 : « il est sans doute temps de revisiter cette approche ».

Le processus de différenciation spatiale est bien souvent engagé suite à la mise en œuvre de politiques de développement séparé, élaborées à partir de l'identification de différentes « zones agro-écologiques »⁵⁷³. Il s'agit par-là d'établir une organisation plus fonctionnelle dans le cadre de l'intégration nationale : les réseaux d'échanges locaux sont détournés et réorientés vers les marchés urbains nationaux, chargés à leur tour de la redistribution des produits. Les infrastructures (marchés, centres, écoles) sont autant de lieux nouveaux illustrant cette organisation renouvelée de la production.

En plaine, le développement pastoral n'est pas vraiment conçu pour l'amélioration de la production, mais plutôt pour l'efficacité de la commercialisation. La production n'est que peu considérée, si ce n'est sous l'angle de son manque d'adaptation aux flux du marché : l'essentiel des infrastructures est positionné sur les voies d'exportation, dont la plupart contournent les zones de production. De fait, la plaine reste marginalisée par rapport aux autres aires de production.

Au contraire, si la diffusion des centres commerciaux est bien plus importante en montagne, malgré les contraintes environnementales, c'est que l'agriculture est un mode de production plus intégrant que l'élevage pastoral. Les agro-pasteurs s'impliquent donc d'autant plus dans la commercialisation de leurs produits agricoles, que leur situation géographique les met en rapport plus direct avec les centres de gros positionnés sur le principal axe logistique du district. La montagne, un espace périphérique dans le cadre spatial de référence que constitue la plaine pastorale dans lequel elle était intégrée, tend aujourd'hui à s'imposer comme le pôle à partir duquel s'organisent tous les réseaux d'intégration.

L'intégration « verticale » qui caractérise les filières agricoles mène à un cloisonnement horizontal de territoires de production, où les acteurs locaux tentent apparemment de diversifier leur économie (en réponse à l'instabilité du marché et puisqu'ils n'ont pas la capacité de contrôler la filière).

⁵⁷³ Le terme de « zone agro-écologique » induit d'ailleurs une tentative de planification de l'étagement.

On retrouve une telle organisation de l'espace dans de nombreuses régions caractérisées par un dénivelé important.

En Afrique de l'Est, le versant nord du Mt. Elgon présente une situation similaire. En haut, les forêts d'altitude comprises dans le Parc National du Mt. Elgon sont interdites, alors que les pentes sont désertées et que les piémonts sont occupés par des camps militaires et une réserve animale. La principale zone de production s'est resserrée de part et d'autre de la route qui suit les isohypses (celle des 1 900 mètres d'altitude notamment) et relie les marchés urbains de Kitale et de Mbale.

Dans les Andes péruviennes également, les liens spécifiques qui existaient entre les exploitations et l'étagement (*côte*, *sierra* et *selva*) n'ont pas fait l'objet d'une réflexion spécifique au moment de la réforme agraire engagée en 1969 par le gouvernement. Les restructurations se sont accompagnées d'un mouvement de spécialisation des exploitations collectives, l'objectif étant la modernisation des campagnes et la transformation des paysans en entrepreneurs produisant pour le marché⁵⁷⁴. Ce caractère spécialisé des entreprises a ensuite été remis en cause par les premiers mouvements d'appropriation individuelle des terres dès la fin des années 1970. Ceux-ci aboutissent à un accroissement des superficies cultivées, permettant aux exploitants de diversifier leur agriculture, « *mais sans que cela corresponde à l'intégration d'un écosystème différent dans leur exploitation* »⁵⁷⁵. En effet, dans la plupart des cas, l'acquisition de terres s'effectue à l'intérieur du finage auquel appartient l'exploitation agricole.

B. Un renforcement territorial des espaces de production et une multiplication des conflits d'ordre socio-économique

L'organisation en territoires de production pose un problème de fond pour le pastoralisme en plaine, dont la viabilité dépend en partie de l'approvisionnement des éleveurs en céréales. Celles-ci étant largement exportées à l'extérieur du district, chaque année la sécheresse saisonnière se traduit par une crise

⁵⁷⁴ Mesclier, 2003, p. 110 : « *La raison principale fut sans doute la recherche presque obsessionnelle d'une cohérence parfaite entre lieu de résidence, propriété de la terre et travail* ».

⁵⁷⁵ Mesclier, 2003, p. 115.

alimentaire : la famine tend à devenir structurelle. Les distributions d'aide alimentaire du PAM sont de plus en plus fréquentes⁵⁷⁶. Bien qu'il s'agisse pour certains d'une question de survie, elles ont surtout pour effet de casser les liens d'entraide et les relations socio-économiques liant les diverses communautés, et notamment celles de la plaine à celles de la montagne.

Plusieurs indicateurs illustrent cette tendance. Les mariages entre des « filles d'en haut » et des « hommes d'en bas » sont, par exemple, de moins en moins fréquents. Depuis que leur ravitaillement est assuré par le PAM, les familles de la plaine n'expriment plus le besoin de s'associer avec celles des montagnes qui, à leur tour, se détournent de la plaine pour mieux intégrer l'économie de marché. La diminution du nombre de *tilia* est aussi révélatrice du faible intérêt porté aux relations extra communautaires en plaine et extra familiales en montagne.

En plaine, le mode de distribution de l'aide alimentaire limite l'ampleur des transhumances. Il tend à figer des *korok* autrefois mobiles, renforçant de ce fait les mécanismes de cohésion sociale intra-communautaires et ne suscitant plus l'ouverture des éleveurs à d'autres communautés.

Les zones de campements permanents ont vu leurs populations se densifier sous l'effet de la croissance démographique. D'autres espaces désertés du fait des raids interethniques sont définitivement abandonnés parce que les jeunes ne disposent plus d'informations à leur sujet. Les personnes âgées interrogées au cours de nos enquêtes ont une connaissance de ces zones qu'ils parcouraient autrefois ou sur lesquelles ils obtenaient des informations par ouï-dire ; alors que les jeunes ont actuellement tendance à suivre chaque année les mêmes parcours de transhumance, ils connaissent très peu les communautés les plus à l'est (comme celles de Ngyniang ou de Tanguibei) par exemple. Certains chemins reliant des zones autrefois stratégiques disparaissent aujourd'hui dans la brousse d'*acacia reficiens*.

Le resserrement territorial est en partie dû à la perte de pouvoir des anciens, dont le rôle était de canaliser l'information et d'organiser le contrôle d'un vaste territoire. Ce contrôle territorial est désormais une affaire d'Etat : de fait, pour les

⁵⁷⁶ Durant les années 1990, ces distributions se sont succédées à peu près une année sur deux. Après la sécheresse de 1999-2000, les distributions alimentaires se sont poursuivies jusqu'en juin 2001.

groupes paramilitaires évoluant dans la région, tout individu -pokot ou autre- traversant les zones tampons en limite de districts est considéré comme suspect.

En montagne, les chemins changent de forme. Alors qu'ils descendaient directement, les lacets qui les caractérisent aujourd'hui illustrent l'utilisation des ânes pour le transport des denrées. Celles-ci suivent désormais des itinéraires bien définis, reliant les aires de production aux marchés de gros situés sur l'axe d'exportation. De même, de Chesegon à Orwa, beaucoup préfèrent contourner la plaine de Masol en suivant la piste des piémonts, plutôt que d'emprunter les sentiers les plus directs.

Les *korok* (qui comprenaient les différents étages altitudinaux) n'étant plus adaptés à l'objectif d'intégration au marché, de nouveaux cadres territoriaux sont élaborés : les *villages*, par exemple, dont les tracés ont été en partie déterminés par les distributions d'aide alimentaire. Cette évolution correspond au passage d'un système foncier communautaire à un système collectif voire individuel, avec comme corollaire une moindre importance des relations de voisinage, compensée par le renforcement des relations familiales et lignagères. Désormais, les mécanismes de cohésion sociale se manifestent surtout à travers l'institutionnalisation et l'inscription territoriale des clans. Cette territorialisation est significative de la volonté d'intégration : les institutions claniques sécurisent la terre, le principal objet de production menant à l'intégration des acteurs. Elles accordent aussi aux individus un statut autre que celui de producteurs, et constituent en cela des organes de représentation identitaire au sein de l'ensemble ethnique, c'est-à-dire des cadres de recrutement électoral pour intégrer les instances politiques du district⁵⁷⁷ (tout comme les élites pokot font valoir le caractère ethnique de leurs revendications afin d'intégrer au mieux la sphère politique nationale).

Ces effets de territorialisation ont une part de responsabilité dans les tensions et les conflits actuels.

⁵⁷⁷ Le fait de partager le même sentiment identitaire ethnique peut alimenter une base pour poursuivre la compétition et revendiquer des droits sur la terre à partir de corporations ou d'entités quasi corporatives, tels que le lignage, les *villages*, les sous-clans, voire les classes d'âge (Bernstein, 2000).

Kolloa représente à ce titre un cas d'illustration intéressant. La disparition des échanges socio-économiques intercommunautaires a donné lieu à un conflit particulièrement violent avec les Marakwet. Après avoir été les sujets d'importants programmes de développement, ces derniers ont remplacé la céréaliculture par la culture des manguiers, dont la vente des fruits est bien plus rémunératrice. Culture pérenne, inscrite dans le paysage, elle soutient leurs revendications territoriales sur les piémonts. L'arbre nécessite des ressources en eau importantes, seulement disponibles par l'extension du système d'irrigation sur les piémonts autrefois utilisés comme pâturages d'appoint. Les champs n'ayant plus besoin de fumure, la venue des éleveurs n'est désormais plus nécessaire. En outre, avec l'engouement pour cette nouvelle culture, les productions de céréales ont chuté, rendant difficile le dégagement de surplus pour approvisionner des éleveurs pokot (du district de Baringo). Aussi, lorsque les Marakwet leur ont interdit l'accès aux piémonts, plusieurs affrontements ont été enregistrés par l'administration du district de Marakwet. A partir de 1997, le conflit lui-même est responsable de la baisse des productions de céréales⁵⁷⁸. Alors que le PAM intervient auprès des Pokot, les Marakwet -pour leur part- touchent les revenus générés par la vente des mangues et nombre d'entre eux fuient la vallée pour s'installer sur les hautes terres (ils ne reviennent que quelques mois par an pour assurer la cueillette). Ces revenus réguliers sont parfois réinvestis dans l'achat de bétail, envoyé librement sur les pâturages des piémonts (auxquels les Pokot n'ont pas accès). Finalement, ni les uns ni les autres n'éprouvent plus le besoin de rétablir des relations d'échange.

Sur les campements de saison, comme au nord-ouest vers Nasalot, les conflits sont nettement moins virulents. Les éleveurs en transhumance n'ayant pas la possibilité de recevoir l'aide alimentaire, ils maintiennent de fortes relations avec les populations locales. Ces dernières étant relativement éloignées des voies de commercialisation, elles sont plus intégrées à l'économie pastorale qu'à l'économie de marché. Par ailleurs, il n'y a pas de limite administrative qui puisse figer des droits et des revendications politiques. Pasteurs de la plaine et agro-pasteurs de la montagne demeurent liés par une « proximité identitaire » : tous

⁵⁷⁸ Les Marakwet récoltaient 408 783 sacs de maïs et 94 640 sacs de haricots en 1998, alors que l'année suivante, les productions ne dépassaient pas 340 000 sacs de maïs et 36 000 sacs de haricots ; une récolte juste suffisante pour l'approvisionnement de la population locale (Huchon, 2004).

sont Pokot ; les négociations pour l'accès partagé peuvent se faire localement, sans l'intervention de l'administration et sans la violence du discours ethnique des hommes politiques.

C. Reconsidérer l'unité du système en conjuguant l'intégration à la résolution des conflits

Une dernière série de remarques s'impose, qui sont toutes relatives à une même question : de quelle manière notre travail peut-il espérer apporter des connaissances supplémentaires pour une analyse des relations haut/ bas et éventuellement servir à la définition d'un protocole de résolution des conflits ?

- L'intérêt de notre approche

Considérer la plaine, l'escarpement et la montagne comme faisant partie d'un même système permet de sortir d'une approche trop comparative (entre des espaces caractérisés par leurs différences) et d'aborder les relations reliant ces milieux à travers leurs fondements territoriaux.

La dimension pluridisciplinaire de l'étude (historique, sociale, économique politique) offre la possibilité de construire un modèle d'organisation théorique, dans lequel l'acteur trouve une place centrale. Il est envisagé dans plusieurs rôles simultanément (producteur, acteur social, agent économique, homme de pouvoir), et à diverses échelles (en tant qu'individu, chef de famille, membre d'un groupe ethnique ou clanique, résident d'un district administratif et citoyen d'un Etat) : l'objectif étant d'analyser son comportement et de déterminer les opportunités (offertes ou suscitées) qu'il est capable de saisir suivant son histoire, la mémoire de son groupe et son environnement socio-politique⁵⁷⁹. La mise en perspective historique permet ainsi de définir le caractère exceptionnel ou normatif des opportunités. La microéconomie apporte un regard supplémentaire - pas toujours suffisamment exploité dans les recherches sur l'Afrique- permettant d'identifier les opportunités novatrices qui se présentent aux acteurs locaux et la manière dont ceux-ci en jouent. L'identification des pouvoirs (traditionnels ou

⁵⁷⁹ Les opportunités ne sont pas toujours susceptibles d'être saisies par les acteurs, dont le comportement est déterminé par de multiples critères, liés à son environnement politique et social qui lui offrent la possibilité d'action.

non) permet d'aborder le jeu des acteurs et leurs rapports de force sur les différentes échelles d'action.

Provoquer des initiatives locales, renforcer la capacité des populations à répondre aux politiques d'intégration et anticiper leurs effets, tels sont les objectifs des politiques agricoles. Aussi avons-nous porté un regard sur leur dimension inclusive, afin de savoir si celles-ci, en ciblant ou en favorisant plus spécifiquement quelques acteurs, n'en marginalisent pas certains. Par exemple, le district de Marakwet a servi de cadre d'intervention à d'importants programmes de développement agricole sous la colonisation et jusque dans les années 1990. Les éleveurs pokot de Baringo étaient dans le même temps ignorés et l'agriculture irriguée des Pokot de Chesegon (district de West-Pokot), pourtant bénéficiant d'un environnement écologique similaire à celui de Marakwet, n'a jamais été l'objet de projets de développement : cet aspect apparaît aujourd'hui dans les animosités et les revendications pokot. A l'inverse, les efforts fournis en matière de développement pastoral dans la plaine de Masol n'ont attisé aucune convoitise de la part des agro-pasteurs des Sekerr. Par contre, le développement sectoriel de filières commerciales à la gestion centralisée est à l'origine de différenciations spatiales prononcées entre la plaine et la montagne ; or, les problèmes actuels du pastoralisme démontrent que s'il faut effectivement considérer les échanges économiques, cela ne doit pas être fait de façon sectorielle uniquement⁵⁸⁰.

A ce titre, le suivi des termes de l'échange se révèle un aspect essentiel, révélateur des dynamiques économiques locales. L'analyse qui en découle permet de déterminer la capacité des populations à répondre aux objectifs économiques définis par les politiques ou d'identifier de nouvelles pratiques d'échange à exploiter.

- Des pistes pour de futures recherches

Cette approche nous incite à proposer un certain nombre de recommandations quant à la résolution des conflits et du développement local dans une perspective d'intégration nationale. Il s'agit là de pistes, d'ouvertures pour de futures recherches.

Alors que les tensions et l'insécurité tendent à devenir la norme, n'est-il pas nécessaire de re-dynamiser l'intégration plaine/ montagne, en prenant en compte les multiples causes reconnues des conflits (accès partagé aux ressources, découpage administratif, manipulation politique, développement séparé) ?

Dans ce but, la réorganisation des marchés de piémonts (et notamment ceux de Chesegon et d'Orwa) apparaît comme une étape décisive dans la résolution des conflits locaux. Entre plaine et montagne, ils sont à même de contribuer à la reprise des échanges entre agro-pasteurs et pasteurs. Situés à proximité de limites administratives exclusives, ils peuvent aider à la réconciliation en motivant les échanges économiques, mais aussi sociaux, entre les groupes ethniques (mariages interethniques, par exemple).

Il semblerait également judicieux de renforcer les mécanismes traditionnels de négociation et de résolution des conflits, tel que le *lapai*. Ceci n'est possible qu'avec le soutien et la reconnaissance de ces dits mécanismes par l'administration locale. C'est aussi un moyen d'éviter d'éventuelles manipulations politiques : le renforcement des institutions locales ne peut-il pas d'ailleurs s'inscrire dans un processus de décentralisation, capable de contrebalancer le pouvoir politique des élus nationaux ?

Une attention toute particulière doit être portée aux catégorisations sociales, afin d'éviter de produire ou de cristalliser des identités « marginalisantes » : tous les acteurs, pasteurs, agropasteurs, pokot, marakwet, *silokot*, *sotot*, sont à entendre comme des citoyens kenyans, de fait intégrés à l'espace national. Aussi, peut-être pourrions-nous remplacer l'expression « glacis d'intégration » par celle de « glacis d'utilité », en référence à l'expression « Kenya utile ».

Le développement pastoral (*pastoral development*), doit être désolidarisé de l'image du « développement du milieu semi-aride » (*arid and semi arid land development program*), pour être reconduit dans son rôle premier de développement de l'élevage (*livestock development*) par des programmes d'amélioration de la production (démarche qualité, vaccination du bétail notamment).

⁵⁸⁰ Certes, les enjeux nationaux priment et obligent à des compromis. Cependant, les perspectives liées aux mouvements de décentralisation actuels offrent aussi de nouvelles opportunités à

Les filières et leur organisation sont à évaluer, non pas seulement selon leur efficacité à exporter les productions, mais aussi selon leur capacité à offrir des opportunités nouvelles aux acteurs concernés. La recherche de nouveaux débouchés commerciaux (pour les professionnels de l'élevage que sont les commerçants par exemple) est une nécessité : la création d'associations pourrait à cet égard ouvrir de nouvelles perspectives (si bien sûr elles ne s'insèrent pas uniquement dans une démarche politique vindicative). Mais les producteurs ne sont pas que des professionnels évoluant au sein d'une filière nationale ; ils usent aussi de pratiques mettant en relation diverses filières locales (maïs et bétail notamment), qui devraient être plus souvent considérées et qu'il est sans doute nécessaire de renforcer.

Ces quelques éléments ne sont pas à comprendre comme des conclusions -ou des recommandations- définitives ; mais bien comme des aspects de l'étude qui ont tout particulièrement suscité notre intérêt -et qui nécessiteraient probablement une attention particulière à l'occasion de prochaines recherches, sur la zone ou sur la thématique.

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES ET OUVRAGES GENERAUX

- BELLET, M., COLLETIS, G., LUNG, Y. Economie de proximités. *Revue d'économie régionale et urbaine (RERU)*, 1993, no. 3, pp. 358-608.
- BOCCO, R. Sédentarisation des Bédouins : les expert internationaux face à la question bédouine dans le Moyen-Orient arabe (1950-1970). In Bernus, E., Pouillon, F. (Dir). Sociétés pastorales et développement. *Cahiers des sciences humaines*, Paris: ORSTOM, 1990, no. 1-2, vol. 26, pp. 97-117.
- BONNEMAISON, J. Voyage au cœur du territoire. *L'espace géographique*, 1981, no. 4, pp. 249-262.
- BRUNET, R, FERRAS, R, THERY, H. *Les mots de la géographie : dictionnaire critique*. Paris: Reclus, 1993, 371 p. (La Documentation Française, collection Dynamiques du territoire, 3^{ème} édition).
- CLAVAL, P. Découpage et effets de seuils en géographie. In Gamblin, A. (dir.). *Limites et discontinuités en géographie*. Paris: SEDES, 2002, pp. 27-40. (Dossiers des images du monde).
- CORTEN, A. Le discours de la pauvreté de la Banque Mondiale. *Langage et Société*, 1998, n°85, pp. 5-23.
- DEBARDIEU, B. *Territoire de hautes montagnes: recherches sur le processus de territorialisation et d'appropriation de l'espace de haute montagne dans les Alpes du Nord*. Grenoble: Université de Grenoble I, Institut de géographie Alpine, 1988, 495 p. (Thèse de doctorat.: géographie.: GRENOBLE I.: 1999).
- DI MEO, G., VEYRET, Y. Problématiques, enjeux théoriques et épistémologiques pour la géographie. In Gamblin, A (dir.), *Limites et discontinuités en géographie*, Paris :SEDES, 2002, pp. 5-27. (Dossiers des images du monde).
- DI MEO, G. *Dynamiques des territoires: concepts et méthodes*. Bordeaux: Université de Bordeaux 3, Institut de géographie, éléments pour un séminaire de formation à la recherche, 1997, 336 p.
- DUTEURTRE, G., FAYE, B. (Eds). *Elevage et pauvreté*. Montpellier: CIRAD-EMVT, Acte de l'atelier CIRAD, 11 et 12 septembre 2003 à Montpellier, 2003. (non publié).
- ECKERT, D. *Evaluation et prospective des territoires*. Paris: Reclus La documentation Française, 1996, pp. 30-58. (Collection Dynamiques des Territoire).
- ELA, JM. Vers une économie politique des conflits au ras du sol. *African development*, 1999, no. 3-4, vol. 24, pp. 102- 131.
- F.A.O.. *Foresterie communautaire : l'éleveur et ses décisions dans la gestion des ressources naturelles des régions arides et semi-arides*. Rome : Organisation des

- Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1996(version Internet :<http://www.fao.org/docrep/T6260F/t6260f00.htm#Contents>).
- FAYE, B. Le rôle de l'élevage dans la lutte contre la pauvreté. *Revue Elev. Méd. Pays tropicaux*. 2001, no. 54, vol. 3-4, pp. 231-238.
- GAGNON, C. *La recomposition des territoires*. Paris: L'Harmattan, 1994, 172 p.
- GUMUCHIAN, H., GRASSET, E., LAJARGE, R., ROUX, E. *Les acteurs, ces oubliés du territoire*. Paris: Economica, 2003, 186 p. (Collection Anthropos).
- JOUBE, P., CASSE, MC. (Eds). *Dynamiques agraires et construction sociale du territoire*. Montpellier : Centre National d'Etude Agronomique des régions Chaudes (CNEARC), Actes du séminaire du 26-28 avril 1999, Montpellier, 2000, 171 p. (Etude et Travaux ; no. 18).
- LEVY, J., LUSSAULT, M. (dir). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin : Paris, 2003, 1031 p.
- MESCLIER, E. Les Andes rurales dans la mondialisation, entre crises et ouvertures. In *Crises et mutations des agricultures de montagnes*. Clermont Ferrand : Presse Universitaire Blaise Pascal, CERAMAC, 2003. Pp. 105-121. (Colloque international en hommage au professeur MIGNON ; 12 décembre 2002).
- PIVETEAU, V. *Prospective et territoire : apports d'une réflexion sur le jeu*. Clermont Ferrand: Cemagref, 1995, 298 p. (Collection: Etude de gestion des territoires).
- POUTIGNAT, P., STREIFF-FRENAT, J. *Théorie de l'ethnicité*. Paris: PUF, 1995, 270 p. (Collection Le Sociologue).
- RENARD, JP. La frontière : limite géopolitique majeure mais aussi aire de transition. In Gamblin, A. (Dir). *Limites et discontinuités en géographie*. Paris: SEDES, 2002, pp. 40-67. (Dossiers des images du monde).
- RETAILLE, D. Ethnogéographie : Naturalisation des formes socio-spatiales. In Claval, P. Singaravelou. *Ethnogéographies*. Paris : Harmattan, 1995, 370 p. (collection géographie et cultures).
- ROSIERE, S. *Géographie politique et géopolitique, une grammaire de l'espace politique*. Paris: Ellipses, 2003, 320 p. (Collection Universités géographie).
- WEBER, J., REVERET, JP. *La gestion des relations sociétés nature : Modes d'appropriation et droits de propriété*. 1993. (non publié).
- WEBER, J., REVERET, JP. Ressources renouvelables, les leurres de la privatisation. *Le Monde Diplomatique*, octobre 1993.
- WINTER, G. (coord). *Inégalités et politiques publiques en Afrique: pluralité des normes et jeux d'acteurs*. Paris: Karthala, IRD, 2001, 453 p.

AFRIQUE

- AMSELLE, J.L., M'BOKOLO, E. Au cœur de l'ethnie: ethnie, tribalisme et Etat en Afrique. Paris: La Découverte, 1999, 225 p. (Collection sciences humaines et sociales).
- ARDITI, C., BERNUS, E., BOUTRAIS, J. *Les dynamiques du changement en Afrique subsaharienne: Freins et impulsions*. Paris: L'Harmattan, 1996, 148 p. (Collection Bibliothèque Peiresc).
- AZARYA, V. *Nomads and state in africa : the political roots of marginality*. Aldershot: Aveburry, 1996, 202 p.
- AZARYA, V. Pastoralism and the state in Africa : Marginality or incorporation? *Nomadic Peoples*, 1996, no. 38, pp. 11-36.
- BARRIERE, O., BARRIERE, C. *Le foncier environnement: fondements juridico-institutionnels pour une gestion viable des ressources naturelles renouvelables au Sahel*. Rome: édition FAO, 1997, no. 60. (collection Etudes législatives).
- BEN HAMMOUDA, H. Guerriers et marchands : éléments pour une économie politique des conflits en Afrique. *Africa Development*, 1999, no. 3-4, vol. XXIV, pp. 1-18.
- BENOIT, M. Le pastoralisme en savane et la "territorialisation" des parcours. *Cahiers ORSTOM série Sciences Humaines*, 1977, vol. 14, no. 2, pp. 41-52.
- BERNUS, E., POUILLON, F. (Dir). Sociétés pastorales et développement. *Cahiers des sciences humaines*, Paris: ORSTOM, 1990, no. 1-2, vol. 26, 287 p
- BERNSTEIN, H., WOODHOUSE, P. Whose environments? Whose livelihoods?. In Woodhouse, P., Bernstein, H., Hulme, D. *African Enclosure? The social dynamics of wetlands in drylands*. Oxford: James Currey, 2000, pp. 195-232.
- BLANC-PAMARD, C., CAMBREZI, L. *Terres, terroir et territoire: les tensions foncières*. Paris: ORSTOM, 1995, 472 p. (Série "dynamiques des systèmes agraires").
- BLANC-PAMARD, C., BOUTRAIS, J. (Dir.). A la croisée des parcours: pasteurs, éleveurs, cultivateurs. Paris: ORSTOM, 1994, 336 p.
- BOCCO, R. Sédentarisation des Bédouins : les expert internationaux face à la question bédouine dans le Moyen-Orient arabe (1950-1970). In Bernus, E., Pouillon, F. (Dir). Sociétés pastorales et développement. *Cahiers des sciences humaines*, Paris: ORSTOM, 1990, no. 1-2, vol. 26, pp. 97-117.
- BONNEMAISON, J., CAMBREZY, L., QUINTY BOURGEOIS, L. (Dir.). Le territoire, liens ou frontière ? Paris: Université Panthéon-Sorbonne, 1995. (CD. ROM.: Actes du colloque du 2 au 4 octobre 1995).
- CHARLERY de la MASSELIERE, B. *Agriculture et sociétés rurales : Permanences et rupture*. 2003, 15 p. (non publié).
- CHARLERY de la MASSELIERE, B. De la nature comme regret à la nature comme prétexte. In *Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux*. Talence, DYMSET, CRET, 1997, pp. 33-44. (Espace Tropicaux ; no. 15).

- CHAUVEAU, JP., LE PAPE, M., OLIVIER DE SARDAN, JP. La pluralité des normes et leurs dynamiques en Afrique : implications pour les politiques publiques. In Winter, G. (dir.). *Inégalités et politiques publiques en Afrique. Pluralité des normes et jeux d'acteurs*, Paris : IRD-Karthala, 2001.
- COLIN, L. *The rise and fall of development theory*. London: James Currey, 1996, 205p.
- EDGERTON, RB., GOLDSCHMIDT, W. *The individual in cultural adaptation*. Berkeley : University of California Press, 1971, 351 p.
- ENSMINGER, J. *Making a market : the institutional transformation of an African society*. Cambridge : University Press, 1992, 212 p.
- EVANS-PRITCHARD, E. *The Nuer*. Oxford: Clarendon Press, 1937. (Edition Française, Les Nuer. Paris: Gallimar, 3^{ème} édition, 1994, 305 p).
- FRANQUEVILLE, A. Les stratégies alimentaires des acteurs locaux en Afrique et leurs conséquences sur la nutrition. In *Terres, comptoirs et silos : des systèmes de production aux politiques alimentaires*. Paris : ORSTOM, 1987, pp. 173-234. [collection colloques et séminaires].
- HARDIN, G. The tragedy of the commons. *Science*, 1968, no. 162, pp. 1243-1248.
- HERSKOVITZ, MJ. The cattle complex in East Africa. *American Anthropologist*, 1926, no. 28, pp. 230-272.
- HJORT, A., SALIH, M. *Ecology and politics : environmental stress and security in Africa*. Uppsala: Scandinavian Institute of african studies, 1989, 255 p.
- IGUE, JO. *Le territoire et l'Etat en Afrique: Les dimensions spatiales du développement*. Paris: Karthala, 1995, 270 p.
- LANE, C. *Custodians of the commons : pastoral land tenure in East and West Africa*. London: Earthscan Publication Ltd, 1998, 238 p.
- LANG, CI. Environmental degradation in Kenya as a cause of political conflict, social stress and ethnic tension. Zurich: Center for Security Policy and Conflict Research, Swiss Peace Fondation, janvier 1995 (Occasional Paper; no. 12; version internet <http://www.fsk.ethz.ch/fsk/encop/13/en12-con.htm>).
- PIGUET, F. Des nomades entre la villes et las sables: la sédentarisation dans la corne de l'Afrique. Paris: Karthala, 1998, 448 p.
- RETAILLE, D. Fantasma et parcours africains. In *L'Afrique. Information Géographique*. Paris: SEDES/ VUEF, septembre 2003, no. 1, pp. 25-65.
- RETAILLE, D. Le destin du pastoralisme nomade en Afrique. In *L'Afrique. L'Information Géographique*. Paris: SEDES/ VUEF, septembre 2002, no. 1, pp. 88-103.
- SALIH, M. Pastoralist migration to small towns in Africa. In Baker, J., Tadeakinaina (Dir). *The migration experience in Africa*. Uppsala: Nordiska Afrikainstitutet, 1995, pp. 181-196.
- SALZMAN, PC., SADALA, E. *When Nomad Settle : Processes of sedentarization as adaptation and response*. New York: Praeger, 1980, 184 p.
- STARY, B. Réseaux marchands et espaces transfrontaliers en Afrique de l'ouest. *Afrique Contemporaine*, janvier-mars 1996, no. 177, pp. 45-53.

- STONE, JC. (Dir.). *Pastoral economies in Africa and long term responses to drought*. Aberdeen: Aberdeen University, 1991, 287 p. (Colloque de l'African Studies Group.: Aberdeen University, 1991).
- THEBAUD, B. *Foncier pastoral et gestion de l'espace au Sahel. Peuls du Niger oriental et du Yagha Burkinabé*. Paris: Karthala, 2002, 320 p.
- TURTON, D (Dir.). *Warfare among the East African herders*. Osaka: National Museum of ethnology, 1977, 225 p. (Senri Ethnological Studies ; no. 3).
- UWIZEYIMANA, L., UGINET, E. Mutations des pratiques agricoles et réajustement des rapports ville-campagne sur les hautes terres de l'Ouest Cameroun. In *Crises et mutations des agricultures de montagnes*. Clermont Ferrand : Presse Universitaires Blaise Pascal, CERAMAC, 2003, pp. 205-221. (Colloque international en hommage au professeur Mignon).
- WOODHOUSE, P., BERSTEIN, H., HULME, D. *African Enclosure? The social dynamics of wetlands in drylands*. Oxford: James Currey, 2000, 238 p.

AFRIQUE DE L'EST

- BAKER, P. *Environmental influences on cattle marketing in Karamoja*. Kampala: University of Makerere, 1967, 57 p.
- BANANA, A., PEREZA, THG. Potential for community based forest resource management in Uganda: The case of non-gazetted forests of western Uganda. In *Access to Land and other natural resources in Uganda*. Kampala: Makerere Institut of Social Research (MISR), avril 1996, 104 p. (Research Paper; no.14).
- BANEGAS, R. Ouganda : un pays en mutation au cœur d'une zone de fracture. *Les études du CERI* (Centre d'études et de recherches internationales), septembre 1995, no. 4, 31 p.
- BARBER, J. *Imperial Frontier: a study of the relations between the British and the pastoral tribes of the north east Uganda*. Nairobi: East African Publishing House, 1968, 232 p.
- BART, F., MBONILLE, MJ., DEVENNE, F. *Kilimandjaro, montagne, mémoire, modernité*. Bordeaux: Presses Universitaires de Bordeaux, DYMSET, 2003, 366 p. (Collection Espace tropicaux ; no.17).
- BENNETT, G. The eastern boundary of Uganda in 1902. *Uganda journal*, 1959, no.1, vol. 23.
- BRANDSTRÖM, P., HULTIN, J., LINDSTRÖM. *Aspects of agro-pastoralism in East Africa*. Uppsala: Scandinavian Institute of African Studies, 1979, 60 p. (Research Report; no 51)
- BRASNETT, S., WYLAND, B. Soil Erosion and water supplies in Uganda. In *Geological Survey of Uganda, Memoire n°IV*. Entebbe : Government Printer, 1938.
- BRYCESON, DF. *Liberalizing Tanzania's Food Trade: Public and private marketing policy 1939-1988*. Londres: James Currey, 1993, 306 p.

- BRYCESON, DF. *Peasant cash cropping versus self sufficiency in Tanzania: a historical perspective*. Sussex: Institute for Development, 1988, pp. 37-46. (Studies Bulletin ; no. 2, vol. 19).
- CISTERNO, M. *From pastoralism to Agriculture in Karamoja*. Moroto : Catholic Church, Mineo, 1985.
- CISTERNO, M. *Karamoja : The human zoo*. Swansea: University of wales, 1979.
- DRIBERG, JH. *People of the small arrow*. London: Routledge and sons, 1930, 338 p.
- DYSON HUDSON, N. *Karimojong Politics*. Oxford: Clarendon Press, 1966, 280 p.
- FRANCOIS, A. Aux frontières du territoire : idéologie et rapport territorial en Ouganda. In Cheveau, JP. *Revue Autrepart*, IRD, 2004 (A paraître).
- FRANCOIS, A. *Café, terre et sociétés : sécurité foncières et investissements agricoles chez les planteurs de café du sud-est Ougandais*. Paris : Université de Paris X Nanterre, 1998, 394 p. (Thèse de doctorat. : géographie. : Paris X-Nanterre. :1998).
- GIBSON, C., BANANA, AY., NIAMBIRZEKI, J. Common property resources management in East Africa. In *Proceeding of the regional Symposium on common property resource management in East Africa, Mars 1996*. Kampala: Makerere Institute of Social Research, Ford Foundation, United Nations University, 1998, 183 p.
- GINGYERA-PINYCWA, AGG. Conflicting Fingers within the iron fist of national unity: Uganda. NYONGO, PA. (Dir). *Arms and daggers in the heart of Africa: Studies on internal conflicts*. Nairobi: African Academy of sciences, 1993, pp. 101-131.
- GOLDSMIDT, W. *The Sebei : a study in adaptation*. New York: CBS College publishing, 1986. 162 p.
- GOLDSMIDT, W. *Sebei Law*. Berkeley: University of California, 1967, 303 p.
- GRAY, S., SUNDAL, M., WEIBUSH, B., LITTLE, MA., LESLIE, PW., PIKE, ILK. Cattle raiding, cultural survival, and adaptability of East African Pastoralists. *Current Anthropology*, Décembre 2003, Vol. 44, pp. 3-25. [Supplement].
- HAKANSSON, T. *Bridewealth women and land: Social change among the Gusii*. Uppsala : University of Uppsala, 1988, 237 p. (Studies in cultural anthropology ; no. 10).
- HEALD, S. Manhood and morality: sex violence ritual in Gisu society. Londres: Routledge, 1999, 183 p.
- HEALD, S. Agriculture intensification and decline of pastoralism: a case study from Kenya (Kuria). In *Comparisons and Transitions*. London: SOAS, 1998, 18 p. (ASUAK conference; 15 Septembre 1998)
- HEALD, S. Witches and Thieves: deviant motivations in Gisu society. *Man*, 1986, no. 21, vol. 1, pp. 65-78.
- KIGULA, J. Land disputes in Uganda: an overview of the types of land disputes and the dispute settlement Fora. *Access to Land and other natural resources in Uganda*. Kampala: Makerere Institut for Social Research (MISR), Land tenure Centre, University of Wisconsin Madison, Mars 1993, 45 p. (Research Paper; no.3).

- LANGLANDS, BW. *Population geography of Bugisu and Sebei District*. Kampala: Makerere University, Department of geography, 1971, 50 p.(Occasional paper; no.28).
- LITTLE, PD. Traders, Brokers and market "crisis" in southern Somalia. *Africa*, 1992, no. 62, vol.1, pp. 94-124.
- MAMDANI, M. *Karamoja : ecology and history*. Kampala: Center for Basic Research (CBR), 1993, 61 p. (Working Paper ; no.22).
- MANDANI, M. Africa: democratic theory and democratic struggles. *Economic and political weekly*, vol. XXVII, no. 41, 1992, pp. 2228-2232.
- MATSON, AT. The eastern boundary of Uganda in 1902. *Uganda Journal*, 1960, no. 1, vol. 22.
- MUGERWA, K. Rangeland tenure and resource management: an overview of pastoralism in Uganda. *Access to Land and other natural resources in Uganda*. Kampala: Makerere Institute for Social Research, Land Tenure Centre, University of Wisconsin Madison, 1992, 41 p. (Research Paper ; no. 1).
- MUHEREZA, FE. *Ranching, Common property relations and the alienation of pastoral lands in Uganda: A study of the Buruli Ranching Scheme*. Kampala: Arid Land and Range management (ALRM), septembre 1999, 29 p. (Working Paper ; no. 10).
- MUHEREZA, FE. Violence and the state in Karamoja : causes of conflict, initiative for peace. *Cultural Survival Quarterly*, World report on the right of indigenous peoples and ethnic minorities, 1999, pp. 43-46. (non publié).
- MUHEREZA, FE.. *Analysing the nature of agro-pastoral relationships in Karamoja: A case study from the Bokora of Moroto District*. Kampala: Centre for Basis Research (CBR), décembre 1997, 72 p. (Working Paper ; no. 50).
- MUHEREZA, FE. Agriculture and pastoralism in Karamoja : Competing or complementary forms of resource use ? In Ahmed, AGM., Abdelati, HA. (Dir.). *Managing Scarcity, Human adaptation in East African dry land*. Addis Abeba: Organisation for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (OSSREA), 1996, pp. 76-106. (séminaire de l'Organisation for Social Science Research in Eastern and Southern Africa (OSSREA).: Addis Abeba.: 24-26 august 1995).
- MUKASA, K. *Une analyse géopolitique des frontières internationales de l'Ouganda et leurs implications étatiques*. Bordeaux: Université de Bordeaux III, Institut de géographie, novembre 1980. (Maîtrise.: géographie.: Bordeaux III.: 1980).
- NAMARA, A., KIMBOWA, E. *The fate of pastoralist in a state of resource (land tenure) Insecurity: A case study of Nyabushozi county*. Kampala: Arid Land and Range Managment, août 1999, 17 p. (Working Paper ; no. 6).
- NOVELL, B. *Aspects of Karimojong ethnology*. Verona: Novastampa di Verona, 1988, 197 p.
- OCHAN EMUNYU, C. *Pastoral crisis in north-eastern Uganda: the changing significance of cattle raids*. Kampala: Centre for Basis Research (CBS), 1992, 39 p. (Working Paper ; no.21).

- OCAN EMUNYU, C. *Pastoralism and crisis in Northern Uganda: Factors that have determined social change in Karamoja*. Kampala: Centre for Basis Research (CBS), juin 1992. 69 p. (Working Paper ; no. 20).
- OKUDI, B. *Causes and effects of the 1980 famine in Karamoja*. Kampala: Centre for Basis Research (CBS), juin 1992. 54 p. (Working Paper ; no. 23).
- QUAM, MD. Cattle marketing and pastoral conservatism: Karamoja district, Uganda, 1948-1970. *African Studies Review*, 1978, vol. 21, no. 1, pp. 49-71.
- RIGBY, P. *Persistent pastoralists: Nomadic societies in transition*. London: Zed Brook, 1985, 198 p. (Collection African Political Economy).
- RWOBWOOGO, MO. *Uganda district information handbook*. Kampala: Fountain Publishers, 1998, 134 p.
- SCOTT, P. *From conflict to collaboration: people and forest at Mount Elgon, Uganda*. Nairobi: IUCN (World Conservation Union), juillet 1998, 150 p.
- SPEAR, T., WALLER, R. (Dir.). *Being Maasai : ethnicity and Identity in East Africa*. London: James Currey publishers, 1993. 321 p. (Collection Eastern African Studies).
- TORNAY, S. Structure et événement : le système générationnel des peuples du cercle Karimojong. *L'Homme*, 1995, no. 134, pp. 51-79.
- TURNBULL, C. *Les Iks: survivre par la cruauté, nord Ouganda*. Paris: Plon (collection Terres Humaines), 1987, 361 p.
- TURPIN, CA. The occupation of the Turkwel River area by the Karimojong tribe. *Uganda Journal*, 1948, vol. 2, no.12, pp. 161-165.
- WEATHERBY, J. Raindrums of the Sor. In Webster, JB. (Dir.). *Chronology, migration and drought in inter-lacustrine africa*. London: Longman & Dalhousie, 1979, pp. 317-331.
- ZABZIRE, A. *Pastoral crisis and transformation: An evaluation of the role of the Non Governmental Organisations in Karamoja*. Kampala: Centre for Basis Research, avril 1993, 88 p. (Working Paper ; no. 31).

KENYA

- ADHOLLA, SE., LITTLE, PD., MIGOT. Evolution of policy toward the development of pastoral areas in Kenya. GALATY, JG. (Dir.). *The future of pastoral peoples*, Ottawa: IDRC, 1981, pp. 144-156.
- AGUILAR, MI. Rethinking Age and the culture of the young pastoralist in Garba Tulla. In *Comparison and Transition*. London: SOAS, 1998 (Biennial Conference of the African Studies Association of the United Kingdom). (non publié).
- AHMED, E. Restocking Destitute Nomads : Issues on post disaster rehabilitation. IFAD, 1998. (Staff working paper ; no. 27).

- ALAN, J. Maasai inter relation : belligerent herdmen or peacefull pastoralist?. In *Warfare among east African herders*, Osaka: Musée National d'Ethnologie, 1977. (Senri Ethnological studies ; no. 3).
- ALDINGTON, TJ, WILSON,FC. *The marketing of beef in Kenya*. Nairobi: Institute for Development Studies (IDS), 1968. (Occasional Paper; no. 3).
- AMISI, BK. Conflict in the Rift Valley and western Kenya. Toward an early warning indicator identification. In *Conflict resolution in the great horn of Africa*. Nairobi: USAID conference, June 1997. (non publié)
- ANDERSON, DM. Le déclin et la chute de la KANU. In *Le Kenya après Moi. Politique africaine*, juin 2003, no. 90, pp. 37-55.
- BAKER, J. *Small town Africa. Studies in rural-urban interaction*. Uppsala: The Scandinavian Institute of African Studies, 1990, p 266. (Seminar proceeding ; no. 23).
- BATES, RH. The politics of food crises in Kenya. In Michael, G., Schatzerg. (Dir.). *The political economy of Kenya*. New York: Praeger, 1987, pp. 75-92.
- BILL, JC. (1980). Natural environmental constraints in livestock development projects. In *The design and implementation of pastoral development projects for tropical Africa*. Addis Abeba: ILCA, 1980, p 59-72. (Workshop de l'International Livestock Centre for Africa (ILCA), 29 Février 1980, Addis Abeba).
- BOURMAUD, D. Histoire politique du Kenya: Etat et pouvoir local. Paris: Karthala, 1988, 326 p.
- BRIGSTEN, A. *Regional Inequality and development of Kenya*. London: Gower Publishing Company, 1980, 191 p.
- CHARLERY de la MASSELIERE, B. La difficile libéralisation des filières agricoles au Kenya : ses conséquences sur les petits producteurs des hautes terres. In *Crises et mutations des agricultures de montagnes*. Clermont Ferrand : Presse Universitaires Blaise Pascal, CERAMAC, 2003, p 121-135. (Colloque international en hommage au Professeur Mignon).
- DANIELS, RE. The extent of age set coordination among Kalenjin. In 25^{ème} conférence annuelle de l'African Studies Association. Washington DC : African Studies Association, 4-7 Novembre 1982.
- DOCHERTY, D. *A preliminary report on group ranching in Narok district*. Nairobi: Institute of development studies, 1979. (Working paper ; no. 350).
- DOOMBOS, M., MARKAKIS, J. The crisis of the pastoralism and the role of the state: trends and issues. In Stone, JC. (Dir.). *Pastoral economies in Africa and long term responses to drought*. Aberdeen: Aberdeen University, 1991. (Colloque de l'African Studies Group.: Aberdeen University).
- DROTZ; Y, SOTTAS; B. Partir ou rester ? Partir et rester : Migration des Kikuyu au Kenya. *L'homme*, 1999, n°142, pp. 69-88.
- EVANGELOU, P. *Livestock development in Kenya's maasailand : pastoralist's transition to a market economy*. Boulder (Colorado): Westview Press, 1984, 309 p.
- FALKENSTEIN, M. Concept of ethnicity and inter-ethnic migration among the Ariaal of Kenya. *Zeitschrift für Ethnologie*, 1995, no. 2, vol. 120, pp. 201-226.

- FRATKIN, E. *Problem of the pastoral land tenure in Kenya : demographic, economic and polical processes among the Maasai, Samburu; Boran, Rendille, 1950-1990*. Boston: Boston University, African Studies Center, 1994, 24 p. (Working Paper ; no. 177).
- FRATKIN, E. *Ariaal pastoralists of Kenya : surviving drought and development in Africa's arid lands*. Londres : Allyn and Bacon, 1988.
- FRATKIN, E. A comparaison of the role of prophets in Samburu and Maasai warfare. In Katsuyoshi, F., Turton, D. (Dir.). *Warfare among East African herders*. Osaka: National Museum of Ethnology, 1979, pp. 33-53. (Senri ethnological studies ; no. 3).
- FUMAGALLI, CT. An evaluation of development project among East African pastoralists. *African Studies Review*, 1978, no. 3, vol. 21, pp. 49-63.
- GALATY, JG. Pastoral conflict across northern Kenya. In MAUPEU, H. (Dir.). *L'Afrique Orientale, annuaire 2002*. Paris: L'Harmattan, 2003, pp. 223-244.
- GALATY, JG., ASCH, S. Pastoralisme, sédentarisation et Etat en Afrique de l'Est. *Politique Africaine*, 1989, no. 34, pp. 39-50.
- GALATY, JG., SALZMAN, PC. (Dir.). Change and development in nomadic and pastoral society. *Journal of asian and african studies*, 1981, no. 1-2, vol. 16, 166 p.
- GALATY, JG. The Maasai Group Ranch politics and development in an african pastoral society. In SALZMAN, PC., SADALA, E. (Dir.), *When nomad settle : processes of sedentarisation as adaptation and responses*. New York: Praeger, 1980, pp. 157-172.
- GIBBON, P. (Ed.). *Market, Civil society and Democracy in Kenya*. Uppsala: Nordiska Africainstituted, 1995, 179 p. (introduction, pp. 7-31).
- GOLAZ, V. Les migrations internes au Kenya 1979-1989. Paris: CEPED, avril 1997, 126 p. (Documents et Manuels du CEPED; no. 6).
- GOLDSMITH, P. Cattle, Khat and Guns: Trade, conflict and security on Kenya's highland lowland interface. In *Conflict and conflict management in the greater horn of Africa*. Nairobi: Institute of policy analysis and research, novembre 1998, 40p.
- HJORT AF ORNÄS, A. Town based pastoralism in east Africa. Baker, R. (Dir.). *Small town African studies in rural interaction*. Uppsala: The Scandinavian Institute of African Studies, 1990, pp. 143-160.
- HJORT, A. Ethnic transformation, dependency and change. *Journal of Asian and African Studies*, 1981, no. 16, pp. 50-67.
- HJORT, A. Herds, trades and grain: pastoralism in a regional. In Galaty, J. (Dir.). *The future of pastoral peoples*. Ottawa: International development research centre (IDRC), 1981, pp. 135-142.
- HOGG, R. Le développement au Kenya: sécheresse, désertification et pénurie alimentaire. *African Affairs*, 1987, vol. 86, no.342.
- HOGG, R. Settlement, pastoralism and the commons : the ideology and practice of irrigation development in Northern Kenya. In Anderson, DM., Groove, R. (Dir.). *Conservation in Africa: People, policies and Practices*. Cambridge :Cambridge University Press, 1987, pp. 193-206.

- HOLTHAN, HAZLEWOOD. *Aid and inequality in Kenya British development assistant to Kenya*. London: Croom Helm, 1976.
- HOLTHAN, HAZLEWOOD. *Second overall evaluation of the special rural development program*. Nairobi: IDS, 1975. (Occasional paper ; n°12).
- HUCHON, J. *Evolution identitaire et support territorial dans les sociétés pastorales de la vallée du Rift, Etude comparée des groupes pastoraux au Kenya*. Bordeaux: Université de Bordeaux 3, 1998, 67 p. (D.E.A.: Géographie.: Bordeaux 3.: 1998).
- HUNT, DN. An examination of the distribution of economic status and opportunity in Mbeere, eastern Kenya. Nairobi: Institute for development studies (IDS), 1975, 61 p. (Occasional paper; n°11).
- HUNTINGFORD, GWB. *The Nandi of Kenya*. London: Routledge and Kegan, 1953.
- HUNTINGFORD, GWB. Defences against cattle raiding. In *Antiquity*, 1934, pp.429-436.
- HUXLEY, E. *Nine faces of Kenya*. London: The Harvill Press, 1990, 451 p.
- IKIARA, GK, JAMA, M., AMADI, JO. The cereal Chain in Kenya: Actors, reforms and Politics. In Gibbon, P. *Market, Civil society and Democracy in Kenya*. Uppsala: Nordiska Africainstituted, 1995, pp. 31-69.
- JACOB, AH. Maasai inter-relation: belligerent herdmen or peaceble pastoralists?. In Katsuyoshi, F., Turton, D. (Dir.). *Warfare among East African herders*. Osaka: National Museum of Ethnology, 1977, pp. 15-33. (Senri Ethnological Studies ; no. 3).
- KAKWA, A. *Conflict resolution : causes and solutions, the pastoralist of northern Kenya*. 1999, 7 p. (non publié).
- KANYINGA, K. Struggles of access to land : the land question, accumulation and changing politics in kenya. Nairobi: Institut for development Studies, 1996, 32 p.
- KANYINGA, K. The changing development space in Kenya : socio-political change and voluntary development activities. In Gibbon, P. *Market, Civil society and Democracy in Kenya*. Uppsala: Nordiska Africainstituted, 1995, pp. 69-121.
- KAUFMANN, Von R. Politico-economic constraints. *The design and implementation of pastoral development projects for tropical Africa*. Addis Abeba: ILCA, 1980, pp. 103-108. (workshop de l'International Livestock Centre for Africa (ILCA); 25-29 février 1980).
- KERVEN, C. Customary Commerce : a historical reassessment of pastoral livestock marketing in Africa. London: ODI, 1992. (Agricultural Occasional Paper; no. 15).
- KITENME, BP., WIESMANN, U., KUNZI, E., MATHUVA, JM. A highland-Lowland system under traditional pressure: a spatio-temporal analysis. *Eastern and Southern African Geographical Journal*, 2003, vol. no. 8, pp. 45-75.
- KONCZACKI, A. *The economics of pastoralism: a case study of sub saharian africa*. London: Franck Cars and Company, 1978, 184 p.

- KRATLI, S., SWIFT, J. *Understanding and managing pastoral conflict: a literature review*. Sussex: Institute of development studies, University of Sussex, DFID, 1999, 53 p.
- LIVINGSTONE, I. Economic irrationality among pastoral people: Myth or reality? *Development and change*, 1977, no. 8, pp. 209-230.
- MAJOK, AA. *Development among Africa's migratory pastoralists*. Londres: S.O.A.S., 1996.
- MBITHI, P., BARNES, C. Spontaneous settlement problem in Kenya. *East African Literature Bureau*, 1975, 192 p.
- MEDARD, C. *Territoire de l'ethnicité : encadrement, revendications et conflits territoriaux au Kenya*. Paris: Université de Paris I, 1999, 383 p. (Thèse de doctorat.: géographie.: PARIS I.: 1999).
- MEDARD, C. Dispositifs électoraux et violences ethniques: réflexion sur quelques stratégies territoriales du régime kenyan. Le Kenya: le contrat sociale à l'abandon. *Politique Africaine*, juin 1998, no. 70, pp. 32-40.
- MEDARD, C. Les conflits "ethniques" au Kenya: une question de votes ou de terres? L'Afrique face aux conflits. *Afrique Contemporaine*, octobre-décembre 1996, no. 180, pp. 62-74.
- MEILINK, H. Maize Marketing in Kenya, 1976-1996: Liberalization and food security. In Vander Laun, LH., Dijkstra, T., Van Tilburg, A. (Eds). *Agricultural marketing in tropical Africa: contribution from the Netherlands*. Leiden: African Studies Center, 1999, pp. 43-65. (Research series ; no. 15).
- NGUYO, W., NYORO, JK. *Market Liberalization and household nutrition in Kenya*. Egerton: Egerton University, Tegemeo Institute, 2002.
- NYAGA MWANIKI. *Social and economic impact of land reform in Mbeere*. Nairobi: Institute for development studies, juin 1982. 71p. (Working Paper ; no. 391).
- NYAMWAYA. *African indigenous medicine: An anthropological perspective for policy makers and health care managers*. Nairobi: African Medical Research Foundation, 1992.
- OBUDHO, RA., TAYLOR, DR. (Dir). *The spatial structure of development : a study of Kenya*. Boulder: Westview Press, 1979, 314 p.
- ODAK, O. Inter-ethnic relations in bantu-nilotic ethnic boundaries of western kenya. *Zeitschrift für ethnologie*, 1995, no. 2, vol. 120, pp. 227-240.
- ODEGI-AWUONDO, C., NAMAI, HW., MUTSOTSO, BM. (Dir). *Masters of survival: "Life is but one big struggle in the wilderness"*. Nairobi: Basic Books, 1994, 165 p.
- OYUGI, WO. *Group ranch in Africa*. London: ODI, agricultural administration Unit, Pastoral Network, 1981. (Paper 13d).
- PAVIT, N. *Kenya, the first explorers*. London: Arum Press, 1989, 207 p.
- PEATRICK, AM. Les sociétés anciennes et leurs héritages. In, Grignon, F., Prunier, G. (dir.). *Le Kenya Contemporain*. Paris: KARTHALA, Nairobi: IFRA, 1998, p 53-76.

- PEATRICK, AM. Ages, générations : ordre et désordre. In *Des sociétés au rythme du temps. L'Homme*, 1995, vol. 134, no. 2.
- PERLOV, DC. *Trading for influence: the social and cultural economics of livestock marketing among the highland Samburu of Northern Kenya*. Los Angeles: University of California, 1987. (Ph D.; University of California).
- PERON, X. *L'occidentalisation des Maasai du Kenya: Privatisation foncière et déstructuration sociale chez les Maasai du Kenya*. Paris: L'Harmattan, 1995, tomes 1 et 2, 335 p., 312 p.). (Th.: Science Politique.: Université de Paris I.: 1993).
- PERON, X. *Land privatisation and public appropriation of land among the Maasai in Kenya: a status of double deprivation*. Nairobi: IFRA, mars 1995. (Working Paper ; no. 22).
- PRATT, D. Design by objective. In *The design and implementation of pastoral development projects for tropical Africa*. Addis Abeba: the International Livestock Centre for Africa (I.L.C.A.), 1980, pp. 15-35. (Workshop de International Livestock Centre for Africa (ILCA); Addis Abeba; 25-29 février 1980).
- RAIKES, PL. *Livestock development and policy in east africa*. Uppsala: Scandinavian Institute of african studies, 1981.
- RUTTEN, M. *Selling wealth to buy poverty: The process of individualization of land ownership among the Maasai pastoralists of Kajiado District, 1890-1990*. Fort Lauderdale, Saarbruecken: Verlag Breitenbach Publishers, 1992, vol. 26, 510 p. (Nijmegen Studies in development and culture change (niccos) ; no. 10).
- SCHLEE, G. *Identities on the move: clanship and pastoralism in northern Kenya*. Nairobi: Gideon Were Press, 1994, 278 p.
- SOBANIA, N. Defeat and dispersal : the Laikipiak and their Neighbours at the end of the nineteenth century. In Spear, T., Waller, R. (Dir.). *Being Maasai : ethnicity and Identity in East Africa*. London: James Currey publishers, 1993, pp 115-119. (Collection Eastern African Studies).
- SPENCER, P. *Pastoral continuum : the marginalization of tradition in East African*. Clarendon Press, 1998.
- SPERLING, L. *Labor organization in a nomadic pastoral society : The Samburu of Kenya*. Nairobi: Institute for development studies, janvier 1984, 30 p. (Working Paper ; n°400).
- TIFFEN, M., et al. *More people , less erosion*. Nairobi: ODI/ACTS Press, 1994.
- TOMPSON, J. Au pays des Masai. *Le tour du Monde*, 1885, vol. 69, pp. 1296-1300.
- WITSENBURG, K., ADAMO, WR. The use and management of water sources in Kenya's dry lands: is there a link between scarcity and violent conflicts? Amsterdam: AGIDS/UvA (Amsterdam Research Institute for Global Issues and Development Studies), 2003, 22 p. [http://www2.fmg.uva.nl/agids/publications/2003/witsenburg_use.html].
- ZAAL, F. *Pastoralism in a Global Age: Livestock marketing and pastoral commercial activities in Kenya and in Burkina Faso*. Amsterdam: Thela Thesis, 1999, 289 p. (Ph. D.: géographie.: Amsterdam University.: 1999).

NORD-OUEST KENYA

- ADAMS, MW., MUTISO, SK., WATSON, EA. Indigenous irrigation, agriculture and development, Marakwet, Kenya. *Geographical Journal*, 1998, no. 164, pp. 67-84.
- ADAMS, MW. Irrigation, Erosion and Famine : visions of environmental change in Marakwet, Kenya. In Leach, M., Means, R. (dir.). *The lie of the land : Challenging received wisdom on the African Environment*. Sussex: Institute of Development Studies, London: James Currey, 1996, pp. 155-167. (African Issues).
- ADAMS, MW. Dam construction and the degradation of floodplain forest on the Turkwell river, Kenya. *Land and Degradation*, 1989, no. 1, pp. 189-198.
- ADAMSON KIYONGA, F. *Pokot / Karimojong conflict*. Non publié, Archive de Kapenguria, 1997, 30 p.
- ANDERSON, DM., BROCH-DUE, V. (Dir). *The poor are not us: Poverty and pastoralism in East Africa*. London: James Currey, 1999, 336 p. (Collection Eastern African Studies).
- ANDERSON, DM. Stock theft and moral economy in colonial Kenya. *Africa*, 1986, no. 56, vol. 4, pp. 399-416.
- ANDERSON, DM. Depression, dust bowl and demography : the colonial state and soil conservation in East Africa during the 1930's. *African Affairs*, 1984, no. 83, pp. 321-343.
- ARAP CHELLAL. Human Problems associated with the Kerio River, Kenya. *East African geographical review*, avril 1969, no. 7, pp. 53-60.
- ASMERON, A. strategy for rural development with reference to Special Rural Development Plan of Kenya : a reappraisal. In Brinsbergen, W. *Aspecten van staat en maatscheping in afrika*. Leiden: African Studies Center, 1984, pp. 391-418. (Research report ; no. 22).
- AUSTIN, HH. From Njems to Marich, Sowe and Munia's. *Geographical Journal*, 1899, no. 14, pp. 307-310.
- BARBARA, AB. Women and things: Pokot motherhood as political destiny. *American Ethnologist*, novembre 1991, no. 4, vol. 18 , pp. 770-784.
- BEECH, MWH. *The Suk: their languages and folklore*. Oxford: Clarendon Press, 1911.
- BEHEND, H. *Concept of time : History and life time among Tugen people of Baringo*. 1987, 21 p. (non publié).
- BEHNKE, RH., GUWOLI, NK. *Livestock Marketing in Turkana District*. mars 1990, 126 p. (Draft Report)
- BEST, G. Marakwet and Turkana: New perspective on the material culture of east african society. *Africa*, 1993, Sammlung no. 7, 265 p.

- BOLLING, M. Intra- and interethnic conflict in northwest Kenya: a multicausal analysis of conflict behavior. *Afrikanistische arbeitspapiere* (AAP), 1990, no. 23, 12 p. [republié: *Anthropos*, no. 88, 1993, pp. 176-184].
- BOLLING, M. *The family herds, the social organisation and the economy of pastoral Pokot household*. 1993, 56 p. (non publié).
- BOLLING, M. An outlying of pre-colonial Pokot history. *Afrikanistische arbeitspapiere* (AAP), no. 23, 1990, pp. 73-91.
- BOLLING, M. Ethnic conflicts in North West Kenya : Pokot Turkana raiding 1969-1984. *Zeitschrift für Ethnologie*, 1990, no. 115, pp. 73-90.
- BOLLING, M. *The imposition of colonial rule in the north west kenya: interethnic conflict and anticolonial resistance*. Nairobi: Institut for Development Studies, 1987, pp. 5-39. [seminar paper no. 188].
- BONTE, P. Organisation économique et sociale des pasteurs d'Afrique orientale. In *Etudes sur les sociétés de pasteurs nomades. Les cahiers du centre d'études et de recherches marxistes*, 1974, vol. 2, no. 110, 94 p.
- BRAINARD, JM. *Herders to farmers: The effect of settlement on the demography of the Turkana population of Kenya*. New York : UMI Dissertation Service, 1991, 348 p.
- BRASNETT, S. The Karasuk Problem. *Uganda journal*, 1958, no. 1-2, vol. 22.
- CHAUNDY, GH. Titre non connu. *Canadian Geographical Journal*, 1949, no. 39, pp. 94-101.
- CHAUNDY, GH. The agricultural Education of a primitive tribe; the West-Suk of Kenya. *Farm and Forest*, 1943, no. 4, pp. 167-172.
- CHAUNDY, GH. Primitive agricultural methods of West-Pokot tribe and some improvements. *East African Agricultural Journal*, Juillet 1939, pp. 23-30.
- CONANT, F. Refugee settlement and vegetation change: A multistage Landsat data analysis of a semi arid region in Kenya. In *Remote sensing of arid and semi arid land*. Cairo: International Symposium on remote sensing of the environment, 1982, pp. 449-461.
- CONANT, F. Korok: a variable unit of physical and social space among the Pokot of east Africa. *American Anthropology*, 1965, no. 67.
- DIETZ, T. Crisis survival strategies: a summary of concepts and an example from semi pastoral Pokot in Kenya/ Uganda. In STONE, JC. (Dir.). *Pastoral economies in Africa and long term responses to drought*. Aberdeen: Aberdeen University, 1991, 287 p. (Colloque de l'African studies group.: Aberdeen University, 1991).
- DIETZ, T. *Pastoralism in dire straits, Survival strategies and external intervention in a semi arid region at the Kenya / Uganda border : Western Pokot, 1900-1986*. Amsterdam: University of Amsterdam, Institut voor sociale geografie, 1987, 323 p. (Nederlandse Geografische Studies ; no. 49).
- DIETZ, T. *Rapid rural appraisal in Kenya's wild west: economic change and market integration in Alale location, West Pokot*. Nairobi: Institute for development studies, mars 1983, 44 p. (Working paper ; no. 396).

- DIETZ, T., Van HAUSTRECHT, A., SCHOMAKER, M. *Location Development Profile, Sekerr Location, West Pokot, Kenya*. Kapenguria: Arid and Semi Arid Land Programm (ASAL), 1983, 35 p.
- DIETZ, T., Van HAUSTRECHT, A., SCHOMAKER, M. *Location Development Profile, Suam Location, West Pokot, Kenya*. Kapenguria: Arid and Semi Arid Land Programm (ASAL), 1983, 35 p.
- DOCHERTY, D. The Karimojong and the Suk. *The Uganda Journal*, 1957, no. 21, pp. 30-40.
- DUNDAS, KR. Notes on the tribes inhabiting the Baringo district. *East African Protectorate. Journal of the royal anthropology institut*, 1910, no. 40, pp. 49-72.
- DYSON HUDSON, N. The Karimojong and the Suk : Note. *Ugandan Journal*, 1958, no. 2, vol. 22, pp. 173-180.
- DYSON HUDSON, R., MC CABE, JT. *South Turkana Nomadism coping with an unpredictably varying environment*. New Haven: Flex Book, 1985, 378 p. (Human Relation Areas Files; Ethnography series ; vol. 1-2).
- EWERBY, D., ROSHED, K. *A minor field study concerning building increase and attractivity in the districts of Trans Nzoïa and West Pokot in Kenya*. Uppsala: Swedish University of Agriculture of Studies, International Rural Development Center, 1996, 105 p.
- GULLIVER, P., GULLIVER, Ph. *East central Africa part VII : the central nilo-hamites.*, London: Daryll Forde edition, 1953, 106 p. (Ethnographic survey of africa).
- HENDRICKSON, D., AMON, J., MEARNs, R. *Conflict and vulnerability to famine : Livestock raiding in Turkana, Kenya*. 1998. (Draft).
- HENDRICKSON, D. *Supporting local capacities for managing conflict over natural resources in the sahel. A review of issues with an noted bibliography*. London: IIED, 1997, 75 p.
- HENDRICKSON, D., et alii. Livestock raiding among the pastoral Turkana of Kenya : redistribution, predation and the links to famine. Nairobi: Institute for Development Studies, 1996, pp. 17-30. (Bulletin ; no. 3, vol. 27).
- HENNING, RO. *African Morning*. London: Chatto and Windus, 1951, 240 p.
- HOGG, R. Changing perceptions of pastoral development: a case study from Turkana District, Kenya. In Brokenska, DW., Little, PD. (Dir.). *Anthropology of development and change in East-Africa*. Londres: Westview Press, 1988, pp. 183-201.
- HOGG, R. Pokot traditional irrigation and its future development. Nairobi: The World Bank, ASAL, avril 1994. (non publié).
- HON DUNDAS, KR. Notes on the tribes inhabiting the Baringo District, East African Protectorate. *Journal of the royal Anthropological Institute*, 1910, no. 4, pp. 56-85.
- HUCHON, J. Agriculture commerciale et conflits territoriaux sur les escarpements du Rift kenyan : le commerce des mangues dans le district de Marakwet. In Charlery (ed), *Fruits des terroirs fruits défendus : identités, mémoires*

- et territoires*. Toulouse :Press Universitaire du Mirail, collection Ruralité Nord Sud, 2004, no. 1, pp. 249-259.
- HUCHON, J. L'économie agricole des îlots montagnards du nord Kenya: une évolution problématique. In *Crises et mutations des agricultures de montagnes*. Clermont Ferrand : Presse Universitaires Blaise Pascal, CERAMAC, 2003, pp. 369-385. (Colloque international en hommage au professeur Mignon).
- HUCHON, J. Le massacre du 12 mars 2001: pour une nouvelle perception des conflits Pokot/ Marakwet. In Maupeu, H. (Dir.). *L'Afrique Orientale, annuaire 2002*. Paris: L'Harmattan, 2003, pp. 305-324.
- HUCHON, J. L'évolution du milieu agro-pastoral de la plaine Njems: le rôle des périmètres irrigués. In *Petits producteurs et filières agricoles au Kenya. Les cahiers de l'ifra*. Nairobi: Institut Français de Recherche en Afrique (IFRA), septembre/ décembre 1997, no. 7-8, pp. 29-47.
- KAZUAKI KURITA. A market on boundary: the economic activities of the Pokot and Marakwet in Kenya. In *African Study monograph supplementary*, Nairobi: Institut for development studies (IDS), 1982, issue 1., pp. 71-103.
- KETTEL, DWW. *What's in a name? Age organisation and reincarnation beliefs of the Tugen Kalenjin*. Nairobi: Institute of African Studies, University of Nairobi, Mineograph, 1972. (Discussion Paper; no. 32).
- KIPKORIR, BE., SSENKONGA, JW. (Dir). *Socio-cultural profile of the Elgeyo Marakwet District*. Nairobi: Institute for African Studies, University of Nairobi, Ministry of Finance and Planning, 1985, 150p.
- KIPKORIR, BE., SOPER, RC., SSENKONGA, JW. (Dir). *Kerio Valley, Past, Present and future*. Nairobi: Institute of African Studies, 1983, 171 p. (Seminaire de l'Institute of African Studies; University of Nairobi; 21-22 mai 1981).
- LITTLE, PD. *The elusive granary, herder, Farmer and State in Northern Kenya*. Cambridge: University Press, 1992, 212p.
- LITTLE, PD. Domestic production and regional markets in Northern Kenya. *American Ethnologist*, may 1987, no. 2, vol. 14, pp. 295-308.
- LITTLE, PD. Land conflicts in the agricultural/ pastoral borderlands: the case of Kenya. In *Lands and risk in the third world: local level perspectives*. London: Lester Crook, Westview Press, 1987.
- LITTLE, PD. Absentee Herd Owners and Part-Time Pastoralists: The political Economy of Resource Use in Northern Kenya. *Human Ecology*, 1985, no. 2, vol. 13, pp. 131-151.
- LITTLE, PD. Social differentiation and pastoralism sedentarisation in north Kenya. *Africa*, 1985, vol. 55, no. 3.
- LITTLE, PD. *The effects of increased crop production on livestock investments in semi-arid areas : some example from Baringo district*. Nairobi: Institute for Development Studies, août 1981, 30 p.(working paper; no.386).
- LITTLE, PD. *Pastoralism and strategies : socio-economic change in the pastoral sector of Baringo district*. Nairobi: Institute for Development Studies, avril 1980, 14 p. (Working Paper; no. 368).

- MAISONHAUTE, J. *Jouer avec le paradoxe: l'exemple des Pokot du Kenya*. Paris: Université de Paris X, 2002, 592 p. (Thèse de doctorat.: Ethnologie et sociologie comparative.: Paris X.: 2002).
- MC GREGOR, D. Land use pressure and environmental change in semi-arid areas, West Pokot, Kenya. *Scottish Association of Geography Teachers Journal*, London: University of London, 1998, no. 27, p 23-26.
- MONBIOT, G. *No man's land: an investigation journey through Kenya and Tanzania*. London : Picador, 1995, 224 p.
- MUSAMBAYI, K. 0,4° au nord l'équateur: une souveraineté à l'abandon. Le Kenya: le contrat sociale à l'abandon. *Politique Africaine*, juin 1998, no. 70, pp. 22-32.
- MWANGI KAGWANJA, P. *Raiding democracy : The slaughter of the Marakwet in the Kerio Valley*. Nairobi: Kenya Human Rights Commission, 2001, 64 p.
- O'DEMPSEY, TJD. Traditional belief and practice among the Pokot people of Kenya with particular reference to mother and child health. Chapitre 1: The pokot people and their environment. *Annals of tropical paediatrics*, 1988, no. 8, pp. 49-60.
- PATERSON, KD. *The Pokot western Kenya, 1910-1963: the response of a conservative people to colonial rule*. New York: Syracuse, 1969. (Occasional Paper ; no. 53).
- PERISTIANY, JG. Pokot sanction and structure. *Africa*, 1954, vol. 24, no. 1, p 17-25.
- PERISTIANY, JG. The age set system of pastoral Pokot. *Africa*, 1951, no. 21, p 179-188.
- POGHISIO, S. *The social communication networks of the pastoral Pokot*. Nairobi: Daystar University, 1987.
- PORTER, P. Climate and Agriculture in East Africa. In KNIGHT, CG., NEWMAN, JL. (Dir). *Contemporary Africa, geography and change*. New Jersey: Englewood Cliffs, 1976, pp. 112-139.
- PORTER, P. Environmental potentials and economic opportunities: a background for cultural adaptation. In PROTHERO, R. (Dir.). *People and land in Africa south of the Sahara*. New York: Oxford University Press, 1972, pp. 28-37.
- RECKERS, U. *Nomadic pastoralist in Kenya : human ecological aspects of the East Pokot*. Genève: IIED, Mai 1997. (Issue Paper ; no. 73).
- REYNOLDS, JE. *Community underdevelopment and stratification in a rural destination Mnagei, Kenya*. Washington: University of Washington, 1982, p 516. (Ph. D).
- ROTINO LOTIOLO, P. *A mid term enquiry into the KVDA project and progress recorded in Sigor Division, West Pokot District*. Nairobi: Gundhigram rural institute, Deemed University, 1985. (MA thesis).
- RUSSEL, J. *Kenya, Beyond the Marich pass : a district officer's story*. London: Radcliffe Press, 1994, 161 p.
- SCHNEIDER, HK. *Livestock and equality in east Africa: The economic basis for social structure*. Bloomington: Indiana University Press, 1979, 291 p.
- SCHNEIDER, HK. Livestock as food and money. In GALATY, J. (Dir). *The future of pastoral people*. Ottawa: IDHC, 1981, pp. 210-223.

- SCHNEIDER, HK. Pokot resistance to change. In Bascom, WR., Herskovitz, M. (Dir.). *Continuity and change in african cultures*. Chicago: University of Chicago press, 1959, pp. 144-167.
- TULLY, DR. *Human Ecology and political process: the context of market incorporation in West Pokot District, Kenya*. Washington: University of Washington, 1985, 284 p. (Ph D Thesis).
- WAKEFIELD, T. Notes on the geography of Eastern Africa: routes of native caravan from coast to the interior of eastern Africa. *Journal of the Royal Geographical Society*, 1870, no. 40, pp. 303-338.
- WIDSTAND, C. *On Pokot, group ranchs, livestock marketing pastoral values, planners and variety topics vaguely related*. Kapenguria: Special Rural Development Plan, avril 1972, 25 p.
- ZAAL, F., Van TIENHOVEN, I., SCHOMAKER, M. *Masol location, West Pokot District, Kenya*. Kapenguria : ASAL Programme, 1985, 41 p.

REPUBLIQUE DU KENYA : DOCUMENTS MINISTERIELS ET D'ORGANISATIONS PARA-ETATIQUES (par ordre chronologique)

- REPUBLIC OF KENYA. Ministry of Planning and National Development. Central Bureau of statistic. *Statistical abstract 2003*. Nairobi: Government Printer. 2003.
- KFSSG (Kenya Food Security Steering Group). Juillet 2001. *Impact assessment report of the emergency interventions to support livestock during the 1999-2001 drought in Kenya*
- REPUBLIC OF KENYA. Office of the vice-president and ministry of planning and national development. *Baringo District Development Plan 1997-2001*. Nairobi: Government printer.
- REPUBLIC OF KENYA. Office of the vice-president and ministry of planning and national development. *Marakwet District Development Plan 1997-2001*. Nairobi: Government printer.
- REPUBLIC OF KENYA. Office of the vice-president and ministry of planning and national development. *Trans-Nzoïa District Development Plan 1997-2001*. Nairobi: Government printer.
- REPUBLIC OF KENYA. Office of the vice-president and ministry of planning and national development. *Turkana District Development Plan 1997-2001*. Nairobi: Government printer.
- REPUBLIC OF KENYA. Office of the vice-president and ministry of planning and national development. *West-Pokot District Development Plan 1997-2001*. Nairobi: Government printer.
- REPUBLIQUE OF KENYA. Ministry of land reclamation, regional and Water development. ASAL development program. Evaluation of Nasukuta Livestock center. Stanley, M, Mbijiwe. 1997, 52 p.

- A.S.A.L. Development program West Pokot. Annual report 1996. Kapenguria: ASAL (Arid and Semi Arid Land Program).
- REPUBLIC OF KENYA. Office of the president and ministry of planning and national development. Central Bureau of Statistics. *Kenya Population Census vol. 1*, 1989. Nairobi: Government printer, March 1994.
- RMD. Range Management Division. Baringo district. Annual Report. 1993.
- KOTOMEI, M. Grazing Pattern and stock route in Alale and Kacheliba. ASAL rapport, 1993.
- L.M.D. (Livestock Marketing Division). West Pokot *Monthly report*, février-juin 1990.
- REPUBLIC OF KENYA. Ministry of Planning and national development (Republic of Kenya). *District Atlas West Pokot*. Kapenguria: Arid and semi-arid development program (ASAL), 1985.
- REPUBLIC OF KENYA. Ministry of Planning and national development. *District Atlas Elgeyo-Marakwet*. Kapenguria: Arid and semi-arid development program (ASAL), 1985.
- REPUBLIC OF KENYA. Ministry of Economic planning and development. Central Bureau of statistic. *Kenya population census vol. I* 1979. Nairobi: Government printer, juin 1981.
- REPUBLIC OF KENYA. Ministry of Economic Planing and Development. Statistics Division. *Kenya Population Census, 1962, vol. II*. Nairobi: Government printer, mars 1965.
- BROWN, LH. *The development of the semi-arid Areas of Kenya*. Nairobi: Ministry of agriculture, Government Printer, 1963.
- L.M.D., *Annual Report*. 1963.
- A.L.M.O. (African Livestock Marketing Organisation). *Report 1952-1963*.
- A.L.D.E.V. (African Land Development). *Report 1946-1955*.

RAPPORTS D'ORGANISATIONS INTER-GOUVERNEMENTALES ET NON-GOUVERNEMENTALES (par ordre chronologique)

- NETHERLANDS DEVELOPMENT ORGANISATION (SNV). A review of restocking and its potential for gender balanced poverty alleviation, with particular reference to Turkana and West Pokot Districts. Rapport de consultant par Alan King, ETC East Africa, Juillet 2001, 31p.
- U.A. United African. Inter-African Bureau for Animal Resources (IBAR). Pastoralist harmonisation initiative, second international meeting. Mbale, Ouganda, Mai 2001. 79 p.
- UNICEF KCO. Nutrition and health surveys, West Pokot District, December 2000. Ministry of Health, UNICEF, Anglican Church of Kenya, Lutheran Church of Kenya, Décembre 2000, 26 p.

- U.A. United African. Inter-African Bureau for Animal Resources (IBAR). Karamojong cluster harmonisation meeting. Lodwar, Kenya, December 1999. 78 p.
- ARID LAND AND RANGE MANAGEMENT PROJECT. (ALRMP). Proceeding of the regional livestock marketing workshop for the western axis (Baringo, Samburu, turkana districts). Office of the president, department of development coordination. 1999.
- NATIONAL COUNCIL OF CHURCH OF KENYA (NCCK). Government laxity responsible for cattle rustling and gun influx in the North Rift, 1999.
- KENYA HUMAN RIGHT COMMISSION REPORT. avril-Juin 1998. Nairobi, Kenya.
- KENYA HUMAN RIGHT COMMISSION REPORT. juil-sept 1998. Nairobi, Kenya.
- HILFE, EV. South Karamoja Community-based Development Project. Project Proposal and Logical Framework Matrix : An Integrated Approach to regional Development. Aktion Afrika, January 1997-Décember 2001. Kampala, 1996.
- BUSH, J. The role of food aid in drought Recovery. Nairobi: Oxfam's north Turkana Drought relief Programme, 1992-94, 1995.
- DYSON-HUDSON, R. Evaluation of OXFAM's four restocking Projects in Kenya. Nairobi: Oxfam, 1988.

DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES :

- CMC, Land Rover. Route map of Kenya, 1/ 1 000 000. Nairobi : Tourist Map Ltd.
- KENYA GOVERNMENT. East Africa, Kapenguria (Series Y503, sheet NA-36-12, Edition 2-SK), 1/ 250 000. Nairobi : Surcey of Kenya, 1985.
- CARTE des Sekerr, 1/ 50 000. (Origine incertaine : survey of Kenya, 1958).

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	1
INTRODUCTION GENERALE.....	2
PARTIE 1 : PAYS ET TERRITOIRE(S) POKOT	28
Chapitre I : Espaces ou territoires de production : les pratiques de production façonnent-elles des territoires ?.....	32
A. Représentation paysagère du nord de la vallée du Rift kenyan : à la recherche des pays pokot	34
1. L'ensemble du nord de la vallée du Rift kenyan : une région incontestablement pastorale.....	35
2. La diversité des espaces : quelle typologie retenir ?	40
a. Représentation globale du relief de la zone d'étude : les contrastes topographiques.	40
b. Populations et emprise sur l'espace : des nuances linguistiques et d'occupation du sol	43
3. A l'échelle locale : une mosaïque de pays.....	45
a. A l'est : le nord du district de Baringo.....	45
b. Au centre : passée la rivière Kerio, Masol et les Sekerr	49
c. A l'ouest : la plaine de la Suam et le comté de Upe (Ouganda)	54
B. Zonalités et nuances du pastoralisme pokot : une spatialisation des dynamiques de production	58
1. Les éléments de distinction des formes du pastoralisme pokot : des tendances géographiques liées aux projets socio-économiques	60
a. Zones écologiques et degrés de pastoralité : la taille des troupeaux et la place de l'agriculture.....	60
b. Zones écologiques et degrés de pastoralité : la composition des troupeaux.....	62
2. Des stratégies pastorales aux dynamiques territoriales : quelques illustrations de l'impact de la conduite des troupeaux sur les contours d'un territoire	68
C. Des pratiques de production similaires et tournées vers les opportunités d'échanges	72
1. Diversité et saisonnalité des productions.....	73
2. Occupation de l'espace et dispersion des productions.....	77
3. La mobilité comme principe de gestion du territoire.....	83
a. La mobilité en montagne	83
b. La mobilité dans la plaine	85

Chapitre II : Gestion institutionnelle du territoire : les institutions rendent-elles effectivement compte d'un territoire commun ?	92
A. Un territoire structuré par des cadres de gestion et des droits reconnus par tous	93
1. Cadre et instance politiques de la communauté de voisinage	94
a. Une délimitation fondamentale : le <i>korok</i>	94
b. Une structure législative : le <i>kokwo</i>	96
2. La gestion des droits territoriaux : entre bon sens et négociation continuelle des règles	98
a. Normes partagées et instruments de règlement des différends	99
b. Droits et alliances aux abords des limites stratégiques	102
B. Les systèmes sociaux : pluralité des identités et flexibilité politique à travers les relations de bétail	105
1. Echelles de l'identité et accès au pouvoir sur le territoire	106
a. Les classes d'âge : un système révélateur de l'identité Pokot	107
b. Le <i>Sapana</i> : un système identitaire à l'échelle du pays	109
c. Les clans : des systèmes locaux d'identification	112
2. Réseaux informels et outils de négociation pour l'accès aux ressources	116
a. Un outil privilégié pour institutionnaliser les alliances : les mariages	118
b. Le <i>tilia</i> : un instrument de développement des réseaux d'alliances individuels	120
3. Les alliances du bétail : un système significatif des territoires	121
C. L'instabilité du pouvoir : un territoire à l'épreuve des évolutions démographiques (homme et bétail)	124
1. Les variables démographiques de la succession du pouvoir	125
2. La dégradation des systèmes de réciprocité : un facteur d'érosion des relations de proximité	131
PARTIE 2 : LES MODALITES DU CONTROLE TERRITORIAL DU NORD OUEST DU KENYA PAR L'ETAT	138
Chapitre I : Conquête et découpage administratif : l'invention d'une marge territoriale dans le Nord Ouest du futur Kenya	142
A. Les logiques de l'intervention britannique : la souveraineté en danger	144
1. La naissance du stéréotype des « guerriers aux territoires expansionnistes »	145
2. Une région d'ivoire, une zone de non-droit menacée par l'Ethiopie	148
3. Intégration et sécurité : des questions politiques à l'origine du transfert de souveraineté entre les deux protectorats	151
4. Les modalités de la sécurisation : trois étapes vers la pacification	154
B. Cloisonnement d'un territoire tampon : les limites chargées de sens des « districts pokot »	157
1. Cartographier l'ethnie : ce que l'Histoire retient	159
2. Une limite sécuritaire sur la partie Nord : la limite administrative Pokot/Turkana	163

3. La frontière et les limites « transversales » : exemples de limites « transparentes ».....	165
4. Une limite de voisinage : la limite Marakwet/Pokot.....	170
5. Au sud, les limites « intégrées » avec la division de Baringo et le district de Trans-Nzoïa.....	176

Chapitre II : Gradient d'intégration et discontinuité socio-politique entre le nord et le sud du district West-Pokot 181

A. Les modalités administratives de l'intégration : rôles de l'administration et du gouvernement local au nord et au sud 183

1. Les lacunes de l'administration : de l' <i>indirect</i> à la <i>direct rule</i>	184
a. Une faible connaissance du milieu local par l'administration du district.....	186
b. Les <i>chiefs</i> , personnages de l'administration et/ou hommes de pouvoir	190
2. Jeux politiques dans le chef lieu du district de West-Pokot.....	194
a. Le gouvernement local : des représentants sans pouvoir face à l'administration	195
b. Les membres du parlement : régionalisme et compromis électoraux	200

B. Institutionnalisation des conflits au Nord : les bras armés de l'Etat comme vecteurs de l'intégration ? 203

1. Le massacre de Kolloa (1950) : un symbole des relations entre l'arrière pays pokot et l'Etat..	204
2. Les modes de résolution des conflits par l'Etat souverain (1960-1985)	209
3. La géographie militaire dans le Nord-Ouest du Kenya.....	220

C. Instrumentalisation des conflits au Sud : l'ethnicité comme outil d'intégration par le milieu politique ? 226

1. Du <i>melting pot</i> ethnique aux droits exclusifs des Pokot sur le district de West-Pokot.....	227
2. Les associations ethniques : des plates formes de revendications territoriales pour les élites (1962-1978)	231
3. Les Pokot dans l'ensemble politique national : un discours virulent, une personnalité charismatique	237

PARTIE 3 : INTEGRATION DIFFERENCIEE ET CONSTRUCTION TERRITORIALE EN PLAINE ET EN MONTAGNE..... 247

Chapitre I : Contrôle territorial et catégorisation spatiale : le jeu du développement 251

A. « Transformer » pour rentabiliser l'espace..... 253

1. La dégradation des sols et la famine, des prétextes pour contrôler l'espace	253
2. Spécialisation et développement différencié des plaines et des montagnes	255
3. Casser la complémentarité et contrôler les échanges : un préalable à la pénétration de l'économie de marché	258
4. Répétitivité des programmes pour un succès tardif	261

B. Le développement pastoral : un exemple de spécialisation et d'homogénéisation de l'espace	264
1. Aménagement des parcours et réformes foncières pour un pastoralisme amélioré : l'exemple du <i>grazing scheme</i> de Masol	265
a. Idéologie de la modernisation à travers la transformation du système foncier.....	265
b. L'exemple du <i>grazing scheme</i> de la plaine de Masol.	268
2. Sédentarisation et développement de l'agriculture irriguée pour lutter contre la « crise du pastoralisme »	271
a. Les principes du passage à l'agriculture en plaine.....	271
b. Le périmètre d'Amolem	274
C. Nouveaux acteurs, nouveaux constats, nouvelle version du développement pastoral	277
1. Cadre d'action des organisations de développement	278
a. Développement local et compétition des Eglises.....	279
b. La vision régionale des professionnels du développement	281
2. Définition et évaluation de la pauvreté en milieu pastoral.....	283
3. Un exemple de projets pour « lutter contre la pauvreté » : le <i>restocking</i>	287
a. Quels « pauvres » appuyer ? Le choix des bénéficiaires, une procédure très conditionnée.....	288
b. Le « pack de subsistance », pour un « bon retour » au pastoralisme.....	291
c. Prêter ou donner : un problème idéologique et pratique	293
4. Questionnements autour d'éventuels conflits et effets géographiques.....	294
 Chapitre II : Quelles incidences les modèles d'intégration au marché national ont-ils sur les dynamiques territoriales différenciées en plaine et en montagne ?	302
A. Le dilemme des institutions de gestion des filières commerciales : intérêts locaux ou intérêts nationaux ?	304
1. Les organismes de gestion des filières nationalisées : contrôler pour survivre.....	305
a. La filière bétail dans le Nord-Ouest du Kenya : une filière contrôlée, une contrebande suspectée	305
b. La filière céréale : les contraintes de la gestion centralisée	314
2. Libéraliser sans représenter les producteurs : l'exemple de la filière maïs	322
a. Les premières étapes de la libéralisation : le développement du commerce local.....	323
b. La crise de 2001 : la chute des prix au producteur, un effet de la libéralisation ?.....	326
B. La plaine, une périphérie en crise, entre conflit et contournement	331
1. Un marché au bétail mal adapté à la production pastorale.....	333
a. Impact des sécheresses sur le marché au bétail : les effets de structures.....	334
b. Des calendriers de production et de consommation décalés	335
2. Risques et réalités du commerce du bétail dans les districts du Nord-Ouest kenyan.	337
a. Les risques conjoncturels liés à la sécheresse et à l'insécurité en plaine.....	337
b. Des contraintes structurelles : la mainmise des grands commerçants sur la filière locale.....	340
3. Nouvelles générations, nouvelles valeurs : entre individualisation et mécanismes de cohésion sociale par le conflit	342

a. L'agriculture en plaine : un modèle d'intégration efficace, mais individualiste	343
b. Des commerçants itinérants aux stratégies élaborées	346
c. Mécanismes de cohésion et d'ascension sociale par la pratique du raid	349
C. En montagne : ouverture et recomposition territoriale en réponse au marché	353
1. Les centres : forces vives d'un développement économique	355
a. Centres et marchés autonomes des piémonts Cherangani	358
b. Centres de gros et dissémination des micro-centres dans les Sekerr.....	365
2. La participation à l'économie de marché : des pratiques diversifiées et des investissements tournés vers l'économie nationale	371
a. Les acteurs locaux et leurs pratiques commerciales.....	371
b. La direction des investissements : un révélateur des dynamiques territoriales actuelles.....	379
3. La redéfinition et le déplacement des zones de production : colonisation, sécurisation et conflits fonciers sous l'égide du clan	384
 CONCLUSION GENERALE	 398
 BIBLIOGRAPHIE.....	 409
 TABLE DES MATIERES.....	 430
TABLE DES ILLUSTRATIONS.....	434
LISTE DES TABLEAUX.....	435

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Illustration no. A. Cartes de localisation des zones d'étude.....	2
Illustration no. 1. Domaines arides et semi-arides du Kenya.....	36
Illustration no. 2. Le Nord-Ouest du Kenya.....	37
Illustration no. 3. Coupe topographique A, du sommet du Mont Elgon à l'escarpement oriental.....	41
Illustration no. 4. Coupe topographique B, du plateau du Karamoja (Ouganda) à l'escarpement oriental.....	41
Illustration no. 5. Relief de la zone d'étude.....	42
Illustration no. 6. Pays des Pokot de l'Est : la vallée de Ngyniang (district de Baringo).....	47
Illustration no. 7. Pays pokot central : la plaine de Masol, les Cherangani et les Sekerr.....	48
Illustration no. 8. Croquis de l'escarpement des Sekerr (versant occidental du Rift)	52
Illustration no. 9. Coupe topographique C, des monts Kadam à l'escarpement de Laikipia.....	53
Illustration no. 10. Pays des Pokot de l'ouest : la plaine de la Suam.....	55
Illustration no. 11. La composition des troupeaux de keu.....	63
Illustration no. 12. La composition des troupeaux de kamas.....	65
Illustration no. 13. La composition des troupeaux de musop, dans le Nord des Sekerr.....	66
Illustration no. 14. La composition des troupeaux de musop, dans le Sud des Sekerr.....	66
Illustration no. 15. La composition des troupeaux de turku.....	67
Illustration no. 16. Calendrier agricole et mobilité haut-bas dans les monts Sekerr.....	84
Illustration no. 17. L'espace pastoral de Masol : parcours et zones d'approvisionnement en céréales.....	88
Illustration no. 18. Aires d'extension des systèmes de classes générationnelles et de classes d'âge.....	111
Illustration no. 19. Systèmes sociaux et sections territoriales.....	117
Illustration no. 20. Des rythmes de succession différenciés en plaine et en montagne.....	128

Illustration no. 21. Repères chronologiques de l'histoire du Nord-Ouest de l'actuel Kenya.....	143
Illustration no. 22. Le Nord Ouest de l'actuel Kenya au 19 ^{ème} siècle.	146
Illustration no. 23. Effets de la frontière et des limites administratives (West-Pokot et Baringo).....	162
Illustration no. 24. Les évolutions de la frontière internationale « Ouganda/Kenya ».	167
Illustration no. 25. Les modifications successives de la limite administrative West-Pokot/Marakwet	172
Illustration no. 26. Cadres et hiérarchie politico-administratifs au Kenya.....	185
Illustration no. 27. Les divisions administratives du district de West-Pokot en 1955 et en 2002.....	189
Illustration no. 28. Division et sub-divisions :l'exemple de Sigor	193
Illustration no. 29. Régionalisation et découpage administratif des provinces en 1961.....	197
Illustration no. 30. Le contrôle des collectivités locales.	199
Illustration no. 31. Conflits et évolutions des rapports de forces entre les Pokot et leurs voisins.	213
Illustration no. 32. La zone de conflit de Chesegeon dans les années 1990.	216
Illustration no. 33. Groupes paramilitaires et fronts de sécurisation dans le Nord-Ouest Kenyan.	222
Illustration no. 34. Voies et acteurs du commerce de bétail dans le Nord-Ouest du Kenya.....	311
Illustration no. 35. Voies et acteurs du commerce du maïs dans le district de West-Pokot	319
Illustration no. 36. Zone d'influence des centres des piémonts Cherangani.	360
Illustration no. 37. fonctions des centres liés aux monts Sekerr et flux d'exportations agricoles.....	366
Illustration no. 38. L'évolution du transect haut/ bas, année 1920-1990.....	385
Illustration no. 39. La carte des nouveaux territoires claniques.....	388
Illustration no. 40. Le poids démographique des clans de la vallée de Mungat (Sekerr).....	390
Illustration no. 41. Le poids démographique des clans de la vallée de Chepkondole (Sekerr).....	390
Illustration no. 42. Organigramme de la nouvelle organisation politique de la vallée de Mungat	393

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1: Bétail et population dans les districts du Nord de la vallée du Rift.....	39
Tableau n°2: Evolution du cheptel entre 1991 et 1999 dans les districts du Nord de la vallée du Rift.	40
Tableau n°3: Estimation de la taille moyenne des troupeaux familiaux par zones agro-écologiques.....	60
Tableau n°4: Estimation de la consommation alimentaire des populations de Nginyang (Baringo).....	64
Tableau n°5: Evolution du cheptel pokot du district de West-Pokot de 1926 à 2000.....	70
Tableau n°6: Diversité et disponibilité des surplus à échanger.....	76
Tableau n°7: Calendrier de travail et opportunités d'échanges entre la montagne et la plaine.	90
Tableau n°8: Rythme de succession des classes d'âge depuis 100 ans	127
Tableau n°9: Estimation de l'importance relative des sources d'approvisionnement en céréales des pasteurs pokot de Nginyang, hors auto-consommation.	133
Tableau n°10: La chute des prix de gros moyens du maïs dans les quatre principaux centres urbains	327
Tableau n°11: Synthèse des relations entre l'évolution des troupeaux et le comportement commercial des éleveurs.....	334
Tableau n°12: Calendrier et rapport théorique entre activités pastorales, ventes et prix du marché.	336
Tableau n°13: Exportation du bétail à partir des districts de Turkana, de West-Pokot et de Baringo.	338
Tableau n°14: Les valeurs du bétail sur le marché et à l'échange local.	348
Tableau n°15: Exemples de termes de l'échange à partir desquels spéculent les commerçants.....	348
Tableau n°16: Saisonnalité des ventes de maïs et évolution des prix moyens du sac dans les deux premiers niveaux de transactions	372
Tableau n°17: Un cas d'illustration : les ventes d'Ariongoreng (grossiste à Chepkong).....	373
Tableau n°18: Un cas d'illustration : les ventes de Ziamojang (grossiste à Chepkong)	374
Tableau n°19: Exemples de travaux rémunérés et de salaires locaux	377
Tableau n°20: Emplacements des écoles primaires par zone d'altitude et effectifs inscrits (Sekerr Hills) .	380
Tableau n°21: L'investissement de départ : différences entre kiosks et épiceries	381

ANNEXE 1 : Sécheresses, épizooties et famine au cours du 20^{ème} siècle

1888	Sécheresse touche le nord-ouest de l'actuel Kenya (selon Teleki)
1890-2	<i>Grande sécheresse, peste bovine et épizooties de pneumonie bovine (90% du bétail maasai disparaît).</i>
1897-8	<i>Pneumonie bovine dans la région des Ngong Hills (maasai) et peste bovine sur le bétail des maasai de Naivasha.</i>
1909	<i>East Cost Fever dans le sud maasai</i>
1918	Sécheresse (les Turkana multiplient les raids sur le sud)
1921	Fortes pluies et inondations (les Ilchamus abandonnent l'irrigation après la destruction des canaux)
1925-7	Sécheresse et épizooties (des Karimojong poussent les Pokot vers le plateaux de Trans-Nzoia)
1929	Sécheresse et épizooties dans le Karamoja et la plaine de la Suam
1931	Invasion de criquets en West-Pokot (Kinyaka)
1933-5	<i>Sécheresse et famine dans le sud maasai / peste bovine en West-Pokot</i>
1938-9	Sécheresse
1943-6	<i>Sécheresse et famine</i>
1948-50	<i>Epidémie de peste bovine</i>
1951	<i>Inondation</i>
1952	<i>Epidémie de fièvre aphteuse (Kajiado sous quarantaine)</i>
1953	<i>East coast fever dans le sud de Kajiado</i>
1953-6	Sécheresse
1959	<i>Sécheresse et épidémie de pleuropneumonie bovine</i>
1960-61	Sécheresse et famine (première intervention humanitaire dans le Turkana).
1963	<i>Inondation</i>
1965	Première distribution gratuite de maïs étasunien en West-Pokot (Pagha America)
1973-6	Sécheresse et famine
1979-80	Sécheresse
1984	Sécheresse et famine
1986	<i>Epizooties de pleuropneumonie bovine</i>
1991	Sécheresse
1993-4	Sécheresse et famine
1997	Sécheresse
1998	Inondation et épizooties de peste bovine
2000	Sécheresse et famine
2004	Sécheresse

Italique : M. Rutten (1992), concerne surtout les terres maasai. Les autres événements ont été récoltés par recoupement d'information provenant de divers ouvrages sur le nord-ouest Kenya et le Karamoja.

ANNEXE 2 : Grille d'entretien auprès des producteurs.

1. Clan : sub-clan :

Totem :

Age-group :

Where do you come from ?

Where do you live presently ?

2. How many *shamba* do you have ?

Place	Type of crops	Acreage

2.1. Production (in bags).

Year	millet	maize	beans
1999			
2000			
2001			

2.2. Did you sell some ? When ? Where ?

Year	Millet	maize	beans
1999			
2000			
2001			

Main place of selling :

To whom (local trader, big trader, middle men...) ?

2.3. Other :

	Bags or tins	To Whom (relatives, neighbours) ? where ?
Gift to relatives		
Exchanges (works)		
Exchanges (animals)		
Brewing for work		
Brewing for business		
Party/ ceremony		

3. Livestock.

3.1. How many goat and sheep do you have?

Lactating female:

Castrated male:

Bulls:

How many are born within the family?

Bought from the local?

Bought from the market?

Received from dowery?

Exchange for maize or millet?

How many received from tilia?

3.2. Cattle.

Lactating female:

Castrated male:

Bulls:

How many are born within the family?

Bought from the local?

Bought from the market?

Received from dowery?

Exchange for maize or millet?

How many received from tilia?

3.3.

When did you sale last, and where?

Where, which kind of animal?

Where did you buy last and where?

Where, which kind of animal?

Did you ever exchange animals for services (work), maize, millet?

4. Tilia

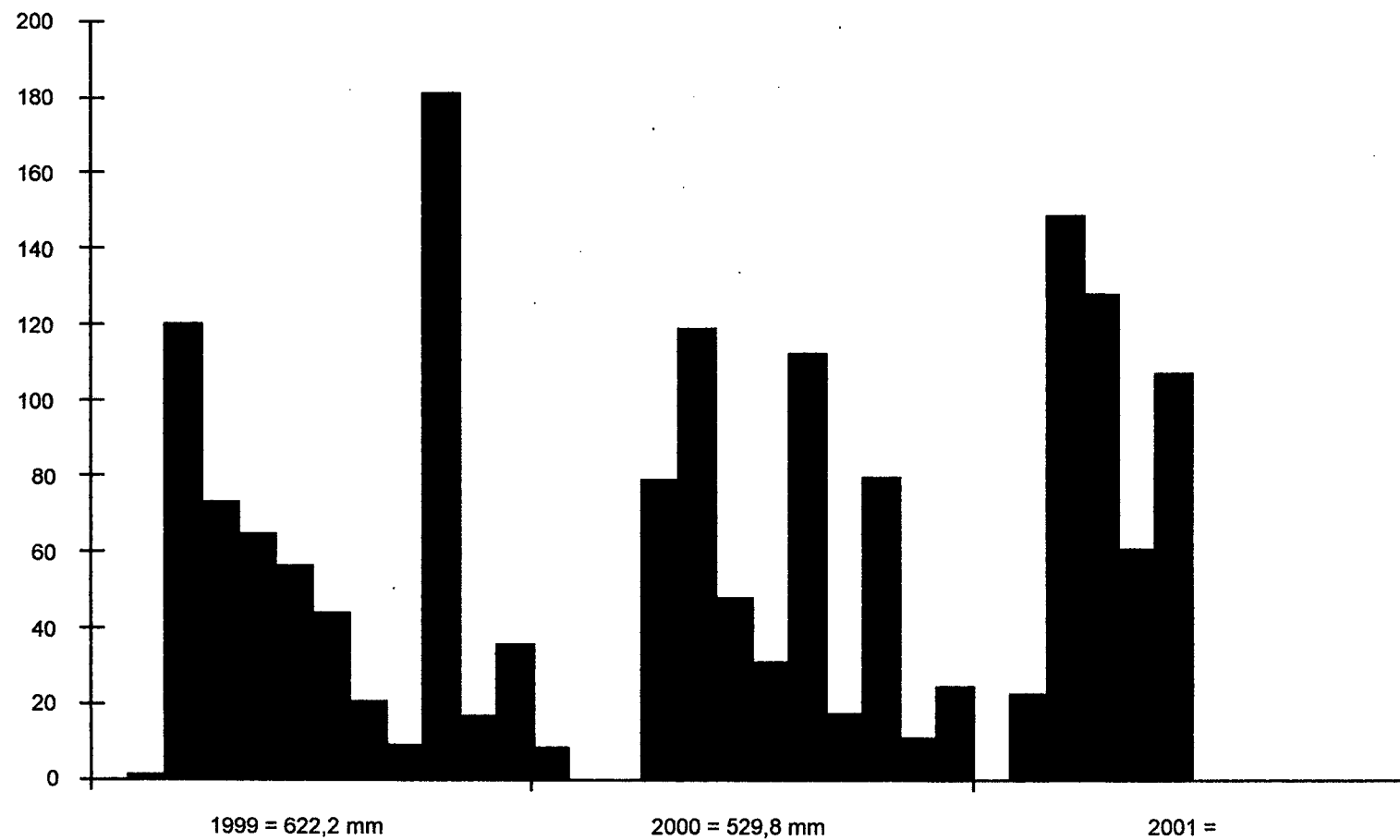
Do you have tilia?

Who, Where, for which animal, for how long?

Do you thing tilia is still a good system?

ANNEXE 3 : Totaux pluviométriques à Marich de janvier 1999 à juin 2001

Source : données personnelles (à Marich Pass).



ANNEXE 4 : Les clans pokot (d'après entretiens personnels et littérature variée)

CLANS	TOTEMS	SUB-CLANS	ORIGINE
Chapin	Warany (Blue monkey)	Chepöchewu Chepöcheepochot Chepiyöt Chemoror Chepölalal Chepöchebit Chepösitor Chepötina Chemöru Chepotina Chepmoru	- Sikar Hills - Murwa (Origine Turkana).
Kitong / Rong	Köpan (Dove)	Chepöksera Chepöchesuntĩ Chepöcheptintĩ Chepösiya Cheptangat Chepökana Chepötoncho	Chesegon Keiyo, Iten Rongot Masol Kaylonkoy Moyoy
Köno	MonKes (Colobus)	Chemkeya Chepösetyö Chepökweghō Cheptuw Chepörökwō	Ortum, Clan fondateur à Mwino
Kopil	Kukay (Black crow)	Cheptete Chepösokong Chepörelō (has evil eye) Chepöcheris	Marakwet, Endaugh
Kösöm	Kosomyon (Ground hive)	Chepötintar Chepötirom Cheptum	Tiati Hills Elgon.
Ngörökōyot	Sonkok (Fournis géantes)	Chepösekogh Cheptikōw Chepökarin Cheposepöy	Sirikwo Kapenrōy,
Köymō	Silangkwa (gourd plant)	Chepösorir Chepökarial Cheminisya Chepösemchō Chepökisiran Chepösimaya	Clan fondateur de Mwino (origine Sirikwō)
Lökeni, Lakeniyon.	Mnyakaw (frog)	Chepusya Chemoyö Chepöchemima Chepurayĩ Chepkong Chepököröntō Chemiching Chemnongor Chepöcheptoch Cheponyonkĩ Chemitiny Chepökörō Chemeliny Chemichich-ptuya Chepöcheropöy Chepöchesaw Chepökipay Chepöchepsyepan Chepöcherkiyech Chepchay	Maipen Chempkay (Lomut), East Tugen. Baringo, Masol

Ngisuröt, Ngirurin.	Ilat (spirit of rain)	Cheponot Chepörenger Chepöcheriwow Chepösömot Cheparkoti Chepöröpöny Chemchin Chemitey Chepöchepkai Chepöchemosoy Chepoche pawan Chepötunyany Chemwewar Chepökusum Chepocheriwow	Elgon, Clan fondateur de Mwino. (Lomut), Mariny.
Sigh, Sighyon.	Sökömin, Sakam (Bee) Kipaw Rhinocéros	Cheptakar Chepörökwo Chepachikwa Chepartil Cheptaon Chepösopon Chepörökö Chemarmarich Chepokipoch Chepsalwalch	Masop, Irom-Kaylonkol, Chepkondolo. Cherangani.
Sikowot Kapilyon (?).	Kukiy (dog)	Chepösakak Chepönyoryö Chepöcheris Chepsikak Chemakew(chemilingot) Chematichor Chepokachemngalel	Marakwet, Elgon, Marich.
Silökot, Solokin	Siroro (Hawk, faucon)	Chemirtany Chepöcheptan Chepökapsakom Chemakew Chepötöpiton Chepöchikok Chepöngalit Chepochompus	Clan fondateur de Mwino
Sinikirot	Monkes (Culum)	Chepöchekirip	Lelan, Mwino
Sirkoy, Ptuyin, Ptuya	Sikiryö (donkey)	Chepösirkoy Chepötirikol Chemariny Chepösöker(?????)	Elgon
Sipan	Pelyon (elephant)	Chepötula Chepöteltel Chepuryö Cheparkorin Cheptani	Tiati
Orö, Oroyin.	Tamas (camel)	Chepserim Chepeytuy(Chepkondole). Cheptamugh Cheptuma Cheplöke Cheplok Chemusö Chemikany Chepöngörömwo Cheparsich Chepelyon Chepöro	East, Marsabit, Kolkol hills

Pkomör	Lotura (Hoar, cochons sauvages). Sökömin (wasp, guêpe) Sawach flycatcher) Buffalo femelle (???).	Chepöchonyir Chepöchepekoykat Chepökasokong Chepösonkö Chepöchewew Chepötüröm Chepsoghigh	Plaines.
Riy, Riyon Riy, Kacherus???, Rion, Kapkaplagues, Porquepique???	Kaner (Rock hyrax)	Cheploswö Chepönarewö Chepökisang Chepöchehaw (Musa) Chepökakiy Chepösokes Chepökenyewa Cheparchok Cheparkisim Chepokasowö Chepoyong Chepsanak Chemakwany	Origine Mont Elgon, (Masol, Koo, Kony); Tiati.
Saniak, Sanyokin.	Pirech (, red ants, fourmie rouge)	Chepsirwö Chepösanyak Chepokapcherop	Cherangani.
Siwotoy	So (buffalo)	Chepökigho Cheptilak Chepkasam Chepöchepeköntör Cheparkong Chepökamoy (Benson) Chepösirwö Chepötinew Chepsapul Chepösöwör Chemurunkī Chepökonchirö Chepösita Cheposankiy	Cherangani ; Laikipia Ngarwa, trouvés à Mwino.
Sökö, Söchony.	Ngötiny (lion)	Cheptöyo(chepkondole) Chepösimöt Chepöchemosöy(Chepkondole) Chepötikön Chemakal Cheperkes Chemaryan(Chepkondole). Chepöwonkö. Chemoyö Chepsönkwöt Chemiket Chepökapech	Maipen Chempkay, Pour Söchony voire Soi- Eldoret.
Solyongot, Terchon.	Ilat (Thunder)	Chepöcheputyö Chemirkey Cheparwas Chepösonchö Chemkan Chepöret Chepten Chepötöya Chepöchepörök Chepökwagha Chepötey Chemölichö Chepöchepapan Chemori Chepaywat Chepöserö Chepötöye	Mont Elgon, Kony.

Sotot, Sötin	Asis (sun)	Chepintany(Chepkondole). Chepöchemiryan Chepösowyon Cheplamin Chepötumeghyö(werkoy) Chepösörom Chepörwala Chemirön Chepöchesirwö Chepösimach Chepökatina Chepösöwör Chepökamik	East Pokot, Tugen Waiwai, Weiwei
Talay, Taöyin	Mayos (babouin)	Chepösikuper Chepöchemiku Chepchampagh Chepöngato Chepökitey Chepöchechentö Chemingeny	Marakwet , East Pokot...
Talay	Kukay (White necked cow)	Chepösayit (werkoy) Chepteya(Chepkondol). Cheptapalal Chepsukuk Chemnangat Chemori Chepöchemerkut(Mungat). Chepöcheptan Chemanantey	Mwino (Sigor,Chesegon).
Tinko, Ptingo (Kapsö, Mungat)	Moroy (Snake)	Chepöchonkil Cheman Chepöchepköw Chepöchepkatugh	Origine Tugen, près de weiwei, waiwai, ou Kapcherop
Tinko, Tinchön (mungat)	Kawach (hyène)	Chepöchepos Chepayos(Mungat) Chepösöngöri Cheposö Chepögh (Rotino)	Origine Tugen. waiwai, ou Kapcherop (trouvé à Chesegon)
Tul, Tulin (Sostin).	Chepkonö (Jackal)	Chemining Chepöcheptirök Chesikö Chemötongot Chemusar Chepökutö Chepsorpöy Cheptoo Chepokarin	Marakwet
	Mulunchö (Warthog)		
Söchon, Söchony	Moril (Leopard) Pour Söchony, Lion (Ngötiny).	Chepökapech	Sekerr, pour Söchony c'est Soy-Eldoret.
Mtuyin		Chepocheropoy	

Intégration et conflits d'espaces.

S'appuyant sur une analyse de la situation des Pokot, cette étude vise à définir les modèles employés pour intégrer les populations du nord-ouest kenyan à l'Etat-nation et à examiner sous quelle forme ces modèles sont appropriés par la société locale. Conçu comme une zone tampon entre les no man's land semi-arides du nord et les hauts plateaux fertiles du sud, le district de West-pokot est aujourd'hui un référent territorial indiscutable, objet de revendications politiques et de conflits sur ses bordures. Pourtant, l'organisation des filières bétail et céréales génère un processus d'évolution différenciée entre les espaces de la plaine et de la montagne. Les producteurs élaborent des stratégies de recomposition et de renforcement territorial, en dehors de toutes considérations des échanges de complémentarité et des relations de proximité entre le haut et le bas de l'escarpement du Rift. A la vision d'un seul territoire ethnique homogène s'impose donc plutôt celle de deux territoires de productions distincts entre lesquels naissent de nouveaux conflits.

Integration and Spatial Conflicts

Based on an analysis of the Pokot situation, this study aims to define the models used to integrate the populations in the north-west of Kenya in the nation state and examine how these models are appropriated by the local society. Designed as a buffer zone between the semi-arid no man's land in the north and the high, fertile plateaux in the south, the West Pokot District is today an incontestable territorial referent that is the object of political claims and border conflicts. Yet, the organisation of the cattle and grain commodity chains generates differentiated evolution processes in the plains and mountain areas. Farmers elaborate territorial re-composition and strengthening strategies, with no consideration of complementarity exchanges and relations of proximity between the high and low areas of the Rift. Thus, a vision of two distinct production territories between which new conflicts emerge is therefore imposing itself over the vision of a single homogenous ethnic territory.